GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

La formation aux métiers de demain : un enjeu de souveraineté économique

Catalogue France 2030
Projets Formation
CMA-SAISONS 1 & 2



FRANCE 2030

5e édition - Juin 2025



ÉDITO

À l'aube d'une ère de transformations sans précédent, le défi des compétences : un enjeu vital

Nous vivons une époque charnière, marquée par des mutations profondes et une accélération vertigineuse des changements. Face aux défis colossaux de notre temps - crise climatique, révolution numérique, tensions géopolitiques - la France a fait le choix audacieux de l'action et de l'innovation avec France 2030.

Notre ambition est claire : positionner la France à l'avant-garde des grandes transitions de notre siècle. Loin de subir passivement ces bouleversements, nous choisissons de les anticiper et de les façonner. C'est le sens profond de France 2030 : investir massivement dans les secteurs stratégiques qui définiront notre futur, de la transition écologique à la santé en passant par l'agriculture du XXIe siècle.

Mais au cœur de cette vision, il y a une conviction forte : la clé de notre réussite réside dans notre capital humain. Sans les talents et les compétences adaptés aux métiers de demain, aucune transformation durable n'est possible.

« Relevons ce défi. L'avenir commence aujourd'hui. »

Le défi des compétences : un enjeu vital

C'est pourquoi nous avons fait de la formation et de l'adaptation des compétences une priorité absolue. Avec un investissement de plus de 2 milliards d'euros, nous visons à former et sensibiliser des millions de Français aux métiers d'avenir d'ici 2030.

L'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir » (CMA) est l'un des piliers de cette stratégie. Fruit d'une collaboration inédite entre six ministères, il mobilise l'ensemble de l'écosystème - entreprises, organismes de formation, collectivités, académies, universités - pour relever ce défi crucial.

La saison 1 de CMA a déjà permis d'identifier des projets innovants qui formeront plus de 3 millions de personnes et en sensibiliseront 12 millions aux métiers d'avenir d'ici 2030. Ces chiffres témoignent de l'ampleur de la mobilisation et de l'impact potentiel de cette initiative.

Mais nous ne nous arrêtons pas là. La saison 2, lancée en juin 2023, a suscité un engouement remarquable avec plus de 400 dépôts de lettres d'intention. Cette forte participation démontre la pertinence et l'attractivité du dispositif CMA. **À ce jour, 62 nouveaux lauréats ont déjà été sélectionnés pour cette deuxième saison, et je tiens à les féliciter chaleureusement.** Votre créativité, votre engagement et votre professionnalisme sont les moteurs de cette transformation.

Le défi qui nous attend est immense. Former ces millions de femmes et d'hommes aux compétences de demain n'est pas seulement un objectif ambitieux, c'est un impératif vital pour l'avenir de notre pays.

C'est ensemble - État, entreprises, monde académique, société civile - que nous relèverons ce défi. Car l'enjeu dépasse largement le cadre économique : il s'agit de construire une France plus forte, plus innovante et plus résiliente. Une France capable d'offrir un avenir meilleur à nos enfants et petits-enfants.

Je salue tous les lauréats, tant de la première que de la deuxième saison. Votre implication est cruciale pour la réussite de cette ambitieuse initiative. **Ensemble, nous sommes en train de façonner l'avenir des compétences et des métiers en France.**

Relevons ce défi. L'avenir commence aujourd'hui.

Bruno Bonnell
Secrétaire général pour l'investissement en charge de France 2030

À propos de France 2030

54 milliards d'euros, 10 objectifs et 6 leviers pour mieux vivre, mieux produire et mieux comprendre le monde

France 2030 traduit une double ambition : transformer durablement des secteurs clefs de notre économie (énergie, automobile, santé, aéronautique, etc.) par l'innovation technologique et industrielle, et positionner la France comme un leader du monde demain. De la recherche fondamentale, à l'émergence d'une idée jusqu'à la production d'un produit ou d'un service nouveau, France 2030 soutient tout le cycle de vie de l'innovation jusqu'à son industrialisation.

France 2030 est inédit par son ampleur : 54 Mds€ sont investis sur cinq ans pour que nos entreprises, nos écoles, nos universités, nos organismes de recherche, réunissent pleinement leurs transitions dans ces filières stratégiques.

L'enjeu est de permettre de répondre de manière compétitive aux défis écologiques et d'attractivité du monde qui vient, et de faire émerger les futurs champions de nos filières d'excellence.

France 2030 est défini par deux objectifs transversaux consistant à consacrer 50 % de ses dépenses à la décarbonation de l'économie, et 50 % à des acteurs émergents, porteurs d'innovation sans dépenses défavorables à l'environnement (au sens du principe Do No Significant Harm).

France 2030 est mis en œuvre collectivement : pensé et déployé en concertation avec les acteurs économiques, académiques, locaux et européens pour en déterminer les orientations stratégiques et les actions phares. Les porteurs de projets sont invités à déposer leur dossier via des procédures ouvertes, exigeantes et sélectives pour bénéficier de l'accompagnement de l'État.

France 2030 est piloté par le Secrétariat général pour l'investissement, en charge de France 2030, pour le compte de la Première ministre, en lien avec les ministères concernés.

La stratégie France 2030 est lisible avec 10 objectifs précis et facilement identifiables et 6 leviers pour les atteindre.

France 2030 est mis en œuvre par l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Agence de la transition écologique (ADEME), Bpifrance et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

10 Objectifs

Mieux produire

1. Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires (SMR) d'ici 2035, et soutenir l'innovation de rupture dans la filière
2. Devenir le leader de l'hydrogène décarboné et des énergies renouvelables en 2030
3. Décarboner notre industrie afin de respecter l'engagement de diviser par deux nos émissions de gaz à effet de serre dans ce secteur en dix ans
4. Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides
5. Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas-carbone

Mieux vivre

6. Investir dans une alimentation saine, durable et traçable, afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire sur laquelle la France est un pays leader
7. Produire en France au minimum 20 biomédicaments, en particulier contre les cancers, les maladies chroniques, dont celles liées à l'âge et créer les dispositifs médicaux de demain
8. Placer la France en tête de la production des contenus culturels et créatifs, et des technologies immersives

Mieux comprendre le monde

9. Prendre toute notre part dans l'aventure spatiale
10. Investir dans le champ des grands fonds marins

6 Leviers

1. Sécuriser l'accès aux matières premières
2. Sécuriser l'accès aux composants stratégiques, notamment électronique, robotique et machines intelligentes
3. Soutenir l'émergence de talents en construisant les formations de demain
4. Maîtriser les technologies numériques souveraines et sûres
5. S'appuyer sur l'excellence de nos écosystèmes d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation
6. Accélérer l'émergence de l'industrialisation de startups décisives pour le déploiement de l'innovation



RAPPROCHONS LE FUTUR

Face aux mutations accélérées des entreprises, face à la transition sociale, digitale et écologique, et en adéquation avec les investissements massifs dans l'industrie portés par France 2030, il est indispensable de renforcer notre capital humain via la formation scolaire, supérieure et tout au long de la vie.

Le niveau de compétences des salariés est aujourd'hui un enjeu stratégique pour la souveraineté et l'avenir du pays.

Afin de répondre à ces défis, France 2030 investit dans les compétences et les métiers d'avenir :

63

diagnostics soutenus sur les métiers d'avenir et les besoins de formations.

194

projets de formations déjà soutenus pour un montant d'1,2 milliard d'euros.

France 2030 agit à plusieurs niveaux pour :

- Améliorer la **connaissance des besoins en compétences et en emploi** à court, moyen et long terme ;
- Investir **dans la création de nouvelles formations** répondant aux besoins de demain sur la base des diagnostics des besoins en compétences ;
- Rendre **la formation professionnelle plus agile**, en particulier en utilisant le levier de la validation des acquis de l'expérience ;
- Accroître **l'innovation pédagogique** au profit d'un meilleur apprentissage, notamment via le numérique.

Opéré pour le compte de l'État par l'Agence Nationale de la Recherche et la Caisse des dépôts et des consignations, cet appel à manifestation d'interêt (AMI) vise à répondre aux besoins des entreprises en matière de formations et de compétences nouvelles pour les métiers d'avenir.

l'AMI concerne les domaines de l'industrie, de l'environnement et du climat, du numérique, de la santé, des industries créatives et culturelles, de l'agriculture et l'alimentation.

« Compétences et métiers d'avenir » dispositif de formation (en chiffres)

194 Lauréats, Subvention accordée 1,21 Md€

Nombre de projets et financement France 2030





Réunion
9,73 M€
1



Guadeloupe
4,90 M€
2



Guyane
7 M€
1

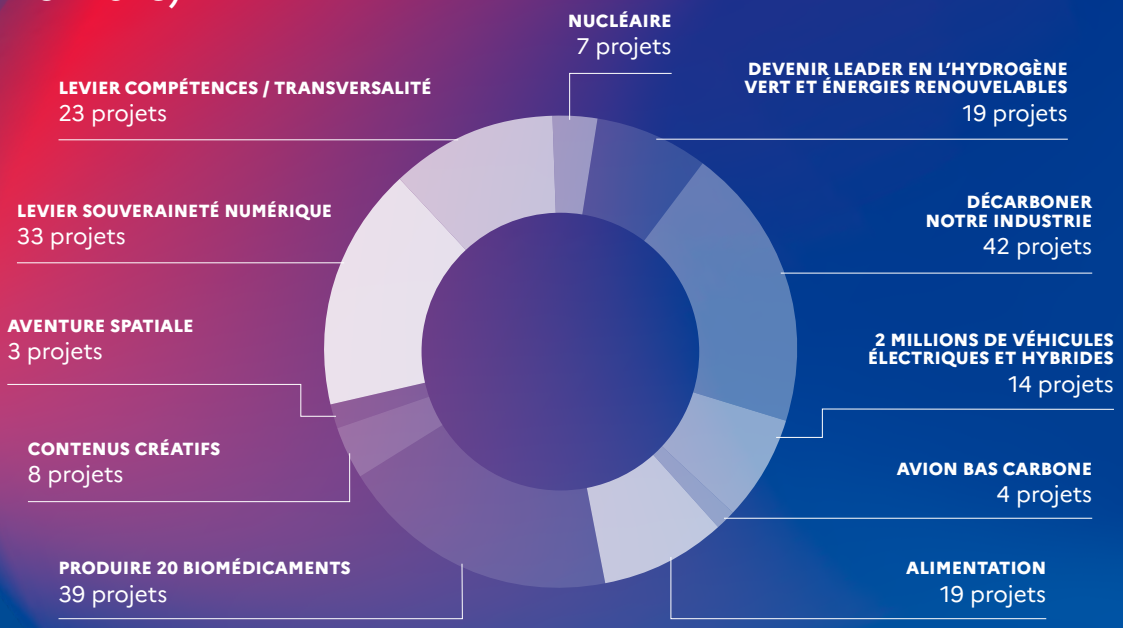


Mayotte
0 M€
0



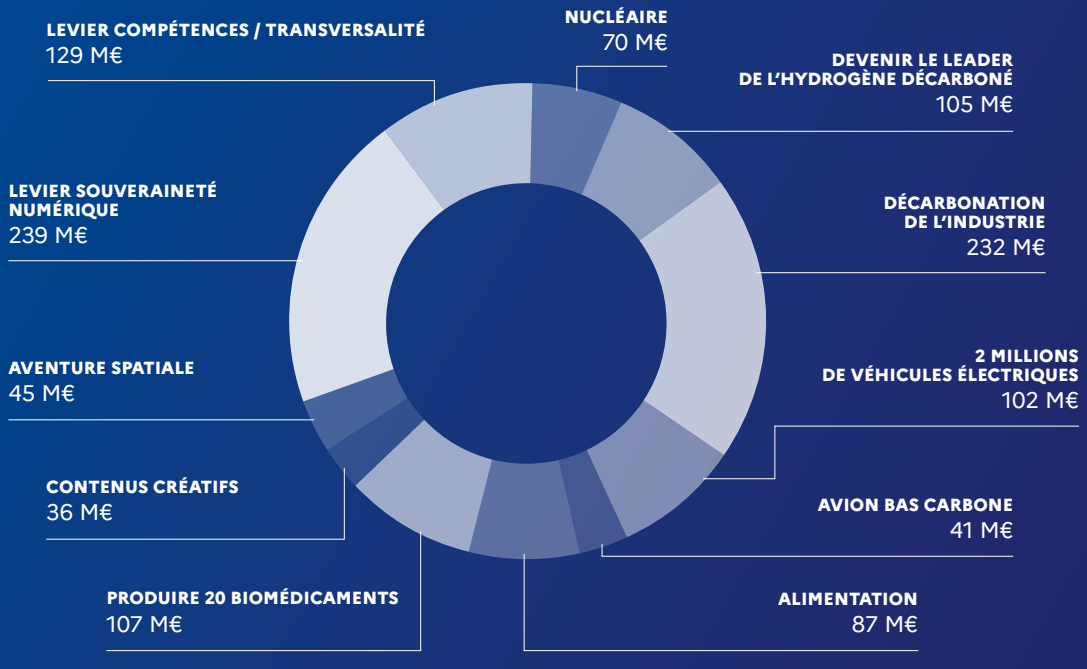
Martinique
0 M€
0

Répartition des projets par objectif et levier de France 2030 (en nombre)



Un projet peut être classé dans plusieurs objectifs.

Répartition des projets par objectif et levier de France 2030 (financement en M€)



Un projet peut être classé dans plusieurs objectifs.

Remarque importante :

Ce recueil des projets lauréats de l'AMI CMA Saison I et II, volet « Dispositifs de formation » s'articule autour des 10 objectifs de France 2030 ainsi que de deux leviers Souveraineté numérique et Compétence et transversalité.

Les projets peuvent couvrir un ou plusieurs objectifs et thématiques France 2030.

Ce catalogue, disponible uniquement en version électronique est consultable sur le site du SGPI et de la Banque des Territoires et sera actualisé régulièrement.

Bonne lecture !

SOMMAIRE

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets 12

3NC 14
CE2D-PDL 16
C-CEDI 18
N2G2V 20
OPPEN 22

Devenir le leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables 24

AMHY de Grenoble 26
AMPHy 28
ÉCOLE H2 30
GENHYO 32
H-TASE 34
H2 neutralité CARBONE 36
HAPPIS 38
CAPéMARE 40
CAP PAC 2030 42
Écoles des réseaux 44
FORTEIM 46
I-BE3 48
Les Potentiels Solaires 50
OFFWIND 52
PRISME 54

Décarboner notre industrie 56

C-DéCIDé 58
CO2i 60
DecarboChim 62
MEDEI 64
MERCASTO 66
C2FM-TRAINING 68
ESLAP 70
ESOS 72
FAME 74
FOREP-Vé2030 76
FPI Auvergne-Rhône-Alpes 78
HUB Maintenance 80
I-NOVMICRO #2 82
INFORISM 84
PF_DD 86
Photon Hub 88
UB2030 - CAP ELENA 90
CAP3R 92
Campus ICM 94
Chimie Verte Academy 96
CoMREVA 98
BIORAF 100
FIBI 102
TravaypouDèmenBTP 104
amàRéno 106
AVID 108
Créer, innover pour hybrider dans les métiers du bâtiment 110
ECN 112
ECOUBAT 114
FARE 116
FBCA Excellence 118
FEMA 120
FMTE 122
ITEEnéraire 124
Les Reconstructeurs Académie 126
TAVD 128
TETP 130
Up FIB 132

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année 134

CyMoVE 136
DEFFI-TL 138
DIG-SCALE 140
Label Solutions 142
MVEB 144
Orbimob' Académie 146
REMED 148
Transformeurs 150
BATTENA 152
EDLB 154
Electro'mob 156
FODUBLI 158

Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone 160

C2A 162
eOLE CAMPUS 164
PEGASE 166
SUD AVENIR HELICO 168

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire 170

ACTIFE 172
Agro Open Lab 174
ALIMCARE 176
ALIMED 2025 178
Avenir-Agro 180
FAMEX 2030 182
FAMOUS 184
FP2 186
Institut Boussingault 188
VITAMIN'A 190
A2ForBois 192
EVOFIA 194
FAAN 196
HoMaBra'30 198
NAVI 200
PLAPIMA 202
SAED 204
VINUM 206

Produire 20 biomédicaments 208

Bio'Occ 210
BIOT2@Normandie 212
Exa2Bio 214
IBES 216
TRAIN4BIOPROD 218
AMUS@N-NUM 220

ARCliMeD ... 222
CAPS'UL ... 224
CINERG'e-santé ... 226
DaTSHealth ... 228
DigiHealth Paris Cité ... 230
DINUSA ... 232
ECSN ... 234
EDSAN ... 236
ENSUIITE ... 238
ESNbyUM ... 240
EESL ... 242
Fo6Med ... 244
FURII-Dem@ter ... 246
MANU ... 248
NumiaCare-Saclay ... 250
NSM5P ... 252
PariSantéNum ... 254
PENSO ... 256
PFDS ... 258
PRIMANS ... 260
PROMESS ... 262
ReDHI ... 264
SaNu-RN ... 266
SATIN ... 268
SENS ... 270
SN@SU ... 272
SNB22 ... 274
UB2030-CAP Santé Numérique ... 276
UNIVEReSANTÉ ... 278
1H-EID ... 280
EID@Lyon ... 282
UNITEID ... 284

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives ... 286

Campus Versailles ... 288
Cité S ... 290
Cité S2 ... 292
CNSMD+ ... 294
ÉVOLUTION JEU VIDÉO ... 296
FICCTION ... 298
Re-Source ... 300
TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE ... 302

Prendre toute notre part à l'aventure spatiale ... 304

SPACE IDF ... 306
COMETES ... 308
UB2030-CAP BIOSPACE ... 310

Levier Souveraineté Numérique ... 312

IMTFor5G+ ... 314
RIS3 ... 316
LaTêteDansLesNuages@UGA ... 318
AccelAILearning@HiPARIS ... 320
Adopt'IA ... 322
AISorb ... 324
CAIRE ... 326
EFELIA-ANITI ... 328
EFELIA Côte d'Azur ... 330
EFELIA-MIAI ... 332
EFELIA-PRAIRIE ... 334
MACMIA ... 336
NORMANTHIIA ... 338
SaclAI-School ... 340
SORBONNE.AI ... 342
TIARe ... 344
UB2030 - CAP IA ... 346
QuanTEdu-France ... 348
CyberEDAntilles ... 350
CyberINSA ... 352
CyberSkills@UGA ... 354
CyberSkills4All ... 356
CYRCE ... 358
OSMOSE ... 360
RECI (ex : Cyber-Indus) ... 362
Talents Cyber ... 364
TCE ... 366
Verdinum (ex : Green Digital Skills) ... 368
VerIT ... 370

Levier Compétences / Transversalité ... 372

App'im'SASO ... 374
Campus digital des métiers de la viande ... 376
CLIMASCO ... 378
CMA'Num ... 380
CMQe NFP4.0 ... 382
Digital FCU ... 384
E-DEFFINUM ... 386
F@cile ... 388
Guyane connectée : combler les écarts* ... 390
ODI-C 2030 ... 392
Pix Impacts ... 394
Re-Vi-VR-e ... 396
SCALE ... 398
SCICONUM ... 400
TechPourToutes ... 402
Vers une nouvelle équation académique ... 404
3K AMI ... 406
C'Possible ... 408
IFALP ... 410
MONA ... 412
PICMA ... 414
WorldSkills France 2030 ... 416

Accélérer la Transformation de la Carte des Formations (ATCF) ... 418

Région Académique Auvergne-Rhône-Alpes ... 420
Région Académique Centre-Val de Loire ... 422
Région Académique Hauts-de-France ... 424
Région Académique Martinique ... 426
Région Académique Nouvelle-Aquitaine ... 428
Région Académique Guyane ... 430

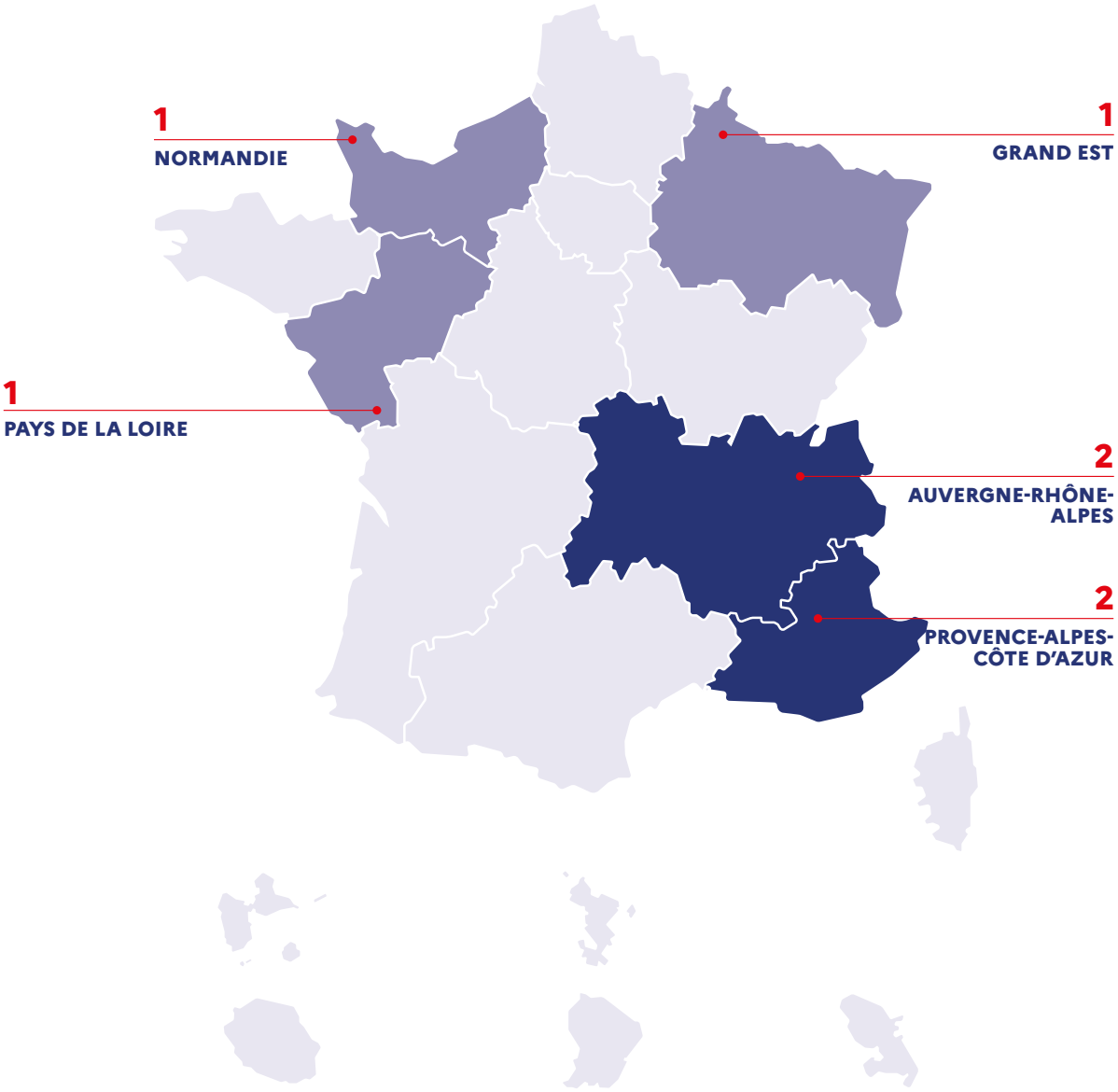
À propos ... 432

Index ... 434

OBJECTIF

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

7 PROJETS
pour former aux besoins de la filière nucléaire



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- FPI Auvergne-Rhône-Alpes
- N2G2V

GRAND EST
- C-CEDI

NORMANDIE
- 3NC

PAYS DE LA LOIRE
- CE2D-PDL

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- FMTE
- OPPEN

3NC



© DR - 3NC

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

THÉMATIQUE :

Nucléaire

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Région Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Région Normandie, Académie de Normandie ; Université de Caen et Rouen ; ISEL ; UIMM ; CNAM ; YNCREA ; ETPN ; Insa Rouen ; ISEN, ENSICAEN ; BUILDERS INGENIEURS ; CESI ; ESIGELEC ; ETPN ; GIE GANIL ; Réel ; IRUP ; Agence de l'Orientation ; EDF ; Orano ; Enedis ; Assystem ; GIPNO ; Keyveo

COÛT TOTAL DU PROJET :

63,97 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

42 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Le 10 février 2022, le président de la République Emmanuel Macron a rappelé le besoin d'une « renaissance de la filière nucléaire ».

Comptant plus de 17 600 actifs dans ce secteur selon l'EDEC Nucléaire, la Normandie est et restera l'une des toutes premières régions de l'industrie nucléaire française.

Elle est en effet en première ligne des grands investissements à venir dans ce domaine : construction de deux nouveaux EPR2, démantèlement d'une installation de traitement des déchets, création d'infrastructures du cycle du déchet, nombreuses opérations de grand carénage (travaux majeurs sur les centrales existantes).

Ces grands projets vont augmenter fortement les besoins en recrutement et en formation sur le territoire.

Sous l'impulsion de la région, les acteurs de l'enseignement secondaire, supérieur et universitaire, ainsi que les acteurs économiques et les institutions ont donc décidé de s'unir à travers le projet « Normandie Nucléaire, Nouvelles Compétences » (3NC) dans la recherche de solutions en commun.

L'enjeu est de renforcer les capacités de formation et d'enrichir les programmes de contenus spécifiques sur le nucléaire. Il s'agit également de faire naître une appétence pour les projets nucléaires chez les jeunes et les personnes en reconversion.

La Normandie sera terre d'expérimentation avec comme ambition d'essaimer ensuite dans les autres régions françaises.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations du projet 3NC s'adresseront aux jeunes en formation initiale, du CAP au Bac +8. Des personnes éloignées de la formation ou de l'emploi se verront également proposer des parcours de formation pour rejoindre les métiers des travaux publics ou de l'énergie.

Des actions sont aussi prévues à destination du grand public, des élèves du secondaire, des professeurs et des familles pour diffuser la culture scientifique et technique et favoriser la connaissance des métiers du nucléaire.

LE PROJET

Grâce à une collaboration étroite entre les 36 partenaires industriels, institutionnels et acteurs de la formation, le programme 3NC renforcera l'offre de formation sur l'ensemble du territoire normand. Avec une attention particulière portée à la féminisation des métiers et à l'équité territoriale dans l'accès à la formation.

Les premiers axes 3NC sont dédiés au renforcement de l'appétence pour les sciences et les énergies décarbonées. S'appuyant sur les dernières études sur l'attention et l'implication, les dispositifs proposés seront variés et novateurs (spectacles, concours…). Des programmes appelés Mix'Energétique, Mix & Mix ou Mix Immersif seront déployés au plus près des publics ciblés, pour promouvoir les métiers et favoriser le recrutement dans les parcours de formation 3NC.

Les axes suivants sont définis autour du développement des formations, avec la création de nouveaux plateaux techniques, de nouvelles écoles ou de nouvelles options. Elles couvrent entre autres les domaines des travaux publics, de la construction mécanique et électrique, des essais et contrôles, de la logistique et du génie nucléaire.

Les experts et enseignants du projet, travaillant dans une approche collaborative, offriront aux élèves des pédagogies attractives et des cours ajustés aux besoins de la filière.



© DR - 3NC

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'horizon 2030, 5 400 jeunes et personnes en reconversion sortiront des classes 3NC par an, principalement en apprentissage. Avec 3 000 jeunes formés du CAP au Bac+2, les programmes 3NC permettront de couvrir une partie des besoins des grands chantiers du nucléaire en Normandie, dans les secteurs tels que le pilotage et la maintenance des installations, les travaux publics et le génie civil, ou encore la réalisation d'ensembles mécaniques.

La volonté d'actions communes à l'échelle de la Normandie se traduira également dans le supérieur : ouverture de nouvelles formations, massification et spécialisation de formations existantes. Ainsi, 22 diplômes seront impactés, 2 400 jeunes intègreront par an les formations 3NC. Les universités normandes, tout comme les écoles d'ingénieurs, seront au rendez-vous du défi du nucléaire. Tout au long de leurs cursus, les étudiants auront à leur disposition des plateaux techniques dédiés aux spécialisations nucléaires.

L'ensemble des bénéfices du projet aura vocation à être partagé entre les partenaires, au sein du territoire normand puis plus largement sur tout le territoire national.

RÉGION NORMANDIE

ilona.huthwohl@normandie.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

COMPÉTENCES POUR LES ÉNERGIES DURABLES ET DÉCARBONÉES EN RÉGION PAYS DE LA LOIRE (CE2D-PDL)



© DR - CE2DPDL-2

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUES :

Nucléaire

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus des Énergies Durables en Pays de la Loire

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

GIP-FCIP Expérience ; Région Pays de la Loire ; Académie de Nantes ; Nantes Université ; École Centrale Nantes ; IMT Atlantique ; Le Mans Université ; Energy Formation/GRDF ; EDF ; Société Parc du Banc de Guérande ; Dalkia Froid Solutions ; ENEDIS ; RWE ; NEOPOLIA ; ENGIE ; UMN

COÛT TOTAL DU PROJET : 16,36 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

7,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Pays de la Loire

Dispositif LMS prévu (webmédia, plateforme de formation digitale dédiée aux gaz verts)

L'AMBITION

En Pays de la Loire, les filières des énergies durables et décarbonées sont en pleine expansion, mais elles se heurtent à des défis majeurs de recrutement, exacerbés par un faible taux de chômage et un déficit d'attractivité et de solutions de formation. Pour surmonter ces obstacles, les acteurs régionaux ont uni leurs forces pour créer le Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence (CMQE) des énergies durables. **Ce projet ambitieux vise à combler l'écart entre l'offre de formation et la demande en compétences, anticipant la création d'environ 16 000 emplois d'ici à 2030.**

Aligné sur les ambitions de France 2030, le projet CE2D-PDL vise à garantir la souveraineté énergétique, à déployer les ambitions nationales, à renforcer la compétitivité régionale, à accroître l'attractivité des métiers des énergies durables et à faciliter la reconversion professionnelle. **Il cible des métiers clés dans les filières nucléaires, énergies renouvelables, gaz verts, réseaux et services énergétiques, avec des formations adaptées à tous les niveaux d'éducation, de la formation initiale à la formation continue, intégrant des compétences techniques spécifiques à chaque filière.**

Ce projet inclut des mesures pour **promouvoir l'inclusion, la diversité et la mixité dans les métiers des énergies durables,** en recrutant des candidats de divers horizons.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet CE2D-PDL s'adresse aux élèves, étudiants, demandeurs d'emploi, salariés et au grand public adulte. Les formations couvrent tous les niveaux : infra Bac, Bac, Bac +2/3 et Bac +5.

Dans les publics ciblés, le projet portera une attention particulière aux publics en reconversion professionnelle, aux demandeurs d'emploi, aux jeunes déscolarisés et à la promotion des femmes dans les métiers techniques.

LE PROJET

Le projet CE2D-PDL est structuré autour de 3 axes :

- **Un axe (WP1) visant à développer l'attractivité de la filière des énergies durables et décarbonées.**
  - Cet axe comportera des actions de sensibilisation ciblées vers les jeunes et demandeurs d'emplois : création tente énergies durables au « Big Bang de l'Emploi », développement outils d'orientation, interventions dans les collèges QPV et ruraux, création webmédia, organisation de stages en entreprises au sein de la filière nucléaire, découverte des métiers du froid, visite de parcs éoliens en mer…
- **Un axe (WP2) visant à accélérer la transformation de l'offre de formations pour accompagner la transition énergétique.**
  - Sont prévues notamment la coloration de diplômes (Bac Pro, BTS, formations d'ingénieurs), la formation de formateurs, la création de parcours certifiants et dispositifs de reconversion.
- **Un axe (WP3) visant à piloter et coordonner les projets**.
  - Le projet mise sur des innovations pédagogiques : réalité virtuelle, plateformes numériques (formation digitale dédiée aux gaz verts …), dispositifs de VAE inversée…

Des équipements significatifs sont prévus : création et mise à niveau des plateaux techniques dans des lycées et écoles d'ingénieurs, création d'un show-room sur les métiers des réseaux électriques, installations pédagogiques répliquant les conditions réelles d'exploitation gaz…



© DR - CE2DPDL-2

LES IMPACTS ATTENDUS

D'ici 2030, le projet CE2D-PDL prévoit la coloration de formations initiales :

- 6 Bacs Pro ;
- 5 formations Bac +2/Bac +3 ;
- 5 diplômes d'ingénieurs Bac +5.

sur les domaines des réseaux électriques, du solaire, des PAC, EMR, et gaz verts.

Le projet prévoit également la création de 12 nouveaux dispositifs de formation continue à destination des salariés et demandeurs d'emploi sur les métiers des réseaux électriques et gaz, gaz verts et biométhane ou encore métiers du froid.

Par ailleurs, une quinzaine d'actions de sensibilisation sont prévues d'être développées auprès d'un public large.

Au total, le projet vise à former plus de **5 000 élèves en formation initiale de bac à Bac +5, 5 000 salariés et demandeurs d'emploi en formation continue** et près de **150 professeurs/formateurs. Au total**, sur la durée de l'AMI CMA, **le projet a pour ambition de sensibiliser également près de 150 000 personnes.**

L'ensemble vise à créer un écosystème de formation agile, inclusif et connecté aux besoins industriels.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE Énergies durables Pays de la Loire

ce2d.ami-cma@ac-nantes.fr

RETOUR SOMMAIRE

C-CEDI



© DR - Adobe Stock

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUES :

Nucléaire

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence - CEITEDI

Campus d'Excellence International de la Transition Énergétique et de la Décarbonation de l'Industrie - Grand Est

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Électricité de France • Engie Energie Service • FIVES NORDON • GIM'Est – Groupement des Industriels de la Maintenance de l'Est • GIP Académique Formation Tout au Long de la Vie • L'Institut de Soudure Industrie • Par Cours et Par Thèmes • Université de Lorraine • Université des Métiers du Nucléaire

COÛT TOTAL DU PROJET : 12,5 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

6,6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Grand Est

L'AMBITION

Le projet C-CEDI Consortium de la Conversion Énergétique et de la Décarbonation de l'Industrie porté par le Campus des métiers et des qualification d'Excellence International de la Transition Énergétique et de la Décarbonation de l'Industrie - Grand Est **vise à développer un écosystème de formations dans les domaines du nucléaire, des énergies renouvelables et des services énergétiques sur le territoire de la Région Grand Est** en s'appuyant sur son réseau d'organismes de formation et le monde professionnel.

C-CEDI se propose de répondre aux enjeux du développement de nouvelles compétences liées à la transition énergétique tout en renforçant l'attractivité de la filière et de la région Grand Est en s'appuyant sur les plateaux techniques des antennes du CEITEDI.

Le projet intègre la formation professionnelle 6 **(sensibilisation, coloration adaptation et spécialisation)** et les formations supérieures tout en renforçant en amont l'attractivité et la connaissance des filières de la transition énergétique **(sensibilisation et formation des enseignants du secondaire).**

C-CEDI s'appuiera sur l'excellente connaissance du territoire Grand Est par le CEITEDI et son fort potentiel de développement au sein de la Région Académique Grand Est.

Les compétences développées concerneront les domaines de la maintenance, l'électrotechnique, la productique, la chaudronnerie et le génie énergétique.

LE PUBLIC VISÉ

C-CEDI vise à former aux nouvelles compétences dédiées à la transition énergétique et à la décarbonation de l'industrie :

- Des opérateurs (CAP) ;
- Des techniciens (Bac Professionnel) ;
- Des techniciens supérieurs (BTS, BUT) ;
- Des ingénieurs.

Notre objectif est également de toucher le grand public par des actions de sensibilisation à la transition énergétique.

LE PROJET

L'objectif est de développer des plateaux techniques et des formations sur l'ensemble du territoire Grand Est pour répondre aux besoins des entreprises en allant vers les apprenants.

Pour ce faire, C-CEDI développera son projet autour de 6 actions :

Action 1 • **Créer une offre de formation** répondant aux besoins et aux enjeux régionaux de la transition énergétique et de la décarbonation de l'industrie au niveau de la Région Grand Est.

Action 2 • **Déployer des plateaux techniques innovants** sur le territoire régional pour mettre en œuvre au mieux cette nouvelle offre de formation et permettre d'appréhender les nouvelles compétences demandées à travers des mises en situation professionnelles.

Action 3 • **Développer la dimension internationale,** intégrer la dynamique des centres européens d'excellence par les échanges, la formation d'équipes pédagogiques et l'organisation de séminaires.

Action 4 • **Déployer une communication adaptée pour promouvoir les formations et les actions** en Région Grand Est.

Action 5 • **Dynamiser et renforcer les passerelles entre la recherche et le monde économique** via notamment le financement de 3 thèses.

Action 6 • Sensibiliser les apprenants (niveau primaire et collège) aux sciences et aux techniques grâce à la création d'**un outil ludo-pédagogique** pour attirer vers les filières industrielles.



© DR - Adobe Stock

LES IMPACTS ATTENDUS

La réalisation des actions du projet C-CEDI permettra de répondre aux besoins spécifiques :

- **De sensibilisation** à la transition énergétique (du primaire à l'enseignement supérieur) ;
- **De coloration** de parcours de formation (nucléaire, des énergies renouvelables et des services énergétiques) ;
- **D'adaptation** des compétences par le déploiement d'habilitations ;
- **De spécialisation** (double diplomation, formation de formateurs, développement des compétences avec le projet COMET).

dans les domaines de la transition énergétique et de la décarbonation de l'industrie.

À l'issue du projet en 2029, il est envisagé de proposer à l'ensemble des établissements de la Région Grand Est d'intégrer les colorations dans les programmes de formation afin d'obtenir une montée en compétences des apprenants.

Enfin, de façon plus spécifique de nouveaux diplômes « Certificat de Spécialisation » devraient être mis en place.

Le projet propose de la formation de formateurs, un enjeu majeur, clef de la promotion des métiers et de l'attractivité.

Au terme du projet, plus de 80 000 élèves auront été sensibilisés à la transition énergétique et plus de 16 000 apprenants auront été formés pour travailler dans les filières du nucléaire, des énergies renouvelables et des services énergétiques.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Campus d'excellence international de la transition énergétique et de la décarbonation de l'industrie (CEITEDI) Grand Est

info@campus-ceitedi-grandest.fr

RETOUR SOMMAIRE

NOUVELLES GÉNÉRATIONS DE DIPLÔMÉS EN NUCLÉAIRE À GRENOBLE ET VALENCE (N2G2V)



© DR - N2G2V

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

THÉMATIQUE :

Nucléaire

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Institut Polytechnique de Grenoble - UGA

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Institut Polytechnique de Grenoble - UGA ; Université Grenoble Alpes ; Electricité de France (EDF) ; Framatome ; Orano ; CORYS ; SARL QUANDANCE (D&S) ; Assystem SA ; Worldgrid France SAS (Eviden) ; Onet Technologies SAS ; NUVIA France (SAS)

COÛT TOTAL DU PROJET :

10 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T2/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

L'ambition du projet N2G2V est de répondre **aux besoins croissants en compétences du secteur nucléaire,** identifiés dans le rapport MATCH du GIFEN.

Le diagnostic révèle une demande accrue de diplômés Bac +5 dans des métiers en tension tels que la gestion des déchets radioactifs, le démantèlement, la neutronique, la thermo-hydraulique, et la sûreté nucléaire. **Le projet vise à augmenter de plus de 50 % le nombre de diplômés des filières existantes et à créer des parcours de « nucléarisation » pour d'autres filières.**

Les objectifs incluent le développement de l'offre en alternance et à l'international, la création de modules de mise à niveau pour les techniciens, et l'intégration de doctorants dans les équipes pédagogiques. Des actions d'attractivité et des bourses d'études sont prévues pour diversifier les candidatures et renforcer la visibilité de l'offre de formation et à long terme, l'excellence de la filière nucléaire française.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations du projet N2G2V s'adressent principalement aux étudiants en formation initiale, aux étudiants en alternance.

Des actions sont prévues vis à vis des salariés en évolution professionnelle, comme les demandeurs d'emploi et les personnes en reconversion. Les niveaux de formation ciblés sont d'abord au niveau Bac +5 (masters, diplômes d'ingénieur) et dans une moindre mesure des bachelors (Bac +3) et doctorats (Bac +8).

LE PROJET

1. **Renforcement de l'attractivité par l'amélioration de la visibilité des formations,** mais aussi des métiers du nucléaire et de l'énergie avec des interventions dans les collèges et les lycées, les forums et les salons, en lien avec les initiatives du rectorat, d'autres projets AMI-CMA ou celles de l'industrie, en France et à l'international, ou la facilitation de la vie des futurs diplômés (bourses de thèse et de masters).
2. **Renforcement des formations existantes avec une augmentation significative du nombre de diplômés.** Il permettra aussi la mise en place de différents parcours, en présentiel ou en format hybride, comme un parcours « Nucléaire » dans une filière en apprentissage, des formations de « mises à niveau » pour faciliter les reprises d'études ou des passerelles vers les formations existantes, pour « nucléarisation », ie faire découvrir les spécificités du domaine à des diplomés d'autres parcours, ou encore la formation d'enseignants du secondaire.
3. **Facilitation de l'accès aux plateformes des partenaires industriels,** comme les simulateurs de conduite d'EDF, mise à jour et redimensionnement de plateformes technologiques d'enseignement et de recherche, c'est-à-dire les plateformes de fabrication additive au SIMAP, d'instrumentation nucléaire au LPSC, de Sels Fondus au LPSC, de Thermo-Hydraulique et de contrôle commande pour le nucléaire à l'ENSE3 avec l'apport du partenaire EVIDEN, et la plateforme simulation d'exploitation au LPSC avec l'entreprise CORYS.



© DR - N2G2V

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet N2G2V vise à augmenter significativement le nombre de diplômés dans le domaine du nucléaire. À l'horizon 2029, les six formations diplômantes existantes seront modernisées, incluant des filières d'ingénieurs et des masters spécifiques au domaine nucléaire. Le projet ambitionne de diplômer 1000 personnes, dont plus de 800 avec deux ans de formations spécialisées dans le nucléaire au niveau master.

Conformément à l'inventaire des besoins de formation « MATCH » réalisé par la filière, la création de formations n'est globalement pas nécessaire. Aussi le projet ne prévoit qu'une seule création de formation diplômante, une option «nucléaire» dans une filière d'ingénieur en alternance. Dans l'esprit de rapprocher des personnes d'autres filières avec le nucléaire, par exemple venant de parcours d'automatique, de génie civil, des parcours de nucléarisation seront proposés. Des parcours de mises à niveau pour la reprise d'études dans les formations diplomantes, partiellement faisables à distance seront créées et contribueront à augmenter et diversifier les viviers de recrutement.

Pour contribuer à la visibilité de la filière et des parcours de formation, le projet aura permis de sensibiliser 2000 personnes à travers des actions de communication et d'attractivité, à destination de publics variés, du collège au supérieur, des élèves comme des équipes enseignantes.

GRENOBLE INP UGA

Adrien.bidaud@grenoble-inp.fr
phelma.grenoble-inp.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

OFFRE DE PROFESSIONNALISATION POUR LES ENTREPRISES DU NUCLÉAIRE (OPPEN)



© DR - 2019_04-EDF_TRICASTIN_A5©CRESPEAU2019_INSTALLA

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

THÉMATIQUE :

Nucléaire

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus d'Excellence Industrie du futur - sud

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Campus d'Excellence Industrie du Futur Sud, Aix-Marseille Université, École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers, GIP-FCIP Aix-Marseille, Lycée de l'Argensol, Lycée les Iscles, Lycée Denis Diderot, Lycée Jean Henri-Fabre, Lycée Alphonse Benoit, Lycée Rouvière, Greta-CFA Marseille Méditerranée, Greta-CFA Vaucluse, Institut de soudure, École de production de l'UIMM Alpes Méditerranée, CFAI Provence, CARIF-OREF, France Travail, EDF, Capenergies, CAPGEMINI

COÛT TOTAL DU PROJET :

13,94 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

8 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Provence-Alpes-Côte d'Azur
LMS possible

L'AMBITION

L'ambition du projet OPPEN est de répondre aux défis de compétences civiles et militaires dans la filière nucléaire, en particulier en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et en France. Le projet se positionne face à un besoin crucial : 10 000 recrutements annuels sur les dix prochaines années. À travers OPPEN, l'objectif est de bâtir un écosystème régional solide qui s'articule autour de la création d'une École des Métiers de l'Ingénierie Nucléaire à Marseille, du renforcement de la carte des formations et du lancement d'actions de sensibilisation.

Les principaux axes sont :

- Garantir la pertinence des compétences en adaptant l'offre de formations aux besoins locaux autour de sites comme Tricastin, Cadarache et Toulon ;
- Reconstituer un vivier de professionnels qualifiés via la nouvelle École des Métiers, en collaboration avec les industriels et les établissements académiques ;
- Accélérer la formation initiale et continue en mutualisant les apprentissages ;
- Promouvoir la filière nucléaire et ses métiers auprès de différents publics, avec des actions ludiques et attractives.

LE PUBLIC VISÉ

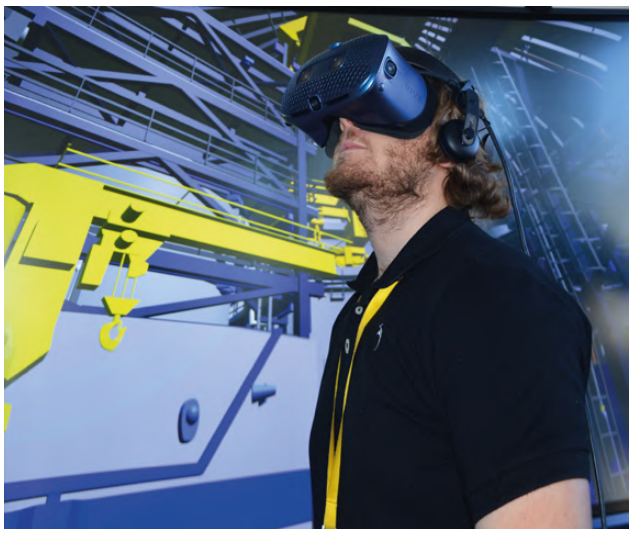
Le projet OPPEN s'adresse à un public varié, incluant des élèves, étudiants, adultes en reconversion, demandeurs d'emploi, et salariés du secteur nucléaire. Les formations débutent progressivement dès 2024, avec des parcours professionnalisants et des niveaux allant de l'infra-Bac (CAP, Bac pro), Bac+2/3 (BTS, DUT), jusqu'à Bac +5 (Master, ingénieur).

LE PROJET

Le projet OPPEN finance la création d'une École des Métiers de l'Ingénierie Nucléaire à Marseille, le développement de parcours de formation initiale et continue, ainsi que des actions de sensibilisation aux métiers du nucléaire. Le financement soutient la formation de 628 apprenants par an sur des niveaux allant de l'infra-Bac au Bac +5, avec des actions ciblées pour la reconversion professionnelle et la formation continue.

Les innovations incluent des modules numériques, des simulateurs nucléaires, et une plateforme technologique pour renforcer les compétences. Le projet propose également une application de suivi des compétences, optimisant la formation des apprenants. Des équipements significatifs, comme des chantiers-écoles sur les sites nucléaires de Tricastin et Cadarache, ainsi que des plateaux techniques pour des formations pratiques (soudure, chaudronnerie, contrôle non destructif, contrôle commande, process nucléaire, électricité, ...) seront financés pour améliorer l'insertion professionnelle.

Le projet contribue ainsi à renforcer les compétences de la filière nucléaire, tout en innovant sur les méthodes pédagogiques et technologiques, avec un fort accent sur la mutualisation des savoirs et la professionnalisation des apprenants.



© DR - OPPEN

LES IMPACTS ATTENDUS

Les impacts attendus du projet OPPEN sont significatifs à la fois qualitativement et quantitativement. D'ici 2030, le projet prévoit la création de 12 nouvelles formations diplômantes ou certifiantes, couvrant les niveaux infra-Bac jusqu'à Bac +5, dans des domaines tels que le contrôle commande, l'électricité, et la chaudronnerie. Ces formations concernent la formation initiale et continue, avec un démarrage progressif à partir de 2024. En parallèle, 8 formations existantes seront modernisées d'ici 2026 pour répondre aux nouveaux besoins du secteur nucléaire.

En termes de bénéficiaires, le projet vise à former 628 personnes par an, tant en formation initiale qu'en formation continue, soit environ 5 000 personnes d'ici 2030. De plus, des actions de sensibilisation toucheront un large public, incluant des élèves, étudiants et adultes en reconversion. Les formations seront soutenues par des équipements significatifs tels que des simulateurs nucléaires et des chantiers-écoles.

CAMPUS EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR SUD

laurent.renaux@campus-industriefutur-sud.com
campus-industriefutur-sud.com

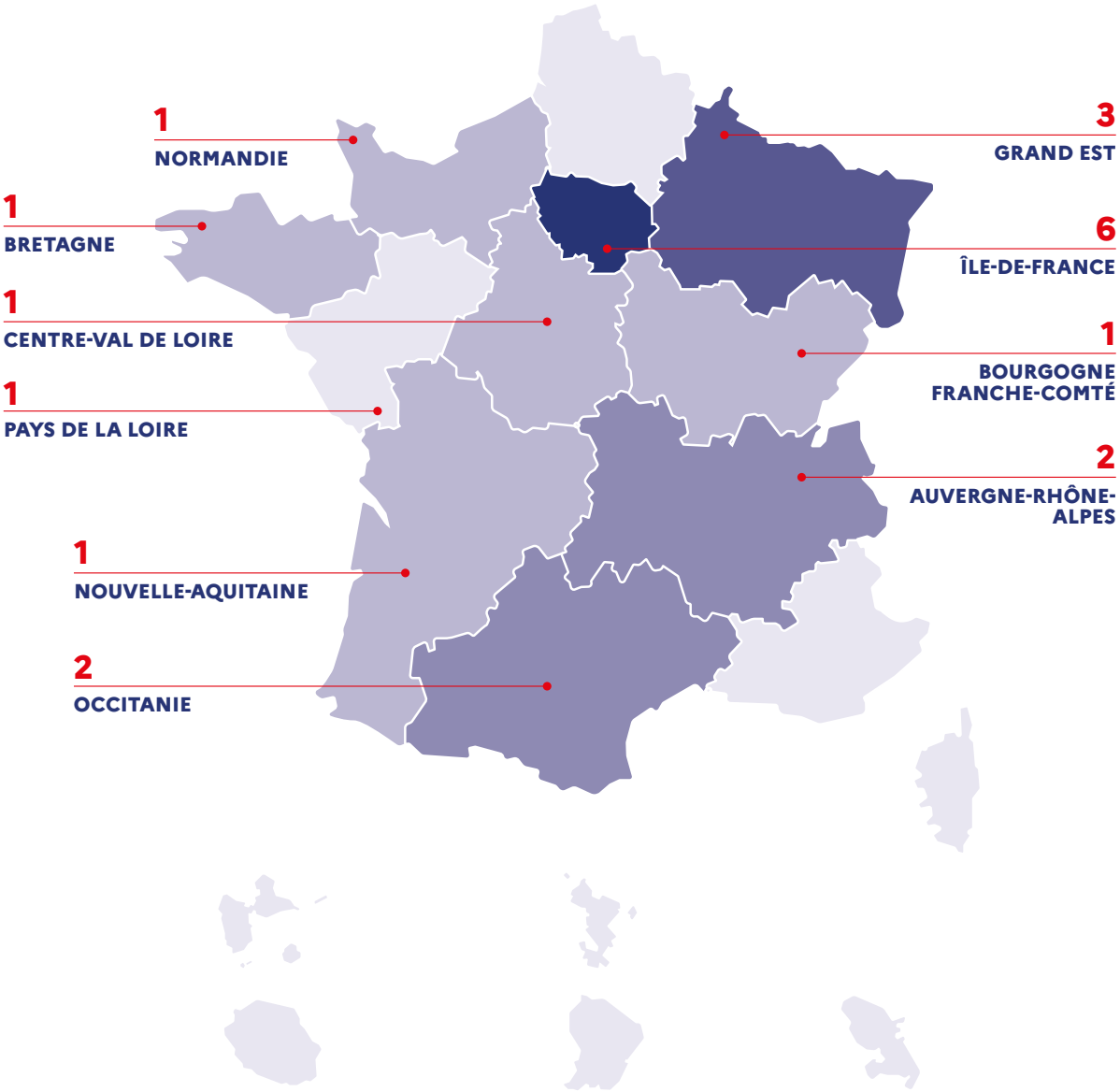
RETOUR **SOMMAIRE**



OBJECTIF

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

19 PROJETS
pour former aux besoins de la filière hydrogène décarboné



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- AMHY de Grenoble
- INFORISM

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
- École H2

BRETAGNE
- FORTEIM

CENTRE-VAL DE LOIRE
- HAPPIS

GRAND EST
- AMPHY
- C-CEDI
- CMA LPS

ÎLE-DE-FRANCE
- CAP PAC 2030
- Écoles des réseaux pour la transition énergétique
- HTASE
- I-BE3
- OffWind
- PRISME

NORMANDIE
- H2 neutralité CARBONE

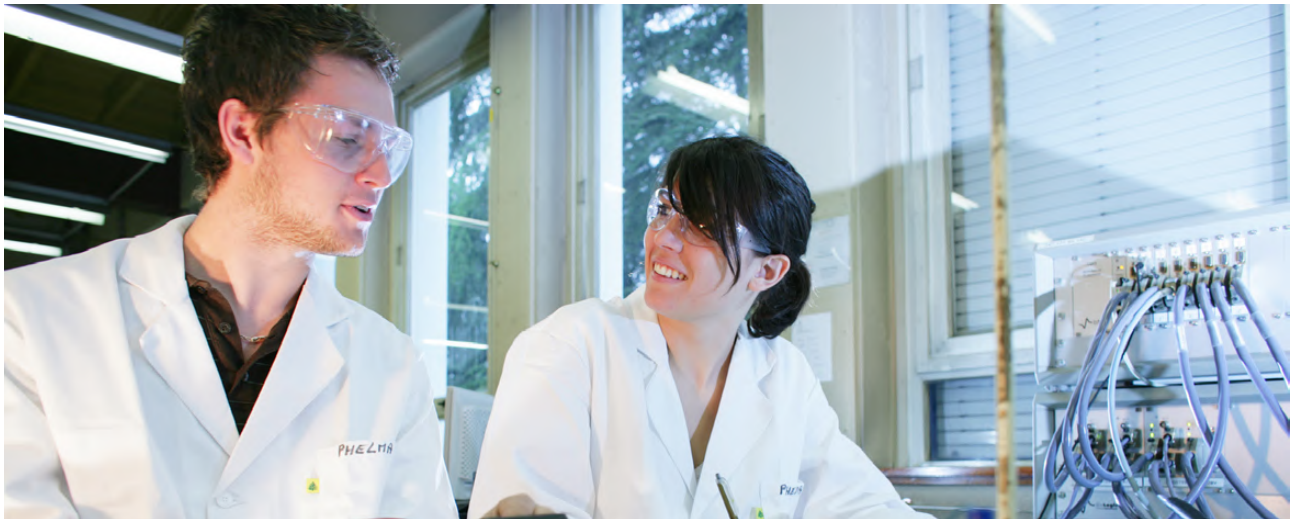
NOUVELLE-AQUITAINE
- CAPéMARE

OCCITANIE
- C2A
- GENHYO

PAYS DE LA LOIRE
- CE2D-PDL

RETOUR **SOMMAIRE**

AMHY DE GRENOBLE



© DR - AMHY de Grenoble

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

Décarbonner notre industrie

THÉMATIQUES :

Devenir le leader de l'hydrogène vert

Décarbonisation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

UGA (Université Grenoble Alpes)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

UGA, Grenoble INP-UGA, CMQe Smart Energy Systems Campus, Air Liquide Advanced Technologies, Technip Energies, ENERKA conseil, les Pôles de compétitivité Axelera et Tenerrdis

COÛT TOTAL DU PROJET :

5,77 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3,22 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Le projet AMHY de Grenoble (Accélération du Montage des formations Hydrogène de Grenoble) vise à **l'accompagnement du développement de la filière Hydrogène pour le stockage de l'énergie et de l'électricité mais aussi pour son usage dans l'industrie décarbonée.**

En se basant sur le document du référentiel des métiers et des compétences de France Hydrogène, nous avons identifié pour nos formations ces besoins tant au niveau technicien qu'ingénieur (niveau Bac +2 - Bac +3 - Bac +5) dans les domaines de la chimie, des matériaux, de l'électricité, des fluides, de la thermique, de la mécanique et automatisme, des besoins en compétence sur les objets (Électrolyseur, Pile à Combustible, etc.) les systèmes (purification, transport et stockage) ainsi que les activités (conception, fabrication, installation, exploitation et maintenance).

Ce projet permettra d'accélérer la transformation de notre offre de formation en formations initiales et par apprentissage mais aussi de la formation professionnelle pour les salariés et les demandeurs d'emploi.

Un accent sera mis également sur l'attractivité et l'orientation des plus jeunes vers le secteur de l'énergie et de l'industrie décarbonée.

LE PUBLIC VISÉ

De nombreuses actions de médiation scientifique visent les collèges et lycées mais aussi l'ensemble de la population étudiante toutes disciplines confondues.

Les formations initiales et par apprentissage s'adressent au Bac +2 à Bac +5 : BTS, BUT, licence, master et ingénieur. L'organisation d'école thématique permettra également de former les étudiants au-delà du Bac +5.

L'offre de formation tout au long de la vie vise des salariés ou demandeurs d'emploi de Bac +2 à Bac +5.

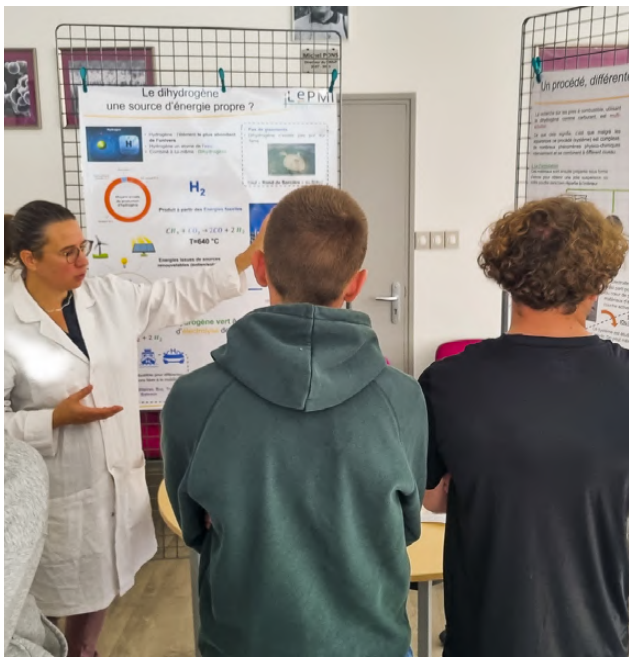
LE PROJET

AMHY de Grenoble s'articule en quatre actions : enrichir les plateformes pédagogiques d'enseignement par la pratique, structurer une offre de formation initiale, accélérer la création de formations professionnelles, augmenter l'attractivité du secteur industriel et faciliter l'orientation des plus jeunes.

AMHY de Grenoble va donc recruter 4 ingénieurs pédagogiques et 3 ingénieurs techniques pour **constituer une équipe pédagogique avec les enseignants et enseignants-chercheurs des laboratoires du site Grenoblois pour muscler l'offre de formation** (aussi bien dans les sciences techniques que dans les sciences humaines et sociales) en adéquation avec les besoins du secteur industriel.

Pour développer l'enseignement par la pratique, **AMHY de Grenoble investit 900 € dans des démonstrateurs pédagogiques (pile à combustible, électrolyseur, équipement de caractérisation des matériaux, gestion des gaz …).** En parallèle, la création de formations courtes (3 à 5 jours) puis d'un certificat de compétence (150 h) étoffera l'offre de la formation à destination des salariés travaillant sur toute la chaîne de valeur de la filière hydrogène.

D'autre part pour maintenir un flux d'étudiants conséquent dans l'enseignement supérieur, **un déploiement massif de mallettes pédagogiques à destination des collèges et des lycées permettra d'atteindre ce jeune public au niveau régional.**



© DR - AMHY de Grenoble

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'issue du projet **80 étudiants/an en BTS** (maintenance, contrôle industriel, Électrotechnique) auront été formés, **60 étudiants/an en BUT** (Chimie, Mesure Physique, Métiers de la Transition et de l'Efficacité Énergétique), **95 étudiants/an en master** (Génie des procédés, conversion électrochimique) ou ingénieur (Grenoble INP-UGA : Phelma, ENSE3). **La formation professionnelle sera en capacité de former 20 salariés ou chercheur d'emploi par an** dans les formations courtes ou certifiantes. Les élèves d'une centaine d'établissements du secondaire auront été sensibilisés à la filière hydrogène et aux opportunités offertes par l'industrie décarbonée.

La modernisation des cours à débuter dans les écoles de Grenoble INP-UGA, des cours ont été introduits dans les maquettes pédagogiques des BUT dés septembre 2023. Des ateliers à la fête de la science, des journées thématiques sont organisés depuis cette année 2023. **L'ouverture d'une filière par apprentissage à Phelma Grenoble-INP en septembre 2024 proposera également une spécialisation hydrogène.**

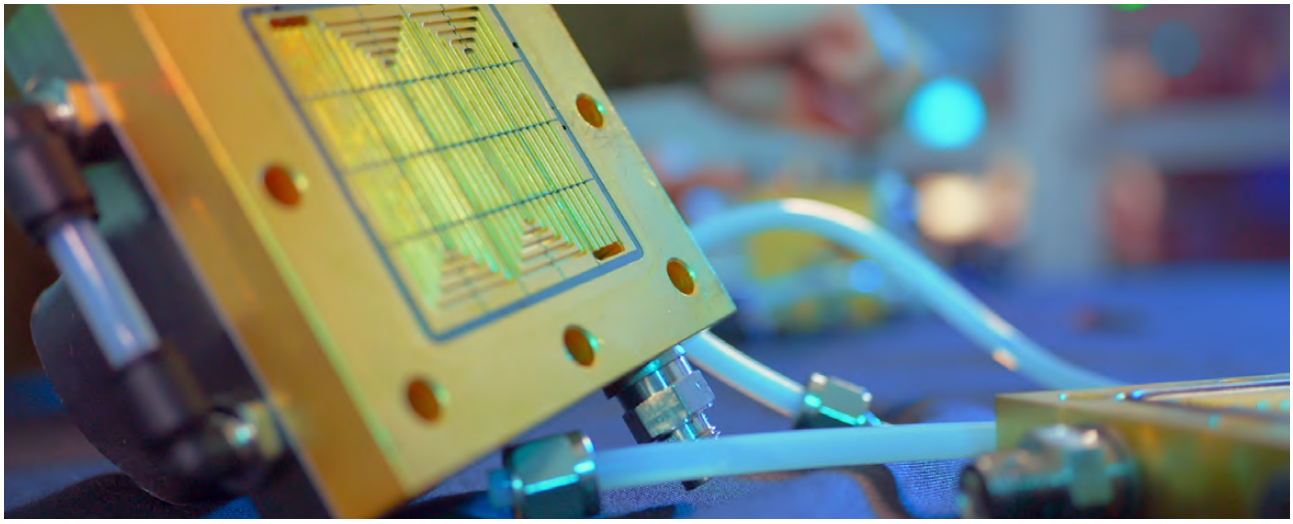
Les étudiants auront ainsi la possibilité de suivre des formations, des parcours identifiés par la filière hydrogène.

AMHY de Grenoble

florence.druart@grenoble-inp.fr
grenoble-inp.fr

RETOUR SOMMAIRE

AMPHY



© DR - AMPHy

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Lorraine (UL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Institut de Soudure Industrie, Pôle de Plasturgie de l'Est

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,79 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,15 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet AMPHy, Académie des Métiers et Professions de l'Hydrogène décarboné, porté par l'Université de Lorraine (UL), en partenariat avec l'Institut de Soudure Industrie (ISI), et le Pôle de Plasturgie de l'Est (PPE), **vise à développer un écosystème de formation hydrogène sur le territoire de la région Grand Est**, s'appuyant sur l'enseignement supérieur, la recherche et le monde professionnel.

AMPHy se propose de répondre aux enjeux du développement de nouvelles compétences liées à l'émergence de la filière hydrogène, toute en renforçant l'attractivité de la filière et de la région Grand Est.

Le projet intégrera la formation professionnelle (niveau 1 à 6) et les formations supérieures (du BUT au doctorat), tout en renforçant en amont l'attractivité des nouveaux métiers de l'énergie (sensibilisation et formation de professeurs de l'enseignement secondaire).

AMPHy capitalisera sur l'excellente connaissance de la filière hydrogène par l'UL et son fort potentiel de recherche en collaboration avec les organismes en mesure de délivrer des compétences professionnelles pointues, ISI et PPE (soudure, équipements sous pressions, contrôle, sécurité, composites, ...).

Les compétences développées concerneront à la fois les équipements, les procédés et les usages en lien avec l'hydrogène et permettront d'accéder à différents métiers: R&D, conception, fabrication, exploitation, maintenance.

LE PUBLIC VISÉ

AMPHY visera à former aux technologies de l'hydrogène

- Des étudiants de Master, des ingénieurs dont ingénieurs soudeurs, des docteurs ;
- Des techniciens (industrialisation méthodes, gaz, électricité, procédés, inspection/contrôles) en BTS, BUT, Bac Pro ;
- Des opérateurs soudeur, tuyauteur, chaudronnier impliqués dans la conception, la fabrication et la réparation des installations en CAP et BEP.

Des actions de sensibilisation seront menées auprès des enseignants du secondaire et du public.

LE PROJET

L'objectif du projet est de développer un écosystème de formation pour former :

- Des ouvriers qualifiés et techniciens, ingénieurs aptes être opérationnels rapidement sur des compétences spécifiques ;
- Des cadres RDI aptes à transformer la mobilité, les systèmes énergétiques ou les procédés industriels en y intégrant l'hydrogène ;

Pour ce faire, AMPHy développera des modules d'enseignement hybrides et des plateformes didactiques mutualisées au sein du consortium.

Au-delà des apports théoriques, des mises en situation professionnelles seront réalisées :

- Challenges : cas d'étude posés par des industriels ou collectivités à traiter en groupe par une approche pluridisciplinaire encadrée conjointement par des académiques et des industriels ;
- Séjours dans l'industrie ou dans une collectivité ;
- Mises en situation pratique : conception et fabrication de skids, introduction à la fabrication de réservoirs hydrogène composites, inspection et contrôle des composants et systèmes hydrogène en regard du contexte réglementaire actualisé, opération et maintenance d'une station de recharge hydrogène, travaux sur des équipements de recherche avec une approche adaptée aux activités pédagogiques (véhicule hydrogène, micro-réseau multi-vecteur, gazéifieur de biomasse, installation agro-voltaïque alimentant un électrolyseur).



© DR - AMPHy

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet AMPHy compte répondre aux besoins :

- De sensibilisations dans des parcours de non-spécialistes ;
- De coloration de parcours connexes au sujet de l'hydrogène, autant en formation initiale (FI) que professionnelle ou continue (FC) ;
- De formations spécifiques ou spécialisantes.

À l'issue du projet en 2028, il est envisagé la pleine intégration des modules AMPHy auprès d'au moins une douzaine de parcours de formations techniques existants identifiés par nos experts comme essentiels quant aux compétences qu'ils délivrent et qui doivent être modernisés pour prendre en compte la thématique de l'hydrogène décarboné.

Une dizaine de cursus non techniques seront aussi touchés. Tous ces parcours pédagogiques, en FI comme en FC, techniques comme non techniques, bénéficieront d'actions de sensibilisation. Le consortium AMPHy prêtera une attention particulière à des actions ciblées pour colorer des domaines de compétences que nos équipes d'experts traitent déjà dans les parcours techniques et pour former des enseignants du secondaire.

Enfin, de façon plus spécifique, un nouveau diplôme universitaire (DU) devrait être mis en place au niveau BUT, pour adresser la catégorie des techniciens formés dans les IUTs.

À terme, il est prévu de toucher près de 10 000 apprenants, dont près du quart dans des actions de formations diplômantes ou certifiantes, sur les 5 ans du projet.

AMPHy

amphy-contact@univ-lorraine.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉCOLE DE L'HYDROGÈNE (EH2)



© DR - EH2

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Région Bourgogne-Franche-Comté

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Région Bourgogne-Franche-Comté ; Rectorat de région académique Bourgogne-Franche-Comté ; Université Marie et Louis Pasteur ; France Travail ; UIMM BFC ; Pôle Véhicule du Futur ; CMQ Agroéquipements ; CMQ Automobile et Mobilité du Futur ; Pavillon des Sciences ; CFAI Franche-Comté ; CFAI 21-71 ; Pôle Formation 58-89 ; Forvia ; Danielson Engineering ; H2SYS ; Gen-Hy ; Isthy

COÛT TOTAL DU PROJET :
14,9 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bourgogne-Franche-Comté

L'AMBITION

Historiquement tournée vers l'automobile et la métallurgie, l'industrie de Bourgogne-Franche-Comté contribue à maîtriser les différentes technologies de production de l'hydrogène (PAC, stockage et électrolyseurs). En 2026, la filière hydrogène devrait représenter plus de 1 200 emplois directs, sans compter ceux induits chez les sous-traitants. Face à cet essor, il est nécessaire de structurer une offre de formation pour répondre aux besoins de recrutement, de reconversion ou de montée en compétences en entreprise. Le projet École de l'Hydrogène (EH2) s'appuie sur huit différents diagnostics régionaux et nationaux pour répondre à ces enjeux.

Trois ambitions traversent le projet :

- **Ambition 1 :** Piloter la transformation de l'offre de formation dans une logique de pôles et de parcours, en lien avec les besoins des entreprises et la cartographie de l'existant ;
- **Ambition 2 :** Anticiper au maximum les évolutions technologiques et industrielles pour que l'appareil de formation réponde au tempo du développement de la filière et valorise les acquis de la recherche ;
- **Ambition 3 :** Rendre la formation attractive pour les apprenants, tous niveaux, origine et genre confondus, afin de répondre au besoin de recrutement dans les filières scientifiques et industrielles.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet EH2 vise à :

- Sensibiliser 350 prescripteurs de formations ;
- Former 250 formateurs (Éducation Nationale et organismes de formation) ;
- Sensibiliser le grand public (dont les parents et les jeunes) aux énergies renouvelables et à l'hydrogène avec plus de 270 000 personnes visées ;
- Sensibiliser et former les apprenants en formation initiale et continue dans plus d'une cinquantaine de formations de niveau 3 à 7, grâce aux 9 modules de formation à créer.

LE PROJET

Le projet EH2 est composé de 4 Work Packages (WP) :

- **Le WP1 ANTICIPER s'attachera à préparer les conditions nécessaires au déploiement de l'offre de formation :**
  - En développant l'information et l'expression continue des besoins ;
  - En garantissant l'ouverture des entreprises aux personnes en période d'immersion ;
  - En identifiant, pour des démonstrateurs arrivant en TRL 7, un répertoire des gestes et compétences nécessaires à leur future installation, exploitation et maintenance ;
  - En suscitant auprès du grand public et des scolaires l'envie de découvrir les sciences, dont l'hydrogène.
- **Le WP2 s'attache à développer :**
  - La conception de l'offre de formation dans une logique de pôles et de parcours ;
  - La professionnalisation des acteurs de la formation ;
  - La détermination et la gestion des équipements pour la formation :
    - Mise à niveau et ouverture à tous les publics des 5 stations pédagogiques H2 dans les lycées ;
    - Réalisation de modules de réalité virtuelle (RV) et réalité virtuelle augmentée (RVA) pour la formation en maintenance automobile, sécurité et maintenance industrielle ;
    - Implantation d'une zone de formation ATEX de démonstration.



Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, dans le nord Franche-Comté le 17 avril 2025, ici au Crunch Lab. ©Le Trois – Thibault Quartier

- **Le WP3 CONNECTER développera la notoriété du projet, sa visibilité et son envergure, notamment à l'international :**
  - Création de deux enseignements en anglais ;
  - Structuration d'une offre de stages à l'étranger ;
  - Financement de demi-bourses de thèses avec l'étranger.
- **Le WP4 INCUBER est dédié à la gestion et au pilotage du projet EH2.**

LES IMPACTS ATTENDUS

Les 9 modules créés permettront de faire évoluer plus d'une cinquantaine de formations existantes dans quatre catégories de métiers :

1. **Métiers de la conception, de l'ingénieur et de la R&D :** 9 formations concernées de niveau 5 à 7 ;
2. **Métiers des opérations :** 32 formations concernées des niveaux 3 à 6 ;
3. **Métiers « Qualité, environnement, conformité et maîtrise des risques » :** 9 formations concernées des niveaux 3 à 6 ;
4. **Métiers des « Fonctions supports » :** 9 formations concernées des niveaux 5 à 7 ;

Ce sont 250 formateurs et 350 prescripteurs qui seront formés par EH2 à terme.

Les indicateurs d'impact concernent entre autres :

- Le taux d'évaporation des personnes formées dans l'industrie sortant dans un autre secteur d'activité : réduire ce taux de 50 à 25 % dans les formations concernées ;
- L'accès des femmes aux métiers des sciences et des technologique, avec un objectif d'atteindre 25 % de femmes formées dans les formations de niveau 5 à 7 du projet EH2.

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

pauline.prat@bourgognefranchecomte.fr
bourgognefranchecomte.fr

RETOUR SOMMAIRE

GÉNÉRATION HYDROGÈNE OCCITANIE



© DR - Génération Hydrogène Occitanie

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Toulouse

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENI de Tarbes, EPT, INSA, INU Champollion, ISAE/Supaéro, Toulouse INP, Université de Montpellier, Université Toulouse 2 Jean-Jaurés, Université Toulouse 3 Paul Sabatier, Lycée Jules Fil, Lycée La Découverte, Lycée Gaston Monnerville, Lycée Rascol, Lycée Saint Exupéry, CMQE aéronautique et spatial, GIP FCIP, Communauté d'agglomération de l'Albigeois, INERIS, UIMM Occitanie

COÛT TOTAL DU PROJET :
27,11 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
16,58 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie

L'AMBITION

Le projet vise à structurer la filière hydrogène en Occitanie en termes de formation aux métiers de l'hydrogène pour répondre à court, moyen et long terme aux besoins des acteurs du territoire sur l'ensemble de l'écosystème hydrogène (production, conversion, stockage, distribution).

Il a été co-construit avec l'ensemble des acteurs du territoire, afin de mutualiser la réflexion et les outils, en veillant à leur cohérence et à leur complémentarité.

Le projet GENHYO est articulé autour de 4 axes :

- La mise en place de modules de formation pour les différents publics (collégiens, lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi, salariés, élus, grand public) ;
- La formation de 1 500 formateurs sur les 5 ans ;
- La promotion des métiers de la filière H_2, l'orientation et l'insertion professionnelle ;
- La prospective des métiers et des qualifications.

LE PUBLIC VISÉ

Dès la première année, des actions seront mises en œuvre auprès de différents publics :

- Élèves de collège et de lycée, étudiants, doctorants, alternants ;
- Enseignants ;
- Professionnels en activité (salariés, dirigeants d'entreprises, libéraux, …) ;
- Demandeurs d'emploi ;
- Structures d'accompagnement (professionnels de l'IOIP, pôle emploi, mission locale, Apec, organisme de formation…) ;
- Élus.

Nos actions concernent tous les niveaux de formation : du CAP au doctorat

LE PROJET

L'ambition du projet est de créer des modules de formation intégrant la dimension H_2 sous forme de blocs de compétences : dans un premier temps, par l'enrichissement des formations existantes et, en fonction de l'évolution des besoins, par la création de nouvelles formations.

Afin de valoriser les compétences acquises, un « passeport Hydrogène » est envisagé pour l'ensemble des apprenants ayant suivi un module H_2

3 types d'équipement pédagogiques sont prévus : des bancs didactiques de faible puissance, déployés dans les établissements au plus près des apprenants, des installations de moyenne et forte puissance dans des halles spécifiques sur des territoires « en pointe » en matière d'hydrogène, une plate-forme pédagogique technologique adossée à la recherche.

Pour réaliser ces ambitions, une communauté de formateurs sera créée grâce à la formation de 1 500 formateurs, dont 15 % avec un niveau d'expertise.

Des actions seront développées afin d'informer sur les métiers et les formations liés à l'hydrogène, de promouvoir les perspectives et opportunités professionnelles qu'ils représentent, **d'accompagner la construction des projets professionnels et de sécuriser les parcours vers les métiers de l'hydrogène.**



© DR - Génération Hydrogène Occitanie

LES IMPACTS ATTENDUS

Pour ce faire, près de 250 de formations seront enrichies par l'introduction de blocs de compétences H2 (il est encore trop tôt pour évaluer le nombre de nouvelles formations qui seront à développer) :

- formations diplômantes de niveau 4 et infra (opérateurs) : 70 ;
- formations diplômantes de niveau 5 et 6 (techniciens) : 100 ;
- formations diplômantes de niveau 7 et 8 (ingénierie) : 46 ;
- formations certifiantes (CQP et titre pro, tous niveaux confondus) : 20 ;
- formations qualifiantes : 10.

Toutes les formations ont vocation à se déployer aussi bien en FI, en FC qu'en alternance

L'objectif est à l'horizon 2027 d'avoir formé et sensibilisés plus de 70 000 personnes :

- Scolaires : 40 000 ;
- Étudiants : 12 000 ;
- Doctorants : 200 ;
- Apprentis : 11 000 ;
- Demandeurs d'emploi : 3 200 ;
- Salariés : 1 100 ;
- Élus : 250 ;
- Grand public : 3 200.

GENHYO Génération hydrogène Occitanie

genhyo-uft-dfve@univ-toulouse.fr

RETOUR SOMMAIRE

H-TASE



© DR - HTASE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris-Saclay

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris Saclay - Sorbonne Université - Université Paris Est Créteil - ENSTA - Université Versailles Saint Quentin en Yvelines - Académie de Paris - Académie de Créteil - Académie d Versailles - Région Île-de-France - EDF - ENEDIS - ELOGEN - CEMEX - UFE - YOOCAN

COÛT TOTAL DU PROJET :
12,38 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7,19 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

L'objectif est de répondre rapidement et de façon pérenne aux besoins de formation et de recrutement identifiés sur la filière hydrogène et TASE. Le projet est coordonné par l'Université Paris-Saclay. Le projet HTASE IDF s'appuie sur le potentiel de croissance et la reconnaissance nationale et internationale de formations proposées par les cinq universités partenaires, les trois rectorats franciliens, pour structurer et mettre en œuvre, dès la rentrée 2023-2024, une offre de formation dédiée aux énergies bas carbone.

Les bénéficiaires des actions proposées sont les jeunes franciliens, mais également les étudiants venus d'autres régions de France, les demandeurs d'emploi et adultes en reconversion. **Ces actions bénéficient in fine à l'ensemble des entreprises de la filière, de la PME-TPE au grand groupe industriel, qui disposeront d'un vivier de compétences élargi et mieux formé.**

Le projet s'organise autour de deux lots techniques et des actions transverses afin de répondre aux enjeux du territoire francilien et de mettre en œuvre les priorités du plan France 2030. Le projet est travaillé en cohérence et complémentarité avec ceux portés par des campus franciliens,

Ce projet est une étape proposée dans le cadre de la préfiguration du CMQ Énergie Durable, premier Campus interacadémique francilien sur ces filières qui sera proposé à la labellisation en 2023.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé va du collège au doctorat. Pour les collèges, l'objectif visé est celui d'une acculturation. Il est proposé pour les formations de Bac/Bac +3, la création de modules de Coloration- Approfondissement–Spécialisation.

Des modules d'approfondissement et deux Diplômes InterUniversitaires sont aussi proposés au Bac +5. Enfin, le projet propose le recrutement de doctorants. **L'ensemble des dispositifs est ouvert à la formation continue pour les salariés et les demandeurs d'emploi.**

LE PROJET

Le projet HTASE propose une méthode d'ingénierie de formation commune, deux lots techniques : **Hydrogène vert et Technologies avancées des systèmes énergétique**, des actions transverses : attractivité, pédagogie et prévention santé sécurité.

En complément de ces parcours de formation, sont créées des plateformes pédagogiques mutualisées sur l'hydrogène, batteries, bornes de recharges. interaction réseau dans les lycées, dans les universités pour les plateformes plus complexes en lien avec des plateformes industrielles.

Le perfectionnement des enseignants des disciplines du second degré à ces ruptures technologiques et réalité des métiers d'aujourd'hui est clé. Il est organisé par les écoles académiques qui prévoient 40 personnes formées par an et par académie.

Les industriels partenaires contribuent à ces formations via des interventions au sein des formations et par des visites de leurs sites industriels. Les universitaires participent également aux formations. **Des formations sont proposées aux conseillers Pôle Emploi pour une meilleure connaissance des métiers et assurer une visibilité sur les formations pouvant être offertes aux demandeurs d'emploi et salariés en reconversion.**

Enfin les GIP des académies et les services de formation continue des universités sont impliqués dès le départ du projet.



© DR - HTASE

LES IMPACTS ATTENDUS

Portés par les mêmes convictions d'accompagner les ruptures technologiques pour réussir la transition énergétique,

Le projet vise à

- Colorer des formations existantes : 6 Bac dont 5 Pro, 2 Bac +1, 4 BTS, 6 BUT et 1 Master ;
- Créer des formations : deux diplômes interuniversitaires de niveau Master ;
- Développer la recherche via le financement de thèses de doctorat ;
- Mutualiser des plateformes pédagogiques entre le secondaire et l'enseignement supérieur et donner accès à des plateaux industriels ;
- Former les enseignants et les conseillers Pôle Emploi ;
- Sensibiliser les jeunes et les publics éloignés de l'emploi aux enjeux de ces filières.

Les métiers concernés sont en majorité des métiers en tension dont ceux de techniciens (électromécanicien, électronicien de puissance, monteur câbleur…), d'ingénieurs (électronicien, énergéticien, modalisation de phénomènes dangereux, …), des fonctions transverses telle que la santé / sécurité, la normalisation, la qualité

HTASE IDF est en Île-de-France mais les personnes formées comme les formations proposées ont vocation à irriguer l'ensemble du territoire national. **9 600 personnes seront formées et plus de 8 000 collégiens sensibilisés d'ici 2030.**

université PARIS-SACLAY

pascal.aubert@universite-paris-saclay.fr
universite-paris-saclay.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

H2 NEUTRALITÉ CARBONE



© DR - H2 neutralité CARBONE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Campus CEINE

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Campus CEINE, IFPRA, Arianegroup, Campus de l'espace, Caux Seine Agglo, CNAM, CNAM Normandie, Dans le sens de barge, Mincatec, Agence Régionale de l'Orientation, Seine Normandie Agglomération, Université Caen, Université Rouen, Pole Formation UIMM Eure Seine Estuaire, Pôle Formation UIMM Rouen Dieppe

COÛT TOTAL DU PROJET :
19,52 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
13,47 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Normandie

L'AMBITION

Les études menées par France Hydrogène et le CARIF OREF de Normandie ont identifié des besoins suivants :

- Accélération du développement de l'hydrogène décarboné et renouvelable. Ces évolutions entraînent un besoin en compétences de la production à l'utilisation en passant par la recherche, la conception, le transport, la fabrication d'équipements et la maintenance ;
- Augmentation des métiers en tension dans la partie production (opérateurs et techniciens notamment) ;
- Développement de l'offre de formation des diplômes existants en les spécialisant avec une « coloration hydrogène » et en adaptant le niveau de connaissances de « base à expertise » selon les postes et les profils ;
- Nécessité de travailler sur l'attractivité des formations existantes.

Le projet « H2 Neutralité CARBONE » porté par le Campus d'Excellence International Normand des Énergies (CEINE) a pour ambition de **développer et promouvoir une filière de formation professionnelle hydrogène décarboné** pour répondre aux besoins en compétences et savoir-faire des groupes industriels, des PME et des TPE tout en relançant l'attractivité des formations et des métiers.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux apprenants du niveau infra-Bac au Bac +5 en formations initiales et continues (élèves, étudiants, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, salariés).

Les nouvelles formations et les colorations débuteront progressivement à compter de la rentrée 2024. Au côté des formations, des actions de sensibilisation seront déployées sur tout le territoire à destination de tous les publics.

LE PROJET

1. Créer un écosystème de l'hydrogène

Création de deux lieux rassemblant des lycées technologique et professionnel, des universités, des organismes de formation, des écoles d'ingénieurs, des acteurs industriels et des communautés d'agglomération engagées dans la transition écologique.

- Le 1er lieu totem (Bolbec) basé sur l'hydrogène gazeux (formation Bac -3/+2 sur les gestes métiers) ;
- Le 2nd lieu totem (Vernon) basé sur l'hydrogène liquide (formation supérieure de Bac +3/+8 avec écoles d'ingénieurs), Recherche & Développement

2. Attirer sur des dispositifs culturels et scientifiques pour orienter vers les formations et les métiers de demain

Ces dispositifs sont itinérants et à destination de tous les publics :

- Démonstrateur itinérant alliant une approche artistique à un contenu scientifique didactique fonctionnant grâce à la production, le stockage et l'utilisation de l'hydrogène décarboné ;
- Outils d'immersion dans l'univers professionnel hydrogène décarboné des métiers de demain ;
- Projets collaboratifs « hydrogène décarboné » entre lycéens et étudiants ;
- Découverte de « La route de l'hydrogène décarboné ». Parcours pédagogique et industriel de découverte à destination des enseignants et apprenants de Bac -3/+3.



© DR - H2 neutralité CARBONE

3. Créer le 1er réseau professionnel « hydrogène décarboné »

Réseau ALUMNI regroupant tous les acteurs de la filière pour favoriser l'insertion professionnelle

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet « H2 neutralité CARBONE » permettra de créer :

- Sept formations continues (infra-Bac, Bac et BTS),
- Deux nouvelles formations supérieures en formation initiale,
- Dix-sept modules de coloration sur les formations existantes du Bac au Bac +5 (FI/FC) à compter de 2025.

Ce qui représentera 5 580 personnes formées à l'horizon 2028. Puis chaque année, 1 800 personnes se formeront sur le territoire Normand.

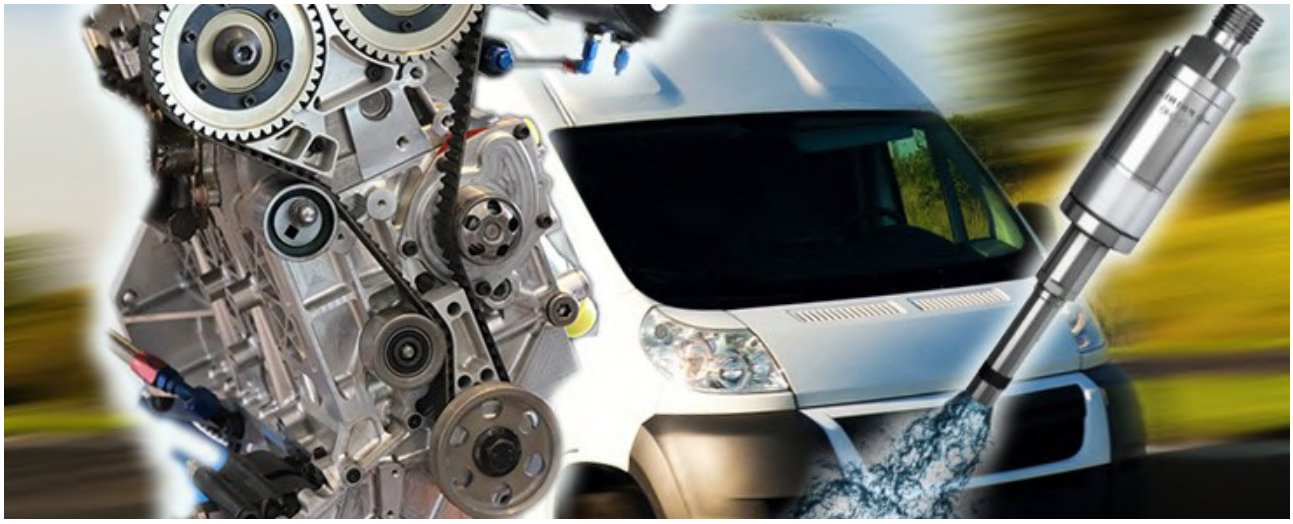
Sur la durée totale du projet, 110 000 personnes seront sensibilisées aux enjeux de l'hydrogène décarboné.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
International normand des énergies - CEINE Normandie

ceine@ac-normandie.fr

RETOUR SOMMAIRE

HYDROGÈNE APPLICATIONS INDUSTRIELLES ET SÉCURITÉ (HAPPIS)



© DR - HAPPIS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Devenir le leader de l'hydrogène vert

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université d'Orléans

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Tours, INSA CVL, Rectorat, les Pôles de compétitivité CARA, S2E2 et Polymeris, la Région CVL, Centre Sciences et l'association Elles Bougent

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,52 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans -T3/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Centre-Val de Loire

L'AMBITION

Le Consortium HAPPIS représente une initiative ambitieuse visant à former les professionnels de demain dans le domaine de l'hydrogène, techniciens, ingénieurs et docteurs, tout en promouvant l'égalité des genres, l'inclusion territoriale et en renforçant l'attractivité des filières scientifiques et techniques en France. Il vise également à répondre aux besoins en compétences des entreprises dans le domaine de l'hydrogène en France.

Il regroupe plusieurs acteurs majeurs tels que l'université d'Orléans, l'université de Tours, l'INSA Centre-Val de Loire, le rectorat Orléans-Tours, la Région Centre-Val de Loire, Centre-Sciences et l'association « Elles Bougent ».

Compte tenu des tensions identifiées sur les métiers, et de l'objectif de 50 000 à 100 000 emplois à horizon 2030, les membres du consortium HAPPIS s'associent à des partenaires socio-économiques pour former des professionnels qualifiés et accélérer le développement de la filière hydrogène. Ces actions mèneront à renforcer la portée de celles liées à l'acculturation, l'acceptabilité et l'attractivité de la filière.

LE PUBLIC VISÉ

HAPPIS s'engage à former 4 500 personnes aux emplois liés à la filière de l'H_2 vert d'ici 2030 (techniciens (80 %) et ingénieurs (20 %)) notamment dans les métiers de la conception mécanique, de la mécanique, de l'électrotechnique, de l'ingénierie, et de la recherche et développement et de l'opération, via la formation notamment de : 1 500 professionnels, 560 formateurs, 1 600 étudiants, 900 techniciens Bac Pro et BTS, et sensibiliser plus de 1 000 lycéens de filières générales et technologiques et 2 000 étudiants.

LE PROJET

Le projet HAPPIS constitue un outil stratégique fort pour anticiper et répondre aux défis futurs en matière de compétences autour de l'hydrogène, en favorisant l'employabilité, l'adaptabilité et la compétitivité des travailleurs et des entreprises françaises dans un contexte économique et technologique en mutation.

Pour cela, des contenus pédagogiques adaptés seront développés, incluant notamment la sécurité, la production, l'utilisation de l'hydrogène, son application dans divers secteurs industriels et la mobilité intégrant notamment la maintenance afin :

1. **De former** les professionnels du secteur et de fournir aux salariés des certifications et formations spécifiques ;
2. **De renforcer** les liens entre formations pré-Bac, supérieures et professionnelles : l'objectif est d'attirer davantage de jeunes vers les filières scientifiques et techniques, en leur offrant des séquences de travaux pratiques adaptées et en les sensibilisant aux enjeux de l'hydrogène ;
3. **De repenser** la formation supérieure et de créer de nouveaux contenus pédagogiques : ce volet implique une refonte des enseignements pour intégrer l'hydrogène comme vecteur énergétique.



© DR - HAPPIS

LES IMPACTS ATTENDUS

La coloration des formations dans les ESR est un risque très modéré : elle est soit déjà existante, soit développée depuis quelques années. La coloration des Bac Pro et BTS dépendra de la coordination du projet avec le rectorat et la région CVL. L'acculturation au niveau pré-Bac, professionnels et grand public n'engendre pas de risque du fait que le consortium travaillera avec des acteurs du terrain (Centre-Sciences, Maison pour la Science, pôles de compétitivité, CCI Région CVL, etc...).

Des indicateurs chiffrés permettront de quantifier la réussite du projet.

Objectifs sur 5 ans :

- 560 formateurs formés ;
- 1 610 étudiants ayant suivi une formation colorée H_2 ;
- 2 350 étudiants ayant suivi une sensibilisation H_2 ;
- 900 Bac Pro et BTS ayant suivi une formation colorée H_2 ;
- 1 000 Bac Généraux, STI2D et STL ayant suivi une sensibilisation H_2 ;
- 1 550 professionnels formés ;
- 14 diplômes colorés H_2 ;
- 11 diplômes avec sensibilisation H_2 ;
- 15 formations professionnels, certifications H_2.

Université d'ORLÉANS

happis.projet@univ-orleans.fr
univ-orleans.fr

RETOUR SOMMAIRE

CAMPUS PROFESSIONNEL DES ÉNERGIES MARINES RENOUVELABLES (CAPÉMARE)



© Port Atlantique La Rochelle / Image Créations

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
La Rochelle Université

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
La Rochelle Université, Région académique Nouvelle-Aquitaine, GIP Formation Continue et Insertion Professionnelle d'Aquitaine, Lycée professionnel Raoul Mortier, Lycée régional d'enseignement maritime aquacole de La Rochelle, Bluesign, Grand port maritime de La Rochelle

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,99 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - Début prévu en 2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

L'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050 pour la France nécessite de développer les sources de production d'énergies renouvelables. Pour répondre à cet objectif, **la France mise sur le développement de l'éolien,** en visant 45 GW de capacité installée à l'horizon 2050, dont une dizaine de gigawatts sur la façade sud-atlantique.

Le secteur des énergies marines renouvelables (EMR) est un levier important de création d'emplois, avec un potentiel estimé entre 18 000 et 23 000 équivalents temps plein, d'après le rapport COMED (2023). Ce développement implique donc la formation d'une main d'œuvre qualifiée aux compétences et aux métiers d'avenir de cette filière en répondant aux besoins immédiats et de proximité des entreprises chargées de développer les premiers chantiers offshores. Les métiers ciblés sont par ailleurs en tension car ils souffrent de la concurrence intersectorielle, et d'un manque de communication et d'attractivité des métiers.

Dans ce contexte, l'ambition de CAPéMARE est de créer un dispositif de formation, de professionnalisation et d'acculturation professionnelle, pour tous les publics et les niveaux d'études, coconstruit avec les entreprises, pour répondre aux besoins de compétences sur l'éolien offshore, et pour optimiser les retombées économiques locales sur la façade atlantique.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adresseront à un public large (Bac +3 à Bac +8) en formation initiale, notamment dans les formations, CAP, Bac Pro et Master. En formation continue, les dispositifs s'adresseront aux salariés qui souhaitent développer leurs compétences, aux demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, et aux enseignants et prescipteurs. Enfin, les actions de communication s'adresseront principalement aux élèves du secondaires et aux étudiants.

LE PROJET

Le projet CAPéMARE se structure autour de trois axes :

- **Le master EOLE**

  Un parcours de formation supérieure avec la création d'un nouveau master à l'Université qui formera au métier de cadre de la filière des énergies marines renouvelables dans les domaines de l'environnement marin et des sciences de l'ingénieur.

- **Le cycle COMP'EOLE**

  Un dispositif de professionnalisation regroupant plusieurs actions portées par l'Université, la région académique Nouvelle-Aquitaine, le lycée professionnel Raoul Mortier et le lycée maritime et aquacole, et regroupant des formations continues ou initiales autour de trois Thématiques : la coloration des métiers par des formations de l'infra-Bac aux niveaux universitaires ; les certifications maritimes et éoliennes ; l'apprentissage de l'anglais par des immersions sur sites.

- **Le dispositif CAP'EOLE**

  Une démarche d'acculturation professionnelle regroupant un ensemble d'actions portées par la région académique Nouvelle-Aquitaine et Bluesign, visant la promotion de la filière des énergies marines renouvelables à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine, avec la création d'un plan de communication sur les formations et les métiers, la création de ressources pédagogiques innovantes, des actions pour valoriser le travail au féminin dans cette filière, ainsi que la formation de formateurs.



© Nicolas_Job_1

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet CAPéMARE permettra de créer et de colorer plusieurs formations :

- **Un nouveau master (EOLE) :** 110 étudiants cumulés d'environ un tiers d'alternants ;
- **Trois parcours de coloration des métiers en formation continue :** « Maritimiser son métier », « Cap sur l'éolien Offshore » et « Acoustique sous-marin », permettant l'obtention d'un diplôme d'université. 325 apprenants ;
- **Modules « éolien » et « offshore »** adossés à des formations initiales dans les lycées professionnels, Greta et CFA (métallurgie, génie civil, énergie/électricité, transport et logistique). 150 en formation initiale et 90 en formation continue en 2030 ;
- **Un panel de formations aux certifications maritimes** pour l'obtention des certifications GWO et STCW, en formations continues. 400 apprenants d'ici 2030 ;
- **Une formation accélérée et immersive en anglais** destinée aux apprenants en CAP, en bacs professionnels ou en BTS. 120 jeunes en formation initiale, 30 en apprentissage, 30 en formation continue ;
- **Des formations des enseignants et des prescripteurs aux métiers de la filière EMR.** 150 enseignants et formateurs, 45 prescripteurs.

Enfin, les nombreuses actions de communication, dans les forums, salons, sur le web, et auprès des scolaires dans le cadre du campus Numeria du Futuroscope permettront de sensibiliser plusieurs dizaines de milliers de personnes.

La Rochelle Université

valentin.guyonnard@univ-lr.fr
univ-larochelle.fr

RETOUR SOMMAIRE

COMPÉTENCES, ATTRACTIVITÉ & PARCOURS POMPES À CHALEUR 2030 (CAP PAC 2030)



© CAP PAC 2030

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université Paris-Saclay – CMQE Énergie Durable d'Île-de-France

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université Paris-Nanterre, Région académique d'île de France, GIP FCIP de l'académie de Créteil, ARIUT (Association Régionale des IUT d'Ile-de-France), AFPA (Agence Nationale Pour La Formation Professionnelle Des Adultes), CETIAT (Centre Technique des Industries Aéraulique et Thermique), Yookan, AFPAC (Association Française des Pompes A Chaleur), CSF NSE (Comité Stratégique de Filière Industries des Nouveaux Systèmes Energétiques), FEDENE (Fédération professionnelle des entreprises des services pour l'énergie et l'environnement), COEDIS (Fédération des Distributeurs d'Équipements et Solutions Électriques, Génie climatique, Plomberie & Sanitaires), UNICLIMA (Syndicat des industries Thermiques, Aérauliques et Frigorifiques), Groupe EDF, DAIKIN, ATLANTIC, MITSUBISHI

COÛT TOTAL DU PROJET : 7,93 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France

L'AMBITION

On estime ainsi que 60 % des systèmes de chauffage actuels devront être remplacés par des équipements de la filière Pompes à chaleur (PAC). Ces nouvelles technologies et enjeux de décarbonation nécessitent de nouvelles compétences et une adaptation des formations en génie climatique. Le plan PAC du gouvernement – produire un million de PAC d'ici 2027 – identifie l'Ile-de-France comme représentant 20 % des besoins : 6 000 ETP supplémentaires seront nécessaires d'ici 2027 sur les 30 000 prévus en France.

Le projet CAP PAC 2030, porté par un collectif d'acteurs majeurs de la filière, a pour objectif de répondre aux besoins des entreprises, PME-TPE, ETI, en développant une nouvelle offre de formation initiale et continue du Bac -3 au Bac +5 avec une ingénierie de parcours innovante pour les métiers clés de la PAC (technicien d'installation, de maintenance et d'exploitation en chauffage, ventilation, climatisation, conseiller clientèle et technico-commercial, chargé d'affaire, ingénieur d'études, de conception et de R&D).

Le projet permettra aussi de rendre la filière plus attractive en communiquant auprès du plus grand nombre sur les perspectives de recrutement à court et moyen terme et la richesse de métiers centrés dans la transition écologique.

Toutes les ressources créées seront proposées aux autres régions. Le caractère national de certains membres du consortium facilitera cet essaimage.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet CAP PAC 2030 vise à sécuriser, rendre attractive et développer une nouvelle offre de formation initiale et continue du niveau infra Bac au Bac +5 pour les métiers clés et les métiers en tension de la filière de la pompe à chaleur.

L'offre de formation est proposée à l'attention des élèves de lycées, étudiants, public adulte et actifs (demandeurs d'emploi, salariés ou indépendants en reconversion).

LE PROJET

Pour répondre au manque d'attractivité des métiers de la filière et des formations initiales loin d'être saturées, à l'organisation et la visibilité de parcours alternatifs pour capter des publics en transition professionnelle ou en réorientation et au nécessaire accompagnement des reconversions des compétences du chauffage vers la PAC, le projet CAP PAC 2030 **propose 5 actions clés qui apportent une réponse emploi-compétences globale :**

- La formation de formateurs de l'éducation nationale et des centres pour adultes aux nouvelles technologies et attentes des industriels ;
- La formation continue des professionnels actifs du secteur afin d'adapter leurs compétences aux évolutions technologiques (polyvalence pluri-technique) ;
- La formation de jeunes sans diplôme, de demandeurs d'emplois et de publics en reconversion, en lien avec France Travail, l'AFPA et les GRETA ;
- La qualité de la formation professionnelle initiale du CAP au Bac +5, pour moderniser les plateaux techniques, colorer les diplômes, adapter les titres aux ruptures technologiques ;
- Des actions de communication auprès du plus grand nombre : attractivité de la filière, conseil en orientation, visibilité des métiers et de l'offre de formation proposée, auprès des jeunes – notamment des jeunes femmes et de leurs familles, des prescripteurs de l'orientation et de l'emploi.



© CAP PAC 2030

LES IMPACTS ATTENDUS

L'adaptation de l'offre et des parcours de formation, du Bac -3 au Bac +5, pour la formation initiale, l'alternance et la formation continue, s'effectuera en Île-de-France au sein d'établissements de référence : 3 lycées (un par académie), 2 centres AFPA d'Ile-de-France ainsi que l'IUT de Ville d'Avray, lieu totem du Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Energie Durable.

Le projet CAP PAC 2030 vise à :

- **Colorer des formations initiales existantes de la filière énergétique :** 3 Bacs Pro (ICCER, MFER, MEE), 2 BTS (FED, MSEF), 2 BUT (MT2E, MP) et 1 Master (ENMA) ;
- **Former** les enseignants, inspecteurs, DDFPT et conseillers France Travail ;
- **Créer des parcours de formation continue** « sur-mesure » modulaires et hybrides pour recycler des chauffagistes, électriciens, plombiers et former des distributeurs, des techniciens et des ingénieurs conception PAC ; adapter les titres professionnels ;
- **Moderniser et mutualiser** les plateaux techniques des établissements de référence de l'enseignement secondaire et du supérieur ;
- **Sensibiliser** les jeunes et les publics éloignés de l'emploi, développer des actions en faveur de la mixité et l'inclusion.

Au terme des 5 années du projet, près de 7 500 personnes seront formées (dont 3 200 en Formation continue) et plus 16 000 personnes sensibilisées (dont 2 500 conseillers France Travail et 10 000 demandeurs d'emploi).

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE EDU Énergie Durable Île-de-France

campus.energie-durable@universite-paris-saclay.fr
cmq-energie-durable.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉCOLES DES RÉSEAUX POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



© DR - Écoles des réseaux pour la transition énergétique

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Enedis

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Enedis ; RTE ; GIP FIPAG pour le CMQe « Smart Energy Systems Campus » ; GIP FCIP pour le CMQe « BTP et usages du numérique » ; Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ; Fondation Apprentis d'Auteuil ; Université Claude Bernard LYON 1 ; Institut Polytechnique de GRENOBLE ; Nexans Power Accesories France ; France Travail

COÛT TOTAL DU PROJET :
20-25 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

Des dispositifs de formation en ligne sont également intégrés au programme (LMS ; MOOC ; sites internet et stratégie digitale) afin d'accroître la notoriété et l'attractivité des formations et des métiers de la filière, de sensibiliser les prescripteurs, de former les formateurs et de fournir des ressources pédagogiques pour tous les niveaux d'enseignement.

L'AMBITION

Face aux défis de la transition énergétique, le programme des « Écoles des réseaux » répond à un besoin de formation et de recrutement dans la filière des réseaux électriques. L'électrification croissante, les énergies renouvelables et la digitalisation du réseau accroissent l'activité de la filière, transforment la répartition de ses emplois et exigent de nouvelles compétences. Le diagnostic AMI CMA « emplois-compétences » de la filière, financé dans le cadre de France 2030, **estime à 43 000 les recrutements nécessaires entre 2025 et 2030, majoritairement sur des métiers techniques du Bac au Bac +5. Or, l'offre actuelle de formation est insuffisante et inadaptée.**

Le programme vise donc à :

- Renforcer l'attractivité des formations et des métiers notamment en direction des femmes ;
- Moderniser les contenus pédagogiques et former les formateurs ;
- Poursuivre et faire vivre le partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale autour des formations aux métiers des réseaux électriques ;
- Créer des parcours hybrides et innovants dans le supérieur ;
- Soutenir la reconversion / réinsertion en créant une offre de formation professionnelle.

Avec plus de 100 000 personnes à former sur 5 ans, ce programme s'appuie sur un large consortium d'acteurs économiques et éducatifs pour industrialiser la formation aux métiers clés d'un réseau électrique résilient, intelligent, inclusif et durable.

LE PUBLIC VISÉ

Le programme s'adresse à un public allant des élèves et étudiants (Bac à Bac +5) aux adultes en reconversion professionnelle, aux demandeurs d'emploi et aux personnes en réinsertion. **Une attention particulière est portée au public féminin pour contribuer à la féminisation des métiers de la filière**.

Il vise à répondre aux besoins de recrutement dans la filière avec des formations pour des métiers techniques, de la maintenance industrielle à l'ingénierie, en passant par les métiers de l'électrotechnique et des télécoms.

LE PROJET

Le programme des « Écoles des réseaux pour la transition énergétique » vise à améliorer l'attractivité des formations pour les métiers des réseaux électriques. Il cible divers publics, notamment les jeunes, les demandeurs d'emploi, les personnes en reconversion professionnelle et les femmes. Plusieurs actions innovantes sont prévues, telles que des kits collégiens, des serious games, des stages pratiques et des MOOC pour sensibiliser, former et attirer à grande échelle.

Le programme inclut également la création d'un centre de ressources pédagogiques pour développer des contenus adaptés aux enjeux actuels, tels que des vidéos, des maquettes en réalité augmentée et virtuelle. Il prévoit également des équipements significatifs, tels que des infrastructures pédagogiques et des plateformes numériques.

Il poursuit le déploiement du partenariat des classes « Réseaux électriques » avec le ministère de l'éducation nationale (Bac pro Mélec, Certificats de spécialisation, BTS électrotech…) pour créer de nouvelles formations.

Du Bac +3 au Bac +5, une nouvelle offre de formations hybrides sera développée ainsi que des parcours de formation professionnelle pour les publics en reconversion / réinsertion, notamment féminins.

Ce programme participe activement à la transition sociétale, en favorisant l'inclusion et la féminisation des métiers techniques du secteur.



© DR - Écoles des réseaux pour la transition énergétique

LES IMPACTS ATTENDUS

Le programme prévoit la création de plusieurs nouvelles formations, diplômantes ou certifiantes. D'ici 2030, l'objectif est de créer un total de 81 formations supplémentaires, réparties entre formation initiale (FI) et formation continue (FC).

Ces formations viseront à répondre aux besoins de qualification et de mise à jour des compétences de la filière des réseaux électriques, tout en s'adaptant aux évolutions technologiques et aux nouvelles exigences professionnelles.

Parallèlement, le programme inclut une contextualisation ou une spécialisation « réseaux électriques » de 295 formations existantes en formation initiale (FI) et formation continue (FC), visant à développer un panel de compétences spécifiques.

Les principaux cursus de formation concernés sont 175 Bac pro Melec ; 50 certificats de spécialisation « techniciens monteurs réseaux » ; une centaine de BTS (électrotech, MS, ATI…) et une 50aine de BUT et licences pro. Cette démarche sera déployée sur les 5 prochaines années.

Enfin, le programme prévoit la formation et la sensibilisation de 17 840 personnes d'ici 2030, en incluant tant les personnes directement formées que celles sensibilisées à ces nouvelles approches. Cela contribuera à augmenter les compétences professionnelles et à élargir les opportunités d'employabilité, tout en permettant une mise à jour continue des savoirs.

ÉCOLES DES RÉSEAUX POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

alexandre.sine@enedis.fr

ecolesdesreseaux.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FORMATION À LA TRANSION ÉCOÉNERGÉTIQUE DES INDUSTRIES DE LA MER (FORTEIM)



© DR - FORTEIM

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CINAV

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

AFPA, CEA, Ecole Centrale de Méditerranée, Ecole Centrale de Nantes, ENSTA Bretagne, Evolen, France Energies Marines,IKIGAI, Muséum National d'Histoire Naturelle, Naval Group, Open C, Sor-bonne Université, Studio Nyx, WindShip

COÛT TOTAL DU PROJET :

9,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

3 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine et Sud PAC

Développement d'une plateforme intégrée LMS à vocation nationale

L'AMBITION

Avec l'adoption par l'UE de la loi climat de 2021, la filière des industriels de la mer regroupant les industries navales et les industries des énergies en mer, agit fortement pour réduire les émissions du transport maritime, promouvoir les énergies marines renouvelables et des processus de production plus sobres.

C'est un immense chantier qui doit être mené à tous les niveaux des entreprises : management, production, ingénierie, organisation, finance…

L'enjeu est de former tous les acteurs rapidement pour favoriser la contribution de tous au service d'une action intelligente et efficace.

Pour bien appréhender la transition, chacun doit avoir un socle de connaissances construit sur les bases scientifiques de référence en sciences physiques, en biologie, en ingénierie environnementale. FORTEIM proposera également des parcours de formation pour l'ensemble des niveaux du CAP au doctorat dont des « écoles de terrain » pour les énergies marines renouvelables. Les outils pédagogiques créés, en particulier des jeux sérieux, seront ensuite largement diffusés, y compris vers d'autres filières industrielles en transition.

LE PUBLIC VISÉ

Afin d'avoir l'impact massif attendu sur la filière et les apprenants qui s'y destinent, le projet développe a minima trois niveaux : infra-Bac, Bac/Bac +2 et supérieur.

L'objectif est d'offrir aux apprenants en formation initiale, en formation continue et professionnelle, aux salariés des entreprises de la filière, un socle de connaissances de niveau adapté et d'expérimenter en cours de projet des parcours pour des formations dispensées par l'AFPA, des lycées professionnels et des organismes d'enseignement supérieur (grandes écoles et université).

LE PROJET

Développer un socle de connaissances complet sur la transition écoénergétique des industries de la mer composé de 12 modules :

- La finitude des ressources physiques de notre planète, en connaître les ordres de grandeur et comprendre en particulier le mécanisme qui conduit au changement climatique ;
- Les interactions entre nos activités industrielles et le fonctionnement même des processus de la vie, bien percevoir l'unité du vivant (concept de « One Health ») ;
- L'analyse de cycle de vie et l'écoconception ;
- Les énergies bas carbone adaptées aux activités maritimes ;
- La production d'énergie décarbonée en mer et l'hydrogène ;
- Les pollutions, la gestion des déchets ;
- Les règlementations et les notions sociologiques, éthiques de la transition ;
- Expérimenter des parcours de formation sur certains métiers les plus en tension et notamment pour le secteur de l'éolien offshore ;
- Créer des jeux pédagogiques spécifiques et une plateforme de diffusion universelle pour l'ensemble des contenus pédagogiques.

Le projet réunit les meilleurs experts scientifiques de ces différents domaines afin de présenter des connaissances de référence. La plateforme numérique FORTEIM permet, au service des apprenants, des formateurs, des administrateurs, d'accéder à l'ensemble des contenus et d'analyser les parcours de chacun des utilisateurs.



© DR - FORTEIM

LES IMPACTS ATTENDUS

À terme, le projet doit irriguer l'ensemble de la filière (environ 130 000 salariés) et les formations qui l'adressent. Certains modules pourront être dispensés au sein des collèges. La diffusion massive des modules est le principe de base de la démarche afin d'acculturer l'ensemble des acteurs de la filière.

Dans le cadre du projet, les formations labellisées ByCInav seront concernées (350 formations en fin de projet) ainsi que les formations dispensées par les partenaires : AFPA, les écoles d'ingénieurs (ECN, ECM et ENSTA Bretagne), l'Université Paris Sorbonne, trois lycées professionnels partenaires et le pôle formation UIMM de Bretagne. Durant la durée du projet (3 années), environ 1 000 apprenants pourront ainsi expérimenter les modules.

FORTEIM
formation à la transition écoénergétique des industries de la mer
by CINAV

mboeuf@cinav.fr
cinav.fr

RETOUR SOMMAIRE

INTERNATIONAL BACHELOR OF ENVIRONMENTALLY ENGAGED ENGINEERING (I-BE3)



© DR - I-BE3

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Sciences et Lettres (PSL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
MINES Paris - PSL, ESPCI - PSL, Chimie ParisTech - PSL

COÛT TOTAL DU PROJET :
19,23 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,8 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Provence-Alpes-Côte d'Azur et Île-de-France

L'AMBITION

I-BE3 (International Bachelor of Environmentally Engaged Engineering) a pour objectif de contribuer au développement d'une formation de premier cycle, post-Bac, généraliste et systémique en ingénierie « à la française », dispensée en anglais. Il s'agit de proposer un cursus d'ingénierie attractif, orienté projet, avec une représentation plus équilibrée des genres et de plus grandes diversités sociales et internationales.

Le programme a un double objectif : sensibiliser aux enjeux sociétaux, climatiques et environnementaux tout en offrant une formation d'excellence dans les sciences de l'ingénieur.

Le projet a pour ambition d'apporter une contribution à l'appel de l'UNESCO pour une nouvelle ingénierie attractive et diverse, au service du développement durable (2021).

LE PUBLIC VISÉ

La formation proposée s'adresse à des étudiant.es post-Bac (undergraduate) nationaux et internationaux, bien préparé.es sur le plan académique et qui ont une culture et une appétence pour l'international. Elle cherche en outre à contribuer à la diversification sociale et l'équilibre hommes-femmes de la filière de formation à l'ingénierie.

LE PROJET

Le projet I-BE3 est un programme de bachelor en ingénierie généraliste proposé par l'Université PSL, impliquant l'ESPCI, Chimie ParisTech et MINES Paris, ce dernier étant également opérateur.

Essentiellement basé à Sophia Antipolis, **ce programme propose une pédagogie innovante, progressive et attractive sur un cursus de trois ans, entièrement en anglais.** Ce cursus est structuré autour de thèmes et de projets liés aux enjeux sociétaux en ingénierie, en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) : les ressources énergétiques, les ressources en eau, la santé humaine, la mobilité, la lutte contre le changement climatique, la réduction des risques et catastrophes, avec, comme thèmes transversaux, les outils des sciences des données, de l'IA et du big data.

Cette pédagogie est centrée sur l'apprentissage actif, engageant et responsabilisant, principalement organisé autour de travaux basés sur des projets et une dynamique de groupe. Ces projets sont conçus autour de grands défis sociétaux (ODD) et servent de thèmes directeurs pour chaque semestre. Ils sont étroitement liés aux recherches menées par l'Université PSL et sa School of Engineering (SoE), ainsi qu'à l'écosystème socio-économique local (entreprises, administrations publiques et organisations non-gouvernementales). Le dernier semestre sera dédié à un stage international.



© DR - I-BE3

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet a pour ambition de proposer une formation (FI) sur 3 ans de type « Bachelor d'ingénierie » avec comme objectif d'ici à 5 ans de 300 étudiant.es diplômés.es par an (niveau L3) d'ici 2030. Le programme de bachelor permet de poursuivre leurs études, notamment dans :

- L'un des trois cycles d'ingénieur déjà existants au sein de la School of Engineering de PSL (MINES Paris, ESPCI, Chimie ParisTech) ;
- Ou dans des programmes de master notamment au sein de l'Université PSL, certains en partenariat avec l'Université Côte d'Azur, visant à ce que les étudiant.es atteignent le marché de l'emploi avec un niveau Bac +5 ou continuent en doctorat.

Des débouchés internationaux sont actuellement à l'étude avec NTU ou Rice University pour une poursuite dans un de leurs bachelors of engineering de 4 ans.

PSL UNIVERSITÉ PARIS

philippe.blanc@minesparis.psl.eu

RETOUR SOMMAIRE

LES POTENTIELS SOLAIRES (CMA LPS)



© DR - LPS2_@prostooleh-Freepik

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :

Technologies avancées pour les systèmes énégétiques

Décarbonation de l'industrie

Solutions pour la ville durable et bâtiment innovant

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Agence nationale pour la formation professionnelle des Adultes - Grand Est

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Alméa Formations Interpro, Cap à l'Est, CAPEB Grand Est, Fédération française du bâtiment Grand Est, France Travail, GIP Formation Tout au Long de la Vie, Pôle Fibres Energivie, Rectorat académique Metz-Nancy, Région Grand Est

COÛT TOTAL DU PROJET :

7,79 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

4,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

T1 2025- T4 2029

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Grand Est

L'AMBITION

Le projet « Les Potentiels Solaires » vise à répondre aux besoins croissants en compétences dans la pose, la maintenance et l'exploitation de l'énergie photovoltaïque (PV) dans la région Grand Est.

Le photovoltaïque est un secteur clé pour répondre à la crise climatique actuelle en permettant de décarboner davantage d'usages grâce à la production d'une électricité verte, décentralisée et bon marché. Ce secteur connaît une expansion rapide avec une capacité installée de 1400 MW en 2023 et un taux de croissance annuel de 20 %.

Cependant, ce dynamisme est freiné par une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, avec un besoin estimé entre 1000 et 1500 ETP par an d'ici 2026 sur des profils d'installateurs de panneaux et de techniciens en charge des opérations de maintenance.

Notre projet ambitionne de combler ce déficit en structurant une offre de formation régionale du niveau 3 (CAP) à 6 (Licence), déployée dans l'ensemble des départements, pour répondre aux besoins de la filière et attirer de nouveaux profils.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse à un large public notamment :

- Les collégiens (journées découvertes) ;
- Les lycéens (Bac Pro MELEC et ICCER) ;
- Les étudiants (BTS Electrotechnique) ;
- Demandeurs d'emploi et personnes en reconversion (niveau 3 à 6) ;
- Les TPE, PME et professionnels du secteur du chauffage, de l'électricité ou de la couverture (parcours professionnalisants) ;
- Les multiplicateurs : enseignants, CIO, conseillers France Travail, TPE/PME, chambres consulaires… (journées découvertes).

LE PROJET

Les Potentiels Solaires visent à structurer une offre de formation adaptée autour des métiers de la pose, de la maintenance et de l'exploitation d'installations photovoltaïques afin de contribuer à la décarbonation du bâtiment et de l'industrie. Cette offre est aujourd'hui encore éparpillée et trop peu lisible pour les apprenants comme pour les professionnels.

Pour ce faire, les principaux organismes de formation régionaux développeront ensemble une ingénierie et des outils pédagogiques permettant une mise en cohérence des formations avec l'objectif de développer les certifications et diplômes souhaités. Ce processus s'accompagne d'une montée en compétences des formateurs et enseignants, d'une mise à niveau de plusieurs plateaux techniques destinés à la formation initiale et continue ainsi que du déploiement d'un nouvel espace de formation mobile dédié à la formation des chargés d'études et d'exploitation de petites centrales photovoltaïques.

Six nouveaux parcours certifiants ou dîplomants seront déployés au cours de cette expérimentation. Pour accompagner le développement du secteur, cet effort de formation sera appuyé par les professionnels à travers une large campagne de découverte et de promotion des métiers auprès des élèves du secondaire, des étudiants et de demandeurs d'emploi ainsi que des multiplicateurs (CIO, enseignants, prescripteurs, …).



© DR - LPS1_@prostooleh-Freepik

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet vise à proposer dans les 10 départements du Grand Est des parcours de formation, initiale et continue, courts et longs, visant quatre niveaux :

A. Journée « Découverte des métiers du photovoltaïque » (1 jour) ;

B. Installateur de panneaux photovoltaïques (Niv. 3) à partir de 2025 (FC) ;

C. Électricien en raccordement de panneaux photovoltaïques (Niv. 3) à partir de 2025 (FC) ;

D. Technicien en installation liée au photovoltaïque (Niv. 4) à partir de 2025 (FI/FC) ;

E. Technicien de maintenance photovoltaïque (Niv. 4) à partir de 2026 (FI/FC) ;

F. Technicien supérieur en photovoltaïque (Niv. 5) à partir de 2026 (FI) et 2027 (FC) ;

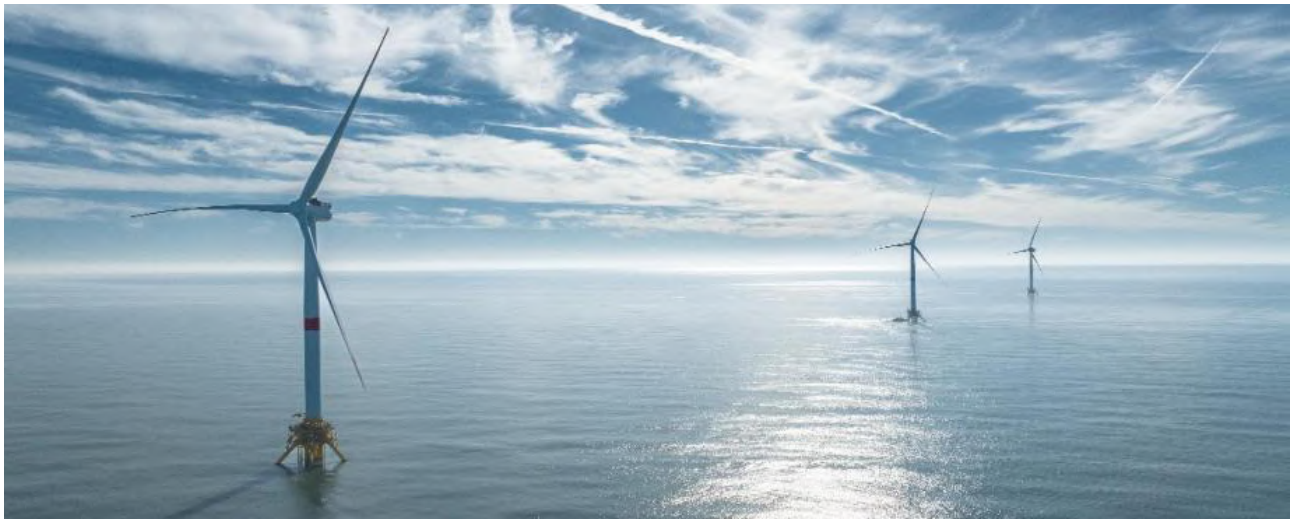
G. Responsable de projets photovoltaïques (Niv. 6) à partir de 2028 (FC).

Au total, le projet permettra de former 1 350 futurs professionnels (lycéens, étudiants et demandeurs d'emploi), d'acculturer plus de 1 300 apprenants et multiplicateurs et de sensibiliser plus de 7 500 personnes pour un impact tangible sur la filière PV en Grand Est.

charline.rollet@afpa.fr

RETOUR SOMMAIRE

OFFWIND



© DR - OFFWIND

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :
Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Polytechnique de Paris

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENSTA Paris, ENSTA Bretagne, École des Ponts

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,70 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France et Bretagne

L'AMBITION

Le projet OFFWIND s'inscrit dans un contexte d'interrogations sur le climat et de tensions énergétiques croissantes, où le développement de l'éolien en mer représente un enjeu stratégique à l'échelle mondiale. En effet, pour relever ce défi, **la France s'est engagée dans une dynamique de montée en puissance de l'éolien en mer posé et flottant avec l'objectif de disposer d'une capacité de 40 GW en 2050.** Cela implique la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée en R&D et en conception de systèmes flottants à haute performance.

L'École nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA Paris & Brest) et l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), accompagnées de nombreux partenaires industriels acteurs de la filière, se sont associées, au sein de l'Institut Polytechnique de Paris, pour relever ce défi.

Le projet OFFWIND vise ainsi à répondre à un besoin de formation spécialisée fort (techniciens et ingénieurs opérationnels, ingénieurs en Recherche & Développement, chefs de projets…) dans un contexte de concurrence internationale importante au sein duquel **la France doit parvenir à s'imposer comme une nation de pointe.**

LE PUBLIC VISÉ

L'objectif est de construire un parcours diplômant de master (Bac +5), ainsi qu'un parcours doctoral (Bac +8), résolument tournés vers les métiers de l'éolien marin.

Le projet est pensé en lien étroit avec les industriels partenaires d'OFFWIND afin de résoudre les difficultés techniques très concrètes de l'éolien extra-côtier (ancrages, plateformes flottantes, mâts, turbines, pales, raccordement au réseau, etc).

Le programme intègre également de la formation continue et des certifications compétences & métiers de l'éolien en mer.

Une attention particulière sera portée à l'équilibre femmes-hommes dans les programmes, à l'inclusivité et la diversité.



© DR - OFFWIND

LE PROJET

Le projet se structure autour de 3 volets :

1. **Formation initiale** qui prendra la forme d'un nouveau master mobilisant nos expertises complémentaires, à la fois en région parisienne et sur le campus de Brest. À vocation internationale, ce dispositif s'appuiera sur des démonstrateurs et des liens étroits avec nos partenaires industriels (conception des maquettes, stages, enseignements) pour offrir une formation pleinement adaptée aux besoins de la filière et assurer la réussite professionnelle de nos étudiants.
2. **Parcours doctoral** qui s'articule autour de la mise en place de parcours de thèses CIFRE pour résoudre des problèmes identifiés par les acteurs économiques et industriels de l'éolien en mer et contribuer au développement économique du secteur.
3. **Formation continue** qui vise à répondre au besoin croissant de formation de professionnels non experts et externes au secteur face à la montée en puissance de l'éolien en mer. Cela se traduira par la mise en place de plusieurs dispositifs, comme des formations

Le projet prévoit également de développer des démonstrateurs pour former les étudiants et mettre en place du télé-enseignement pour tirer le meilleur parti des trois campus sur lesquels se dérouleront les enseignements.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif est de former plus de 1 000 personnes et de toucher un large public, répondant à l'ambition de passage à l'échelle de la filière. Le projet vise des promotions en master de 50 étudiants, représentant 250 diplômés en formation initiales sur cinq ans. S'ajoutent 500 apprenants en formation continue, 600 certifications et 50 docteurs formés sur 5ans. La réalisation de MOOC permettra de sensibiliser un public plus large, estimé à près de140 000 sur 5 ans.

Le projet OFFWIND a également pour vocation à travailler avec des partenaires locaux et nationaux comme les IUT (Institut universitaire de technologie) ou encore des CAP (Certificat d'aptitude professionnelle) et BEP (Brevet d'études professionnelles). Il s'agira de faire connaître ce programme aux directeurs de formations, d'exprimer les besoins en compétences et de mettre en place des passerelles. Les étudiants recrutés viendront d'écoles d'ingénieurs mais aussi de licences, bachelors, IUT et formations équivalentes à l'étranger.

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS

luc.pastur@ensta-paris.fr

RETOUR SOMMAIRE

PROJET PÉDAGOGIQUE RÉSEAUX ET FORMATIONS INNOVANTES SMARTGRID POUR LES TECHNOLOGIES AVANCÉES DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES (PRISME)



© DR - PRISME

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUE :

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université Paris-Saclay, (Campus des métiers et des qualifications Énergie Durable)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Centralesupelec, ARIUT (Association Régionale des IUT d'Île-de-France),Université Versailles Saint Quentin, Université Evry Val d'Essonne, Université CY Cergy Paris Université, Université Paris Nanterre, Université Paris Est Créteil, Université Sorbonne Paris Nord, Région académique d'île de France, Académie de Paris, Académie de Versailles, Académie de Créteil, GIP de Créteil, Yookan (association), Enedis, EDF, Fayat Power, Serpollet IDF, Schneider Electric et Union Française de l'Électricité

COÛT TOTAL DU PROJET :

8,59 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France

L'AMBITION

Le Projet Pédagogique Réseaux et formations Innovantes SMartgrid pour les technologies avancées des systèmes Energétiques (PRISME) vise à répondre aux nombreux besoins de compétences des réseaux électriques et au rôle majeur qu'ils jouent dans la réussite de la transition énergétique. L'EDEC 2023 et le diagnostic réseaux électriques 2024, évaluent les besoins en recrutement à 1250 recrutements en CDI et 800 recrutements d'alternants par an sur les 10 prochaines années en Île-de-France.

Les besoins en recrutement ont été multipliés par 2 par rapport à 2020 et connaissent une évolution de la nature des compétences qui se complexifient. L'ensemble des métiers des réseaux électriques : monteur, câbleur, technicien, ingénieur en génie électrique doivent s'adapter aux évolutions technologiques, sociétales et environnementales (bidirectionnalité des réseaux, intégration des ENR, mobilité électrique, stockage etc.).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet Prisme vise à sécuriser, rendre attractive et développer l'offre de formation initiale et continue du Bac +3 au Bac +8 pour les métiers clés, les métiers en tension de la filière des réseaux électriques.

L'offre de formation proposée est à l'attention des élèves, étudiants et grand public adulte et actifs (demandeurs d'emploi,salariés ou indépendants en reconversion).

LE PROJET

Adaptation de l'offre de formation existante (initiale et continue) : coloration des diplômes (Bac pro MELEC, BTS : électrotechnique, maintenance des systèmes, management de l'économie de la construction, Assistance Technique d'Ingénieurs). Coloration Réseaux électriques des 9 BUT GEII d'IDF.

Adaptation de l'offre de formations Bac +3 à Bac +8 : cours spécifiques avec CentraleSupelec, le Master PIE de Paris Saclay, thèses.

Création de formations Bac +1 par alternance : Création du Certificat de spécialisation Technicien en réseaux électriques en IDF qui améliore l'employabilité des bacs pro. Création d'un DIU Bac +1 avec le réseau des IUT d'IDF pour des étudiants en échec notamment issus du bac techno STI2D au niveau de leur première année de BUT GEII avec un pilotage de l'ARIUT IDF.

Modernisation du CERGE, lieu totem du Campus, pour accueillir et former aux compétences nouvelles les différents publics issus de l'adaptation de l'offre de formation ou en reconversion. Hébergé dans le lycée Jean Macé de Vitry-sur-Seine, c'est un plateau pédagogique et technique unique en France. Les technologies « Ville intelligente » seront intégrées avec le déploiement de l'hypervision.

De nombreuses actions d'attractivité en lien avec les écoles des réseaux pour la transition énergétique seront mises en place incluant autant la réalité virtuelle, que le numérique et des immersions, visites terrains...



© DR - PRISME

LES IMPACTS ATTENDUS

Création de 2 formations : CS et DIU Bac +1

- **Création du Certificat de spécialisation (CS) technicien en réseaux électriques** en Île-de-France. 200 étudiants formés et 200 personnes en FC/ reconversion sur le CERGE ;
- **Création d'un Diplôme InterUniversitaire « Réseaux électriques »** Bac +1 co-porté par les IUT proposant les BUT GEII : 100 étudiants.

Coloration du Bac Pro MELEC sur 28 établissements soit 7000 apprenants formés. 12500 personnes sensibilisées sur le CERGE et 1500 en FC/Reconversion sur le CERGE.

Coloration de BTS Electrotechnique, Maintenance des systèmes, Management de l'économie de la construction, Assistance Technique d'Ingénieurs sur 22 établissements : plus de 2000 apprenants formés. 3000 sensibilisés sur le CERGE et 1000 en FC/ reconversion sur le CERGE.

Bac +3 : Coloration des 9 BUT GEII des universités d'IDF : 3500 apprenants formés.

Bac +5 : Cursus Ingénieur Centrale-Supelec et Master PIE Université Paris-Saclay 350 apprenants formés. FC/reconversion : 200.

2 thèses :

- **Formation de formateurs :** 500 formés sur le CERGE ;
- **Formation de conseillers France Travail :** 500 personnes sensibilisées.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE EDU Énergie Durable Île-de-France

campus.energie-durable@universite-paris-saclay.fr
universite-paris-saclay.fr

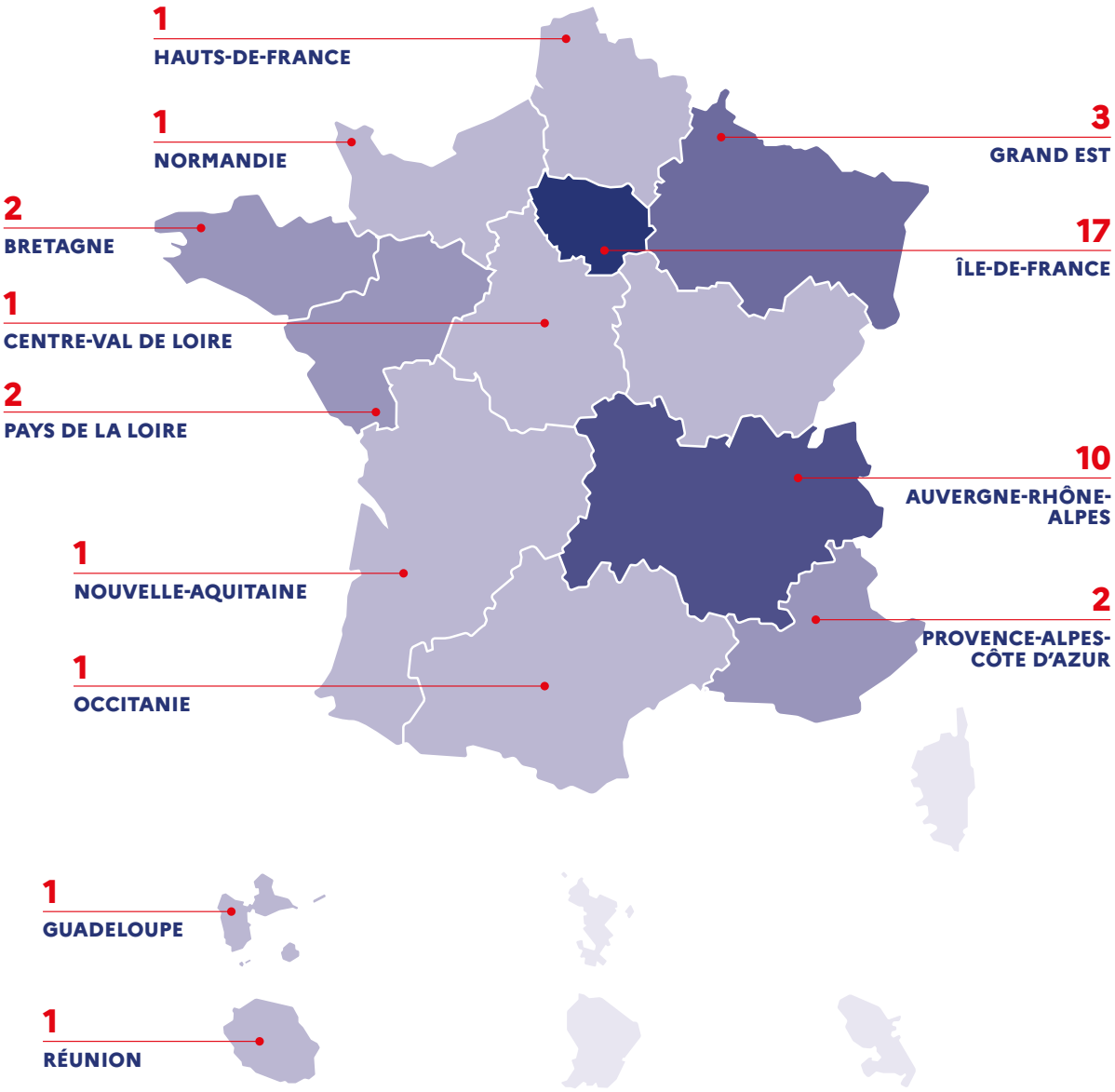
RETOUR **SOMMAIRE**



OBJECTIF

Décarboner notre industrie

42 PROJETS
pour former aux besoins de la filière décarbonation de l'industrie



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- amàRéno
- AMHY de Grenoble
- BIORAF
- C2FM-Training
- Chimie Verte Academy
- FAME
- FARE
- FPI Auvergne-Rhône-Alpes
- INFORISM
- PF_DD

BRETAGNE
- ESLAP
- ESOS

GRAND EST
- CMA LPS
- FIBI
- Hub Maintenance

GUADELOUPE
- TravaypouDèmenBTP

HAUTS-DE-FRANCE
- C-DéCIDé

ÎLE-DE-FRANCE
- AVID
- Campus ICM
- CAP3R
- CAP CAP 2030
- CO2i
- ClimaSco
- CoMREVA
- Créer, innover pour hybrider dans les métiers du bâtiment
- ECN
- FEMA
- ITEEnéraire
- LRA
- MERCASTO
- MEDEI
- Photon Hub
- TAVD
- TETP

NORMANDIE
- ForepVé2030

NOUVELLE-AQUITAINE
- UB2030 - CAP ELENA

OCCITANIE
- DecarboChim

PAYS DE LA LOIRE
- FBCA Excellence
- Up FIB

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- FMTE
- I-NOVMICRO #2

RÉUNION
- ECOUBAT

RETOUR **SOMMAIRE**

C-DÉCIDÉ



© DR - C-DÉCIDÉ

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
ULCO-A2U : Université du Littoral Côte d'Opale au sein de l'alliance A2U

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Communauté Urbaine de Dunkerque, Chambre de Commerce et d'Industrie Hauts-de-France, GIP Euraénergie, AFPA, TotalEnergies, Arcellor Mittal France, Verkor

COÛT TOTAL DU PROJET :
16,10 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7,95 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet C-DéCIDé (Centre de Développement de Compétences pour une Industrie Décarbonée) ambitionne de faire de la Côte d'Opale, le territoire national de référence en matière de formation à la décarbonation de l'industrie.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur une symbiose territoriale dans la région Hauts-de-France entre les industriels, le monde académique et les collectivités permettant d'accompagner la réindustrialisation d'un territoire « décidé » à répondre à des objectifs zéro carbone voire carbone négatif.

L'ULCO-A2U, chef de file du projet, entend jouer un rôle de premier plan dans l'évolution de la filière industrielle vers une industrie 4.0.

C-DéCIDé repose sur un consortium rassemblant : organismes de formations universitaires, industriels et académiques ainsi que des réseaux territoriaux au plus proche de l'industrie décarbonée.

Le diagnostic métier et compétences a été réalisé en partant d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences engagées à partir de 2021.

En complément, une série d'entretiens a été réalisée avec des industriels du territoire et leurs représentants (branches, associations, réseaux).

Ces derniers attestent que les initiatives en matière de décarbonation portent notamment sur six grandes familles de transformations (électrification, énergies renouvelables, économie circulaire, récupération de chaleurs, optimisation des process, capture utilisation et stockage du CO_2) sur lesquelles il était nécessaire de fonder notre offre de formations.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet C-DéCIDé ambitionne de développer une « Décarbo Industrie Académie » déclinée sur 3 volets:

- Un catalogue de microformations/microcertifications pour tous les actifs (alternants, demandeurs d'emploi, salariés…);
- Une offre de formations initiales « soft skills » (Bac +3) et « hard skills » (Bac +3 et Bac +5) sur les enjeux de la transition écologique pour un développement soutenable;
- La formation des formateurs des mondes industriels et académiques.

LE PROJET

Via un partenariat inédit entre IUT, École d'ingénieur et centre de formations industriels, des chantiers-écoles seront créés, développés et mis en réseau pour constituer un catalogue de formations diversifiées et certifiantes.

De l'indispensable nécessité de développer des compétences transversales de type soft skills en parallèle des compétences techniques de type hard skills, **nous créerons un module de sensibilisation aux enjeux de la décarbonation inscrit dans les projets d'établissements des universités partenaires** puis déployé nationalement à travers la plateforme FUN.

Avec un objectif total de production de 3 700 heures de formations à l'issue du financement, notre ambition est aussi de former les formateurs de demain à la décarbonation qu'ils relèvent du monde industriel ou académique et de **répondre ainsi aux enjeux de massification nécessaire à cette priorité France 2030.**

Parmi les clefs de la réussite de C-DéCIDé, il s'agira dans ces actions de formations de s'appuyer sur une cartographie dynamique des compétences, métiers et formations en lien avec la décarbonation industrielle et sur une jeunesse sensibilisée aux enjeux éco-industriels.



© DR - C-DÉCIDÉ

LES IMPACTS ATTENDUS

Les objectifs de production de la Décarbo Industrie Académie ont été estimés selon le référentiel: microcertification (30 h); bloc (80 h); MOOC- gradéo (équivalent 26 heures présentiel) - titre RNCP - Diplôme national: (500 h).

À l'issue des 5 ans du projet, nous ciblons plus de 40 microcertifications, une dizaine de blocs de compétences, au minimum 4 MOOC-gradéo et 3 nouveaux diplômes/titres.

2 300 heures de Formation initiale seront déployées du local au national dans le cadre d'une offre phygitale avec une cible de 12 500 formés sur 5 ans et 43 000 formés sur 10 ans.

La création d'un catalogue commun de microformations certifiantes pour les actifs aboutira à 1 140 heures de FC créées pour un public de près de 10 000 formés sur 5 ans et 20 000 formés sur 10 ans.

Enfin de massifier les publics formés, il s'agira de former les formateurs de nos partenaires/soutiens industriels ainsi que les formateurs académiques des établissements du bassin académique Dunkerque/Flandres (224 heures de FC créées 750 formés sur 5 ans 1 700 formés sur 10 ans).

C-DéCIDé
Centre de Développement de Compétences pour une Industrie Décarbonée

arnaud.cuisset@univ-littoral.fr
univ-littoral.fr

RETOUR SOMMAIRE

CO2I



© DR - CO2i

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
OPCO 2i

COÛT TOTAL DU PROJET :
26,23 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
16,10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France Métropolitaine

L'AMBITION

Opco 2i, par ses missions d'observation, de prospective emploi/compétences et d'accompagnement des entreprises dans l'ensemble des territoires, **facilite la mise à disposition des compétences essentielles à l'industrie en réponse à ses enjeux d'évolution et de transformation.**

La décarbonation est l'un des axes majeurs de la transformation écologique de l'industrie. Et pour son succès, la compétence doit être placée au cœur de cette transformation.

Le projet a pour ambition via une expérimentation à définir les voies et les moyens adaptés et efficaces pour doter les entreprises industrielles des compétences indispensables à la décarbonation. **Il s'agit de doter l'ensemble des salariés d'une « culture décarbonation » et de doter certains des compétences d'expertise exigées.**

Pour garantir le succès de l'expérimentation, Opco 2i mobilisera son réseau composé de ses 12 délégations régionales et de près de 300 conseillers qui couvrent l'ensemble des bassins industriels, au plus près des entreprises en particulier les plus petites.

Cette force d'intervention de proximité, et l'expertise qui permettront la déclinaison effective du projet auprès des entreprises et des salariés, puis son déploiement au plus grand nombre à l'issue de la phase expérimentale proposée.

LE PUBLIC VISÉ

Tous les salariés de l'industrie relevant des 32 branches d'Opco 2i

LE PROJET

La décarbonation est l'un des axes majeurs de la transformation écologique de l'industrie. Et pour son succès, la compétence doit être placée au cœur de cette transformation.

Le projet Co2i (Permettre la mise à disposition des compétences essentielles a la décarbonation de l'interindustrie) vise, à définir les voies et les moyens adaptés pour doter les entreprises industrielles des compétences indispensables à la décarbonation et construire une « culture décarbonation ».

L'Observatoire Compétences Industries a réalisé une évaluation précise des impacts sur la transition écologique à l'horizon 2025, mettant en évidence les enjeux partagés au niveau interindustriel et les spécificités de chaque branche.

OPCO 2i propose le plan d'actions suivant :

1. Outil d'autodiagnostic pour les entreprises.
2. Prestations de diagnostics et d'accompagnements dédiées à la mise en œuvre d'un plan d'actions spécifiques à la décarbonation.
3. « Baromètre RH » de la décarbonation.
4. Construction d'outils pédagogiques interindustriels en lien avec la décarbonation et formation des salariés.
5. Création d'un bloc de compétences dédié aux nouveaux process de production décarbonés.
6. Création d'un Kit de communication et de « bonnes pratiques ».

Cible : 300 entreprises et 20 000 salariés dont les compétences sont à développer.



© DR - CO2i

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous partirons du besoin des entreprises et des branches professionnelles. À date, nous ne savons pas encore combien de formations nouvelles seront créées.

Les indicateurs de performance du projet seront : le nombre d'entreprises ayant réalisé un autodiagnostic, un diagnostic approfondi, le nombre de stagiaires formés sur les formations nouvelles crées, la création et la mise en œuvre d'une nouvelle certification…

contact@opco2i.fr
opco2i.fr

RETOUR SOMMAIRE

DECARBOCHIM



© DR - DecarboChim

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Toulouse INP-ENSIACET

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
FRANCE CHIMIE, FEDERATION GAY-LUSSAC des écoles d'ingénieurs en Chimie et Génie des Procédés, ADIUT et Assemblées des chefs de départements de Chimie, et des départements Génie Chimie/Génie des Procédés

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,43 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,69 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Engagée dans une ambitieuse trajectoire de réduction de ses émissions (-65 % de CO_2 depuis 1990), l'industrie de la chimie a impérativement besoin de former de nouveaux talents aux enjeux de décarbonation du secteur tout en faisant évoluer les compétences requises.

C'est pour cela que se lance le projet Decarbochim, un dispositif de formation pour étudiants et employés adapté et innovant. Il réunit pour parvenir à l'objectif fixé un consortium d'acteurs de l'industrie comme France Chimie ainsi que 30 acteurs de la formation du supérieur notamment la Fédération Gay-Lussac représentant les 20 écoles d'ingénieurs de chimie et de génie chimique françaises ainsi que l'Assemblée des Directeurs d'IUT (ADIUT) permettant une coordination stratégique de la formation proposée dans l'ensemble des 19 départements d'IUT de chimie et de génie chimique, génie des procédés.

Ce projet a une double ambition :

- Disposer sur l'ensemble du territoire national de formations qualitatives, fondées sur un socle commun de compétences au service de la décarbonation de l'industrie chimique ;
- Participer à diffuser et instituer la culture de la décarbonation auprès des étudiants et apprentis en chimie, et plus largement auprès de l'ensemble des salariés du secteur.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet Decarbochim vise en premier lieu **les étudiants en formation dans le supérieur** grâce à une formation initiale à Bac +3 et Bac +5 que ce soit en IUT ou en école d'ingénieur en Chimie mais s'adresse aussi **aux salariés des entreprises du secteur** grâce à une formation continue permettant une adaptation plus rapide et efficace de l'industrie chimique.

LE PROJET

DécarboChim se décline en trois volets :

1. **Le développement de 40 modules de formation.** Ils permettront de constituer un socle de sensibilisation à la décarbonation, de recontextualiser les modules de formation existants et de partager et créer de nouveaux contenus.
2. **Des infrastructures et des équipements pédagogiques** à travers le déploiement de 30 plateaux techniques de Chimie et le développement de plateformes de partage des contenus pédagogiques mis à disposition de la communauté éducative dans son ensemble.
3. **Des outils et des actions de diffusion de la culture de la décarbonation** et de promotion des métiers adaptés aux spécificités de la Chimie (Fresque du Climat, Sulitest…) et leur déploiement au sein des établissements de formation et des entreprises.



© DR - DecarboChim

LES IMPACTS ATTENDUS

Ce grand plan de formation sera un outil précieux pour aider les entreprises de la Chimie à relever les défis de la transition écologique et de l'attractivité de l'industrie auprès des jeunes.

En participant au renouvellement des compétences, il contribue également au développement de nouveaux savoir-faire indispensables à la réindustrialisation de notre pays. Ainsi, après une première étape de formation des formateurs, les partenaires du projet visent à **former 5 000 apprenants par an.** Il est par ailleurs aussi à espérer que les ressources de ce projet permettront d'instituer de manière durable la culture de la décarbonation dans d'autres secteurs de l'industrie.

INP Ensiacet

decarbochim@ensiacet.fr

RETOUR SOMMAIRE

MÉTIERS ET EXPERTISES POUR UNE DÉCARBONATION ACCÉLÉRÉE DE L'ÉNERGIE ET DE L'INDUSTRIE (MEDEI)



© DR - MEDEI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Mines-Télécom (IMT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
IFP School (IFP Energies Nouvelles), INSTN (CEA), ISTP, IUT Poitiers-Niort-Châtellerault, IUT de Nantes, Campus des Métiers et Qualification d'Excellence Industrie du futur, Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence HEREC, Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Chimie AURA, Union Française de l'Électricité (UFE), France Chimie Occitanie, Alliance Industrie du Futur, CSF Nouveaux Systèmes Energétiques, EVOLEN, Pôle EMC2, Pôle DERBI, Pôle AXELERA, PÔLÉNERGIE, EDF, ASSYSTEM, ARKEMA

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,35 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T2/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Régions Bretagne, Pays de la Loire, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France et Île-de-France

Module d'apprentissage national

L'AMBITION

Les besoins en emplois, à l'horizon 2030, identifiés dans le rapport COMED « Compétences et métiers des énergies décarbonées » dans les filières liées à la décarbonation des installations industrielles, portent sur les métiers en lien avec la conception, le développement, l'installation, la construction, l'exploitation et la maintenance de solutions de décarbonation, mais aussi, pour les ingénieurs et les cadres, sur le segment R&D et l'innovation. Le rapport met aussi en avant des freins importants à l'attractivité du secteur et au recrutement des étudiants.

Pour répondre à ces enjeux, **le projet MEDEI a pour objectif de stimuler un vivier d'apprenants par des actions de sensibilisation pré-Bac et de fluidifier les passerelles entre les formations post-Bac (BUT) et le cycle ingénieur,** afin de développer une filière « Décarbonation de l'industrie » en formation initiale de Bac +3 au doctorant, et tout au long de la vie.

Le périmètre des formations couvert par le projet MEDEI est celui des enjeux des transitions énergétiques et écologiques pour les entreprises industrielles : évolution des entreprises vers le recours à un mix énergétique et des vecteurs énergétiques décarbonés, efficacité énergétique des procédés industriels, décarbonation des procédés industriels, utilisation de procédés de décarbonation, développement d'une logistique et d'une organisation de l'entreprise décarbonée.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet MEDEI vise à apporter des compétences de base sur les enjeux de la transition énergétique et écologique des industries à un grand nombre de jeunes ingénieurs (Bac +5, via de nouveaux modules en tronc commun de formations d'ingénieurs) et à des salariés en entreprise (via des programmes courts qualifiants et des MOOC), et simultanément à former des experts métiers, des chefs de projet, des spécialistes de la Décarbonation de l'industrie (de niveau Bac +5, Bac +6, Bac +8).



© DR - MEDEI

LE PROJET

Le projet mise sur une identification fine et différenciée des besoins des entreprises industrielles en matière de recrutement de jeunes diplômés et de montée en compétences de leurs salariés, via la coconstruction, avec des partenaires économiques, de référentiels métiers et compétences.

Le projet MEDEI impactera plus d'une trentaine de formations initiales (Bac +3 à Bac +8) au travers de la création ou du renouvellement de diplômes ou spécialisations en lien avec la décarbonation de l'industrie. Il met en avant des modalités pédagogiques innovantes avec des nouveaux modules qui s'appuieront sur plusieurs plateformes de simulation (systèmes énergétiques, flux logistiques en RV, procédés dans une usine de production, dimensionnement EnR, fluides et matériaux pour l'énergétique) dans le cadre d'actions de formation basées sur l'apprentissage par projet et par problème.

Un des axes structurants du projet est l'attractivité des jeunes vers les filières de formation d'ingénieurs et de managers dans les champs de l'industrie décarbonée. Des actions pré-Bac et post-Bac seront menées par l'IMT et par les Campus des métiers et qualifications, en ciblant notamment les jeunes filles dans un objectif de féminisation de ces professions technologiques. Un dispositif de passerelle facilitant la poursuite d'études supérieures entre des BUT MT2E et les formations d'ingénieurs sera expérimenté.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet MEDEI souhaite contribuer à l'objectif de réindustrialisation française porté par la loi Industrie verte de 2023, dans la préparation de laquelle il était affiché un objectif d'accroissement de 22 % des places dans les écoles Mines-Télécom sous tutelle du Ministère de l'Économie, ceci au travers du renforcement des formations proposées par ces écoles autour des enjeux de la décarbonation, de l'énergie et de l'économie circulaire.

Dans cette perspective, le projet MEDEI impactera 35 formations initiales (Bac +3 à Bac +8) au travers de la création ou du renouvellement de nouveaux diplômes ou spécialisations en lien avec la décarbonation de l'industrie (11 formations), et la coloration de formations supérieures existantes par de nouveaux modules (24 formations colorées), avec un objectif de 2 750 étudiants formés par année (10 300 étudiants sur les 4 ans du projet), soit un ratio de +33 % du nombre d'élèves dans les formations concernées. En formation continue, l'objectif est de former 210 apprenants annuellement (450 apprenants sur la durée du projet) sur des formations certifiantes ou qualifiantes, sans compter les publics des MOOC qui auront une audience très large (+33 000 apprenants durant le projet).

Le projet MEDEI recouvre la création de 5 400 heures nouvelles de formation (nouveaux modules de formation et MOOC).

Institut Mines-Télécom

pierrick.haurant@imt-atlantique.fr
imt.fr

RETOUR SOMMAIRE

MESURER, RÉDUIRE, CAPTER, STOCKER LES ÉMISSIONS INDUSTRIELLES DE CO_2 (MERCASTO)



© DR - MERCASTO

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Sciences & Lettres

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris Sciences & Lettres, Saint Gobain, Institut Français du Pétrole et des Énergies Nouvelles, Energo

COÛT TOTAL DU PROJET :
19,91 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

350 000 emplois seront nécessaires d'ici 2030 dans les secteurs de l'hydrogène décarboné., la biomasse, l'électrification des procédés, la capture et la valorisation du CO_2 (CCS/CCUS) dont 200 000 nouveaux (diagnostic COMED). 4 blocs de compétences (électrique, mécanique, procédés, matériaux) sont nécessaires pour assurer la formation de nouveaux emplois. Les formations initiales actuelles couvrent correctement les compétences générales électriques et mécaniques.

Il existe toutefois un manque important de formation initiale et doctorale dans le domaine des matériaux (ciments, plastiques, recyclage), des procédés (CCS/CCUS, production, stockage de l'hydrogène) et de l'analyse du cycle de vie.

Porté par la School of Engineering de PSL, soutenu par un réseau de partenaires industriels et par la fondation de Bill Gates « Breakthrough Energy », le projet MERCASTO formera une nouvelle génération de professionnels qualifiés afin de contribuer de manière significative aux enjeux de réindustrialisation et de souveraineté de la France.

Le projet aidera l'industrie française en proposant des formations manquantes actuellement sur l'analyse du cycle de vie, les matériaux pour la décarbonation, la capture, le stockage et la valorisation du CO_2.

L'originalité de l'approche du projet MERCASTO est de coupler une formation théorique de haut niveau avec la réalisation pratique de démonstrateurs, et de développer une science ouverte en lien avec la société.

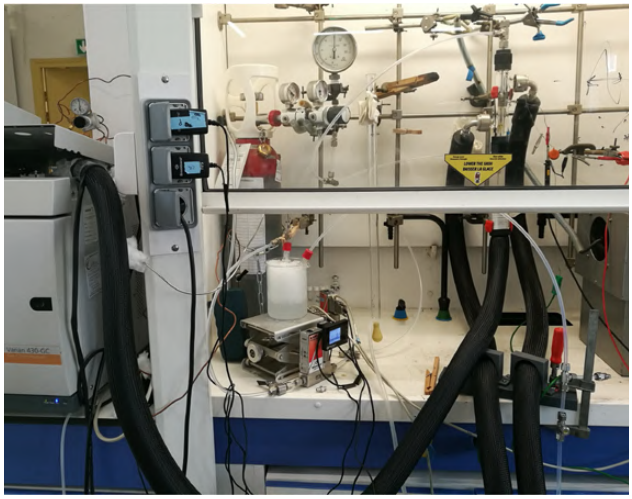
LE PUBLIC VISÉ

Le projet MERCASTO vise, en 5 ans, à sensibiliser 1250 collégiens et lycéens (infra-Bac), et à former 3210 personnes (1000 en formation initiale Bac +5), 50 au niveau doctoral (Bac +8), 2160 en formation continue Bac +2/3, Bac +5) et 250 universitaires (« formation des formateurs ») à la mesure des impacts des gaz à effet de serre, à la production des énergies renouvelables et des matériaux pour l'énergie, au recyclage des matériaux et à la captation et au stockage du CO_2.

LE PROJET

Le projet construit de façon systémique s'appuie sur 4 axes.

- **Axe 1 :** Mettre en place des actions de sensibilisation au niveau collège et lycée (250 élèves/an) pour faire connaitre les métiers de la décarbonation.
- **Axe 2 :** Attirer les étudiants vers les métiers en tension :
  - Former 100 étudiants/an à la décarbonation en organisant un Challenge expérimental ;
  - Développer des bancs de TP pour promouvoir la formation « sur projets » ;
  - Former 50 enseignants à l'analyse du cycle de vie.
- **Axe 3 :** Former en formation initiale et continue au niveau Bac +2/3, Bac +5 à la conception et au recyclage des matériaux, à l'électrochimie pour la décarbonation, à l'analyse du cycle de vie.
- **Axe 4 :** Former 50 doctorants sur des technologies en rupture autour de la décarbonation de l'industrie (nouveaux ciments, polymères, biomasse et biotechnologies, nouvelles énergies renouvelables, CCS, CCUS).



© DR - MERCASTO

LES IMPACTS ATTENDUS

Pour cela, nous allons mettre en place un master exécutif diplômant (DU) en ACV pour la formation continue et 25 diplômés/an dans le cadre d'un accord d'alternance inédit avec des partenaires industriels (Arkema, Syensqo, Solvay, Saint-Gobain).

Nous allons développer 3 certificats en FC sur les thématiques du CCUS, des matériaux et procédés pour l'énergie, l'hydrogène, le recyclage, l'ACV (390 personnes par an réparties sur les niveaux introductif, technicien, expert).

Nous allons mettre en place une nouvelle mineure certifiante décarbonation pour 100 étudiants et 100 professionnels/an (parcours « conception et recyclage des matériaux pour l'énergie et la construction » ou « électrochimie pour la décarbonation ») .

Nous allons redonner un souffle nouveau à la formation par projets dans les écoles d'ingénieurs en créant de nouveaux bancs de TP.

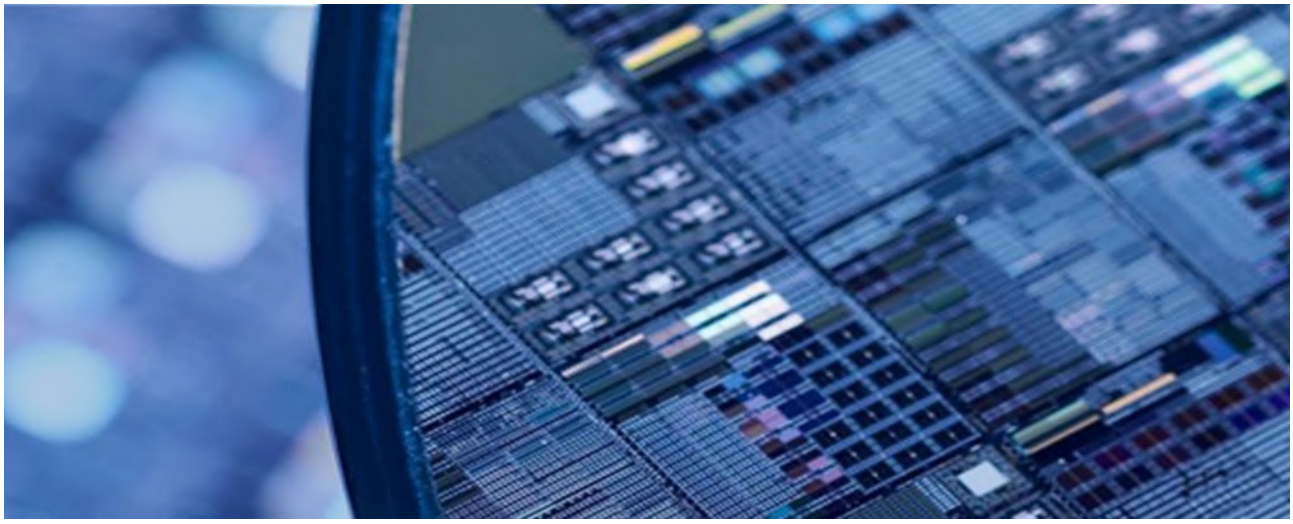
Au total 4610 personnes seront formées sur 5 ans.

PSL UNIVERSITÉ PARIS

annie.colin@espci.psl.eu

RETOUR **SOMMAIRE**

C2FM-TRAINING



© DR -C2FM-Training

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
MINALOGIC

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AKTANTIS, ALPHA RLH, CAP'TRONIC, CEA, GIP-CNFM, IMAGES&RESEAUX, MINALOGIC, SMART POWER, SOITEC, ST, SYSTEMATIC

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,4 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T3/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne Rhône Alpes, Bretagne, Île-de-France, Nouvelle Aquitaine, Occitanie, PACA et Pays de Loire

L'AMBITION

Le nombre d'entreprises faisant de la conception de circuits intégrés à base de semi-conducteurs (SC) est en baisse en France et en Europe depuis quelques années. Et pourtant, ce maillon de la filière électronique est indispensable pour développer des systèmes électroniques au meilleur niveau international. Les principales raisons à cette régression sont **la haute technicité requise pour concevoir les circuits intégrés (CI), la barrière de plus en plus élevée en termes de coût de développement de ces circuits et la difficulté d'accès à l'écosystème du semi-conducteur.**

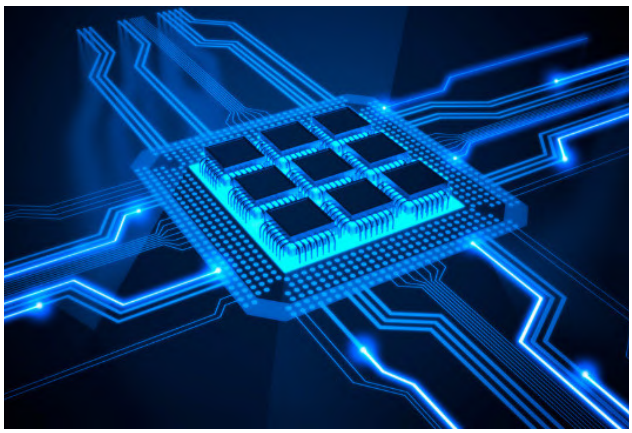
En effet, produire un nouveau produit à base de CI demande de maîtriser un très grand nombre d'étapes de conception et de coordonner un grand nombre de « parties prenantes » industrielles du matériau au test électro optique en passant par le processus de fabrication des semi-conducteurs dans des « fonderies » de SC, et la mise en boîtier (le packaging) des semi-conducteurs.

Le projet Asteerics/C2FM-Training et le centre de compétence FDSOI visent à remédier à tous ces problèmes en créant et dispensant des formations et un accompagnement complet des entreprises, en particulier PME, afin de valider la pertinence de la transition vers le circuit intégré et de leur faciliter l'accès au financement et à l'écosystème du semi-conducteur.

LE PUBLIC VISÉ

Les différentes formations créées et dispensées dans le cadre du Centre de compétence « Asteerics », s'adressent à un public de professionnels de l'électronique : décideurs, entrepreneurs, techniciens et ingénieurs souhaitant développer leur compréhension des technologies électroniques à base de semi-conducteurs.

Elles rentrent dans la catégorie de la formation continue et visent principalement le personnel des PME nationales et européennes, du secteur de l'électronique.



© DR -C2FM-Training

LE PROJET

Le projet contient quatre activités principales :

- Une activité de promotion de l'activité du centre de compétence (CC) par la création d'un site web dédié et d'une plateforme d'animation de la communauté des utilisateurs du CC. La communication autour du CC par des webinaires, newsletters, réseaux sociaux sera complétée par un certain nombre d'évènements pour faire du réseau, partager des connaissances et illustrer les mérites de ce passage au CI ;
- Une activité de sensibilisation, avec des sessions courtes, pour des décideurs et entrepreneurs, donc accessible aux non spécialistes. Ces sensibilisations familiariseront les bénéficiaires, en particulier PME, à l'écosystème de la microélectronique et leur permettront de valider l'intérêt technico économique du passage au circuit intégré ;
- Une activité de formation technique plus poussée pour techniciens et ingénieurs déjà familiers de la conception de circuits, mais qui souhaitent développer leur connaissance des technologies FDSOI, GaN et SiC, dont le point commun est la remarquable efficacité énergétique ;
- Une activité de service d'accompagnement d'entreprise individuelle centré sur les startups et les PME permettant de valider l'intérêt économique du passage au CI, et de créer le meilleur scénario de développement de l'idée au produit testé, ainsi que le plan de financement public et privé, le plus adapté.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif du CC est d'aider les entreprises à améliorer l'efficacité énergétique de leurs systèmes électroniques en les miniaturisant avec des CI. En termes de vivier, les 6 pôles de compétitivité travaillent avec environ 1 500 PME adhérentes dans le domaine du digital. Ils peuvent aussi toucher environ 2 000 PME plus distantes du numérique grâce aux EDIH (Minasmart, Move2Digital, Digihall) qui leur offrent des passerelles vers le digital.

Sur les aspects de sensibilisation, 3 modules de formation seront créés pour les dirigeants, 3 spécialement pour les PME et 2 supplémentaires pour les start-ups.

Pour l'activité de formation technique, 6 modules de cours seront créés sous 18 mois, autour du FDSOI, 1 module sur l'utilisation du GaN, 1 sur le SiC et 1 sur les ASICs mixtes analogique/numérique. L'objectif du consortium est de former de l'ordre de 1000 personnes en 4 ans.

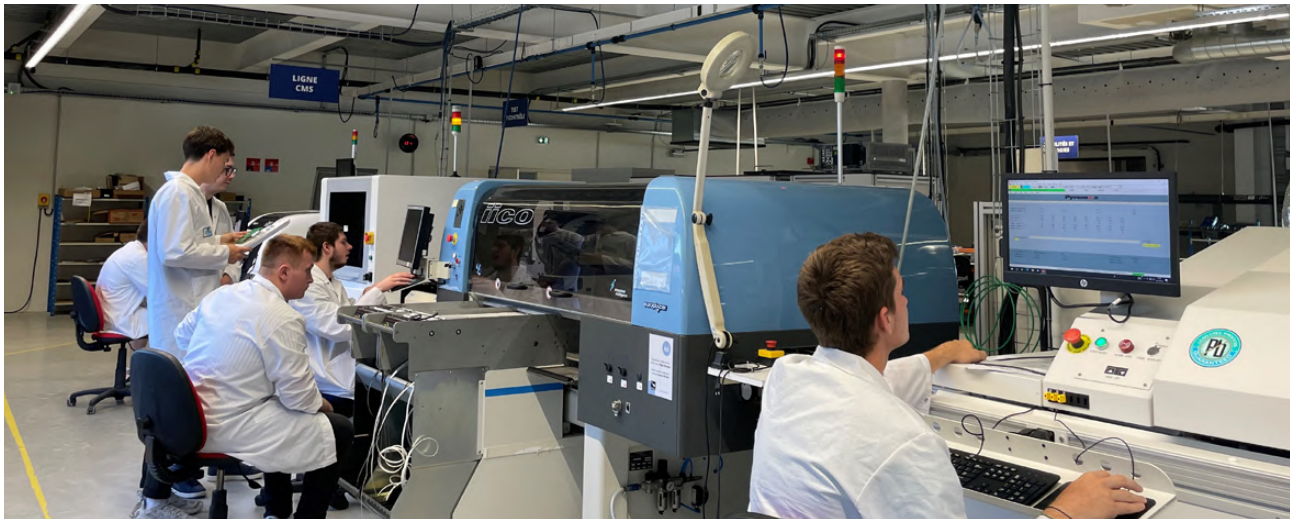
Pour l'activité de service et d'accompagnement vers la production de CI, **l'objectif est de bénéficier à une dizaine d'entreprises en première année pour grimper à plus de 40 en année 4.**

MINALOGIC
Auvergne-Rhône-Alpes

herve.ribot@minalogic.com
minalogic.com

RETOUR **SOMMAIRE**

ESLAP



© DR - ESLAP

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP CEI / ESTI (École Supérieure des Technologies Industrielles)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
SNESE - Syndicat National de la Sous-traitance électronique, Accelonix, SAS ADEX, Aserti Electronic, Asteelflash, Aster Technologies SAS, Atlantec - Group ACB, Axis Electronique, Cofidur, Europlacer Industries, Hensoldt Nexeya France, Keysight Technologies France, Novatech, Reflex CES, Safran Electronics & Defense, Seico SAS, Selha Group, Seprolec, Thales, Tronico

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,74 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,27 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

L'ambition du projet ESLAP consiste à assurer la souveraineté de la France 2030 dans les technologies et industries de l'électronique nécessaires pour la réindustrialisation et la transformation digitale et durable de notre société. ESLAP vise à développer, de manière collaborative, des cursus de formation correspondant aux besoins de montées en compétences exprimés par les entreprises dans les domaines de l'électronique.

Dans un contexte de départs massifs en retraite et de relocalisations, le marché de l'emploi dans l'électronique est en tension et en évolution. **La réponse aux besoins de recrutements de personnel qualifié passe par le déploiement de nouvelles offres de formation attractives pour les jeunes.**

L'objectif d'ESLAP est de former des techniciens supérieurs et des cadres capables de concevoir, programmer, produire, recycler et tester des cartes et systèmes électroniques au service de domaines stratégiques tels que l'automobile, l'aéronautique, les transports, les télécommunications, le médical, la défense ou encore l'énergie.

Les formations sont dispensées au sein de la plateforme technologique de l'ESTI - École Supérieure des Technologies Industrielles basée à Redon : ce plateau technique entièrement équipé de machines de pose, vague sélective, rayon X... **permet aux étudiants d'apprendre leur métier d'électronicien.ne grâce à des outils industriels de pointe.**

LE PUBLIC VISÉ

Le premier public ciblé est d'abord les jeunes visant une formation professionnelle en apprentissage de niveau Bac à Bac +5.

Les demandeurs d'emploi en reconversion et les salariés sont le second public visé pour répondre aux besoins en renouvellement d'actifs avec une qualification technique spécifique.

Les entreprises constituent le troisième public visé par ESLAP. L'enjeu est de leurs permettre de recruter des collaborateurs formés sur des métiers pénuriques et en forte évolution.

LE PROJET

ESLAP va déployer un programme en 4 actions :

- **Développement de la Licence Profesionnelle (Bac +3) – Conception et réalisation des systèmes électroniques.**

La formation vise à fournir différentes compétences et savoir-faire dans le domaine de la conception et routage des systèmes électroniques, développement des circuits programmables, encadrement de la production industrielle, tests et contrôles.

- **Création d'un titre professionnel niveau 4 « Électronicien de montage, de contrôle et de maintenance », en formation continue et alternance – niveau Bac Pro.**

Ce cursus développé conjointement avec SELHA GROUP vise à former des opérateurs assurant le montage, le contrôle de conformité et la maintenance de systèmes ou sous-ensembles électroniques.

- **Développement du Mastère 2 – Électronique, Industrialisation et supply chain EISC.**

Ce diplôme a pour objectif de former des responsables techniques et des managers polyvalents capables de planifier la production, de maitriser les coûts et d'optimiser les processus d'industrialisation et des flux des cartes électroniques.

- **Formation continue (VAE et formations courtes) sur les compétences électroniques hardware.**

L'objectif de l'action est de déployer des programmes de formation continue de tous niveaux, en particulier sur les compétences-clés électroniques (conduite de ligne, brasage manuel, dépannage etc...).



© DR - ESLAP

LES IMPACTS ATTENDUS

Un des impacts attendus majeurs d'ESLAP sera l'apport de ressources et de compétences ainsi que la formation, pragmatique et stratégique, de futurs professionnels de l'industrie électronique.

Les métiers visés sont :

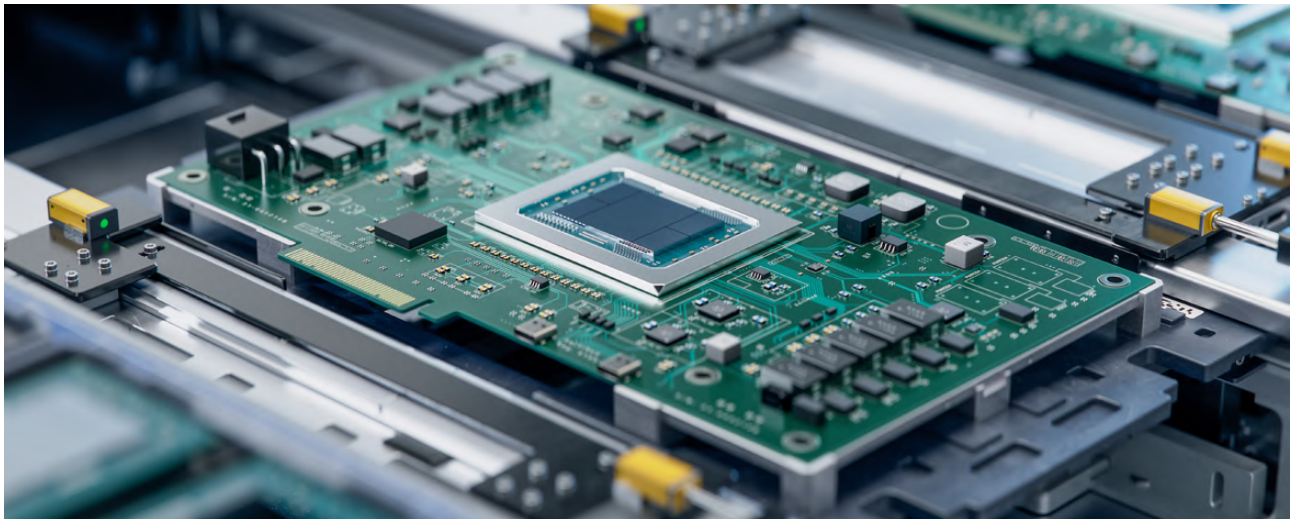
- Technicien en électronique et électromécanicien ;
- Monteur Câbleur ;
- Opérateur/agent de fabrication de matériels électroniques ;
- Ingénieur Hardware ;
- Ingénieur système embarqué ;
- Ingénieur mécatronique.

ESLI ESTI IFALP
GIP CEI - Etablissement Public

entreprises@gip-cei.com
gip-cei.com

RETOUR **SOMMAIRE**

ESOS



© DR - ESOS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut National des Sciences Appliquées (INSA Rennes)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
INSA Rennes, Université de Rennes, ENS Rennes

COÛT TOTAL DU PROJET :
15,30 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,38 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

Projet ESOS : transformer l'ingénierie électronique pour un avenir soutenable

L'INSA Rennes et ses partenaires (Université de Rennes et ENS Rennes) sont engagés dans une refonte majeure de leurs parcours pour former des techniciens, techniciens supérieurs et ingénieurs capables d'intégrer les mutations liées aux crises climatiques et environnementales.

Financé par France 2030, le projet ESOS ambitionne de transformer profondément l'ingénierie électronique en intégrant la soutenabilité et la conception de systèmes ouverts et souverains au cœur des formations et de la recherche.

ESOS se positionne comme un catalyseur de changement pour repenser l'électronique et sa conception. En tant que socle de notre société numérique et que technologie clé pour les énergies renouvelables, l'électronique est au cœur des avancées technologiques.

ESOS s'attache à proposer de nouvelles solutions technologiques, telles que la réparabilité et la reconfigurabilité des systèmes, pour réduire drastiquement l'impact environnemental de l'électronique.

LE PUBLIC VISÉ

Transformation des formations en intégrant les problématiques ESOS : de infra-Bac à Bac +8 avec un focus sur les niveaux Bac + 3 et Bac + 5 en formation initiale ou alternance.

Actions de sensibilisation et attractivité : du niveau 3 au niveau 8.

Formation continue : Salariés.

LE PROJET

7 actions :

1. Formation initiale des élèves du secondaire.
   Objectif : Informer les élèves ;
2. Formation continue des enseignants des écoles et des universités.
   Objectifs : Former les enseignants ;
3. Former les étudiants en licence et BUT à l'ESOS.
   Objectifs : Former en licence et BUT - Investissement dans une usine-école ;

4-6. Former les étudiants en master et les élèves ingénieurs à l'ESOS.
   Objectifs : Former les étudiants en master et élèves ingénieurs ;

5. Formation les étudiants en doctorat à l'ESOS.
   Objectifs : Former des doctorants ;
6. Former les professionnels à l'ESOS.
   Objectifs : Formation Continue.



© DR - ESOS

LES IMPACTS ATTENDUS

Impacts à horizon 2028 :

- **Publics infra-Bac à Bac :** Actions de sensibilisation (forum, serious game, parcours de stages…) : 5000 élèves ;
- **Bac +1/2 :** Introduction de cours en électronique soutenable en BTS : 200 étudiants ;
- **Bac +3 :** Cours sur l'Analyse de Cycle de Vie en BUT : 240 étudiants ;
- **Bac +4/5 :** Cycle d'ingénieur spécialisé ESOS : 200 étudiants - 825 étudiants sensibilisés ;
- **Au delà de Bac +5 :** Cours ESOS en école doctarale et création d'un MASTERE spécialisé 207 personnes formées - 780 personnes sensibilisées.

ESOS Électronique Soutenable Ouverte & Souveraine

esos@insa-rennes.fr
esos.insa-rennes.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FAME



© DR - FAME

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Grenoble Alpes, Grenoble-INP - UGA, GIP FIPAG/CMQ IED, CEA-Leti, Schneider Electric, Soitec, STMicroelectronics, Aledia

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,74 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,25 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

La filière électronique est au cœur des accélérations technologiques et de l'explosion des usages numériques.

L'importance stratégique du secteur sur l'ensemble de la production industrielle a mis en avant les enjeux de relocalisation de la production de composants microélectroniques, et ses conséquences en termes de besoins de recrutements à tous les niveaux de formation.

Au regard des diagnostics et objectifs ambitieux de la France et de l'Europe pour la filière électronique, il convient de chercher à augmenter le nombre de diplômés au sein des formations cœur de filières de l'électronique et des formations périphériques/techniques, en formation initiale, par alternance, et autres dispositifs de formation continue.

Le projet FAME réunit des acteurs clés de la formation scolaire et universitaire du domaine de l'électronique dans l'académie de Grenoble, ainsi que plusieurs employeurs majeurs du monde industriel implantés sur le territoire Grenoble-Valence. L'ambition du projet FAME est alors double :

- **Améliorer l'attractivité des métiers de l'électronique** et de la filière électronique auprès du grand public, et notamment auprès des jeunes filles et des jeunes garçons ;
- **Agir au niveau des formations infrabac et post-Bac pour augmenter le nombre d'apprenants formés et diplômés**, et adapter les contenus pédagogiques aux besoins industriels actuels et anticiper les besoins de demain.

LE PUBLIC VISÉ

- **Les élèves de collège/lycée, étudiantes et étudiants, familles, publics en reconversion, demandeurs d'emploi, enseignants/formateurs**, acteurs de l'orientation, pour les actions d'attractivité et sensibilisation ;
- **Les élèves de Bac Pro et étudiants** (BTS CIEL, BUT, Master/Ingénieur) pour la formation initiale/alternance, et **les publics en reconversion, demandeurs d'emploi, jeunes sortants du système scolaire** pour la formation continue.

LE PROJET

Le projet FAME propose 2 axes de travail.

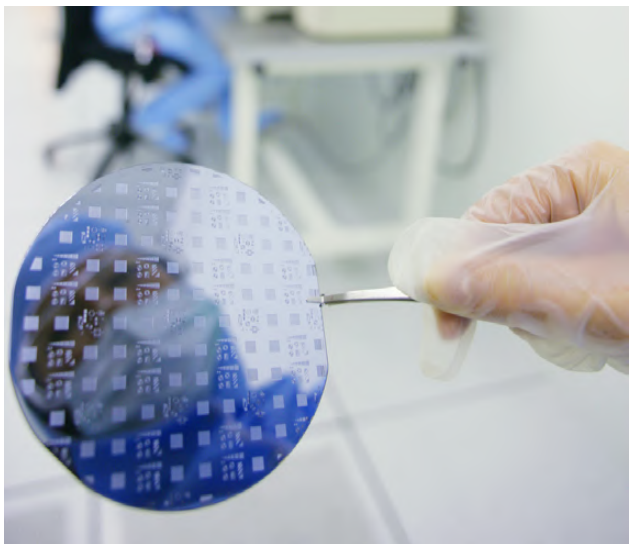
- **Axe 1 : Améliorer l'attractivité des métiers et de la filière électronique :**

Des actions de promotion des métiers de l'électronique seront proposées en classe de collège/lycée et lors de forums. Des visites d'entreprises, de sites de formation et d'innovation, ainsi que des conférences industrielles seront réalisées.

Des actions de médiations scientifiques ainsi que des stages d'observation seront favorisés. Ces actions permettront de montrer la diversité et la richesse des métiers de l'électronique, la volonté de féminiser ce secteur souvent perçu comme un milieu masculin.

- **Axe 2 : Répondre aux besoins en termes de formations et compétences :**

Pour renforcer les formations et flux d'apprenants autour des métiers en tension, plusieurs actions seront proposées : la coloration des formations au niveau technicien et technicien supérieur en lycée et à l'IUT, le renforcement des apprentissages de l'électronique dans le cadre de projets à l'ESISAR et POLYTECH, la refonte d'une formation par apprentissage à PHELMA. **Des plateformes pédagogiques seront développées/adaptées :** électronique pour le spatial, électronique et systèmes embarqués, capteurs, industrie du futur et robotique. **En formation continue, le GRETA Grenoble prévoit d'adapter la formation d'Opérateur en micro-nanotechnologie et de la déployer plus massivement.**



© DR - FAME

LES IMPACTS ATTENDUS

Un des premiers impacts attendus du projet AMI FAME est de renouveler l'image du secteur de l'électronique/microélectronique en communiquant sur le caractère stratégique de ce secteur incontournable pour le développement des nouvelles technologies et un allié essentiel pour assurer la transition écologique. Le nombre estimé de personnes sensibilisées avoisinera les 15 000 personnes en fin de projet.

Des formations seront transformées pour répondre aux besoins du secteur en formation initiale et/ou alternance :

- Dans le cadre de modules d'enseignements à l'ESISAR et POLYTECH ;
- Dans le cadre de l'accompagnement de réformes en cours et de la coloration des formations de Bac Pro CIEL, de BTS CIEL, de BUT GEII, et BUT MP ;
- Dans le cadre de la refonte de la formation d'ingénieur par apprentissage à PHELMA où une formation par apprentissage large spectre en électronique sera proposée ;
- Dans le cadre de la formation continue avec le GRETA Grenoble notamment pour le titre d'« Opérateur en micro-nanotechnologies ».

Le développement des formations par alternance permettra également de favoriser l'accès de ces formations à des publics d'origines sociales diverses. **De même, une attention particulière sera portée pour chercher à féminiser à moyen-long terme la filière électronique. Le nombre estimé d'apprenants formés sera de l'ordre de 1 700/an.**

UGA Université Grenoble Alpes

emmanuel.pistono@univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR SOMMAIRE

FORMER À L'ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCES DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES (FOREP-VÉ2030)



© DR - FOREP-Vé2030

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Campus des Métiers et Qualifications des Industries de la mobilité - Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CMQe Automobilité AURA, IFPRA Normandie, GIPAL, ReKnow University, PFA, FIEV, OPCO 2i, Fondation Total Energies, Valéo, AVL, Exxotest, Greenmot, E-Motors, EFI Automotiv, CNAM, CNAM NORMANDIE

COÛT TOTAL DU PROJET :
13,58 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

Module d'apprentissage en ligne, dans le cadre d'un MOOC (1 action)

L'AMBITION

Dans le but de faciliter la transition énergétique, de nouvelles technologies des véhicules électriques doivent être mises en œuvre, comme : miniaturiser les convertisseurs de puissance, augmenter leur efficacité énergétique tout en réduisant les coûts.

Aussi, pour être compétitifs dans le cadre de la réindustrialisation de notre pays tout en assurant notre indépendance nationale, les industriels doivent produire des convertisseurs de puissance à très haute cadence et de très haute fiabilité.

Dans ce contexte, la filière automobile, avec l'ensemble de ses membres (partenaires industriels et académiques), accompagne ces transformations dans le cadre du programme national FOREP-Vé2030 afin de développer des dispositifs de formation, du Bac au Bac +8.

S'appuyant sur le rapport KYU – 2021, un comité d'experts réunissant des industriels et des organismes de formation a cartographié finement les besoins en compétences (qualitatifs, quantitatifs) rassemblés en trois domaines principaux : **Conception, Production, Réparabilité et Attractivité.**

Objectifs du projet :

- Adapter les compétences aux nouvelles technologies ;
- Développer des formations professionnalisantes et des offres d'accompagnement à l'évolution de l'outil productif ;
- Faire évoluer les formations existantes et les certifications et permettre leur adaptation en continu ;
- Développer et adapter une offre de formation supérieure ;
- Faire connaitre et développer l'attractivité de la filière électronique de puissance de l'automobile, de ses métiers et compétences et de ses perspectives de carrière et d'emploi.

LE PUBLIC VISÉ

L'offre des formations développées s'adresse à un public apprenant à partir de Bac +2 jusqu'à Bac +8.

Les apprenants sont des étudiants, élèves ingénieurs, demandeurs d'emploi et salariés.

Les actions de sensibilisation/attractivité sont destinées au grand public, ainsi qu'aux élèves à partir du collège.

LE PROJET

FOREP-Vé2030 permettra de développer des formations de développement de compétences sur 3 axes :

- La conception des convertisseurs de puissance ;
- La production industrielle en électronique de puissance ;
- La réparabilité.

De plus, pour promouvoir les métiers et formations et ainsi attirer des talents dans les entreprises du secteur, un axe « Attractivité » est développé.

Grâce à FOREP-Vé2030, des démonstrateurs pédagogiques basés sur des véhicules électriques et des jumeaux numériques accompagnés de leurs contenus pédagogiques seront conçus pour l'enseignement secondaire.

De nouveaux bancs de tests seront aussi créés pour l'enseignement supérieur.



© DR - FOREP-Vé2030

LES IMPACTS ATTENDUS

- Nouvelles formations créées : 7 ;
- Nombre de formations modernisées : 7 ;
- Nombre de personnes formées/sensibilisées :
  - **Personnes formées :**
    - Niveau Bac +1/+2 : 3 500 dont 100 en FC ;
    - Niveau Bac +3 : 9 000 dont 450 en FC ;
    - Niveau Bac +4/+5 : 3 000 dont 1 300 en FC ;
    - Au-delà de Bac +5 : 100 dont 80 en FC.
  - **Personnes sensibilisées :**
    - Niveau Bac +1/+2 : 2 500 ;
    - Niveau Bac +3 : 300 ;
    - Niveau Bac +4/+5 : 600 ;
    - Au-delà de Bac +5 : 200.

FOREP Vé 2030

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Industries de la mobilité Normandie

jerome.baillargeau@ac-normandie.fr
cmqpmse@ac-normandie.fr

RETOUR SOMMAIRE

FORMATION PRO INDUSTRIE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (FPI AUVERGNE-RHÔNE-ALPES)



© DR - FPI Auvergnes-Rhônes-Alpes

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

THÉMATIQUES :

Électronique et robotique

Nucléaire

PORTEURS DE PROJET CHEF DE FILE:

GIPAL FORMATION

Groupement d'Intérêt Public

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Région académique Auvergne-Rhône-Alpes, Académie de Lyon, Académie de Grenoble, Académie de Clermont Ferrand, GIPAL Formation, GIP FIPAG, GIP Auvergne, Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, Greta de la Loire, Greta de l'Ain, Université Claude Bernard Lyon1, 8 lycées privés sous contrat, Université des Métiers du Nucléaire, STMicroelectronics, Arkema

COÛT TOTAL DU PROJET :

22 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

9,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

38 mois démarrage - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Avec plus de 500000 emplois (14% des emplois au niveau national) et 22 000 établissements industriels, l'Auvergne-Rhône-Alpes est la première région industrielle de France. Elle s'appuie, pour son développement, sur une grande diversité de secteurs dont certaines activités sont particulièrement innovantes : robotique, fabrication additive, électronique… Cependant, les besoins en compétences sont importants et ne sont pas aujourd'hui entièrement satisfaits. Les difficultés de recrutement sont généralisées dans des secteurs-clés de l'économie régionale : **microélectronique, photonique, nucléaire…**

Avec des projets d'envergure, dont notamment la construction d'un EPR2 en Bugey et le développement de la microélectronique en Isère, ces besoins économiques exigent d'adapter, de renforcer ou de transformer l'offre de formations de la voie professionnelle pour les formations scolaires initiales et par apprentissage dans le domaine des métiers de l'industrie, non seulement au niveau technicien et ingénieur mais également au niveau opérateur.

Le projet FPI Auvergne-Rhône-Alpes est une réponse aux besoins en compétences dans 3 filières : **industrie verte/ réindustrialisation, énergie décarbonée et numérique.**

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse aux élèves qui s'orientent vers la voie professionnelle du CAP au BTS sous statut scolaire ou d'apprenti. Les actions de formation continue s'adressent aux demandeurs d'emploi et aux salariés en reconversion. Le dispositif « Include Campus » est un facilitateur d'accès aux études supérieures qui concerne les lycéens de terminale Bac Pro et les étudiants de 1re année de BUT. Le projet porte une démarche d'évolution des pratiques pédagogiques afin de rendre plus rapidement opérationnels les jeunes formés.



© DR - FPI Auvergne-Rhône-Alpes

LE PROJET

Les membres du consortium et leurs partenaires ont coconstruit un dispositif global de formations pour répondre aux besoins des entreprises industrielles des territoires de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le projet FPI Auvergne-Rhône-Alpes a pour ambition première l'**augmentation significative des diplômés des formations industrielles** par l'ouverture rapide en formation initiale de nouvelles places (niveaux 3, 4, 5 et enseignement supérieur) correspondant aux filières stratégiques France 2030.

- Accélérer la transformation de la carte scolaire pour augmenter le nombre de places correspondant aux besoins en compétences dans les filières stratégiques (France 2030) ;
- Équiper les établissements concernés ou faire évoluer les plateaux techniques existants.

Le projet FPI Auvergne-Rhône-Alpes fixe également comme objectif de franchir un cap dans la relation École/Entreprise :

- Constituer un vivier de professeurs associés ;
- Développer les colorations de formation modélisables à l'échelle nationale ;
- Coconstruire des ressources pédagogiques immersives intégrant de la réalité virtuelle et augmentée pour faciliter l'apprentissage des gestes professionnels.

Enfin, le projet FPI Auvergne-Rhône-Alpes accompagne la transition post-Bac en facilitant l'insertion professionnelle ou la poursuite d'études selon les situations (continuum Bac -3 /Bac +3).

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'échelle de la région académique, pour l'enseignement secondaire, ce sont 67 ouvertures de formation dont 8 CAP, 24 Bac Pro, 16 Certificats de Spécialisation et 19 BTS, soit 962 nouvelles places créées. 31 établissements publics et 8 établissements privés sous contrat sont concernés par ces mesures.

Sur la durée du projet, ce sont plus de 2 300 formés supplémentaires dans les 3 filières et 6 200 à l'horizon 2030.

Les 27 actions de colorations des formations dans le secondaire et 4 dans l'enseignement supérieur permettront de contextualiser les apprentissages en fonction des spécificités territoriales et proposer des modèles à diffuser à l'échelle nationale.

Dans l'enseignement supérieur, sur la durée du projet, c'est 1 600 étudiants supplémentaires formés dans les 3 filières et 3 000 à horizon 2030.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

GIPAL Formation
ACADÉMIE DE LYON
RÉGION ACADÉMIQUE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

herve.gavard@region-academique-auvergne-rhone-alpes.fr
ac-lyon.fr
gipal.fr

RETOUR SOMMAIRE

HUB MAINTENANCE



© DR - HUB Maintenance

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Électronique et robotique

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CFAI Lorraine

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

BTP CFA, GIP FTLV réseau des GRETA, CFA CFPPA Pixéricourt, UIMM, FF BTP, France Travail, Préfecture de Meurthe et Moselle

COÛT TOTAL DU PROJET :

9 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2,10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Bassin d'emploi de Nancy et Grand Est

L'AMBITION

L'érosion des effectifs salariés dans l'industrie dans le 54 depuis 10 ans affecte tous les secteurs (-18 %).

Le besoin en personnel de maintenance (ouvriers, techniciens) est fort : 1 000 postes à pourvoir (industrie, BTP, agroalimentaire). Le recrutement passe aujourd'hui par la formation initiale et l'apprentissage. La formation continue peine à recruter des demandeurs d'emploi. Il s'agit donc de pouvoir changer d'échelle en associant la promotion des métiers, la détection des personnes intéressées et le développement de moyens de formations adaptés et d'ampleur suffisante.

La réflexion engagée par le comité de développement économique du 54 réunissant l'État, la région Grand Est, la Métropole du Grand Nancy et l'agence de développement économique Lorr'Up en a conclu que la création du HUB Maintenance offrirait une réponse multi-sectorielle pour :

- Proposer des initiatives innovantes en matière de communication pour booster l'attractivité des métiers ;
- Développer des parcours d'acquisition de compétences techniques et d'adaptation aux évolutions des métiers pour promouvoir les salariés en place, attirer des jeunes par exemple via l'apprentissage, réinsérer des demandeurs d'emploi en particulier les plus fragiles ;
- Faire évoluer les offres de formations existantes ;
- Accompagner l'insertion professionnelle des apprenants en intégrant les entreprises dans le processus de formation.

LE PUBLIC VISÉ

Le HUB Maintenance est ouvert à tout public : homme, femme, salarié en reconversion, demandeur d'emploi, jeune sorti ou non du système scolaire, personne en situation de handicap, pas de prérequis nécessaire pour détecter de nouveaux talents prêts à se former dans la maintenance.

Tous les niveaux de formation sont visés en fonction du profil du candidat.

LE PROJET

- Aménagement et animation d'une plateforme d'attractivité des métiers de la maintenance avec matériel et équipements permettant des mises en situation professionnelle liées à la maintenance (diagnostic de panne, montage démontage d'un ensemble mécanique ...).

  Les équipements utilisés sur la plateforme HUB seront proches d'équipements présents dans les entreprises. Ils sont en lien avec les différentes technologies (mécanique, pneumatique, hydraulique, automatisme, électrotechnique).

  L'utilisation des nouvelles technologies (casques holoLens, réalité virtuelle...) contribuera à démontrer les évolutions des métiers.
- Diagnostic personnel pour chaque participant.
- Découverte des métiers industriels à travers d'ateliers immersifs ludiques.

« HUB Maintenance » est un projet innovant répondant aux besoins de notre territoire et de la filière Maintenance. **Il associe des acteurs de la formation, des entreprises, des organisations professionnelles, des collectivités territoriales, des services de l'État et des établissements d'enseignement supérieur avec un objectif commun : offrir les compétences vitales pour toutes les entreprises, toutes branches confondues, dans le domaine de la maintenance.**



© DR - HUB Maintenance

LES IMPACTS ATTENDUS

2 000 personnes attendues/an (découverte des métiers + formation).

- **Découverte de métiers :**
  - 1 000 scolaires ;
  - 100 décrocheurs ;
  - 500 demandeurs d'emploi.
- **En formation :**
  - 300 personnes sans formation initiale dans la maintenance sur des formations de premier niveau de qualification ;
  - 100 personnes ayant un premier niveau de qualification ou expérience professionnelle en maintenance sur des formations de niveau 4 et +.
- **Formations concernées :** selon son profil et son statut, le candidat ayant suivi la première étape de formation sur le HUB Maintenance sera orienté vers le dispositif qui lui correspond :
  - Formation de droit commun financée par France Travail ou la Région Grand Est ;
  - Contrat en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ;
  - CPF de transition, ... ;
  - Formation continue (montée en compétences).

En lien avec l'organisme de formation concerné par le secteur d'activité (industrie, agro, BTP).

UIMM PÔLE FORMATION Lorraine LA FABRIQUE DE L'AVENIR

formation-industries-lorraine.com

RETOUR **SOMMAIRE**

I-NOVMICRO #2



© DR - I-NOVMICRO #2

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Campus d'Excellence Industrie du Futur - Sud

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Aix-Marseille Université, Campus d'Excellence Industrie du futur - Sud, École Centrale Marseille, Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie - Provence (CFAI PROVENCE), École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne, École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM), Entreprendre pour Apprendre PACA, Pôle Emploi, GIP-FCIP Aix-Marseille, Ingénieurs Et Scientifiques de France Provence, ISEN Méditerranée, LAB - Laboratoire d'Aix-périmentation et de Bidouille, Lycée Jean-Perrin, Lycée Vauvenargues, MillionRoads, Pôle SCS, STMicroelectronics (Rousset) SAS, Université Côte d'Azur, Vittascience SAS

COÛT TOTAL DU PROJET :
22,90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
14,95 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

Dans un contexte européen et national de renforcement de la souveraineté et d'une demande très forte du marché international en matière d'électronique et microélectronique, les besoins en compétences des entreprises sont importants pour répondre à l'accroissement d'activité et à la nécessité de rendre l'industrie toujours plus compétitive.

Dans ce contexte, l'objectif d'I-NOVMICRO #2 est de créer un écosystème régional d'acteurs pouvant répondre aux besoins en compétences actuels et à venir en considérant les ambitions de réindustrialisation de France 2030 et de l'European Chips act.

I-NOVMICRO #2 doit permettre de :

- Constituer un vivier important de jeunes, prêts à s'engager dans la filière avec une connaissance forte de la chaîne de valeur de l'électronique « du silicium au service » ;
- Développer l'offre de formations existante afin de garantir un flux de sortants en mesure d'assurer le doublement de la production de la filière ;
- Créer des parcours de formations adaptés aux évolutions technologiques permettant d'innover et de produire de manière efficiente l'électronique de demain ;
- Maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur et notamment certaines compétences qui ont pu disparaître à cause de la spécialisation de site à l'échelle mondiale.

LE PUBLIC VISÉ

Personnes visées : collégiens, lycéens, étudiants du supérieur, salariés et demandeurs d'emplois.

Niveaux de formation visés : du collège à Bac +5 et plus.

LE PROJET

Attractivité

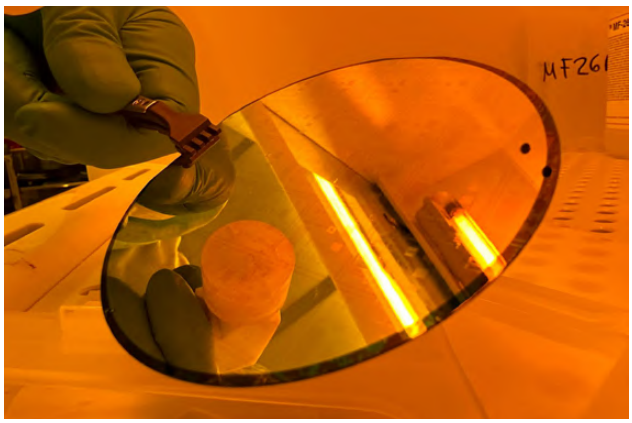
- Développer la curiosité pour l'électronique et le numérique auprès des différents niveaux scolaires ;
- Créer et optimiser les outils de communication des entreprises vers l'ensemble des partenaires éducatifs.

Concevoir et développer

- Créer 12 connected fablabs en lycées et former les enseignants par les entreprises ;
- Implanter un lieu dédié aux technologies de l'électronique et du numérique au sein du site d'AMU ouvert à tous ;
- Renforcer les capacités d'enseignement et les équipements autour de compétences d'IA ;
- Finaliser l'équipement de la salle blanche de l'EMSE permettant la fabrication d'un transistor MOS sur des équipements similaires à ceux utilisés dans l'industrie ;
- Colorer et créer des formations en lycée et dans les établissements d'enseignement supérieur dédiés à la filière ;
- Développer les compétences transversales des systèmes de production connectés et créer de nouvelles formations.

Modalités pédagogiques

- Créer une plateforme d'expériences immersives de type métavers offrant un espace de partage des ressources de formation, d'information et de rencontre ;
- Fournir aux enseignants des ressources pédagogiques complémentaires intégrant de l'IOT pour mettre en œuvre une démarche d'ExAO ;
- Créer un système didactique pour l'apprentissage de la robotique dédié dès le collège à l'apprentissage de l'intelligence artificielle embarquée.



© DR - I-NOVMICRO #2

LES IMPACTS ATTENDUS

Formations dans le secondaire

BTS Pilotage des procédés : Colorisation électronique des enseignements / Objets connectés et cybersécurité : Intégration de cet enseignement dans le cursus des Bac Pro et BTS CIEL (options Informatique et Réseaux et Électronique et Communication) et DNMADE / Création d'un FCIL Spécialisation transverse du technicien supérieur en CRSA et SN.

Formations dans l'enseignement supérieur

AMU/Création d'une nouvelle filière d'ingénieurs par apprentissage Systèmes Numériques dans le domaine de l'IoT./Évolution des filières GII (enjeux sociétaux et environnementaux) et Microélectronique et Télécommunications/Mise en place des nouveaux BUT pour répondre à la demande./ISEN/Co-création de modules d'enseignements IA à destination de débutants et d'experts/Création de 2 bachelors, orientés cybersécurité et greentech, et création d'une formation ITII en cybersécurité/Centrale Méditerranée/Création d'un Bachelor Inov Sciences, Ingénierie et durabilité/AFPI & EMSE/Création de modules de sensibilisation et formation pour des mastères spécialisés/Formation pour ingénieurs sous statut salarié, Formation courte certifiante et modules de sensibilisation pour ingénieurs et techniciens en FTLV/Partenaires du campus/Création de 6 modules de formation pour étudiants et salariés sur les thématiques Data analyse, Supply chain, Innovation, Environnement, Lean, Qualité.

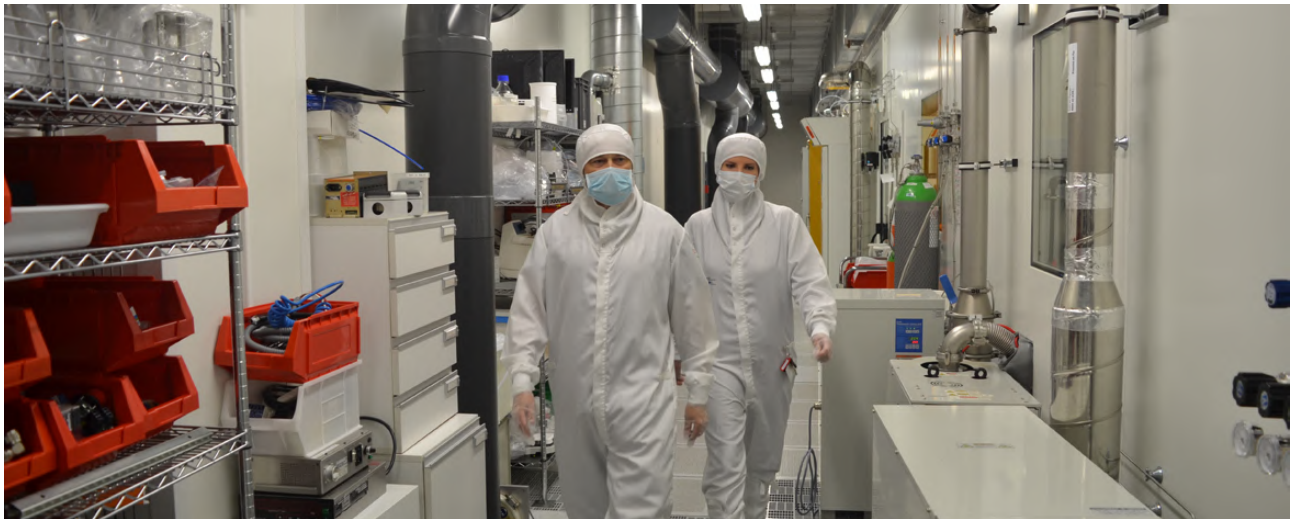
Au total 13 500 formés ou sensibilisés.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
INDUSTRIE DU FUTUR - SUD
Provence-Alpes-Côte d'Azur

laurent.renaux@campus-industriefutur-sud.com
campus-industriefutur-sud.com

RETOUR **SOMMAIRE**

INFORISM



© DR - INFORISM

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUES :

Électronique et robotique

Technologies avancées pour les systèmes énégétiques

5G et futures technologies de réseaux de télécommunications

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GIP-CNFM : Coordination Nationale de la Formation en Microélectronique et en nanotechnologies (réseau national)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

GIP-CNFM (siège à Grenoble), Aix-Marseille Université, Institut Polytechnique de Bordeaux, Institut Polytechnique de Grenoble, INSA de Lyon, INSA de Toulouse, Université de Lille, Université de Limoges, Université de Montpellier, Sorbonne Université, Université Paris-Saclay, Université de Rennes, Université de Strasbourg, ACSIEL Alliance Électronique, MATRICE Association

COÛT TOTAL DU PROJET :

36,93 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France entière

L'AMBITION

Le projet est consacré à une discipline de l'ingénieur très technique, à évolution rapide et utile à de nombreux secteurs sociétaux.

Il doit répondre aux besoins des entreprises en termes de ressources humaines et en maintenant un niveau élevé de qualification, de compétences, de savoir-faire et d'innovation.

L'ambition consiste à former d'une part les étudiants actuels aux nouveaux concepts et nouveaux besoins des industriels exprimés dans le cadre du Comité Stratégique de Filière, et d'autre part, à accroître le vivier de formés afin de répondre aux offres des entreprises sur leurs métiers en tension.

Pour le projet INFORISM (Ingénierie de Formations Innovantes et Stratégiques en Microélectronique), il s'agit donc d'améliorer le contenu des diplômes à l'aide d'une formation pratique indispensable aux métiers de la microélectronique et d'autre part d'attirer de nouveaux talents. Ainsi, la stratégie doit être adaptée.

C'est la raison pour laquelle un comité de pilotage (COPIL) constitué des représentants de chacun des partenaires du consortium, sera aidé dans l'analyse et la stratégie d'évolution d'un comité pédagogique et technique (COPET) constitué en complément des membres du COPIL, des usagers autres que les universitaires tels que les BTS, les classes de lycées professionnels, les GRETA, mais également des partenaires industriels qui sont les premiers employeurs des formés.

L'ambition finale sera d'atteindre plus de 30 000 formés en fin de projet.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé couvre en priorité les formations de l'enseignement supérieur, BUT, Licences, Masters, Ingénieurs, Doctorat, mais également la formation de BTS. Les formations peuvent être diplômantes, certifiantes ou tout au long de la vie. Une partie de l'activité est consacrée à l'attractivité et la sensibilisation à l'électronique et à la microélectronique. Dans ce cas, l'auditoire peut être issu de l'enseignement secondaire, du grand public et des employés d'entreprises en reconversion.

LE PROJET

Pour répondre aux besoins confirmés par le CSF de la Filière Électronique, le projet propose de développer 5 grandes plateformes de formations s'inscrivant dans les thématiques prioritaires. Il s'agit de former les futurs diplômés au savoir-faire sur des plateformes innovantes qui s'adaptent au fil de l'eau aux nouveaux procédés technologiques en :

- Sécurité numérique matérielle et test industriels ;
- Procédés technologiques avancés pour composants et circuits ;
- Récupération, transformation et conversion d'énergie ;
- Conception et réalisation de circuits et cartes électroniques ;
- Électronique rapide analogique haute fréquence.

Tous ces thèmes sont considérés comme conditionnant les domaines stratégiques d'accélération, les circuits et systèmes électroniques étant utilisés dans les systèmes physiques associés. C'est l'innovation dans ces 5 thématiques qui devrait permettre de contrôler la consommation d'Énergie, de développer de nouveaux systèmes de pilotage de l'environnement, les transports, la santé, le numérique au sens large (incluant robotique, industrie 4.0 et IA).

Les plateformes pourront répondre à ces besoins en acquérant de nouveaux équipements pour des procédés de fabrication, des caractérisations et tests, et de nouveaux logiciels de conception, modélisation ou pour systèmes embarqués. L'ensemble de ces équipements pourra faire l'objet de tutoriels numériques.



© DR - INFORISM

LES IMPACTS ATTENDUS

Les compétences proposées dans les impacts attendus sont tout d'abord qualitatives avec la mise en place de nouvelles plateformes correspondant aux besoins en compétences.

Le savoir-faire étant une composante importante de la compétence, l'apprentissage sur des outils performants et d'actualité favorise l'intégration des formés dans leur nouvel environnement industriel. Cela est important sur l'aspect technologique en mettant en œuvre des nouveaux matériaux et procédés, mais également sur l'aspect conception avec des outils et des librairies en accord avec les produits industriels en production.

L'impact quantitatif sur la durée du projet, jusqu'à la fin 2028, pourrait s'élever à 30 000 formés, dont 20 000 en formation initiale, et environ 10 000 en formation continue ou certification, en alternance ou en reconversion.

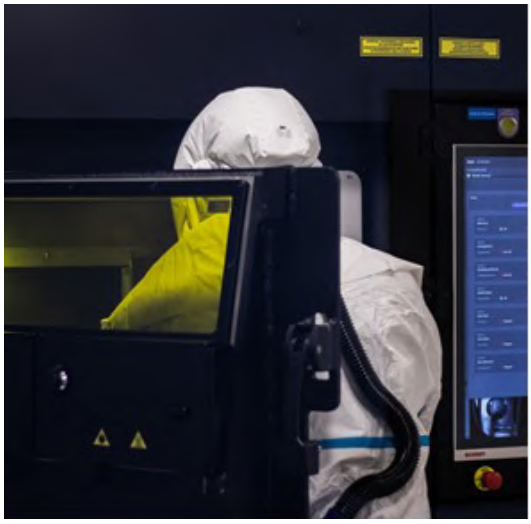
Pour répondre à la demande des industriels, la majorité concernerait le niveau Bac +4/5 qui correspond aux besoins majoritaires exprimés compte tenu de la complexité du domaine. Il faut prendre en compte que le nombre de formés physiques devrait être inférieur, un étudiant ayant pu obtenir 2 diplômes ou certifications sur la durée du projet.

Pour maintenir un niveau élevé de formés, la partie sensibilisation devra être accentuée. Au niveau du réseau, il est prévu de sensibiliser autour de 14 000 personnes sachant que l'efficacité de ces actions reste limitée et n'est pas facile à évaluer.

cnfm GIP INFORISM
olivier.bonnaud@univ-rennes.fr
cnfm.fr

RETOUR SOMMAIRE

PROCÉDÉS DU FUTUR DÉCARBONÉS ET DURABLES (PF_DD)





© DR - PF_DD

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :

Électronique et robotique

Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Clermont Auvergne INP

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CA INP/SIGMA Clermont, ESTIA, École Centrale de Nantes, ENI de Tarbes/UTTOP, IUT GIM Université Clermont Auvergne, CMQ PID et Rectorat de Clermont Ferrand, CFAI Auvergne, Université de Pau Pays de l'Adour, IUT GMP et Université de Bordeaux, Lycée Louis de Foix, Pôle de compétitivité CIMES, UIMM Auvergne

COÛT TOTAL DU PROJET :

14,52 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

9,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes, Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie

L'AMBITION

Pour construire un monde plus sobre et décarboné et atteindre une juste consommation des ressources et des énergies tout en restant performante économiquement l'industrie manufacturière doit évoluer.

Ce projet concerne la décarbonation des procédés et des processus de fabrication, qui doivent devenir moins énergivores, moins consommateurs de ressources et moins polluants. De nouvelles pratiques émergent avec des règles d'emploi raisonnables, durables et sobres, mais aussi performantes industriellement.

Dès la conception, le cycle de vie des produits manufacturés et du système de production sont pris en compte. Les métiers et les formations en lien avec la conception, la réalisation, l'énergie, l'information, la production, la conduite et la maintenance sont impactés.

Ce projet fédère l'action de dix partenaires académiques situés dans quatre régions différentes, pour créer une dynamique de décarbonation des procédés de mise en œuvre des composites et des procédés d'usinage, des procédés de fabrication additive, dans le cadre d'une robotisation raisonnée.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet pédagogique s'appuie sur la coloration de formation de niveau pré-Bac, BTS, L3 et M2. Il contribuera à la montée en compétences des enseignants sur la problématique de décarbonation de l'industrie.

Le projet mise, aussi, sur le développement de formations continues, promues par les pôles de compétitivité et les syndicats professionnels, pour accélérer la prise de conscience du milieu industriel.

LE PROJET

L'objectif est de produire des guides de meilleures pratiques, aptes à faire évoluer les usages industriels, à partir de travaux de recherche conduits dans les laboratoires de recherche, en concertation avec l'ensemble des partenaires.

Ces pratiques seront validées sur des cellules expérimentales de référence, qui serviront de catalyseur de la dynamique de mutation et de support pour toutes les formations envisagées. La formation des formateurs à ces bonnes pratiques contribuera à leur montée en compétences sur cette problématique de décarbonation de l'industrie et permettra une meilleure information/formation des élèves à tous les niveaux d'études.

Le projet a pour but d'instrumenter ces cellules à demeure pour suivre en continu leurs consommations énergétiques, et d'autres grandeurs physiques qui permettront d'établir le bilan carbone complet du processus.

Des kits didactiques transportables seront développés pour élargir la diffusion des formations. Ils permettront de monter des formations dans les lycées ou sur site industriel pour diffuser les compétences par la pratique. L'élargissement de la diffusion passe, aussi, par le développement d'outils numériques de découverte et de formation ouvertes au grand public et aux centres de formation non-partenaires.



© DR - PF_DD

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif de ce projet est de transformer fondamentalement la formation sur les procédés de fabrication en prenant en compte les considérations environnementales de sobriété énergétique ou de cycle de vie.

Le projet ambitionne de dispenser un renforcement thématique significatif pour quatre formations d'ingénieurs, un master universitaire, deux formations de DUT, et l'ensemble des formations de Bac Pro et de BTS à finalité industrielle, dispensées en formation initiale ou par alternance.

Les objectifs nationaux de décarbonation supposent une prise de conscience globale du monde industriel, qui passera aussi par le déploiement de formations continues, animées par les pôles de compétitivité et les syndicats professionnels.

Ces transformations ont aussi pour but de rendre plus attractives ces formations, en diffusant de nouvelles problématiques industrielles dans les collèges, dans les lycées ou auprès du grand public.

emmanuel.duc@sigma-clermont.fr

RETOUR SOMMAIRE

STRUCTURATION RÉGIONALE DE L'OFFRE DE FORMATION ET D'EXPERTISE DE LA FILIÈRE PHOTONIQUE (PHOTON HUB)



© DR - PHOTON HUB

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
iXcampus

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris Saclay, Institut d'Optique Graduate School, Communauté d'Agglomération Saint-Germain-Boucles-de-Seine, Essilor, Exail, Imagine Optics, Pasqal, ST Microelectro-nics

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,9 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

La photonique désigne les sciences de la lumière et les techniques associées permettant de générer, transporter, détecter, moduler, amplifier ou contrôler des flux lumineux. Enrichissant les fonctions de l'électronique, la photonique occupe une place centrale dans les technologies du XXIe siècle.

Aujourd'hui, ce secteur représente 80 000 emplois qualifiés en France, générant une activité estimée à 15 milliards d'euros. Or, plus de 8 000 emplois sont à pourvoir sur l'ensemble de la chaîne de fabrication des équipements. Ces acteurs vont de la PME aux grands groupes internationaux sans oublier les start-ups de plus en plus importantes sur ce segment d'innovation.

Première région française dans ce secteur, l'Île-de-France compte plus de 600 entreprises et plus de 30 créations de start-ups par an. Les projections permettent d'estimer les besoins de la filière à 150 000 actifs en 2030.

Dans ce contexte, Photon Hub a pour ambition de créer un écosystème académique et industriel intégré en Île-de-France pour promouvoir et développer les talents, les compétences et accélérer l'innovation en photonique.

Les actions développées sur le périmètre francilien ont vocation à servir de preuve de concept en vue d'une déclinaison plus large sur le périmètre national à l'issue de la phase d'expérimentation.

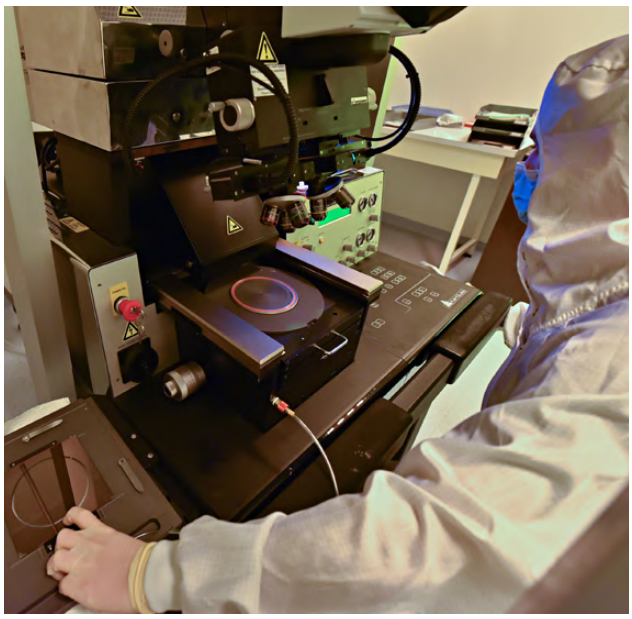
LE PUBLIC VISÉ

Photon Hub propose la création d'un continuum de formation en photonique. Par la création de nouvelles formations et le renforcement de formations existantes, le projet propose un parcours unique et adapté allant du Bac professionnel au doctorat.

Un parcours de formation continue est également proposé pour les professionnels en poste ou en reconversion.

LE PROJET

- **Promouvoir les métiers et les formations de la photonique** : faire connaitre, animer et décupler le potentiel de la filière en Île-de-France ;
- **Créer une école de production** à Saint-Germain-en-Laye par l'ouverture du Bac professionnel photonique ;
- **Renforcer des enseignements en photonique** au sein du BUT Mesures Physiques de l'IUT d'Orsay ;
- **Créer un diplôme universitaire photonique** au sein de l'Université Paris Saclay ;
- **Augmenter les promotions de l'Institut d'Optique Graduate School** (IOGS) en passant les promotions de 150 à 200 élèves ingénieurs ;
- **Renforcer les enseignements en photonique** au sein de l'Institut des Sciences de la Lumière ;
- **Construire le socle de la formation des formateurs** par l'IOGS à destination de l'ensemble du continuum de formation du Photon Hub ;
- **Construire le catalogue de formations** continues du Photon Hub par bloc de compétences des formations proposées en formations initiales ;
- **Adapter l'ensemble des formations du Photon Hub** aux enjeux environnementaux et sociétaux ;
- **Créer un accélérateur de start-ups** dédié à la photonique où les entrepreneurs bénéficieront d'un accompagnement sur mesure de 24 mois par une équipe mixte IOGS/iXcampus, d'un accès privilégié à des plateaux techniques de pointe ainsi qu'à un écosystème industriel unique.



© DR - PHOTON UB - jack varlet_2017-besancon-iXblue_060

LES IMPACTS ATTENDUS

Photon Hub vise à la fois la création et la modernisation de formations (5 nouvelles formations FI/FC créées et 5 formations FI/FC modernisées) à horizon 2030 permettant à 1573 personnes de bénéficier d'une formation d'excellence vers des métiers d'avenir mais ambitionne également d'innover en matière de pédagogie. La spécificité des métiers et des environnements de travail des secteurs de la photonique nécessite de la pratique in situ, en atelier ou en plateaux techniques. Les professionnels déplorent aujourd'hui une augmentation de la théorie au détriment de la pratique, ce qui ralentit l'acquisition des savoir-faire d'un artisanat technologique d'excellence.

Face à cela, le Photon Hub innove dans ses modalités au travers :

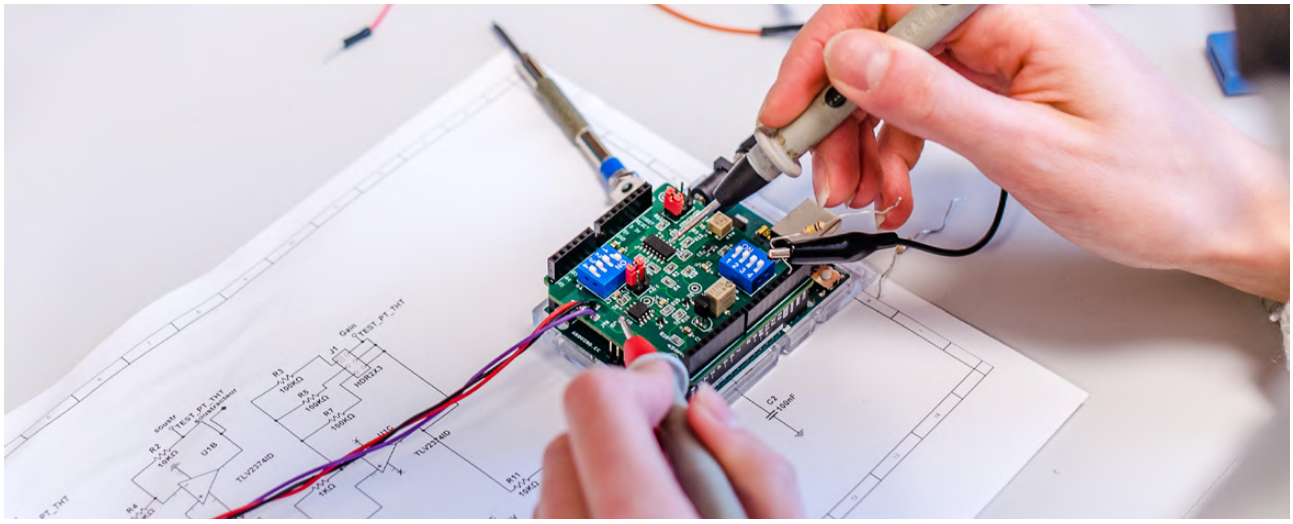
- Des formats nouveaux d'apprentissage par le faire, la réalisation de prototypes en pièces industrielles, le développement d'une école de production ou la création de cursus spécialisés par l'entrepreneuriat et l'innovation ;
- La création de cursus sur mesure qui facilitera la montée en compétences rapide des professionnels et des jeunes grâce à la création d'un guichet unique d'orientation et de suivi des apprenants.

IXCAMPUS

clara.doly@ixcampus.eu
ixcampus.eu

RETOUR SOMMAIRE

UB2030 - CAP ELENA



© DR - UB2030 - CAP ELENA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Électronique et robotique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Bordeaux

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Bordeaux, Université de Limoges, Université de Poitiers, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Bordeaux Institut National Polytechnique (BxINP), École Supérieure des Technologies Industrielles avancées (ESTIA), Région Académique Nouvelle-Aquitaine, I2S - Innovative Imaging Solutions, EXXELIA, Symbiose, EMS Factory, COFIDUR EMS, SERMA Group, Cap'tronic, Inovelec, FEDD, Région Nouvelle-Aquitaine, Association pour le développement de l'apprentissage industriel en Aquitaine (ADAIAQ), THALES AVS France SAS

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,08 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,30 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

L'Université de Bordeaux et ses partenaires du projet CAP ELENA ont établi un diagnostic de l'adéquation offre/demande de formation en électronique en Nouvelle-Aquitaine. Les entreprises régionales sont essentiellement intégratrices de solutions électroniques, par opposition aux fabricants de composants ; elles éprouvent de grandes difficultés pour recruter les profils dont elles ont besoin, ce qui bride leur innovation et leur développement.

Ces difficultés se répercutent sur l'ensemble du territoire régional et au-delà sur l'économie nationale, l'électronique représentant une famille de technologies particulièrement diffusantes sur l'ensemble des chaînes de valeurs engagées dans les transitions environnementales et digitales.

Le projet CAP ELENA entend :

- S'appuyer sur la caractérisation des besoins en recrutement de la filière Électronique néoaquitaine ;
- Mettre en œuvre une collaboration inédite entre la Région Académique et les établissements d'enseignement supérieur de la Région, pour faire face au déficit d'attractivité des métiers et formations de l'Électronique ;
- Mettre en réseau l'ensemble des acteurs de la formation, académique, industrielle, initiale et continue, afin de dynamiser l'offre de formation globale, pour une meilleure adéquation avec les besoins des industriels de la Région Nouvelle-Aquitaine.

LE PUBLIC VISÉ

CAP ELENA s'appuie sur un partenariat apte à mettre en œuvre une synergie ciblant les formations Bac +3 et Bac +5 et la formation continue. Pour améliorer l'information des lycéens sur les enjeux de l'industrie électronique, ses métiers et formations, le consortium rassemble une large palette d'expertises : formation, entreprises, décideurs publics, orientation scolaire et enseignement secondaire.

Public visé : Infra-Bac, Bac +1, +3, +5, salariés en formation, personnel de l'orientation.

LE PROJET

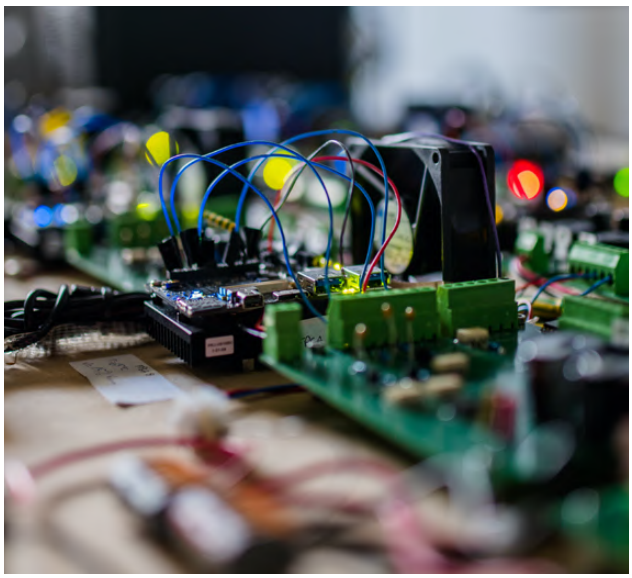
Axes de développement :

- Mise en place ou renforcement de la synergie des établissements de l'Enseignement Supérieur partenaires, par le partage d'expériences et la mutualisation des productions pédagogiques ;
- Mise en place d'un plan de communication à destination des lycées et collèges de la Région à travers des manifestations dans des salons, des écoles d'été et de l'accompagnement à l'orientation vers la filière électronique ;
- Développement de nouvelles modalités pédagogiques pour attirer de nouveaux apprenants ;
- Structuration de l'interaction continue Industrie-Formation en Région Nouvelle-Aquitaine pour adapter l'offre de formation initiale et développer la formation continue.

LES IMPACTS ATTENDUS

Sur la base du diagnostic national, teinté des spécificités régionales du besoin en compétences, le projet CAP ELENA a pour objectifs :

- D'augmenter le nombre d'élèves ou étudiants entrants dans les formations initiales en présence ;
- De les fidéliser vers les métiers de l'électronique au moyen de pédagogies innovantes.



© DR - © DR - UB2030 - CAP ELENA

- D'augmenter de manière significative le nombre d'apprentis ;
- De promouvoir la diversité, l'égalité des chances, l'égalité de genre ;
- D'impliquer les industriels dans l'ingénierie de formation pour expérimenter de nouveaux schémas d'alternance, pour l'apprentissage et la formation continue ;
- D'expérimenter des synergies entre formation industrielle et formation académique ;
- De maintenir une interaction continue avec la filière industrielle pour les actions de communication auprès du jeune public et l'amélioration de l'offre de formation en fonction de l'évolution des besoins en compétences.

Les indicateurs de réussite du projet ciblent :

- les effectifs formés/sensibilisés ;
- la diversification du public ;
- le devenir des formés ;
- le recrutement d'enseignants ;
- les besoins en compétences et l'offre de formation ;
- les effets structurants au niveau régional et national.

université de BORDEAUX
cma-cap-elena@u-bordeaux.fr
enseigner.u-bordeaux.fr

RETOUR SOMMAIRE

COMPÉTENCES AVENIR PLASTURGIE « RECYCLER, RÉDUIRE, RÉUTILISER » (CAP3R)



© DR - CAP3R

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
ISPA (POLYVIA FORMATION) CFA - École du Supérieur

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ISPA (POLYVIA FORMATION) : CFA - École du Supérieur ; IMT Nord Europe : EPSCP ; POLYVIA : syndicat national professionnel de la plasturgie et des composites ; SRP : Syndicat national professionnel des Régénérateurs de matières Plastiques ; UNITEX : Organisation professionnelle de la filière textile et mandataire pour la marque FrenchTex ; NAE : Pôle d'excellence normand des acteurs du domaine aéronautique, spatial, défense et sécurité

COÛT TOTAL DU PROJET : 9,93 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Années 1 et 2 du projet, déploiement sur les sites propriétaires de ISPA et IMT Nord Europe (3 régions : Normandie, Auvergne-Rhône Alpes et Hauts-de-France).

Années 3-4-5 du projet : diffusion via les partenaires académiques (6 régions : Normandie, Auvergne-Rhône Alpes, Hauts-de-France, Bourgogne Franche Comté, Grand Est et Occitanie) puis diffusion élargie à d'autres partenariats pour atteindre la couverture des 12 régions.partenariats pour atteindre la couverture des 12 régions.

L'AMBITION

L'ambition du projet est de créer pour la société et les industries utilisatrices de matières plastiques et composites (quelque soient leur position dans la chaine de valeur, leur taille, leurs marchés et leur localisation en France) **des solutions à leurs besoins en compétences nouvelles pour effectuer une transition bas-carbone rapide, durable et créatrice de valeur.**

En abordant ces enjeux de manière décloisonnée et créant les conditions d'une mutualisation entre secteurs connexes, nous avons l'ambition d'aller plus vite et plus loin. **Huit axes prioritaires** ont été définis, incluant l'évolution de référentiels de formation existants sur un large éventail de niveau de sortie, la création de nouveaux parcours de formation et le développement de modules spécialisés aux problématiques de secteurs stratégiques utilisateurs de ces matériaux.

La montée en compétences d'un grand nombre de formateurs non qualifiés aujourd'hui pour traiter ces nouveaux aspects sera aussi déterminante. Au-delà des compétences, CAP3R entend également générer de nouvelles connaissances de pointe, en incluant un volet Recherche, avec 6 thèses menées sur les 5 ans du projet dont les résultats serviront aussi bien l'évolution des enseignements que les actions de sensibilisation imaginées.

Enfin, un travail collectif sera également mené pour l'attractivité de nos filières en valorisant les nouveaux défis, formations et métiers proposés par la décarbonation.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet concerne les étudiants et apprentis de Bac -3 à Bac +8 dans nos filières industrielles, c'est-à-dire élèves de Master, ingénieurs, docteurs mais aussi techniciens et techniciens supérieurs en BTS, BUT, Bac Pro, LP, titres pros et opérateurs sur des niveaux BEP et équivalents. Des actions de sensibilisation viseront les enseignants et élèves du secondaire et du supérieur, le grand public, les prescripteurs et personnes en évolution/reconversion professionnelle.

LE PROJET

CAP3R s'articule autour de 8 objectifs et types de livrables associés.

- **SWP1 : ADAPTATION** de formations existantes **et CRÉATION** de nouveaux parcours certifiants/diplômants avec des enjeux d'hybridation mais aussi d'aménagements de plateaux de formation.
- **SWP2 : CRÉATION DE MODULES** pour enrichir des parcours de formation non spécialisés plasturgie mais « utilisateurs » de ces matériaux afin d'embarquer l'aval de la filière.
- **SWP3 : FORMATION DE FORMATEURS**
- **SWP4 : OBSERVATOIRE « COMPÉTENCES ET OPPORTUNITÉS »** pour écouter les besoins des industriels tout au long du projet et tester les prototypes de formation.
- **SWP6 : FORMATION PAR LA RECHERCHE** avec six thèses pour faire ruisseler les nouvelles connaissances générées vers les formations, les apprenants et les entreprises.
- **SWP7 : SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT** avec la création d'un parcours « entrepreneurs en plasturgie circulaire » et un accompagnement par Polyvia, intégrant parrainage, mise à disposition de services et remises de prix.
- **SWP8 : ESSAIMAGE DES SOLUTIONS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL** pour les rapprocher des bassins de vie et des implantations industrielles.
- **SW5 : VALORISATION DES MÉTIERS, DES COMPÉTENCES ET DES FORMATIONS** pour faire naître un désir d'aller vers nos industries.



© DR - CAP3R

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet CAP3R compte répondre aux besoins :

- De sensibilisations dans des parcours de non spécialistes ou connexes ;
- De coloration de parcours existants pour y intégrer pleinement les enjeux et leviers de la décarbonation dans les référentiels et/ou enseignements ;
- De formations spécialisantes nouvelles à l'échelle de diplômes complets ou de modules autoportants. À l'issue des 5 ans de projet, l'offre complète de formation initiale actuelle des deux acteurs académiques du projet couvrant les niveaux de compétences allant de Bac -3 à Bac +6 aura été révisée pour intégrer ces nouvelles connaissances soit une douzaine de parcours certifiants/diplômants.

À l'issue de la phase d'essaimage, il est aussi souhaité de toucher entre 5 et 10 formations non spécialisées en plasturgie dont la coloration aura été définie comme prioritaire par nos équipes d'experts.

CAP3R vise aussi la création d'actions, outils et séquences d'animation pour le volet attractivité des métiers, avec une approche décloisonnée pour valoriser aussi bien les parcours, les initiatives que les passerelles entre nos industries.

À l'horizon 2030, nous visons environ 2 000 personnes formées et 10 000 sensibilisées.

CAP 3R compétences avenir plasturgie

e.parfait@polyvia-formation.fr
groupe-ispa.fr

RETOUR SOMMAIRE

CAMPUS ICM



© DR - Campus ICM

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Saclay

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Paris Saclay, GIP FCIP, HEC, Renault, SGS, Seinergylab, NextMove

COÛT TOTAL DU PROJET :
12,06 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7,27 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

- **Former d'ici à 2027, plus de 8 000 personnes**, en créant de nouveaux parcours spécifiques certifiants et accessibles ;
- **Former des formateurs et des enseignant**s avec des experts du campus ;
- **Aider à orienter** les plus jeunes et les moins jeunes dans des parcours nouveaux vers des métiers d'avenir autour de l'industrie circulaire et le garage du futur ;
- **Favoriser l'apprentissage** en permettant de se trouver en conditions réelles grâce à des lieux équipés ;
- **Développer des programmes de recherche** associant universités, laboratoires et entreprises partenaires ;
- **Collaborer avec le hub d'innovation**, premier laboratoire d'open innovation référent en matière d'industrie circulaire de la mobilité, avec des programmes d'incubation pour start-up ;
- **Organiser des workshops et ateliers pédagogiques** inter-établissements innovants ;
- **Construire une offre pédagogique** et collaborer avec des acteurs européens et internationaux .

Lieu : Conçu comme un lieu de vie à part entière, le campus met à disposition de ses apprenants :

- Des salles de formation connectées ;
- Des solutions numériques de partage de connaissances et de compétences ;
- Un fab Lab ;
- Un Hub d'Innovation ;
- Des Espaces de co-working et d'échange ;
- Des Espaces d'accueil et de loisirs ;
- Un Espace de documentation.

LE PUBLIC VISÉ

Le campus veut accueillir d'ici 2027 8 000 personnes d'horizons divers parmi lesquelles : élèves et étudiants, enseignants, professionnels du secteur privé, chercheurs, personnes en marge des systèmes de formation.

Des formations socles aux fondamentaux de l'économie circulaire sont déjà en place pour tous.

Des parcours certifiants puis diplômants seront mis en place dès 2024, en particulier via des années de spécialisation de la voie professionnelle, CAP +1, Bac +1, par exemple en réparation de batteries à traction.

LE PROJET

Le campus propose plus de 130 formations du CAP au doctorat sur les thèmes essentiels à la préparation des métiers de l'économie circulaire dans la mobilité.

- **Approvisionnement durable**

Identifier et valoriser les matières et les produits recyclés, recyclables ou biosourcés.

- **Éco-conception produit & process**

Savoir analyser le cycle de vie du produit, et concevoir en réduisant l'empreinte carbone de la production et de la logistique.

- **Fonctionnalité & partage**

Savoir mettre en place une économie de fonctionnalité et une économie collaborative.

- **Réemploi, reconditionnement & réparation**

Mettre en place des activités de réparation et de rénovation pour des véhicules d'occasion, des moyens industriels, des composants électroniques ou pièces et organes mécaniques.

- **Recyclage & valorisation**

Développer la réutilisation des pièces détachées : savoir-faire en déconstruction et démantèlement et tri de pièces.

- **Écologie industrielle et territoriale**

Mettre en place des leviers de décarbonation en collaborant avec les acteurs de son territoire.

- **Énergies de la mobilité décarbonée**

Développer des solutions utilisant des énergies vertes pour une mobilité durable (biogaz, véhicules électriques à batteries ou à hydrogène, …).



© DR - Campus ICM

- **Chaîne de valeur**

Développer des modèles économiques circulaires et efficients.

- **Cadre législatif**

Maîtriser les lois, normes et règlements.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le campus développe conjointement des modules de formation professionnelle continue et de formation initiale avec l'objectif de créer des passerelles des uns aux autres. **À horizon 2027, l'objectif du campus est de former et sensibiliser plus de 30 000 élèves à travers :**

- Des actions de sensibilisation à raison d'un évènement majeur sur site par trimestre des 2024, ainsi que des expositions temporaires et permanentes, à destination des enseignants, élèves et étudiants et professionnels.
- **Des formations créées au nombre de :**
  - **Formations Initiales :** création de parcours dès 2024, dont 6 certifiants d'ici à 2027, niveaux secondaires (2 250 élèves) et supérieurs (6 500 étudiants).
  - **Formation continue :** création de 15 modules dès 2024, puis 30 d'ici à 2027, qui pourront servir les formations initiales et conduire à 6 certifications dans le secondaire et supérieur ainsi que 3 certifications professionnelles par an, concernant 7 000 personnes.
- **Plus en détail pour 2024 en formation initiale :**
  - 4 colorations de formations en 2024 du niveau CAP au BTS, puis 3 certifications de spécialisation à partir de 2025 et au moins 1 diplôme identifié d'ici 2027 ;
  - Création d'un diplôme universitaire en 2024 de niveau BUT.

UVSQ université PARIS-SACLAY

campus-icm@uvsq.fr
campus-icm.com

RETOUR SOMMAIRE

ATTIRER, FORMER ET ACCOMPAGNER VERS UNE CHIMIE VERTE, INNOVANTE ET DURABLE, POUR UNE ÉCONOMIE DÉCARBONÉE ET CIRCULAIRE (CHIMIE VERTE ACADEMY)



© DR - Chimie Verte Academy

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :
Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés

Produits biosourcés et biotechnologies industrielles, carburants durables

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Savoie Mont Blanc, Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, Chambéry (73)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Savoie Mont Blanc (USMB), Université de Poitiers (UP), Université Toulouse III Paul Sabatier (UT3), Université de Picardie Jules Verne (UPJV), Université de Strasbourg (UNISTRA), GIP FIPAG - CMQe Chimie Auvergne Rhône Alpes (CMQeC_AURA), CMQe Chimie, Energie, Innovation Territoriale (CMQeCEIT), Université Reims Champagne Ardennes CMQe BioEco Academy Grand Est (CMQeBioEco), Fédération des Industries des Peintures, Encres, Couleurs, Colles et Adhésifs, Résines (FIPEC), Fédération Hygiène & Entretien Responsable (FHER), AXELERA, Bioeconomy for Change (B4C), VEGEPOLYS VALLEY (VV), Société Chimie de France (SCF)

COÛT TOTAL DU PROJET : 5,32 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 3,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France, Occitanie et Grand Est

L'AMBITION

La Chimie Verte Academy s'inscrit dans la nécessité urgente de décarboner l'industrie chimique et d'accélérer la transition vers une économie circulaire et durable. Le diagnostic sectoriel a révélé des besoins croissants en compétences liées à la chimie verte, à la gestion de l'énergie et à la valorisation des matières premières biosourcées et recyclées. La filière de la chimie doit répondre à des défis majeurs : améliorer l'efficacité énergétique des procédés, développer des produits durables et renforcer la recyclabilité.

L'objectif principal du projet est de structurer une offre nationale de formation en chimie verte, attractive et innovante. Il vise à former 800 diplômés de masters en chimie verte d'ici cinq ans, à sensibiliser 5 000 personnes du grand public et à accompagner plus de 500 salariés dans leur montée en compétences. En outre, la Chimie Verte Academy s'attache à développer des parcours d'alternance, à promouvoir la chimie verte auprès des jeunes et à renforcer les liens avec les entreprises pour répondre aux besoins de l'industrie du futur.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations de la Chimie Verte Academy s'adressent à **un large public :** grand public, élèves du primaire au lycée pour la sensibilisation, étudiants de niveau Bac à Bac +8 ainsi qu'aux salariés des entreprises pour la formation.

Ces formations visent à renforcer les compétences en chimie verte, avec un focus sur les formations de masters et la formation continue.

LE PROJET

La Chimie Verte Academy a pour ambition de structurer une offre de formation innovante en chimie verte à l'échelle nationale. Il repose sur la collaboration de cinq universités partenaires, avec des actions de mutualisation des dispositifs pédagogiques et la promotion des métiers de la chimie durable. Les parcours de master bénéficieront de nouvelles approches pédagogiques, telles que l'Approche Par Compétences (APC), des projets en entreprise et l'alternance, afin de mieux répondre aux besoins du marché.

Les étudiants auront accès à des équipements de pointe, modernisés dans le cadre du projet, notamment dans les plateformes de travaux pratiques. **De plus, une attention particulière sera portée à la formation continue, avec des modules adaptés aux salariés en reconversion ou en montée en compétences, et la création d'un catalogue de formations courtes et longues.** Les innovations pédagogiques incluent également l'utilisation d'outils numériques pour le suivi des compétences et la personnalisation des parcours.

Le projet intègre une dimension de sensibilisation du grand public et des jeunes, avec des kits pédagogiques, des expositions et des vidéos pour vulgariser la chimie verte et ses enjeux.



© DR - Chimie Verte Academy

LES IMPACTS ATTENDUS

En formation initiale, la Chimie Verte Academy proposera une mention de master en chimie verte à partir des cinq formations existantes qui seront modernisées, intégrant des équipements innovants et favorisant l'alternance et l'Approche Par Compétences (APC). En formation continue, la Chimie Verte Academy prévoit la création de plusieurs nouvelles formations d'ici 2030, incluant des modules certifiants et diplômants en formation continue tout au long de la vie, adaptées aux besoins des salariés et des entreprises.

Quantitativement, la Chimie Verte Academy ambitionne de former 800 étudiants de master en chimie verte à l'horizon 2030, avec un objectif de 40 % par alternance. Elle vise également la sensibilisation de plus de 25 000 personnes, dont 5 000 issues du grand public, 3 000 élèves du primaire au lycée et 2 000 entreprises. Enfin, 500 salariés bénéficieront de formations en reconversion ou montée en compétences, grâce à des parcours personnalisés.

Chimie Verte Academy

gregory.chatel@univ-smb.fr

Chimieverte-academy.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

COMREVA



© DR - COMREVA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Recyclabilité, recyclage et réincorporation de matériaux recyclés

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Agence Nationale pour la formation professionnelle des Adultes (AFPA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
FEDEREC - Fédération des entreprises du recyclage, Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Métallurgie et Plasturgie et Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Chimie Energie et Innovation Territoriale, Université du Mans (UMR ESO CNRS + UMR IMMM CNRS), OPCO2i, Conseil régional Hauts-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,20 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

L'ambition de COMREVA est d'accompagner et soutenir le développement du secteur du recyclage en répondant à ses forts besoins de ressources humaines et de compétences.

Pour répondre aux enjeux de recyclage des matériaux et de décarbonation de l'industrie, le projet va développer une offre de formation spécifique au secteur du recyclage en offrant des perspectives d'emploi et de reconversion aux salariés et aux demandeurs d'emploi.

Le projet vise à former 35 000 personnes sur 5 ans dans tous les métiers du recyclage en s'appuyant sur des plateformes de formation innovantes et des partenariats avec les acteurs du secteur.

L'Afpa, leader de la formation professionnelle, porte avec enthousiasme ce projet réunissant la branche professionnelle, FEDEREC, des acteurs académiques et d'excellence, l'Université du Mans et des Campus des métiers et des qualifications, l'opérateur de compétences de la branche, OPCO2i et une collectivité régionale à la pointe de la décarbonation, la Région Hauts-de-France.

L'économie décarbonée est notre seul chemin possible pour réduire notre empreinte et lutter contre le dérèglement climatique, COMREVA embarque tout un secteur sur cette voie, pour construire dès maintenant l'économie durable de demain.

LE PUBLIC VISÉ

L'offre de formation portée par COMREVA vise l'ensemble des métiers et compétences du secteur et cible autant les salariés en poste que les futurs collaborateurs des entreprises du recyclage. Le projet adresse tous ces publics, et pour les futurs collaborateurs, autant les demandeurs d'emploi, que les étudiants, les personnes en reconversion… désireux de contribuer à travers leur emploi à un impact positif en termes de développement durable.

LE PROJET

La conception et la mise en œuvre d'une offre de formation complète, adaptée aux besoins du secteur du recyclage sont l'axe central de COMREVA. Formations métiers certifiantes, modules qualifiants modulaires, formations professionnelles spécifiques pour construire des parcours de formation sectoriels, des mises à niveau de diplômes existants, et des passerelles avec l'université.

L'Afpa mobilise ses Villages des Solutions pour accompagner le déploiement des formations et réunir les acteurs des territoires.

L'innovation est clef avec l'intégration d'approches pédagogiques innovantes, la création de plateaux techniques de formation mobiles, de simulateurs de conduite d'engins spécifiques, d'outils de formation ancrès dans l'industrie du futur.

La promotion vise à sensibiliser et valoriser les métiers du recyclage. Cela se traduit par la création d'un parcours-type, une stratégie marketing visant à améliorer l'attractivité des métiers, avec une communication numérique et des campagnes digitales.

L'insertion et la fidélisation visent à proposer des parcours professionnels, notamment en initiant des Préparations Opérationnelles à l'Emploi Collectives (POEC) pour les demandeurs d'emploi, en favorisant l'intégration des jeunes dans la filière, et en accompagnant la reconversion des salariés via des actions de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et des Actions de Formation En Situation de Travail (AFEST).



© DR - COMREVA

LES IMPACTS ATTENDUS

De l'opérateur manuel de tri au master de rudologie, **le projet vise la formation de 35 000 personnes en cinq ans, des niveaux infra-Bac au doctorat.**

15 000 personnes, collégiens, lycéens, étudiants et demandeurs d'emploi, vont également avoir accès à des rencontres de sensibilisation mettant en avant la variété des compétences et des métiers, et l'impact positif d'un emploi au service de la transition écologique.

Les formations de type industrie vont être colorées au secteur du recyclage, ainsi que les certifications pour la conduite d'engins pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises du secteur.

Des ingénieries nouvelles vont être développées en intégrant davantage la polyvalence des compétences et l'introduction de la mécatronique dans les métiers, soutenues par la création de plateaux techniques mobiles en capacité de répondre aux principales compétences opérationnelles du secteur.

Afpa
olivier.dupuis@afpa.fr
afpa.fr

RETOUR SOMMAIRE

DÉVELOPPEMENT DE FORMATIONS INTÉGRANT LES PROCÉDÉS BIOTECHNOLOGIQUES DANS LES BIORAFFINERIES INTÉGRÉES VALORISANT LA BIOMASSE VÉGÉTALE (BIORAF)



© DR - BIORAF

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Produits biosourcés et biotechnologies industrielles, carburants durables

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Grenoble INP - UGA

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Grenoble INP - UGA, Clermont Auvergne INP, Fibre Excellence SAS, BIO VALO, AXELERA, VEGEPOLYS VALLEY, GIP FIPAG (CMQeChimie AURA)

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,67 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

La valorisation de la biomasse végétale en produits biosourcés et en biocarburants ou bioénergie se fait dans une **bioraffinerie** qui fractionne, purifie et valorise tous les composants de la biomasse végétale par des procédés durables. Les bioraffineries intègrent des procédés physiques, chimiques et/ou biologiques, ces derniers étant de plus en plus sollicités pour pallier les inconvénients des premiers.

Le développement des bioraffineries ne pourra se faire sans la mise au point de procédés de purification des fractions, ni une caractérisation complète des molécules biosourcées obtenues. Être capable de mesurer l'impact environnemental (ACV) de ces procédés est également très attendu par les étudiants et la société, dans un contexte d'économie circulaire.

Notre ambition est de proposer une formation de niveau Bac+5/+8 sur les procédés de bioraffinerie favorisant une approche holistique : les apprenants seront formés aux procédés de fractionnement et purification des bioressources végétales (bois et parties non alimentaires des plantes), aux techniques de caractérisation des molécules et produits biosourcés ainsi obtenus, et à la mesure de l'empreinte carbone de ces procédés.

LE PUBLIC VISÉ

4 écoles d'ingénieurs de la région AURA travailleront en synergie pour renforcer des enseignements existants et proposer une **nouvelle formation par apprentissage, aux niveaux Bac +5 (ingénieurs et masters), Bac +8 (docteurs), avec la possibilité de proposer de la VAE et des formations courtes pour les salariés.**

La formation de formateurs aux notions de base de la mesure de l'empreinte carbone sera proposée.

Des actions de communication et de sensibilisation vers les collégiens et les lycéens sont également prévues.

LE PROJET

Le projet BIORAF est organisé selon 5 axes.

- **Axe 1 :** Pilotage du projet.
- **Axe 2 :** Développement des compétences aux niveaux Bac +5 (ingénieur et master, statuts étudiants et apprentis) avec la création de modules communs pour renforcer les formations existantes de Grenoble INP-Pagora et de Grenoble INP-Génie Industriel et de Clermont Auvergne INP, sur les procédés de bioraffinerie, les biotechnologies et la mesure de l'empreinte environnementale**. Une formation par apprentissage sera créée dans le domaine de la récupération et valorisation des bioressources à Clermont Auvergne INP.**
- **Axe 3 :** Liens avec les entreprises et les territoires, avec l'intégration des besoins des entreprises dans la conception des nouveaux modules d'enseignement, et la participation des entreprises à la réalisation de la formation. **Des formations courtes à destination des entreprises seront montées.**
- **Axe 4 : Formation des docteurs et des formateurs. Plusieurs thèses seront réalisées en codirection entre des laboratoires de recherche des deux sites :** le LGP2 (Laboratoire de Génie des Procédés pour la Bioraffinerie, les Matériaux Bio-sourcés et l'Impression Fonctionnelle), le G-Scop, (Sciences pour la conception, l'optimisation et la production) et l'Institut Pascal de l'Université Clermont Auvergne (Axe Génie des Procédés, Énergétique et Biosystèmes, GePEB)**. Afin de généraliser les capacités à mesurer l'empreinte environnementale, les enseignants, non forcément spécialistes de cette question, seront formés afin qu'ils puissent l'intégrer dans leurs enseignements.**
- **Axe 5 :** Attractivité et diffusion des résultats. **Sensibilisation des publics scolaire à lycéen et post-Bac aux métiers en lien avec la valorisation de la biomasse végétale et les bioraffineries.**



© DR - BIORAF

LES IMPACTS ATTENDUS

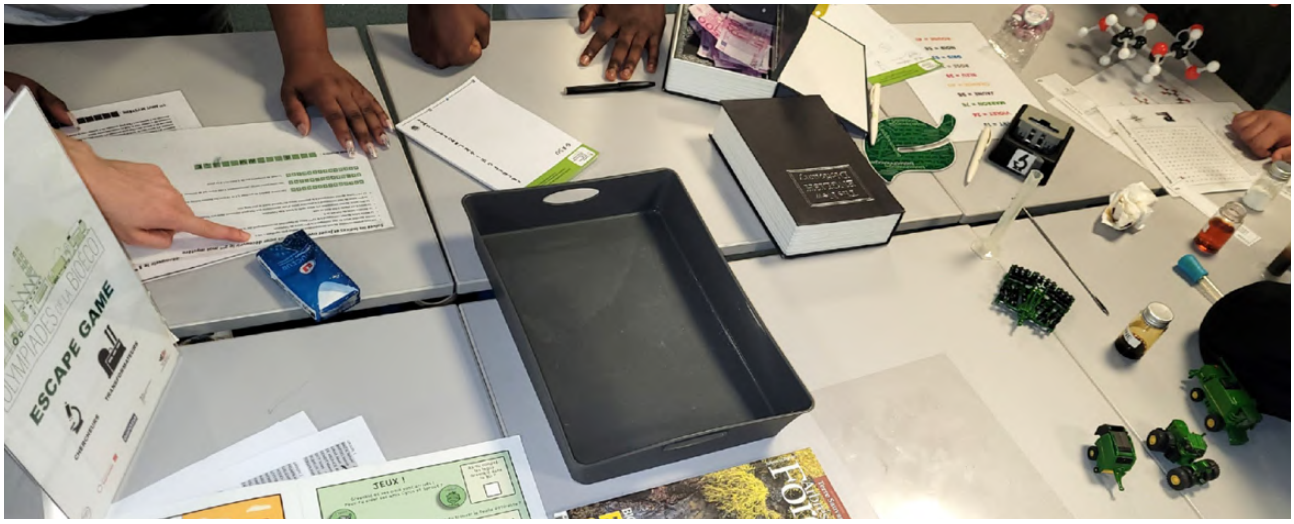
- **1 formation en FI créée au niveau ingénieur par apprentissage** (FISA) à Clermont Auvergne INP ;
- **5 formations transformées en FI, dont 4 au niveau ingénieur** (Grenoble INP-Pagora (FISE et FISA), Grenoble INP-GI (FISE et FISA), Clermont Auvergne INP (Polytech et Sigma, en FISE) et 1 au niveau master international (Grenoble INP-Pagora) ;
- **Formation de docteurs** (Bac +8) ;
- **Formation continue (FC) :** formations courtes pour les salariés d'entreprises, VAE, formation de formateurs ;
- **Nombre de personnes sensibilisées d'ici 2030 :** 1600 en FI ;
- **Nombre de personnes formées d'ici 2030 :** 900 en FI, 30 en FC.

Christine.Chirat@pagora.grenoble-inp.fr

grenoble-inp.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FORMATIONS INNOVANTES EN BIO TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES (FIBI)



© DR - FIBI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Produits biosourcés et biotechnologies industrielles, carburants durables

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
CMQ d'Excellence Bioeco Academy, Université de Reims Champagne Ardenne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Pour le supérieur : Université de Reims Champagne Ardenne, Université de Lorraine, AgroParisTech, CentraleSupelec

Pour le scolaire : Lycée Jean Rostand (Strasbourg), Lycée Brière (Reims), Lycée Les Lombards (Troyes), Lycée Verlaine (Rethel)

Pour le monde professionnel : GRDF

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,5 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,8 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est

L'AMBITION

Le développement des produits biosourcés via les biotechnologies industrielles permet de concilier développement économique et considérations environnementales et génère inévitablement de nouveaux besoins en matière de formation.

Le CMQ d'Excellence Bioeco Academy a établi un diagnostic très précis des emplois, métiers et compétences stratégiques des biotechnologies industrielles ainsi qu'un bilan de l'adéquation entre ces derniers et l'offre actuelle de formations en région Grand Est (diagnostic CMA MéFoBio, 2023).

Sur la base de ces constats, le CMQ d'Excellence Bioeco Academy et ses partenaires portent le projet FIBI « Formations Innovantes en Biotechnologies Industrielles » dont l'objectif est que les entreprises des biotechnologies industrielles du Grand Est disposent d'une part de tous les métiers inhérents aux évolutions à venir, et d'autre part des compétences nécessaires en quantité et qualité dans tous ces métiers.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux apprenants du niveau infra-Bac au Bac +8 en formations initiales et continues (élèves, étudiants, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, salariés).

Les nouvelles formations et les colorations débuteront progressivement à compter de septembre 2025. Les actions de sensibilisation seront déployées sur tout le territoire du Grand Est à destination de tous les publics.

LE PROJET

Ce projet est organisé en différentes actions :

1. **Excellence professionnelle et technologique :** adaptation de 28 formations existantes : coloration industrielle des formations en biotechnologie et modernisation des équipements et innovations pédagogiques.
2. **Excellence académique :** création d'un parcours de Master 2, création d'un diplôme universitaire, réalisation d'une thèse et modernisation des équipements et innovations pédagogiques de 33 formations académiques du supérieur existantes.
3. **Accompagnement des parcours :** création d'un catalogue d'une vingtaine de formations continues à destination des salariés et des enseignants du secondaire et développement d'expériences pédagogiques innovantes via une offre de formations in situ au cœur de la bioraffinerie pour l'ensemble des publics d'apprenants.
4. **Attractivité :** création d'un kit de cours pour faire découvrir les biotechnologies industrielles, organisation d'un hackathon en bioéconomie, coordination et/ou animation d'évènements d'envergure régionale (mois de la bioéconomie en Grand Est, semaines thématiques nationales et forums régionaux, évènements de la bioéconomie attractive).



© DR - FIBI

LES IMPACTS ATTENDUS

FIBI coordonne la création de 3 formations académiques, la coloration de 25 formations professionnelles et technologiques et de 31 formations académiques existantes, la création de formations continues à destination des salariés et des enseignants du secondaire, la création d'outil pédagogique de découverte du domaine et la participation, la coordination et/ou l'animation d'évènements d'envergure régionale.

Au total, plus de 22 000 personnes seront formées d'ici 2030.

nathalie.gaveau@univ-reims.fr
www.univ-reims.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS DE DEMAIN POUR LES MÉTIERS DU BTP EN GUADELOUPE (TRAVAYPOUDÈMENBTP)



© DR - TravaypouDèmenBTP

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :

Produits biosourcés et biotechnologies industrielles, carburants durables

Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Association de Gestion du Conservatoire National des Arts et Métiers en Guadeloupe (CNAM Guadeloupe)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Rectorat de l'Académie de la Guadeloupe, Lycée polyvalent Raoul Georges NICOLO, Lycée professionnel Gerty Archimède, Lycée des métiers, de l'habitat, du bâtiment Bertène Juminer, Lycée général et technologique Robert Weinum, Université des Antilles, GRETA-CFA de la Guadeloupe, Préfecture de Guadeloupe, DEETS, France Travail, Conseil régional de la Guadeloupe, Opérateur de compétences de la construction (CONSTRUCTYS OPCO), Fédération Régionale du BTP de la Guadeloupe, Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), Synergiles

COÛT TOTAL DU PROJET :

5,06 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Guadeloupe et Saint Martin

L'AMBITION

Début 2024, la Cellule Économique Régionale de la Construction Guadeloupe et l'Observatoire des métiers du BTP sur l'activité, l'emploi et la formation ont établi un diagnostic qui a révélé l'ampleur de la formation continue pour rester compétitif et s'adapter aux évolutions du secteur.

Faisant écho à ce diagnostic et à la tenue du salon du BTP, du développement durable, de la formation et de l'emploi organisé par la FRBTP Guadeloupe en février 2024, le projet TravaypouDèmenBTP a pour objectif principal de faire évoluer les formations « aux métiers de demain » au regard des évolutions technologiques et énergétiques.

Porté par le CNAM Guadeloupe et un consortium d'acteurs publics et privés de l'archipel, il permet de répondre à un besoin en formation des acteurs du BTP, sur des métiers en tension liés à l'efficacité et à la transition énergétique, la décarbonation, l'amélioration du bâti et la modernisation des matériaux de construction.

TravaypouDèmenBTP répond à deux défis auxquels doit faire face la Guadeloupe :

- Le changement climatique qui oblige à réétudier les modes de construction des générations précédentes (la case créole bioclimatique…) ;
- Le vieillissement du bâti individuel et collectif du parc immobilier datant principalement des années 70 et qui doit être réhabilité et mis aux normes.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics concernés sont :

- Élèves de 3e pour le CAP Constructeur de réseaux de canalisation de TP et le Bac Pro TP ;
- Élèves des Bac Pro CIEL et MELEC pour la FCIL ;
- Titulaires d'un Bac +2 BTP, génie civil, hydrologie, géologie, écologie pour le diplôme d'ingénieur ;

- Étudiants en L2 ou BTS Bâtiment pour la licence Pro, puis pour le DU ;
- Demandeurs d'emploi, apprentis et salariés pour le TP CETEEB et la formation professionnalisante Réhabilitation et Enveloppe du Bâtiment.

LE PROJET

TravaypouDèmenBTP s'inscrira dans le cadre de l'objectif 3 de l'AMI CMA « Décarboner notre industrie ».

Pour se faire, TravaypouDèmenBTP se déploiera en 5 work-packages :

- **Work-Package 1 :** Formation initiale avec une possibilité d'apprentissage et/ou d'alternance ;
  - **Sous-WP 1.1 :** Création d'un CAP Constructeur de réseaux de canalisation de travaux publics et d'un Bac pro Travaux Publics ;
  - **Sous-WP 1.2 :** Support de formation pour les apprenants au travers de la Tiny House Tropicale Cette action utilisera une modalité pédagogique innovante au travers d'un chantier-école interne au lycée B. Juminer ;
  - **Sous-WP 1.3 :** Création d'une FCIL « Télépilote dans le secteur du BTP » ;
  - **Sous-WP 1.4 :** Création d'un parcours efficacité énergétique des bâtiments en climat tropical humide au sein de la Licence Professionnelle ;
  - **Sous-WP 1.5 :** Création d'un Diplôme Universitaire Matériaux durables dans le BTP ;
  - **Sous-WP 1.6 :** Création d'un diplôme d'ingénieur en Génie civil - Aménagement & Environnement ;
- **Work-Package 2 :** Formation continue des demandeurs d'emploi, des apprentis et des salariés
  - **Sous-WP 2.1 :** Formation au Titre professionnel CETEEB ;
  - **Sous-WP 2.2 :** Formation professionnalisante Réhabilitation et Enveloppe du Bâtiment ;
- **Work-package 3 :** Instrumentation des plateaux technologiques & formation des formateurs ;
- **Work-Package 4 :** Divulgation technologique et valorisation des métiers dans le domaine du développement durable ;
  - **Sous-WP 4.1 :** Sensibilisation auprès des collégiens, lycéens et entrepreneurs au sein des Fab'labs avec un apprentissage par la pratique ;
  - **Sous-WP 4.2 :** La journée du développement durable lors de la Semaine des métiers du BTP;
  - **Sous-WP 4.3 :** Informer les acteurs du territoire afin d'améliorer leurs pratiques professionnelles sur les questions liées à l'aménagement urbain durable ;
  - **Sous-WP 4.4 :** Favoriser la mise en relation entre les acteurs de la Guadeloupe et la coopération avec



© DR - TravaypouDèmenBTP

des experts de notre environnement caribéen, national et international grâce au réseau d'urbanisme durable de Guadeloupe (RUDG) ;

- **Work-package 5 :** Pilotage et communication

LES IMPACTS ATTENDUS

Sur la base des effectifs moyens par actions proposées dans la description des work-packages ci-dessus, nous estimons que le projet TravaypouDèmenBTP permettra de former et de sensibiliser directement 5 440 personnes au total au bout des 5 ans de la période de financement. Au-delà de cette période, il est attendu que près de 1 150 personnes par an soient directement formées et sensibilisées.

Public visé et volumétrie attendue :

- **CAP Constructeur de réseaux de canalisation de travaux publics** : 192 élèves formés en formation initiale et en apprentissage.
- **Bac pro Travaux Publics :** 216 élèves formés en formation initiale et en apprentissage.
- **FCIL « Télépilote dans le secteur du BTP » :** 48 élèves formés en formation initiale au cours du projet.
- **Licence Professionnelle Métiers de l'énergétique, de l'environnement et du génie climatique :** 85 étudiants formés en formation initiale et en apprentissage.
- **Diplôme Universitaire Matériaux durables dans le BTP :** 75 étudiants formés en formation initiale.
- **Diplôme d'ingénieur en Génie civil :** 144 personnes formées en formations initiale et continue.
- **TP CETEEB :** 60 stagiaires formés en formation continue.
- **Formation professionnalisante Réhabilitation et Enveloppe du Bâtiment :** 24 stagiaires formés en formation continue.
- **Certificats de qualification professionnelle sur le plateau BEPOSDOM :** 100 stagiaires formés en formation continue.
- **Actions de sensibilisation/attraction :** 4 500 personnes touchées par l'action.

le cnam Guadeloupe
GUA_comptaguadeloupe@Lecnam.net
cnam-guadeloupe.fr

RETOUR SOMMAIRE

AMÀRÉNO



© DR - amàRéno

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Atelier matières à construire (amàco)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENSA Grenoble, INSA Lyon, ENSA Lyon, Les Grands Ateliers Innovation Architecture (GAIA), ASDER, CMQ Transfrontalier Construction Durable et Innovante, QUARTUS, Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA)

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,50 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,07 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet amàRéno a pour ambition de développer massivement les compétences en réhabilitation bio-géo-sourcée afin de répondre aux enjeux de formation pour rénover les 4,8 millions de passoires thermiques en France, tout en prenant en compte les spécificités de l'existant, du bâti d'après-guerre, tout comme du bâti ancien.

En effet, les offres de formations intégrant la réhabilitation bio- et géo-sourcée sont encore peu nombreuses. À travers l'actualisation des cursus de formation initiale supérieure et professionnelle et la création de formations continues, le projet amàRéno souhaite faire évoluer les métiers de la construction, de la conception à la mise en œuvre, afin de répondre aux besoins du secteur.

Chantiers-écoles, pédagogies hybrides et innovantes, décloisonnement des métiers, formation de formateurs sont au cœur du projet. Pour cela, le projet s'appuie sur un consortium de neuf établissements et organisations, aux écosystèmes complémentaires.

Il s'agit en premier lieu d'accompagner les enseignants et formateurs en leur proposant des méthodes et des outils pédagogiques dédiés.

À travers la formation de formateurs, amàRéno a pour objectif de former massivement les professionnels actuels et futurs du bâtiment, en rendant visibles et attractifs les métiers de ce secteur en tension, tout en accompagnant le développement des filières bio-géo-sourcées.

LE PUBLIC VISÉ

De la conception à la mise en œuvre, le projet amàRéno souhaite former les professionnels actuels et futurs de la construction à la réhabilitation bio-géo-sourcée. Techniciens du bâtiment, architectes, ingénieurs, artisans, bureaux d'études, entreprises de construction, tous les corps de métiers sont visés pour développer les compétences de chacun, à partir des ressources du territoire, à apporter des solutions de réhabilitation et de rénovation adaptées au type de bâti existant.

LE PROJET

Le projet prévoit en premier lieu de mutualiser les contenus pédagogiques du consortium (matériaux bio-géo-sourcés, rénovation énergétique, réhabilitation du bâti ancien), puis de créer des contenus complémentaires grâce à des experts spécialistes de la thématique et de la pédagogie.

Ensuite la formation de formateurs, au cœur des actions du projet, visera la montée en compétences du corps enseignant de l'enseignement supérieur (universités, écoles d'architecture, écoles d'ingénieurs, BTS, IUT, etc.), des formateurs de la formation initiale professionnelle (lycées professionnels, CFA, centres de formation et d'insertion, etc.) ainsi que des médiateurs scientifiques et culturels (grand public et scolaires).

Partant de la région Auvergne-Rhône-Alpes, **le projet vise la diffusion et l'essaimage des parcours pédagogiques développés au niveau national.** Pour cela, le projet visera l'insertion dans les cursus existants et s'appuiera sur la certification de nouvelles formations continues, structurant l'offre de formation.

L'adaptabilité des contenus et méthodes (modalités pédagogiques et publiques cibles) sera un véritable levier pour l'effet structurant du projet dans les établissements partenaires et au-delà.



© DR - amàRéno

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif du projet est de former 500 enseignants·e·s et formateur·rice·s, cible prioritaire pour atteindre l'objectif de diffusion et massification des compétences.

Cela permettra de toucher 150 000 apprenants·e·s à l'horizon 2030, par l'expérimentation des nouveaux modules de formation, l'insertion des modules dans les cursus existants, ou la certification de parcours.

60 % des actions du projet concernent les formations diplômantes de l'enseignement supérieur, en priorité sur les cursus existants du consortium et par essaimage et diffusion aux autres établissements de l'enseignement supérieur (écoles d'architecture et d'ingénieurs notamment).

10 % des actions portent sur les formations diplômantes initiales et professionnelles du 2nd degré. Plus précisément les formations ciblées sont les Bac professionnels ou technologiques spécialisés dans le secteur du bâtiment et les BTS, celles dispensées dans les CFA, chez les Compagnons du Devoir (CAP et BP), etc.

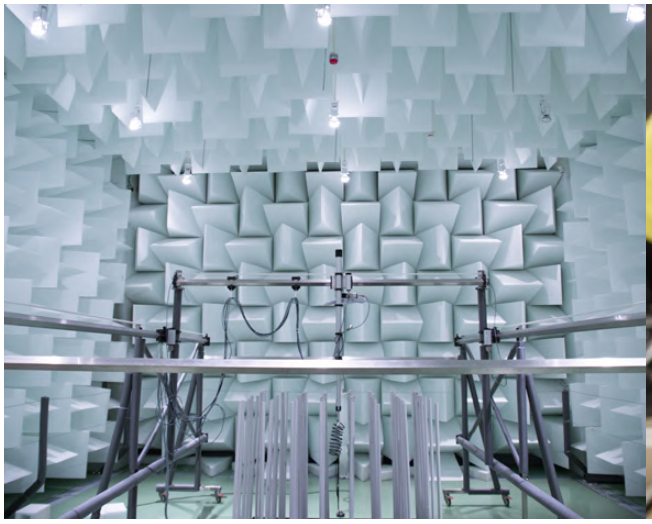
20 % des actions concernent la formation continue : formations des OF (réseaux fédération éco-construire, REFC'A), certification des formations existantes et conception de nouvelles formations certifiantes.

10 % des actions concernent la diffusion au grand public sous forme de MOOCs ou d'action de sensibilisation et de médiation scientifique et culturelle.

amàRéno
RÉNOVER EN MATÉRIAUX BIO-GÉO-SOURCÉS
contact@amaco.org
amaco.org

RETOUR SOMMAIRE

AVID





© DR - AVID

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable
et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Gustave Eiffel (UGE)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Gustave Eiffel, France Villes et territoires Durables, CFA Descartes, Efficacity

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,15 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le but d'AVID (Apprendre pour des Villes Durables) est d'intégrer les enjeux du développement durable dans toutes les formations de 1er cycle de l'Université Gustave Eiffel (UGE), en s'appuyant notamment sur les derniers résultats de la recherche réalisée à l'Université Gustave Eiffel, les partenariats nombreux, et les possibilités offertes par les nombreux équipements expérimentaux sur les différents campus.

Il s'agit également sur ces sujets de sensibiliser à l'importance des approches pluridisciplinaires et/ou à la pluriprofessionnalité dans les cultures de travail.

AVID permettra ainsi la production de ressources pédagogiques variées, et le développement d'une pédagogie expérientielle, basée sur des visites, des interventions de professionnels, et l'expérimentation.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé dans ce projet concerne **tous les étudiants en premier cycle universitaire** (Licences générales et professionnelles, Bachelor Universitaire de Technologie, les premières années des cycles ingénieur et architecte) .

LE PROJET

Adapter l'offre de formation existante sur Les actions principales du projet AVID sera de :

1. **Créer de nouvelles ressources pédagogiques** variées, originales et adaptées sur la ville durable en lien avec les derniers résultats obtenus dans les 23 composantes recherche de l'Université Gustave Eiffel et les possibilités permises par les équipements expérimentaux.
2. **Constituer une CVthèque partagée** des intervenants académiques et professionnels qui interviendront tout au long du projet.
3. **Organiser des visites ciblées sur le terrain** pour les étudiants sur les différents campus de notre université (implantée sur 5 régions différentes).
4. **Partager ces nouvelles expériences pédagogiques** et didactiques au sein de l'Université Gustave Eiffel via l'organisation de séminaires, puis discuter et communiquer sur toutes les retombées de ce projet.



© DR - AVID

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet va permettre de faire évoluer les parcours déjà présents à l'Université Gustave Eiffel en lien avec les villes et les territoires mais aussi d'introduire dans les parcours de formation initiale plus disciplinaires des éléments de sensibilisation aux enjeux de la ville durable.

À terme, au moins **18 formations (initiales) de premier cycle universitaire seront concernées par ce dispositif avec un total d'environ 8 300 étudiants formés ou sensibilisés à l'horizon 2028.**

AVID
Apprendre
pour des villes durables

avid@univ-eiffel.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CRÉER, INNOVER POUR HYBRIDER DANS LES MÉTIERS DU BÂTIMENT



© DR - Créer, innover pour hybrider dans les métiers du Bâtiment

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AOCDTF, Bâtiment CFA Normandie, Bâtiment CFA Bourgogne Franche Comté, Bâtiment CFA Provence-Alpes-Côte d'Azur, BTP CFA Occitanie, BTP CFA Nouvelle-Aquitaine, BTP CFA Picardie, BTP CFA Grand Est, BTP CFA Avergne Rhône Alpes, BTP CFA Poitou Charentes, Institut Français de Formation en Énergétique, Réseau DUCRETET, , MFR St Gilles Croix de Vie, MFR Le Village, MFR Le Clos des Baz, GIP CAFOC FTLV Bourgogne, CMAR Provence-Alpes-Côte d'Azur, CMAR Occitanie,

COÛT TOTAL DU PROJET :
14,89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
10,42 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Normandie, Picardie, Grand Est, Bourgogne-Franche Comté, Auvergne-Rhône Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Poitou Charentes, Picardie et Île-de-France

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le Projet porté par le CCCA-BTP aura pour principaux enjeux de :

- **Permettre à chaque acteur du projet de favoriser au sein de leur établissement l'hybridation de parcours** facilitant ainsi l'accueil de public apprenant divers ;
- **Sensibiliser les acteurs** du projet de l'importance de l'interopérabilité dans les métiers de la construction ;
- **Acculturer les équipes pédagogiques au développement d'outils collaboratifs numériques** en facilitant l'interaction entre formateurs et apprenants ;
- Permettre aux acteurs du projet de **bénéficier de la mutualisation de ressources pédagogiques immersives.**

Les objectifs opérationnels de ce projet, cités ci-dessous, seront les mêmes pour tous les acteurs, seuls les choix didactiques, métiers et pédagogiques seront différents et ceci au regard des expertises de chaque OF.A :

- **Concevoir de manière collaborative des parcours hybridés** intégrant diverses modalités pédagogiques et notamment des ressources immersives ;
- Favoriser au sein de ces parcours **des activités permettant la réflexion autour de l'interopérabilité des métiers de la construction ;**
- **Participer à la conception de ressources pédagogiques immersives** (Réalité virtuelle, Simulateurs, ...) puis les mettre en œuvre auprès d'apprenants ;
- **Faire monter en compétences les équipes pédagogiques** des OFA participants sur tous les sujets du projet ;
- **Équiper les OFA** qui participent au groupement.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé est essentiellement apprenant sous contrat d'apprentissage, en formation initiale.

Il s'agit de jeunes de moins de 30 ans positionnés sur des formations diplômantes au sein des métiers du bâtiment.

Ces formations sont pour grande partie de niveau 3 (infra-Bac), de niveau 4 (Bac) et de niveau 5 (BTS)

LE PROJET

Le projet porté par le CCCA-BTP va regrouper 60 sites répartis dans 18 OF-A.

Ils partageront la même finalité de rendre opérationnelle la mise en place de parcours hybridés auprès d'apprenants se formant aux métiers du bâtiment et permettre la montée en compétences des équipes pédagogiques.

Ce projet et l'ensemble des 10 actions qui le compose seront menés sur 3 ans et en plusieurs étapes.

1. Pilotage, gestion financière et administrative du projet.
2. Repenser les espaces de formation.
3. Recherches sur l'impact des modalités immersives (sciences cognitives).
4. Organisation de séminaires pour le groupement.
5. Modularisation de certification.
6. Conception de parcours et de modules en e-learning.
7. Production de maquettes numériques (achat de logiciels).
8. Production de modules en réalité virtuelle ou réalité augmentée (achat de casques VR et/ou matériel numérique).
9. Production de simulateurs 3D (achat de simulateurs et/ou de matériel numérique).
10. Production de serious game et/ou d'escape game (achat de casques VR et/ou matériel numérique).



© DR - Créer, innover pour hybrider dans les métiers du Bâtiment

LES IMPACTS ATTENDUS

Les impacts attendus sur ce projet sont essentiellement portés sur :

- Des formations modernisées en formation initiale (CAP, Bac Pro, BP, BTS et titres pros), environ 31 à l'horizon 2026 ;
- Le nombre de personnes sensibilisées, environ 8 000 apprenants à l'horizon 2026 ;
- Le nombre de personnes formées, environ 80 000 apprenants à l'horizon 2030.

CCCA-BTP
sebastien.duchene@ccca-btp.fr
ccca-btp.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉCO CONSTRUCTION ET NUMÉRIQUE (ECN)



© DR - ECN

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
CMQ transition numérique et écologique dans la construction - UPEC

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CMQ TNEC, UEPC, AFPA, VINCI Construction, GIP FCIP académie de Créteil, ESTP, ESITC, CYCLE TERRE, BTP CFA IDF, FFB IDF Est

COÛT TOTAL DU PROJET :
17,24 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
12,07 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet s'articule autour de deux thématiques fortement corrélées : la transition énergétique et environnementale et la transition numérique; ce qui entraîne le développement de nouveaux produits, systèmes et procédés.

Les mutations liées à la transition énergétique et environnementale ont un impact fort sur les métiers du bâtiment tant au niveau de l'encadrement (ex : optimisation des opérations sur chantier, nouvelles méthodes de construction…), de la conception (ex : anticipation des impacts environnementaux des choix effectués, nouvelles méthodes de construction), ou encore de l'exécution (ex : connaissance et capacité à utiliser les nouveaux matériaux, renforcement des compétences socles dans la rénovation, connaissances techniques de nouveaux produits et équipements contribuant à la performance énergétique d'un bâtiment…).

Les attentes en matière de dispositifs de formation positionnés sur les enjeux de performance globale et de transition numérique mettent en lumière deux problématiques majeures : d'une part, l'importance d'intégrer dans l'offre existante de nouvelles compétences répondant à ces enjeux et, d'autre part, la nécessité de professionnaliser les futurs et actuels acteurs du secteur pour une meilleure maîtrise des interactions entre les briques constitutives d'une construction durable.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics qui sont visés dans ce projet sont les suivants :

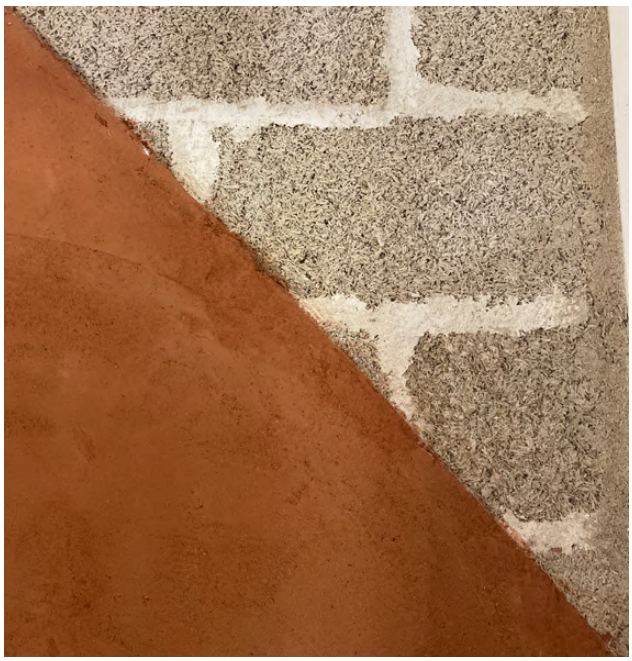
- Collégiens ;
- Lycéens ;
- Apprentis ;
- Étudiants ;
- Enseignants et formateurs ;
- Demandeurs d'emploi ;
- Salariés.

Le projet s'adresse à tous les niveaux du CAP au doctorat en formation initiale (15 %) et continue (85 %). Les premières formations se sont déroulées en 2023 mais La grande majorité est prévue entre 2025 et 2027.

LE PROJET

Les différentes actions du programme sont structurées de la façon suivante :

- **Action 1 :** Ingénierie de formation, pédagogique, de parcours et d'accompagnement.
- **Action 2 :** Formation de formateurs.
- **Action 3 :** Actions de recherche (thèses de doctorat).
- **Action 4 :** Fonctions supports (actions d'animation, de communication et d'évènementiels…).
- **Action 5 :** Acquisition de matériel innovant (casques VR, ordinateurs, espaces de réalité virtuelle…).
- **Action 6 :** Productions de capsules immersives VR.
- **Action 7 :** Productions immersives 360.
- **Action 8 :** Création d'un environnement immersif d'apprentissage collectif.
- **Action 9 :** Mesure de l'impact.
- **Action 10 :** Déploiement des formations.



© DR - ECN

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet a l'ambition d'impacter 35 000 personnes sur les 5 ans, mai 2022 à mai 2027.

Nombre d'apprenants formés par ce projet via un diplôme : 1 000 ;

Nombre d'apprenants formés par ce projet via une certification : 20 000 ;

Nombre d'apprenants en Formation Continue : 10 000 ;

Nombre d'apprenants sensibilisés : 4 800.

À titre d'exemple les formations qui seront créées et/ou développées :

- 30 titres professionnels modifiés ;
- Des formations continues comme le CAP Maçon en 1 an sera coloré (matériaux biosourcés) ;
- Des formations initiales comme le Bac Pro gros œuvre sera coloré (matériaux biosourcés) ;
- Création d'un master et d'un mastère ;
- Création de modules et de plusieurs parcours ;
- Des actions d'animation et d'attractivité des métiers.

UPEC
UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL VAL DE MARNE
Connaissance - Action

campus-eco-construction@u-pec.fr
campus-metiers-construction-idf.fr

RETOUR SOMMAIRE

ECOUBAT



© DR - ECOUBAT

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP de la Réunion

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université, CMAR, Région Réunion, Académie Réunion, MEDEF Réunion, FRBTP, CAPEB, CMQ, DRAFPIC

COÛT TOTAL DU PROJET :
13,90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,73 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Réunion

L'AMBITION

Les enjeux du territoire peuvent se résumer à la figure suivante, où l'on doit résoudre une problématique d'aménagement à plusieurs variables, tel que la construction en milieu tropical et insulaire avec les contraintes d'un relief escarpé et des vents cycloniques.

Les aménagements devront se faire dans le respect de la préservation de la biodiversité, les ressources en eau et les espaces agricoles.

Pour y parvenir nous devrons assurer notre souveraineté énergétique et tenir compte des habitudes culturelles. Les échanges menés avec les différents acteurs sociaux économiques de l'île (les branches professionnelles, les chambres consulaires, les entreprises, les collectivités et les organismes de formation) ont orienté notre action autour des thématiques ci-après **afin d'apporter des solutions aux défis auxquelles La Réunion devra faire face.**

1. L'efficacité énergétique.
2. Les matériaux et les procédés innovants.
3. La gestion durable de l'eau.
4. La protection du cadre de vie et la préservation de la biodiversité.
5. La résistance aux conditions géoclimatiques.
6. La digitalisation et l'impact des nouvelles technologies.

LE PUBLIC VISÉ

Les apprenants, les demandeurs d'emploi. Les principaux niveaux de formations visés sont : infra-Bac, Bac, Bac +2/3, Bac +5 en sensibilisation Formations relatives aux thématiques suivantes : L'efficacité énergétique, construction et procédés innovants, protection du cadre de vie, digitalisation, impact du numérique et des nouvelles technologies.

LE PROJET

Le projet ECOUBAT (ECole Ouverte Ultramarine du BAti Tropical) est un projet porté par l'Académie de La Réunion avec le soutien du Campus des Métiers et des Qualifications Génie Civil et Éco Construction en Milieu Tropical.

Il a pour objectifs d'anticiper et de contribuer à satisfaire les besoins en emplois ou en compétences et que ceux-ci soient reconnus par des titres, des certifications ou des diplômes.

Il doit pour cela accélérer la mise en œuvre des formations préparant à ces métiers d'avenir, qu'il s'agisse de formations initiales ou continues, et quel que soit le statut des bénéficiaires (apprenti, lycéen, étudiant, salarié, demandeur d'emploi, indépendant, libéral ou entrepreneur).

Le projet doit également repenser les dispositifs d'information et d'attractivité des métiers concernés.

Afin de proposer une chaîne de valeur la plus complète possible, notre projet reposera sur 3 piliers :

- La formation ;
- La recherche et le développement ;
- La valorisation de la promotion filière.



© DR - ECOUBAT

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre de formés visé au 31/12/2030 :

- Nombre d'apprenants formés par ce projet via un diplôme de niveau : 75 Bac +1/2 et 94 Bac +3 ;
- Nombre d'apprenants formés par ce projet via une certification de niveau 295 infra-Bac/Bac et 235 Bac +1/2 ;
- Nombre d'apprenants en formation continue (que ce soit dans un diplôme ou une certification) de niveau 550 Bac +1/2.

RÉGION ACADÉMIQUE
LA RÉUNION
Liberté
Égalité
Fraternité

ecoubat@ftlvreunion.fr
ftlvreunion.fr

RETOUR SOMMAIRE

FARE



© DR - FARE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Asder

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Asder, INES - Institut National de l'Énergie Solaire, La Solive, AFPA de Chambéry, GRETA de Grenoble, CMQ Construction Durable, Les déviations, Pôle Emploi AuRA – Direction Régionale, Cluster éco batiment, CAPEB région AuRA et CAPEB Savoie, Agence Qualité Construction

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,68 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,24 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Île-de-France

L'AMBITION

Le respect des engagements pour lutter contre le changement climatique, réaffirmé dans la loi Energie Climat de 2019, suppose que la France atteigne la neutralité carbone en 2050. **Le secteur du bâtiment est un levier crucial pour réussir la transition énergétique** car au-delà d'être émetteur de 19 % des gaz à effet de serre, il est le secteur économique le plus consommateur d'énergie en France, avec 40 % de la consommation énergétique nationale.

L'ADEME évalue à 150 000 le nombre d'emplois à pourvoir dès aujourd'hui dans la rénovation énergétique. En février 2021, l'Observatoire des métiers du BTP a publié une étude sur les besoins en recrutement du secteur, qui confirme une fois de plus le manque de compétences actuellement disponibles.

La note jointe à l'appel à projet « compétences et métiers d'avenir » portant sur les « Solutions pour la ville durable et les bâtiments innovants » souligne :

- Le besoin du secteur de la rénovation énergétique de se développer massivement et le manque de main-d'œuvre dans ce secteur ;
- L'importance de promouvoir et rendre attractives les formations à destination des métiers d'artisans du secteur bâtiment ;
- La nécessité d'actions d'envergure, aussi bien concernant l'attractivité du secteur que les formations initiales et continues pour alimenter la filière dans les années à venir et répondre à la demande des entreprises en salariés qualifiés.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi, les personnes en transition professionnelle, les jeunes en formation initiale (apprentissage ou éducation nationale).

Les niveaux concernés sont de l'infra-Bac au Bac +5.

LE PROJET

Le projet consiste en la création de nouveaux parcours certifiants du niveau infra-Bac à Bac +5 et en l'adaptation de parcours existants sur des métiers en tension. Elle concerne toute la chaîne de valeur du bâtiment, des métiers amont (étude, conseil, accompagnement), aux métiers de chantier (rénovation de l'enveloppe et des systèmes énergétiques) et aux métiers aval (entretien-maintenance). Cette offre de formation accorde une place importante à la décarbonation du bâtiment par l'adoption d'une approche globale et performante de la rénovation, l'utilisation des matériaux à faible impact carbone, de systèmes de chauffage décarbonés et de production d'électricité renouvelable.

Le projet comprend un deuxième axe de travail portant sur la mutualisation et le développement d'outils de formation avec de nouveaux contenus innovants sur le plan pédagogique.

Enfin, le 3e volet du projet porte sur la communication et l'attractivité des métiers. L'ambition est d'attirer de nouvelles vocations vers les métiers du bâtiment, aussi bien les jeunes que les demandeurs d'emploi ou les personnes en reconversion, désirant être acteurs du changement et exercer un métier qui a du sens.

Il s'agit de faire connaître et valoriser les métiers, de sensibiliser et mobiliser les publics les moins qualifiés ou les plus éloignés de l'emploi par des moyens de communication innovants et ludiques.

LES IMPACTS ATTENDUS

Au cours des 4 ans du projet :

- 9 nouvelles formations continues certifiantes seront créées (dépôt de certifications au RNCP, création de parcours pédagogiques…) ;
- Plus de 200 formations seront enrichies grâce aux ressources pédagogiques développées ;



© DR - FARE

- Près de 100 000 personnes sensibilisées ;
- Plus de 35 000 personnes formées en formation initiale ;
- Plus de 14 500 personnes formées en formation continue ;
- Près de 400 formateurs formés.

Afin de couvrir les besoins en emploi et en compétences, ces formations seront essaimées au niveau national en proposant un accompagnement des partenaires à l'implémentation de ces formations.

Digitalisation des formations optimisée, notamment en fonction des publics, avec le développement de ressources pédagogiques innovantes, principalement digitales.

Rédaction d'un livre blanc décrivant un modèle de plateau technique réplicable permettant d'apprendre les gestes techniques, sur une surface contrainte (200 à 250 m²) permettant un déploiement à proximité des centres urbains.

Amélioration de l'attractivité des métiers de la rénovation et la visibilité de ces parcours de formation avec :

- La création d'une « marque d'attractivité-métiers » autour des métiers de la rénovation énergétique ;
- L'édition de livres de témoignages de parcours de vie professionnelle.

À l'horizon 2030 :

- Plus de 150 000 personnes seront formées ;
- Près de 600 000 personnes seront sensibilisées.

Asder
caroline.barlerin@asder.asso.fr
asder.asso.fr

RETOUR SOMMAIRE

FORMATION BÂTISSEURS DE CONSTRUCTIONS D'AVENIR EXCELLENCE (FBCA EXCELLENCE)



© DR - FBCA Excellence

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUES :

Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus des métiers et des qualifications Excellence ; Bâtisseurs de constructions d'avenir ; Établissement support : EPLE Lycée Livet

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

ENEDIS ; BOUYGUES BÂTIMENT GRAND OUEST ; Région Académique ; Pôles et INSPE/ Nantes Université ; Centrale Nantes/Nantes Université ; ensa Nantes/Nantes Université ; Université d'Angers/Polytech ; GRETA-CFA 44 ; Agence Qualité Construction ; Association du musée du sable

COÛT TOTAL DU PROJET :

12,47 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Pays de la Loire

L'AMBITION

Le projet accompagnera les entreprises, via l'axe de la formation, à franchir les transitions en cours et à venir : **numérique, énergétique, environnementale et sociétale.** La difficulté à recruter combinée à l'évolution des enjeux de la filière **impose au secteur d'être plus compétitif et innovant.**

Enjeux partagés par de nombreux établissements :

- Réponse à la demande de recrutement du secteur ;
- Besoin d'un grand nombre de formateurs spécialisés ;
- Nécessité de réactivité et d'agilité dans les formations ;
- Besoin d'équipements et de plateaux techniques spécifiques.

Cependant, les difficultés sont multiples pour répondre à ces enjeux :

- Manque d'attractivité de la filière et des formations ;
- Concurrence avec les autres filières : numériques, industries, etc.
- Déséquilibre de mixité dans les recrutements ;
- Manque de formateurs et de formation continue des formateurs (nécessité actuellement d'être multi spécialiste) ;
- Manque d'équipements spécifiques.

FBCA Excellence sera un accélérateur et un amplificateur de nos actions. Le changement d'échelle est nécessaire pour répondre aux enjeux de la filière.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations et actions du projet s'adresseront :

- Aux enseignants et formateurs des établissements de formation de la filière ;
- Aux enseignants du secondaire ;
- Aux élèves et étudiants par voie scolaire et apprentis ;
- Aux professionnels ;
- Aux demandeurs d'emplois ;
- Au public en reconversion.

Le projet vise à impacter les acteurs de la formation **organisant le dispositif de formation de la filière du Bac -3 au Bac +8.**



© DR - FBCA Excellence

LE PROJET

La structuration d'antennes du CMQE en départements permettra de mieux accompagner l'évolution des diplômes, mais aussi la mise en réseau des acteurs de la formation pour un travail collaboratif efficace par des actions concrètes :

- **Accompagnement des établissements :** créations de ressources, formation continue des enseignants, etc. ;
- **Création de nouveaux moyens de valorisation :** maquettes pédagogiques pour utilisation en classe, vidéo tuto, flyer, etc. ;
- **Expérimentation de maintenance** prédictive sur des ouvrages réels ;
- **Thèses de recherche :** jumeau numérique, formulation de béton, réemploi, robotique de chantier, conception du bâtiment tenant en compte l'analyse climatique, rafraichissement des îlots urbains par les eaux usées traitées ;
- **Mise en place d'une offre de formation initiale et continue appliquée à la filière sur les thématiques :** « Une transition numérique plus durable » et « De nouveaux modes constructifs plus durables » ;
- **Création et mise en place d'un démonstrateur « Transition énergétique »** de la filière réseau électricité ouvert aux scolaires, entreprises, public en reconversion, etc. ;
- **Formation qualifiante complémentaire à la formation initiale** à l'écoconstruction pour favoriser l'insertion professionnelle des apprenants ;
- **Mise en place de « Chantiers école »** pour expérimenter le travail collaboratif en projet, localement mais aussi à l'étranger.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet a l'ambition d'impacter par la formation et l'acculturation 1 250 enseignants et formateurs, 21 500 apprenants élèves, apprentis et étudiants ainsi que 1 000 professionnels d'ici 2030.

Le dispositif sera organisé par parcours selon les différents enjeux de Bac -3 à Bac +8 : CAP, Bac Pro, Bac STI2D, Titre Pro et MC, BTS, BUT, Licence pro, Master, Diplôme d'architecte/d'Ingénieur, Doctorants.

Nous souhaitons mettre en place des formations de professionnels en poste et de professionnels en reconversion, qui auront un impact à court terme.

Nous souhaitons développer la formation des formateurs/enseignants et des apprenants qui aura un impact sur le secteur à moyen terme et favorisera la pérennité du projet par la mise en place :

- **2 colorations de BTS :** BTS Travaux Publics, BTS CCST ;
- **2 transformations de Titre Pro :** CAREB ; BIM Modeleur ;
- **100 j de formation initiale et continue** de formateurs et enseignants ;
- **Évolution et mise en place** de modules en milieu universitaire ;
- **8 chantiers école intégrant** des techniques innovantes de conception et de réalisation ;
- **Mise en place d'un démonstrateur** de « transitions énergétiques ».

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Bâtisseurs de constructions d'avenir
Pays de la loire

Nathalie.millet2@ac-nantes.fr
campus-des-batisseurs-pdl.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FÉMINISONS LES MÉTIERS D'AVENIR (FEMA)



© DR - Social_Builder

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUES :

Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Social Builder

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Social Builder, France Travail, APEC, CMQe Industrie du futur Ile-de-France, CMQe BTP et usages du numérique Occitanie, VERKOR, ENEDIS, CAMPUS CYBER, ADVENS

COÛT TOTAL DU PROJET :

6,63 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France, Haut-de-France, Occitanie, Pays de la Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nouvelle-Aquitaine, Grand Est et Bretagne

L'AMBITION

L'Industrie, la Construction et la Cybersécurité font face à des défis communs que sont une pénurie de talents, une faible représentation féminine et des transformations majeures dues à la numérisation des métiers et des compétences.

Les transitions numériques et environnementales affectent la chaîne complète des métiers. L'accès aux compétences est un enjeu de croissance et de souveraineté. Des études montrent que les diplômés issus de la formation initiale ne suffiront pas à satisfaire les besoins, ce qui nécessite d'offrir des possibilités de reconversion professionnelle, notamment aux femmes en recherche d'emploi.

Les diagnostics montrent que, de façon intersectorielle, les compétences déployées dans les métiers numérisés concernent la maintenance industrielle, la robotique, l'intelligence artificielle, la gestion des données, l'apprentissage automatique, la réalité virtuelle, la cybersécurité et le cloud computing. Ces compétences touchent les métiers de technicien(ne)s, ingénieur(e)s et docteur(e)s.

Ainsi FEMA ambitionne de répondre à l'enjeu de féminisation dans l'ensemble de ces métiers.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet FEMA s'adresse, d'une part, à toutes les femmes actives en recherche d'emploi ou en transition professionnelle, de niveau Bac à Bac +8 et de 18 à 65 ans ; et d'autre part, aux professionnel·le·s de l'emploi, de la formation et des secteurs cibles, autrement dit : les conseiller·e·s/consultant·e·s emploi, les formateurs·rices, les managers, fonctions RH et mentor·e·s.

LE PROJET

Pour permettre aux femmes de s'orienter vers ces métiers fortement numérisés dans des secteurs où elles sont sous-représentées, le projet FEMA s'appuie sur 3 piliers construits avec les partenaires professionnels :

- **Aller vers les femmes** en développant l'attractivité par l'événementiel et des campagnes de communication ciblées ;
- **Accompagner les femmes** dans une logique de parcours global – sensibilisation puis orientation vers les métiers d'avenir, construction du projet et accompagnement pendant l'action de formation ;
- **Accompagner les organisations** par des actions de sensibilisation, d'accompagnement et de formation destinées à rendre les pratiques pédagogiques et professionnelles plus favorables à la mixité.

FEMA est porté par l'association d'intérêt général Social Builder créée en 2011 pour favoriser l'accès des femmes aux métiers techniques et du numérique par la reconversion professionnelle. Social Builder œuvre pour l'égalité professionnelle par la mise en place de parcours sans couture, territorialisés qui intègrent sensibilisation, accompagnement, formation et insertion pour que les femmes en recherche d'emploi puissent accéder aux métiers d'avenir. Pour mettre en œuvre ces actions, FEMA développera des méthodes pédagogiques propices à la formation continue : hybridation, utilisation de MOOC et mise en place de formations courtes pour les femmes et l'écosystème.



© DR - Social_Builder

LES IMPACTS ATTENDUS

FEMA ambitionne de toucher 30 000 femmes par les campagnes de communication, d'en accueillir 15 000 lors des 13 événements prévus sur le territoire national et d'accompagner 3 000 femmes après leur participation à ces événements. Parallèlement, 3 000 professionnel·le·s seront accompagné·e·s pour développer la mixité.

Ceci avec :

- **3 MOOC de sensibilisation métiers** sur la Cybersécurité, l'Industrie du futur et la Ville durable ciblant 3 000 personnes ;
- **Des événements** de sensibilisation, rencontres et découverte des métiers d'une journée ciblant 15 000 femmes ;
- **Une formation de 3 jours** pour découvrir plus spécifiquement certains métiers d'un secteur et contruire son projet professionnel (3 000 femmes) ;
- **3 MOOC à destination des professionnel·le·s** pour partager des bonnes pratiques d'insertion et d'inclusion de femmes dans des environnements sous-féminisés (pour formateur(rice)s, recruteur(euse)s, acteur(rice)s de l'emploi) (3 000 personnes) ;
- **1 MOOC pour les mentor·e·s** de femmes en reconversion (600 personnes) ;
- **1 formation de 3 jours pour former des référent·e·s** sur le développement de la mixité sur le lieu de travail (100 personnes).

Social Builder
mixité & numérique

antonina.rebour@socialbuilder.org
socialbuilder.org

RETOUR SOMMAIRE

FORINDUSTRIE - MISSION TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (FMTE)



© DR - FMTE

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Favoriser l'émergence d'une offre française de petits réacteurs modulaires nucléaires (SMR) et soutenir l'innovation de rupture sur les nucléaires avancés afin de garantir de nouveaux usages, une sureté accrue et une meilleure gestion des déchets

THÉMATIQUES :

Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

Nucléaire

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus d'Excellence Industrie du Futur - sud

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Euphoriques, Voulez-Vous, Nouveaux Systèmes Énergétiques (CSFN), Université des Métiers du Nucléaire, France Hydrogène, Capenergies, UFE, France Chimie, UIMM, POLYVIA, EDF, Enedis, Groupement d'entreprises, Réseau thématique national des CMQ impliqués dans la transition énergétique, OPCO2I, Région de France, France Travail

COÛT TOTAL DU PROJET :

2,86 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T2/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France

L'AMBITION

ForIndustrie - Mission Transition Énergétique est un projet novateur visant à attirer les jeunes vers les métiers industriels tout en répondant aux enjeux de la transition énergétique, écologique et sociétale pour la prochaine décennie. Entièrement digital, ludique et gratuit, cette application a pour ambition de valoriser les métiers en tension et souvent méconnus, tout en sensibilisant un large public aux défis de la décarbonation des secteurs de production et d'utilisation d'énergie, à la préservation de la biodiversité, et aux enjeux sociaux et environnementaux.

L'objectif principal est de fournir un outil pédagogique interactif, accessible à tout moment, permettant de faire des choix éclairés en matière d'orientation professionnelle. À travers un serious game immersif en 3D, il met en avant des parcours inspirants dans l'industrie tout en minimisant l'impact carbone grâce à son utilisation sur le matériel informatique existant.

Le jeu reflète une diversité écologique et sociale, permettant aux utilisateurs de se projeter dans des mondes industriels décarbonés. Il promeut une compréhension approfondie des liens entre transition énergétique et métiers d'avenir, tout en intégrant des technologies innovantes pour capter l'intérêt du public cible.

LE PUBLIC VISÉ

ForIndustrie - Mission Transition Énergétique cible un large public : élèves dès le primaire, collégiens, lycéens, étudiants, ainsi que les adultes en recherche d'emploi, salariés ou indépendants en reconversion. Il s'adresse également aux prescripteurs de l'orientation pour accompagner la construction de projets individuels. Le module est accessible en tiers-lieux (salons, événements éducatifs, espaces culturels).

LE PROJET

ForIndustrie - Mission Transition Énergétique propose une expérience immersive et éducative à travers un serious game innovant. Le joueur est invité à créer un territoire entièrement décarboné, inspiré de jeux comme SimCity, en explorant différents « mondes » virtuels et en découvrant les solutions industrielles décarbonées, telles que des infrastructures de production d'énergie renouvelables, des produits décarbonés et des systèmes d'efficacité énergétique.

Au cœur de l'expérience, l'utilisateur, représenté par un avatar, progresse à mesure qu'il acquiert des compétences métiers liées à la transition énergétique, en visionnant des vidéos et témoignages renouvelés chaque année. Ces contenus permettent de débloquer des cartes compétences-formations » inspirées du jeu Les Bâtisseurs, qui relient les savoirs acquis à des parcours de formation réels. L'intelligence artificielle personnalise le parcours selon les choix effectués et oriente vers des carrières adaptées.

L'outil se distingue par sa technologie 3D immersive, compatible avec les infrastructures informatiques existantes, réduisant ainsi les coûts et l'impact carbone. Ce projet valorise également des équipements numériques avancés pour offrir une expérience ludique accessible en ligne ou via des tiers-lieux (salons, événements éducatifs, espaces culturels). Enfin, il promeut des collaborations avec des acteurs industriels et académiques pour renforcer l'attractivité des métiers de la transition énergétique et accompagner les participants dans la construction de leur projet d'avenir.



© DR - FMTE

LES IMPACTS ATTENDUS

Ce grand plan de formation sera un outil précieux pour aider les entreprises de la Chimie à relever les défis de la transition écologique et de l'attractivité de l'industrie auprès des jeunes.

En participant au renouvellement des compétences, il contribue également au développement de nouveaux savoir-faire indispensables à la réindustrialisation de notre pays. Ainsi, après une première étape de formation des formateurs, les partenaires du projet visent à **former 5 000 apprenants par an.** Il est par ailleurs aussi à espérer que les ressources de ce projet permettront d'instituer de manière durable la culture de la décarbonation dans d'autres secteurs de l'industrie.

CAMPUS EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR SUD

angelique.brandsma@campus-industriefutur-sud.com

forindustrie.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

ITEENÉRAIRE



© DR - ITEEnéraire

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CNFPT, ADEME, Conseil régional du Centre-Val de Loire, Conseil départemental de l'Indre, Conseil départemental d'Indre et Loire, Ville de Tours, Ville de Blois, Tours Métropole, Agglopolys, Commune de Lamotte Beuvron, Communauté de communes du Grand Chambord, Communauté de communes Terres du Haut Berry, CIAS du Blésois.

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,54 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,24 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Centre-Val de Loire
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'ambition est de concevoir, de tester et d'évaluer une offre modulaire de formation lisible et accessible aux enjeux de la transition écologique et énergétique, à destination de tous les agents des collectivités territoriales.

Une telle offre aussi structurée n'existe pas encore en France. Le consortium réunissant l'ADEME, le CNFPT, la Région Centre-Val de Loire et une dizaine de collectivités de cette même région, se proposent de **développer et d'expérimenter cette nouvelle offre auprès de 10 000 agents territoriaux.**

Ce groupement mobilisera les compétences du CNFPT en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale, l'expertise de l'ADEME sur la transition écologique et énergétique, ainsi que l'approche terrain d'un panel de collectivités volontaires, représentant à la fois les différentes échelles administratives (Région, Département, EPCI et communes) et une diversité de profils (en termes d'effectifs, de compétences, de contexte rural ou urbain…).

Il s'agira de permettre aux agents de s'inscrire dans un itinéraire progressif, adapté et incitatif et à leurs managers de les suivre tout au long de leur parcours.

L'adaptation des formations aux apprenants et leur accessibilité seront facilitées par l'ingénierie de formation et les outils, notamment numériques, qui seront développés dans le cadre du projet.

LE PUBLIC VISÉ

De mai 2024 à décembre 2026 : Agents de la fonction publique territoriale des 11 collectivités partenaires soit 10 000 agents de toutes les catégories et de tous les niveaux.

Après évaluation du dispositif et dès que possible : tous les agents de la FPT en région CVL et France entière.

Après définition des conditions de réplicabilité et de transfert du dispositif : les agents de la fonction publique d'État et le secteur privé.

LE PROJET

Le projet se compose de 5 actions :

1. La gouvernance et le pilotage du projet.
2. L'évaluation du projet.
3. La communication, la mise en récit et la diffusion du projet.
4. L'ingénierie de formation et la conception du dispositif.
5. L'ingénierie pédagogique : conception et expérimentation des modules, outils et supports pédagogiques.

Et s'organise en 5 étapes :

A. État des lieux :
- du besoin de chaque collectivité et étude du public d'apprenants ;
- de l'offre existante en France (ressources, formation).

B. Clarification des objectifs, des priorités de filières et de métiers ainsi que des méthodes pédagogiques.

C. Rédaction de CCTP pour déployer les formations dans les collectivités.

D. Expérimentation des formations dans chaque collectivité.

E. Évaluation d'impact des formations, ajustements, définition des conditions de réplicabilité.

Le projet comprend également la conception d'une plateforme numérique de formation au service des apprenants.



© DR - ITEEnéraire

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Nombre d'agents territoriaux sensibilisés et ou formés :** 10 000 à l'horizon 2026 ;
- **Nombre d'encadrants sensibilisés et ou formés :** 1 099 à l'horizon 2026 ;
- **Nombre de métiers cibles « aux manettes de la transition » :** 20 à l'horizon 2026 ;
- Sensibilisation des agents aux enjeux de la TEE ;
- Intégration de la TEE dans les gestes métiers des agents territoriaux ;
- **Évolution des postures professionnelles des agents vers davantage de transversalité pour une approche plus systémique de leurs actions.**

nathalie.mathias@cnfpt.fr

RETOUR SOMMAIRE

LES RECONSTRUCTEURS ACADÉMIE



© DR - LRA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Hellio Solutions

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AFPA, Les Compagnons du Devoir et du Tour de France, House of Codesign, Quintet, ZePros

COÛT TOTAL DU PROJET :
14,53 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Reconnaissant que la rénovation globale est le levier le plus efficace pour parvenir à un impact social et environnemental rapide, significatif et pérenne, nous nous consacrons à surmonter un obstacle majeur à sa réalisation : la simplification des métiers et des pratiques, le recrutement et la formation des talents indispensables à cette transformation.

LE PUBLIC VISÉ

Le spectre des candidats sera très large que ce soit en formation initiale, continue ou réinsertion. Nous irons chercher des candidats dans d'autres sphères de la société française que ceux naturellement destinés à ces métiers du bâtiment.

- Les jeunes en formation initiale qui souhaitent aller tout de suite sur le terrain et être utile ;
- Personnes en transition professionnelle (filière automobile...) ;
- Personnes en réinsertion professionnelle ;
- Nouveaux arrivants.

LE PROJET

Le projet Les Reconstructeurs Académie vise à adresser 8 sur 10 des freins au développement de la rénovation globale des logements.

- **Complexité des dispositifs de financement, méconnaissance des aides :** par la création d'un référentiel de langage commun, actualisé en permanence et à la disposition en open source de tous les acteurs du marché (BRIX/DEFFINUM) et la formation des candidats en situation réelle sur chantier.
- **Pénurie de main d'œuvre :** par un projet complet de bout en bout avec une mécanique de recrutement, d'identification des candidats, l'accompagnement et la qualification permettant d'augmenter la capacité de production des entreprises avec 5 000 candidats supplémentaires, soit 10 % du besoin national.
- **Inadéquation de la formation de la main d'œuvre :** par la création d'un référentiel de compétences dédié à la rénovation globale intégrant toutes les compétences essentielles et la formation à ces compétences clés en situation de chantier dans les entreprises avec une certification avec 3 titres à visée professionnelle (nouvelle organisation chantier).
- **Manque de coordination des travaux et corps de métier :** par la création d'un titre à visée professionnelle dédié à la conduite et à la coordination de chantier de travaux de rénovation globale (titre "Pilote").
- **Manque de rénovation globale à impact :** par la formation et la préconisation des meilleurs produits et systèmes du marché permettant d'obtenir une réduction des consommations et à la bonne exécution sur chantier en situation pratique (catalogue).
- **Rentabilité parfois insuffisante des rénovations :** par un nouveau référentiel de compétences intégrant une approche "Lean chantier" de rénovation globale permettant aux entreprises d'optimiser l'organisation des tâches et le temps de travail (TUTO/DEFFINUM).
- **Méfiance envers les entreprises de travaux :** par l'augmentation progressive de la qualité d'exécution et de la précision des tâches, donc un bénéfice d'image pour les entreprises (TUTO/DEFFINUM).
- **Coût et pénibilité des rénovations globales** par le référentiel de compétences "Lean chantier" intégrant des modules dédiés à la sécurité aux gestes et aux postures (TUTO/DEFFINUM).



© DR - LRA

LES IMPACTS ATTENDUS

Création des 3 titres à visée professionnelle auprès de France Compétences

- 20 à 25 % de chantiers rénovation globale qui utilisent la méthode ou les talents Les Reconstructeurs d'ici 2030 ;
- Formation de 7 065 personnes au bout des 3 premières années ;
- Notre taux de transformation à la sortie de la journée d'évaluation est de 30 % et 75 % des apprentis qui sont certifiés à la fin de leur formation d'ici 4 ans ;
- Les journées d'évaluation permettent à 60 % des participants de s'inscrire dans un des dispositifs proposés que ce soit Les Reconstructeurs ou un autre acteur ;
- 1/3 des apprentis sont des artisans du secteur qui viennent se former en complément de leur activité historique et prennent l'initiative de réunir des talents en coopérative.

Risques et atténuations

- Pas de changement de pratiques par les entreprises du secteur ;
- Impliquer fortement le comité métier et le groupe utilisateurs : ateliers de co-conception, tests sur le terrain, sondages... ;
- Déficit de candidats via les acteurs locaux ;
- Renforcer les relations avec les acteurs locaux mais aussi les médias du territoire pour gérer en direct la relation avec les candidats (PQR, radio...) ;
- Filière reste peu attractive ;
- Développer la notion de métier utile et avec du sens (climat et pouvoir d'achat, promouvoir les valeurs du projet et les modalités d'apprentissage et pédagogiques (numérique, distanciel sur le chantier...).

Les Reconstructeurs
gloizeaud@hellio.com
lesreconstructeurs.fr

RETOUR SOMMAIRE

TERRA ACADEMIA POUR LA VILLE DURABLE (TAVD)



© DR - TAVD

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Terra Academia

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Groupement d'Intérêt Public Formation et Insertion Professionnelles de l'Académie de Nice - GIP FIPAN ; GIP FCIP- LILLE ; Campus des Métiers et Qualifications - Bâtiments et Systèmes énergétiques intelligents 3.0. (CMQ BSEI 3.0) ; Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Travaux publics (CMQ TP) ; OGEC Vincent de Paul (Ensemble Baudimont) ; Face Artois ; Région Hauts-de-France ; France Travail ; Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois ; Veolia ; Groupe Adeo

COÛT TOTAL DU PROJET :
21,5 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France et Provence-Alpes Côte-d'Azur pour les territoires pilotes.

Ensemble des régions de France y compris l'outre-mer pour le déploiement national pour les actions concernées.

L'AMBITION

Le projet Terra Academia pour la Ville Durable (TAVD) vise, en cinq ans, à former les décideurs publics et privés aux enjeux de la ville durable, à renforcer l'attractivité des métiers liés à la transformation écologique, et à développer l'offre de formation initiale et continue sur les compétences vertes dans trois régions pilotes (Hauts-de-France, PACA, Corse).

Selon le SGPE, 8 millions d'emplois sont directement concernés par la planification écologique en France, et des écarts importants restent à combler pour répondre aux besoins dans les secteurs stratégiques d'ici à 2030, avec des métiers déjà en forte tension dans le bâtiment, l'énergie, l'industrie, la gestion de l'eau, le traitement des déchets, l'alimentation, les métiers du paysage et du génie écologique.

S'appuyant sur des diagnostics régionaux menés avec les acteurs locaux, et en co-construction avec les acteurs académiques et économiques, TAVD s'est donné pour ambition de colorer et créer de nouvelles formations certifiantes et diplômantes, des dispositifs pédagogiques immersifs, et de permettre leur déploiement à une large échelle.

Il s'agit de favoriser la montée en compétences vertes, et de mobiliser les professionnels sur toute la chaîne de valeur des secteurs ciblés, tout en faisant de la transformation écologique des territoires un levier d'insertion, de reconversion et de développement professionnel.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics visés par le projet TAVD sont :

- Les dirigeants et cadres d'entreprises et de collectivités, les élus ;
- Les étudiants et professionnels en besoin de montée en compétence ou de reconversion, du niveau infrabac au Bac +5 ;
- Les enseignants et formateurs ;
- Les jeunes en orientation (collégiens, lycéens), les publics en insertion, les prescripteurs de l'emploi (parents, enseignants, conseillers emploi).

LE PROJET

1. **Former des dirigeants et cadres d'entreprises, d'établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des élus et des directions des services des collectivités.** La formation se fait à travers des parcours sur-mesure, basés sur des diagnostics territoriaux : deux accélérateurs dès 2025 et un programme annuel pour 70 cadres, combinant ateliers, conférences, études de cas, analyses de controverses et learning expeditions. Ces formations reposent notamment sur les travaux de prospective menés en collaboration par les partenaires de TAVD.
2. **Renforcer l'attractivité des métiers de la ville durable** via des actions engageantes et immersives (défi académique, réalité virtuelle, escape games, forums des métiers, application mobile), la sensibilisation et la formation des prescripteurs de l'emploi, et le déploiement de parcours de formation à destination de publics en insertion.
3. **Moderniser la carte des formations avec les enseignants et formateurs, former les professionnels aux compétences de la ville durable, et créer des formations supérieures diplômantes.** TAVD prévoit la coloration de 300 formations FI/FC (du CAP au Bac +5), la création de 40 modules courts certifiants et 3 nouveaux diplômes (2 Bachelors, 1 Master), ainsi qu'un parcours de requalification pour former 1 000 techniciens. Des équipements immersifs et démonstrateurs technologiques soutiennent l'ensemble du projet.



© DR - TAVD

LES IMPACTS ATTENDUS

Entre 2025 et 2030, le projet TAVD a pour objectifs :

- La coloration de 330 formations initiales et continues de l'infra Bac au Bac +5, et la création de 43 nouvelles formations diplômantes ou certifiantes (2 Bachelors et 1 Master Spécialisé® permettant de devenir acteurs de la transformation écologique et numérique des territoires ; 40 modules certifiants pour des professionnels en exercice ou en reconversion sur des compétences de la ville durable, déployés en présentiel ou en modules digitaux) ;
- La formation de 1 800 enseignants et formateurs ;
- La formation en cascade de 48 000 jeunes et professionnels (65 000 années formation) ;
- La formation de 4 800 décideurs publics et privés ;
- La formation de 2 500 prescripteurs de l'emploi, et la sensibilisation de 163 000 personnes à la transformation écologique et à ses métiers.

Un suivi qualitatif évaluera le degré de mixité dans les formations, l'engagement, la satisfaction et le taux de réussite des apprenants, les compétences acquises, l'insertion et le développement professionnel.

Terra Academia

tavd@terra-academia.org
terra-academia.org

RETOUR **SOMMAIRE**

TETP



© DR - TETP

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Décarboner notre industrie

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUES :

Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

École Spéciale des Travaux Publics du Bâtiment et de l'Industrie (ESTP)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

ESTP - Grande École d'Ingénieurs de la construction, TP D'AVENIR, EGLEFOR

COÛT TOTAL DU PROJET :

4,14 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2,78 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

4 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France entière

L'AMBITION

Le projet TETP s'inscrit pleinement dans la politique de formation et de transition écologique de la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) qui représente 8 000 entreprises et plus de 300 000 collaborateurs en France.

Il constitue un ambitieux plan de formation « bas carbone » à destination de l'ensemble des entreprises de travaux publics, du chef d'entreprises aux opérateurs de chantier, en passant par les encadrants.

Ces programmes de formation s'articulent autour de plusieurs Thématiques :

- Le génie écologique ;
- La réalisation « d'éco-chantier » ;
- Le recyclage et l'économie circulaire ;
- Le numérique avec le déploiement du BIM (building management system).

Tout l'objectif du projet TETP est donc la sensibilisation et la formation des 8 000 chefs d'entreprise des travaux publics et à moyen terme des 300 000 collaborateurs en formation initiale et continue afin de contribuer au développement de solutions pour la ville durable et les bâtiments innovants, à la décarbonation de l'industrie ou encore la digitalisation et la décarbonation des mobilités, qui sont des objectifs fixés par France 2030.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet TETP vise à former l'ensemble de la profession, en vagues successives, soit à terme au moins 100 000 personnes par la voie de la formation initiale et de la formation continue, pour l'ensemble des cibles impliquées dans la décarbonation des chantiers, c'est-à-dire, les futurs salariés en formation initiale ou en transition professionnelle, et les salariés d'entreprises, des opérateurs de chantier aux chefs d'entreprise en passant par les cadres intermédiaires et les fonctions techniques.

LE PROJET

La mise en œuvre du projet TETP se traduit par :

- La création d'un référentiel de formation à la transition écologique dans les métiers des travaux publics ;
- La formalisation de ressources pédagogiques digitalisées associés aux blocs de compétences identifiées ;
- La production de modules de formations spécifiques ;
- Le déploiement d'une formation introductive aux enjeux de la décarbonation sur les chantiers et du génie écologique auprès des chefs d'entreprise des travaux publics ;
- L'enrichissement du catalogue de formation au sein du réseau de formation des travaux publics ;
- Le développement de formations d'excellence, adossées à des activités de recherche et d'innovation, sur la maîtrise d'œuvre en travaux de génie écologique, la construction bas carbone.



© DR - TETP

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Mixité des publics :** le projet s'adresse à un public large composé de lycéens, apprentis, étudiants, salariés, demandeurs d'emploi, enseignants, formateurs et chercheurs.
- **Innovation :** le projet a l'ambition d'être innovant tant dans l'approche générale que dans les modalités pédagogiques proposées : créer de nouvelles formations et transformer celles déjà existantes.
- **Excellence :** le projet mettra en place des allocations de recherche partenariales pour dynamiser et renforcer les passerelles entre la recherche, la formation et le monde économique. Ainsi, le projet accompagnera la mise en place de quatre thèses partenariales sur les sujets de matériaux à basse émission de carbone et les travaux de génie écologique.
- **Libre de droits :** la diffusion des ressources produites par le projet, libres de droit, bénéficiera à l'ensemble des acteurs de la formation initiale et continue, au-delà du consortium.

estp
CONSTRUCTEURS D'UN NOUVEAU MONDE

jcuny@estp.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

UP FIB



© DR - Up FIB

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Solutions pour la ville durable et bâtiments innovants

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
ESB, École d'ingénieur en sciences des matériaux biosourcés

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
FCBA, Institut technologique pour la forêt et le bois, Campus des Métiers et des Qualifications Bois, Fibois Pays de la Loire, Fibois Nouvelle-Aquitaine, Fibois Île-de-France, Fibois Auvergne-Rhône-Alpes

COÛT TOTAL DU PROJET :
21,42 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Pays de la Loire, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Développer l'attractivité des formations bois et matériaux biosourcés au service d'une ville durable et promouvoir les métiers du bois auprès des élèves de l'enseignement général.

Le projet Up FIB (Union pour la formation auprès des Industries du Bois et des Biosourcés) s'inscrit dans la volonté d'accompagner les entreprises engagées dans le développement de solutions pour la ville durable et des bâtiments innovants par la formation.

Son objectif est de **« soutenir l'émergence de talents et d'accélérer l'adaptation des formations aux besoins de compétences des nouvelles filières et des métiers d'avenir ».**

L'ESB est partie de deux constats :

les jeunes issus des voies générales ou scientifiques n'identifient pas les formations bois et matériaux biosourcés existantes comme leur étant accessibles, le manque de jeunes dans les formations bois ne permet pas de constituer un vivier de recrutement suffisant pour satisfaire la demande des entreprises.

Le projet Up FIB a ainsi pour ambition de faire connaître les métiers du bois et de proposer dans 4 régions pilotes une offre de sensibilisation et de formation adaptée aux jeunes issus de filières générales et scientifiques.

LE PUBLIC VISÉ

Les actions de sensibilisation visent tous les publics.

Les formations Bachelor en Sciences et Ingénierie s'adressent aux élèves de terminale générale à dominante scientifique, et conduit à l'obtention d'un diplôme Bac +3.

La formation propédeutique en 1 an s'adresse à des Bac +2 alternants qui souhaitent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur vers un Bac +5, toujours en alternance.

Les modules de formation continue sont prévus pour faire monter en compétences les salariés.

LE PROJET

Le projet repose sur 5 groupes d'actions :

1. **Produire et diffuser des solutions Bas Carbone** par la sensibilisation de différentes cibles (lycéens, étudiants en école d'ingénieur, d'architecture ou de design) par l'accueil d'ingénieur, d'architecte ou designer en résidence. Mise en place et animation d'un Think Tank national sur la forêt, les concurrences d'exploitations endogènes et exogènes, la construction bas carbone, les enjeux du réchauffement climatique, l'eau, la biodiversité et du stockage carbone.
2. **Compléter l'offre de formation initiale Bois et Bas Carbone,** avec une formation propédeutique en alternance à destination des apprentis qui souhaitent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur, la création de 4 parcours Bachelor dans chacune des régions pilotes, et la mise en œuvre des modules d'enseignement pour des écoles d'ingénieurs, d'architecture ou encore de design.
3. **Déployer une offre de formations qualifiantes.**
4. **Travailler l'attractivité des formations avec les entreprises**, à travers des événements de sensibilisation à destination du grand public, des événements professionnels et une présence accrue sur les réseaux sociaux.
5. **Proposer des outils pédagogiques, des lieux et équipements modernes** dans chacune des régions pilotes, mais aussi des programmes de formation pour les formateurs.



© DR - Up FIB

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'horizon 2025, ce sont 4 parcours de Bachelor diplômants qui seront créés à Nantes, Bordeaux, Lyon et Versailles.

In Fine, le projet aura permis de toucher différents publics.

192 participants « Grand public » participant à des Workshops, 436 élèves de propédeutiques formés, 246 Bachelors diplômés et 576 participants à des Workshops de niveau Bac +5

En outre, ce sont 7 500 collégiens et lycéens ainsi que 1 500 élèves de l'enseignement supérieur qui auront été sensibilisés aux métiers du bois et aux usages du matériau.

Côté formation continue, Up'FIB a pour ambition de former 300 salariés de niveau infra-Bac, 600 de niveau Bac, 1 300 de niveau Bac +2 et 2 900 au-delà.

esb

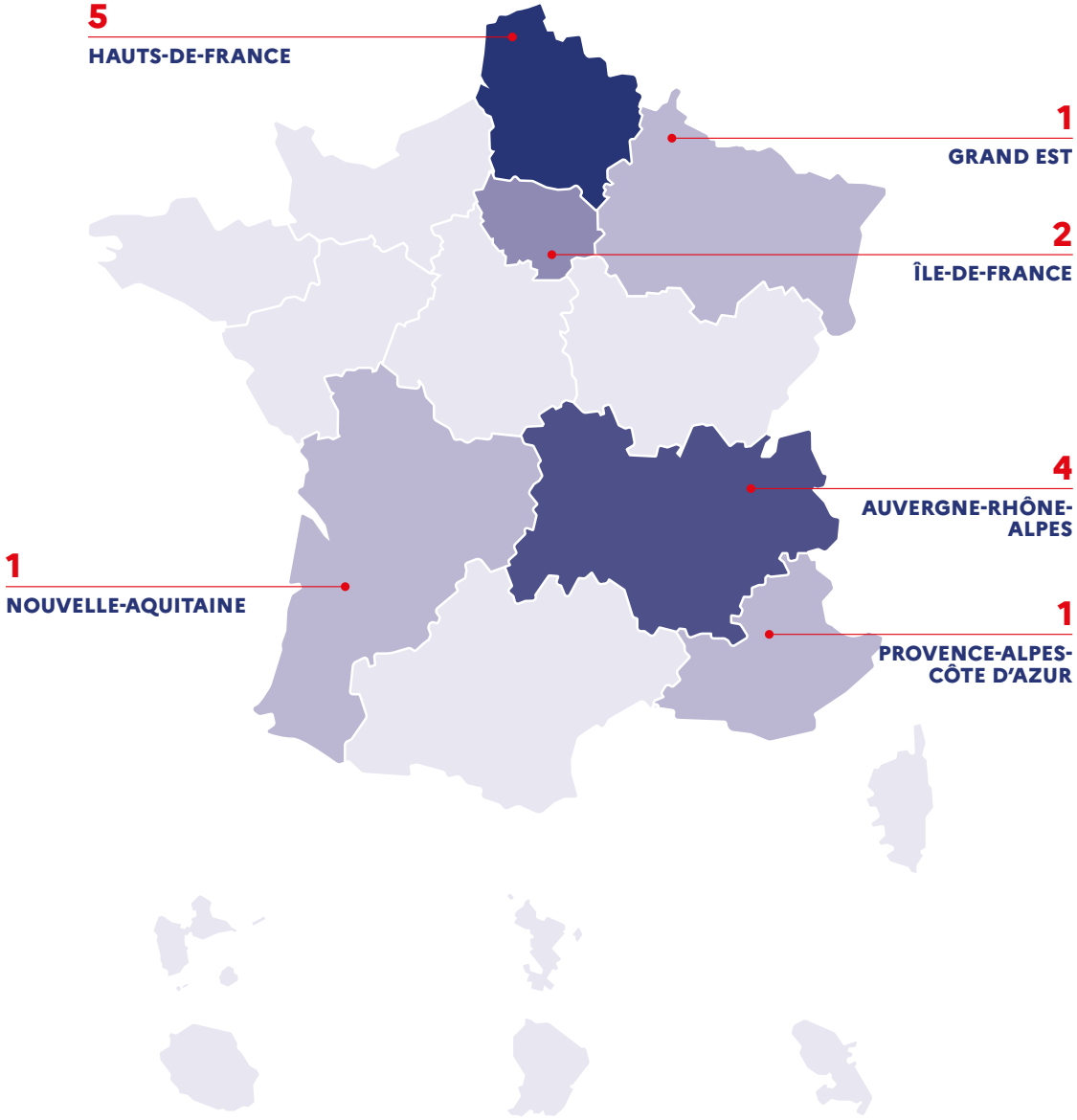
contact@esb-campus.fr
esb-campus.fr

RETOUR **SOMMAIRE**


FRANCE
2030
OBJECTIF
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

14 PROJETS

pour former aux besoins de la filière véhicules électriques et hybrides



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

- EDLB
- Label Solutions
- Orbimob Académie
- REMED

GRAND EST

- CyMoVE

HAUTS-DE-FRANCE

- DEFFI-TL
- DIG-SCALE
- Electro'mob
- Maintenance des Véhicules Électriques à Batterie

ÎLE-DE-FRANCE

- FODUBLI
- TETP
- Transformeurs

NOUVELLE-AQUITAINE

- BATTENA

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- FAMEX 2030

RETOUR **SOMMAIRE**

CYBERSÉCURITÉ MOBILITÉ DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES (CYMOVE)



© DR - CyMoVe

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUES :

Véhicules connectés zéro émission

Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CMQE Industrie du Futur et Numérique Grand Est porté par l'Université de Haute Alsace

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Mulhouse Agglomération Alsace (M2A), EDF, Pôle Véhicule du Futur (PVF), Chambre des métiers d'Alsace, Numéum, Shine research, Davi, Wudo, Holo3, Sémaphore, Solea, Université de Lorraine, Université de Champagne-Ardenne, Lycée Loritz (Nancy) Lycée Gustave Eiffel (Talange)

COÛT TOTAL DU PROJET :

11,63 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Grand Est

L'AMBITION

L'industrie automobile évolue rapidement face à des défis sociétaux, réglementaires et technologiques. La réglementation, influencée par la loi « Climat et résilience du 22 août 2021 », favorise la transition vers le véhicule électrique à 100 % d'ici 2035. La connectivité accrue des véhicules électriques entraîne une vulnérabilité face aux cyberattaques. La cybersécurité automobile est cruciale pour protéger les systèmes embarqués et les réseaux de communication des véhicules des menaces potentielles. La cybersécurité automobile intègre également la gestion de l'énergie, de la flotte, de la maintenance pour traiter la vulnérabilité cyber de manière globale sans omettre les vulnérabilités critiques.

Le projet CyMoVe a pour ambition de traiter les vulnérabilités en matière de cybersécurité du véhicule électrique tout au long de son cycle de vie en apportant des compétences clés à des métiers incontournables par la création de modules permettant d'actualiser des formations existantes de CAP à Bac +5 dans les domaines du génie électrique, de la cybersécurité, de l'informatique et de la maintenance. Il inclut une dimension d'innovation pédagogique par une plateforme numérique d'apprentissage et de découverte afin de développer l'attractivité des métiers qui évoluent et les nouveaux métiers.

LE PUBLIC VISÉ

Des contenus de sensibilisation et de formation du CAP au Bac +5 dans les domaines de l'électricité/ l'électrotechnique, le génie électrique, la cybersécurité, la maintenance et l'informatique seront créés pour **toucher des publics divers :**

- Enseignants et formateurs ;
- Élèves en formation initiale ;
- Étudiants du supérieur ;
- Demandeurs d'emploi et salariés en situation de montée en compétences ou en reconversion.

LE PROJET

CyMoVe répond aux besoins actuels des entreprises en proposant des solutions adaptées à trois défis majeurs :

1. **Cybersécurité :** CyMoVe garantit la sécurité des véhicules électriques tout au long de leur cycle de vie, de la conception à la maintenance.
2. **Gestion de l'énergie :** Face à la crise énergétique mondiale, CyMoVe assure la sécurité de l'approvisionnement tout en développant des stratégies pour une consommation durable.
3. **Gestion optimisée de flotte :** CyMoVe met l'accent sur la sécurité et l'innovation pour améliorer l'efficacité et la rentabilité des flottes.

La démarche modulaire de CyMoVe est flexible, abordable et personnalisée. Elle repose sur la création de modules de formation dans ces trois domaines, en utilisant une technologie innovante pour faciliter l'apprentissage et accompagner le changement en entreprise.

Le projet propose des formats de formation variés pour s'adapter aux apprenants, qu'ils soient en emploi ou en recherche d'emploi : en ligne, en présentiel, synchrone ou asynchrone, avec un accompagnement personnalisé.

CyMoVe s'articule autour de quatre Work Packages complémentaires :

- **WP1 :** développement des modules de formation ;
- **WP2 :** médiation numérique ;
- **WP3 :** formation des formateurs ;
- **WP4 :** promotion et diffusion des modules, ainsi que valorisation des filières de formation.



© DR - CyMoVe

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet modernise près de 25 formations grâce à l'intégration de nouveaux modules et outils numériques, ciblant les secteurs de la cybersécurité, de la gestion énergétique, de la gestion de flotte et de la maintenance automobile. Ces formations concernent des cursus variés, de niveau CAP à Bac +5 tels que le Bac MV, Bac MELEC, Bac Pro CIEL, ainsi que les BTS MV, BTS Électrotechnique, BTS CIEL, BTS MTE, BTS MS, et des niveaux supérieurs comme la Licence PRO SARII, le BUT GEII, et le Master Informatique entre autres.

Le projet prévoit de former près de 30 000 personnes en formation initiale et continue, qu'il s'agisse d'étudiants ou de professionnels, en leur offrant des compétences adaptées aux besoins actuels et futurs du secteur de l'électromobilité.

Les formateurs sont aussi une cible du projet, avec des actions spécifiques pour améliorer leurs compétences et intégrer les nouvelles technologies dans leurs pratiques pédagogiques.

Les modules de formations sont disponibles sous différentes modalités (en ligne, présentiel, synchrone, asynchrone), facilitant l'accès pour un large public, qu'il s'agisse de professionnels ou de personnes en reconversion. **CyMoVe contribue à renforcer l'attractivité des métiers techniques, notamment dans l'électromobilité et la cybersécurité, en mettant en avant des parcours de formation modernes, en phase avec les évolutions industrielles.**

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Industrie du futur et numérique Grand Est

katia.allard@uha.fr

RETOUR SOMMAIRE

DEFFI-TL



© DR - DEFFI-TL

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
AFT

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AFTRAL, CCI Hauts-de-France (Pôle Euralogistic), Centre d'Innovation des Technologies sans Contact (CITC) -EuraRFID, GIP FCIP Lille, GIP FORINVAL, GIP FCIP de Toulouse, PROMOTRANS, CMQ Transport, Logistique, Sécurité (TLS), CMQ Mobilité et Transports Intelligents (MTI), CMQ Ferroviaire, Industrie Automobile et Eco-Mobilité (FIAEM)

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,80 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,58 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La filière transport-logistique représente en France 10 % du PIB national et 1,8 million d'emplois répartis sur le territoire.

En étant au service de l'ensemble de la population et des entreprises, qu'elles soient industrielles ou de distribution, elle est clé pour le fonctionnement de l'ensemble de l'économie : elle sert la compétitivité industrielle et elle concourt à maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs.

Par ailleurs, sous l'effet de facteurs démographiques et des politiques publiques, l'activité du transport de personnes connaît une croissance soutenue appelée à se poursuivre.

Un diagnostic partagé des difficultés auxquelles cette filière stratégique est aujourd'hui confrontée, et des challenges qu'elle devra relever dans les prochaines années dans un contexte de profondes mutations, **met en évidence les enjeux cruciaux auxquels DEFFI-TL s'attache à répondre :**

- Décarboner les transports ;
- Accompagner la digitalisation des flux logistiques ;
- Prévenir les risques d'accidentologie ;
- Hybrider les formations ;
- Rapprocher les conditions de formation des conditions d'exercice du métier ;
- Améliorer l'attractivité des formations.

LE PUBLIC VISÉ

Les actions de DEFFI-TL s'adressent aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux salariés en reconversion ou évolution professionnelle, et aux intérimaires.

Les ressources pédagogiques développées visent les diplômes et titres professionnels, de niveaux infra-Bac à Bac +5, préparant aux métiers de la logistique et du transport de marchandises et de personnes : conducteurs routiers, employés et ouvriers de l'entrepôt, techniciens/agents de maîtrise, cadres du transport et de la logistique…



© DR - DEFFI-TL

LE PROJET

DEFFI-TL est un projet de branche qui vise à répondre à des enjeux majeurs pour la filière transport et la logistique : contribuer à la transition écologique, accompagner la digitalisation des flux logistiques (gestion des datas et cybersécurité), prévenir les risques professionnels et accidents, renforcer l'apprentissage en sécurité des gestes professionnels, hybrider les formations pour un plus large accès, améliorer l'attractivité des formations en modernisant les outils pédagogiques.

-TL est constitué de dix actions, qui constituent autant d'actions indépendantes, et qui dans leur ensemble visent une amélioration de la professionnalisation de tous les acteurs de la mobilité et de la supply chain, quelle que soit la voie d'accès à la formation, apprentissage, formation initiale temps plein, ou formation continue.

Les actions réalisées visent l'introduction de la réalité augmentée et le déploiement à grande échelle de la réalité virtuelle dans les formations, la création de plateformes et démonstrateurs interactifs, l'élaboration de serious game, la digitalisation de contenus de formation.

Les ressources et outils créés feront l'objet d'expérimentations au cours du projet, et des formateurs et enseignants seront formés à leur utilisation.

LES IMPACTS ATTENDUS

DEFFI-TL vise un large panel de bénéficiaires potentiels, qui représentent des volumes très significatifs compte tenu du poids des emplois transport logistique dans l'économie et des flux formés annuellement pour préparer à l'exercice de ces métiers.

Ainsi, d'ici 2027, plus de 14 000 personnes seront formées avec des ressources développées par DEFFI-TL, au sein d'une quinzaine de formations diplômantes et qualifiantes.

Les actions de DEFFI-TL permettent notamment :

- D'améliorer l'employabilité et l'insertion, via le renforcement des compétences professionnelles centrées sur le geste professionnel, et via l'acquisition de nouvelles compétences en lien avec l'évolution des métiers et des attentes des employeurs : réduction de l'empreinte environnementale, gestion et sécurité des data ;
- De prévenir les risques de décrochage grâce à la mise en œuvre de technologies et outils qui favorisent les pédagogies actives, l'interaction, la collaboration, les mises en situation professionnelle ;
- De permettre à des publics vulnérables d'accéder à la formation, grâce à des approches ludiques qui renforcent l'appétence pour la formation, la motivation à apprendre et la confiance en soi, ainsi que par la mise en œuvre de dispositifs de formation destinés plus particulièrement à former des opérateurs de bas niveaux de qualification en situation de travail.

valerie.castay@aft-dev.com
aft-dev.com

RETOUR SOMMAIRE

DIG-SCALE



© DR - LaurentMayeux / euralogistic-centre tertiaire

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CCI Hauts-de-France
(Pôle d'Excellence Euralogistic)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CCI Hauts-de-France (Pôle d'Excellence Euralogistic), Mines ParisTech, AFT, Pôle Emploi Hauts-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :

3,77 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2,65 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

3 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Hauts-de-France et Île-de-France

L'AMBITION

Entre 2013 et 2018, la France est passée du 12e au 16e rang dans le classement logistique de la Banque Mondiale suivant le Logistics Performance Index. Le retard en matière de formation et d'application des « best practices du supply chain management » dans les entreprises industrielles est particulièrement significatif comparativement à l'Allemagne ou aux Pays-Bas.

Une étude prospective relative aux besoins en emplois et en formation à l'horizon 2025-2030 a identifié comme principaux facteurs d'évolution :

- la connectivité sur toute la chaîne de valeur ;
- la digitalisation des échanges ;
- l'optimisation de l'organisation et des chaînes logistiques des entreprises du secteur ;
- les outils collaboratifs ;
- les assistances à la conduite ;
- l'automatisation qui permet une gestion d'entrepôt rationalisée ;
- les demandes de traçabilité des prestations et la visibilité en temps réel ;
- les démarches de réduction de l'empreinte environnementale.

Le projet DIG-SCALE s'inscrit dans la Stratégie d'Accélération « digitalisation et décarbonation des mobilités ». Ces axes font appel à de nouvelles compétences transversales dont l'apprentissage est au cœur du présent projet.

LE PUBLIC VISÉ

Avec plus de 1,8 million d'emplois et une création nette annuelle de 30 000 postes, le transport de marchandises et la logistique contribuent largement à la création d'emplois pour tout niveau d'études *(source : France Logistique).*

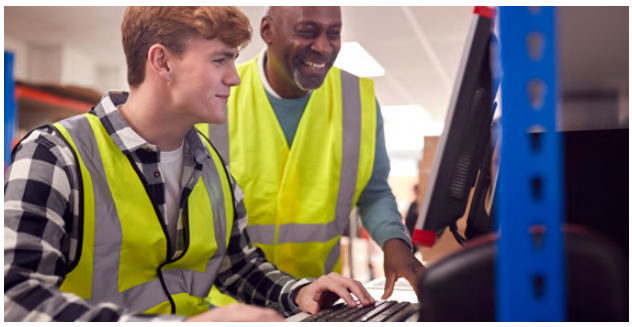
DIG-SCALE s'adresse aux publics potentiellement bénéficiaires suivants : salariés en poste dont les compétences doivent s'adapter à ces évolutions, jeunes, principalement en formations supérieures, personnes en reconversion professionnelle, demandeurs d'emploi.

LE PROJET

Les métiers de la logistique-transport et du supply chain management sont de plus en plus considérés au sein des entreprises, en particulier depuis la crise du covid et ses conséquences multiples sur l'économie.

Par ailleurs, la plate-formisation de la filière logistique, sa digitalisation accélérée ainsi que l'intégration croissante des préoccupations environnementales changent les métiers et les compétences qui demandent aux pédagogues d'ajuster leurs contenus vis-à-vis des pros et des apprenants. Enfin, force est de constater que les formations classiques en présentiel sont de moins en moins adaptées et attractives pour les apprenants. Le postulat est de considérer, afin de maintenir l'attractivité de structures et sites de formation classiques existants qu'il faut concevoir et proposer des outils pédagogiques expérientiels qui donnent à voir et à faire (learning by doing). La réponse aux problématiques évoquées est ainsi centrée sur la création de 3 outils d'apprentissage innovants (« Bodies of knowledge ») complémentaires et reposant sur 3 modèles économiques différents :

1. **Mooc en open-source et un Serious Gam**e sur les thèmes du digital dans la logistique et la supply chain.
2. **Atelier école** gamifié « lean and green » en supply chain pour les apprenants et les PME.
3. **Plate-forme tri-modale** à échelle 1/50 pédagogique interfacée avec son double digital.



© DR - Adobe Stock

LES IMPACTS ATTENDUS

Qualitatif : Meilleure connaissance des axes digitaux de la logistique par les pédagogues/apprenants,

- Forte intégration des profils supply chain dans les codirs des PME-PMI ;
- Porte ouverte à des personnes en reconversion issues de certains secteurs industriels ;
- Accroissement de l'usage du transport multimodal grâce à la dissémination et à la formation ;
- Anticipation de l'ouverture du Canal Seine-Nord Europe ;
- Image de la filière et attractivité de cette dernière ;
- Déploiement de nouveaux partenariats avec les professionnels (formations-actions).

Les formations diplômantes ciblées sont : BUT Management de la Logistique et des Transports (BUT MLT), Mobilité et Supply Chain connectées, Mobilité et Supply Chain durables, Licences professionnelles en logistique, Masters en logistique, Écoles d'enseignement supérieur. Sur les volets bonnes pratiques de supply chain management et l'axe multimodal, DIG-SCALE a la volonté d'être accessible à un grand nombre de salariés mais aussi d'étudiants sous la forme d'ateliers pédagogiques (formations courtes de 2 jours à 1 semaine à destination des cadres de PME et PMI et salariés en évolution professionnelle) soit débouchant sur des certifications privées, soit intégré à des formations diplômantes Bac +2 à Bac +5.

- **Nouvelles formations créées : 1 formation Bac +3 et 1 formation Bac +4/5** (logistique multimodale supply chain opérationelle) en formation initiale et en formation continue ;
- **Nombre de personnes formées Bac +3** = 400 ;
- **Nombre de personnes formées Bac +4/5** = 200 ;
- **Nombre de personnes sensibilisées Bac +1/2** = 600 ;
- **Nombre de personnes sensibilisées Bac +3** = 400 ;
- **Nombre de personnes sensibilisées Bac +4/5** = 300.

Euralogistic
Pôle d'excellence logistique & supply chain en Hauts-de-France

l.desprez@artois.cci.fr
euralogistic.com

RETOUR **SOMMAIRE**

LABEL SOLUTIONS (LS)



© DR - Label Solutions

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Label Solutions

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Circuit-court la recyclerie 2nd main association, Pikango SAS

COÛT TOTAL DU PROJET :
50,02 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
12 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

La genèse du projet découle d'une expérience de slowtourisme, consistant à accueillir des apprentis lors de manifestations visant à **valoriser et dynamiser des itinéraires cyclables dans le cadre du projet « Expériences ViaRhôna ».** À l'issue de cette immersion, un diagnostic des besoins est dressé, tant sur la partie services associés à ces voies cyclables que sur les compétences recherchées localement. L'événement rencontre un fort engouement et les fondateurs cherchent à **étendre leur initiative en concevant une proposition ambitieuse d'accueil d'apprentis le long des voies cyclables et de formations qualifiantes et ciblées adossées à des titres RNCP de niveau 4 et 5.**

Les formations dispensées, accompagnées d'une ingénierie pédagogique innovante, placent l'**humain au centre du projet.** Évitant les enseignements théoriques et abstraits, le déroulement pédagogique repose sur des **situations d'apprentissage concrètes au sein du tiers-lieu**, agissant comme un miroir. Cela se concrétise dans des plateaux techniques dédiés à la réparation de vélos et de petits équipements, ainsi que des modules supplémentaires offrant des services commerciaux aux utilisateurs (épicerie, guinguette, hébergement, laverie, ressourcerie, etc.).

En secteur urbain, les fondateurs prennent le parti pris d'inclure leurs centres de formation avec leurs recycleries au sein des lieux phares de la surconsommation.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux **infra-Bac, Bac et enseignements supérieurs issus de France Travail, des missions locales et des associations terrains.** Label Solutions, c'est également aller chercher des **personnes éloignées de l'emploi mais errant en dehors des cadres institutionnels proposés.**

LE PROJET

9 800 formés, 50 centres de formation au sein d'un maillage territorial national sont les éléments clés de Label Solutions.

Pour répondre aux attentes des territoires et des pratiquants des voies cyclables, des modules adaptés à chaque site seront disposés et permettront ainsi aux apprenants d'être en formation au sein même d'une structure leur permettant de mettre en application en direct les acquisitions :

- **Atelier réparation de vélos ;**
- **Atelier réparation tout objet ;**
- **Guinguette ;**
- **Refuge etc.**

Favorisant ainsi le savoir-être, le savoir-faire aussi bien en B2B qu'en B2C.

Cette mise en œuvre n'a qu'un seul objectif : l'employabilité. C'est pourquoi du module « Je construis mon projet » au titre RNCP acquis, les apprenants doivent avant tout être capable de décrocher un emploi à l'issu de leur année de formation.

Dans les recycleries urbaines, l'apport du groupement d'employeurs va permettre en une année de multiplier les expériences et de vivre un **véritable tremplin** pour l'emploi.

Les tuteurs, les coachs, le médiateur, les employeurs, tous engagés aux côtés de Label Solutions, participent activement dans ce modèle à la réussite de chaque apprenant.

L'engagement de chacun de ces apprenants permet la réussite de ce projet.



© DR - Recyclerie-Label Solutions

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif sur ces 5 années est de créer entre 5 et 10 nouvelles formations adaptées aux besoins des territoires avec à chaque fois des titres RNCP à la clé.

Nous avons également l'ambition de créer une dizaine de titres pro notamment dans les services et tous les métiers liés à la seconde main.

Enfin au travers de CQP grâce à des partenaires techniques comme la Fédération Française de Cyclisme, la Fédération Française d'Aviron, la Fondation Paul Bocuse et l'Union Sport et Cycles, les apprenants bénéficieront d'opportunités spatiotemporelles.

Le modèle repose sur la formation continue.

Chaque promotion est constituée de **12 personnes** permettant ainsi de former avec un accompagnement personnalisé. **C'est donc 2 560 personnes à la fin de la deuxième année pour arriver à plus de 9 000 formés.**

La sensibilisation en dehors des centres de formations est un de nos axes majeurs tant au niveau des MFR, des lycées techniques. Et l'implantation des stations au bord des voies cyclables doit nous permettre de nous irriguer des écosystèmes en place et de mettre en valeur des formations oubliées.

LÉCLÉ

brugieregardeeva@gmail.com

RETOUR **SOMMAIRE**

MVEB



© DR - MVEB

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GIP FCIP de Lille

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Plateforme Automobile et Mobilités, pilote opérationnel du projet, ANFA - Services de l'automobile et de la mobilité, UTBM - Université Territoire De Belfort Montbéliard, IFPRA NORMANDIE- Institut de la Formation Professionnelle en Région Académique, GIP FCIP de Toulouse, GIPAL Formation - GIP FCIP de Lyon, GIP Forinval- GIP FCIP d'Amiens, GIP FCIP Alsace, Renault SAS, WUDO, ANNECY ELECTRONIQUE SAS, DAVI, SHINE RESEARCH

COÛT TOTAL DU PROJET :

4,35 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2,97 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

3 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France entièr

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Face à l'urgence climatique et la nécessité de réduction des émissions de gaz à effet de serre, MVEB (Maintenance des Véhicules Électriques à Batterie) réunit des acteurs de l'ensemble de l'écosystème emploi-formation, constructeurs automobiles, représentants de l'éducation nationale, et de la formation.

Le projet décloisonne les approches pour répondre à l'enjeu du passage du véhicule thermique au véhicule électrique, permettre aux entreprises nationales de rester compétitives, et renforcer l'attractivité des métiers.

Au-delà de la production de véhicules propres, la maintenance de ces véhicules est essentielle pour permettre leur maintien sur le marché.

MVEB s'attache à anticiper le besoin en compétences de la filière automobile lié aux technologies récentes des véhicules électriques à batterie avec une orientation volontairement axée vers les métiers de la maintenance et développer un écosystème d'échanges de ressources pédagogiques pour créer et diffuser les compétences et savoirs professionnels.

LE PUBLIC VISÉ

Les dispositifs de formation s'adressent aux enseignants et formateurs, aux élèves visant un diplôme de niveau CAP, et bac pro, ainsi qu'aux étudiants en année 1 et 2 de BTS.

Niveau infra-Bac :

CAP : 33 000 apprenants

Bac pro : 70 000 apprenants

Niveau Bac +2

BTS : 7 500 apprenants

2 500 formateurs et enseignants.

Par ailleurs, les tiers lieux permettront de toucher tout public : formateurs, enseignants, demandeurs d'emploi, salariés, étudiants, etc.

LE PROJET

Pour répondre aux besoins en compétences de la filière automobile et mettre à disposition de l'ensemble de la communauté éducative des ressources pédagogiques innovantes, **MVEB déploie 6 actions complétées par une action dédiée au pilotage du projet et la coordination des partenaires :**

- Structurer et créer les parcours de formation adaptés au public visé sur la maintenance des véhicules électriques à batterie ;
- Mettre en commun et diffuser les parcours de formation, via les plateformes LMS ;
- Diffuser, mettre en lien avec une solution d'animation communautaire ;
- Former les formateurs aux innovations pédagogiques et technologiques pour les apprenants ;
- Contribuer à l'attractivité des formations et former à travers des tiers lieux ;
- Assurer la cohérence des actions avec les besoins en compétences des métiers des services de l'automobile.

Le projet s'attache ainsi à créer des parcours de formation généralistes et spécifiques en s'appuyant sur un recensement des besoins de la filière. Les ressources pédagogiques élaborées seront partagées grâce à la création d'un écosystème d'échanges et déployées à travers la mise en place de tiers lieux automobiles maillant le territoire et équipés en véhicules et outils numériques et physiques.recrutements et les réalisations, analyser les freins aux entrées en formation ou en emploi et proposer des mesures pour y remédier, comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.

LES IMPACTS ATTENDUS

Formation initiale ;

Formation infra-Bac : maintenance des véhicules et réparation des carrosseries ;

Formation Bac +1/2 : mise en sécurité des véhicules électriques.



© DR - MVEB

Nombre de formés niveau infra-Bac : 103 000

Nombre de formés niveau Bac +1/2 : 7 500

Formation continue

Niveau infra-Bac : maintenance des véhicules et réparation des carrosseries

Formation de formateurs : 2 500

Conception de 8 parcours de formation à la maintenance des véhicules électriques à batterie : 4 parcours généralistes et 4 parcours spécialisés :

- Les connaissances transversales minimales en électricité, électronique, adaptées au véhicule électrique ;
- Les habilitations obligatoires pour intervenir sur un véhicule électrique en toute sécurité ;
- Connaissances des systèmes et sous-systèmes des véhicules électriques à batterie ;
- Connaissances de l'écosystème de recharge des véhicules et périmètre d'intervention ;
- Les opérations d'entretien courant d'un véhicule électrique ;
- Les gestes professionnels nécessaires pour assurer le démontage et le remplacement des organes composant la chaîne de traction électrique ;
- Le paramétrage, l'initialisation du système et la mise à jour des logiciels à la suite d'une intervention ;
- Le diagnostic des véhicules à batterie.

Maintenance des Véhicules Electriques à Batterie

mariana.luiz-braga@ac-lille.fr

mveb.fr

RETOUR SOMMAIRE

ORBIMOB' ACADÉMIE



© DR - Orbimob' Académie

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

UCA Clermont Auvergne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

UCA Clermont Auvergne, INP Clermont Auvergne, ESC Clermont Auvergne, École Nationale Supérieure d'Architecture Clermont Ferrand, Hall 32, Orbimob, Ingerop, GCK, SNCF, Groupe Renault, Hympulsion

COÛT TOTAL DU PROJET :

11,17 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Dans le cadre des grandes évolutions de la mobilité, portées en particulier par sa nécessaire décarbonation, les entreprises ont besoin de recruter des jeunes avec de nouvelles compétences ou des compétences renforcées dans le domaine.

La complexité de ces évolutions fait apparaître des besoins importants dont le renforcement de l'approche systémique et du dialogue entre des disciplines très diverses.

Dans cette optique, l'Académie des Mobilités Durables a pour but de créer et de diffuser des contenus multidisciplinaires permettant de comprendre les problématiques complexes de transition des mobilités durables et de faciliter la mise en œuvre massive des solutions qui fonctionnent en s'appuyant sur une vision systémique.

Elle vise à répondre aux attentes de la fiche thématique « Digitalisation et décarbonation des mobilités » au niveau de :

- Optimiser, sécuriser et décarboner les transports massifiés et leurs interfaces multimodales ;
- Développer de nouvelles offres de transports par l'automatisation et la décarbonation.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé est essentiellement par le volet sensibilisation est celui des **étudiants de premier cycle de l'enseignement supérieur de toute spécialité.** Une déclinaison est prévue vers les lycéens.

Des formations nouvelles ou modernisées et renforcées s'adresseront aux élèves ingénieurs (2e et 3e années) et en Bac +6 avec un mastère coproduit par l'ESC et l'INP

Une nouvelle offre en formation continue s'adressera aux **salariés des entreprises mais aussi aux collectivités locales**

LE PROJET

Le projet propose une importante variété de nouveautés :

- Création d'un socle de formations en présentiel et en distanciel à destination de tout étudiant au niveau L1 puis L3 ;
- Refonte de 3 formations existantes pour les articuler autour des problématiques de mobilité, pour un volume de 400 h/an pour les experts « mobilité et infrastructures » ;
- Création d'une formation de 300 h/an pour des experts « Mobilité et santé » ;
- Création d'une formation de 300 h/an Sur l'utilisation des matériaux durables et l'écoconception dans les mobilités ;
- Refonte de formations existantes pour un volume de 400 h/an pour des experts Mobilité et Énergie ;
- Refonte d'un mastère sur la mobilité et ses modèles économiques ;
- Création de formations/sensibilisation en pré-Bac sur les mobilités durables ;
- Création de formations continues sur les mobilités durables.

Un important volet communication permettra de renforcer l'attractivité et la visibilité des formations aux mobilités durables et de sensibiliser les publics en particulier les jeunes les défis de la transition écologique autour de la mobilité. Cette communication cherchera à développer la transdisciplinarité et le dialogue entre les disciplines.



© DR - Orbimob' Académie

LES IMPACTS ATTENDUS

Les compétences proposées dans les formations aux mobilités durables (nouvelles ou modernisées) visent à sensibiliser ou former de multiples publics, du pré-Bac jusqu'au doctorat.

Nouvelles formations :

- Dispositif de sensibilisation online à diffusion nationale (serious game, MOOC, ...) = > 10 000 formés par an ;
- Module Mobilités durables pour tous les étudiants de niveau L1 de l'UCA = > 8 000 formés par an ;
- Nouvelle formation pour tous les étudiants en niveau L3 de l'UCA = > 4 000 formés par an ;
- Modules Transition écologique et Mobilités durables en formation continue = > 30 à 200 formés par an ;

Modernisation/renforcement de formations :

- Spécialisation Mobilité et infrastructures = > 48 formés par an ;
- Spécialisation Matériaux biosourcés pour la mobilité = > 48 formés par an ;
- Spécialisation Énergie pour la mobilité = > 48 formés par an ;
- Mastère Modèles économiques des transports = > 30 formés par an.

UNIVERSITÉ Clermont Auvergne

olivier.tribondeau@clermont-auvergne-inp.fr

RETOUR SOMMAIRE

REMED



© DR - Renault Trucks E-Tech

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Claude Bernard Lyon 1

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
1 chef de file : Université Claude Bernard Lyon 1

Les acteurs impliqués dans les actions de REMED (liste non exhaustive se basant sur les partenaires s'étant engagés au lancement du projet) sont :

- Les établissements du supérieur : IUT Lyon 1, École Centrale de Lyon, l'INSA Lyon, Strate, École de Design, l'Université Gustave Eiffel ;
- Les laboratoires de recherche : le laboratoire Ampère et le laboratoire Licite-Eco7 ;
- Les établissements du secondaire : le lycée Edmond Labbe, Le lycée Émile Bejuit, Lycée Polyvalent Les Catalins, LPO Louis Armand ;
- Les industriels : Alpine , CARA Transport & Mobility Systems, Etotem technology, Exxotest Education, Greenmot, Gulplug, Hagger, Keba, Legrand, Mobelec, Ocea, Renault, Renault Trucks, Schneider, Slate, Stellantis, Symbio, Transpolis, TotalEnergies, Verkor, 5discovery, Vibratec SAS, VR production.

COÛT TOTAL DU PROJET : 21 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 14,5M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Développement en Auvergne-Rhône-Alpes et déploiement au national notamment à travers le Formula Student France

L'AMBITION

L'ambition du projet REMED « Réussir l'Efficience des Mobilités d'Excellence Décarbonées » est de répondre aux besoins en compétences des industriels faisant face aux enjeux de la décarbonation des mobilités. L'automobile va jouer un rôle important dans la stratégie de décarbonation. Les études préalables ont montré que cette transformation de la filière automobile à horizon 2030 va nécessiter un très grand nombre de recrutements de personnel qualifié à des postes de production, techniciens et ingénieur avec de nouvelles compétences.

Notre objectif est de former les futures générations du Bac -3 au Bac +8, avec une coordination importante de l'offre de formation sur la Région, en ouvrant et/ou en colorant des formations en lien avec les mobilités décarbonées (électricité, hydrogène...), leur alimentation et en considérant les nouveaux usages.

L'objectif de la réponse REMED « Réussir l'Efficience des Mobilités d'Excellence Décarbonées » est de poursuivre les actions précédemment engagées et de placer les formations de notre Région sur les véhicules décarbonés à la pointe des besoins des industriels locaux avec une portée nationale et internationale.

LE PUBLIC VISÉ

Nous visons des formations du Bac pro au BUT en passant par les BTS sur les métiers de l'installation, de la mise en service et de la maintenance des systèmes et des véhicules. Pour les formations du supérieur, impliquant les BUT, Cycle d'ingénieur, Master et Mastére, nous ciblons les métiers de la conception, validation. La constitution d'un ensemble de diplômes Bac -3 à Bac +8 permettra de structurer la cartographie des formations en lien avec les attentes des industriels et de la filière.

LE PROJET

Le projet REMED se décline autour de 5 actions :

1. Créer un réseau de 6 sites équipés de moyens de recharge électrique-hydrogène et de véhicules.
2. Développer des formations pour constituer le continuum Bac -3 à Bac +8.
3. Disposer d'un support mobile de présentation des enjeux de mutation de la mobilité électrique et hydrogène.
4. Attractivité de la filière à travers la création du formula Student France.
5. Internationalisation, le campus franco-italien.

Les objectifs opérationnels de notre projet sont les suivants :

- **Équiper les établissements du CMQ impliqués** dans ce projet sur les mobilités décarbonées du futur afin de réaliser leurs actions ;
- **Monter en compétences des formateurs,** pour transférer des compétences de la Recherche vers l'industrie et de l'industrie vers la formation afin de former les futurs talents dont la filière a besoin ;
- **Acculturer et essaimer pour former les apprenants :** développer un environnement propice à l'attractivité des jeunes femmes et hommes vers les filières visées en illustrant et rendant accessible les enjeux et les technologies de la mobilité décarbonée à un public large allant du parent d'élèves au conseiller d'orientation ;
- **Intéresser :** attirer les talents via des supports d'attractivité, d'acculturation et de formation avec une portée régionale, nationale et internationale. Tendre vers un équilibre des genres dans nos formations à l'image d'autres pays.



© DR - REMED

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet REMED bénéficie d'un soutien fort de toute la filière automobile et notamment de la PFA (Plateforme automobile), les entreprises et les associations-organisations professionnelles, ainsi que les collectivités du territoire, les laboratoires de recherche et les établissements de formation.

Ce projet devrait avoir un impact général pour le secteur automobile et sa décarbonation qui entre dans une période de transition sans précédent, ainsi que pour les futurs apprenants, juniors ou reconvertis professionnellement de ces milieux.

Il permettra aux entreprises de répondre rapidement à leurs besoins croissants en main-d'œuvre et permettra aux apprenants de se former à des métiers qui réclameront dans les prochaines décennies une main-d'œuvre nombreuse et qualifiée.

Le projet REMED devrait influencer la formation de 400 étudiants et 800 élèves par an. Les actions de coloration et de dissémination devraient permettre d'atteindre plus de 5 000 personnes supplémentaires chaque année. Ces derniers devraient permettre d'alimenter les filières de formation et par conséquent de pourvoir les besoins en employé qualifié. Les ressources pédagogiques seront également diffusées dans le cadre du RTN Mobilités Véhicules, soit potentiellement toucher plusieurs dizaines de milliers d'apprenants.

REMED

ali.sari@univ-lyon1.fr
remed-france2030.fr

RETOUR SOMMAIRE

TRANSFORMEURS



© DR - Transformeurs

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

UTPF (Union des Transports Publics et Ferroviaires)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Fédération Nationale de Transports de Voyageurs (FNTV) ; OPCO Mobilités ; SNCF ; SNCF Voyageurs ; SNCF Réseau ; RATP ; TRANSDEV ; KEOLIS ; Régie des Transports Métropolitains (RTM) ; DB CARGO; CAPTRAIN France ; OBJECTIF OFP ; Centre International de Formation Ferroviaire de la Côte d'Opale (CIFFCO) ; AFTRAL ; DIGIRAIL ; AFPA ; Campus des Métiers et Qualifications Occitanie Transport Logistique et Commerce de Gros - Lycée Ernest Ferroul (CMQ TLCG) ; CESI ; CNAM ; École Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC) ; Telecom Paris (Mines Telecom) ; Université Lumière Lyon 2 ; CY Cergy Paris Université ; Région Centre-Val de Loire ; GIP FCIP ; Rectorat de l'académie de Limoge ; Lycée des Métiers de la Mobilité Saint Exupéry.

COÛT TOTAL DU PROJET :

12,28 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

8 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

4 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Bretagne, Auvergne-Rhône-Alpes, Centre-Val de Loire, Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

Grâce aux bus, cars, tramways, métros, et trains qu'ils font circuler, les opérateurs du transport urbain, interurbain, ferroviaire et de fret sont essentiels à la mobilité quotidienne des citoyens et indispensables à la lutte contre le dérèglement climatique. **Confronté à une double transition écologique et numérique,** le secteur connaît des perspectives de croissance et de développement qui le placent au cœur des enjeux de modernisation et de décarbonation de notre économie. Pour autant, les employeurs font face à des **difficultés structurelles sur le front de l'emploi.**

Transformeurs est un projet orientation-emploi-formation triennal et interbranches réunissant autour des fédérations professionnelles UTP et FNTV un collectif de 26 partenaires (employeurs, établissements d'enseignement scolaire et supérieur, organismes de formation, collectivités territoriales) pour répondre à un **double enjeu :**

- **Attirer** de nouveaux viviers de candidats et mieux les qualifie vers les métiers en tension (en particulier la conduite et la maintenance) pour les intégrer durablement au sein des entreprises ;
- **Rénover** l'appareil de formation du secteur par la création et le déploiement d'actions de formation initiale et continue en lien avec des partenaires d'innovation pour accompagner l'évolution des compétences dans 8 familles de métiers.

LE PUBLIC VISÉ

Pour cela, le projet s'adresse aux scolaires et aux étudiants par la voie de la formation initiale et des formations supérieures, aux salariés par la voie de la formation continue et intervient sur le champ de la sensibilisation et de l'acculturation auprès du grand public.

Le projet touche les formations diplomantes, certifiantes, qualifiantes et pré-qualifiantes.

Le projet vise à construire des parcours et des passerelles métiers : déploiement au collège (infra-Bac et Bac), puis dans l'enseignement supérieur (jusqu'à Bac +5) et ensuite dans le cadre de la formation continue.

LE PROJET

Transformeurs est davantage un projet stratégique de mutualisation et de modernisation de l'appareil de formation qu'une somme d'expérimentations locales d'actions de formations ou d'attractivité. Ce projet ambitieux répond aux défis actuels de la formation initiale et professionnelle. Il vise à :

- **Renouveler l'offre de formation :** créer ou transformer près de 70 actions de formation en lien avec les besoins des entreprises ;
- **Développer de nouveaux parcours :** proposer 4 parcours de pré-qualification et 2 formations continues mutualisées destinées aux salariés des 1 500 employeurs du secteur ;
- **Créer de nouvelles certifications :** concevoir 6 certifications de branche et des partenariats avec d'autres secteurs économiques (industrie, automobile, transport routier) ;
- **Innover dans l'accompagnement :** expérimenter de nouveaux dispositifs d'appui pour les managers, formateurs et RH et les proposer à l'ensemble des entreprises des 4 branches du projet ;
- **Communiquer et attirer les talents :** lancer une campagne d'information et créer un guichet unique d'information et d'orientation pour créer un choc d'attractivité à l'échelle du secteur ;
- **Digitaliser la formation :** déployer des outils numériques innovants pour faciliter l'accès ;



© DR - Transformeurs

- **Déployer sur le terrain :** mettre en œuvre des actions dans 6 territoires d'expérimentation pour sensibiliser les jeunes.

Ces actions auront une déclinaison à la fois territoriale mais auront également un caractère national.

LES IMPACTS ATTENDUS

D'ici fin 2027, plus de 50 000 personnes auront bénéficié des formations créées ou transformées via le projet et on estime qu'à l'horizon 2030, le nombre de personnes formées ou sensibilisées grâce au projet dépassera les 200 000 personnes.

L'initiative couvre divers publics, incluant les élèves, demandeurs d'emploi, et salariés en reconversion. Elle favorise aussi la formation hybride, intégrant des formats à distance et en présentiel pour une meilleure accessibilité.

Transformeurs se distingue par son approche inclusive et durable. Il mobilise un réseau d'ambassadeurs pour sensibiliser la jeunesse aux métiers des transports publics et ferroviaires.

Le projet inclut des innovations pédagogiques, des parcours hybrides et des actions de communication visant à attirer davantage de femmes vers ce secteur historiquement masculin. En intégrant des dispositifs en faveur de la transition écologique, Transformeurs met en place une réponse concrète aux enjeux de mobilité décarbonée, tout en contribuant à une transformation sociale et professionnelle des métiers de demain.

UTPF Union des Transports Publics et Ferroviaires

gadam@utpf-mobilites.fr
jfloch@utpf-mobilites.fr
utpf-mobilites.fr

RETOUR SOMMAIRE

BATTENA



© DR - BATTENA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Batteries

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Région Nouvelle-Aquitaine

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ACC, EASYLI, EXOES, FORSEE POWER, ORANO, SAFT, SERMA, SOLVAY, VOLTEO, AFPA, ANFA, EIT InnoEnergy, 4 Universités (Bordeaux, Limoges, Pau et Pays de l'Adour, Poitiers et leurs IUT respectifs), Institut polytechnique Bordeaux, école d'ingénieur EIGSI, Sicame Academy, pôle formation UIMM (AFPI et CFAI), Cap Métiers Nouvelle-Aquitaine (Carif Oref)

COÛT TOTAL DU PROJET :
19,89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - 2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

La Région bénéficie de la seule chaîne de valeur complète des batteries en France, depuis les matières premières jusqu'au recyclage.

Elle concentre la majeure partie des industriels français de la filière, dont les prévisions de recrutements gravitent à parts égales autour des postes d'agents de production, de techniciens et d'ingénieurs.

Les compétences attendues concernent la sécurité et la sûreté de fonctionnement, la chimie, l'électronique, l'électrique, la thermique, la mécanique.

Les disciplines et formations pour les techniciens s'orientent vers les essais et tests, la maintenance des équipements, pour les ingénieurs autour de l'électrochimie et la mécanique.

BATTENA (formations pour les Batteries en Nouvelle-Aquitaine) propose de compléter l'offre de formation existante, de créer des formations innovantes (accessibles en formation initiale et continue, en présentiel et/ou en distanciel) et des plateaux technologiques pour répondre aux besoins exprimés par les acteurs de l'ensemble de la filière batterie (des matières premières, jusqu'au recyclage, en passant par la production), ainsi qu'aux nouveaux enjeux du marché du travail sur la nécessaire adaptation des cursus scolaires, universitaires et professionnels.

Pour y parvenir, **Battena met l'accent sur une implication forte des industriels dans la construction et l'animation des formations, et vise à intégrer pleinement la R&D à travers l'implication des laboratoires de recherche.**

LE PUBLIC VISÉ

BATTENA concerne les lycéens, étudiants, salariés en évolution professionnelle ou en reconversion, demandeurs d'emploi, ainsi que les formateurs.

Tous les niveaux, depuis infra Bac-3 à > Bac +5. Il y a quelques sujets de thèses.

Les premières formations pourraient débuter fin 2024.

LE PROJET

- **Adapter l'offre de formation existante sur tous niveaux, pour tous publics : compétences nécessaires pour fabriquer, manipuler, assurer la maintenance, la sécurité, le démantèlement et le recyclage des batteries, dans l'industrie et les services automobiles.**
- **Assurer l'intégration de l'industrie au sein de formations :**
  - Mise à disposition d'experts, d'espaces et/ou d'équipements par les industriels impliqués dans les formations ;
  - Organisation de visite d'usine, accueil d'alternants, encadrement de stagiaires.
- **Répondre aux enjeux d'attractivité des métiers avec des actions ciblées en matière de sensibilisation et d'attractivité :**
  - Création d'une académie virtuelle (interface web) chargée de promouvoir la filière qui permettra de recenser les offres de formations, de stages, d'alternance et d'emploi ;
  - Mécénat de formation avec l'implication des industriels du consortium ;
  - Temps dédié par les industriels pour présenter la filière au sein de leur entreprise et sur des salons/forums.
- **Suivre et accompagner l'évolution de la filière : mesurer les écarts entre les prévisions de recrutements et les réalisations, analyser les freins aux entrées en formation ou en emploi et proposer des mesures pour y remédier, comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.**



© DR - BATTENA

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Les compétences proposées dans les formations :**
  - Tests, essais ;
  - Électronique, sécurité, HSE ;
  - Production, informatique R&D ;
  - Électrochimie, industrialisation ;
  - Maintenance, thermique, mécanique ;
  - Automatisation, chimie.
- **Colorations de formations :**
  - Niveau ingénieur : 71 en FC, 17 en FI ;
  - Niveau technicien : 66 en FC, 36 en FI ;
  - Niveau ouvrier : 37 en FC, 7 en FI ;
  - 27 formations couvrant tous les niveaux pour une habilitation électrique ;
  - 3 formations de formateurs.
- **Coloration de formations en lycées :**
  - Bac pro : métiers de l'électricité et ses environnements connectés, maintenance des systèmes de productions connectés, systèmes numériques, maintenance des véhicules
  - BTS : maintenance des véhicules, maintenance des systèmes, motorisations toutes énergies
- **Nombre de formés au 31/12/2030 :**
  - < Bac : 5 614 (diplôme), 5 446 (FC), 14 700 sensibilisés ;
  - Bac +1/2 : 3 395 (diplôme), 350 (FC) ;
  - Bac +3 h 8 295 (diplôme), 560 (certif), 6 160 (FC), 700 sensibilisés ;
  - Bac +4/5 : 896 (diplôme), 3 430 (FC), 1 400 sensibilisés ;
- **Bac +5 : 8 (diplôme), 1162 (FC).**

RÉGION Nouvelle-Aquitaine

marilyn.cadoret@nouvelle-aquitaine.fr
nouvelle-aquitaine.fr

RETOUR SOMMAIRE

EDLB



© DR - EDLB

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Batteries

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Verkor

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Verkor, AFPA Auvergne-Rhône-Alpes, AFPA Hauts-de-France, Pôle Formation Isère / UIMM Isère, IMT Grenoble, CEA-INSTN, CESI, Le Cnam, Hesam Université, Corys, EIT Innoenergy, ENSAM, GIP FIPAG, Grenoble INP, Tenerrdis, Université Lyon 1, CMQ Smart Energy Systems Campus, CMQ Auto'Mobilités

COÛT TOTAL DU PROJET :

19,85 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

13,58 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France et Île-de-France

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La France a pour ambition de produire 2 millions de véhicules électriques d'ici 2030.

Pour atteindre cet objectif, elle devra former chaque année 40 000 personnes. L'École de la Batterie s'est construite en réponse à cet enjeu national et s'engage à former une nouvelle génération de talents pour accompagner cette transformation industrielle vers l'électrique. Dès 2026, l'École de la Batterie formera 1600 personnes du CAP au doctorat et à tout âge et tout moment de la vie.

1re école en réseau dédiée à la batterie, elle s'appuie sur un consortium d'acteurs de tous horizons allant d'industriels du monde de la batterie, d'institutions de ce milieu, à l'échelle locale ou européenne, ainsi que de différents établissements d'enseignements couvrants l'ensemble des degrés d'études.

À terme, ce projet, partant d'un diagnostic des métiers et formations existantes, permettra de développer et mettre en place de nouveaux cursus de formations professionnelles (ou adaptations de formations existantes).

Ces formations, de Bac -3 à Bac +8, mais plutôt centrées sur les métiers de la recherche et des bureaux d'études, traiteront de l'électrochimie, la thermique, la mécanique ou du management de l'énergie.

Elles pourront être complétées par de l'électronique de puissance ou des thèses menées en partenariat avec des entreprises de la filière batterie.

LE PUBLIC VISÉ

L'École de la Batterie a pour but de s'adresser à l'ensemble de la chaîne de valeur de la batterie et implique donc de considérer tous les diplômes allant de Bac -3 à Bac +8.

Ainsi, les personnes visées seront tout autant les jeunes, du lycée jusqu'à l'école d'ingénieur, la recherche, mais également les demandeurs d'emploi ou les salariés en reconversion professionnelle ou souhaitant évoluer dans leur secteur (passage de l'automobile thermique à l'automobile électrique notamment).

LE PROJET

L'École de la Batterie vise à développer des compétences clefs du domaine des batteries, adaptées notamment aux véhicules électriques. C'est pourquoi après avoir réalisé un état de l'art des dispositifs de formation déjà existants, l'enjeu sera d'identifier les différents besoins en métiers et formations nécessaires pour les années à venir.

À la suite de cela, les établissements partenaires créeront et démarreront la mise en place des différents dispositifs, adaptés à leur public(s) cible(s). Ils pourront pour cela s'appuyer sur les industriels du projet afin de connaître les besoins aux différentes échelles locales, nationales et européennes. En parallèle, l'École constituera et formera un réseau d'experts pouvant intervenir dans les formations afin de transmettre tout le savoir nécessaire au niveau technologique.

Afin de délivrer des parcours de formation innovants et donc de dispenser ces formations de manière plus adaptée, il est prévu de créer 3 simulateurs pédagogiques grâce à l'expertise de Corys et de faire vivre et évoluer 4 plateformes et infrastructures technologiques au sein de Grenoble INP, AFPA et Verkor.

Enfin, l'attractivité de la filière batterie auprès de tous les publics sera travaillée. **La mise en place d'une forte campagne de communication et d'évènements autour de la transition écologique et du secteur des batteries sera essentielle.**



© DR - EDLB

LES IMPACTS ATTENDUS

28 formations nouvellement créées d'ici 2025 dont 60 % de formations continues. 110 formations modernisées d'ici 2025 dont 40 % de formations continues

Nombre de personnes formées :

900 personnes en infrabac et bac, 1 700 personnes en Bac +1/2, 550 personnes en Bac +3, 1 700 personnes en Bac +4/5, 12 personnes au-delà de Bac +5, 3 000 personnes sensibilisées

Aussi, plus de 150 formateurs et enseignants qui suivront 1 à 2 modules de formation pour monter en compétences et délivrer des contenus de qualité, au plus près de l'état de l'art et du besoin des entreprises.

Tous les établissements intégreront à l'issue du projet un socle commun de formation comprenant des contenus sur les enjeux sociaux et environnementaux de la batterie. Ces modules doivent former des individus conscients des grands enjeux que la filière de la batterie tente de résoudre et des prochains défis à relever.

Afin d'attirer dès le plus jeune âge, 60 boîtes de jeux de plateaux collaboratifs dédiés au fonctionnement d'une gigafactory seront distribuées dans les lycées ainsi qu'une centaine de mallettes pédagogiques dans les collèges des académies de Grenoble, Lyon et Lille.

Enfin, pour attirer la curiosité de tout un chacun et commencer à former et orienter les profils, 1 à 2 Open Badges seront crées pour diffuser un premier degré de savoir et confirmer l'acquisition de connaissances.

edlb L'école de la batterie

hello@ecoledelabatterie.fr
ecoledelabatterie.fr

RETOUR SOMMAIRE

ELECTRO'MOB



© DR - Electro'mob

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Batteries

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP Lille

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Région des Hauts-de-France, Association Régionale de l'Industrie Automobile Hauts-de-France, Renault Electricity, Université Picardie Jules Verne, ACC - Automative Cells Company, Stellantis, Université de Lille, AFPI ACM Formation, Université de Toulouse III - Paul Sabatier, Corys, IMT Nord Europe, VERKOR, AFPA, Université Polytechnique Hauts-de-France, UIMM Hauts-de-France, Université du Littoral Côte d'Opale, Université d'Artois, Traindy, AFPI Région Dunkerquoise, KIC InnoEnergy, Avenir Formatio, PFA, OPCO 2i

COÛT TOTAL DU PROJET :
27 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
14,19 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France

L'AMBITION

La filière automobile connaît une profonde mutation avec l'avènement des véhicules électriques et la naissance de l'écosystème des batteries en Europe, principale technologie permettant le stockage de l'électricité et le passage à une mobilité zéro émission.

Il est donc nécessaire de mettre en place un projet emploi-formation stratégique pour répondre aux enjeux liés à l'implantation des Gigafactories, spécialisées dans la fabrication de batteries électriques, dans la région Hauts-de-France, à Douvrin (62), Douai (59) et Dunkerque (59).

L'ambition du projet est de positionner la filière batterie comme secteur d'avenir pour attirer les talents, valoriser le secteur en déployant des dispositifs mobiles d'attractivité et en s'appuyant sur une stratégie de communication adaptée aux différents publics visés.

Le projet est l'occasion de former aux nouvelles compétences de la filière en proposant des cursus de formation adaptés à l'ensemble du cycle de vie de la batterie. Les besoins en emplois sont estimés en 13 000 postes d'ici à 2027.

Plus de 11 000 modules seront donc proposés afin de répondre à ce besoin grandissant de main-d'œuvre qualifiée sur l'ensemble de la chaîne de valeur, batterie, technique de base, maintenance industrielle, conduite de ligne et spécialisation.

LE PUBLIC VISÉ

Les dispositifs de formation s'adressent aux jeunes en formations initiale et universitaire, aux salariés en reconversion (avec la construction de passerelles métiers et territoriales) et aux demandeurs d'emploi.

Le projet vise, plus globalement, tout public pour sensibiliser aux fondamentaux de la batterie.

LE PROJET

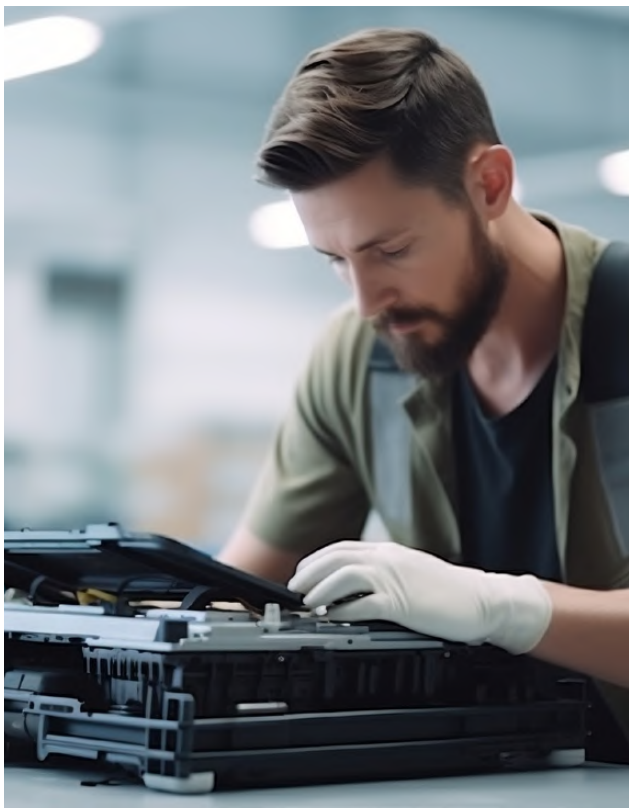
Pour répondre aux besoins en compétences de la filière électromobilité, le projet Electro'mob s'articule autour d'un axe attractivité et d'un axe formation, déployés en 16 actions complétées par une action dédiée au pilotage du projet et la coordination des partenaires.

L'axe attractivité vise à susciter l'intérêt notamment des jeunes et des salariés en reconversion en affichant les atouts de la filière batterie, valorisant les métiers et perspectives d'emploi. Grâce à un dispositif mobile existant, le projet déploie des outils et animations au plus proche des territoires.

L'axe formation vise à répondre à l'ensemble des besoins en recrutements d'ingénieurs, techniciens, opérateurs, maintenanciers, liés à l'implantation des gigafactories. Il s'appuie sur les dispositifs de formation existants en les consolidant et les adaptant.

Une « académie de la batterie multisites », en interaction constante avec les industriels, sera déployée dans la région Hauts-de-France.

Des formations de Bac -3 à Bac +5 seront coconstruites impliquant les universités, les écoles d'ingénieurs mais également les écoles de formation des constructeurs automobiles ainsi que des organismes de formation continue et les acteurs de la formation initiale.



© DR - Electro'mob

LES IMPACTS ATTENDUS

Avec la sensibilisation et formation de formateurs, ainsi que l'adaptation et création des parcours de formation, environ 11 000 modules de formation seront proposés.

Environ 850 formations seront adaptées ou créées d'ici 2027.

Cela correspond à :

- 28 670 apprenants sensibilisés du niveau infra-Bac au-delà de Bac +5 ;
- 3 950 apprenants en formation initiale diplômante ;
- 10 580 apprenants en formation continue ;
- Plus de 350 formateurs formés ;
- Plus de 550 formations ouvertes à l'alternance.

lmessien@ariahdf.fr
aria-automobile-hdf.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FODUBLI



© DR - FODUBLI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :
Batteries

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Envision AESC France

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Energy Hub, Université Jules Verne, Amiens GRETA Grand Hainaut AFPI Artois-Douaisis SVIR Consulting, Conseil Régional des Hauts-de-France Pôle Emploi Douai OPCO des Hauts-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :
17 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,80 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T4/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France

L'AMBITION

Le groupe AESC est un leader mondial dans le développement et la fabrication de batteries de haute performance pour les véhicules électriques et les systèmes de stockage d'énergie.

Récemment implantée dans les Hauts-de-France, l'usine située à Lambres-lez-Douai a pour objectif de débuter sa production de masse au début de 2025 pour alimenter l'usine Renault de Douai en modules conformément au contrat signé entre les 2 entreprises.

Ainsi, environ 1000 personnes seront nécessaires pour cette 1re phase. Le projet FODUBLI (FOrmations nécessaires au bon Démarrage d'une Usine de Batteries Li-Ion dans les Hauts-de-France) s'inscrit donc dans la priorité « Batteries » du PIA4 « France 2030 » et en soutien de la priorité « Produire 2 millions de véhicules électriques et hybrides ».

Afin de garantir la réussite de ce projet et d'être compétitif dès le départ, la compétence du personnel est donc un enjeu majeur, tout comme la bonne mise en œuvre des machines. <expérimentés, AESC doit se tourner vers un programme de formation extensif et rigoureux pour ses ingénieurs, techniciens ou opérateurs.

Il s'agit donc de garantir l'acquisition des compétences nécessaires tant au niveau du recrutement que de la formation.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent à toutes les personnes nouvellement recrutées pour les monter en compétences (ingénieurs, managers, techniciens, conducteurs de ligne, opérateurs et caristes).

Ces formations regroupent **3 axes principaux :**

- Des formations hors de France (Japon, Chine, Angleterre) ;
- Des sensibilisations et formations des opérateurs de l'usine, notamment vis-à-vis des risques de l'outil industriel de l'usine, des exigences qualité associés à la fabrication des électrodes, des cellules et des modules ;
- Des formations de reconversion notamment par le biais de l'apprentissage et de contrats de professionnalisation, principalement pour les techniciens de maintenance, outillage, et les conducteurs de ligne.

LE PROJET

AESC France a pour ambition de recruter 1000 personnes voire 2000 emplois supplémentaires en fonction des commandes client. Pour la première phase, AESC vise à former massivement avec un total de plus de 420 000 heures de formations. L'intérêt est de répondre à notre besoin en compétences sur des technologies nouvelles (batteries Lithium-Ion) afin d'être le plus compétitif possible et de répondre efficacement à la demande de nos clients. Une école de batteries est incluse dans le projet. Une bonne partie des formations voire des diverses certifications s'y feront.

Pour cela, un bâtiment de 1500 m2 est prévu, ainsi que la mise en place des équipements présents dans l'usine sauf les machines trop imposantes des lignes de fabrication d'électrodes :

- Machines de mesure et contrôle qualité ;
- Robot Yamaha (empilage des électrodes) ;
- Automate Mitsubishi … ;
- Système de vision … ;
- Machines de soudure, d'usinage et d'étalonnage ;
- Ensemble d'équipements pour la formation à la sécurité dans l'usine (arc électrique, pratique de la salle blanche, arrêt et re-démarrage d'une installation etc.



© DR - FODUBLI

LES IMPACTS ATTENDUS

Le programme comprend des formations :

De reconversion massives concernant 400 à 500 personnes qui devront acquérir des Titres Pro de pilotes de ligne de production, de Techniciens Supérieurs de maintenance, de froid industriel et climatisation, d'outillage, etc.

Ceci pourrait concerner plus de 200 000 heures de formations qualifiantes. De plus, le programme comportera :

- Des formations au Japon et chez les fabricants d'équipements (aux 2/3) en Asie : 32 960 heures
  - Ingénieurs et managers 19 360 h ;
  - Techniciens 13 600 h.
- Des formations externes dans des centres de formation spécialisée : 132 600 heures dont :
  - Ingénieurs et managers 36 060 h ;
  - Techniciens 74 130 h ;
  - Opérateurs et caristes 22 400 h.
- Des formations internes : 260 800 heures dont 107 000 heures de formation sur le terrain et formation par les fournisseurs d'équipement au sein de l'usine ;
  - Ingénieurs et managers 25 170 h ;
  - Techniciens 123 290 h ;
  - Opérateurs et caristes 112 380 h.

Au total : 426 400 h pour 14 950 k€.

AESC
ayumi.kurose@aesc-group.com
aesc-group.com

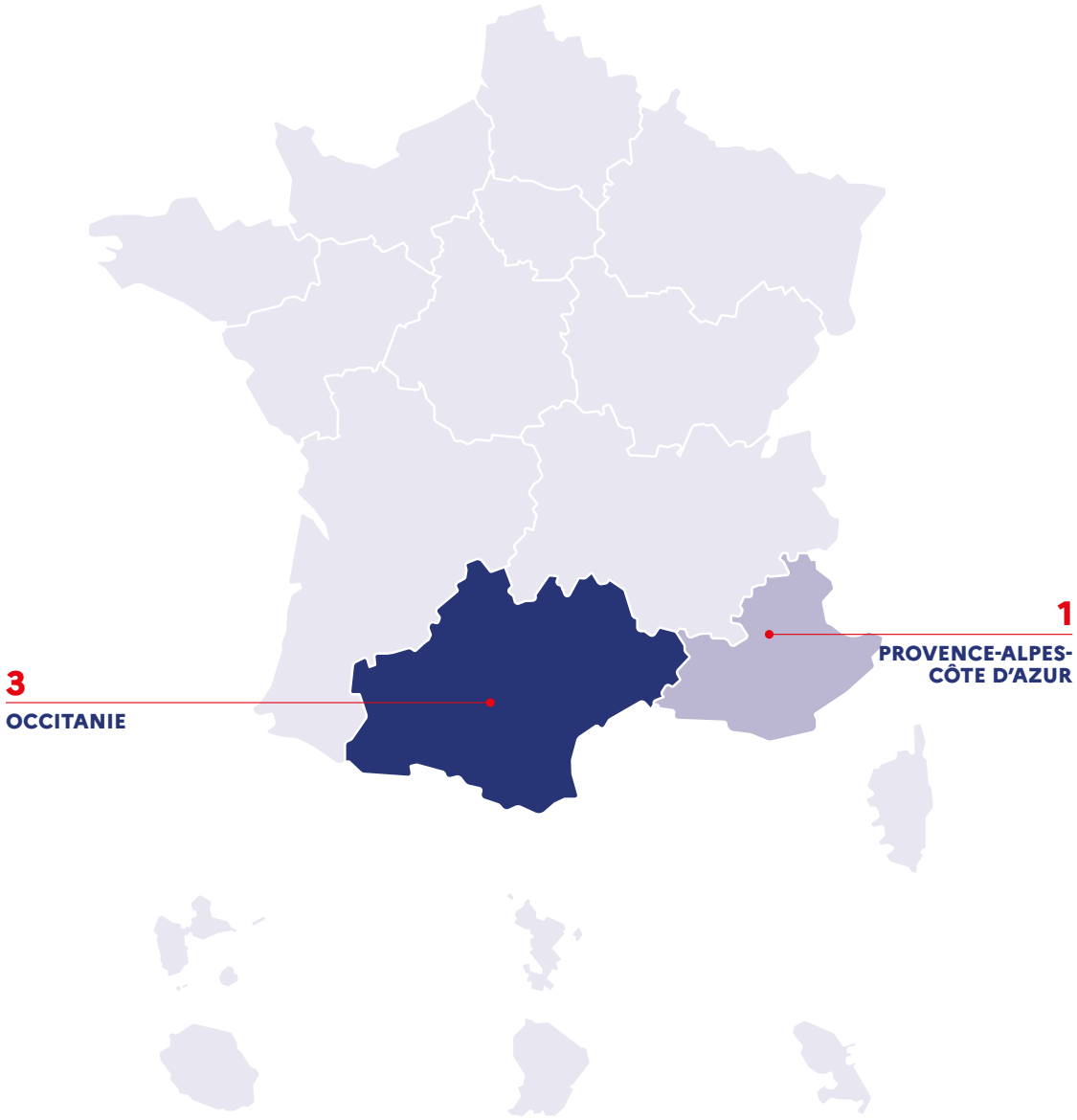
RETOUR SOMMAIRE



OBJECTIF

Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone

4 PROJETS
pour produire en France le premier avion bas carbone



OCCITANIE
- C2A
- eOLE Campus
- PEGASE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- SUD AVENIR HELICO

RETOUR **SOMMAIRE**

CAMPUS AÉRO ADOUR (C2A)



© DR - C2A

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone

Devenir leader en hydrogène vert et des énergies renouvelables

THÉMATIQUES :

Avion bas carbone

Technologies avancées pour les systèmes énergétiques

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

UIMM Occitanie Adour-Pyrénées

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

ACADEMIE INDUSTRIELLE HAPY, le CESI de Pau, DAHER AEROSPACE, le PÔLE FORMATION ADOUR, SAFRAN Helicopter Engines, TARMAC AEROSAVE, TECHNOCENTRE AEROPOLIS, l'UIMM Occitanie Adour-Pyrénées, l'UTTOP

COÛT TOTAL DU PROJET :

57 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

12 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Nouvelle-Aquitaine et Occitanie

L'AMBITION

Alors que le Sud-Ouest regroupe plus de 40 % des emplois européens de la filière aéronautique, elle est confrontée à des défis majeurs renforcés par l'accélération de sa décarbonation.

Les solutions apportées par le C2A répondent à plusieurs urgences territoriales :

- Faciliter l'accès à la formation de proximité à de nouveaux profils ;
- Développer et ancrer les compétences sur le territoire et fidéliser par l'évolution de carrière locale ;
- Réduire l'empreinte carbone des apprenants ;
- Poursuivre la structuration de la filière autour de la transition ;
- Développer les transferts pédagogiques et technologiques sur le bassin.

Accompagné par le Territoire d'industrie Lacq-Pau-Tarbes, le C2A est une démarche collective interrégionale née d'industriels majeurs de la filière et d'organismes de formation et de recherche du bassin de l'Adour soutenue par l'ensemble de la Supply Chain. 10 briques le constituent ayant attrait tant à l'attractivité qu'à la formation initiale et continue ainsi qu'à la recherche. Elles s'intègrent à toutes les étapes du cycle de vie des aéronefs permettant ainsi d'accompagner la production des premiers avions bas carbone et la décarbonation de la filière dans son ensemble. **Le C2A a pour ambition de créer une vitrine de l'avion décarboné et des savoir-faire afin de renforcer l'attractivité territoriale et de promouvoir la culture de la décarbonation auprès de tous.**

LE PUBLIC VISÉ

Premières ouvertures à la rentrée de septembre 2024.

Formations visées :

- Du niveau CAP au niveau Bac +8 et du niveau 1 au niveau 8 ;
- De l'école de production à l'école d'ingénieurs. Les parcours seront dispensés en formation initiale/continue selon les publics.

Publics visés selon les briques et actions :

- Collégiens et lycéens, apprentis, étudiants, doctorants, ingénieurs, public en insertion, public en reconversion, demandeur d'emploi, salariés, tout public.

LE PROJET

Le projet C2A vise à répondre aux défis d'attractivité et de compétences tout en tenant compte des spécificités du bassin de l'Adour et des besoins de la Supply Chain, en particulier dans le secteur aéronautique et en vue de sa décarbonation amorcée.

Structuré en trois axes principaux, le C2A se concentre sur :

1. **Adapter l'offre de formation :** Augmenter la capacité d'accueil des formations et intégrer de nouvelles technologies, tout en favorisant la diversité des profils, notamment la féminisation des métiers ;
2. **Renforcer l'attractivité :** Développer une stratégie de promotion de la filière, incluant des méthodes de recrutement innovantes et la valorisation du « tourisme industriel » ;
3. **Poursuivre la transition industrielle :** Accompagner les entreprises vers la décarbonation et la mobilité intra-secteur grâce à des dispositifs axés sur la valorisation des compétences industrielles.

Le C2A déploie des méthodes pédagogiques innovantes s'appuyant sur différents outils en perpétuelles évolutions (plateformes collaboratives, salles immersives/casques de réalité virtuelle, individualisation des formation…). Il permettra une accélération de l'innovation grâce à d'ambitieux plateaux techniques (l'A350-MSN004 et l'A340-MSN001, technocentres, solutions mobiles de formation, usines clones, etc.).



© DR - C2A

LES IMPACTS ATTENDUS

Des impacts démultipliés sont attendus du C2A sur le bassin de l'Adour et à l'échelle nationale.

- **Sur la formation :**

Plus de 40 diplômes et certifications visés par le C2A concernant plus de 50 métiers identifiés :

- 39 certifications du niveau 3 au niveau 6 ;
- Plus de 80 parcours de formation visés du niveau 3 au niveau 7.

L'ambition du C2A est de porter à 30 % la part des femmes dans les parcours de formation.

- **Sociétaux :**

Il est également mesuré un impact sociétal fort sur le bassin de l'Adour (accès à la formation facilité, qualification des personnes, baisse du taux de chômage/RSA/décrocheurs).

L'impact du projet est également environnemental avec la sensibilisation et l'acculturation des populations locales aux enjeux de la transition énergétique et en rapprochant les lieux de formation au plus près des bassins d'emploi.

L'objectif du C2A à 5 ans est de former plus de 15 000 personnes, en initiale ou continue, sur les métiers liés à la production de l'avion bas carbone (métiers dits « classiques » et métiers émergents) et de sensibiliser a minima 36 000 personnes par les outils déployés.

Le C2A a pour ambition de créer un environnement attractif pour les talents et les entreprises renforçant l'industrie aéronautique dans toute sa filière française.

c.perret@metaladour.org
metaladour.org

RETOUR **SOMMAIRE**

EOLE CAMPUS



© DR - Lycée Airbus St Martin - Team_CE-PEO-934-02-187

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone

THÉMATIQUE :

Avion Bas Carbone

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

AIRBUS

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

AIRBUS SAS, AIRBUS Defence & Space, AIRBUS Helicopters, AIRBUS Protect, AIRPLANE Delivery, ARIANE Group, ATR GIE, DAHER Aerospace, DERICHEBOURG Aeronautics Services France, LAROCHE INDUSTRIES, AIRBUS Atlantic, MECACHROME France, SABENA Technics Toulouse, AFRAN Power Units, SATYS Services Group, TARMAC Aerosave, Campus des métiers et des qualifications de l'aéronautique et du spatial (CMQe), CFAI Beauzelle

COÛT TOTAL DU PROJET :

90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

14 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France avec zoom sur Occitanie, PACA, Pays de la Loire et Île-de-France

L'AMBITION

Dans un contexte de pénurie des talents, la filière doit développer de nouveaux moyens pour sécuriser les volumes et la qualité des compétences dans les années à venir dans la perspective de délivrer les 1ers avions « Bas Carbone », particulièrement dans les métiers d'opérateurs en production et de techniciens.

Le projet eOLE Campus a pour ambition :

- D'accélérer la disponibilité de professionnels compétents dans les métiers de la production ;
- D'assurer la disponibilité des compétences émergentes et leur intégration dans l'univers de production pour la filière, intégrant des compétences d'avenir telles que la cybersécurité, la robotique et l'hydrogène en collaboration avec des partenaires spécialisés dans ces domaines, notamment via les différents AMI-CMA ;
- D'assurer le renouvellement de ces professionnels en communiquant sur les métiers aéronautiques dans les collèges et lycées pour dégenrer les métiers de l'industrie, faire connaître notre stratégie de décarbonation et donner de la visibilité sur les métiers, les parcours et les diplômes aéronautiques.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics visés par le campus sont des étudiants en formation initiale. Le programme d'étude a pour ambition d'accueillir environ 1400 étudiants par an à partir de 2027-2028 niveaux de formation infra-Bac, Bac et Bac +2.

Les actions d'attractivité s'adressent à un public large : scolaires (primaire, collège, lycée), à leurs parents, et aux enseignants.



© DR - Lycée Airbus students and apprentices - ambiance at work_AI-PEO-1937-02-021

LE PROJET

Le projet eOLE Campus et son consortium se présentent comme une réponse stratégique aux enjeux de la filière aéronautique et spatiale, car ils permettent de sécuriser tous les acteurs sur les aspects de l'attractivité, des compétences, et des volumes de main-d'œuvre associés à des objectifs qualitatifs et quantitatifs. eOLE Campus assure la reconnexion des schémas éducatifs avec l'ambition industrielle et sociétale.

Airbus et ses partenaires ont enclenché une véritable transformation et souhaitent intensifier les innovations technologiques liées à l'environnement. Des innovations en matière de décarbonation ont notamment vu le jour liées à l'utilisation d'avions plus économes en énergie, de carburants durables (SAF) et de piles à hydrogène. Le projet eOLE propose une variété de formations initiales en infra-Bac et post-Bac, allant du CAP et du Bac professionnel au BTS pour la formation de jeunes professionnels qualifiés.

Toutes les formations du eOLE Campus proposent un apprentissage en alternance, visant à offrir une expérience éducative immersive et professionnalisante. Grâce à cette approche, les modalités de suivi des compétences et d'accompagnement associées favorisent au mieux l'intégration de ces apprentis dans le monde professionnel.

LES IMPACTS ATTENDUS

La modernisation des métiers de la production et l'insertion des compétences émergentes dans les cursus participent directement au projet de décarbonation de la filière aéronautique avec la construction de l'avion Bas Carbone.

eOLE Campus s'engage en faveur de la transition sociétale en mettant en place des initiatives concrètes pour promouvoir l'inclusion, la diversité, la mixité et contribuer à la transition environnementale.

Le nombre de candidatures aux différents cursus proposés par eOLE ainsi que le taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés dans les entreprises du consortium permettront d'évaluer la pertinence de nos formations et leur alignement aux exigences du marché du travail.

La disparition de la qualification de métiers en tension sera l'indicateur de la constitution de viviers qualifiés et dimensionnés pour la filière, de même que la diminution du délai de recrutement sur les postes ouverts.

eOLE Campus en chiffres :

- **Nb d'élèves/étudiants :** 7 000 personnes ;
- **Nb de diplômés :** 3 300 ;
- **Nouvelles formations (étendues ou créés entre 2024 et 2027) :** 3 diplômes (CAP Aéronautique, Certificat de Spécialisation Contrôle non destructif, Technicien en Logistique Aéronautique) et 4 parcours formants/diplômes dédiés aux compétences émergentes ;
- **Nb de personnes sensibilisées :** 110 000 personnes ;
- **Campus innovant :** 15 000 m².

AIRBUS marie.cousinie@airbus.com

RETOUR SOMMAIRE

PROCESSUS D'ÉLABORATION GÉNÉRALISÉ DE L'AVION SANS ÉMISSION (PEGASE)



© DR - PEGASE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone

THÉMATIQUE :
Avion Bas Carbone

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Toulouse

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
BORDEAUX INP, ENAC, ENSAM (Campus Bordeaux), GIP FCIP AQUITAINE, GIP FCIP TOULOUSE, IMT MINES ALBI, INSA TOULOUSE, Groupe ISAE, LYCEE MARCEL DASSAULT, ONERA, TOULOUSE INP, UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, UNIVERSITÉ DE LIMOGES - ENSIL ENSCI, Région Occitanie, Région Nouvelle-Aquitaine, AIRBUS OPÉRATIONS, AURA AERO, DASSAULT, SAFRAN TECH, THALES AVS

COÛT TOTAL DU PROJET :
65 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
12 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie et Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

Le diagnostic DACSO a confirmé la transition de la filière aéronautique française et les forts besoins en recrutement, notamment dans le cadre de la thématique avion bas carbone.

L'ambition du projet PEGASE est d'augmenter le volume des formations d'excellence existantes et de créer de nouveaux parcours, pour suivre l'évolution des besoins et préparer aux nouveaux métiers de l'avion bas carbone.

PEGASE constitue un dispositif de formation original complet, afin de permettre la montée en compétences des actifs mais aussi des futurs acteurs de la filière aéronautique. **Les formations académiques d'excellence comprendront deux dispositifs transversaux innovants :**

- Un portefeuille de solutions digitales ;
- Et une approche par projet.

Toutes nos actions de formation intégreront une sensibilisation aux enjeux environnementaux.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet PEGASE cible un public large, de Bac à Bac +8. Cela permettra de former aussi bien les techniciens et les agents de maîtrise, que les ingénieurs ou les docteurs.

La montée en compétences de l'ensemble de la filière aéronautique française est nécessaire afin de répondre aux besoins du secteur, ainsi qu'à la réussite des projets avions bas carbone.

LE PROJET

5 axes stratégiques pour une formation d'excellence seront mis en œuvre durant les 5 ans du projet :

- Agir pour renforcer l'attractivité de la filière ;
- Former à l'avion bas carbone et renforcer l'offre de formation de Bac à Bac +8 ;
- Développer des plateformes digitales mutualisées pour la formation à la décarbonation de l'aviation ;
- Former par projet et par l'innovation, en apprenant à intégrer des solutions durables dès la formation ;
- Mettre en œuvre et évaluer la stratégie commune en s'appuyant sur des partenariats clés.

PEGASE a pour ambition de proposer :

- **Un portefeuille de solutions digitales :** il s'agit de plateformes digitales mutualisées pour la formation à la décarbonation de l'aviation qui seront mises à profit dans le cadre d'enseignements présentiels hybrides ou à distance selon des modalités synchrones ou asynchrones. Il s'agira donc de dispositifs facilitant l'apprentissage, et augmentant l'investissement des apprenants.
- **Une approche par projet :** former par projet et par l'innovation permettra de rendre les formations plus concrètes, et ainsi de renforcer la motivation des apprenants. Ces derniers auront ainsi l'opportunité de mobiliser leurs compétences dans des situations d'entraînement réalistes.



© DR - PEGASE

LES IMPACTS ATTENDUS

PEGASE a pour objectif d'accompagner le développement de la filière aéronautique en permettant la montée en compétences des actifs via la formation tout au long de la vie (FTLV) et la formation initiale des futurs acteurs. Il s'agira principalement de transformer l'offre de formation (une cinquantaine de formations seront transformées ou créées) pour répondre aux enjeux de demain.

Il vise à sensibiliser 50 000 personnes et à former 30 000 apprenants en 5 ans (20 000 apprenants dans des formations existantes modifiées pour prendre en compte l'avion bas carbone et 10 000 nouveaux apprenants grâce à l'augmentation de la capacité des formations actuelles ou grâce à la création de nouvelles formations ; 5 000 en FTLV et 2 000 formateurs).

PEGASE
FORMER À L'AVIATION DÉCARBONÉE

Communauté d'universités et établissements de Toulouse

claude.maranges@univ-toulouse.fr
univ-toulouse.fr

RETOUR SOMMAIRE

SUD AVENIR HELICO



© DR - SUD AVENIR HELICO

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, d'ici 2030, le premier avion bas carbone

THÉMATIQUE :

Avion Bas Carbone

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus d'Excellence Industrie du Futur - Sud (CMQe)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Airbus Helicopters ; Campus d'Excellence Industrie du Futur – Sud ; CARIF-OREF Provence-Alpes-Côte d'Azur ; CFAI Provence ; École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) ; France Travail ; GIP-FCIP Aix-Marseille ; Hanvol-Insertion ; Lycées de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Pôle SAFE ; UIMM Alpes-Méditerranée

COÛT TOTAL DU PROJET :

18,5 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

9,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

SUD AVENIR HELICO est un projet structurant au service du développement durable de la première filière industrielle de la région Sud (250 entreprises, 18 000 salariés).

Inscrit dans une logique de souveraineté nationale et européenne, il répond aux **enjeux critiques de formation, de transition environnementale et de compétitivité industrielle. Il vise à pérenniser les savoir-faire de la filière et à former 1 700 personnes par an dans une dizaine d'établissements.**

Le projet porte la création de l'Académie de l'Hélicoptère, centre d'excellence unique en France, dédié à l'usinage de haute précision et à la fabrication agile. Il repose sur une gouvernance coopérative réunissant un écosystème de 50 partenaires industriels, académiques et institutionnels.

Structuré autour de 7 work-packages (attractivité, innovation pédagogique, inclusion, formation initiale et continue), le projet mobilise plus de 11,5 M€ d'investissements pour l'Académie de l'Hélicoptère et le renforcement des plateaux techniques existants.

Il consolide l'offre de formation au plus près des besoins en compétences de la filière, notamment en maintenance opérationnelle, transition numérique et environnementale, et ingénierie collaborative, via les établissements partenaires du consortium.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse à un large public : élèves du secondaire (Bac Pro TRPM, MP3D, Aéronautique) et étudiants du supérieur (BTS CPI, CPRP, Aéronautique, Traitements des matériaux), personnes en reconversion, salariés de la filière et enseignants en FT.

Il cible principalement les niveaux 4 et 5, inclut des actions pour les personnes en situation de handicap et favorise la mixité dans les métiers industriels.

LE PROJET

Le projet SUD AVENIR HELICO est structuré en 7 work-packages complémentaires :

- **WP1 – Parcours de formation :** création/adaptation de formations sur l'usinage, la fabrication agile, la maintenance, la transformation numérique et environnementale.
- **WP2 – Académie de l'Hélicoptère :** création d'un centre d'excellence mutualisé (MECADEMY et HELI-ACADEMY), dédié à l'usinage de précision, à l'assemblage agile, à la qualité.
- **WP3 – Attractivité :** déploiement d'actions avec ambassadeurs, interventions scolaires, showroom immersif, concours, BIA, mentorat et promotion des métiers.
- **WP4 – Innovation pédagogique :** intégration de la plateforme 3DEXPERIENCE, développement d'un Virtual Maintenance Trainer, usages VR/jeux sérieux, approche projet.
- **WP5 – Inclusion :** actions en faveur de la mixité, du handicap, avec le soutien de France Travail et Hanvol, pour diversifier les profils formés.
- **WP6 – Engagement des partenaires :** suivi partagé des indicateurs, animation de l'écosystème emploi-compétences.
- **WP7 – Gouvernance :** création d'une SCIC, gestion coopérative associant industriels, institutions et académiques.



© DR - SUD AVENIR HELICO

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet SUD AVENIR HELICO vise :

- La création de 15 formations nouvelles (Bac, CQPM, certificats de spécialisation, modules courts…) ;
- La modernisation de 25 parcours de formations existantes ;
- La formation de 1 700 personnes/an (initiale et continue) ;
- La sensibilisation de 8 000 personnes/an, via des actions attractives et immersives (salons, visites, simulateurs) ;
- La montée en compétences des enseignants via des parcours FTLV ;
- L'accroissement de la mixité et de la participation de publics éloignés de l'emploi.

SUD AVENIR HELICO

CAMPUS EXCELLENCE INDUSTRIE DU FUTUR SUD

laurent.renaux@campus-industriefutur-sud.com

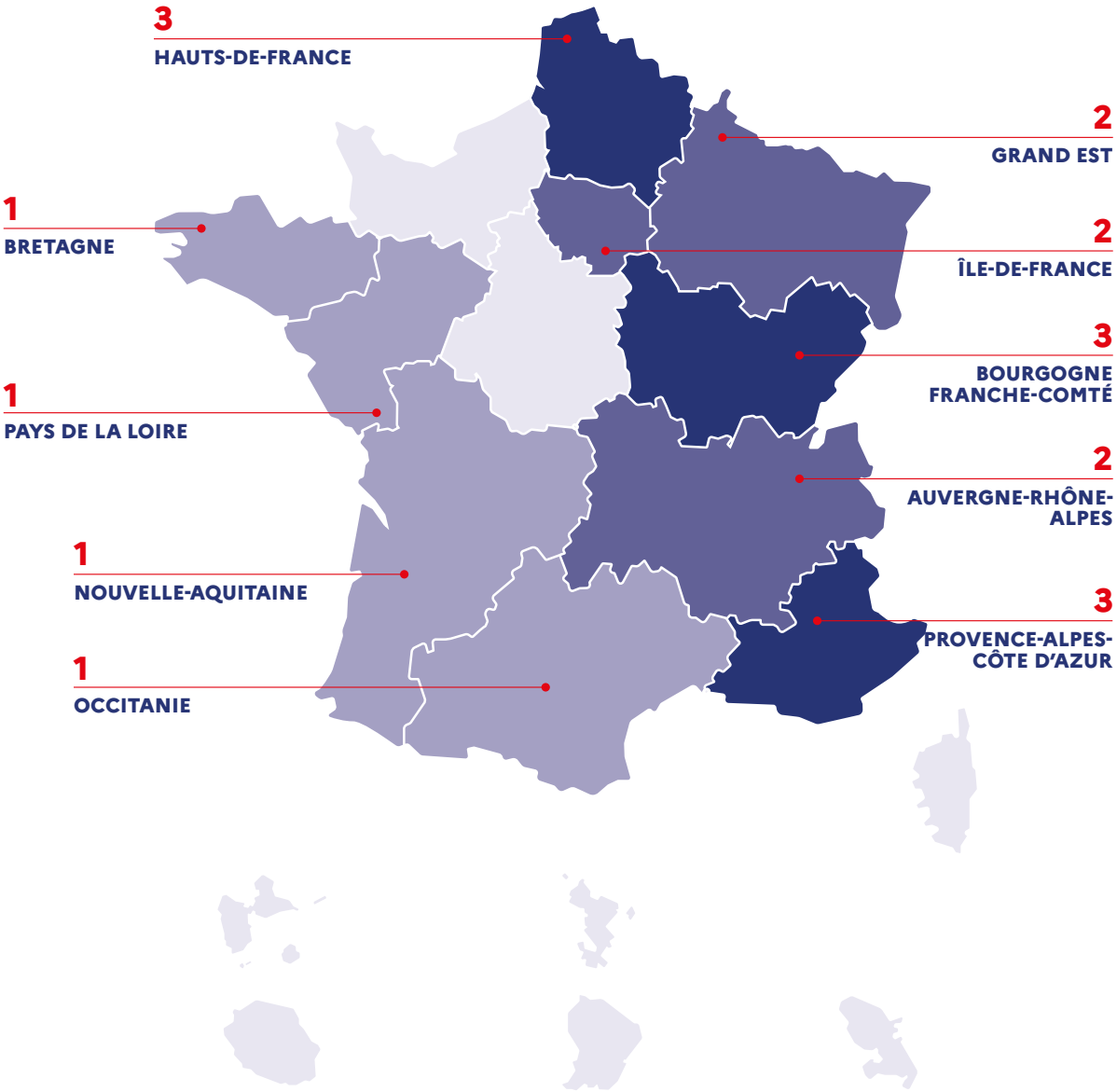
campus-industriefutur-sud.com

RETOUR SOMMAIRE


FRANCE
2030
OBJECTIF
Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

19 PROJETS

pour former aux besoins de la filière alimentation saine, durable et traçable



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- ACTIFE
- FAMOUS

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
- Agro Open Lab
- EVOFIA
- A2ForBois

BRETAGNE
- Institut Boussingault

GRAND EST
- HoMaBra'30
- Hub Maintenance

HAUTS-DE-FRANCE
- ALIMCARE
- VINUM
- PLAPIMA

ÎLE-DE-FRANCE
- Avenir Agro
- FORMIDABLE PROTÉINE 2

NOUVELLE-AQUITAINE
- NAVI

OCCITANIE
- FAAN

PAYS DE LA LOIRE
- SAED

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- ALIMED 2025
- FAMEX 2030
- VITAMIN'A

RETOUR **SOMMAIRE**

ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS ET L'INSTALLATION DANS LE MASSIF CENTRAL PAR LA FORMATION EN ÉLEVAGE (ACTIFE)



© DR - ACTIFE

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

EPLEFPA Brioude-Bonnefont

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

EPLEFPA ENILV Georges Pompidou, EPLEFPA du Bourbonnais-Neuvy, EPLEFPA des Hautes Terres, EPLEFPA Georges Sand, EPLEFPA Campus Agronova, VETAGRO SUP Clermont-Ferrand, Institut Agro Dijon, Union de Coopératives Agricoles Altitude, FEDER élevage, SICAREV Coop, Alliance Massif Central CERFRANCE, ROB'AGRI, Fédération Régionale des CUMA d'Auvergne-Rhône-Alpes, Chambre d'Agriculture du Cantal, Chambre d'Agriculture de Haute-Loire, INTERBEV Auvergne-Rhône-Alpes, Fédération Nationale Bovine, Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE LOIRE-Haute-Loire, Direction Régionale France Travail Auvergne-Rhône-Alpes

COÛT TOTAL DU PROJET :

6,09 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Région Auvergne-Rhône-Alpes, formation hybride

Départements 03, 15, 42, 43, 63

L'AMBITION

En 30 ans, le secteur de l'élevage du Massif Central, en raison des évolutions économiques, a été façonné par l'agrandissement/concentration des exploitations, par une grave crise démographique issue du vieillissement et par des revenus en baisse depuis 10 ans.

Ces tendances posent la question de la transmissibilité des exploitations et de leur fonctionnement futur et donc de leur attractivité alors même que l'élevage de ruminants demeure un acteur majeur de la durabilité du système alimentaire et du développement économique du territoire.

L'ambition du projet est de répondre au défi du renouvellement des générations dans le secteur de l'élevage en mettant en avant les atouts des systèmes d'élevage herbager tout en répondant aux attentes sociétales et à la nécessaire transition écologique.

Les acteurs du consortium se mobiliseront pour modifier l'image des métiers, pour renouveler le sourcing des d'apprenants en formation (vers les NIMA notamment) et pour mettre en œuvre des dispositifs de formation enrichis et nouveaux au sein du réseau des établissements d'enseignement agricole. Concomitamment et en lien avec l'interprofession, les conditions d'exercice des métiers de l'élevage ainsi que leur accessibilité évolueront pour être porteuses de sens avec un équilibre à trouver entre l'épanouissement personnel, la qualité de vie et la création de valeur ajoutée.

Ce projet d'envergure pourrait permettre d'en faire un test au niveau national.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations de niveau CAPa, Bac Pro agri et BTSa, dispensées dans le réseau des établissements d'enseignement agricoles, seront mises en avant pour accueillir plus d'apprenants avec leurs structures actuelles par la voie initiale.

Le DSP « Éleveur dans son environnement connecté », formation diplômante Bac +1, sera créé et une offre de badges numériques en élevage sera construite pour valider des compétences dans les formations mais également pour acculturer le grand public à l'élevage.

LE PROJET

Le projet ACTIFE s'articule autour de 4 actions :

1. Conduire de travaux de recherche sur l'image et l'attractivité des métiers de l'élevage.
2. Former des enseignants et des professionnels de la filière en s'appuyant sur une offre de formation continue innovante et attractive et sur 2 espaces tests dédiés au partage des apprentissages, des connaissances, de l'expertise pour accompagner le changement.
3. Mettre en place des systèmes d'élevage sur la base d'idéaux types pour développer 4 modèles stylisés, contrastés d'exploitations de demain, performantes et résilientes qui permettront d'observer, d'évaluer et de diffuser des pratiques clés pour l'évolution de l'élevage. Des investissements significatifs sur des outils connectés seront réalisés sur les fermes des lycées du consortium.
4. Concevoir des dispositifs d'information pour renouveler le sourcing des candidats à la formation et aux métiers de l'élevage afin d'apporter une réponse immédiate et individualisée en relation directe avec une formation et/ou un emploi, et des dispositifs de formation complémentaires à l'existant : badges numériques et une formation diplômante Bac +1 (DSP « Éleveur dans son environnement connecté »).

ACTIFE est un projet innovant, agile, structurant où l'organisation en réseau du consortium permettra de construire des écosystèmes territoriaux au service du renouvellement des générations en Massif Central. L'appui de la DRAAF et de la Région sur ce projet aux côtés des 20 membres du consortium constitue un atout fort pour atteindre les objectifs ambitieux fixés en termes de renouvellement des générations.



© DR - ACTIFE

LES IMPACTS ATTENDUS

L'impact territorial sur la filière au niveau local et national consistera à mesurer le changement de pratiques et l'adoption des livrables du projet par la filière.

Les retombées sociales en termes d'emploi seront mesurées par l'évolution de la tension entre l'offre et la demande sur le secteur par comparaison avec la tendance régionale et nationale.

Le contrôle de l'efficacité pédagogique et son ajustement au fur et à mesure de son déploiement seront suivis par des indicateurs :

- **Trajectoire pour atteindre un objectif de 10K contacts et 500 parcours de formation/an dès 2025 :** nombre de solutions innovantes de prospects intéressés/cible d'interventions devant des groupes de parcours proposés de retour à l'emploi. Analyse qualitative des parcours proposés au regard des profils et des représentations pour adaptation de la solution testée ;
- **Trajectoire pour atteindre un objectif de 2 000 badges/an :** nombre de badges/an de tutos mis en ligne. Analyse qualitative des demandes pour ajuster la production à partir des usages et d'une enquête de satisfaction ;
- **Trajectoire pour atteindre un objectif de 120 parcours DSP E2C/an :** nombre d'apprenants par formation d'intervenants professionnels de modules délivrés en formation courte, taux de réussite à l'examen, taux d'emploi post formation qualifiante. Évaluation systématique des enseignements.

ACTIFE
ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS & L'INSTALLATION DANS LE MASSIF CENTRAL PAR LA FORMATION EN ÉLEVAGE

actife.draaf-auvergne-rhone-alpes@agriculture.gouv.fr
proactife.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

AGRO OPEN LAB (AOL)



© DR - AGRO OPEN LAB

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Institut Agro Dijon

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CMQ Alimentation, Goût, Tourisme (GIP FTLV), Campus des Métiers et des Qualifications Agroéquipement (EPLEFPA Vesoul Agrocampus), Communauté d'Universités et Établissements Université BFC, EPLEFPA Fontaines Sud Bourgogne, EPLEFPA Mâcon-Davayé, EPLEFPA ENILEA de Mamirolle et Poligny, EPLEFPA Quetigny-Plombières-les-Dijon, EPLEFPA Vesoul, REPAFEB (Réseau des établissements publics agricoles de formation et d'enseignement de Bourgogne Franche Comté), INRAE, Vinipôle Sud Bourgogne, Vitagora, (Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) FN CUMA, (Fédération Régionale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole BFC) FR CUMA, Agronov, SATT SayensAgrOnov, CROUS Bourgogne Franche-Comté, Chambre Régionale d'Agriculture BFC, Dijon Métropole, (Dispositif d'Entrepreneuriat Académique de Bourgogne-Franche-Comté) DECA BFC

COÛT TOTAL DU PROJET : 12,35 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 8 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Bourgogne-Franche-Comté

L'AMBITION

Le projet Agro Open Lab, porté par l'Institut Agro Dijon, vise à constituer un Open Lab régional interorganismes. Son but est, dans le cadre de la transition écologique et alimentaire en cours, de contribuer à la transformation des formations initiales agricoles et agroalimentaires régionales et de créer des formations continues courtes sur les thèmes portés par l'Open Lab. Ces thèmes concernent les aliments et l'alimentation, l'agroécologie et la forêt, les procédés agroalimentaires et la robotique/numérique, la communication et les organisations sociales.

Cet Open Lab doit permettre aux apprenants de développer, en lien avec le milieu professionnel, des innovations en menant des projets personnels. Il s'appuie sur une pédagogie du faire et une pédagogie par projet dans des activités ouvertes dans le cadre des cursus suivis par les apprenants et hors de ces cursus.

L'Open Lab articule :

- **1 Fabrique des idées,** lieu d'émergence et de discussion d'idées entre apprenants et acteurs socio-économiques ;
- **16 Ateliers du Faire,** où des matériels, des matériaux et des compétences de pointe permettent aux apprenants de concrétiser leurs idées ;
- **1 Boite à Valo,** où des projets issus des Ateliers du Faire se prolongent par la création d'une startup ou d'un projet de recherche.

LE PUBLIC VISÉ

Publics : étudiants de l'Institut Agro (Bac +5) ; élèves des lycées agricoles (Bac et BTSA) ; élèves des lycées généraux et hôteliers et des collèges (infra-Bac et Bac); salariés ou membres d'entreprises, d'organisations et d'associations (Bac et plus) ; doctorants (Bac +8); enseignants-chercheurs de l'Université (Bac +8).

Bac et plus : 7 Ateliers pérennes en sept. 2024, 9 en sept. 2025, 14 en sept. 2026 ;

Infra-Bac à Bac +2 : 2 Ateliers événements sept. 2024.

LE PROJET

- **Action 1 :** piloter et gérer le projet.
- **Action 2 :** constituer et faire fonctionner l'Open Lab :
  - Mettre en place et faire fonctionner la Fabrique des Idées (temps forts, hackathons, sessions d'idéation, suivi des apprenants en routine) ;
  - Installer 14 Ateliers du Faire pérennes, dont différents éléments sont répartis entre les organismes du consortium ; ouvrir, en mode projet, ces Ateliers aux apprenants pour la concrétisation de leurs idées ; accueillir, en mode découverte, les apprenants, individuellement ou collectivement, dans ces 14 Ateliers ; accueillir sous forme collective les apprenants pour la découverte des métiers de l'agronomie et de l'agroalimentaire dans 2 Ateliers événement ;
  - Établir la Boite à Valo pour accompagner des projets issus des Ateliers du Faire vers l'entrepreneuriat ou la recherche.
- **Action 3 :**
  - Repérer les compétences professionnelles émergentes dans les Ateliers et les besoins dans les métiers de l'alimentation en tension ;
  - Accompagner les enseignants vers l'acquisition de nouvelles compétences pédagogiques expérimentées dans l'Open Lab.
- **Action 4 :**
  - Identifier et reconnaître les compétences nouvelles des apprenants ;
  - Ajuster les formations existantes et en créer de nouvelles.
- **Action 5 :** mettre en débat et essaimer les résultats: communication ; création de chaires ; formation de formateurs.



© DR - AGRO OPEN LAB

LES IMPACTS ATTENDUS

- **15 formations continues courtes** créées (1 par Atelier du faire et 1 sur la construction d'Open Lab). Horizon début/fin, de 2 à 4 ans.
- **5 formations d'ingénieur modernisées :** Formation initiale sous statut d'étudiant (FISE) en agronomie, FISE en agroalimentaire, Formation initiale sous statut d'apprenti (FISA) en agronomie, FISA en agroalimentaire, Cycle préparatoire intégré. Horizon début/fin, de 0 à 3 ans.
- **10 formations modernisées Bacs technologiques agricoles et BTSA.** Horizon de 0 à 5 ans. 3 460 personnes/an, soit 17 300 en 5 ans.
- **Formation dans les 14 Ateliers du Faire pérennes :**
  - étudiants de l'Institut Agro : 750/an ;
  - élèves des lycées agricoles : 1 350/an ;
  - salariés ou membres d'entreprises, d'organisations et d'associations: 450/an ;
  - doctorants et enseignants-chercheurs : 60/an.
- **Sensibilisation dans les 2 Ateliers du Faire événements :**
  - élèves des lycées généraux et hôteliers et des collèges : 850/an.

L'INSTITUT agro Dijon

laude.compagnone@institut-agro.fr
institut-agro-dijon.fr

RETOUR SOMMAIRE

ALIMCARE



© DR - ALIMCARE

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Alimentation durable et favorable à la santé

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Institut Polytechnique UniLaSalle

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Campus des Métiers et Qualifications d'excellence Autonomie, Longévité, Santé, Campus des Métiers et Qualifications d'excellence Tourisme et Innovation, Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie Hauts-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :

6,45 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

4,51 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Hauts-de-France

L'AMBITION

UniLaSalle et ses partenaires, le CMQe ALS, le CMQe TI et l'UMIH Hauts-de-France, unissent leurs forces au bénéfice d'une alimentation durable et favorable à la santé grâce au projet ALIMCARE (Intégrer l'alimentation comme outil de prévention pour la santé et dans la continuité des soins sans renoncer au plaisir de manger).

Ce projet vise à participer à la montée en compétences des professionnels et des enseignants dans le domaine de la restauration, de la santé et de l'accompagnement à la personne, à domicile ou en structure.

L'objectif global est d'améliorer les connaissances et les pratiques sur :

1. L'alimentation saine et durable pour prévenir les maladies chroniques dans la population générale ;
2. L'alimentation adaptée aux besoins des personnes fragiles (vivant à domicile ou en structure) pour une meilleure prise en charge des malades chroniques, tout en préservant les saveurs et le plaisir de manger.

En formant les enseignants et en accompagnant la montée en compétences des professionnels sur les champs de la restauration et de la santé, c'est toute une nouvelle dynamique, répondant aux besoins sociétaux d'une alimentation attrayante, innovante, adaptée aux besoins, équilibrée, mise en valeur par **un service personnalisé, qui pérennisera l'attractivité de ces métiers et la fidélisation des salariés.**

LE PUBLIC VISÉ

Les formations et sensibilisations s'adressent à un public large allant d'un niveau infra-Bac jusqu'au niveau Bac +5, voire au-delà du Bac +5.

Apprenants sous statut scolaire/étudiant ou apprentissage : parcours de formation de niveau 3 à 7 et modules de spécialisation créés en formation initiale, colloques et ateliers.

Professionnels et enseignants : nouveaux programmes de formation continue, colloques et ateliers, ouvrages professionnels.

Grand public : ouvrages et ateliers de sensibilisation.

LE PROJET

- **Développement et enrichissement des offres de formation** (initiale et continue) sur le thème de la santé par l'alimentation pour la restauration, l'accompagnement à la personne, la coordination du maintien à domicile et des parcours de soins de support, avec de nouveaux parcours de formation de niveau 3 à 7.
- **Transfert des acquis de la recherche :** colloques professionnels, ateliers pratiques, ateliers digitaux interactifs, ouvrages professionnels, ouvrages scientifiques et création de contenus audiovisuels.
- **Création de lieux d'innovation :**
  - Lieux de démonstration et d'expérimentation des CMQe ;
  - Le HealthLab, centre d'études translationnelles porté par UniLaSalle, novateur dans son approche transdisciplinaire et globale des liens entre l'alimentation et l'état de santé des personnes.
- **Communication pour améliorer l'image et l'attractivité de ces métiers :**
  - Événements de démonstration des savoir-faire d'excellence ;
  - Ouvrages grand public et à destination des professionnels au niveau régional.



© DR - ALIMCARE

LES IMPACTS ATTENDUS

Au cours des 5 années à venir, ce sont plus de 2 000 heures nouvelles qui seront créées grâce au projet ALIMCARE. Les ouvertures des formations s'échelonneront sur les 5 ans.

- UniLaSalle a ouvert son parcours d'approfondissement d'Ingénieur sur la gestion de la restauration de santé en septembre 2023, d'autres formations initiales seront ouvertes en septembre 2024. Elles comprendront une Licence professionnelle, des mentions complémentaires, des Formations Complémentaires d'Initiative Locale ;
- Plus de 60 nouveaux programmes de formation continue seront créés d'ici 2027 (premiers programmes ouverts en septembre 2024) ;
- Un colloque professionnel et des dizaines d'ateliers seront organisés chaque année (à partir de 2024).

L'ensemble du dispositif permettra d'ici 2027 de former et sensibiliser plus de 18 000 personnes.

UniLaSalle
Institut Polytechnique

alimcare@unilasalle.fr
unilasalle.fr

RETOUR SOMMAIRE

ALIMED 25



© DR - ALIMED 25

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Alimentation durable et favorable à la santé

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GIP FIPAN pour le Campus des Métiers et des Qualifications d'excellence Tourisme International Hôtellerie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CRIPT (Regroupement des 9 lycées agricoles et horticoles de la région), CMQe TIH (Réseau Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Tourisme International Hôtellerie), Région Sud, GRAINE Provence-Alpes-Côte d'Azur (Réseau régional pour l'éducation à l'environnement et au développement durable), CRES Provence-Alpes-Côte d'Azur (Comité Régional d'Education pour la Santé), CMQe GHT (Réseau Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Gastronomie, Hôtellerie, Tourisme) Région Occitanie, GIP FIPAN Nice, Lycée des Métiers Paul Augier de Nice

COÛT TOTAL DU PROJET :

4,48 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3,08 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie

L'AMBITION

La région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur offre une grande variété de terroirs à l'origine de son patrimoine culinaire, concentrant le plus grand nombre de labels et d'appellations.

84 % des Français attendent des acteurs de la filière de favoriser les circuits courts en travaillant avec des entreprises locales, qui répondent aux critères, de durabilité, de santé, et en conformité avec le calendrier législatif (Loi EGalim, Loi Grenelle II et Loi Climat et Résilience).

Ces nouvelles réglementations imposent une meilleure gestion des déchets et du gaspillage alimentaire tout en privilégiant les achats de proximité pour les futurs ou actuels professionnels en hôtellerie-restauration.

La spécificité du secteur agro-alimentaire en région sud composé à 80 % de TPE et PME complique cette tâche car les acteurs de l'hôtellerie restauration font face à une offre de fournisseurs particulièrement atomisée.

Le projet a pour objectif de mobiliser, sensibiliser et former les acteurs privés et institutionnels des filières agro-alimentaire, agricoles et du secteur de l'hôtellerie restauration aux nouveaux enjeux de la filière agroalimentaire de la filière agricole et du secteur de la restauration **en optimisant les circuits d'approvisionnement de proximité (agricole), en valorisant la transformation locale, en accompagnant les cuisiniers vers de nouvelles pratiques alimentaires.**

LE PUBLIC VISÉ

Ces formations s'adressent aux élèves et étudiants de la formation initiale de niveau infra Bac au niveau Bac +2. Les modules créés bénéficieront à la fois aux élèves de la filière hôtellerie restauration et aux élèves de la filière agricole et agroalimentaire. **Les enseignants bénéficieront également d'une formation sur l'alimentation durable.** Les premiers modules seront disponibles au cours de l'année 2025.

LE PROJET

- **Action 1 : Adapter les contenus de formation professionnelle aux nouveaux besoins des consommateurs.**
  - Création de plusieurs modules de formation : « Initiation et connaissance des sources de protéines », « protéines alternatives », « Introduction et perfectionnement aux techniques de fermentation », « Formulation de recettes de produits de base ».
- **Action 2 : Valoriser les ressources locales en créant des liens pérennes entre agriculteurs, acteurs de l'agroalimentaire, restaurateurs et consommateurs :**
  - Création de deux D.U. : Chef de Projet Alimentation Durable en Hôtellerie Restauration, D.U. Entrepreneuriat pour la création ou la reprise de micro entreprises de transformation ;
  - Création de formations certifiantes « Production et management en industries agro-alimentaires », « Cuisine des Terroirs et Art Culinaire Méditerranéen », « Le Slow food et la cuisine Catalane ».
- **Action 3 : Connecter les apprenants de la filière HRC « à la terre » (amont) et former les apprenants de la filière agricole aux besoins spécifiques des acteurs de l'agro-alimentaire qui fournissent l'hôtellerie restauration :**
  - Organisation d'un « Festival pédagogique » annuel ;
  - Création de potagers pédagogiques au sein des lycées hôteliers ou dans les campus agricoles au bénéfice des autres lycées professionnels ;
  - Modules : « Cuisiniers - Producteurs : deux ambassadeurs du goût » et « Stratégie d'Achat Durable ».



© DR - ALIMED 25

LES IMPACTS ATTENDUS

5 festivals pédagogiques de deux jours comprenant :

- Concours culinaires sur le thème « patrimoine culinaire régional et alimentation durable » ;
- Interventions et démonstrations de chefs (ateliers cuisine) avec apprenants sur la thématique produits du terroir ;
- Interventions de producteurs-transformateurs invités par le CRIPT ;
- Conférences « du sol aux papilles et des papilles au sol » ;
- Ateliers de sensibilisation à l'analyse olfactive ;
- Vidéos métiers de 20mn pour les 5 rencontres professionnelles pour une utilisation en contenus pédagogiques.

Ces festivals sont principalement destinés aux élèves et étudiants de la formation initiale et ambitionnent de toucher environ 3 000 apprenants par an.

Création de deux mallettes pédagogiques destinées aux enseignants de la filière hôtellerie restauration et de la filière agricole et agroalimentaire, soit environ 50 enseignants par an

Création de deux DU, 10 modules de formation et d'une formation certifiante

Ces formations d'adressent également aux élèves et étudiants de la formation initiale soit environ 500 élèves par an et par formation.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Tourisme International Hôtellerie Provence-Alpes-Côte d'Azur

jean-francois.martineau@ac-nice.fr
campus-excellence-tih.com

RETOUR SOMMAIRE

DES INGÉNIEURS POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT AU SERVICE DES GÉNÉRATIONS FUTURES (AVENIR-AGRO)



© DR - Avenir-Agro_Photo 2_Paysage-paturage

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

AgroParisTech (Institut National des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Écoles publiques : AgroParisTech, Bordeaux Sciences Agro, Ensfea, Université de Lorraine (Enstib, Ensaiaa), AgroToulouse, l'Institut Agro, VetAgro Bio Nantes, VetAgro Sup et leur alliance Agreenium

Écoles privées : Groupe ESA, ESB, Isara, Junia, EI Purpan, Unilasalle et leur fédération, la Fesic

Fédérations de structures employeuses des ingénieurs agro : Chambres d'agriculture France, La Coopération agricole, l'ANIA, l'ACTA, l'ACTIA, Terres Inovia

Partenaires pour l'information et l'accompagnement sur les métiers et l'orientation : Ocapiat, Onisep, Apecita et UniAgros.

COÛT TOTAL DU PROJET : 10 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Déploiement dans toute la France Métropolitaine et les DROM

L'AMBITION

Avenir-Agro a pour ambition d'apporter une réponse au besoin croissant d'ingénieurs agronomes et agroalimentaires (ingénieur agro). Les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt, de l'eau, de l'environnement et de la santé globale sont stratégiques pour la France sur les plans économique, social et écologique. **Or ces secteurs doivent faire face à deux défis majeurs et simultanés : l'accélération des transitions (agroécologique, environnementale, climatique, sociétale, énergétique et numérique) et le renouvellement des générations.**

Les formations délivrant le diplôme d'ingénieur agro attirent actuellement moins de candidats alors qu'elles correspondent pourtant aux aspirations de la jeunesse : donner du sens, protéger les écosystèmes, produire des aliments sains tout en respectant l'environnement et en préservant les ressources.

L'objectif d'Avenir-Agro est de rendre visibles et désirables les formations et métiers des ingénieurs agro. Ces formations répondent aux enjeux des transitions et offrent des compétences diversifiées et très recherchées par les entreprises, pour des métiers nombreux, en évolution et couvrant de nombreux secteurs.

Avenir-Agro vise à réenchanter l'imaginaire de l'ingénieur agronome pour déclencher des vocations dès le plus jeune âge et à chacun des moments clés de l'orientation, en montrant ce que sont les ingénieurs agronomes et leurs multiples rôles dans la société.

LE PUBLIC VISÉ

Les programmes d'action Avenir-Agro visent à sensibiliser de l'enseignement primaire au Post-Bac à la fois les apprenants et leurs familles, les enseignants, les professionnels d'orientation de l'éducation nationale et personnels des établissements.

LE PROJET

Une campagne d'information nationale innovante, doublée d'actions menées en région, s'appuyant sur la méthodologie des living labs, sera lancée pour 2026.

Il s'agit de faire changer le regard sur le potentiel des ingénieurs agronomes à transformer durablement l'agriculture, l'alimentation, la gestion des forêts et des ressources naturelles et de contribuer à redonner une réalité et une image des agricultures, de la gestion forestière et de la transformation des produits qui en sont issus.

La complexité, l'importance et l'urgence des enjeux requièrent une approche systémique. C'est pourquoi Avenir-Agro fédère un consortium inédit de 26 partenaires, en regroupant l'ensemble des acteurs de la formation (écoles publiques et privées sous contrat avec le ministère de l'Agriculture) et les partenaires du monde socio-professionnel (fédérations d'employeurs et partenaires pour l'information et l'orientation professionnelle).



© DR - Avenir-Agro_Photo 2_Tournesols

LES IMPACTS ATTENDUS

Avenir-Agro apporte une réponse « attractivité » aux diagnostics et dispositifs de formation proposés de l'AMI-CMA, portant sur les stratégies en lien avec le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'environnement et de la forêt. Avenir-Agro a vocation à perdurer au-delà des cinq ans, étant donné les besoins en termes de recrutement et des transitions en cours et à venir.

L'objectif est d'accroître à court terme (deux ou trois ans) de 10 % le nombre d'ingénieurs agro formés en sensibilisant au cours du projet Avenir-Agro :

- **3 millions d'écoliers en primaire ;**
- **3 millions de collégiens ;**
- **2 millions de lycéens ;**
- **100 000 étudiants en Post-Bac.**

Avenir Agro

contact@avenir-agro.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FAMEX 2030



© DR - Adobe Stock

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

Produire en France, à l'horizon 2030, près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université de Toulon

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université de Toulon, OPCO OCAPIAT, La Touline, CINAV, GIP FIPAN, CARIF OREF, CFAI provence, fédération des industries, CCI VAR, CNFPT, groupe dynnovation, comité régional de Conchyliculture de méditerranée, syndicat mixte du bassin de Thau, lycées maritimes de Sète et Bastia, lycées professionels de la Coudoulière, Jacques Dolle, Rosa Luxembourg

COÛT TOTAL DU PROJET :

10,4 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5,3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Région Sud, Occitanie et Corse

L'AMBITION

Ce projet est fondé sur une approche commune aux trois régions de la façade méditerranéenne. Son enjeu est fondamental : le verdissement de l'Économie de la Mer.

FAMEX 2030 se décline comme suivant :

- **AXE 1 -** Pêche & Aquaculture d'une alimentation durable, pour faciliter la formation et la sensibilisation des acteurs sur leurs sites d'exercice aux changements des pratiques professionnelles induites par le dérèglement climatique, pour une pêche durable.
- **AXE 2** - Mobilités marines décarbonées & Ports propres, pour anticiper les compétences nécessaires à la transformation (refit) et à l'hybridation des navires en service. Toutes les flottes, sans aucune exception, sont concernées : navires de fort tonnage, yachts de plaisance, bateaux de pêche, unités des bateliers, jusqu'aux annexes et aux drones.
- **TRANSVERSE 1 -** Pêche durable & Marines décarbonées/ Attractivité des métiers. d'envergure pour faire connaître La Mer et ses innombrables opportunités au-delà de nos plages.
- **TRANSVERSE 3 -** Piloter, Mesurer, Décider. Renforcer l'action de l'Observatoire interrégional des Métiers de la mer ; Initier et former administrations et décideurs aux évolutions structurelles ; Se doter des instances nécessaires à un pilotage efficace du projet.

Le projet FAMEX rassemble autour d'un pilote par axe, 10 structures chargées de la mise en œuvre opérationnelle des actions sur l'ensemble de la façade. Les pilotes pourront compter sur le concours d'autres partenaires contributeurs en ressources et relais territoriaux. Au total l'ensemble des acteurs forment « Le Consortium », qui, avec d'autres contributeurs assureront le rayonnement du dispositif pour garantir des retombées effectives sur l'ensemble de la façade des trois régions.

LE PUBLIC VISÉ

FAMEX 2030 lance une mobilisation commune inter-régionale, inter-administration et inter-campus à l'échelle de la Méditerranée « en équipage » de quarante acteurs maritimes, académiques et agricoles de l'État, des collectivités et des partenaires socioéconomiques pour répondre, à l'enjeu majeur du verdissement de l'Économie de la Mer.

De l'acculturation jusqu'aux formations nouvelles en passant par la modernisation de formation existantes, les formations et sensibilisations concernent notamment un public jeune en formation initiale : Bac +2 (BTS), Bac +3 (Certification universitaire) et Bac +5 (Diplôme universitaire) et à sensibiliser environ 43000 personnes.



© DR - Love The Ocean

LE PROJET

Le projet est structuré autour des axes suivants :

- **Action 1.1 :** Équiper le Lycée maritime de Sète de simulateurs mobiles et outiller les apprenants pour réduire la double fracture géographique et technologique.
- **Action 1.2 :** Création de modules complémentaires de sensibilisation à la connaissance de l'environnement, Accueillir les classes de lycées éloignés du littoral au Lycée agricole des Calanques pour une prise de conscience et des propositions concrètes.
- **Action 2.1 :** Navalisation de la formation de BTS « Motorisations toutes énergies ».
- **Action 2.2 :** Développement de modules de formations complémentaires sur la maintenance des systèmes de propulsion et d'alimentation énergétique écoresponsables.
- **Action 2.3 :** Équipement de onze établissements secondaires en systèmes de propulsion complet à batterie, Pod électriques avec leur commande, et autres matériels avec supports de formation associés. 3 lycées en Occitanie, 5 lycées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 1 lycée en Corse auxquels s'ajouteront les Lycées maritimes de Sète et de Bastia.
- **Action 2.4 :** Un plateau technique mutualisé sera accessible sur le site de l'IFREMER à Brégaillon, en rade de Toulon, avec un accès à la mer.
- **Action 2.5 :** Création d'un plateau technique mutualisé dédié à l'utilisation, à la gestion et à la production d'énergies vertueuses. Cet espace technique sera accessible à tous les organismes de formation, professionnels et de recherche. Il concernera la propulsion vélique, les moteurs hybrides, la GMAO. Conception de référentiels de formation adaptés aux nouvelles technologies et aux systèmes innovants.
- **Action 2.6 :** Création d'un BTS « Conception industrielle » et navalisation du référentiel pour accompagner les bureaux d'études.
- **Action 3.1 :** Action « Mer & AVENIR » qui fera la promotion des métiers et des filières maritimes des deux axes stratégiques du plan France 2030. Une trentaine d'évènements accolés à l'utilisation de différents navires caractéristiques seront utilisés pour mobiliser : jeunes de tous horizons, public familial et professionnel, élus, acteurs des services publics de l'orientation et de l'emploi.
- **Action 3.2 :** Un réseau national d'acteurs de la mer sera mobilisé par l'association La Touline et par le Campus des Industries Navales (CINav).
- **Action 3.3 :** Chaque année, une ville étudiante accueillera trois jours d'événements et de festivités de promotion des enjeux de deux stratégies d'accélération de France 2030.
- **Action 3.4 :** Soutien à la mise en place du BIMER dans les trois régions de la façade méditerranéenne.
- **Action 4.1 :** Formation des décideurs des fonctions publiques de l'État et territoriales aux enjeux des politiques publiques sur les deux axes de France 2030.
- **Action 4.2 :** Soutien de l'Observatoire interrégional des métiers de la mer du Conseil maritime de façade.

LES IMPACTS ATTENDUS

- 2 formations navalisées ;
- 1 plateforme technologique créée ;
- 11 lycées équipés de matériel pour l'étude de la propulsion électrique;
- 15168 apprenants, 180 professionnels et plus de 33000 personnes sensibilisées ;
- 6750 collégiens sensibilisés.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Économie de la Mer
Provence-Alpes-Côte d'Azur
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

alain.liotier@univ-tln.fr
campus-mer.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FAMOUS



© DR - FAMOUS

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Alimentation durable et favorable à la santé

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université Clermont Auvergne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université Clermont Auvergne, VetAgro Sup, Lycée Georges Pompidou, Campus des formations de la CCI du cantal, CFA Formasup Auvergne, Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac (CABA), Pôle d'Excellence Microbiologie (PEM2i), Grand Défi Ferments du Futur, Institut de Recherche Pharmabiotique (PRI), Agrolab's, Biose industrie, Lallemand, Laboratoire Inter-Professionnel (LIP), Conseil départemental cantal (CD15), Unité Mixte de Recherche sur le Fromage (UMRF 0545)

COÛT TOTAL DU PROJET :

2,71 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

1,80 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France

L'AMBITION

Les savoirs et savoir-faire en microbiologie industrielle sont fondamentaux pour promouvoir l'innovation dans les domaines de l'agroalimentaire, l'agriculture et la santé publique (produits biothérapeutiques).

Ce projet répond aux besoins des TPE/PME et des laboratoires académiques en termes de personnels formés aux métiers de techniciens et ingénieurs pour travailler dans les départements de R&D et dans les unités de production. Les formations existantes à Aurillac et diplômantes du niveau Bac au niveau Bac +3 permettront de répondre rapidement aux besoins des laboratoires académiques et privés pour lever la pression qui existe actuellement pour le recrutement de personnels techniques.

La création d'un parcours de Master 2 (Bac +5) Microbiologie (UFR Biologie de l'Université Clermont Auvergne) en alternance dans les domaines d'expertise de la microbiologie industrielle, la fermentation et les sciences réglementaires viendra compléter l'offre de formation du site d'Aurillac et de l'UCA pour répondre aux besoins en personnels qualifiés. **La première promotion de Master sera diplômée en 2025.**

Les diplômé(e)s de Master auront la possibilité de continuer leurs études en doctorat (Bac +8) dans les laboratoires de R&D des partenaires industriels et académiques du projet. Ils auront un rôle majeur à jouer en termes d'innovation et de recherche et développement au sein des projets de R&D.

Ce projet s'inscrit dans le contexte du Pôle d'Excellence en Microbiologie (PEM2i) et du programme Grand Défi Ferments du Futur.

LE PUBLIC VISÉ

Principaux niveaux de formation visés : Bac (Titre professionnel), Bac +2/3 (BTS/BUT), Bac +5 (Master), > Bac +5 (Doctorat).

Master Microbiologie, Parcours Microbiologie Industrielle et Fermentation en alternance : M1 à partir de septembre 2023 et M2 à partir de septembre 2024.

Publics visés :

Formation initiale : Étudiants diplômés d'une licence sciences de la vie ou sciences pour la santé, d'écoles d'ingénieurs et de BUT Génie biologique.

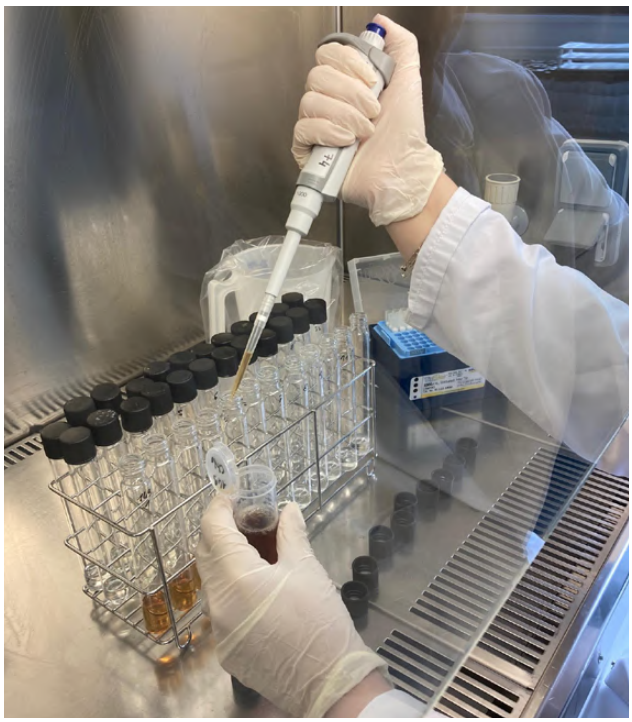
Formation continue : salariés, reconversion professionnelle.

LE PROJET

Ce projet est destiné à former, du niveau Bac au niveau Bac +8, à la Microbiologie dans les domaines dynamiques et innovants, en pleine croissance, de l'agroalimentaire, de l'environnement et de la santé. Les futurs diplômés joueront un rôle majeur au sein des projets de R&D dans les laboratoires académiques et industriels dont l'activité s'articule autour des produits à base de micro-organismes comme ingrédient ou comme substance active. L'action majeure du projet est la création d'un parcours de Master en alternance.

Les futurs diplômés du parcours de Master Microbiologie Industrielle et Fermentation auront acquis des connaissances théoriques et pratiques en :

- Microbiologie et fermentation des micro-organismes au cours d'un processus industriel ;
- Analyse et gestion des données, fondamentales pour promouvoir l'innovation ;
- En sciences réglementaires, indispensables au développement de nouveaux produits à destination des marchés de l'agroalimentaire et de la santé.



© DR - FAMOUS

Ils seront formés à la maîtrise des différentes technologies de production et aux contraintes spécifiques à chaque type d'industrie (agroalimentaires, pharmaceutiques).

Une salle de travaux pratiques sera installée comprenant des équipements spécifiques i.e. des postes de sécurité microbiologique et des bioréacteurs.

Une salle équipée de matériel audio-vidéo, sera dédiée à l'enseignement et aux conférences. freins aux entrées en formation ou en emploi et proposer des mesures pour y remédier, comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.

LES IMPACTS ATTENDUS

Nouvelle formation créée : Master Microbiologie, Parcours Microbiologie Industrielle et Fermentation en alternance, formation initiale et continue.

Formation diplômante. Première promotion diplômée en 2025.

Nombre de personnes formées à l'issue du projet en 2028 :

50 titres professionnels (FC), 250 BUT3, 125 Master (100 FI + 25 FC) et 25 sensibilisé(e)s, 15 docteurs.

UNIVERSITÉ Clermont Auvergne

stephanie.bornes@uca.fr
uca.fr

RETOUR SOMMAIRE

FORMIDABLE PROTÉINE 2 (FP2)



© DR - FORMIDABLE PROTÉINE 2

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Terres Inovia

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

SA d'Angers, Lycée des Etablières, EPLEFPA de Saint Joseph, École Supérieure La Raque, Université de Montpellier (Licence pro Agronomie EVAPPMT), Université le Havre Normandie (Licence pro Expérimentation, Expérimentateur du Végétal), Groupe ISARA-ISEMA, EMLyon, IDELE, ARMEFLHOR, APAD, ACTA, VIVEA, Terres Univia, FILEG

COÛT TOTAL DU PROJET :

6,06 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2026

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France entière

L'AMBITION

L'ambition de FORMIDABLE PROTÉINE 2 s'inscrit dans une double dynamique : répondre à l'objectif 6 de France 2030 – « Investir dans une alimentation saine, durable et traçable » – dans ses deux dimensions : innovations et compétences et contribuer **au Pacte d'orientation pour le renouvellement des générations** en agriculture.

Les diagnostics FORMIDABLE PROTÉINE, CAP Agricultures, Végé'Compétences, CAPSAgri révèlent des tensions croissantes sur les métiers liés à la souveraineté protéique (SP) et une inadéquation des formations face aux besoins émergents. Les secteurs des grandes cultures et de l'élevage font face à des départs massifs à la retraite, une faible attractivité des métiers, un manque de candidats qualifiés et une formation encore insuffisamment structurée sur la SP.

Face à ces constats, FP2 a pour objectif de :

- Doter les acteurs du secteur agricole des connaissances et compétences indispensables pour renforcer la souveraineté protéique à l'échelle nationale ;
- Mettre en place un socle commun de compétences pour toutes les formations et établissements, afin de maximiser le développement de la souveraineté protéique ;
- Offrir une solution flexible par la création et le développement de briques pédagogiques.

LE PUBLIC VISÉ

FP2 vise une montée en compétences large et inclusive, en s'adressant aux étudiants de l'enseignement agricole, aux professionnels des filières grandes cultures et élevage, aux personnes en reconversion ou éloignées de l'emploi (NIMAs, NEET), ainsi qu'aux formateurs et enseignants. Cette approche multicible, du Bac -3 au Bac +8, favorise l'attractivité et la diffusion des savoirs liés à la souveraineté protéique.

LE PROJET

Le projet FORMIDABLE PROTÉINE 2 (FP2), coordonné par Terres Inovia et l'ESA d'Angers, propose une réponse innovante et pragmatique aux enjeux de souveraineté protéique (SP) à travers :

- **Une approche pédagogique inédite :** Développement de **52 briques pédagogiques modulables** (cours, quiz, jeux sérieux, études de cas, etc.), permettant une intégration souple dans les formations existantes.
- **Trois Work Packages (WP) dédiés à la création de contenu de formation :**
  - **WP2 – Enjeux de la SP :** élaboration d'un socle transversal de connaissances sur la souveraineté protéique.
  - **WP3 – Production et valorisation des protéines végétales :** création de ressources innovantes pour accompagner la transition vers des protéines végétales destinées à l'alimentation humaine et animale.
  - **WP4 – Utilisation en alimentation animale :** conception de formations sur les alternatives locales aux protéines importées.
- **Deux Work Packages transversaux pour assurer la pérennité et la diffusion des formations :**
  - **WP5 – Modèles économiques :** validation de la viabilité financière des briques (analyse de marché, coûts, sources de financement, modèle juridique).
  - **WP6 – Déploiement national et communication :** diffusion large des formations, identification des besoins terrain, animation des réseaux d'acteurs.



© DR - FORMIDABLE PROTÉINE 2

LES IMPACTS ATTENDUS

Des retombées favorisant le déploiement de la SP au niveau national.

À l'issue des 5 ans, nous envisageons les retombées suivantes :

- **52 briques de formation** proposées dont **16 feront intervenir du digital.**
- **28 formations continues** proposées sur le thème de la SP ;
- Nombre annuel d'apprenants bénéficiaires des formations développées : **1 500** bénéficiaires des formations initiales, **10 000** apprenants en formations continues et **5 000** bénéficiaires du partage d'expérience ;
- Les briques de formation seront déployées dans **400** lycées agricoles et **10** écoles d'ingénieurs ;
- Nombre annuel d'emplois visés : **12 000 ;**
- Une augmentation des surfaces de :
  - **600 000 ha de légumineuses en 2030 pour l'alimentation humaine.** Cela permettra de répondre aux recommandations nutritionnelles élaborées par Santé Publique France dans le cadre du Plan National Nutrition Santé (7kg/an/habitant) ;
  - **Le maintien des 195 000 exploitations** d'élevages et de polyculture élevage.

Terres Inovia
l'agronomie en mouvement
f.fine@terresinovia.fr
terresinovia.fr

RETOUR SOMMAIRE

INSTITUT BOUSSINGAULT



© DR - Institut Boussingault

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CNAM - Centre régional Bretagne et chaire en agroalimentaire

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

ANSES, CMQ de la filière alimentaire de Bretagne, CMQ du numérique et de la photonique de Bretagne, Cité des Métiers des Côtes-d'Armor, CRT INNOZH Zoopole développement, ROB'AGRI, Association bretonne des industries agroalimentaires ABEA, Groupe LACTALIS, Groupe LE GRAET, AFNOR, CEA Tech, Institut Carnot AgriFood Transition, UIMM de Bretagne, Saint-Brieuc Armor Agglomération, Département des Côtes-d'Armor, Région Bretagne

COÛT TOTAL DU PROJET :

5,75 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3,49 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Bretagne, Normandie, Bourgogne Franche-Comté, Hauts-de-France, Île-de-France, Pays de la Loire, Nouvelle-Aqui et Auvergne-Rhône-Alpes

Module d'apprentissage en ligne.

L'AMBITION

L'Institut Boussingault du CNAM a vocation à accompagner, en Bretagne et sur l'ensemble du territoire national, les mutations de la filière alimentaire et à renforcer son attractivité en ciblant à la fois les nouveaux talents et les professionnels déjà en poste.

L'offre de formation de l'Institut, à large spectre, se déclinera du Bac +1 au Bac +8, en combinant les sciences du numérique aux domaines de la microbiologie, de la zootechnie et de l'agroécologie.

Elle visera à préparer les acteurs de la filière à la mise en œuvre de solutions novatrices et responsables en développant, grâce à l'apport des sciences humaines et sociales, leur capacité à implémenter ces solutions au cœur même des entreprises.

L'Institut Boussingault ouvrira en 2026 une école d'ingénieur par l'apprentissage sur le site de la Technopole de Saint-Brieuc Armor (Ploufragan). **Le projet s'inscrit également dans une démarche d'inclusion et d'essaimage en s'appuyant sur la formation à distance et sur le réseau national du CNAM fort de ses 260 implantations en France et en Outre-mer.**

L'Institut s'appuiera sur un lien fort avec les milieux professionnels (groupe Lactalis, groupe Le Graët, association bretonne des industries agroalimentaires, Rob'Agri) et sur des partenaires de l'innovation tels que l'Anses, le centre de Ressources Technologiques Innozh et la Cité des métiers des Côtes-d'Armor.

LE PUBLIC VISÉ

- **Jeunes (18-29 ans) en poursuite d'études et/ou en réorientation**, avec des formations de niveau Bac +1, Bac +2 et des licences par apprentissage ;
- **Adultes en activité ou en reconversion**, avec un large choix de formations à la carte, capitalisables au sein de diplômes, accessibles à distance partout en France ;
- **Futurs cadres techniques et scientifiques avec, sur le site de l'Institut**, une formation d'ingénieur par la voie de l'apprentissage et un Master en recherche intégré dans un doctorat.



© DR - Institut Boussingault

LE PROJET

Le projet comprendra une première phase de conception des référentiels de compétence et de formation en lien avec les milieux professionnels pour des parcours ciblant des jeunes (18-29 ans) en poursuite d'étude et en réorientation (Bac +1, licences post BTS implantés dans des lycées), des parcours ciblant des adultes en activité ou en reconversion (modules et microcertifications à la carte), des parcours ciblant des futurs cadres techniques et scientifiques (titre d'ingénieur, master et doctorat).

Un travail important de sensibilisation aux métiers et aux formations sera entrepris auprès des jeunes en s'appuyant notamment sur les lycées et en insistant sur l'enjeu d'en faire des ambassadeurs du changement pour une filière alimentaire innovante et vertueuse en matière d'environnement et de santé dans une approche One Health.

La phase de mise en œuvre inclura des formations accessibles à distance en tout point du territoire, des licences déployées par la voie de l'alternance dans une vingtaine de sites en France, une école d'ingénieur et de formation à la recherche sur le site de la Technopole de Saint-Brieuc Armor à Ploufragan. Sur l'école de site de Ploufragan, l'Institut Boussingault bénéficiera de nouveaux locaux financés par les collectivités territoriales ainsi que de plateaux techniques de collecte et de traitement des datas financés dans le cadre de l'AMI CMA.

LES IMPACTS ATTENDUS

En 2028, l'Institut Boussingault formera plus de 650 personnes par an, jeunes et salariés, à Ploufragan et au sein du réseau du CNAM.

- **Parcours ciblant des jeunes (18-29 ans) en poursuite d'étude et en réorientation :**
  - Bac +1 opérateur de fabrication agroalimentaire : FI NCU et FC. Ouverture : 2024 - 10 à 12 jeunes ;
  - Licences professionnelles par apprentissage. Ouverture : 2023 - 320 apprentis en 2028 (France) ;
  - Licence intégrée à l'école ingénieur par apprentissage. Ouverture : 2024 - 35 apprentis en Bretagne en 2028.
- **Parcours ciblant des adultes en activité ou en reconversion (FC à distance) :**
  - Modules et blocs à la carte (licence et parcours ingénieur). Ouverture : 2025 - mini 80 adultes/an en 2028 ;
  - Certificat en santé publique vétérinaire. Ouverture : 2025 - mini 20 adultes/an en 2028.
- **Parcours ciblant des futurs cadres techniques et scientifiques**
  - Formation d'ingénieur par apprentissage. Ouverture : 2026 - mini 120 apprentis ingénieurs en 2028 ;
  - Master recherche en Datas Science pour la filière alimentaire. Ouverture 2024 - mini 30 adultes en 2028 ;
  - Doctorat - Ouverture 2024 - 6 doctorants en 2028.

Institut le cnam Boussingault aurelie.herault@lecnam.net

RETOUR SOMMAIRE

VITAMIN'A



© DR - VITAMIN'A

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUES :

Alimentation durable et favorable à la santé

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Communauté d'agglomération du Grand Avignon

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Avignon Université, CFAI 84, CRITT Agroalimentaire PACA, CTCPA Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles, ISARA, IFRIA PACA, Pôle de compétitivité Innov'Alliance, Lycée agricole Pétrarque, Pôle emploi, ARIA SUD PACA, Ressources 84 Geste

COÛT TOTAL DU PROJET :

9,62 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

6,36 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

De par ses atouts, ses initiatives et son écosystème, le Grand Avignon a été identifié comme un territoire leader et exemplaire sur la « Naturalité », concept développé par la Région Sud dans le cadre de ses Opérations d'Intérêt régional (OIR). « La Naturalité est l'intégration de produits issus de la terre dans une offre commerciale équitable et selon des pratiques durables et de progrès ».

Dans la Région, l'industrie agroalimentaire est un secteur très dynamique en termes de recrutement. L'agroalimentaire représente le second secteur industriel employeur de main-d'œuvre et les postes de production et de conditionnement représentent plus de la moitié des offres d'emploi.

Malgré cela, les entreprises de l'agroalimentaire et de la naturalité peinent à recruter et fidéliser leurs salariés. Les raisons évoquées sont, le manque de candidatures, des candidatures insatisfaisantes, une faible connaissance de ces métiers et les conditions de travail.

Le projet VITAMIN'A vient apporter des solutions concrètes à travers une offre de formation renouvelée, de qualité, plus novatrice et attractive.

Les membres du consortium ont veillé à proposer des dispositifs pédagogiques innovants et complémentaires les uns des autres, qui auront des retombées certaines à l'échelle nationale car ils concernent des problématiques d'employabilité et de formation connues par de nombreuses entreprises françaises.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet propose une offre adaptée et ciblée et considère spécifiquement chacun des publics suivants : **Les scolaires (collégien/lycéen), les étudiants, apprentis, stagiaires… qui sont les principaux publics ciblés du projet.** Les salariés, personnes en reconversion professionnelle, entrepreneurs et séniors. Les demandeurs d'emploi, personnes éloignées de l'emploi et personnes en insertion. Enfin, les travailleurs handicapés (pour les organismes de formation certifiés Qualiopi), les entreprises.

LE PROJET

Le projet VITAMIN'A ambitionne de répondre efficacement aux problématiques liées aux métiers en tension et aux besoins d'acquisition de nouvelles compétences, souvent transverses pour le développement de la filière agroalimentaire/naturalité.

Les métiers en tension identifiés dans le cadre de ce projet sont : Les métiers de la maintenance. Le métier d'ouvrier non qualifié de l'industrie agroalimentaire, les postes d'encadrement de responsable de production, chef de projet industriel, ingénieur de recherche, chef produit, responsable laboratoire. Les postes d'agent logistique, préparateur de commandes, coordinateur logistique, responsable supply chain. Le métier de responsable commercial. Le métier d'ingénieur agronome .

Les nouvelles compétences à développer et visées dans ce projet sont : La RSE et la transition écologique. Les biotechnologies et produits naturels. L'expertise de pointe. Le numérique. La traçabilité.

26 dispositifs de formation et d'outils interdépendants sont proposés, s'articulant autour des axes suivants :

1. Renforcement de l'attractivité des métiers, du sourcing des candidats et étudiants et de leur sensibilisation au secteur.
2. Développement de blocs de compétences et de formations, initiales ou continues.
3. Renforcement de l'innovation pédagogique par l'investissement en équipements.

Axe transversal : Dédié à la coordination du projet.



© DR - VITAMIN'A

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif est la pérennisation des dispositifs et le renforcement du dynamisme de la filière agroalimentaire et de la Naturalité sur le territoire (augmentation des emplois, baisse du chômage, recrutement facilité pour les entreprises…).

En matière de sensibilisation, **4 initiatives innovantes seront proposées**, notamment en matière de communication, pour améliorer l'attractivité des métiers et des emplois de la filière IAA. 3 dispositifs ont également été conçus pour faciliter le sourcing des apprenants et le recrutement de salariés. Un dispositif facilitera l'accueil et l'intégration des alternants au sein des entreprises du secteur agroalimentaire.

14 dispositifs de formation initiale ou continue seront proposés à destination de tous les publics. 4 nouvelles formations initiales viennent compléter une offre existante dans des domaines encore non enseignés sur Avignon ou répondre aux sollicitations des entreprises. 7 formations continues et l'apprentissage de nouvelles compétences métiers permettront aux salariés, demandeurs d'emploi ou entrepreneur de répondre aux besoins des entreprises.

Enfin, l'investissement d'équipements pédagogiques innovants permettra de faciliter de nouveaux modes d'apprentissage et en même temps répondre aux enjeux technologiques de l'agriculture et l'IAA du futur.

À l'horizon 2030, le projet VITAMIN'A ambitionne de former près de 5 270 apprenants.

GRAND AVIGNON
marie-alix.bouvattier@grandavignon.fr
grandavignon.fr

RETOUR SOMMAIRE

AVENIR FORMATION FORÊT-BOIS (A2FORBOIS)



© DR - A2ForBois

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) - CMQE Forêt-Bois de Bourgogne-Franche-Comté

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

EPLEFPA de Besançon ; AGROPARISTECH ; Institut Agro Dijon ; Fondation UNIT ; Institut Européen de Formation Compagnons du tour de France ; Rectorat de la Région Académique Bourgogne-Franche Comté ; Université de Bourgogne ; Université Bourgogne-Franche-Comté ; Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté ; FIBOIS Bourgogne-Franche-Comté ; Office National des Forêts Direction Territoriale BFC ; Coopérative forestière CFBL ; Institut technologique FCBA Forêt Cellulose Bois Construction Ameublement ; Ville de Besançon ; Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de Bourgogne-Franche-Comté

COÛT TOTAL DU PROJET : 21,28 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

12 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes et Grand Est

L'AMBITION

La forêt métropolitaine se trouve aujourd'hui confrontée à des enjeux environnementaux et sociaux d'ampleur, autour de l'usage du bois comme matériau durable, du changement climatique, de la préservation de la biodiversité, du maintien d'un usage récréatif ou encore de la pression sociale à l'encontre des coupes de bois.

Les analyses issues des diagnostics convergent autour d'enjeux qui plaident pour des actions renforcées en matière de promotion des métiers, de formation et d'accompagnement des entreprises :

- Un très fort déficit de candidats et un manque cruel d'attractivité pour répondre aux besoins de recrutements ;
- Les besoins de recrutement seront amplifiés par les départs à la retraite et le turnover d'ici 2030 ;
- Un volume insuffisant de candidats formés : les diplômés des filières de formation existantes ne couvrent que 40 % des besoins actuels ;
- Une évolution rapide et indispensable des compétences, pour répondre aux défis de la multifonctionnalité, de la préservation et résilience de la forêt au changement climatique et de la transition écologique ;
- Des fragilités sur la gestion des ressources humaines dans les entreprises qui sont majoritairement des TPE/PME.

Le projet A2ForBois propose une réponse ambitieuse et coordonnée aux besoins de recrutement et de compétences de l'amont forestier et des scieries à l'échelle de 3 régions.

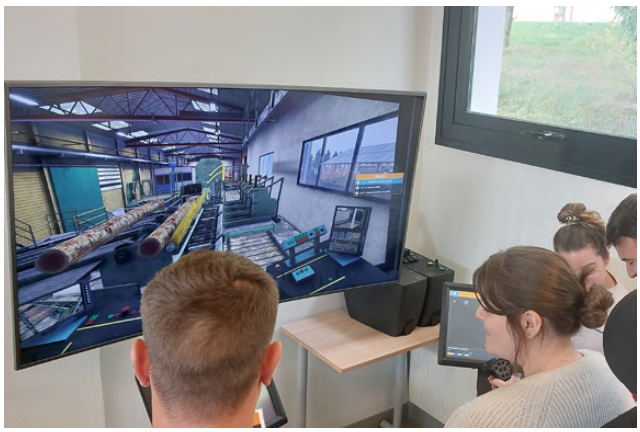
LE PUBLIC VISÉ

Les formations permettront à plus de 20 000 apprenants de bénéficier de nouveaux outils de formations initiales et par apprentissage (du CAP au Master-Ingénieur) et environ 1 000 enseignants-formateurs sur les 5 ans du projet. Plusieurs centaines de milliers de collégiens et personnes du grand public seront sensibilisés aux enjeux du bois et de la forêt.

LE PROJET

A2ForBois est structuré autour de 6 axes:

- **La gouvernance**, pour fédérer les partenaires des 3 régions et favoriser la diffusion des résultats du projet ;
- **L'attractivité et la communication**, visant à mutualiser et à développer des outils comme la création d'une bibliothèque numérique, d'un site de ressources pédagogiques « Fondamentaux de la forêt », un Forest Van…) pour donner plus d'ampleur aux actions de promotion des formations et des métiers conduites sur le territoire inter-régional ;
- **Adapter et compléter l'offre de formation** à travers la mise en place de cellules d'ingénierie pédagogique pour mieux répondre aux attentes des entreprises mais également le développement d'outils pédagogiques numériques tels des simulateurs de scierie et de travaux forestiers, d'une forêt virtuelle *(Silva numerica)*, de jumeau numérique et de parcelles forestières pédagogiques ;
- **Conforter le développement des entreprises et du salariat** via l'acculturation à l'entrepreneuriat et la sensibilisation à la RSE ;
- **Outiller et accompagner les transitions professionnelles** vers le secteur du bois et de la forêt pour élargir le sourcing de candidats ;
- **S'appuyer sur les enseignements de la R&D, de l'innovation et des nouveaux outils numériques** pour faciliter la capitalisation des connaissances et le transfert en formation pour assurer des compétences aux apprenants adaptées aux professions.



© DR - A2ForBois

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Un rayonnement très large des actions de sensibilisation et de promotion des métiers du bois et de la forêt** avec la couverture des 3 régions académiques BFC, GE et AuRA (plus de 300 000 jeunes sensibilisés) auxquels s'ajoutent les actions de sensibilisation réalisées en direction des demandeurs d'emploi, des publics en reconversion et du grand public (*a minima* 40 000 personnes sensibilisées) ;
- **La présentation des métiers de la forêt et du bois** auprès d'environ 150 professionnels de l'orientation et des prescripteurs de l'emploi chaque année ;
- **Une augmentation du nombre de diplômés** avec un doublement en 5 ans des effectifs 2024, la formation adaptée de plus de 20 000 apprenants bénéficiant des outils de formations initiales et par apprentissage (du CAP au Master-Ingénieur) auxquels s'ajouteront ceux de filières " passerelles " ou touchés via l'essaimage des actions ;
- **La montée en compétences** dans le domaine de la gestion forestière et de la transformation du bois et la formation ou l'accompagnement d'environ 300 cadres d'entreprise sur le volet RH/RSE sur les 5 ans du projet ;
- **La création et l'animation de formations et d'interventions** pour accompagner, chaque année, la montée en compétences de la centaine de formateurs et enseignants forestiers, puis d'un réseau plus large de formateurs avec l'essaimage sur le plan national (200 enseignants formés par an).

fb@cmq-bfc.org
artsetmetiers.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE FORMATION DE LA FILIÈRE DES AGROÉQUIPEMENTS (EVOFIA)



© DR - EVOFIA

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

CMQ Agroéquipements / EPLEFPA Vesoul

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CMQ AE, Institut Agro, Axema, Claas, John Deere, UB, Agro Rhin, Rev agro, Aprodema, LPO Cassin

COÛT TOTAL DU PROJET :

4,95 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Territoire national, Occitanie, Hauts-de-France et Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

En France, 160 000 emplois sont concernés par la filière des agroéquipements, dont près de 55 000 sont liés aux métiers de la distribution, de la maintenance, de la conception et de la construction des équipements agricoles. Le projet s'appuie sur le diagnostic « FIANE » qui cerne 3 grands défis à relever et qui estime des projections d'emploi de l'ordre de 15 000 recrutements d'ici 2030 :

- Attirer et fidéliser les collaborateurs ;
- Renforcer les outils de formation pour répondre aux besoins de recrutement et d'évolution des compétences liées aux nouvelles technologies ;
- Conforter et poursuivre le dialogue engagé à l'occasion de ces travaux.

Si les métiers de la filière sont partagés avec d'autres centres d'activités, ils nécessitent une forte dimension technique, qui s'accentue avec les évolutions technologiques et agroécologiques du secteur des agroéquipements.

Ainsi le projet vise la création de 3 nouveaux diplômes/titres en adéquation avec les besoins de ces mêmes entreprises et l'évolution du matériel agricole.

LE PUBLIC VISÉ

Action 1 : enseignants/formateurs qui interviennent dans les filières des agroéquipements et de la maintenance des matériels agricoles.

Action 2 : le nouveau Bac +3, le public de Bacs généraux et technologiques.

Action 3 : spécialisation de type Bac +1 concerne les personnes en Bacs professionnels agroéquipements, en formation continue, en reconversion.

LE PROJET

- **L'action 1** ambitionne l'expérimentation d'un dispositif innovant de formation des enseignants/formateurs.
  - Mise à disposition des établissements de formation (de l'Éducation nationale et du ministère de l'Agriculture) d'un pool de formateurs itinérants ;
  - Un deuxième volet qui a pour cible les enseignants que l'on qualifiera de « confirmés » (plutôt ceux intervenants en BTS/licence) et vise à soutenir leur déplacement d'enseignants « confirmés » vers les centres de formation constructeurs, où des stages produits/techniques spécifiques seront organisés en fonction de leurs demandes et besoins.
- **L'action 2** consiste à créer un nouveau parcours de formation de type Bac +3 correspondant au profil des candidats recherchés par les constructeurs et les concessionnaires pour les métiers du support technique et distinct des cursus menant aux métiers de la maintenance des matériels agricoles.
- **L'action 3** porte sur la création de spécialisations (Bac +1) liées aux « nouvelles technologies ».
- **L'action 4** a pour objectif de faire évoluer l'image de la filière, avec notamment l'ambition de créer une identité et une charte graphique commune et une stratégie de communication nationale.



© DR - EVOFIA

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Dispositif de formation des formateurs :**
  - 3 formateurs de formateurs itinérants assureront 10 semaines de stages chacun sur 4 ans soit 2 520 heures de formation ;
  - 20 sessions de formation par an pour les enseignants confirmés seront organisés chez les 14 constructeurs qui participent au projet, en général directement dans les locaux des centres de formation constructeurs ;
  - 500 enseignants seront touchés par ce dispositif de formation, le projet leur permettra de suivre a minima 3 stages sur la durée totale du projet.
- **Nouveau diplôme Bac +3 (licence pro, BUT agroéquipements) :**
  - 180 jeunes scolarisés par an dans ce cursus ;
  - 540 formés à horizon 2030.
- **Nouveaux diplômes/titres Bac +1 :**
  - 10 à 12 élèves stagiaires par formation par an par centre de formation ;
  - 240 formés à horizon 2030.
- **Emploi de toutes les personnes formées.**

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS
Agroéquipements
Bourgogne-Franche-Comté

didier.carmien@educagri.fr

RETOUR SOMMAIRE

FAAN



© DR - FAAN

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

EPLEFPA d'Ondes (31)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

EPLEFPA de Ondes, EPLEFPA de Pamiers, EPLEFPA de Castelnaudary, EPLEFPA de Saint Gaudens, EPLEFPA de Montpellier, GRETA CFA Sud Lozere, GIP FCIP, INP Toulouse PURPAN, École Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole – ENSFEA, CMQ Agroéquipement EPLEFPA de Vesoul, DRAAF- SRFD, NAIO Technologie, WIDID, MIMBUS, FRSEA Occitanie, Fédération Régionale des ETA Chambre Régionale d'Agriculture, MSA, IFV

COÛT TOTAL DU PROJET :

11,03 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Occitanie

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'ambition du projet est d'accompagner la 3e révolution agricole : Révolution numérique, robotique et énergétique en s'inscrivant ainsi dans les orientations du Ministère en charge de l'agriculture mais aussi du Conseil Régional Occitanie (Pacte vert et Occitanie 1re région à énergie positive). Quelles que soit les filières professionnelles impliquées dans le projet FAAN (du monde agricole, du photovoltaisme et de la robotique), la tension d'emploi et le manque de salariés et d'entrepreneurs formés sont une préoccupation principale et ce d'autant plus que l'attractivité pour ces différents métiers est faible.

Nos objectifs sont de :

- **Développer les compétences nécessaires à la transition des exploitations** vers la 3e révolution agricole pour accroître la résilience et la compétitivité de notre système agricole ;
- **Améliorer la qualité de vie au travail** des actifs du secteur et **identifier les risques liés** aux usages des nouvelles technologies agricoles ;
- **Réduire les tensions d'emploi** sur les métiers de la production agricole, de la conduite et de la maintenance des engins par une communication sur l'image des métiers intégrant les nouvelles technologies ;
- **Mobiliser les nouvelles technologies pour faire face au défi climatique**, à la gestion des ressources en eau et la réduction des intrants ;
- **Transférer au monde agricole les technologies innovantes** d'autres secteurs industriels et consolider leur déploiement par des expérimentations intégrant les incidences agronomiques, zootechniques… ».

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent : Niveau CAP, Bac pro, Bac technologique, BTS, licence, master ingénieur, enseignants formateurs, salariés et chefs d'exploitation dans le cadre de la formation continue.

LE PROJET

FAAN s'articule autour de 6 actions :

- La création d'une offre de formation courte et diplômante en présentiel, en distanciel, en formation à distance, en AFEST ou de manière hybride du niveau 3 au niveau 7 pour les étudiants, apprentis, stagiaires, salariés, chefs d'entreprise, ingénieurs, enseignants et formateurs ;
- La création de systèmes immersifs en réalité virtuelle et augmentée (ferme école, simulateur à technologie embarqué, simulateur de conduite de drone et de reconnaissance des végétaux,..) ;
- Le développement d'une plateforme régionale de formation à distance dédiée aux Nouvelles Technologies Agricoles ;
- La mise en œuvre d'un camion mobile de formation aux NTA ;
- La réalisation d'expérimentation en pédagogie de projet sur les exploitations des lycées agricoles qui vont à la fois favoriser les apprentissages ;
- Le transfert de technologie et la pédagogie de projet.

FAAN est un projet innovant, agile, structurant et qui se veut transposable aux autres régions.

Il répond à l'ensemble des problématiques des secteurs concernés en termes d'expérimentation, de formation, de communication et d'attractivité.

Il est une passerelle entre les entrepreneurs du monde agricole et ceux de la robotique et de l'agrivoltaisme. Sa viabilité à terme sera assurée par la commercialisation de l'offre de formation.



© DR - FAAN

LES IMPACTS ATTENDUS

Cette offre sera déployée à l'ensemble des lycées agricoles, privés et publics, des CFA et CFPPA du réseau Occitagri formation, de l'ENSFEA et des écoles d'ingénieur du territoire : 68 établissements (22 publics et 46 privés) - 17 007 apprenants - 13 centres de formation d'apprentis - 3 805 apprentis - 18 centres délivrant des heures de formation professionnelle continue - 1.6 millions d'heures stagiaires - 4 écoles d'enseignement supérieur agricole – environ 100 élèves ingénieurs par niveau et par école - 1 école de formation des maîtres agricoles – Un potentiel d'environ 500 enseignants et formateurs d'agronomie et d'agroéquipements à former.

La communication auprès des établissements partenaires se fera via le réseau Occitagri formation, les réseaux sociaux, les mails, le site internet de chaque établissement partenaire. Une offre de service sera diffusée auprès des autres organismes de formation et pour la mise en œuvre d'évènementiel auprès des prescripteurs de l'emploi et de la formation. Une mise en œuvre de 3 ans des parcours de formation diplômante permettra d'inscrire les formations au RNCP.

À terme les formations pourraient être déployées sur l'ensemble des établissements agricoles des autres régions et d'autres centres de formations pourraient être habilités à dispenser ces formations diplômantes au national. Les entreprises, branches professionnelles et organisations professionnelles fabricant ou utilisant les Nouvelles Technologies Agricoles sont impliquées dans la construction des parcours de formation et des expérimentations. Ils seront également utilisateurs et prescripteurs des formations créées.

EPLEFPA Ondes

virginie.portes@educagri.fr

RETOUR SOMMAIRE

HOUBLON, MALTERIE, BRASSERIE POUR 2030 (HOMABRA'30)



© DR - HoMaBra'30

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université de Haute Alsace pour le Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Agroalimentaire du Grand Est

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université de Haute Alsace pour le Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Agroalimentaire du Grand Est, Bergerie Nationale, EPLEFPA du Lot - Agro Campus 47, EPLEFPA du Nord - Campus Sciences Terre et Vie, EPLEFPA du Bas-Rhin - EPL 67, Gamabilis SAS, Brasseurs d'Alsace, Interhoublon

COÛT TOTAL DU PROJET :

5,1 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Région Hauts-de-France, Région Grand Est et Région Nouvelle-Aquitaine

Module d'apprentissage en ligne prévu donc rayonnement national au-delà des régions initiales du projet

Codes postaux des principaux organismes dispenseurs : 47/59/67/68

L'AMBITION

Le projet HoMaBra'30 a pour but d'accompagner la filière brassicole à la formation de ses acteurs. Cette filière, majeure par son poids agricole et ses circuits de distribution, représente un débouché économique essentiel pour l'agriculture en France. De « l'épi au demi », elle regroupe près de 130 500 personnes pour un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros. Avec 2 500 entreprises, la France est le premier pays européen en nombre de brasseries. Ceci induit un travail de semenciers, d'agriculteurs (houblons et céréales), de collecteurs, de malteurs, de levuriers et de brasseurs (1 emploi direct génère 16 emplois indirects).

Le projet a pour ambition d'accompagner la filière pour lui permettre une meilleure adaptation aux enjeux du changement climatique, de l'autonomie énergétique, de la préservation des ressources naturelles et de l'adaptation aux attentes nouvelles des consommateurs sur la qualité et l'origine des produits (sanitaires, organoleptiques, impact environnemental de la production…).

L'originalité du projet réside dans son approche filière en proposant des dispositifs de formations hybrides (modules et/ou parcours délivrés soit à l'aide d'une plateforme de formation à distance soit en présentiel, jeux sérieux, espaces d'expérimentation au sein de living labs,…) et transversaux sur les volets agricoles (houblon et malterie) et agroalimentaires (brasserie).

LE PUBLIC VISÉ

Un large public est visé par le projet HoMaBra'30 : porteur de projet en formation continue, demandeur d'emploi, salarié en évolution professionnelle, formation initiale, formation des techniciens accompagnant des projets. Ce faisant le projet permet de cibler un panel élargi de niveaux de formation avec un focus privilégié sur les niveaux Bac, Bac +1/2 et Bac +3 très demandés par la profession.

LE PROJET

Le projet permettra la création de parcours et de modules de formation. Ils seront regroupés sur une plateforme numérique inédite en permettant l'alternance entre séquences en présentiel (création et animation de living lab : véritables laboratoires ouverts d'innovation ou acteurs du monde économique et de la formation se retrouveront autour de simulateurs de conduite, d'ateliers techniques autour du houblon/malt/brasserie) et séquences en distanciel (réalité virtuelle, réalité augmentée, vidéo 360°, jeux sérieux digitalisés, vidéos pédagogiques interactives).

Les outils créés permettront une individualisation forte des parcours, cette hybridation de la formation permettra des apprentissages en dehors des périodes de fortes activités agricoles et en toute sécurité.

Chaque pôle de formation sera doté d'équipements de pointe pour son living lab selon leur thématique principale. Ces espaces pourront également être mobilisés par de jeunes entrepreneurs en guise d'espaces test. D'autres facettes du projet autour de l'information et de l'orientation, comme l'attractivité des métiers sur des salons, permettront de faire connaître les dispositifs du projet et d'initier une dynamique positive pour la filière.



© DR - HoMaBra'30

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet HoMaBra'30 ambitionne de dynamiser et de compléter l'offre de formation de la filière brassicole en proposant un panel d'outils de formation liant étroitement monde agricole et agroalimentaire. Ce faisant, les impacts attendus sont très variés. Nous attendons à l'horizon 2030 la création d'une dizaine de nouvelles formations spécifiques à la filière pour plus de 3 000 apprenants répartis sur le territoire national en formation initiale et continue.

Notre objectif vise aussi à colorer et compléter des dispositifs déjà en place. Ainsi nous ambitionnons d'intégrer nos outils pédagogiques dans de nombreux cursus (type Bac pro, BTSa, Licence Professionnelle principalement) **avec l'objectif de participer à la formation de plus 60 000 apprenants d'ici 2030, principalement en formation initiale.**

Enfin, nous conduirons un travail de sensibilisation sur l'attractivité de la filière en menant des actions auprès de collégiens et de lycéens avec pour objectif de toucher plus 700 000 élèves d'ici 2030.

HoMaBra'30

laurent.grimal@uha.fr

campusagroalim.site.ac-strasbourg.fr

RETOUR SOMMAIRE

NOUVELLE-AQUITAINE VITICULTURE (NAVI)



© onewineproduction

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus régional des métiers de la Vigne et du Vin

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

EPLEFPA Bordeaux Gironde, EPLEFPA du Perigord, EPLEFPA Charente, Réseau des MFR Nouvelle-Aquitaine, MFR de Vayres, MFR de Triac-Lautrait, IREO Richemont, DRAAF, CIVB, ISVV, Bordeaux Sciences Agro, Studio Nyx, IFV, Chambre d'Agriculture de la Gironde et de la Nouvelle-Aquitaine, Hennessy, ANEFA, Vignerons Bio de Nouvelle-Aquitaine, Vignerons de Buzet

COÛT TOTAL DU PROJET :

13,54 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

6,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Nouvelle-Aquitaine

Ensemble des bassins viticoles de France

L'AMBITION

Accélérer l'adaptation de la viticulture aux enjeux d'emploi et de transition agroécologique, en s'appuyant sur le levier de la formation.

La région Nouvelle-Aquitaine est la première région de France en production de vins et spiritueux, avec 30 % de la production nationale, dans 14 000 établissements et employant 54 000 personnes. Elle a donc un poids stratégique dans l'économie régionale et nationale.

La filière connaît une mutation et doit répondre à plusieurs défis: une adaptation au changement climatique ; une démarche agroécologique ; un marché en transition ; une difficulté récurrente à recruter de la main-d'œuvre qualifiée.

Le projet NAVi ambitionne d'affronter cette mutation de façon offensive et réactive. Avec la volonté de valoriser les métiers de la vigne et du vin ; de favoriser l'échange entre chercheurs, conseillers, enseignants, apprenants et professionnels du terrain ; d'introduire des outils innovants (simulateurs, drones, etc.), de nouveaux titres et certificats.

LE PUBLIC VISÉ

Le programme vise deux cibles majeures et deux cibles périphériques :

- Les apprenants en formation initiale scolaire ou en alternance ;
- Les salariés en exploitation ou d'entreprises de travaux agricoles, et les exploitants agricoles.

La viticulture a cette spécificité : les exploitants aujourd'hui représentent 10 % de la masse salariale. Un salarié sur trois est mandaté par une entreprise agricole.

- Les demandeurs d'emploi ;
- Les personnes en reconversion.



© onewineproduction

LE PROJET

Le projet NAVi se déploie avec 36 partenaires. Tous partagent la même volonté de trouver des solutions collectives en direction de trois axes forts :

- **Fédérer pour attirer et sensibiliser aux métiers de la vigne et du vin.** La volonté est de participer à la modernisation de l'image des métiers vitivinicoles, et de permettre ainsi le recrutement de nouveaux talents. L'enjeu est donc de massifier les opérations de valorisation des métiers auprès des scolaires, des gens éloignés de l'emploi ou en reconversion. Organiser des concours pour valoriser les salariés de la vigne et du vin pour qu'ils puissent participer à l'incarnation des métiers.
- **Créer une alliance pour la formation et le transfert**. Il s'agit de structurer la concertation entre les organismes de l'enseignement supérieur, de la R&D, de la formation et des entreprises. L'objectif est double : identifier les besoins en compétences dans les entreprises, et coordonner les actions pour proposer une offre transversale de formation des formateurs et conseillers.
- **Permettre des formations nouvelles ;** la mise en place de badges pour favoriser les montées en compétences. Intégrer dans les process de formation l'usage d'outils novateurs comme les simulateurs. Et doter les organismes de formation de nouveaux outils de formation en fonction des spécialités de territoire (vignobles expérimentaux, robotique, agroéquipement, distillation).

LES IMPACTS ATTENDUS

Avec plus de 250 000 personnes sensibilisées, le projet NAVi ambitionne de former 500 formateurs et plus de 15 000 apprenants en 5 ans grâce à ces axes de travail. **Parmi les impacts attendus notons en particulier l'adaptation de Titres et la création de nouveaux parcours :**

- Licence professionnelle Agronomie (Numérique pour l'agriculture et la viticulture) ;
- Bachelor Agronomie management de proximité en viticulture durable ;
- Master Cognac et spiritueux ;
- Certificat de Qualification Professionnelle en Pilotage de robots et de drones en viticulture ;
- Parcours d'ingénieur Formations en vitiviniculture durable par la diversification des productions et la certification en AB ;
- Un catalogue d'au moins 50 modules valorisés par badges numériques (ex. : mise en œuvre des biocontrôles, résilience de l'exploitation face au changement climatique…).

emilie.reynier@formagri33.com

RETOUR **SOMMAIRE**

PLATEFORME PÉDAGOGIQUE INNOVANTE POUR LES MÉTIERS DE L'AGROÉQUIPEMENT (PLAPIMA)



© DR - PLAPIMA

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Fondation UNIT

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

CMQ Agroéquipements, UTBM (Université de Technologie Belfort Montbéliard), ENSAM (École nationale supérieure d'Arts et Métiers, UFC (Université de Franche-Comté), Institut Agro Dijon - Educagri Editions, AXEMA (Syndicat des constructeurs d'agroéquipements), FNEDT (Fédération Nationale Entrepreneurs Des Territoires)

COÛT TOTAL DU PROJET :

6,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T2/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Bourgogne Franche-Comté (premier focus), Bretagne, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Occitanie

National à partir de la 2e année, International dès l'année 4, Apprentissage hybride et LMS

L'AMBITION

Le projet PLAPIMA répond aux besoins identifiés dans le diagnostic emploi-compétences FIANE, avec trois défis majeurs pour la filière des agroéquipements : attirer et fidéliser des talents, moderniser les outils de formation pour répondre aux mutations technologiques, et renforcer le dialogue entre les professionnels et les acteurs de l'éducation.

La filière des agroéquipements, qui emploie plus de 160 000 personnes en France, est confrontée à des difficultés de recrutement et à une pénurie de compétences adaptées aux nouvelles technologies. Avec un besoin estimé de 15 000 nouvelles recrues d'ici 2030 et une faible attractivité, notamment auprès des jeunes femmes, il est crucial de mettre en place des dispositifs innovants pour revitaliser le secteur.

PLAPIMA se positionne comme une plateforme pédagogique nationale de référence innovante pour répondre aux défis de recrutement et d'évolution des compétences dans la filière de l'agroéquipement en formant aux compétences clefs du secteur.

PLAPIMA vise à former un large éventail de publics, des élèves en formation initiale aux salariés en reconversion, en passant par les enseignants et formateurs. **Ce projet ambitionne de moderniser les formations, renforcer l'attractivité de la filière grâce à des outils immersifs, et développer une bibliothèque de ressources interactives, tout en améliorant l'accessibilité à la formation.**

LE PUBLIC VISÉ

- Élèves, étudiants, professionnels du secteur, adultes en reconversion (salariés, indépendants, personnes en recherche d'emploi) ;
- Formation initiale et formation continue ;
- Niveaux visés : infra-Bac, Bac +2/3, Bac +5 ;
- Formation de formateurs avec une attention particulière pour les enseignants débutants avec l'objectif de susciter des vocations.

LE PROJET

- **Développer une plateforme nationale comprenant une bibliothèque de supports 3D, un centre de ressources pédagogiques et un LMS** pour optimiser l'apprentissage des gestes techniques et des compétences nécessaires dans la maintenance des agroéquipements ;
- **Moderniser les formations par l'enrichissement des formations avec des outils numériques et des scénarios pédagogiques réalistes,** conçus en collaboration avec l'ensemble des acteurs de la filière. PLAPIMA intégrera des simulations immersives pour permettre aux apprenants d'expérimenter des situations complexes en toute sécurité et élargir le champ des possibles ;
- **Renforcer l'attractivité de la filière en intégrant des approches innovantes et sensibiliser un public diversifié,** notamment les jeunes et les femmes, à des métiers souvent perçus comme techniques ou peu accessibles ;
- **Soutenir les formateurs en synergie avec le projet EVOFIA** (un dispositif de formation continue dédié aux enseignants intervenants sur les filières de la maintenance des matériels agricoles et des agroéquipements) par la mise en place d'une « maison des formateurs » pour les accompagner dans l'exploitation des nouvelles ressources pédagogiques ;
- **Créer un écosystème collaboratif réunissant les acteurs du secteu**r (centres de formation, État, industriels, laboratoires de recherche) pour garantir l'adéquation des contenus pédagogiques aux besoins de la filière.



© DR - PLAPIMA

LES IMPACTS ATTENDUS

220-230 ressources développées équivalentes à environ 600 heures de formation utilisées dans des combinaisons possibles de déploiements : présentiel, distanciel, situations hybrides avec :

- **20-30 contenus VR novateurs ;**
- **200 ressources pédagogiques** actualisées/créées ;
- **3 nouveaux manuels techniques** édités sur le machinisme agricole (nouvelles technologies, machinisme et évolution du secteur et recueil de TP/TD).
- **Une bibliothèque de supports graphiques** 3D et des logiciels en RA et RV de soutien à l'apprentissage de connaissances et compétences ;
- **12 000 élèves** formés dont au minimum 10 % de jeunes filles ;
- **5 000 à 10 000 stagiaires** de la formation continue ;
- **300 à 350 enseignants formateurs** formés ;
- **30 à 40 formateurs ambassadeurs** référents;
- **40 000 à 50 000 jeunes** sensibilisés aux métiers de la filière.

Au niveau national, les 146 établissements d'enseignement français (publics, privés, MEN, MASA) ont accès gratuitement aux ressources développées pour leur formation initiale.

Au niveau international, les ressources de la plateforme PLAPIMA sont essaimées dans 20 centres de formation des constructeurs installés dans les pays francophones et en Europe.

FONDATION UNIT

cyril.bai@unit.eu
unit.eu

RETOUR SOMMAIRE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉLEVAGE DE DEMAIN (SAED)



© Xavier Remongin_agriculture.gouv.fr

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus des métiers et des qualifications d'excellence, Filière alimentaire de demain en Pays de la Loire

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

AgriCampus LAVAL ; Région académique des Pays de la Loire ; Lycée des Etablières ; DRAAF Pays de la Loire ; Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire ; Centre national d'agroécologie ; ONIRIS VetAgrobio Campus ; Coopération agricole Ouest ; INTERBEV ; AREA

COÛT TOTAL DU PROJET :

10,41 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T1/2026

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Pays de la Loire

L'AMBITION

Les systèmes de productions alimentaires diversifiés, plus autonomes, sont garants d'une production locale, durable, indispensable à l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

En Pays de la Loire, l'agriculture bénéficie d'une solide renommée, caractérisée par une production variée et de haute qualité. Pour autant, les filières agricole et agroalimentaire font face à des enjeux forts : souveraineté alimentaire, renouvellement des générations, difficultés de recrutement, changement climatique, nouvelles habitudes des consommateurs...

C'est dans ce contexte d'incertitudes et de changements profonds que naît le projet SAED dont les ambitions sont d'accompagner la filière élevage à évoluer vers des systèmes résilients et durables et de susciter des vocations chez les nouvelles générations.

Le projet SAED entend répondre aux besoins de sécurisation et de pérennité de la filière de l'élevage exprimé par les professionnels en se fixant pour objectif principal de maintenir et professionnaliser les systèmes d'élevage et de polyculture-élevage ligériens. Il vise également à renforcer les liens avec l'économie de la transformation afin de mieux valoriser les productions et assurer la pérennité de ces modèles agricoles.

LE PUBLIC VISÉ

Les actions de formation proposées s'adresseront à la fois a**ux professionnels en formation continue, exploitant·e·s comme salarié·e·s, mais aussi aux personnes en reconversion professionnelle et aux jeunes en formation initiale scolaire et en apprentissage.** Les niveaux de formation visés vont de l'infra-Bac au Bac +3. 2026 sera consacrée à l'ingénierie de formation et les formations débuteront en 2027.

Les actions de formations pour les enseignants et les formateurs commenceront dès 2026.



© Pascal Xicluna_agriculture.gouv.f

LE PROJET

À l'ère de la 3e révolution agricole, les exploitations doivent évoluer en visant la multiperformance grâce à l'agroécologie, poursuivant ainsi leur transition. **Le projet SAED s'engage à soutenir les innovations technologiques et pédagogiques en créant 9 FabAgriLab pour permettre le partage de ressources, de résultats de recherche, la mise en place d'expérimentations et d'actions de formation et d'attractivité.**

Parce qu'il est essentiel d'agir pour mettre en adéquation formation et besoins en compétences exprimés par le secteur, le projet vise à former les professionnels actuels et en devenir. La création de parcours de formation continue, d'un Bac +3 et de modules de formations pour les personnels et enseignant·e·s contribueront à la montée en compétences de la filière et à généraliser la maîtrise des innovations identifiées par le projet SAED et développées dans les FabAgriLab.

Enfin, la diversification et la mixité des publics en agriculture et dans l'agroalimentaire étant essentielles, **le projet vise à valoriser les métiers de l'alimentation et de l'élevage de demain en communiquant différemment pour permettre à d'autres publics de se projeter dans ces métiers, en questionnant les enjeux sociétaux et en vulgarisant les services rendus par l'élevage lorsque celui-ci s'appuie sur des systèmes durables, sobres et respectueux du bien-être animal.**

LES IMPACTS ATTENDUS

L'impact du projet sera mesuré par la construction d'indicateurs de suivi et de réalisation du projet. Parmi ces indicateurs, une attention particulière sera portée au taux d'installation ou de reprise d'exploitation en polyculture-élevage sur la durée du projet ainsi qu'au nombre de personnes ayant intégrés un des quatre parcours de formation proposés et les dispositifs de formation mis en place.

La promotion des formations et des métiers auxquels elles mènent contribuera à optimiser le recrutement d'étudiant et le taux de remplissage des classes. De plus, les étudiants diplômés ainsi que les alternants constitueront un vivier de recrutement pour les entreprises ou de repreneurs pour les cédants d'exploitation en élevage.

Le taux d'hybridation des actions de formations nouvellement créées sera mesuré ainsi que le mixage des publics.

Sont attendus à l'issue du projet :

- Pour les quatre parcours de formation continue, entre 10 et 15 000 heures stagiaires de formation continue ;
- Pour le diplôme de niveau Bac +3, 1 200 heures dispensées en formation initiale pour 180 apprenant·e·s ;
- 250 enseignant·e·s/formateur·rice·s formé·e·s soit environ 50 % de l'ensemble des enseignant·e·s techniques de l'enseignement agricole ;
- De 1 000 à 1 500 salarié·e·s/professionnel·le·s formé·e·s ;
- 30 000 personnes acculturées aux métiers de l'agroalimentaire et de l'élevage.

SAED
SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ÉLEVAGE DE DEMAIN EN PAYS DE LA LOIRE

laurent.bessiere@ac-nantes.fr
filierealimentaire.com

RETOUR **SOMMAIRE**

VINUM



© DR - Programme VINUM

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Investir dans une alimentation saine, durable et raçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :

Systèmes agricoles durables et équipements agricoles contribuant à la transition écologique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Fondation UNIT

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Fondation UNIT, CEA-Laboration LIST, Agri Bio Campus Davayé, EPLEFPA Besançon, Institut Richemont, Maison Hennessy, Simonit & Sirch, Studio NYX, Université de Bourgogne - IUVV, Université de Poitiers - Laboratoire Techné

COÛT TOTAL DU PROJET :

2,05 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

1,27 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

3 ans - T2/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Auvergne Rhône Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Occitanie

L'AMBITION

Les agriculteurs, viticulteurs et forestiers doivent être toujours plus polyvalents, développer des connaissances pointues et acquérir de nouveaux savoir-faire en des temps très courts. **Ils sont exposés à des risques sanitaires, tels que les troubles musculosquelettiques.**

Ces métiers peinent à intéresser les jeunes alors que le renouvellement de la population des agriculteurs et viticulteurs n'est pas assuré.

Le programme VINUM répond à ces enjeux en proposant des formations hybrides intégrant des outils de simulation et d'entraînement immersifs performants, afin de :

- Renforcer l'attractivité et la féminisation des filières ;
- Contribuer à la prévention et à la sensibilisation aux risques sanitaires ;
- Permettre la simulation de geste métiers décorrélés des contraintes saisonnières ;
- Autoriser des gestes et des opérations impossibles à mettre en œuvre sans les outils de simulation.

Le programme VINUM prépare la transition numérique des formations aux métiers des filières agricoles, viticoles et forestières avec trois objectifs :

- Accélérer la réalisation des éléments du programme identifiés comme prioritaires par les professionnels ;
- Élargir la diffusion et l'exploitation des travaux existants à l'ensemble du territoire ;
- Lever les points de blocage liés au déploiement et à la commercialisation des services de formation.

LE PUBLIC VISÉ

Le programme VINUM vise à ouvrir les métiers des filières agricoles, viticoles et forestières à un public aussi large que possible (élèves du secondaire, étudiants, professionnels, salariés en reconversion, demandeurs d'emploi).

Il s'appuie sur une sensibilisation dès le plus jeune âge afin de susciter des vocations futures.

LE PROJET

Le programme VINUM fédère les professionnels de la filière, les centres de formation, le monde académique, les branches, et des créateurs du numérique.

Il s'appuie sur des méthodes de pédagogie hybride intégrant les technologies immersives, l'imagerie 3D, et l'utilisation non intrusive des données récoltées et partagées.

Le programme VINUM propose trois premiers services évolutifs de formation par simulation :

- **E-CAB, formation à la conduite d'engins agricoles.** E-CAB forme les tractoristes à la conduite sur parcelles agricoles et sur routes, tout en répondant aux besoins de prévention routière. Le simulateur respecte les contraintes physiques et le comportement de la machine. E-CAB a été médaille d'or de l'innovation au salon SITEVI 2021.
- **Ampélos, formation à la taille de la vigne.** Ampélos forme à la taille dite « vertueuse » qui conditionne la productivité et la pérennité du vignoble. Le simulateur s'appuie sur les résultats du jumeau numérique de la vigne (recréation d'une parcelle en 3D et en réalité virtuelle à partir d'une captation par scanner et photogrammétrie). Ampélos est nominé au Prix de l'innovation du salon SITEVI 2023.
- **E-MAINT, formation à la maintenance d'engins agricoles et forestiers.** E-MAINT forme à la prévention de sécurité des personnes et des matériels par la simulation de situations impossibles à reproduire en conditions réelles.



© DR - Programme VINUM

LES IMPACTS ATTENDUS

D'ici juin 2025 :

- Près de 300 000 personnes sensibilisées aux métiers des filières agricoles, viticoles et forestières ;
- Plus de 10 000 personnes formées en FI et FC à l'acquisition du « bon geste » professionnel en s'affranchissant des contraintes temporelles et climatiques au service de la prévention des risques professionnels ;
- Près de 20 formations bénéficiaires, du brevet professionnel au master ;
- L'apprentissage de la conduite d'engins agricoles sur E-CAB évite l'utilisation d'engins consommateurs d'hydrocarbure avec une estimation de réduction de 10 à 15 %. L'apprentissage des bonnes pratiques de conduite en « conduisant bien » réduit de 30 % la consommation de carburant ;
- L'apprentissage de la taille de la vigne sur Ampélos a pour objectif de passer de plus de 12 % d'improductivité du vignoble français ;
- À moins de 10 %. Il présentera l'avantage de pouvoir être proposé pendant toute l'année sans être limité aux périodes de taille ;
- Le nombre de déplacements à des fins de formations est réduit avec un impact positif pour l'environnement.

vinum
AU SERVICE DES FORMATIONS AGRICOLES • VITICOLES • FORESTIÈRES

contact@programmevinum.fr
programmevinum.fr

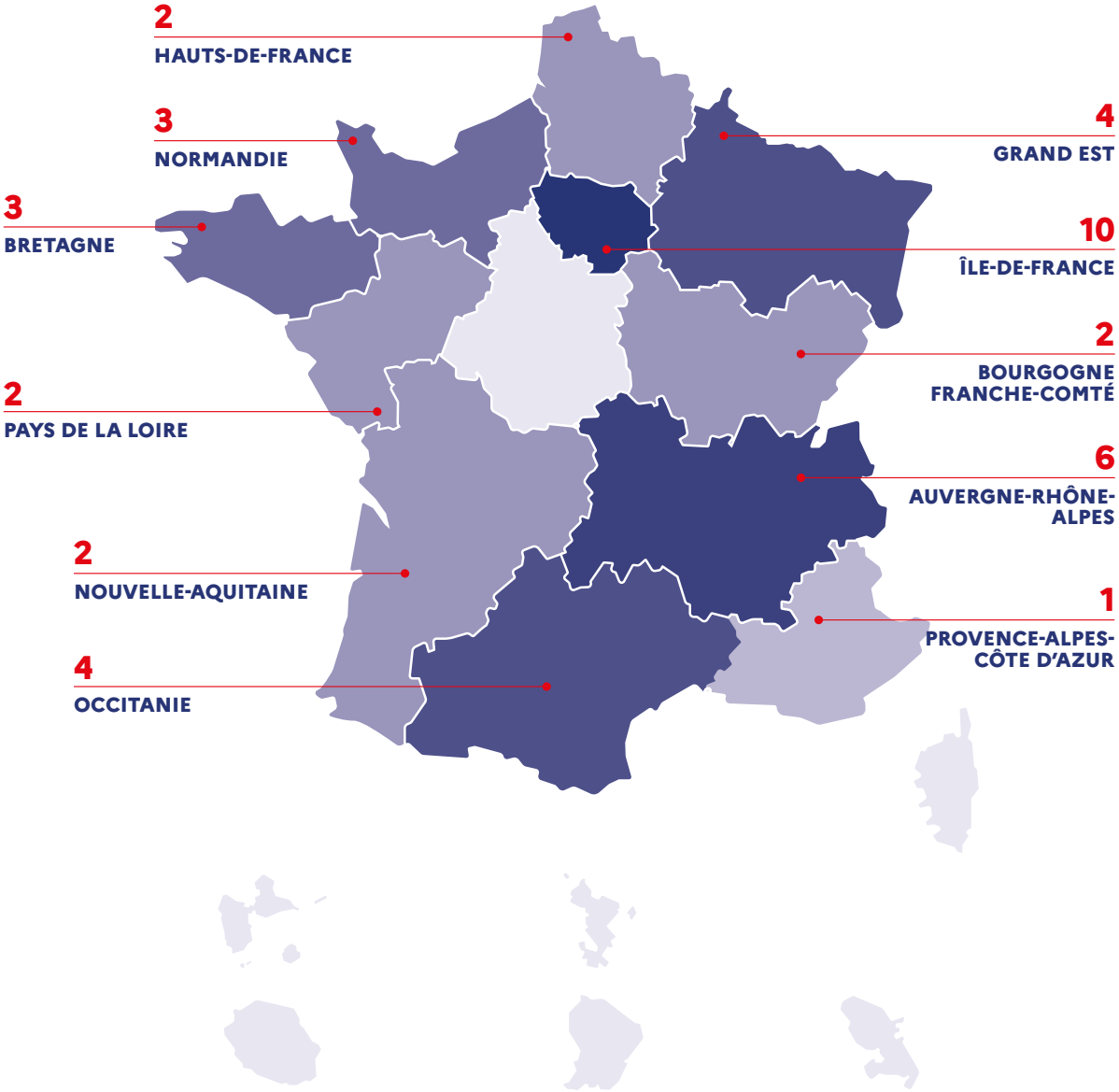
RETOUR **SOMMAIRE**

OBJECTIF

Produire 20 biomédicaments

39 PROJETS

pour former aux besoins de la filière biomédicaments contre les cancers, les maladies chroniques



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- EESL
- EID@Lyon
- ESaN
- IBES
- MANU
- PFDS

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
- ARCliMeD
- SNB22

BRETAGNE
- DINUSA
- EDSAN
- ReDHI

GRAND EST
- ExA2Bio
- Fo6Med
- PROMESS
- SENS

HAUTS-DE-FRANCE
- CAPS'UL
- PRIMANS

ÎLE-DE-FRANCE
- 1H-EID
- DaTSHealth
- DigiHealth Paris Cité
- ECSN
- ENSUIITE
- NSM5P
- NumiaCare-Saclay
- PariSantéNum
- SN@SU
- UNIVEReSANTÉ

NORMANDIE
- BIOT2@Normandie
- SaNu-RN
- SATIN

NOUVELLE-AQUITAINE
- CINERG'e-santé
- UB2030-CAP Santé Numérique

OCCITANIE
- Bio'Occ
- ESNbyUM
- FURII-DEM@TER
- UNITEID

PAYS DE LA LOIRE
- TRAIN4BIOPROD
- PENSO

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- Amus@N-NUM

RETOUR **SOMMAIRE**

BIO'OCC



© DR - Bio'Occ

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Produire 20 biomédicaments

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Toulouse III

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paul Sabatier Toulouse 3 (UT3), Université de Montpellier (UM), Institut National des Sciences Appliquées de Toulouse (INSA), Institut de formation Groupe IMT, GIP Formation et Certification pour l'Insertion Professionnelle, GTP Bioways, Evotec, BioMed Alliance, Pôle de compétitivité Eurobiomed, INSERM, Région Occitanie

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,97 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,28 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie

L'AMBITION

Le projet Bio'Occ (Biothérapie & Bioproduction en Occitanie : informer, attirer, former et fidéliser les talents et acteurs de demain pour accompagner l'innovation) vise à répondre à la nécessité d'attirer et former les talents et acteurs de demain dans le domaine des Biothérapies et Bioproductions. Il répond ainsi au développement important de ce secteur d'activité en Occitanie (et plus largement en France) et à la demande des industriels qui font déjà face à des difficultés de recrutement, du point de vue aussi bien quantitatif que qualitatif.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet Bio'Occ cible tous les niveaux de formation initiale du Bac à Bac +8 (élèves de lycées, étudiants, élèves ingénieurs), et divers publics en formation continue avec un soutien de la Région (salariés des entreprises du secteur ou en reconversion, demandeurs d'emploi). De plus, des dispositifs de sensibilisation et d'information ciblent en priorité **les élèves de lycées, les enseignants du secondaire et les personnels de Santé.**

LE PROJET

Le projet Bio'Occ se fonde sur un diagnostic national et régional, indiquant la triple nécessité de :

1. former plus de diplômés à Bac +2/+3 ;
2. renforcer l'expérience pratique, la mise en situation professionnelle et la connaissance des entreprises dans les formations ;
3. développer davantage l'acquisition des compétences transversales (réglementaire, qualité) et l'interdisciplinarité (IA, …).

Le projet s'organise en 4 axes.

- **Axe 1 :** Adapter les formations existantes à travers le renforcement des partenariats avec l'industrie pour améliorer leur adéquation aux besoins.
- **Axe 2 :** Compléter l'offre de formation existante pour répondre à des besoins spécifiques de compétences peu couverts actuellement, par la création de nouveaux enseignements.
- **Axe 3 :** Développer des outils de prospective pour mieux cibler l'évolution des besoins et ainsi mieux adapter les formations en continu.
- **Axe 4 :** Déployer des actions de communication pour améliorer l'attractivité des métiers et l'acceptabilité sociale des biothérapies, et mieux informer les entreprises de l'offre de formation.

Ainsi le projet Bio'Occ a pour ambition de répondre aux 2 enjeux clés de former (Axes 1 et 2) et attirer (Axes 3 et 4) les acteurs du développement des biothérapies. L'ensemble des dispositifs de formation proposés sont pensés pour être agiles et co-construits en partenariat avec les entreprises du secteur.



© DR - Bio'Occ

LES IMPACTS ATTENDUS

Au terme de ses 5 ans, le projet Bio'Occ devrait permettre de former plus de 2000 diplômés environ en proposant une offre de formation plus complète, plus attractive et plus lisible, pour les futurs apprenants comme pour les employeurs.

Conçue pour être pérennisée, cette offre est pensée comme un ensemble de dispositifs, nouveaux ou venant compléter l'existant, en adéquation avec les besoins en compétences et capables de s'adapter à des besoins évolutifs des biotechnologies innovantes.

Déployée progressivement, elle inclura la création, en Occitanie, de **3 formations diplômantes à Bac +3 et 3 dispositifs de formation continue.**

Par ailleurs, ce projet va permettre de coordonner et structurer l'offre proposée dans ce domaine à l'échelle régionale, et en phase également avec les besoins identifiés au niveau national.

Il inclut enfin des actions visant à informer et sensibiliser plus de 200 enseignants de lycées et leurs élèves aux enjeux des biothérapies.

Bio'Occ valerie.planat@inserm.fr

RETOUR SOMMAIRE

BIOT2@NORMANDIE



© DR - BIOT2@Normandie

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Produire 20 biomédicaments

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rouen Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rouen Normandie, Agence Régionale de l'Orientation et des métiers, IMT, POLEPHARMA

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,70 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Normandie et Centre-Val de Loire

L'AMBITION

Le projet BIOT2@Normandie ambitionne de répondre à deux enjeux clefs pour les biothérapies et leur production : Attirer et Former les futurs jeunes talents de l'industrie pharmaceutique et diplômé 720 techniciens et 370 cadres directement opérationnels d'ici à 2030.

Dans ce contexte, l'URN prévoit d'étendre ses actions et de promouvoir les métiers et des formations dans le secteur de la bioproduction et des biothérapies. Ainsi, l'offre de formation existante sur le territoire national se verra au travers du déploiement de ce projet complétée par des formations orientées vers la bioproduction, les biothérapies et le Biotesting (Bac +3 à Bac +8).

En effet, la complexité de bioproduction des biothérapies innovantes implique une connaissance de ces médicaments de thérapies innovantes, mais aussi un suivi et des analyses tout au long du procédé de production, ainsi qu'une caractérisation fine des produits finaux de plus en plus complexes.

L'ensemble de ces besoins analytiques correspond au Biotesting. Dans ce contexte, il nous apparaît donc essentiel de soutenir le développement de ce secteur d'activité et primordial d'anticiper le besoin en personnel en mettant en place dès à présent des formations qui permettront de former les futurs collaborateurs des entreprises pharmaceutiques œuvrant dans le développement, la production et la caractérisation des thérapies innovantes bioproduites.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations proposées vont du Bac +3 au Bac +8 et concernent les étudiants et les personnes actifs (demandeurs d'emploi, salariés ou personnes en reconversion).

Les actions de communication concerneront le grand public et les élèves collégiens ou lycéens.

LE PROJET

Le volet 1 du projet Biot2@Normandie vise à mener des actions auprès des jeunes, du grand public et des demandeurs d'emplois ou des personnes en reconversion professionnelles afin de leur faire connaître les métiers du secteur de la bioproduction et des biothérapies et les formations disponibles pour se former à ses métiers, notre partenaire l'AROM sera chef de file sur ce volet et travaillera de concert avec tous les acteurs du consortium pour mettre en place des escape games mobiles, des ateliers de découvertes des métiers pharmaceutiques, l'opération Destination Métier quimet en relation des Ambassadeurs Métier et/ou Formation désireux de partager leurs expériences et leurs parcours de formation…

Ainsi, l'AROM et l'ensemble de ces partenaires souhaitent valoriser et rendre attractif les métiers des industries de la santé, en particulier de la bioproduction et des thérapies innovantes, afin d'attirer les talents, sensibiliser les entreprises aux formations existantes et participer à l'acceptation de ces nouvelles technologies par les publics.

Le volet 2 de ce projet vise à mettre en place et dispenser 6 nouvelles formations niveau Bac +3 et Bac +5 dédiées à la bioproduction et aux biothérapies avec une forte spécialisation sur le biotesting.



© DR - BIOT2@Normandie

LES IMPACTS ATTENDUS

Au travers de ce projet, 3 formations niveau Bac +3 seront créées ou colorées (BUT, Licence Pro, DEUST en pharmacie industrielle) **et 3 formations niveau Bac +5** (Master Sciences du médicament et des produits de santé parcours industrialisation en biotechnologies, Master Ingénierie de la santé, parcours qualité des bioproduits et biotesting, École d'ingénieur Physique pour la santé option Bioproduction).

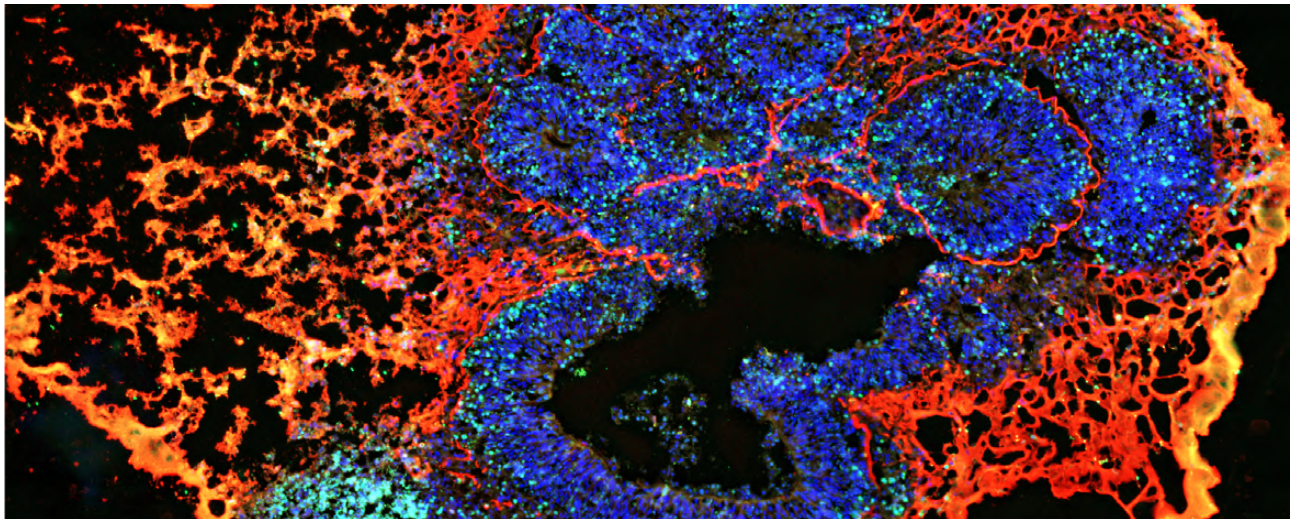
Ces formations seront soit dispensées en formation initiale soit en formation continue et impliqueront pour une majorité d'entre elles de l'alternance. **Ces nouvelles formations permettront de diplômer 720 techniciens et 370 cadres directement opérationnels d'ici à 2030.**

En complément, des doctorants (niveau Bac +3) continueront à être formés dans les laboratoires de recherche de l'URN travaillant autour de la Bioproduction, des Biothérapies et du Biotesting. L'ensemble des outils et actions de communication mis en place dans le volet 1 permettra a minima de toucher 160 000 personnes en Normandie sur 5 ans, volumétrie élargie par les actions de communication complémentaire mises en œuvre.

UNIVERSITÉ DE ROUEN NORMANDIE
muriel.bardor@univ-rouen.fr
univ-rouen.fr

RETOUR SOMMAIRE

EXCELLENCE ALSACE BIOTHÉRAPIE & BIO PRODUCTION (EXA2BIO)



© DR - Exa2Bio

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Produire 20 biomédicaments

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Strasbourg

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Strasbourg ; ESBS, IUT Louis Pasteur, Faculté des sciences de la vie, Faculté de pharmacie, Service de formation continue, unités de recherche, EASE ; Rectorat de l'Académie de Strasbourg ; Lycée Jean Rostand ; Lycée Aristide Briand ; Lycée Blaise Pascal ; BioValley France

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,24 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/205

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est

L'AMBITION

Le projet ExA2Bio propose la création d'une filière d'excellence de formation en biothérapies et bioproduction. Il repose sur un consortium rassemblant lycées, IUT, facultés, écoles d'ingénieurs et services de formation continue pour une filière intégrant l'ensemble des publics concernés. Cette filière, qui touche un large public d'environ 655 étudiants par an en formation initiale et 150 professionnels par an en formation continue, a vocation à créer un véritable campus des métiers et des compétences en biothérapie et bioproduction.

Le dispositif de formation se distingue par une conception des contenus en partenariat avec le hub d'entreprises du territoire animé par Biovalley France, assurant ainsi une pertinence et une actualisation constantes des enseignements. De plus, le cursus est organisé en grande partie en alternance via le CFA LEEM afin de répondre aux besoins spécifiques des entreprises ciblées par la filière.

Le projet répond bien aux deux enjeux identifiés : attirer et former les talents de demain pour les intégrer durablement dans les entreprises.

Cette filière à grande échelle vise ainsi à former des professionnels de l'industrie et de la santé, avec l'ambition de pouvoir satisfaire les besoins en emplois au-delà du territoire alsacien et ainsi participer à l'effort national pour un enjeu majeur de développement et de production des biothérapies en France.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux étudiants du Bac-Pro au doctorat en formation initiale mais aussi aux formateurs et personnels des entreprises y compris dans le cas de la requalification/reconversion professionnelle en formation continue.

Trois niveaux se distinguent :

- **Niveau 1 « opérateur/technicien » :** du Bac-Pro au BTS, du BTS au BUT 3 pour former des techniciens supérieurs et des assistants-ingénieurs en analyses/qualité/production.
- **Niveau 2 « ingénieur en alternance » :** après un BUT3 ou L3 pour la formation d'ingénieur en Bioproduction en trois ans et l'accès à des postes de responsables qualité, responsables de production et managers.
- **Niveau 3 « recherche » :** de la 2A ingénieur ou M1 vers le doctorat pour former à la R&D et aux métiers de l'enseignement supérieur.

LE PROJET

Le projet ExA2Bio propose la mise en place d'un dispositif de formation qui s'appuie sur le diagnostic des besoins en emplois de la filière organisé en deux grands axes :

- **Axe 1 : nouveau cursus spécialisé**

La formation repose sur la sélection d'un pool d'étudiants de niveau Bac qui pourra, par voie de passerelles, poursuivre un cycle de formation évolutif du Bac +2/3 au Bac +8 via trois niveaux de métiers.

- **Axe 2 : transformation des formations**

L'évolution technologique et réglementaire, la complexité des approches et l'hybridation des compétences, ainsi que les questions d'acceptation des nouvelles technologies par le grand public et même par les professionnels, nécessitent la mise en place de nouveaux enseignements.

Programme :

- **Une conception des contenus** en partenariat avec les entreprises du réseau ;
- **25% des enseignements assurés par des intervenants** issus du monde socioprofessionnel ;
- **Une formation** basée sur la mise en situation professionnelle ;



© DR - Exa2Bio

- **Une attractivité** liée à un système de passerelles décloisonnant les parcours actuels ;
- **Le cursus en alternance** pour être en adéquation avec la typologie d'entreprise visée par la filière ;
- **Une offre de formation** déclinable pour la formation continue ;
- **La modernisation des plateaux techniques et la création d'un laboratoire de bioproduction 4.0** pour la production d'organoïdes automatisée, géré par les étudiants.

LES IMPACTS ATTENDUS

Pour la formation initiale, elle repose sur la sélection d'un pool d'étudiants niveau Bac qui pourra, **par voie de passerelle**, poursuivre un cycle de **formation évolutif du Bac +2/3 au Bac +8** via 3 niveaux de métiers. À noter que chaque niveau de diplôme possède une voie d'entrée directe.

Pour la formation continue, le principe retenu est celui de la **création d'un catalogue de formations redimensionnées** pour être compatibles pour le grand public. Ainsi, un ensemble de modules de formation en présentiel et en distanciel sera constitué avec pour certains une qualité diplômante.

Le nombre de personnes formées à l'issue du projet se compose de la manière suivante :

- **Métiers de niveau 1 « opérateur/technicien » :** 275 étudiants par an ;
- **Métiers de niveau 2 « ingénieur/pharmacien/master » :** 375 étudiants par an ;
- **Métiers de niveau 3 « recherche » :** 5 étudiants par an ;
- **Formation continue :** 150 professionnels par an.

Au total, ce sont près de 805 apprenants par an qui seront exposés aux besoins de la filière biothérapie bio production.

Université de Strasbourg

bagnard@unistra.fr
unistra.fr

RETOUR SOMMAIRE

IBES



© DR - IBES

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Produire 20 biomédicaments

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
UFR de Pharmacie (Université Grenoble Alpes, UGA) ; UFR Chimie-Biologie (UGA) ; Grenoble INP (UGA) ; Grenoble École de Management (GEM) ; Groupe IMT ; Société Adlin Sciences ; Société Ouat!

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,75 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,78 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpe et Île-de-France

L'AMBITION

Le projet IBES a pour ambition de créer une chaîne de valeur pédagogique permettant de répondre au plus près aux besoins futurs des industriels de la bioproduction en créant une filialisation des formations vers tous les métiers du domaine depuis les étapes de R&D jusqu'à la mise sur le marché en passant par les métiers de la data, de fonctions support et d'expertise dans l'assurance qualité et le réglementaire.

Il repose sur une approche translationnelle alliant le secteur de l'industrie et les établissements d'enseignement supérieur afin de répondre rapidement aux problématiques de formation des experts dans ces domaines.

Les actions pédagogiques développées au sein du projet IBES s'appuieront sur une offre scientifique forte déjà existante et sur des plateaux techniques de très hautes qualités largement dédiés aux problématiques de la bioproduction.

De nouveaux outils seront mis à disposition des apprenants comme la réalité virtuelle dans les approches de concepts de jumeaux numériques et le digital pour l'analyse et le traitement des Big Data.

Ces actions pédagogiques permettront de faire évoluer la formation des étudiants tant dans les contenus qu'à travers l'intégration professionnelle via les stages, l'alternance ou les thèses CIFRE dans des entreprises régionales mais aussi nationales afin de répondre à la demande des industriels et au développement des usines 4.0.

LE PUBLIC VISÉ

Filiarisations des étudiants au niveau des licences (bac +3), masters (bac +5) et doctorats (bac +8) ou du cursus de pharmacie (bac +6) via de nouveaux modules pédagogiques.

Une grande partie de ces modules et certains plateaux techniques seront accessibles aux salariés des entreprises et demandeurs d'emploi via des masterclass, des workshops et aboutiront à des certifications. **Niveaux de formation visés : Bac +3 ; Bac +5 et > Bac +5.**



© DR - IBES

LE PROJET

Le projet IBES s'articule en 4 axes principaux :

- **La formation de nouveaux spécialistes par l'adaptation de modules pédagogiques préexistants :** évolution de modules pédagogiques existants et création de modules pédagogiques spécifiques. Mutualisation des contenus pédagogiques entre plusieurs UFR et possibilité d'une filiaisation des étudiants pour les amener à des métiers spécifiques relatifs à la bioproduction. Développement de nouveaux supports pédagogiques comme la réalité virtuelle pour des mises en situation à l'échelle industrielle. Formation des apprenants dans les différents domaines de la bioproduction pour répondre aux défis et besoins de main-d'œuvre qualifiée des industries.
- **Le développement de plateformes technologiques adaptées aux problématiques de la (bio) production :** achats d'équipements semi-industriels similaires à ceux retrouvés dans les industries.
- **L'ouverture des filières et certifications des modules ouverts à la formation continue**, pour former les salariés et demandeurs d'emplois aux nouvelles technologies de la bioproduction et à l'amélioration continue des processus.
- **Une communication active sur les actions du projet IBES.** Ces actions passeront par des initiatives pédagogiques pour sensibiliser les lycéens et les étudiants aux enjeux du secteur et par de la communication via différents supports (brochures, forums, associations, réseaux…).

LES IMPACTS ATTENDUS

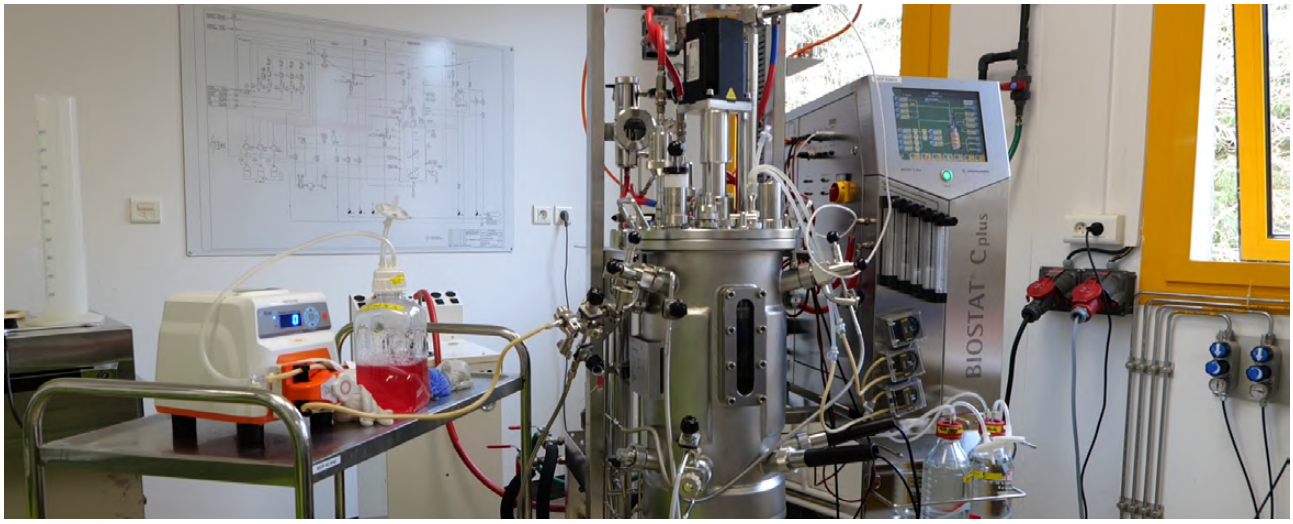
Durant les 5 années du projet IBES seront mis en place :

- Une restructuration du contenu pédagogique de certaines UE de licence 2 et de licence 3 de Biotechnologie Santé (2024-2025) ;
- Une affiliation de la L3Pro Bio-industries et Biotechnologies au CFA LEEM et une refonte des UE orientées bioproduction (2024) ;
- La création de 3 filières comprenant la création de 25 nouvelles UE à partir de la licence 2 biotechnologie santé jusqu'au doctorat dans les domaines de la bioproduction (2024-2028) ;
- La création d'une licence 3 Technologie du Vivant rattachée à la mention Science de la Vie (2025) ;
- Création de modules certifiants pour les salariés et demandeurs d'emplois (2025-2028) ;
- Création de passerelles pour les étudiants TSBI du groupe IMT et les licences et masters Ingénierie pour la Santé (2025) ;
- **Nombre d'apprenants en licences :** 900 en FI et 100 en FC pour 2028 ;
- **Nombre d'apprenants en masters et cursus de pharmacie :** 600 en FI pour 2028
- **Nombre d'apprenants à Bac +5 :** 50 pour 2028 ;
- **Nombre d'apprenants sensibilisés en licence :** 3 000 pour 2028 ;
- **Nombre d'apprenants sensibilisés en masters et cursus de pharmacie :** 1 200 pour 2028.

jean-luc.lenormand@univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR SOMMAIRE

TRAIN4BIOPROD



© DR - TRAIN4BIOPROD

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Produire 20 biomédicaments

PORTEURS DE PROJET CHEF DE FILE:
Oniris VetAgroBio, École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation de Nantes-Atlantique (44)

Établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Oniris VetAgroBio, Nantes Université, CHU de Nantes, CFA LEEM Apprentissage, Groupe IMT, Lycée privé Talensac, Atlanpole Biotherapies , NAOBIOS, GENSENSOR, Goliver Therapeutics, Clean Cells, Sartorius Stedim Biotech, Miltenyi Biotec, EFS

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Pays de la Loire, Bretagne et Centre-Val de Loire

L'AMBITION

Les biothérapies et médicaments de thérapies innovantes (MTI) sont de nouveaux médicaments biologiques révolutionnant la prise en charge thérapeutique des patients atteints de cancer, maladies dégénératives, chroniques, infectieuses ou rares.

L'ambition de TRAIN4BIOPROD* est de former les techniciens et les cadres aux enjeux futurs de la production de biothérapies pour la santé humaine et animale, en réponse aux besoins de compétences et des enjeux de cette filière : innover en bioproduction pour développer des technologies de rupture, maîtriser l'environnement de production, du procédé de fabrication et de contrôle afin de garantir la sécurité du produit et d'améliorer les rendements, réduire l'impact environnemental de la production des MTI et répondre aux défis réglementaires.

Adressant ces enjeux, TRAIN4BIOPROD repose sur un consortium de 14 membres complété par 9 partenaires, regroupant toute la chaîne de valeur de recherche, développement, industrialisation et commercialisation des MTI. En plus d'Oniris (pilote) et de Nantes Université (NU) et leur 11 laboratoires et 4 plateformes de bioproduction impliqués, le projet fédère 3 organismes de formation professionnelle (IMT, Lycée Talensac, CFA LEEM), le CHU de Nantes, l'ABG/EFS qui produit des MTI, 6 sociétés de biotechnologies innovantes et 5 PME, 3 équipementiers, la Pharmacie Centrale des Armées et le pôle de compétitivité ABT.

* TRAIN4BIOPROD : Former les cadres de demain en bioproduction de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI) par la pratique et l'innovation technologique et pédagogique.

LE PUBLIC VISÉ

TRAIN4BIOPROD permettra la formation initiale, continue et par apprentissage des personnels Bac +3 à Bac +8 attendus pour la production de MTI par l'industrie des biomédicaments.

Des doubles diplomations Ingénieur/Pharmacien (ou vétérinaire) et Ingénieur/M2 ou Pharmacien/M2 répondront aux besoins en compétences interdisciplinaires propres à la bioproduction de biothérapies et MTI. La sensibilisation des collégiens et lycéens renforcera l'attractivité de la filière.

LE PROJET

Grâce à son continuum public/privé et la mise en place de passerelles de formation, TRAIN4BIOPROD vise un environnement de formation favorable à la simulation de pratiques industrielles innovantes répondant aux besoins des entreprises, la polyvalence des personnels par l'acquisition des compétences techniques, scientifiques et réglementaires nécessaires au développement, la production contrôlée et la commercialisation de MTI, une offre de formation continue sur mesure facilitant la mobilité professionnelle des actifs, et l'amélioration de l'attractivité de la filière pour les jeunes.

L'innovation pédagogique passe par la création d'un référentiel de situations implémentant l'approche par compétences autour de situations d'apprentissage représentatives des complexités industrielles.

L'environnement de formation sera structuré, adapté et spécialisé afin de former les apprenants aux enjeux d'innovation pour réduire les coûts et respecter les exigences réglementaires et environementales de l'industrialisation des MTI.

La virtualisation des plateformes, la création de jumeaux numériques, l'implémentation de l'IA enrichiront la formation, faciliteront les enseignements en distanciel et la formation à l'environnement industriel. Les connaissances créées permettront de produire des ressources éducatives libres afin de contribuer au progrès social.



© DR - TRAIN4BIOPROD

LES IMPACTS ATTENDUS

Le besoin de main-d'œuvre qualifiée en bioproduction, dans un segment de marché en plein essor et à fort potentiel d'innovation, est très important quantitativement et qualitativement. TRAIN4BIOPROD est un dispositif d'apprentissage de 1 800 h dédiées à l'acquisition des compétences nécessaires à la production et la commercialisation de biomédicaments. Ce dispositif intégrera les formations d'Oniris, NU, l'IMT Tours et le lycée Talensac.

À terme, l'objectif visé est de former, chaque année, 790 apprenants en BTS, Bachelor/L3 pro, en double diplôme M2/Ingénieur/Pharmacien, dont 180 par apprentissage (CFA LEEM et Formasup NU), 10 sessions de formations continues et 20 doctorants. Des actions de vulgarisation scientifique à destination du grand public (fête de la science, nuit blanche) et des écoles secondaires et classes préparatoires (200 étudiants/an, ateliers, projets déclics, passeport recherche).

L'offre de formation est bâtie à partir d'un socle formation existant et éprouvé, ainsi que d'une masse critique d'organismes de formation au niveau local, ce qui constitue un gage de réussite. Cette offre prévoit la création de passerelles entre les formations proposées par Oniris et NU donnant lieu à la double diplomation, ainsi que l'apprentissage d'opérations complexes en environnement industriel simulé (référentiel de situations), propices à l'insertion professionnelle.

Oniris VetAgroBio Nantes École nationale
Nantes Université
jean-marie.bach@oniris-nantes.fr
mathilde.mosser@oniris-nantes.fr

RETOUR SOMMAIRE

AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ SANTÉ NUMÉRIQUE (AMUS@N-NUM)



© DR - AMUS@N-NUM

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Aix-Marseille Université

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Aix-Marseille Université ; Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,61 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Région Sud

L'AMBITION

Aix-Marseille Université (AMU) propose un **projet de formation à la santé numérique** (AMUS@N-NUM). Le consortium regroupe différentes facultés ainsi que l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille et s'appuie sur ses forces collectives et structurantes en santé numérique, dans le domaine de la formation et de la recherche.

Le projet AMUS@N-NUM a pour ambition de former dans les métiers de la médecine, de l'odontologie, de la maïeutique, des sciences de la réadaptation (ergothérapie, kinésithérapie, orthophonie, orthoptie, pédicurie-podologie), des sciences infirmières, de la pharmacie, de préparateur en pharmacie, de manipulateurs d'électroradiologie médicale et les diplômes d'État d'infirmiers (IFSI), pour développer les compétences minimales (phase socle) développées dans le « référentiel socle et transversal », approfondir des compétences (phase d'approfondissement) sur ses cinq domaines, voire d'en développer de nouvelles dans des domaines spécifiques (phase de spécialisation) dont le niveau pourra être plus avancé (e.g. génération de données de santé, utilisation et réutilisation de données de santé, science des données de santé, intelligence artificielle pour la santé et la santé publique).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet AMUS@N-NUM s'adresse à des publics de :

- **Formation initiale :** médecine, odontologie, maïeutique, ergothérapie, kinésithérapie, orthophonie, orthoptie, pédicurie-podologie, soins infirmiers, pharmacie, préparateur en pharmacie, manipulateurs d'électroradiologie médicale ;
- **Formation continue :** professionnels de la santé (médecins, pharmaciens, infirmières) et autres professionnels de la santé, du secteur public et industriel recherchant une formation qualifiante.



© DR - AMUS@N-NUM

LE PROJET

Le projet AMUS@N-NUM s'appuie sur ses **forces collectives et structurantes en santé numérique, dans le domaine de la formation et de la recherche.**

Nous proposerons à tous ces étudiants un **enseignement de « phase socle » en santé numérique avec une approche par métier et une vision globale et transversale des métiers de la santé. Un enseignement de « phase d'approfondissement »** leur sera également proposé, selon les **possibilités réglementaires propres à chaque maquette de formation.** Enfin, ils pourront **développer des compétences spécifiques avec l'enseignement de « phase de spécialisation ».**

Les modalités pédagogiques comporteront des **cours magistraux en présentiel, des travaux dirigés, de l'autoapprentissage adaptatif personnalisé au métier de la santé de l'apprenant ainsi qu'à son niveau de connaissances et de compétences.**

Pour cela, **différentes plateformes pédagogiques seront implémentées** (P@D, contenu pédagogique à la demande ; PersonnAlyseR, autoapprentissage adaptatif et personnalisé à l'analyse statistique en utilisant R). Nous aurons recours à la **mise en situation simulée** (Pharmafac, pharmacie virtuelle) et à **l'apprentissage par projet** en faisant travailler les étudiants sur des plateformes dédiées de mise en situation (digilab, enseignement du numérique, MEDIA_Plat, numérique et IA pour la santé).

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous proposerons un accompagnement à la mise en place et au développement du projet dans les différents cursus professionnels (santé, paramédical, pharmacie), de niveau infra-Bac (aides-soignants, auxiliaires de vie, auxiliaire de puériculture, métiers de la coordination) et post-Bac, et dans les trois cycles de formation initiale, dans la formation continue et dans la formation qualifiante professionnelle.

Ainsi, toutes les formations allant de la L1 jusqu'au M3 et au DES de médecine de notre public cible seront modernisées, ainsi que nos diplômes et certificats d'Université.

Nous mettrons en place au moins un nouveau parcours de M2 sur les dispositifs médicaux connectés. Notre système de « badges », adapté aux référentiels métiers, permettra aux professionnels en activité d'attester de l'état actuel de leurs connaissances et de leurs compétences en santé numérique ainsi que d'acquisitions nouvelles, que ce soit dans leur propre métier ou dans un ou des métiers de la santé autres afin de répondre à un besoin interprofessionnel en santé numérique.

Ainsi, d'ici 2030 près de **150 000 personnes auront été formées au numérique en santé et 5 000 y auront été sensibilisées.**

amUs@n-NUM

roch.giorgi@univ-amu.fr
univ-amu.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

ARCLIMED



© DR - Ludovic Godart

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Franche-Comté (UFC)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Franche-Comté, École d'Ingénieurs ISIFC, Université de Bordeaux, Université de Lille, Université de Lyon, École d'Ingénieurs Polytech Lyon, Université de Montpellier-Nimes, Université de Paris, Saclay, Université de Rennes, Université de Tours, EUROPHARMAT, SNITEM, Inserm national network FCRIN/Tech4Health

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,9 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Île-de-France, Nouvelle-Aquitain et Occitanie

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

ARCliMeD (Structuration d'une offre de parcours de formation pour les affaires réglementaires et cliniques dans l'industrie du dispositif médical) vise à former 200 professionnels en affaires réglementaires pour les dispositifs médicaux par an à l'issue du projet, répondant ainsi aux exigences réglementaires récentes. Il cible les besoins des entreprises, et inclut des parcours de formation variés pour les professionnels et étudiants.

La formation englobe la gestion des risques, le management de la qualité, l'évaluation clinique, et la réglementation des dispositifs médicaux.

Des méthodes d'enseignement flexibles sont proposées, et un volet universitaire renforce la recherche en sciences de la réglementation, particulièrement pour les dispositifs médicaux.

L'objectif est de garantir la conformité réglementaire, de soutenir l'industrie des dispositifs médicaux et de contribuer à l'innovation en France et former rapidement des ressources humaines en qualité, affaires réglementaires et cliniques pour maintenir la diversité des dispositifs médicaux utilisés par les professionnels de santé et les patients, et faciliter l'accès au marché des innovations technologiques pour développer l'offre de soins.

LE PUBLIC VISÉ

En formation continue, cela inclut des employés d'entreprises du secteur des dispositifs médicaux, des organismes notifiés, des autorités de santé, et d'autres acteurs du domaine.

La formation s'adresse également aux étudiants en formation initiale ayant validé un Master 1 en cohérence avec la spécialité choisie souhaitant se spécialiser dans la réglementation des dispositifs médicaux et dans le domaine de la santé numérique.



© DR - Njomza Mjeku

LE PROJET

Le projet s'oriente sur plusieurs champs et axes d'actions :

- **Flexibilité :** Les méthodes pédagogiques sont multiples et visent à façonner des briques de formation partageables en comprenant l'e-learning, le streaming, les webinaires, l'apprentissage inversé, les stages en entreprise et à l'hôpital, les mini-projets, etc. Cela permet de personnaliser les parcours de formation en fonction des besoins des apprenants.
- **Formation :** Les actions de formation sont proposées aussi bien en formation initiale qu'en formation continue, y compris dans le cadre de contrats de professionnalisation ou d'apprentissage.
- **Volet universitaire :** Le projet développe un volet universitaire axé sur l'enseignement et la recherche en sciences de la réglementation des dispositifs médicaux.
- **Coordination :** Une plateforme informatique de coordination sert de point d'ancrage afin de définir avec les candidats un parcours de formation personnalisé, en identifiant les compétences nécessaires grâce à un bilan initial des acquis et des compétences requises pour les emplois visés.
- **Partenariats :** Le projet s'appuie sur des formations existantes et complémentaires à l'échelle nationale, en ayant des relations étroites avec l'industrie et ses représentants.

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Impacts quantitatifs :**
  - **Nombre de Personnes Formées :** L'objectif est de former 200 personnes en affaires réglementaires des dispositifs médicaux par an à l'issue du projet ;
  - **Nombre de Formations Modernisées :** Le projet vise à moderniser les formations dans le domaine des affaires réglementaires des dispositifs médicaux. Cela se traduira par la mise à jour de programmes existants en briques partageables de manière innovante et modernisée et la création de nouveaux programmes de formation.
- **Impacts qualitatifs :**
  - **Compétences Améliorées :** Les personnes formées vont acquérir des compétences de haute qualité dans la gestion des risques, le management de la qualité, l'évaluation clinique, et la réglementation des dispositifs médicaux afin de garantir une conformité plus stricte aux réglementations ;
  - **Innovation et Conformité :** Le projet devrait soutenir l'innovation en France en renforçant les compétences et la conformité réglementaire dans le secteur des dispositifs médicaux, y compris la santé numérique. Cela pourrait stimuler la création de nouveaux produits et technologies ;
  - **Soutien à l'Industrie :** La formation de professionnels compétents contribue au soutien de l'industrie des dispositifs médicaux en France, en particulier des start-ups et PME-TPE. Ces entreprises pourront être mieux préparées aux démarches d'obtention du marquage CE et un meilleur accès au marché européen.

ARCli MeD

info@arclimed.fr
arclimed.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CAPS'UL



© DR - CAPS'UL

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Lille (UDL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Lille, INRIA Lille, Centrale Lille, Centre Hospitalier Universitaire de Lille

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,25 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,76 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-Franc
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

CAPS'UL a pour ambition de promouvoir une culture de la santé numérique commune à l'ensemble des acteurs du soin, actuels et futurs : nous disposons pour cela d'un socle important de formations éprouvées qui pourra être enrichi et rapidement adapté à un public plus large en repensant les modalités de délivrance de l'enseignement et en articulant les compétences aec les nouveaux référentiels et modalités de certification (axe 1 du projet).

La mise à disposition d'un outil performant de mise en situation pratique (Plateforme immersive du numérique en santé) permettra une collaboration concrète et efficace des différents acteurs de formation, socio-économiques et médico-sociaux dans la mise en œuvre des formations (axe 2 du projet).

Enfin, **former les professionnels exerçant les nouveaux métiers d'appui à la santé numérique** en accentuant « la délivrance d'enseignements « » santé et enjeux numériques spécifiques » mutualisés entre les différents parcours existants (axe 3 du projet).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet CAPS'UL veut proposer une réponse globale aux différentes actions mises en évidence dans cet appel à projets, **en faisant évoluer son offre de formation initiale, continue et en alternance.** Les étudiants et les professionnels de santé doivent s'adapter à l'arrivée massive de nouveaux usages de la technologie transformant leurs métiers tout au long de leur vie professionnelle.

LE PROJET

- **Axe 1 : Déployer une offre de formation à la santé numérique articulée avec le référentiel de compétences et de certification :**
  - **Objectif 1 :** Formation initiale des étudiants des filières santé aux compétences « socles » dans le domaine du numérique en santé ;
  - **Objectif 2 :** Permettre à tous les internes de bénéficier d'un enseignement « santé numérique » adapté à leur future pratique professionnelle.
- **Axe 2 : Concevoir une Plateforme Immersive du Numérique en Santé (PINS) :**
  - **Objectif 1 :** Concevoir et développer la plateforme PINS ;
  - **Objectif 2 :** Implémenter la plateforme PINS avec des données de santé simulées ;
  - **Objectif 3 :** Amorcer PINS avec des projets démonstrateurs.
- **Axe 3 : Implémenter des modules de formation innovants :**
  - **Objectif 1 :** Formation innovante pour les nouveaux métiers de la logistique des produits de santé à l'hôpital ;
  - **Objectif 2 :** Création d'une voie de formation à la conception et à l'évaluation des logiciels destinés à un usage médical ;
  - **Objectif 3 :** Fournir aux spécialistes du numérique une culture en santé.



© DR - CAPS'UL

LES IMPACTS ATTENDUS

Formations sensibilisées et concernées par CAPS'UL (prévisions du nombre total de personnes formées d'ici 2028) :

Premier cycle :

- Premier cycle des études médicales, pharmaceutiques, odontologiques et maïeutiques, diplôme d'état d'infirmier (15 035).

Deuxième cycle :

- Cycle ingénieur de l'école Centrale (200) ;
- Parcours Precision Health (M2 et PhD) (46) ;
- Master Sciences du médicament et des produits de santé (106) ;
- Master Data science (47) ;
- Master Ingénierie de la Santé, parcours Healthcare Business et recherche clinique (47) ;
- Master Ingénierie de la Santé, parcours MIAS (Management de l'intelligence artificielle en santé) (42).

Formation continue :

- DU intelligence artificielle en santé (81) ;
- DU Télémedecine (82) ;
- DU Création d'application de santé (79) ;
- DU Information médicale (75).

caps'UL
campus participatif en santé numérique du site universitaire de lille
vincent.sobanski@univ-lille.fr
caps-ul.univ-lille.fr

RETOUR SOMMAIRE

CINERG'E-SANTÉ



© DR - CINERG'e-santé

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Limoges

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CHU de Limoges, Groupe 3iL

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,03 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La santé numérique reste, pour les professionnels de santé, à l'origine de craintes rendant son appropriation difficile à cause d'une vision technique qui prévaut trop souvent sur les usages du terrain.

C'est pour y remédier que le projet de Campus Interprofessionnel Numérique d'Enseignement et de Formation aux Usages en e-santé, CINERG'e-santé, est né.

Lauréat de l'AMI « Compétences et Métiers d'avenir », CINERG'e-santé porte sur trois actions répondant de façon complémentaire au constat initial :

- Développer l'offre de formation initiale et continue en santé numérique pour les professionnels de santé et médico-sociaux ;
- Accroître la proportion de spécialistes en numérique possédant une culture en santé ;
- Accroître les compétences en santé numérique des directions et cadres dirigeants de structures sanitaires et médico-sociales.

Pour ce faire, le consortium porteur de notre campus a été constitué de trois entités offrant des synergies sur les enjeux de la formation en santé numérique :

- L'Université de Limoges ;
- Le CHU de Limoges ainsi que le GHT attenant ;
- 3iL Ingénieurs, une école spécialisée dans les domaines de l'ingénierie et de l'informatique.

Ensembles, ces structures travaillent à promouvoir de façon interprofessionnelle la formation et l'innovation en e-santé, **en répondant aux problématiques concrètes d'usages des professionnels de santé en matière de numérique.**

LE PUBLIC VISÉ

CINERG'e-santé propose une offre de formation initiale pour les étudiants aspirant à devenir :

- Professionnels de santé (médecins, pharmaciens, sages-femmes, infirmiers, aides-soignants, ambulanciers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes) ;
- Ingénieurs informatiques ;
- Encadrement de structures de soins.

Mais aussi une offre de formation continue pour les professionnels en activité souhaitant améliorer leurs connaissances, se perfectionner ou se spécialiser en e-santé.

LE PROJET

Forts de notre expertise en conception pédagogique, nous nous engageons à créer des contenus de formation et des parcours d'apprentissage personnalisés par niveaux et par référentiels métiers supportés par une plateforme d'apprentissage dédiée.

Notre objectif est d'adapter nos programmes pour répondre aux besoins spécifiques de nos apprenants et correspondre à la réalité de leurs usages professionnels sur le terrain. De plus, l'exploitation des traces d'apprentissages nous permettra de proposer un accompagnement individualisé à chaque apprenant.

L'approche pédagogique est centrée sur l'apprenant qui bénéficiera de contenus de formations innovants tels que des capsules pédagogiques interactives, de la réalité virtuelle, des jeux sérieux et des séances de simulation. La contextualisation de ces connaissances sera renforcée grâce à des périodes de mises en pratique professionnelles réalisées au sein des établissements du GHT, ou encore des entreprises partenaires.

Afin de valider les contenus de formation, notre équipe pédagogique s'appuie sur des experts de la cybersécurité, des professionnels de la protection des données de santé ainsi que des spécialistes de l'utilisation des outils numériques.

Ces formations auront également pour vocation à sensibiliser les apprenants aux bons usages de la e-santé pour une utilisation éthique et écoresponsable du numérique.



© DR - CINERG'e-santé

LES IMPACTS ATTENDUS

CINERG'e-santé a pour objectif de déployer, dès la rentrée 2024, le référentiel socle et transversal de compétences en santé numérique **dans toutes les formations initiales en santé dispensées par l'Université de Limoges à plus de 3 700 étudiants.**

Ces enseignements seront également proposés au sein des écoles et instituts de formations du CHU de Limoges qui forment chaque année plus de 700 élèves aux professions soignantes ainsi qu'**au sein des instituts de formation en soins infirmiers qui comptent plus de 1600 étudiants.**

De plus, des formations courtes et ciblées seront proposées en formation continue afin de former à la santé numérique les personnels des 18 établissements de santé du GHT, **soit près de 9 000 soignants.** Ces actions de formation seront également ouvertes à tous les professionnels médicaux, paramédicaux et auxiliaires médicaux.

L'IAE de Limoges par l'intermédiaire du master « management des établissements de la santé et du social » intégrera les thématiques de la santé numérique.

Un diplôme universitaire « Usages et bonnes pratiques en santé numérique » doit également être créé ainsi qu'un diplôme d'ingénieur en management de la donnée de santé.

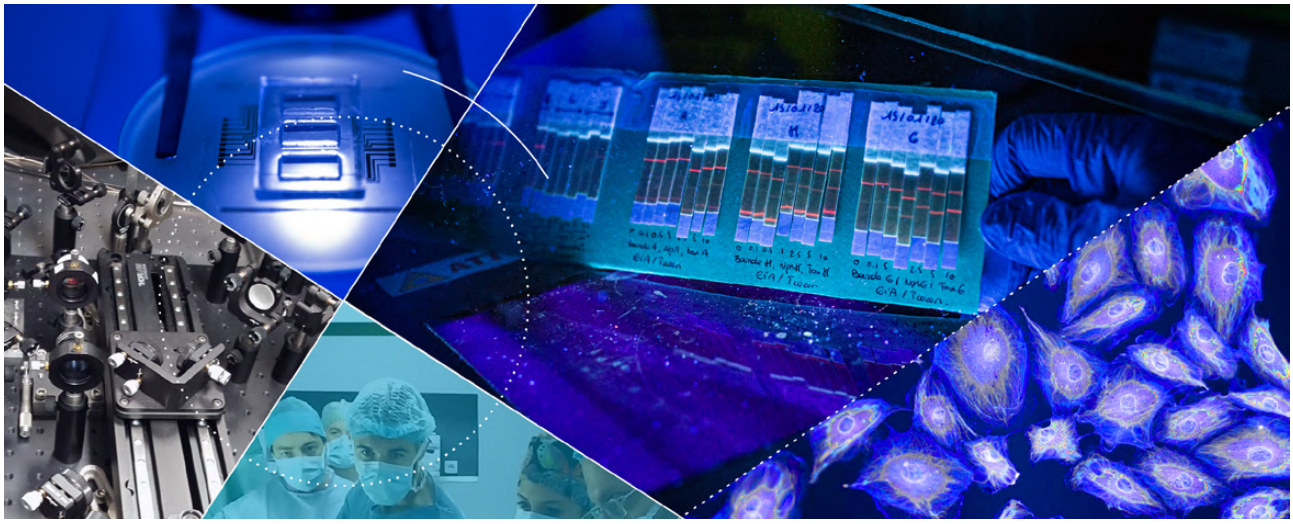
Par ailleurs, l'école 3iL Ingénieurs va prochainement ouvrir un parcours technologique « e-santé » dans son cycle ingénieur et prévoit la création d'un module de perfectionnement en santé numérique pour la rentrée 2025.

CINERG e-sante CAMPUS LIMOGES

cinerg-esante@unilim.fr
cinergesante.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

DATSHEALTH



© DR - DaTSHealth

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Polytechnique de Paris (IP Paris)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Institut Polytechnique de Paris (IP Paris), Fondation Hôpital Saint Joseph (FHSJ) , Telecom SudParis (TSP), École Polytechnique (l'X), Telecom Paris (TP), École Nationale Supérieure de Techniques Avancées (ENSTA), Groupe des Écoles Nationales d'Économie et Statistique (GENES)

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,32 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le secteur de la santé fait face à des défis considérables avec l'émergence de nouvelles technologies digitales produisant des volumes de données toujours plus importants. Leur exploitation, analyse, traitement et sécurisation représentent un enjeu majeur pour les acteurs du secteur (industriels, universités et hôpitaux).

L'ambition de IP Paris d'apporter des solutions aux défis sociétaux contemporains a conduit au lancement en juillet 2022 du centre interdisciplinaire Engineering for Health, E4H. Grâce au projet DaTSHealth, le centre E4H contribuera à la formation de plus d'ingénieurs et spécialistes dans le domaine de la santé numérique.

Les objectifs du projet :

- Développer un programme d'excellence pour une formation et une recherche interdisciplinaires dans le domaine de la santé numérique ;
- Acculturer plus largement les étudiants aux particularités et enjeux de la santé numérique, et cela même avant le Bac ;
- Renforcer les passerelles entre le domaine du numérique et celui de la santé pour accélérer le développement de technologies de santé innovantes et durables ;
- Faire du centre E4H l'un des leaders nationaux et internationaux dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation en santé numérique ;
- Améliorer la visibilité internationale et l'attractivité du centre E4H afin d'attirer les étudiants à fort potentiel.

LE PUBLIC VISÉ

La formation transverse qui sera mise en place dans le cadre du projet DaTSHealth s'adresse à des étudiants de niveau Master 1 et Master 2.

Aussi, afin de promouvoir les opportunités offertes par cette formation et d'augmenter son attractivité auprès des jeunes, différentes actions de dissémination et de sensibilisation à la santé numérique seront menées auprès d'étudiants en licence, de lycéens et collégiens de la région parisienne.

LE PROJET

Le projet DaTSHealth sera mis en œuvre à travers :

- **L'élaboration et la mise en place d'un parcours de formation interdisciplinaire en santé numérique**, de niveau Master 2, s'appuyant sur la compréhension et l'exploitation des données de santé. Cette formation par la recherche sera proposée dans le cadre du programme de formation BioMedical Engineering (BME) du centre E4H, mis en place à l'École Universitaire de Recherche EUR Bertip obtenue en 2019 ;
- **L'intégration des notions de bases en langages de programmation** et la consolidation de l'enseignement en analyse de données dans le Master 1 du programme BME ;
- **La conduite d'actions de sensibilisations via des visites et des séminaires auprès des élèves** du secondaire, des étudiants bachelor de l'École Polytechnique et du Cycle Pluridisciplinaire d'Études Supérieures ;
- **Le développement des ressources pédagogiques vidéo** fournissant aux étudiants un accès illimité aux contenus pour la formation et la sensibilisation, et permettant aux étudiants de l'EUR Bertip d'enrichir leurs connaissances.



© DR - DaTSHealth

LES IMPACTS ATTENDUS

Impacts attendus du projet :

- **Formation de 160 nouveaux étudiants** de niveau Master 2 au domaine de la santé numérique, d'ici 2029, en adéquation avec les besoins en compétences du milieu du travail ;
- **Sensibilisation et acculturation à la santé numérique de plus de 1000 élèves** en secondaire et en licence, mettant en exergue l'impact sociétal de leur engagement dans cette voie ;
- **Implication des professionnels de santé dans la formation ;**
- **Insertion rapide des étudiants dans le milieu du travail ;**
- **Attractivité de la formation pour les femmes et les classes sociales défavorisées ;**
- **Poursuite des études supérieures en santé numérique** par une formation doctorale afin d'accompagner la transformation technologique dans ce secteur d'activité et être un levier pour l'innovation et la souveraineté ;
- **Établissement de partenariats industriels** permettant la mise en place de projets de recherche communs intégrant le financement de bourses de thèse CIFRE. Ces partenariats sont indispensables pour soutenir la durabilité du projet.

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE PARIS
ENSTA ENSAE TELECOM Paris TELECOM SudParis

info.e4h@ip-paris.fr
ip-paris.fr

RETOUR SOMMAIRE

DIGIHEALTH PARIS CITÉ



© DR - DigiHealth Paris Cité

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Cité (UPCité)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
UPCité, Arts et Métiers ENSAM, Assistance Publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP), École d'ingénieur EPITA, Cegedim santé, Santé Académie, Tricky, Decidoc

COÛT TOTAL DU PROJET :
12,45 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Première université de santé de France avec 12 800 étudiants annuels en 1er cycle, l'Université Paris Cité, avec le concours de ses sept partenaires, ambitionne d'implémenter une diffusion de la culture de la santé numérique à l'ensemble des parcours de santé et à certaines filières scientifiques, à travers le projet DigiHealth Paris Cité.

En privilégiant une vision transversale et pluridisciplinaire, le projet capitalise des formations d'excellence et des dispositifs reconnus nationalement et internationalement pour leur qualité, et poursuit leur mise en valeur au travers d'une digitalisation, des interactivités accrues et des dispositifs innovants pour l'apprentissage par la mise en situation (Digital Health Lab, Metavers).

Fort d'un consortium intégrant des établissements et entreprises rayonnant au niveau national voire européen, le projet DigiHealth Paris Cité ambitionne de :

- Préparer tous les étudiants et professionnels de santé, à leur futur exercice de soins et à d'autres emplois de la e-santé ;
- Faire émerger les futurs leaders de la santé numérique parmi les étudiants et professionnels de santé ;
- Faire émerger les futurs experts et porteurs d'innovation en numérique en santé, parmi les étudiants, ingénieurs et professionnels issus des filières scientifiques (notamment informatique et mathématique).

LE PUBLIC VISÉ

Étudiants et Professionnels issus des filières santé (médecine, odontologie, pharmacie, sciences infirmières, maïeutique, rééducation incluant kinésithérapie, orthoptie, pédicure-podologue).

- En formation initiale : 1er cycle (Bac +2/3), 2e cycle (Bac +4/5), et 3e cycle (Bac +5) ;
- En formation continue.

Étudiants, Ingénieurs et Professionnels issus des filières scientifiques (informatique, mathématiques)

- En formation initiale : 2e cycle (Bac +4/5) ;
- En formation continue.

LE PROJET

Actions filières santé

Former aux connaissances et compétences en santé numérique.

- Module transversal commun en 1er cycle ;
- Modules d'approfondissement spécifiques aux différents exercices professionnels ;
- Modules DPC, en formation continue ;
- Simulation, Stages de terrain.

Former aux connaissances et compétences expertes en santé numérique.

- Master Santé Numérique-Technologies et Intelligence Artificielle ;
- DU Expertise et Pratiques avancées.

Actions filières sciences

Former des spécialistes en numérique ayant une double culture informatique/santé.

- Master BioMedical Engineering Paris.

Nouveau parcours Engineering and Innovation in eHealth.

Majeure et Mineure eHealth dans 5 parcours (Bioimaging ; Bioengineering and Innovation in Neurosciences ; Biomaterials and Biodevices ; Biomechanics ; Molecular and Cellular Biotherapies).

- Master Mathématiques, Données, Apprentissage.

Certification eSanté dans 2 parcours (Mathématiques, Modélisation), Apprentissage ; Ingénierie Mathématique et Biostatistique. Renforcement du track VA Santé dans le Master Mathématiques, Vision, Apprentissage ;

- DU DigiHealth.

Modalités

- Formation initiale et continue ;
- Accent mis sur l'excellence, l'innovation, l'entrepreneuriat ;
- Apprentissage par la mise en situation : Digital Health Lab (I-Lumens), Technologies immersives et interactives 3D (Metavers), Jeux Sérieux, Jeux de Données AP-HP, Projet, Simulation, Terrains d'apprentissage comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.



© DR - DigiHealth Paris Cité

LES IMPACTS ATTENDUS

En 2028, en s'appuyant sur des dispositifs innovants, UPCité offrira en formation initiale et continue :

- 1 module transversal dans toutes les filières santé (certifiant en 1er cycle) ;
- Plusieurs modules d'approfondissement avec montée progressive en compétences, adaptés à chaque filière santé (sensibilisant en 1er et 2e cycle) ;
- 1 master Santé Numérique - Technologies et Intelligence Artificielle (diplômant) ;
- 1 master BioMedical Engineering Paris avec majeur et mineur e-Health dans 5 parcours, et un nouveau parcours Engineering and Innovation in eHealth (diplômant) ;
- 1 master Mathématiques, Données, Apprentissage avec une certification eSanté dans 2 parcours (diplômant) ;
- Plusieurs modules de DPC agrées, ouverts à tous les professionnels de santé (certifiants) ;
- Un DU DigiHealth, à la carte, d'expertise en santé numérique ouvert à tous les professionnels du secteur de la santé et du social et du secteur sciences et ingénierie (diplômant) ;
- Des terrains d'apprentissage en santé et au cœur de l'innovation.

Ainsi,

+ de 12 000 étudiants en santé seront certifiés en santé numérique dès le 1er cycle ;

+ de 8 600 étudiants/professionnels en santé auront reçu une formation avancée en santé numérique ;

+ de 120 étudiants/professionnels en santé auront reçu une formation experte en santé numérique ;

+ de 940 étudiants en sciences et professionnels du numérique seront spécialisés en e-santé.

DigiHealth PARIS CITÉ
digihealth@u-paris.fr
u-paris.fr

RETOUR SOMMAIRE

DINUSA



© DR - DINUSA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Écoles des Hautes Études en Santé Publique (EHESP), Agence Nationale d'Appui à la Performance (ANAP), Université Technologique de Compiègne (UTC), École des Mines de Saint-Étienne (EMSE), Société Française de Santé Digitale (SFSD)

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,62 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,51 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Guadeloupe, Guyane, Hauts-de-France, Île-de-France, La Réunion, Martinique, Mayotte, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La réussite du virage numérique en santé et son déploiement en France impliquent de répondre aux enjeux vastes et complexes pour un accès à tous les citoyens, jeunes et âgés, hommes et femmes, d'origine urbaine ou rurale et pour tous les professionnels, pour en assurer l'éthique et la souveraineté dans les établissements de santé et dans les entreprises.

Pour répondre par l'enseignement à un tel défi multicompétences d'innovations techniques mais aussi de transformations organisationnelles du numérique en santé, il faut réunir des compétences complémentaires et nécessaires. L'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP) a constitué un consortium composé de l'Agence Nationale d'Appui à la Performance (ANAP),

l'Université Technologique de Compiègne (UTC), de l'École des Mines de Saint-Étienne (EMSE) et de la Société Française de Santé Digitale (SFSD).

Ce consortium propose de développer et de diffuser une offre de formation initiale et continue auprès d'un large public de dirigeants, cadres supérieurs et ingénieurs en santé pour accompagner le virage numérique dans les territoires et les organisations de santé. Pour cela, **les formations existantes seront complétées par un enseignement spécifique et de nouveaux programmes de formation continue seront créés.**

LE PUBLIC VISÉ

- Directeur/Directrice d'établissement de santé ;
- Directeur/Directrice d'établissement sanitaire, social et médico-social ;
- Directeur/Directrice des soins ;
- Directeur/Directrice adjoint en établissement de santé (DRH, Informatique, achats…) ;
- Président de Conférence Médicale d'Établissement (CME) ;
- Chefs de projets et chargés de missions ;
- Responsables de structures et d'organisations de soins primaires.

LE PROJET

Les compétences visées et les objectifs d'apprentissage seront définis, pour chacune de ces cibles en utilisant une méthode rigoureuse basée sur l'approche par compétence (APC) et conduite avec des experts et les parties prenantes concernées, notamment les associations professionnelles (P.e : Conférence Nationale des Présidents de CME, Association des Directeurs d'Hôpital), les fédérations d'employeurs (P.e : Fédération Hospitalière de France) et les pouvoirs publics P.e : Ministère de la santé : Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS) et Délégation du Numérique en Santé (DNS).

La démarche ainsi retenue, tant pour l'élaboration des programmes de formation que pour leur mise en œuvre étant conduite, cible par cible, avec les parties prenantes concernées, garantira **la prise en compte des besoins des établissements et services de santé ainsi que des politiques publiques.**

De plus, chaque programme de formation fera l'objet d'une évaluation régulière de l'acquisition des compétences visées et de leur application permettant une mise à jour et une adaptation fine aux besoins.

Une veille en lien avec ces parties prenantes et les industriels sera aussi réalisée.



© DR - Caroline Albain

LES IMPACTS ATTENDUS

Les impacts attendus du projet sont :

- Le déploiement des usages numériques : les dirigeants, les ingénieurs et les cadres en santé engagent leur établissement et leurs équipes dans le virage numérique. Le corps des inspecteurs, en tant qu'autorité de contrôle et de conseil, relaie et soutient l'usage des services numériques à l'échelle des organisations territoriales ;
- L'amélioration de l'efficience du système de Santé : les dirigeants, les ingénieurs et les cadres en santé soutiennent l'acculturation des professionnels de santé et la transformation des pratiques et des organisations pour tirer profit des services numériques.

Les quatre principales formations statutaires seront modernisées dès les promotions 2024-2025. Le programme des huit dernières sera complété progressivement de 2025 à 2028.

Un programme de formation continue, sur la télésanté, est d'ores et déjà disponible et d'autres seront déployés au cours des quatre dernières années du projet.

Au total sur la durée du projet, nous visons 2 415 apprenants en formation initiale et 2 675 en formation continue.

EHESP

odile.tillon-faure@ehesp.fr
ehesp.fr

RETOUR SOMMAIRE

ECSN



© DR - Euro Campus Santé Numérique

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Sorbonne Paris Nord (USPN)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Sorbonne Paris Nord (USPN), Institut de Formation Interhospitalier Théodore Simon (IFITS), Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie de l'Est Francilien (IFKMEF), Institut Supérieur de Rééducation Psychomotrice (ISRP)

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,80 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,52 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet Euro Campus Santé Numérique (ECSN) s'appuie sur l'excellence et la pluridisciplinarité en santé des membres du consortium pour servir de tremplin éducatif au Numérique en Santé.

Dans un bassin géographique stratégique, tant par la densité que la diversité de sa population, potentielle patientèle de futurs praticiens ou en exercice, la formation en numérique de santé représente un enjeu majeur pour l'exercice de la pratique.

Les objectifs de formation consistent à rendre les futurs professionnels de santé autonomes sur les outils numériques de leur environnement de travail, de leur apporter de fortes compétences en numérique de santé, de les sensibiliser à l'évaluation et l'adoption du numérique dans leur pratique, de leur apporter une culture sur la donnée de santé et ses usages.

Cette formation devrait conduire au changement avec l'adoption du numérique en santé et construire une communauté de pratique professionnelle. **Les membres du consortium œuvrent à révéler le potentiel de la nouvelle génération de soignants à l'ère du web 3.0.**

À terme, une nouvelle promotion de professionnels de santé, connaissant les principes de la Doctrine du Numérique en Santé, s'installera sur le territoire national pour accompagner les parcours de santé de leurs patients en favorisant l'éthique, les lois et l'inclusion numérique en santé.

LE PUBLIC VISÉ

La formation initiale s'adresse aux étudiants post-bac en établissements de formation en médecine, soin infirmier, masseur-kinésithérapeute et psychomotricien, de la 1re à la 3e année.

La formation continue vise les professionnels de santé sur le territoire 93/77 et sera validée par un certificat de compétences. Les 2 formations ouvriront l'accès à la certification Pix + Professionnels de santé.

LE PROJET

Le programme sera décliné en 4 modules : aspects théoriques du numérique en santé, la santé numérique dans la pratique et au moment de l'installation, la santé numérique et ses enjeux scientifiques.

Les apprenants seront mis dans des situations professionnelles réalistes pour acquérir ces compétences. La formation initiale aura un tronc commun et des parcours spécifiques par filière. Chaque établissement intégrera ECSN en 1re, 2e, 3e année de cursus, en Blended Learning. Les cours seront accessibles via une plateforme LMS.

Un modèle d'ingénierie pédagogique appelé TEBRICS sera conçu pour constituer une bibliothèque de ressources et d'information (BRI) commune permettant de composer des scénarios pédagogiques sous forme de briques communes (C), spécifiques à une filière (S) ou transverses (T). Les contenus et ressources pédagogiques utiliseront des supports multimédias variés.

Le contrôle continu sera effectué avec des quizz, serious games, simulation en santé. Des projets collaboratifs permettront d'expérimenter l'interprofessionnalité en santé numérique et l'évaluation par les pairs. La formation sera validée par des certificats de compétences métiers, open badges et Pix + PS. **Un comité de pilotage se réunira régulièrement pour évaluer les actions réalisées, les effets formatifs et l'impact professionnel de la formation sur le terrain afin de pérenniser le projet.**



© DR - Euro Campus Santé Numérique

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet ECSN vise à faire entrer dans la santé numérique environ 3 000 étudiants en 4 ans et avoir une 1re certification de 800 étudiants en 2027.

En formation initiale et continue, les établissements IFITS, IFMKEF, ISRP et USPN créent de nouveaux parcours de formation en Numérique de Santé intégrés dans leurs UE.

Chaque école proposera ainsi une nouvelle formation initiale et une formation continue individualisée, à la carte, sur le Numérique de Santé. L'impact de la formation sera aussi étudié au travers :

1. Du nombre d'établissements de formation de santé du territoire qui s'y intéresseront et souhaiteront l'intégrer.
2. À la satisfaction des apprenants et au nombre d'étudiants s'estimant compétents pour développer la culture santé numérique.
3. Au transfert des acquis de formation par une étude sur le terrain.

Globalement, ce projet pourra augmenter la littératie numérique des professionnels de santé et des patients sur le territoire de l'est parisien.

ECSN Euro Campus Santé Numérique

catherine.duclos@univ-paris13.fr

RETOUR SOMMAIRE

EDSAN



© DR - EDSAN

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rennes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rennes, Université des Antilles, CHU de Rennes, ASKORIA, IFPS Vannes

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,30 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

L'ambition du projet EDSAN (EDucation en SAnté Numérique) est d'accompagner les professionnels de santé, qu'ils soient en formation ou déjà en exercice, dans l'acquisition et le renforcement de compétences essentielles pour naviguer dans le paysage numérique en constante évolution du secteur médical.

Le projet propose un socle solide d'enseignements qui servent de fondement à une éducation complète en santé numérique.

Ces enseignements d'approfondissement permettent d'aborder les innovations technologiques spécifiques à chaque métier de la santé. Le partenariat avec le CHU de Rennes renforce la dimension professionnalisante du projet, assurant une adéquation avec les besoins concrets et les réalités du terrain médical.

Le projet EDSAN est l'un des quatre projets (EDSAN, ReDHI, DINUSA, ARClimed) obtenus par l'Université de Rennes dans le cadre de l'AMI CMA santé numérique.

Ces projets, en synergie, démontrent l'engagement résolu de l'Université de Rennes dans la stratégie de la santé numérique.

Enfin, le consortium aspire à **partager et mutualiser les contenus de formation**, promouvant une culture de collaboration et de partage des connaissances, en particulier avec l'Université des Antilles.

LE PUBLIC VISÉ

Éducation en santé numérique s'adresse à un large éventail de professionnels et étudiants en santé. Il cible les filières de médecine, odontologie, pharmacie, soins infirmiers et électroradiologie. De plus, il englobe les formations médico-sociales, assurant une couverture complète des besoins en formation en santé numérique.

Chaque module est conçu pour répondre aux spécificités et exigences de chaque métier, garantissant une formation pertinente et adaptée.

LE PROJET

Le projet EDSAN est articulé autour d'un module transversal qui pose les bases de la santé numérique. Pour enrichir et approfondir ces fondamentaux, huit modules spécifiques ont été élaborés. Ces modules ont pour vocation non seulement de transmettre des connaissances avancées, mais aussi de permettre la mise en pratique et l'acquisition de compétences professionnelles.

À titre d'exemple, l'un de ces modules se focalise sur l'intelligence artificielle (IA) en santé. **Il initie les apprenants aux plateformes d'exploitation des données de santé et aux méthodes d'IA**, notamment les méthodes symboliques. Un autre module se consacre à la Conception et Fabrication Assistées par Ordinateur (CFAO) en odontologie, mettant en avant les innovations technologiques dans ce domaine. Côté équipements, le projet mise sur la mise en place de plateformes de simulation logicielle, essentielles pour des travaux pratiques sur divers outils métiers et pour l'exploitation d'applications en IA.

Concernant les modalités pédagogiques, le projet EDSAN adopte une approche diversifiée. **Pour le socle commun, l'objectif est la massification de la formation, utilisant des contenus médiatisés en mode asynchrone pour toucher un large public.** En revanche, pour les modules spécifiques, l'accent est mis sur des mises en situation, privilégiant une approche pratique et adaptée aux réalités professionnelles »



© DR - EDSAN

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet EDSAN se positionne comme un pivot clé dans le domaine de l'éducation en santé numérique.

Avec un objectif ciblé de former 10000 professionnels de santé en cinq ans, il s'adresse à la fois à ceux en formation initiale (FI) et à ceux qui poursuivent une formation continue (FC). Cette initiative stratégique est conçue pour répondre aux besoins évolutifs du secteur de la santé, en mettant un accent particulier sur l'aspect professionnel et pratique de la formation.

Les modules spécifiques développés dans le cadre d'EDSAN sont pensés pour être directement transposables dans les environnements professionnels. Cela assure non seulement une formation théorique solide mais également une application pratique immédiate. L'approche pédagogique adoptée cherche à équilibrer la théorie et la pratique, garantissant ainsi que les compétences acquises sont à la fois pertinentes et immédiatement applicables.

L'impact du projet EDSAN ne se limite pas à la quantité de professionnels formés ; il réside également dans la qualité de l'enseignement dispensé et dans la pertinence des compétences développées.

En définitive, EDSAN se présente comme un projet d'envergure, essentiel pour façonner l'avenir de la santé numérique. Il s'engage à préparer une nouvelle génération de professionnels de santé, pleinement équipés pour relever les défis du paysage sanitaire en mutation.

EDSAN
EDucation en SAnté Numérique

marc.cuggia@univ-rennes.fr
univ-rennes.fr

RETOUR SOMMAIRE

ENSEIGNEMENT DU NUMÉRIQUE EN SANTÉ À L'UNIVERSITÉ PARIS EST CRÉTEIL : INNOVANT, INCLUSIF POUR COUVRIR LE TERRITOIRE ET CRÉER UN ÉCOSYSTÈME (ENSUIITE)



© DR - ENSUIITE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Est Créteil

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris Est Créteil, IRTS Île-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne, France Travail (94)

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,18 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le projet s'appuie sur le diagnostic d'une insuffisance de l'offre de formation initiale et continue au numérique en santé face aux besoins des 2 millions de professionnels de santé et du soin : éparse, inégalement répartie entre les professions de la santé, elle ne cible pas toutes les dimensions du numérique en santé.

Notre projet s'implante sur un très vaste territoire non pris en compte dans les précédentes levées : le sud-est de la région Île-de-France.

Ce territoire particulier aux fortes disparités socio-économiques place l'UPEC en responsabilité de répondre aux grands défis sociétaux et environnementaux. Le projet cherche à généraliser et humaniser l'apprentissage du numérique dans les études de santé, resserrer les liens soignants/patients grâce au numérique, tout en intégrant la diversité des étudiants accueillis au sein du modèle tout LAS de la réforme des études en santé.

Cet ambitieux programme de formation du plus grand nombre au numérique en santé reposera essentiellement sur des enseignements distanciels, transversaux pour les niveaux Licence 1 à 3, spécifiques en master, menant aux certifications Pix et Pix-Santé, avec des projets de recherche en sciences cognitives visant à changer le paradigme de l'enseignement distanciel en créant des formations réellement écoutées par les étudiants et réellement à l'écoute des étudiants.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations transversales s'adressent aux étudiants en formation continue ou initiale de Bac +1 à Bac +3, de la faculté de l'UPEC Santé, ainsi qu'aux étudiants en médecine, soins infirmiers, kinésithérapie, ergothérapie, manipulateurs radio, travailleurs sociaux, aux personnes en reconversion professionnelle mais aussi, sous une forme simplifiée, aux citoyens utilisateurs du système de santé. Les formations spécifiques s'adressent aux étudiants des masters déjà proposés au sein de l'UPEC-Santé.

LE PROJET

Depuis une plateforme numérique pédagogique dédiée, proposant des parcours personnalisés et adaptatifs, une progression pédagogique sera possible dans le domaine du numérique en santé, pour l'ensemble des métiers de la santé, avec une formation socle correspondant aux 3 premières années universitaires puis une formation plus spécifique au niveau master, en lien avec divers modes d'exercices professionnels, au cours duquel un projet applicatif sera proposé visant à répondre à un cas d'usage en santé numérique. L'enseignement sera co-conçu avec les acteurs publics et privés du territoire pour garantir le bon fonctionnement de l'écosystème de santé territorial ainsi que la réussite universitaire puis professionnelle des étudiants.

Les modules socles, conduisant aux certifications Pix et Pix-Santé reposeront notamment sur les 5 grands domaines de compétences : cybersécurité en santé, données de santé, communication en santé, outils numériques en santé et télésanté. Les compétences spécialisées de master seront dispensées dans des parcours santé/objets connectés ou Big data/Intelligence artificielle.

Le volet recherche en sciences cognitives du projet visera à développer grâce au neurofeedback par EEG intra-auriculaire grand public un environnement de travail digital et en distanciel plus humain, plus sain en modulant attention, fatigue mentale et bien-être de l'apprenant.



© DR - ENSUITE

LES IMPACTS ATTENDUS

Seront créés sous 1 à 2 ans :

- Des UE socles de Numérique en Santé de Licence 1 à Licence 3 pour la faculté de santé, neuf Instituts de formation en soins infirmiers, les instituts de formation en kinésithérapie, manipulations radiologiques et ergothérapie du Val-de-Marne, ainsi que pour l'Institut régional du travail social Île-de-France Montrouge Neuilly-sur-Marne ;
- Des UE spécialisées de Numérique en Santé au sein de tous les masters déjà présents à l'UPEC-Santé (5 UE) : sur le codage (Python, R, applications pour objets connectés), le traitement du signal médical (électrique, imagerie), l'intelligence artificielle et le big data avec deux parcours : orientation santé/objets connectés ou orientation Big data et IA ;
- Un DU de Santé Numérique ;
- Des modules de formation professionnelle pour les personnes en recherche d'emploi ou en reconversion professionnelle ;
- Des modules de formation des citoyens.

L'objectif est de former 12 000 étudiants par an une fois l'offre d'enseignement construite.

UPEC
UNIVERSITÉ PARIS-EST CRÉTEIL VAL DE MARNE
Connaissance - Action

yann.senova@aphp.fr
u-pec.fr

RETOUR SOMMAIRE

ESNBYUM



© DR - ESNbyUM

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Montpellier

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CHU de Montpellier, CHU de Nîmes, Institut régional du Cancer de Montpellier, Groupement de Coopération Sanitaire IFSI Publics-Privé Languedoc-Roussillon, Association Kinésithérapie-Ergothérapie-Enseignement et Formation Permanente, Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-Santé, École Nationale Supérieure des Mines d'Alès, Institut National Universitaire Jean-François CHAMPOLLION, FORMATICSanté, Fonds de dotation Pfizer Innovation France, ONAOS, KORIAN ACADEMY

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,04 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,04 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie

L'AMBITION

C'est en partant du constat que les professionnels de santé sont encore trop peu formés aux enjeux et aux pratiques du numérique en santé que l'Université de Montpellier dotée d'une forte expérience dans le domaine, a souhaité mettre en place avec un consortium « l'École de Santé Numérique de l'Université de Montpellier » - ESNbyUM. **C'est une école d'excellence en santé numérique, interdisciplinaire, interprofessionnelle, inclusive, ouverte au monde du soin, de la recherche et de l'entreprise.**

Les objectifs de l'ESNbyUM sont :

- Former en Santé Numérique sur 5 ans plus de 15 000 étudiants ou professionnels de santé, du médico-social et des spécialistes impliqués dans ce domaine (les 5 actions de l'A.M.I) ;
- Former aux métiers émergents du secteur de la santé numérique ;
- Proposer un campus numérique de pédagogie innovante et différenciante avec des espaces spécifiquement dédiés aux publics cibles ;
- Rendre largement visible et accessible l'ESNbyUM.

Fortement soutenue par la Région Occitanie, l'ESNbyUM a pour ambition d'être le socle du Pôle d'Excellence en Santé Numérique du territoire, en synergie avec tous ses partenaires, acteurs du domaine. Elle a aussi pour ambition de devenir un modèle français original de pédagogie de précision visant à former aux nouvelles compétences et à préparer aux métiers émergents pour répondre aux enjeux majeurs, d'aujourd'hui et de demain, de la santé numérique.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics visés sont des étudiants, des professionnels en activité ou en reconversion; en formation initiale ou continue :

- Professionnels de santé et du médicosocial ;
- Professionnels du numérique spécialisés en santé ;
- Directeurs et cadres-dirigeants des structures sanitaires et médico-sociales ;
- Juristes spécialisés en santé ;
- Professionnels des affaires réglementaires des dispositifs médicaux numériques.

Les niveaux de formation visés sont Bac+2/3, Bac+5, > Bac+5, dès la rentrée 2023.

LE PROJET

Le projet vise à créer une École de Santé Numérique interdisciplinaire, décloisonnée et inclusive basée sur le concept original de Pédagogie de Précision.

Des formations initiales et sur mesure en Santé Numérique seront proposées pour former des étudiants et des professionnels de santé et du médico-social et tous les spécialistes impliqués dans le numérique et la santé. Elles seront prochainement disponibles sous forme d'UE, de DE, de parcours de master et de formations courtes.

Des formations aux nouveaux métiers émergents seront également proposées après un recensement exhaustif de ces métiers.

Des modalités pédagogiques innovantes et différenciantes reposant sur des dispositifs numériques et mobiles de pédagogie inversée seront proposées. Un campus numérique immersif et modulable sera ainsi déployé en complément des campus physiques existants permettant à l'apprenant de se constituer une formation à la carte.

Des projets tutorés transversaux seront proposés à des étudiants provenant de parcours différents qui pourront ainsi travailler ensemble en préfiguration de ce qui se passera dans leurs futurs métiers.

Enfin, la dernière action sera de rendre visible et accessible l'ESNbyUM de l'Université de Montpellier sur tout le territoire.



© DR - ESNbyUM

LES IMPACTS ATTENDUS

Pendant les 5 années de la durée du projet seront mis en place en formation initiale (1er et 2e cycles des études supérieures) et continue :

- Un Diplôme d'Établissement (DE) « Formation des formateurs à la Santé Numérique » (rentrée 2023) : 300 formateurs ;
- Des Unités d'Enseignement (UE) « Santé Numérique » (rentrée 2023 et rentrée 2024) dans les formations en santé et du médico-sociale selon l'arrêté paru au J.O. en novembre 2022 et juin 2023 : 250 en 2023 ; 12 000 Bacs +4/5 en 5 ans ;
- Des UE dans des parcours de Master 1-2 existants et la création de nouveaux parcours de Master ouverts à l'apprentissage, dans les domaines cibles : Spécialistes du numérique ; management en santé ; juristes ; affaires réglementaires des DMN (rentrée 2024 et 2025) : 300 étudiants Bac +4/5 ;
- De nouveaux Diplômes d'Université ou D.E. en formation continue, ciblés sur des domaines spécifiques où les besoins sont identifiés notamment : Télésanté – Traitements des données en santé et Intelligence artificielle – Métiers de l'accompagnement du soin à distance – etc. : Bac +2 à +5 et post-universitaire : 500 ;
- Un Diplôme d'Établissement (DE) « Sécurité Numérique en Santé « (rentrée 2024) : 100 étudiants ;
- Une Sensibilisation des citoyens à la santé Numérique : 600 personnes.

école de Santé Numérique
UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

maurice.hayot@umontpellier.fr
ecole-sante-numerique.edu.umontpellier.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉCOLE DE E-SANTÉ À LYON (EESL)



© DR - EESL

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
GCS SARA ;École Rockefeller ; France Travail ; Département de l'Ardèche ; Hospices Civils de Lyon (HCL) et IFSI ; Centre hospitalier du Vinatier et IFSI ; Centre Léon Bérard (CLB) ; URIOPSS ; URPS Médecins libéraux

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,8 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La « e-santé » représente un levier puissant pour la prise en charge des patients, d'une vision de santé publique, à la déclinaison d'une médecine 5P (participative, personnalisée, prédictive, préventive, fondée sur les preuves). Elle modifie les usages, les pratiques et affecte en profondeur tous les métiers de la santé, dans le secteur médical, paramédical et médico-social.

Ces évolutions doivent être accompagnées pour que les acteurs (professionnels, étudiants, patients, citoyens, territoire) les saisissent comme de réelles opportunités pour améliorer le suivi, la protection et la prise en charge des patients, y compris fragilisés, dépendants ou éloignés des centres de soins.

Le projet EESL connecte acteurs publics et privés pour accélérer la transformation des métiers de la santé par le numérique.

L'objectif est de développer des programmes de formation de haut niveau s'articulant autour de pédagogies innovantes, d'analyses prospectives et de réponses aux besoins des acteurs socio-économiques du territoire. Le choix d'adresser un spectre large de métiers, médicaux, paramédicaux et médico-sociaux répond à l'ambition de massification de la formation. **Le projet vise ainsi à transformer rapidement et en profondeur les filières de formation et permettre au plus grand nombre d'étudiants et de professionnels de s'approprier les compétences du numérique en lien avec leurs spécialités.**

LE PUBLIC VISÉ

L'EESL rassemble acteurs publics et privés en Auvergne-Rhône-Alpes pour développer des programmes de formation à destination des étudiants et des professionnels de la santé, du paramédical et du médico-social en formation initiale et continue.

Elle propose également une sensibilisation aux enjeux de la e-santé à destination du grand public, patients et usagers. **Le plan d'actions est planifié sur 5 années et a débuté en septembre 2024 avec des modules de formation initiale.**



© DR - EESL

LE PROJET

L'offre de formation en e-santé développée vise un équilibre entre formation initiale, besoins des professionnels, qu'ils soient en libéral, en milieu hospitalier ou au sein de collectivités, et compréhension des enjeux liés à la santé numérique.

Quatre axes structurent le projet EESL :

- **« Accélérer la transformation des métiers »,** structure l'EESL, composée de quatre entités. Le Lab d'innovation pédagogique développe l'offre de formation, garantit la transversalité. Il portera une attention particulière à l'essaimage des dispositifs à une large échelle. L'observatoire expertise et prospective réunit les acteurs clés métiers et encourage une réflexion ouverte et conjointe. La cellule partenariale socio-économique articule les formations avec les besoins métiers et compétences des territoires. La cellule grand public recense les besoins des patients, usagers et citoyens en sensibilisation et formation ;
- **« Former les étudiants au numérique en santé »** développe un socle commun de compétences numériques en santé, aligné sur le référentiel national et un parcours Health Data Scientist ;
- **« Intégrer le numérique au cœur de la pratique »** propose une offre de formation continue en déclinant un socle commun de compétences en numérique et des formations avancées liées aux enjeux métiers ;
- **« Acculturer patients, usagers et citoyens »** sensibilise les citoyens aux enjeux de la e-santé.

LES IMPACTS ATTENDUS

Pour répondre aux nouvelles compétences et expertises métiers attendues, l'offre de formation de l'EESL s'articulera autour de **deux dispositifs à destination des professionnels et des étudiants.**

- **Le premier** s'appuiera sur le référentiel socle et transversal de compétences du numérique en santé. Il vise à apporter une compréhension générale des enjeux de la e-santé et leur appropriation. Les modules porteront sur la cybersécurité, les données de santé, la communication en santé, les outils numériques en santé et la télésanté.
- **Le deuxième** portera sur des compétences et expertises spécifiques liées aux besoins de chaque métier. Il s'agit de formations avancées, permettant l'acquisition d'expertises et leurs mises en pratique. Ces modules spécifiques seront déployés métier par métier en cohérence avec l'évolution des usages et des métiers. Ces besoins et compétences ont été identifiés en lien avec les acteurs du territoire (URPS,...). Ils pourront être complétés tout au long du déploiement des dispositifs de l'EESL.

Par ailleurs, plusieurs dispositifs de l'EESL s'adresseront également aux citoyens, usagers et patients notamment par des actions de sensibilisation sur les thématiques liées au numérique en santé, avec une attention particulière aux publics éloignés.

Le plan d'actions de l'EESL vise à former 32 880 étudiants et 13 580 professionnels à horizon 5 ans.

Université Claude Bernard Lyon 1 Delphine.Maucort-Boulch@univ-lyon1.fr

RETOUR SOMMAIRE

FO6MED



© DR - FO6MED

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Reims Champagne-Ardenne

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,83 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est

L'AMBITION

La cybersécurité est un des domaines qui fait partie de la stratégie nationale de relance France 2030. Au quotidien, tous les secteurs d'activité sont touchés. Et plus particulièrement, le secteur de la santé. **En une année, le nombre d'incidents a été multiplié par 2.**

Recruter des personnes formées à sécuriser des infrastructures et des systèmes d'information, notamment les systèmes d'information hospitaliers est donc primordial.

Malheureusement, le secteur de l'informatique, et plus précisément celui du domaine des réseaux informatiques, des systèmes et de la sécurité, est sous tension.

De plus, pour travailler dans le secteur de la santé, il est nécessaire d'acquérir des connaissances supplémentaires à celles de l'informatique comme celles des réglementations spécifiques qui régit les données de santé et leurs usages.

LE PUBLIC VISÉ

Une 2e année de Master sur le thème de la cybersécurité dans les établissements de santé ouvrira pour pouvoir accueillir des informaticiens titulaires d'une 1re année de Master avec des compétences en administration système, réseau et sécurité. Pour les autres publics informaticiens, nous ouvrirons un diplôme d'université.

Ces formations pourront être suivies en alternance via des contrats d'apprentissage, de professionnalisation ou en formation continue.

LE PROJET

Le projet Fo6Med a pour objectif d'accroître la proportion de spécialistes en cybersécurité en les formant à l'administration des systèmes, des réseaux et de la sécurité, pour le secteur de la santé. Concrètement, l'enjeu de ce projet de formation est de donner à des professionnels de l'informatique une spécialisation en santé leur conférant une expertise essentielle aux établissements de santé tant en termes d'infrastructures des systèmes informatiques et réseau, de sécurisation du système d'information et de sécurité des données.

Ces compétences ne peuvent s'acquérir qu'au travers d'un parcours spécialisé permettant l'intégration de l'ensemble des éléments de compréhension de l'écosystème très spécifique de la santé.

Au travers de la création d'un Diplôme d'Université d'une durée 1 an et d'un parcours de 2e année « Sécurisation de la donnée de Santé » dans un Master Mention Réseaux et Télécommunication existant et labellisé SecNumedu par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), nous souhaitons former les « cyber ingénieurs » de demain.



© DR - FO6MED

Dans le cadre de ce projet, cette création se couple à l'équipement d'une salle de simulation numérique en santé, pour les enseignements pratiques de la formation et les mises en situation, les plus proches de la réalité.

LES IMPACTS ATTENDUS

À partir de septembre 2024, ouvrira à l'université de Reims Champagne-Ardenne, 2 formations, l'une en 2e année de Master Réseaux et Télécommunication et l'autre dans le cadre de la création d'un diplôme d'université.

Les objectifs sont de former 16 étudiants dans chaque formation pour, au terme, du projet, former 128 personnes.

UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE

florent.nolot@univ-reims.fr
master-reseaux-telecom-reims.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

FURII-DEM@TER



© DR - FURII-Dem@ter

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Toulouse III - Paul Sabatier (UT3)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
UT3, CHU Toulouse, INU Champollion, Digital 113, INSA Toulouse, e-santé Occitanie, Forms (Fécop), MiPih, LAAS-CNRS, Croix-Rouge Française, Eurobiomed, ANAP, CHIC Castres-Mazamet

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,18 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,52 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie

L'AMBITION

Le projet a une double ambition :

Objectif N°1 (FURII) : apporter une formation massive et appliquée en santé numérique pour les apprenants et professionnels en santé et médico-social d'Occitanie Ouest et une sensibilisation des spécialistes du numérique ;

Objectif N°2 (Dem@ter) : renforcer la filière d'excellence portée par l'École d'ingénieurs ISIS, avec la création d'un pôle « formation des formateurs » ;

L'ambition du projet est une diffusion large d'un enseignement réservé jusque-là à un public limité, par le levier des outils pédagogiques innovants.

LE PUBLIC VISÉ

Publics visés pour l'objectif 1 du projet (FURII) :

Nous planifions la formation de l'ensemble des apprenants de santé/médico-social d'Occitanie Ouest en formation initiale et continue avec une montée en charge progressive, des actions de sensibilisation dans les écoles d'ingénieurs et les entreprises innovantes membres du consortium ou partenaires, ainsi que les personnels hospitaliers.

- Apprenants des premiers cycles santé (20 % à M24, soit 140 apprenants) ;
- Paramédicaux de l'UT3 (100 % à M36 soit 1 400 personnes) ;
- Étudiants cadre - IPA - Infirmières spécialisées (120 apprenants) ;
- Professionnels santé/médico-social en exercice (300 apprenants).

- Élèves ingénieurs INSA (30 % de la promotion à M36, soit 150 élèves) ;
- Diffusion des modules dans 120 entreprises à M48 ;
- Sensibilisation aux membres du personnel hospitalier (20 % en 2025, soit 2 600 personnels).

Publics visés pour l'objectif 2 du projet (Dem@ter) :

Les cibles sont les suivantes :

- Augmenter le nombre d'ingénieurs diplômés à 75 par an à l'ISIS (20 % d'apprentis) ;
- Accompagner d'autres formations de master et ingénieur (90 formateurs externes pour 225 étudiants) ;
- Préparer des modules de formation continue pour les managers de système d'information en santé sur l'ensemble du territoire (270 cadres de DSI en formation continue courte) ;
- Favoriser la diplomation par la Validation des Acquis de l'Expérience (40 diplômés par la VAE) ;
- Acculturer à l'interprofessionnalité en partenariat avec l'IFMS Castres-Mazamet.

LE PROJET

Le projet répond à deux des cinq actions de l'AMI Compétences et Métiers d'Avenir :

- **Action 1 :** « Développer l'offre de formation professionnelle initiale et continue en santé numérique pour les professionnels de santé et médico-sociaux » ;
- **Action 2 :** « Accroître la proportion de spécialistes en numérique possédant une culture en santé ».

Il s'inscrit dans un périmètre territorial qui est celui de la région Occitanie-Ouest. Il fédère toutes les forces productives de ce territoire impliquées dans la formation en Numérique et Santé. Deux objectifs le caractérisent.

Le premier objectif est : Apporter une formation massive et appliquée en santé numérique pour les apprenants en santé et médico-social en formation ou en exercice en Occitanie Ouest et une sensibilisation des spécialistes en numérique au numérique en santé (porté essentiellement par l'Université Toulouse III, partenaire académique du CHU de Toulouse ;



© DR - FURII-Dem@ter

Le second objectif est : Le renforcement d'une filière d'excellence et d'expertise dans le domaine du numérique en santé (porté principalement par l'École d'Ingénieurs ISIS de Castres).

LES IMPACTS ATTENDUS

Les impacts attendus à l'issue du projet :

- Tous les apprenants et professionnels en santé et médico-social du territoire reçoivent une formation socle au numérique en santé ;
- L'école d'ingénieur ISIS de Castres a développé son offre et forme 75 experts en e-santé par promotion ;
- L'impact positif des modules de formation dispensés a été mesuré et validé ;
- Les retours d'expérience des responsables de formation attestent de la valeur de nos propositions et des progrès de leurs apprenants ;
- Les cellules d'ingénierie pédagogique des universités engagées sont montées en compétences sur les nouveaux modules proposés et sur les innovations pédagogiques associées ;
- Un modèle économique est constitué pour garantir la pérennisation des actions ;
- Nos ressources pédagogiques sont reconnues au niveau national.

UNIVERSITÉ TOULOUSE III PAUL SABATIER

furii-demater@univ-tlse3.fr

RETOUR SOMMAIRE

MANU - MÉDECINE AUGMENTÉE PAR LE NUMÉRIQUE



© DR / Adobe Stock

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Jean Monnet

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Jean Monnet, CHU Centre Hospitalier Universitaire de Saint-Étienne

COÛT TOTAL DU PROJET :
1,99 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Le projet MANU - Médecine augmentée par le numérique, piloté par l'Université Jean Monnet en partenariat avec le CHU de Saint-Étienne, vise à révolutionner la formation des professionnels de la santé en intégrant des enseignements en numérique.

L'ambition est d'élaborer un enseignement modulaire en formation initiale et continue, fondé sur le référentiel de compétences de la Délégation Ministérielle au Numérique en Santé afin de préparer les professionnels santé de demain à utiliser efficacement le numérique pour améliorer la qualité des soins et optimiser les processus médicaux.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet MANU cible les étudiants de la faculté de médecine et STAPS, les élèves des IFSI, les futurs kinésithérapeutes et manipulateurs en radiologie, ainsi que les travailleurs sociaux et le personnel médical et paramédical du CHU.

LE PROJET

Le projet MANU vise à incorporer de manière stratégique les compétences numériques dans le parcours de formation des professionnels de santé, générant ainsi une amélioration tangible de la qualité des soins et une capacité accrue à innover dans un environnement de santé en constante évolution.

Le projet vise à co-construire et mettre en place des enseignements en formation initiale et continue selon le référentiel socle et transversal de compétences de Délégation Ministérielle au Numérique en Santé pour toutes les professions médicales, paramédicales et médico-sociales.

L'enseignement englobe les cinq compétences fondamentales identifiées : la gestion des données de santé, la cybersécurité, la communication en santé, la maîtrise des outils numériques et la télésanté. (Arrêté du 10 novembre 2022).

Le projet MANU s'appuie sur un mix pédagogique qui associe des méthodes d'enseignement traditionnelles à des modalités interactives et numériques telles que l'e-learning, les simulations et les jeux sérieux, favorisant ainsi un apprentissage dynamique et approfondi.

Le projet MANU s'engage à co-construire ces modules de formation avec des formateurs experts du domaine et des professionnels en activité, assurant ainsi une pertinence et une applicabilité maximales des compétences enseignées.



© DR - MANU

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet MANU a pour objectif de former plus de **1500 professionnels et étudiants par an en santé dès la rentrée 2024.** Cette formation, axée sur la sensibilisation au numérique en santé, repose sur un enseignement construit autour des compétences clés du référentiel national ;

Mise en place de certification pour valider les compétences acquises par les apprenants.

MANU
MÉDECINE AUGMENTÉE PAR LE NUMÉRIQUE

claire.lehello@chu-st-etienne.fr
kenza.regragui@univ-st-etienne.fr

RETOUR SOMMAIRE

NUMIACARE-SACLAY



© iStock

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris-Saclay (UPS)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université d'Évry-Val-d'Essonne (UEVE), CentraleSupelec (CE), Hôpitaux Paris Est Val-de-Marne (HPEVM), Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) / Groupe HU APHP

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,65 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

Module d'apprentissage en ligne pour une partie de l'offre, Université Paris Saclay 91, École Centrale Supelec 91, Université d'Évry 91, École ENKRE 94

L'AMBITION

Le premier critère de succès est le nombre d'étudiants et de professionnels formés qui doit passer en 2024-25 de moins de 1 000 à 3 300 à la fin des 5 ans. **Un point d'étape est prévu tous les 2 ans après le démarrage du programme avec plusieurs points de suivi :**

- Le nombre d'étudiants/personnels sensibilisés (validation de l'UE socle avec le nombre de capsules numériques visualisées, validation des modules avancés) et formés (nombre de formations dispensées avec nombre d'inscrits au M2 Droit de la Santé Numérique, aux deux DU, et au MS) ;
- Les retours des étudiants grâce à des sondages en ligne ;
- Un questionnaire de suivi des emplois occupés par les étudiants en sortie de ces formations ;
- Le retour sur investissement en termes financiers du fait de l'implication d'apprenants issus de FC (nombre de FC vendues) ;
- L'implication potentielle croissante de partenaires industriels/académiques (autres composantes des établissements partenaires mais aussi autres composantes régionales ou nationales, collectivités territoriales) ;
- Le nombre de professionnels paramédicaux formés et qui prendront un poste sur le périmètre géographique de Paris Saclay ;
- Le nombre de contrats d'apprentissage (Master Droit en apprentissage et perspective d'un parcours de M2 en apprentissage) ;
- Le nombre de formateurs d'une part formés dans le cadre de ce CMA et d'autre part, engagés dans ces formations. La mesure de l'impact de NumiaCare fera l'objet de travaux de recherche permettant de cibler des améliorations sur différents axes (dispositifs « Recherche-action » pour l'amélioration continue en pédagogie). Du fait de liens étroits avec l'ANS pour la construction de l'UE socle Santé Numérique, une certification PIX pourra être délivrée aux étudiants, valorisant leur travail.

LE PUBLIC VISÉ

Étudiants en 1er, 2e et 3e cycle des études de santé, selon les années médecine (les 3 cycles), pharmacie (2e cycle), infirmiers (1er cycle).

Formation continue des professeurs de santé, étudiants de 2e cycle de centrale Supelec et formation continue métiers de l'ingénieur, 2e cycle étudiants en droit et formation continue métiers du droit.

LE PROJET

Le projet NumiaCare-Saclay vise à assurer une formation en santé numérique au sein de 3 filières de l'Université Paris Saclay (UPS) et l'Université d'Évry : métiers de la santé, métiers de l'ingénieur et métiers du droit. Ces 3 filières souffrent d'une offre insuffisante au regard des besoins croissants du secteur, tant en formation initiale que continue, que NumiaCare se propose de combler par des formations pédagogiquement innovantes, respectueuses de la diversité et de la mixité, avec des mutualisations interprofessionnelles favorisant les décloisonnements. L'offre de formation sera déployée progressivement en 3 ans, avec chaque année 3000 étudiants en santé formés contre aucun en 2022, et 200 dans les filières du Droit et du Numérique.

La FI repose sur une Unité d'Enseignement (UE) socle en ligne constituée de capsules créées en lien avec l'Agence Numérique en Santé, dont le contenu est celui de l'arrêté du 10/11/2022, la création d'un master 2 Droit de la Santé Numérique à Évry. La FC repose sur :

- Un MS porté par Centrale Supelec (25 apprenants) ;
- Deux Diplômes Universitaires (DU) : le DU santé numérique porté par l'UFR de médecine avec des parcours personnalisés de modules partagés avec Centrale Supelec et l'UFR de droit d'Évry ; et un DU Droit de la Santé Numérique porté par l'UFR de droit d'Évry et ;
- Un module de formation de base en santé numérique de 12 h en distanciel.



© iStock

LES IMPACTS ATTENDUS

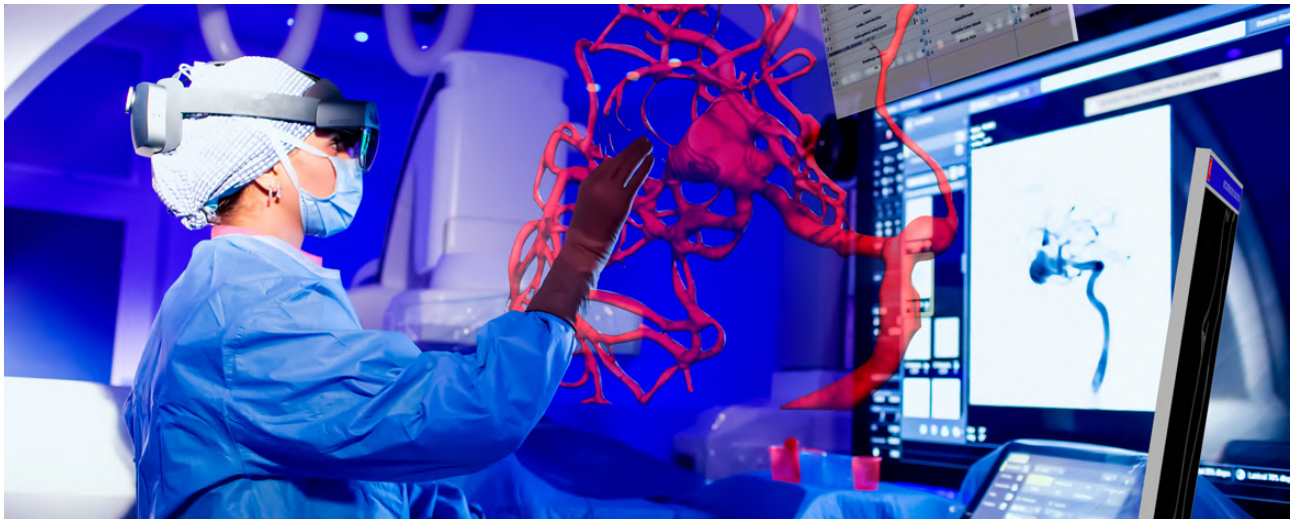
L'offre de formation sera déployée progressivement en 3 ans, avec chaque année 3000 étudiants en santé formés contre aucun en 2022, et 200 dans les filières du Droit et du Numérique. En formation initiale (FI) en 1er cycle (Bac +1/+2), l'offre de NumiaCare s'adresse à l'ensemble des formations en santé de l'UPS : médicale (250 étudiants/an), pharmacie (600/an) et paramédicales (1430/an) avec 7 Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), 2 instituts de formation en masso-kinésithérapie (IFMK), dont un pour malvoyants, un institut de formation en manipulation en électroradiologie, une école de podologie. Les 400 étudiants en LAS seront intégrés à partir de 2025. La FI en Bac +3/5 en santé numérique concernera :

- 300 étudiants dont 180 en médecine en 2e cycle et les étudiants des IFMK avec des UEs avancées sur les Géronto-technologies, la recherche de connaissances en santé et une UE spécifique aux IFMK ;
- 80 étudiants des écoles Centrale Supelec et Polytech et 50 de l'Université d'Évry qui seront initiés à la santé numérique via une UE-socle spécifique, partiellement héritée de l'UE-socle Santé, qui sera largement diffusée à terme à d'autres formations de l'UPS dont les Licences en tant qu'UE de sensibilisation ;
- La création d'un master 2 Droit de la Santé Numérique à Évry avec 25 étudiants en alternance.

olivier.lambotte@aphp.fr

RETOUR SOMMAIRE

NSM5P



© DR - NSM5P

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Mines-Télécom (IMT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Télécom Physique Strasbourg (Université de Strasbourg), CHRU de Brest, Université de Bretagne Occidentale (UBO), groupement SIB, groupements professionnels ASINPHA et FEIMA, Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Autonomie et Inclusion, les entreprises Theraclion et Alcatel Lucent Entreprise, et les livings labs OpenCare Lab et Forum des Living Labs en Santé et Autonomie.

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,78 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T2/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne, Pays de la Loire, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-Franc et Grand Est

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet NSM5P (Formation en Numérique pour la Santé et la Médecine 5P par l'innovation) vise à amplifier la proportion de spécialistes en numérique possédant une culture en santé et accroître les compétences en santé numérique des directions et cadres dirigeants de structures sanitaires et médico-sociales, en développant un dispositif de formation autour d'un nouveau Mastère Spécialisé en Santé numérique assorti de modules certifiants en formation continue, du renforcement des parcours de formation dans les différentes écoles d'ingénieurs impliquées dans le projet, avec simultanément la création de nouveaux parcours de sensibilisation sur le numérique en Santé.

LE PUBLIC VISÉ

Le mastère spécialisé en santé numérique qui sera proposé vise un public de jeunes ingénieurs diplômés ayant ou non quelques années d'expérience professionnelle et souhaitant se spécialiser en santé numérique. On vise ici à former des ingénieurs acteurs de la médecine du futur, capables de comprendre les enjeux et problématiques du domaine médical.

Le dispositif de formation continue qui sera proposé vise en premier lieu à renforcer les compétences des ingénieurs et informaticiens salariés des industriels de la santé (e-santé, DM, etc.) et des DSI hospitalières. **Il est cependant plus largement ouvert en visant une population interprofessionnelle d'ingénieurs, directeurs/administratifs, médecins, soignants, salariés des ARS et GRADeS voire patients ainsi que d'autres professions.**

En effet, il faut former ensemble l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur pour permettre une pénétration optimale des technologies numériques et tirer parti au mieux des opportunités technologiques.

Le dispositif de sensibilisation en école d'ingénieurs de l'IMT vise l'ensemble des étudiants ingénieurs des écoles de l'IMT pour les acculturer au domaine de la santé numérique.

LE PROJET

Le projet est construit sur trois axes :

- Placer l'innovation au cœur des programmes de formation en Santé numérique ;
- Former au pilotage du système de santé par la donnée ;
- Former à l'accompagnement du changement, avec la mise en place d'un Mastère Ingénieur Santé Numérique et d'un panel de modules certifiants en formation continue ciblant une population large.

Il s'agit en pratique de conjuguer des briques de base pour constituer des modules de formation hybrides sur des domaines divers et complémentaires.

Les formations feront appel autant que possible à la pratique dans une logique immersive et responsabilisante, y compris en formant conjointement des acteurs amenés à interagir de façon nouvelle par le numérique : soignants-soignés, ingénieurs-médecins notamment.

Ceci passera par l'usage de plateformes et relais d'accès supports de la formation (Living Labs). En termes de diffusion du dispositif, le consortium pourra labelliser des formations développées par des universités et qui répondent aux enjeux portés par le consortium NSM5P.

Enfin, la portée du dispositif sera étendue par des actions larges de sensibilisation basées sur des webinaires ouverts et un portail d'information.



© DR - NSM5P

LES IMPACTS ATTENDUS

- 1 nouveau mastère de l'IMT/210 étudiants sur 3 ans ;
- Au moins 2 formations initiales modernisées sous forme de parcours de sensibilisation dans les écoles de l'IMT/Env. 280 étudiants sur 4 ans ;
- Au moins 6 nouveaux modules de formation continue par les écoles de l'IMT/Env. 3 500 apprenants sur 3 ans ;
- 1 module modernisé de formation continue à Télécom Physique Strabourg/Env. 140 apprenants sur 4 ans ;
- 1 parcours de sensibilisation nouveau sur le CML par une école de l'IMT/210 personnes sensibilisées sur 3 ans ;
- 1 nouveau dispositif de wébinaires de sensibilisation par l'IMT/4 800 personnes sensibilisées sur 4 ans.

Au total, plus de 4 100 personnes formées et 5 000 sensibilisées.

Institut Mines-Télécom

chafiaa.hamitouche@imt-atlantique.fr

RETOUR SOMMAIRE

PARISANTÉNUM



© DR - PariSantéNum

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Sciences et Lettres (PSL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Dauphine-PSL, Mines-PSL, ESPCI-PSL, établissements composants de l'Université Paris Sciences et Lettres, Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP)

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,60 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

De la réduction des difficultés d'accès aux soins à l'optimisation des diagnostics et des prescriptions en passant par les progrès dans le traitement des données biologiques et les objets connectés, les apports du numérique à la santé se multiplient. Cependant, certains des freins les plus importants pour la généralisation du numérique en santé se trouvent aujourd'hui principalement du côté de l'appropriation de ces technologies, avec un fort déficit de profils formés à la santé numérique.

Le projet PariSantéNum entend développer un ensemble complet de dispositifs de formation et de sensibilisation, en formation initiale et continue, permettant de former des profils bi-compétents de très haut niveau académique.

Ces profils sont aujourd'hui plébiscités à la fois par les entreprises et par le secteur public afin d'accélérer le déploiement sur le terrain des nouvelles technologies et des nouveaux outils développés en santé numérique.

PSL, seule université membre du groupe d'intérêt scientifique PariSanté Campus, aux côtés de l'Inserm, de INRIA, de l'ANS, du Health Data Hub, du MESR et du MESP, et porteuse des quatre instituts de recherche présents sur site, prend en charge la partie formation du projet.

Son ambition, qui s'appuie sur plusieurs de ses formations déjà existantes et sur de nouveaux dispositifs, se décline en une série de quatre objectifs articulant formation initiale et continue, ingénierie de la santé et gestion de la santé.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations déployées dans le cadre du projet, au niveau master, s'adresseront aux étudiants, au grand public adulte et actifs dans le cadre de la formation initiale et de la formation continue.

En revanche des actions de sensibilisation aux enjeux de la santé numérique seront mises en place pour toucher les lycéens par le biais du réseau des cordées de la réussite, les étudiants de licence et de master.

LE PROJET

Parmi les 4 axes du projet, **un master qui s'adressera à des étudiants ayant un profil solide en ingénierie, informatique, mathématique, physique ou biologie sera créé.**

Cela élargira dès la première année le vivier de professionnels ayant une double compétence en sciences et en santé numérique.

Également de futurs cadres et dirigeants de structures de soin au numérique et aux sciences des données appliquées à la santé seront formés dans l'objectif de développer des profils bi-compétents, en numérique et sciences de gestion.

Les professionnels déjà en poste y auront aussi accès. La crise sanitaire a révélé à quel point il était urgent de progresser en matière de numérique en santé et de faciliter la montée en compétences des acteurs de terrain.

Afin de garantir la meilleure adéquation de notre offre avec les besoins des entreprises et du secteur public, nous nous appuierons sur les référentiels de Pôle Emploi, de l'Agence du DPC, les retours des entreprises et start-ups sur site de PariSanté Campus et à l'AP-HP.

Le dernier axe, transverse, se fonde sur le constat que les enjeux du numérique en santé doivent aussi être considérés sous le prisme de pathologies particulières. En première expérimentation, nous nous focaliserons sur l'apport du numérique pour la prise en charge des cancers avant d'envisager d'autres pathologies et publics spécifiques.



© DR - PariSantéNum

LES IMPACTS ATTENDUS

Les dispositifs de formation de PariSantéNum toucheront à l'issue du projet 4550 lycéens et étudiants via des actions de sensibilisation, 1220 étudiants en formation initiale et 1000 en formation continue.

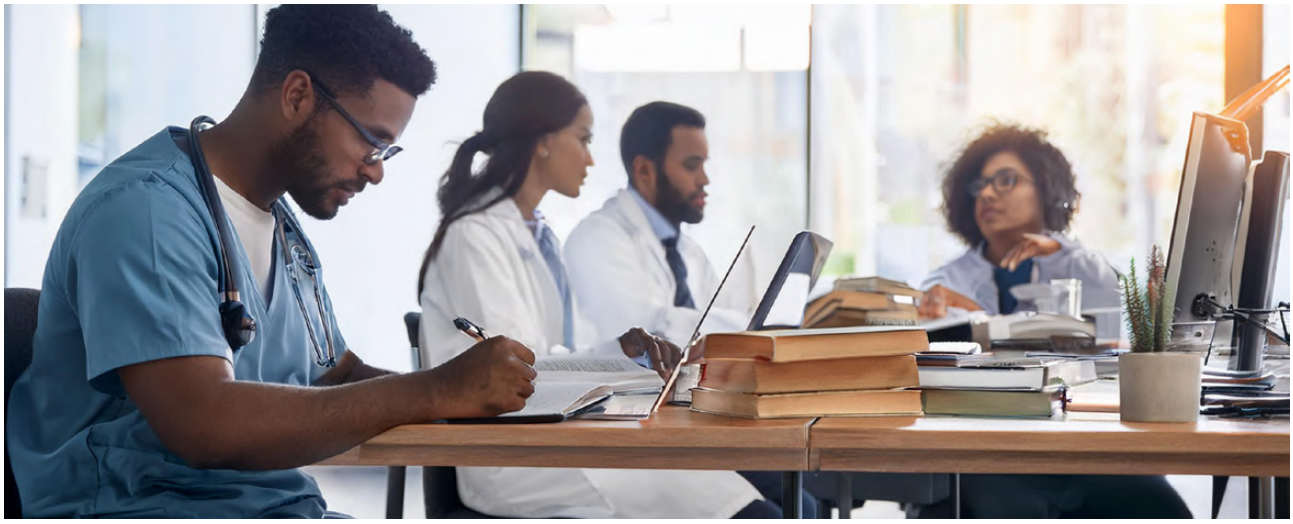
Développés dans l'écosystème de PariSanté campus, ils répondront aux besoins des employeurs publics et privés, notamment au service d'industries particulièrement dynamiques du territoire et identifiées comme leviers de croissance et de souveraineté aux échelles nationale et européenne.

PSL UNIVERSITÉ PARIS

formations@psl.eu

RETOUR SOMMAIRE

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT AU NUMÉRIQUE EN SANTÉ DE L'OUEST (PENSO)



© DR - PENSO

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Nantes Université

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
École Centrale de Nantes (ECN), Centre Hospitalier Universitaire de Nantes (CHUN), Centre Hospitalier de Saint Nazaire, Savenay et Guérande-Le Croisic (CH SN), Centre Hospitalier de Chateaubriant Nozay Pouance (CH CNP), Centre Hospitalier Départemental de Vendée - Institut de Formation aux Professions de Santé (CHD-IFPS), La Croix Rouge Française Rezé (44) et Saint-Jean-de-Monts (85), Institut Régional de Formation aux Métiers de la Rééducation et de la Réadaptation des Pays de la Loire (IFM3R), Agence Régionale de Santé (ARS) – Région Pays de la Loire, Groupement régional d'appui au développement de la e-santé (GRADeS) des Pays de la Loire - GCS e-santé, Institut Cancérologie de l'Ouest (ICO), MAINCARE (filiale de DOCAPOSTE)

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,59 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,40 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Pays de la Loire

L'AMBITION

Le domaine de la santé numérique est en plein essor et les besoins en compétences ne cessent de croître et d'évoluer. Malgré l'émergence de nouvelles formations ces dernières années, l'Ouest offre peu d'options pertinentes pour le moment.

PENSO est un programme visant à répondre à ces nouveaux besoins en formant les futurs et actuels professionnels de santé, mais également des informaticiens, ingénieurs et des juristes. Organisé en trois actions, il est co-construit avec des partenaires : des établissements publics et privés de formation, entreprises, associations.

- **La 1re action** se concentre sur l'élaboration d'un programme d'enseignement adapté aux futurs besoins des professionnels de santé en proposant différents niveaux de formation.
- **La 2e action** vise à répondre aux besoins croissants des institutions et des entreprises de santé en formant des informaticiens, des ingénieurs et des chefs de projet spécialisés dans ce domaine.
- **Avec la 3e action,** le projet s'étend au domaine juridique et vise à accroître la proportion de juristes en numérique acculturés à la santé.

Par une collaboration interdisciplinaire étroite entre les experts en santé, du numérique et les juristes, PENSO vise à créer un écosystème complet de formation et de sensibilisation au numérique en santé, en impliquant différents acteurs et en couvrant un large éventail de besoins et de publics.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet propose différents programmes de différents niveaux.

- **En Formation Initiale :**
  - Aux étudiants en santé, les paramédicaux et médico-sociaux (infra-Bac, 1er cycle Bac +2/3, 2e cycle Bac +4/5 et 3e cycle Bac +5) ;
  - Aux étudiants de licence, de master en informatique, mathématiques, en filière ingénieur (1er cycle Bac +2/3 et 2e cycle Bac +4/5) ;
  - Aux étudiants en droit (2e cycle Bac +5).
- **En Formation Continue pour les professionnels souhaitant améliorer leurs connaissances, se perfectionner ou se spécialiser.**

LE PROJET

- **La 1re action se concentre sur l'élaboration d'un programme d'enseignement adapté aux futurs besoins des professionnels de santé avec :**
  - La mise en place de modules pour la formation socle dans 5 domaines de compétences (données, cybersécurité, communication, outils et télésanté) pour les étudiants du 1er cycle en santé et les paramédicaux ;
  - Le développement de modules spécifiques et spécialisés pour les étudiants de 2e et 3e cycle avec une approche interprofessionnelle, favorisant la collaboration entre différents acteurs de santé ;
  - Une sensibilisation des usagers au numérique en santé.
- **La 2e action vise à former des informaticiens, des ingénieurs** en proposant plusieurs formations aux étudiants de licence, de master en informatique, mathématiques, en filière ingénieur et en double cursus Pharmacien-Ingénieur ou Ingénieur-Pharmacien, en adaptant le contenu de formations existantes et en créant de nouveaux modules, pour inclure des enseignements sur les sciences du numérique appliquées à la santé.
- **La 3e action consiste à former des juristes spécialistes du numérique en santé** avec un renforcement important des enseignements en droit du numérique en santé dans le parcours de master 2 « Droit de la santé ».



© DR - PENSO

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet prévu sur 5 ans mettra en place les formations suivantes :

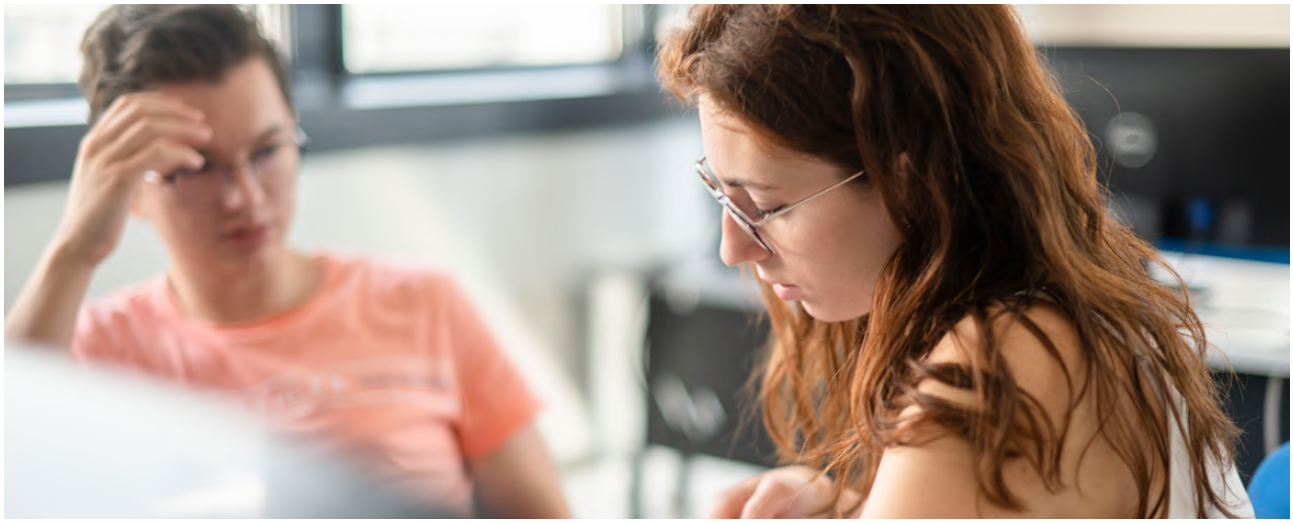
- **Une formation socle en numérique en santé :** destinée aux étudiants de 1er cycle en santé, paramédicaux et médico-sociaux (2 000 étudiants par an), avec les premiers modules disponibles dès janvier 2025 ;
- **Des formations spécialisées en santé :** pour les étudiants de 2e et e cycle en santé et paramédicaux avec des mises en situation (simulation), via des plateformes numériques et en développant une approche interprofessionnelle (septembre 2025), à terme, près de 6 000 étudiants pourront être concernés ;
- **Des modules de découverte :** pour les étudiants en informatique accessibles dès 2024-2025 pour les étudiants de Licence et BUT (150 étudiants par an) ;
- **Des enseignements spécialisés :** intégrés dans des masters 1-2, pour les étudiants en master informatique, mathématiques et dans des options des écoles d'ingénieurs (150 étudiants par an) ;
- **Une formation avancée pour les juristes :** destinée aux étudiants en Master 2 (20 étudiants par an) ;
- **Des Certificats Universitaires :** pour les professionnels de santé, informaticiens et juristes, adaptés aux besoins identifiés par des enquêtes réalisées à partir de 2025 ;
- **Une sensibilisation des usagers :** formation d'étudiants ambassadeurs de « Mon Espace Santé » dès le début 2025.

Des (micro)certifications permettront de valider les compétences acquises par les apprenants.

Nantes Université
muriel.duflos@univ-nantes.fr
sante.univ-nantes.fr

RETOUR SOMMAIRE

PFDS



© DR - PFDS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Grenoble INP, Université Grenoble Alpes, Health Data Hub, MEDICALPS, CHUGA

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,40 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le Programme de Formation sur les Données de Santé (PFDS) est un dispositif pédagogique conçu pour apporter une solution de formation complète et sur mesure du numérique en santé, par la simulation et la mise en situation pratique. Ce programme est destiné à toutes les formations en lien avec la santé (médecine, pharmacie, maïeutique, infirmiers, manipulateurs radio, kiné…).

Selon un cahier des charges coconçu avec ces utilisateurs, le PFDS permettra la mise à disposition d'un espace numérique sécurisé de réalisation de travaux pratiques numériques (TPN) avec des logiciels métiers et des jeux de données de santé originaux.

Le dispositif s'articulera autour :

1. D'un catalogue de supports pédagogiques pour les enseignants.
2. D'une plateforme de formation pratique en ligne pour les apprenants. Le catalogue proposera une liste de plus de 60 TPN innovants classés par objectifs d'apprentissage et publics.

Cette liste sera élaborée pour répondre au « référentiel socle et transversal de compétences du numérique en santé » et au-delà à travers la simulation de cas concrets. Le projet facilitera aussi le partage au sein des communautés pédagogiques.

Chaque faculté ou école aura ensuite la liberté de construire son programme de formation « santé numérique » en fonction de ses propres objectifs d'apprentissages.

LE PUBLIC VISÉ

Le PFDS envisage de former des étudiants et des étudiantes dans les formations médicales/paramédicales et de masters en ingénierie médicale (Bac +3 à Bac +5) dans le bassin grenoblois. La création de modules de formation continue est aussi prévue. Le PFDS sera le premier programme pédagogique de formation 100 % pratique en santé numérique.

Ce dispositif apportera aux générations futures la culture et la littératie numérique nécessaires pour garantir l'intégration du numérique en santé.

LE PROJET

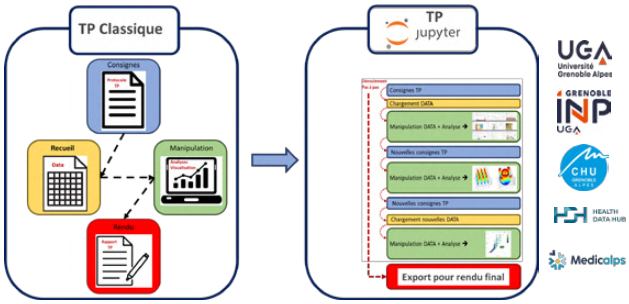
Le projet PFDS consiste en un catalogue de TP numériques et une plateforme unifiée d'accès. Pour réaliser les TPN, le PFDS reposera sur un serveur JupyterHub.

Les TPN seront construits sur cahiers électroniques dynamiques au format notebook Jupyter. Il s'agit d'un environnement de travail dédié à la formation sur notebook et bien connus dans l'univers des « data sciences ».

Cet outil permet d'alterner des blocs [consignes/réalisations pratiques/rendus]. Chaque TPN fera appel un jeu de données sur lequel il est basé. La plateforme permettra aussi l'accès à des logiciels métier. Toutes les mesures permettant de garantir la sécurité d'utilisation des données seront mises en place.

Un comité éditorial garantira la qualité des contenus, la fiabilité technique et réglementaire de la plateforme et les règles de partage des ressources. Le projet se base sur l'expertise reconnue des partenaires : l'UGA et Grenoble INP - UGA pour la pédagogie, le CHUGA pour l'accès aux données de santé réels et les logiciels métier de santé, le HDH pour son expertise et son travail sur les données synthétiques, MEDICALPS pour ses contacts avec la réalité industrielle de la région.

Le périmètre fonctionnel et pédagogique évoluera grâce aux remontées des besoins via notre écosystème et notre réseau.



© DR - PFDS

LES IMPACTS ATTENDUS

Notre priorité avec ce projet est de garantir l'intégration d'une Unité d'Enseignement couvrant le référentiel de compétences Santé Numérique dans le programme de premier cycle de l'ensemble des formations des professionnel·le·s de santé à l'Université Grenoble Alpes.

La modularité du projet nous permettra aussi d'aborder des aspects techniques liés à la santé numérique dans plusieurs filières d'ingénieurs liées à la santé déjà existantes à Grenoble INP-UGA. Nous estimons qu'au total ce sont entre 1100 et 1200 étudiants qui seront formés chaque année par le biais de leur formation initiale à l'horizon 2030.

Au-delà de cela, notre objectif est aussi de faire remonter les besoins professionnel en compétences numériques dans les secteurs de la médecine, de la pharmacie et de l'ingénierie médicale et informatique pour intégrer ensuite ces objectifs d'apprentissage dans les programmes de formation continue offerts par l'UGA et Grenoble INP-UGA.

À la fin du projet, la plateforme partagée rendra aussi naturel de considérer son ouverture à d'autres universités à l'échelle nationale, avec des acteurs comme l'UNESS. Nous sommes convaincu·e·s que cette double approche en parallèle, formation initiale + formation continue constituera une stratégie efficace pour intégrer les enjeux du digital dans l'innovation en santé et modifier durablement le paysage de la santé numérique d'ici 2030.

PFDS davide.bucci@grenoble-inp.fr

RETOUR SOMMAIRE

PROGRAMME INNOVANT MUTUALISÉ POUR L'APPRENTISSAGE DU NUMÉRIQUE EN SANTÉ (PRIMANS)



© DR - PRIMANS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Picardie Jules Verne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Centre Hospitalier Universitaire Amiens-Picardie

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,41 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,69 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Sud Hauts-de-France (Somme, Oise, Aisne)
Épicentre présentiel : Amiens notamment SimUSanté
Épicentre numérique

L'AMBITION

Le projet PRIMANS a comme ambition de **développer l'apprentissage du numérique en santé auprès d'un large public, des professionnels de santé et médico-sociaux aux acteurs du numérique tant en formation initiale qu'en formation tout au long de la vie.**

Ce dispositif de formation, flexible et partagé, est accessible également pour les étudiants d'autres filières, les élèves du secondaire, les patients, les aidants et les citoyens.

PRIMANS apportera des éclairages aux questions contemporaines liées à la massification du numérique en santé, notamment éthiques (garantie humaine, relation soignant/citoyen, esprit critique), de sécurité (cybersécurité, sécurité et pertinence des soins), de gestion des données (qualité des données, bases de données massives, intelligence artificielle), et évolutions des pratiques en santé (médecine des 4P : prédictive, personnalisée, préventive, et participative, chirurgie robotisée).

Il s'appuiera sur un pôle d'excellence de pédagogie en santé avec le centre de simulation en santé (SimUSanté ; lauréat IDEFI, PIA1) et son espace numérique pédagogique (Epione ; lauréat NCU PIA3), garantissant sa faisabilité et bénéficiera de ressources enseignantes et d'expertises de multiples horizons permettant une transversalité structurante, facilitant l'interprofessionnalité et la co-construction.

LE PUBLIC VISÉ

En formation initiale, construit en collaboration avec les 4 filières médicales et pharmaceutiques, 25 instituts de formation en santé, l'APRADIS, les filières universitaires numériques, PRIMANS sera accessible à plus 12 000 étudiants dont plus de 9 000 en santé ainsi qu'à 39 établissements du second degré. Il sera également accessible en formation tout au long de la vie et assurera un continuum avec le secondaire.

LE PROJET

PRIMANS pose comme principes de formation des apprentissages modulaires, hybrides, mutualisés, personnalisés et facilement accessibles, avec une capacité de projection au plus proche du territoire grâce à la constitution d'Équipes Mobiles d'Apprentissage du Numérique en Santé (EMANS).

Accessible par la plateforme Epione, PRIMANS est conçu sous forme de modules de formation avec le recours à des ressources validées mutualisées. Il facilite la personnalisation des parcours à partir d'une matrice de compétences, co-construite, structurée à partir des cinq thèmes du référentiel national (données de santé, cybersécurité, communication, outils numériques, et télésanté).

Ces domaines sont déclinés selon trois niveaux (socle, approfondissement, maîtrise) avec des modules obligatoires ou optionnels en fonction des filières, tout en favorisant le continuum d'études et la valorisation d'acquis. Les compétences pourront faire l'objet d'une certification PIX + Santé, et/ou d'une certification académique, et/ou d'une certification par domaine par la délivrance de badges universitaires. Cette approche ambitieuse implique une stratégie transdisciplinaire de mutualisation, validée par une gouvernance qui s'appuie sur l'ensemble des parties prenantes.

Les modalités pédagogiques allieront des parcours distanciels aux enseignements présentiels, notamment sous forme de simulation (jumeaux numériques).



© DR - PRIMANS

LES IMPACTS ATTENDUS

Dans un premier temps, l'évaluation du succès et de l'impact portera sur des aspects quantitatifs (nombre de modules créés et d'apprenants formés en santé en formation initiale, en santé en formation tout au long de la vie, hors santé, pour le second degré, pour le citoyen et pour les encadrants ; résultats aux certifications académiques et aux certifications PIX ; nombre de badges universitaires décernés ; nombre de connexions des différents publics ; nombre de formations décentralisées par les EMANS) et qualitatifs (degré de satisfaction des étudiants et des enseignants ; utilisation du portfolio ; degré de satisfaction des établissements ; part du présentiel/distanciel, impact de la formation sur les pratiques par questionnaire). Des travaux de recherche sont prévus pour analyser l'impact du projet sur les apprentissages, l'usage, et les éventuelles transformations d'organisation.

L'employabilité des professionnels de santé en formation étant proche de 100 % sur le territoire, il sera plus pertinent d'être attentif aux parcours personnalisés et à l'émergence de nouveaux métiers et nouvelles activités

UNIVERSITÉ de Picardie Jules Verne

simusante.secretariat@chu-amiens.fr
simusante.com

RETOUR **SOMMAIRE**

PROMESS



© DR - PROMESS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Reims Champagne-Ardenne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA), Centre Hospitalier Universitaire de Reims, Institut Régional de Formation Reims Champagne Ardenne, Institut d'Intelligence Artificielle en Santé, GCS IFSI Champagne Ardenne, Institut Régional de Formation en Soins Infirmiers Reims, Institut Régional des Travailleurs Sociaux, Partenaires industriels : Philips, General Electrics, Orange Enovacom, Boiron

COÛT TOTAL DU PROJET :
1,85 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'ambition du parcours PROMESS est d'adresser à l'ensemble des étudiants en formation initiale en santé les compétences socles en numérique indispensables à leur exercice futur dans les meilleures conditions de sécurité numérique et d'exploitation des outils numériques.

Cette ambition de dissémination des compétences socles en numérique en santé est complétée par l'ambition d'apporter des compétences spécialisées en numérique en santé pour les étudiants en formation initiale et continue.

Ces formations dont les thématiques sont colorées de manière à pouvoir répondre aux enjeux des professionnels de santé et futurs professionnels de santé qu'ils soient paramédicaux, dentistes, kinésithérapeutes, pharmaciens ou médecins par exemple.

Cette formation spécialisée se veut aussi le tremplin vers une formation à la recherche de niveau Master 2 permettant aux professionnels de santé et étudiants d'accéder à un niveau d'expertise permettant de transcender leur expertise de santé grâce au développement du numérique appliqué.

LE PUBLIC VISÉ

Le parcours PROMESS s'adresse aux étudiants en formation initiale de 1er, 2e et 3e cycles lorsqu'ils existent, des professions paramédicales, et médicales incluant : odontologie, pharmacie, médecine, maïeutique, masso-kiésithérapie, soins infirmiers, manipulateurs d'électro-radiologie, techniciens de laboratoire, cadre de santé, aide soignant.

Ce parcours inclut également une offre de formation continue pour ces métiers.

LE PROJET

Le parcours PROMESS intègre en formation initiale un parcours socle obligatoire transversale s'adressant à toutes les formations en premier cycle.

Ce PSTO inclut l'intégralité des items du référentiel de santé numérique complété d'un module de présentation du parcours spécialisé.

Les formations sont pour la plupart en distanciel asynchrone complétées de deux séminaires transversaux réunissant les étudiants de différentes formations autour de problématiques projets.

Faisant suite au PSTO (Psychologie sociale du travail et des organisations) pour les étudiants qui le souhaitent (optionnel), un parcours spécialisé en santé numérique est proposé (PSSN). Ce parcours est composé de 4 modules optionnels dont la coloration permet à chacun d'apporter des compétences intéressantes quelle que soit la formation.

À noter parmi ces modules de formation spécialisée, un module « Recherche, IA et données de santé » qui est un prérequis à l'accession au Master 2 IA pour la Santé.

Associé à cette offre de formation initiale, le parcours PROMESS comprend une part de formation continue qui se décline en Certificats Universitaires de Santé Numérique (CuSAN) socle, avancé et expert.

L'obtention de ces certificats peut être atteinte grâce des formations sous forme de DU ou DPC adaptées aux différents types de professionnels de santé.



© DR - PROMESS

LES IMPACTS ATTENDUS

Le parcours PROMESS permettra de créer deux niveaux de formations en formation initiale qui seront sanctionnés par l'obtention du Certificat Numérique en Santé Socle concluant la validation du PSTO et Le Certificat Numérique en Santé Expert pour les étudiants ayant validé le PSTO et au moins un module du PSSN.

Cette offre de formation touchera plus de 10 000 étudiants sur les 60 mois du projet auxquels s'ajoutent plus de 26 400 étudiants et lycéens touchés par une action de sensibilisation.

Sur le versant de la formation continue, 3 certificats (CuSan) seront créés, soutenus par 3 niveaux de DU (socle, avancé et expert). Cette offre de formation aussi déclinée en format DPC et OPCI entend toucher près de 5 000 professionnels dans les 60 mois du projet avec une progression croissante.

PROMESS

vvuiblet@chu-reims.fr
univ-reims.fr

RETOUR SOMMAIRE

REDHI



© DR - ReDHI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rennes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rennes, Centre Hospitalier Régional Universitaire de Rennes (CHU Rennes), École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP)

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,82 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

Dans le domaine de la santé, les données sont de plus en plus nombreuses, hétérogènes et complexes. Les techniques permettant de les produire, les stocker, les échanger et les exploiter se multiplient, induisant un bouleversement dans les pratiques médicales et le parcours de soins.

Cette mutation majeure du domaine de la santé rencontre une évolution tout aussi majeure dans le domaine des sciences et technologies du numérique, évolutions croisées qui vont transformer la science et les métiers de demain.

Notre projet se place dans cette vision pour former des étudiants au croisement des filières STIC et santé, capables de répondre aux besoins du monde professionnel dans l'élaboration de solutions technologiques innovantes et leur évaluation, mais aussi dans le déploiement de systèmes complexes, dans la mise en œuvre de dispositifs médicaux de nouvelle génération, ou encore dans le développement stratégique de produits dans le respect de l'éthique et des contraintes réglementaires.

Aujourd'hui, on ne peut pas imaginer des concepteurs de dispositifs médicaux et de solutions numériques pour la santé sans une double culture alliant compétences scientifiques et médico-techniques et connaissance et compréhension des enjeux sociétaux qui s'y rattachent.

Il est donc crucial que nos formations s'adaptent pour accompagner mais aussi anticiper les avancées dans ce domaine.

RETOUR SOMMAIRE

LE PUBLIC VISÉ

Notre projet vise à former à un niveau Bac +5 des étudiants ou des apprentis dans la délivrance soit d'un diplôme d'ingénieurs en Technologies de l'Information pour la Santé soit d'un diplôme de master de mathématiques et applications orienté santé numérique.

Par ailleurs, ce projet vise aussi la production de modules de sensibilisation à la santé numérique et de blocs de compétences destinés notamment à la formation continue.

LE PROJET

Le projet se décline suivant 2 actions :

- **Former des élèves-ingénieurs sous statuts étudiants et apprentis en spécialité Technologies de l'Information en Santé1 (TIS) de l'École Supérieure de Rennes (ESIR)** ayant des compétences méthodologiques et techniques transversales et une réelle capacité d'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les métiers ayant trait aux technologies pour la santé et l'autonomie des personnes. **L'ambition est de leur donner une culture pluridisciplinaire avec une forte densité méthodologique** leur permettant de répondre aux besoins du monde professionnel en termes de R&D, de déploiement et d'exploitation de systèmes complexes et interconnectés, mais aussi de développement stratégique. Le cursus est articulé autour de deux années communes et d'une troisième année pendant laquelle les élèves pourront suivre, au choix, l'un des deux parcours d'approfondissement suivants : dispositifs médicaux numériques ou systèmes interconnectés en santé ;
- **Attirer des étudiants en mathématiques appliquées en leur proposant un parcours de master 2 afin de les former aux technologies de santé.** Ces scientifiques seront notamment formés sur différents aspects des mathématiques relevant de la science des données dont la quantité, la complexité et l'interdépendance sont en train de devenir un enjeu majeur dans le domaine de la santé.



© DR - ReDHI

LES IMPACTS ATTENDUS

L'ambition est d'accueillir dans la spécialité TIS au maximum 40 étudiants et de l'ouvrir sous statut FISEA, qui est une nouveauté au niveau de l'École d'Ingénieurs, de sorte que 20 élèves-ingénieurs puissent avoir un statut apprenti dès la deuxième année de l'École, les 20 autres suivant la formation sous statut étudiant comme actuellement, et pouvant éventuellement faire un contrat de professionnalisation en dernière année.

Concernant la nouvelle formation en master, le public sera constitué d'étudiants en mathématiques appliquées avec environ 15 étudiants en M2 dans le nouveau parcours Calcul Scientifique et Modélisation pour la Santé (CSM-S) provenant de l'Université mais aussi de l'INSA Rennes et de l'ENSAI. Le recrutement se fera en master 1 après une licence de mathématiques ou formation équivalente.

Le M1 sera commun avec la 1re année du parcours Calcul Scientifique et Modélisation (CSM) du master Mathématiques et Applications dont les effectifs doubleront en passant de 20 à 40 étudiants en M1.

Des UE d'enseignements dites de mineures seront proposées en M1 en lien avec la spécialisation CSM-S en M2. En formation continue, entre 3 et 5 personnes seront formées par an principalement sur des blocs de compétences. La sensibilisation à la santé numérique s'adressera à une dizaine de personnes notamment de profil "informatique", en formation d'ingénieurs ou de master.

ReDHI Rennes Digital Health Initiative
regine.le-bouquin-jeannes@univ-rennes.fr
univ-rennes.fr

SANU-RN : FORMATION EN SANTÉ NUMÉRIQUE À ROUEN ET NICE



© DR - SaNu-RN

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rouen Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rouen Normandie URN, Université Côte d'Azur (UNICA), IFMK niçois, IRFSS Ollioules, IRFSS Nice, Haute École du Travail et de l'Intervention Sociale (hetis), CHU de Nice, CHU de Rouen

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,95 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Norman et Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

Réponse à l'Axe sur l'accompagnement de tous les étudiants en santé (médical + paramédical) pour l'enseignement en santé numérique ; fort accent sur les 1ers cycles mais aussi sur les 2e et 3e cycles avec, in fine, des enseignements spécifiques avancés pour les internes de santé publique et de médecine générale.

Un effort particulier sera apporté pour l'approche pluri-professionnelle et la formation continue. Enfin, de l'innovation pédagogique sera entreprise autour de la simulation (création d'ECOS en santé numérique).

LE PUBLIC VISÉ

Étudiants en santé et paramédical des 2 universités (Rouen & Nice) ainsi qu'en social et médico-social (HETIS Nice) seront formés en santé numérique dès le premier cycle. Cette formation initiale a pour objectif de fournir à tous ces étudiants des compétences socles.

Les formateurs bénéficieront d'une formation favorisant la mise à l'échelle et la mise à jour régulière des compétences.

Nous visons également la formation continue des professions de santé (médecins généralistes et spécialistes).

LE PROJET

Le projet SaNu-RN a initié une refonte majeure de la formation en santé numérique à Rouen et à Nice. La première année a été dédiée à l'adaptation du contenu, en se basant sur le référentiel national et les retours des participants, favorisant ainsi une personnalisation des programmes.

La rentrée 2022-2023 a introduit une majeure de 10 heures en PAS à Nice et une mineure de 20 heures en PAS à Rouen, tandis que 7 IFSI à Rouen ont bénéficié d'une formation de 20 heures **Les supports de cours sont en « données pédagogiques ouvertes » sur le site du Cismef.**

Des jalons importants ont marqué le parcours du projet, tels que la présentation lors d'une matinée dédiée à la Santé Numérique à Rouen, suivi du lancement officiel avec les acteurs clés. **Le site web a été mis en ligne au début de 2023**, en parallèle à la participation active du projet à des groupes de travail nationaux.

Des événements notables, notamment la présentation du projet à SantExpo à Paris et l'organisation d'une formation de formateurs rassemblant environ 20 enseignants ont renforcé la portée de SaNuRN. Des plans futurs comprennent la création d'une salle dédiée au développement des compétences en collaboration avec le MTC, ainsi que l'expansion des formations vers d'autres domaines de la santé. Des acquisitions d'équipements sont prévues, notamment des cabines de téléconsultation et des écrans tactiles pour faciliter les sessions de formation.

LES IMPACTS ATTENDUS

Pendant l'année académique 2022-2023, environ 2000 étudiants ont été formés à la santé numérique dans les universités de Rouen et Nice. La formation comprend différentes heures de cours pour les étudiants de différents cycles et spécialités, ainsi que pour les internes en médecine générale, en pharmacie et en santé publique.



© DR - SaNu-RN

L'année académique 2022-2023 a vu la mise en œuvre de plusieurs éléments de la formation, notamment une majeure de 10 heures axée sur la Pratique Avancée en Santé à Nice et une mineure de 20 heures en PAS à Rouen.

Parallèlement, sept Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) à Rouen ont bénéficié d'une formation de 20 heures répartie sur les semestres 3 et 4.

Les programmes de formation envisagés pour la rentrée de 2023 comprennent :

- Des sessions de formation destinée aux formateurs, comprenant une adaptation des référentiels ;
- La création de modules de formation pour les étudiants du troisième cycle universitaire (ETU) ;
- La mise en œuvre de Diplômes d'Études Spécialisées (DES) en Santé Publique et en Médecine Générale ;
- La préparation du Développement Professionnel Continu (DPC) ainsi que de programmes de formation continue destinés aux professionnels de santé.

SaNuRN Santé Numérique Rouen Nice

contact@sanurn.eu
sanurn.eu

RETOUR SOMMAIRE

SATIN



© DR - Université de Caen Normandie

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Caen - Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Région Normandie, Centre Hospitalo-Universitaire de Caen (CHU de Caen), Pôle Transactions Électroniques Sécurisées (Pôle TES), Union Régionale des Médecins Libéraux (URML), Institut Régional du Travail Social Normandie-Caen (IRTS-NC), Agence Régionale de Santé Normandie (ARS Normandie)

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,31 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,80 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T4/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Normandie
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet SATIN, dont l'Université de Caen Normandie est le porteur, poursuit l'objectif de former massivement les étudiants et professionnels du numérique, de la santé et du médico-social aux défis de la santé numérique et de créer une culture commune entre eux.

Les formations créées seront destinées à un public en formation initiale et formation continue pour répondre aux enjeux de digitalisation de l'exercice professionnel des personnels de santé et du médico-social ainsi qu'aux enjeux de transformation du système de soin par le numérique. L'ensemble du projet est intégré à la stratégie de l'Université et est en lien avec les Licences Accès Santé et l'universitarisation des formations paramédicales.

Le projet associe un consortium composé de la Région Normandie, de l'ARS (Agence régionale de santé) Normandie, du CHU de Caen, du Pôle TES (Transactions électroniques sécurisées), de l'URML (Union régionale des médecins libéraux) et de l'IRTS NC (Institut du travail social Normandie-Caen).

Il bénéficie ainsi d'un fort soutien des acteurs industriels et institutionnels locaux et aspire à la construction d'un écosystème local de santé numérique.

LE PUBLIC VISÉ

À date, la formation s'adresse, d'une part, **aux étudiants (environ 1600) et professionnels de santé (plus de 1000) et du médico-social** (niveau Bac +3, > Bac +5 et formation continue) (action 1) et, d'autre part, **aux étudiants titulaires d'une licence informatique (Bac +3) qui obtiendront un Master Informatique (création de 20 places par an) (Bac +5)** (action 2).

LE PROJET

La première action prévoit, à compter de la rentrée 2024, la formation aux enjeux du numérique en santé à destination, d'une part étudiants en santé et du médico-social en formation initiale, sur la base d'un référentiel de formation et d'autre part, à destination des professionnels de santé et du médico-social, en formation continue.

Les contenus de la formation initiale seront créés sous format de vidéos courtes et de quiz, adaptés au niveau et au métier de chaque étudiant, couplés à des séances de remédiation effectuées en présentiel, au sein de chaque structure de formation.

La seconde action consiste en la création d'un parcours spécialisé Intelligence Artificielle, Science des Données et Santé au sein du Master Informatique.

L'utilisation d'une pédagogie innovante permettra de rendre les formations dispensées attrayantes et didactiques.

L'ensemble des partenaires est fortement impliqué dans la création des contenus afin de garantir l'adéquation des contenus avec les pratiques professionnelles, d'identifier des cas pratiques et d'usages, de proposer des lieux de stage et des sujets de projets tuteurés.

Les partenaires exercent également un rôle de relais de communication et de promotion des formations et du projet.



© DR - Université de Caen Normandie

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet a pour cible :

- **Concernant la formation l'action 1 (développement de l'offre de formation professionnelle initiale et continue en santé numérique pour les professionnels de santé et médico-sociaux, dans tous secteurs (publics, privés et exercice libéral) :**
  - En formation initiale (ouverture à la rentrée 2024) : à l'issue du projet, l'Université de Caen et ses partenaires ciblent la formation de 1600 étudiants par an, au sein des formations en santé et médico-social ;
  - En formation continue : à l'issue du projet, l'Université de Caen cible la formation de 3 % des professionnels du secteur en exercice par an (soit 1000 professionnels).
- **Concernant l'action 2 (création de places au sein du Master Informatique en formation initiale pour former des professionnels spécialisés en santé) :** le parcours Intelligence Artificielle, Science des Données et Santé du Master Informatique de l'Université de Caen, ouvert depuis septembre 2023, ont pour cible, à l'issue du projet, la formation de 20 étudiants par an. À l'issue du projet, 3 promotions complètes auront été formées.

UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE
helene.bouraima-lelong@unicaen.fr
unicaen.fr

RETOUR SOMMAIRE

SENS



© DR - SENS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Strasbourg

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Strasbourg, ANR, Agence Régionale de Santé Grand Est, Région Grand Est, Fondation Force, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, Filière Santé Numérique, Groupement de Coopération Sanitaire des Instituts de Formation Publics Alsaciens des Professions de Santé (GCS IFPAPS), Antenne Grand Est de l'Institut national de podologie

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,86 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Grand Est
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La transformation digitale de la santé s'est amplifiée et accélérée, tant d'un point de vue technologique (numérique) qu'en termes de pratiques (digital).

Cette transformation va se poursuivre et les années à venir s'annoncent de plus en plus « Solotome » (Social-Local-Mobile et Autonome). **L'objectif principal de SENS est de généraliser l'acculturation à la santé numérique des étudiants et des professionnels de santé tout au long de la vie.**

Les objectifs secondaires sont de :

- Favoriser la modalité pédagogique hybride en la structurant dans un dispositif réfléchi et assuré par de véritables moyens techniques adaptés ;
- Avoriser les innovations en santé numérique et en enseignement ;
- Participer à la réflexion sur l'open science et l'open éducation.

Ces objectifs posent plusieurs challenges :

- Prise en compte de la formation initiale et de la formation continue dans une logique d'apprentissage cohérente ;
- Création d'un écosystème de formation et d'accompagnement ;
- Accès à toutes les ressources pédagogiques sans contrainte de temps et d'espace et accessibilité à tous les apprenants étudiants, enseignants/chercheurs y compris personnes en situation de handicap, approche pluridisciplinaire, interprofessionnelle et réflexive ;
- Prise en compte de l'impact environnemental ;
- Agilité du dispositif en fonction des évolutions technologiques et pédagogiques.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet SENS vise les étudiants des formations médicales et paramédicales (1 500 étudiants par an en Alsace) :

licence science pour la santé, odontologie, pharmacie, maïeutique, filière infirmière (infirmiers anesthésistes, infirmiers de bloc opératoire, infirmiers en pratique avancée, infirmières puéricultrices, masso-kinésithérapie, ergothérapie, orthophonie, orthoptie, podologie, électroradiologie médicale).

Il cible aussi les professionnels issus de ces formations et les citoyens (Mooc).

LE PROJET

Le projet repose sur 3 actions essentielles :

1. **Généralisation de la mise en œuvre des référentiels** « santé numérique » et création d'un Diplôme Universitaire (DU) Formateur en santé numérique, destiné aux formateurs des étudiants en santé.
2. **Renforcement de l'offre de formation** pour développer les compétences en santé numérique par la création d'un DU Compétences Numériques en santé à destination des professionnels de santé (sous la forme d'une série de certificats à obtenir sur des compétences orientées par des mises en situation) et la création d'une mention de master Ingénierie de la santé (avec deux parcours déjà existants dans une autre mention).
3. **Création d'un écosystème de formation et d'accompagnement des étudiants et des professionnels** reposant sur un centre de référence en santé numérique (facilitateur de toute innovation en santé numérique), un support technique et une quinzaine de salles dédiées et équipées spécifiquement pour les enseignements en santé numérique (adaptées à tout type de ressources pédagogiques, modulables et pouvant accueillir des unités mobiles de simulation, comme, par exemple un simulateur de téléconsultation).

L'ensemble des formations sera accessible sur une plateforme pédagogique multimodale spécifique (Moodle) permettant un suivi individuel de chaque étudiant dans sa progression pédagogique et l'utilisation d'un portfolio numérique. Comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.



© DR - SENS

LES IMPACTS ATTENDUS

Les résultats et mesures d'impact sont en termes de :

1. **Formations :** on s'attend à former 1 500 étudiants en santé par an (attesté par le nombre d'inscriptions à la certification Pix) et avoir sensibilisé environ 15 000 personnes. Les promotions du master (20 et 25) sont actuellement complètes et celles des futurs DU (25) seront éventuellement réajustées en cours de projet. Les ressources créées pour les formations devront couvrir l'ensemble des compétences prédéfinies. Au mieux, l'ensemble des formations sera certifié par la Filière santé numérique. Le taux de satisfaction des étudiants sera suivi.
2. **Équipements et simulation :** les salles et les équipements de simulation devraient être utilisés au moins à 50 %. La plateforme Moodle de SENS vise à permettre la multimodalité des enseignements, supportera un grand nombre d'étudiants possiblement simultanément et sera ouverte aux enseignants et étudiants non directement rattachés à l'université (professionnels de santé). Elle est d'un intérêt majeur pour l'ensemble de l'université.
3. **Résultats et impact sociétaux :** le nombre d'actions de vulgarisation, notamment par les étudiants en service sanitaire et le nombre de citoyens inscrits ou certifiés par le Mooc citoyen mesurera l'impact dans la société. Le centre de référence comptera aussi le nombre de projets d'innovation débutés, aboutis, les partenaires impliqués…

Enseignement santé numérique | SENS
S'informer et se former

ea.sauleau@unistra.fr

sens-sante-numerique.unistra.fr

RETOUR SOMMAIRE

SN@SU



© DR - SN@SU

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Sorbonne Université

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Sorbonne Université Médecine, Centre de Formation et du Développement des Compétences de l'Assistance Publique, Hôpitaux de Paris, Sorbonne Université Sciences, UTC, ESIEE-Paris, HDH, le GRADeS d'Île-de-France SESAN, Fondation Léonie Chaptal, Fondation œuvre de la Croix Saint-Simon, Croix Rouge Française Paris, Croix Rouge Française de Mantes la jolie, l'IFSI Franco-Britannique, l'école de kinésithérapie de Paris, l'institut de formation en ergothérapie ADERE, Relations médicales, SFMG, Game for Citizens, la fédération des éditeurs d'Informatique Médicale et paramédicale Ambulatoire (FEIMA).

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le projet SN@SU a pour objectif d'adresser largement la formation à la santé numérique des professionnels de santé en Île-de-France en associant de nombreux métiers (médecins, sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, psychomotriciens, infirmiers, masseurs kinésithérapeutes et ergothérapeutes), **et d'acculturer les futurs spécialistes du numérique au monde de la santé.** Les partenaires du projet vont développer des supports pédagogiques couvrant le référentiel socle sur la santé numérique et les mettre à disposition de la communauté enseignante du consortium au sein d'une plateforme de formation à la santé numérique.

La plateforme de formation répertoriera des cours sous différentes modalités (cours magistraux, e-learning, vidéos, serious game, quiz) et fournira des exercices pratiques afin de permettre une prise en main des outils numériques en santé. **Ces formations seront continuellement évaluées** (questionnaires de satisfaction) afin de détecter les actions à mettre en œuvre dans un cycle d'amélioration continue.

L'accessibilité numérique sera une préoccupation essentielle des producteurs de contenus et l'écoconception des ressources numériques sera à la base de tous les développements afin d'en limiter l'impact environnemental.

L'objectif est de former ou sensibiliser environ 30 000 personnes sur 5 ans (étudiants et apprenants).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet SN@SU vise la formation initiale d'étudiants engagés dans des formations en santé, **en 1er cycle (niveau Bac, Bac +3), en 2e cycle voire en 3e cycle (Bac +5 et > Bac +5) ainsi que la formation continue d'apprenants** (essentiellement des professionnels de santé parmi lesquels des médecins généralistes).

LE PROJET

Le programme d'enseignement vise à élaborer de courtes capsules ou séquences visant des objectifs pédagogiques atomiques couvrant le référentiel socle.

Ces capsules seront développées selon des modalités plurielles : cours magistraux, travaux pratiques, travaux dirigés, e-learning, simulation, quiz dynamiques, films d'animation, jeux sérieux, et stockées au sein d'une plateforme mutualisée.

Une carte d'identité décrivant un certain nombre d'attributs sera attachée à chaque capsule de façon à permettre une indexation par ces métadonnées au sein de la plateforme.

De cette manière, les enseignants pourront rechercher les capsules correspondant à certains objectifs pédagogiques et seront en capacité de construire des parcours pédagogiques à la carte.

L'organisation d'une conférence annuelle ouverte au grand public complétera ce dispositif.

LES IMPACTS ATTENDUS

- Nouvelles formations créées FI : 9 IFSI, orthoptistes, psychomotriciens, kinésithérapeute (EKP), Mineure L3, Master BIM, Master IMA, 3e cycle de médecine générale, soit 16 nouvelles formations en formation initiale.
  - **À 5 ans : 8 212 étudiants formés.**



© DR - SN@SU

- Nouvelles formations créées FC : Département de Formation continue de Sorbonne Université, Relations médicales et la SFMG, soit 3 formations crées en formation continue.
  - **À 5 ans : 11 450 apprenants.**
- Actions de sensibilisation : un séminaire annuel large et le DIU échographie et médecine fœtale.
  - **À 5 ans : 8 960 personnes.**
- Formations modernisées FI : médecine, sages-femmes, orthophonistes, ergothérapeutes, kinésithérapeutes (IFMK), UTC, ESIEE-Paris, soit 7 formations modernisées en formation initiale.
  - **À 5 ans : 4 602 étudiants.**
- Formations modernisées FC : aucune.

Total FI : 12 814 étudiants formés pour 23 formations ;

Total FC : 11 450 apprenants formés pour 3 formations ;

Total sensibilisé : 8 960 pour 2 actions ;

Total : 33 224 pour 28 initiatives.

SN@SU Santé Numérique Sorbonne Université

sante-numerique@sorbonne-universite.fr
sante.sorbonne-universite.fr

RETOUR SOMMAIRE

SNB22



© DR - SNB22

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Franche-Comté

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Région Bourgogne - Franche-Comté, IFSI de Besançon, Dole, Lons-le-Saunier, Montbéliard, Pontarlier et Vesoul, le Lycée Pergaud de Besançon, l'ARS de BFC et l'IRTS de Franche-Comté

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,04 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,38 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bourgogne Franche-Comté
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet SNB 22 (Santé Numérique Besançon 2022) propose de déployer sur l'ensemble des formations de santé de Franche-Comté (UFR Santé de l'université de Franche-Comté, 6 établissements de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers - IFSI, et Lycée Pergaud) le Référentiel national de compétences en Santé Numérique (RSN). Ce référentiel est cadré par l'Arrêté du 10 novembre 2022 relatif à la formation socle au numérique en santé des étudiants.

Ce référentiel comportant 5 domaines (Données de santé, Cybersécurité en santé, Communication en santé, Outils numériques en santé, Télésanté) sera intégré transversalement dans les enseignements de toutes les formations sur le niveau licence.

Concrètement, une formation sous forme d'un dispositif pédagogique digital tutoré, intégrant enseignements à distance, en présence et simulation en télémédecine sera proposée aux étudiants.

C'est ainsi près de 1200 futurs professionnels de santé qui seront formés par an, voire certifiés dans le domaine de la santé numérique via le PIX Pro + Santé.

Le projet prévoit d'ouvrir la formation à tous les professionnels de santé de la région dans le cadre des dispositifs de formation continue, ainsi qu'aux formations médico-sociales (IRTS de Franche-Comté).

LE PUBLIC VISÉ

Pour tous les étudiant(e)s de l'UFR santé (médecine, pharmacie, maïeutique, odontologie, sciences infirmières et métiers de la rééducation) de niveau licence (environ 1150 étudiants).

Également destiné aux formations paramédicales hors UFR (DTS IMRT par exemple) et à termes, ouverts aux formations médico-sociales de niveau licence (IRTS) et à **tous les professionnels de santé de la région dans le cadre des dispositifs de formation continue.**

LE PROJET

Le projet SNB 22 vise à **la construction de compétences numériques dans le domaine de la santé en 2 niveaux.** Tout d'abord, par l'acquisition de compétences transversales grâce à une certification PIX obligatoire. Puis, par l'apprentissage de compétences spécifiques en santé numérique.

Notons que tous les étudiants de l'UFC (Université Franche-Comté) sont d'ores et déjà certifiés PIX au niveau licence (médecine, pharmacie et métiers de la rééducation).

Concernant la seconde partie, cette dernière s'appuie sur la création des supports pédagogiques (vidéos, fiches pédagogiques) en collaboration avec les enseignants et acteurs régionaux du numérique en santé et le département de pédagogie de l'UFR.

L'ensemble est structuré pour construire un parcours de formation digital tutoré, type SPOC, intégrant enseignements à distance, en présence et simulation en télémédecine sera proposée aux étudiants.

La formation prévoit l'intégration de TP de simulation en télémédecine.



© DR - SNB22

LES IMPACTS ATTENDUS

Les compétences proposées sont :

À l'horizon 2023 – 2025 :

- Formation et certification dans les formations de l'UFR Santé (médecine, pharmacie, odontologie, maïeutique, sciences infirmières et métiers de la rééducation) et hors UFR avec le DTS IMRT : soit 9 formations sur 8 sites pour environ 1 200 étudiants par an ;
- Intégration progressive des formations médicosociales de l'IRTS au dispositif : 2 formations au niveau licence.

À l'horizon 2025 – 2027 :

- Ouverture d'un parcours de formation pour les professionnels de santé en formation continue.

snb22@univ-fcomte.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

UB2030-CAP SANTÉ NUMÉRIQUE



© DR - UB2030-CAP Santé Numérique

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Bordeaux

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Bordeaux, IQVIA, Simforhealth, Groupement d'Intérêt Public ESEA (E-santé en action) , CHU Bordeaux, AFNOR, Université McGill, Région Nouvelle-Aquitaine, Inserm, Inria, Alliance Innovation Santé Nouvelle-Aquitaine ALLIS-NA, Digital Aquitaine

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,10 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet Santé Numérique a pour ambition de proposer plusieurs dispositifs innovants de formation dans le domaine de la santé numérique.

Ces formations s'adressent d'une part aux étudiants et professionnels de santé et médico-sociaux, et d'autre part aux étudiants scientifiques et professionnels issus de cursus scientifiques.

Les formations proposées (nouvelles et en articulation avec les dispositifs existants; initiales et continues) couvriront l'ensemble des besoins du secteur, depuis l'acculturation des apprenants aux compétences de base en santé numérique (télémédecine, données de santé, IA) vers une spécialisation plus pointue (simulation, dispositifs médicaux, sciences des données). **Ces formations offrent aux apprenants de nouvelles perspectives d'avenir et des possibilités éventuelles de reconversion.**

Les objectifs de Santé Numérique s'inscrivent en cohérence avec les enjeux et attendus du plan « Innovation santé 2030 » et de sa stratégie nationale d'accélération « Santé Numérique ».

Ils répondent ainsi aux besoins spécifiques du territoire et des acteurs socio économiques du domaine tout en s'inscrivant dans la continuité et complémentarité des dispositifs existants.

LE PUBLIC VISÉ

L'offre de formation de Santé Numérique a pour cible les étudiants de l'enseignement supérieur (Licence 1, Master, Doctorat) et de la formation continue, auxquels s'ajoutent les professionnels des secteurs de la santé et du numérique.

Les principaux niveaux de formation visés son Bac +1/2, Bac +4/5, et au-delà de Bac +5.

LE PROJET

Le projet Santé Numérique propose des solutions à deux actions attendues dans le cadre des projets AMI CMA.

1. **Pour « Développer l'offre de formation professionnelle initiale et continue en santé numérique pour les professionnels de santé et médico-sociaux »**, il s'agit de la construction et mise en place de modules pour mettre à niveau les compétences génériques ou spécifiques permettant de répondre au développement du numérique dans les activités des professionnels de santé (formation initiale et continue). Cela inclut des modules transversaux correspondant à des compétences génériques en santé numérique ainsi qui des modules spécifiques (IA & Santé, télémédecine) répondant aux différents exercices professionnels.
2. **Pour « Accroître la proportion de spécialistes en numérique possédant une culture en santé »**, le projet Santé Numérique cible la construction et la mise en place de modules de sensibilisation aux problématiques de santé numérique et sciences des données de santé, ainsi que la création d'un parcours de Master 2 d'architecte des données de santé.



© DR - UB2030-CAP Santé Numérique

LES IMPACTS ATTENDUS

Le nombre de formations créées : 1

Le nombre de formations modernisées : 4

- À l'issue du projet Santé Numérique, le nombre d'apprenants formés par ce projet via une formation du niveau Bac +4/5 vise 240, et au-delà de Bac +5 vise 60. Le nombre de personnes sensibilisées via une action du niveau Bac +1/2 vise 20 000, du niveau Bac +4/5 vise 5 000, et au-delà de Bac +5 vise 240. Le nombre de formés visés, dont les personnes en formation continue à niveau au-delà de Bac +5 vise 30.
- D'ici fin 2030, le nombre d'apprenants formés par le projet Santé Numérique via une formation du niveau Bac +4/5 vise 420, et au-delà de Bac +5 vise 105. De même, le nombre de personnes sensibilisées via une action du niveau Bac +1/2 vise 35 000, du niveau Bac +4/5 vise 8 750, et au-delà de Bac +5 vise 420. Le nombre de formés visés dont les personnes en formation continue à niveau au-delà de Bac +5 vise 45.

université de BORDEAUX
cma-sante-numerique@u-bordeaux.fr
enseigner.u-bordeaux.fr

RETOUR SOMMAIRE

UNIVERESANTÉ



© DR - UNIVEReSANTÉ

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Santé Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, CHEF DE FILE, Uptale, Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines SQY, Département des Yvelines, CPTS SQY, Communauté Professionnelle Territoriale de Santé de SQY

COÛT TOTAL DU PROJET :
4,18 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,40 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet UNIVEReSANTÉ initie dès 2024 la pédagogie en santé du Centre d'Innovation pédagogique. Ce nouveau lieu aura pour vocation de :

- **Transformer la formation en la rendant plus flexible** (plateforme numérique), plus ciblée sur un travail d'équipe interprofessionnelle (simulation), plus professionnalisante car basée sur des référentiels socle (numérique, gestion des risques, qualité et sécurité des soins, etc.), plus participative et ouverte aux patients et plus attractive pour les professionnels du territoire ;
- **Proposer des nouveaux parcours de soins** plus personnalisés ;
- **Fournir l'infrastructure indispensable** à l'émergence de programmes de recherche, en mode living lab ou fab lab entre les différents acteurs ;
- **Créer une nouvelle proximité avec le territoire et la ville**, en particulier via une réflexion sur le développement de la télémédecine ;
- **Implémenter le référentiel socle des compétences numériques en santé** qui servira de modèle lors de l'apparition d'autres référentiels transversaux ;
- **Favoriser la formation par compétences**, en particulier par la simulation dans la stratégie pédagogique des métiers de santé, compte tenu des nouvelles conditions d'exercice. Mobiliser ces compétences en formation initiale et continue dans la réalité de l'exercice des professionnels de santé, selon deux axes principaux : l'exercice clinique et le travail en équipe.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics visés sont ceux de la formation initiale et de la formation continue. L'UVSQ accueille 7 080 étudiants en médecine, en maïeutique ou en masters, dont 2 900 étudiants dans les écoles paramédicales. Les 1 200 professionnels de santé exerçant sur le territoire sont confrontés à une importante patientèle.

Enfin, les besoins exprimés des patients s'articulent autour d'un égal accès aux soins appropriés avec une prise en charge plus suivie, plus humaine et plus participative.

LE PROJET

Le but est de faire du projet UNIVEReSANTÉ un levier de transformation de l'apprentissage du numérique dans les métiers de santé, qui s'inscrira dans le cadre des actions du Centre d'Innovation pédagogique, lieu des nouveaux métiers et compétences en santé. Ce modèle réplicable dans d'autres universités sera ouvert à la formation en santé dans les DOM-TOM et les pays francophones.

Les modalités pédagogiques comprendront la co-conception avec les étudiants et les patients, la formation des formateurs aux nouveaux outils numériques, une recherche pédagogique active issue d'un vivier de jeunes professionnels de la santé travaillant dans le learning center en mode living lab/ fab lab, un système d'évaluation qui permet à tout moment de réorienter l'approche pédagogique et un système de mesure d'impacts multidimensionnels.

À terme, le potentiel de la plateforme d'enseignement en santé est d'enregistrer plus de 5 000 apprenants de l'UVSQ par an. L'ambition du projet UNIVEReSANTE dépassera le territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines dès 2026 pour s'étendre dans l'ensemble du département des Yvelines.

Cette formation par compétences repose sur le compagnonnage à l'hôpital et la simulation sous toutes ses formes : mannequins haute-fidélité, procédures, jeux de rôle, jeux sérieux, réalité virtuelle ou hybride.



© DR - UNIVEReSANTÉ

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous formulons l'hypothèse que les professionnels formés aux outils numériques seront plus agiles pour prendre en compte leur déclinaison dans le cadre de leur exercice, pour s'adapter à la poursuite de la révolution digitale en santé et pour en être des acteurs d'innovation.

Nous nous appuierons sur 3 compétences numériques pilier : la communication digitale, les outils numériques, la télésanté. L'objectif de l'UVSQ au terme du projet est de disposer d'un catalogue de 20 à 30 formations courtes certifiantes prêtes à être enseignées.

En organisant 2 sessions par an pour chaque formation, nous serons en mesure de dispenser 60 formations courtes, permettant de former 1 800 professionnels de santé chaque année, à partir de 2027.

Entre 2025 et 2030, environ 23 770 personnes auront été formées, 35 165 auront été sensibilisées, dont 6 600 professionnels.

Entre le début du projet et 2030, plus de 30 000 étudiants et professionnels de santé en activité auront participé à l'une des formations proposées par l'UVSQ.

UVSQ université PARIS-SACLAY | UFR Simone Veil - Santé CAMPUS DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

sip.svs@uvsq.fr
uvsq.fr

RETOUR SOMMAIRE

1H-EID



© DR - 1H-EID

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Maladies infectieuses (ré)émergentes et menaces NRBC

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Cité

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris Cité, Institut Pasteur, Sorbonne Université, École Nationale Vétérinaire d'Alfort

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,99 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

L'alerte précoce et la préparation aux épidémies de maladies infectieuses émergentes sont primordiales pour mettre en œuvre de façon réactive des mesures efficaces pour réduire leur impact.

Une formation d'excellence dans le domaine des pathogènes (ré)émergents est donc essentielle pour relever les défis majeurs auxquels les générations futures seront confrontées dans un monde globalisé.

La Graduate School One Health-Emerging Infectious Diseases propose une formation multidisciplinaire d'excellence, fondée sur la recherche.

Cette Graduate School implique les Facultés de Santé, de Sciences et de Sociétés et Humanités d'Université Paris Cité ainsi que l'Institut de physique du globe de Paris.

L'Institut Pasteur, l'École nationale vétérinaire d'Alfort, et Sorbonne Université sont partenaires de ce projet.

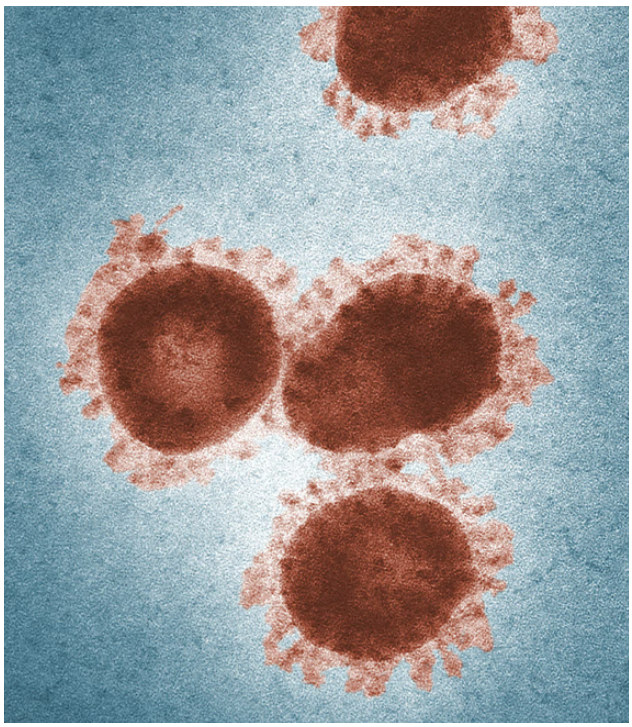
LE PUBLIC VISÉ

- **Pour le master :** étudiants en sciences, santé publique, santé, étudiants des écoles vétérinaires, étudiants des écoles d'ingénieurs.
- **Pour le doctorat :** étudiants Bac +5 titulaires d'un Master 2 (ou équivalent) en sciences et santé publique.
- **Pour la formation continue :** professionnels et décideurs en santé et recherche des secteurs privés et publics, agences de santé publique, environnementales et réglementaires.

LE PROJET

Le projet se développera sur 4 axes.

- **Le 1er concerne la formation :** la Graduate School 1H-EID offre une approche multidisciplinaire en santé globale avec un parcours de Master Maladies Infectieuses Émergentes (MIE), un programme doctoral et de la formation continue. Des étudiantes et étudiants d'horizons différents et divers suivent un programme transdisciplinaire proposant des enseignements en biologie des pathogènes émergents, épidémiologie, sciences vétérinaires, écologie, biologie évolutive et socio-anthropologie.
- **Le 2e axe est celui de l'internationalisation :** ouverture de l'EUR 1H-EID à l'environnement international en s'appuyant sur des réseaux des partenaires solides et dédiés aux maladies infectieuses pour favoriser l'accueil d'étudiant-es internationaux, des stages de recherche ou de terrain à l'étranger et le développement de coopérations avec des universités partenaires.
- **Le 3e axe concerne la professionnalisation** qui cible les chercheurs et professionnels de santé du secteur publique mais aussi les industries pharmaceutiques et les start-ups avec des recensements en besoin de formation continue, co-construction d'enseignements et organisation d'évènements.
- **Le 4e axe concerne les innovations pédagogiques** et les animations, avec développement d'outils de pédagogie innovants et mise en place d'ateliers ciblés et d'écoles d'été.



© DR - 1H-EID

LES IMPACTS ATTENDUS

Impact qualitatif :

L'objectif de la Graduate School est de former une communauté de scientifiques et de professionnelles et professionnels de santé, mais aussi de décideuses et décideurs partageant : le même vocabulaire, les mêmes réseaux et la même compréhension des défis sanitaires, sociétaux, économiques et de communication que représentent les maladies infectieuses émergentes.

Impact quantitatif :

La formation s'appuie sur des enseignements existants et d'autres nouvellement créés (Master et Doctorat : 10 UE créées dès 2023 et une summer school en 2024, Formation continue : Formation qualifiante numérique basée sur des MOOC et formation des décideurs à l'horizon 2026)

Nombre de personnes formées et sensibilisées :

- **Formés :** 30/an (Master) à partir de 2023, 15/an (Doctorat) à partir de 2024, 30/an (Professionnels) à partir de 2025.
- **Sensibilisés :** au moins 50 par an toutes formations confondues à partir de 2024.

One Health-Emerging Infectious Diseases GRADUATE SCHOOL

anvita.bhargava@u-paris.fr
u-paris.fr

RETOUR SOMMAIRE

EID@LYON



© DR - EID@Lyon

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :
Maladies infectieuses (ré)émergentes et menaces NRBC

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Claude Bernard Lyon 1

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Lyon 1, VetAgro Sup, HCL, Université Louis-Lumière Lyon 2, École Normale Supérieure de Lyon, INRAE, Anses, INSA Lyon, INSERM, Adjuvatis, IZInovation, BIOASTER, Université Jean Monnet Saint Étienne

COÛT TOTAL DU PROJET :
49,45 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'émergence et la propagation des maladies infectieuses sont facilitées par les activités humaines qui ont un impact majeur sur le fonctionnement des socio-écosystèmes et la santé. EID@Lyon (École Universitaire de Recherche sur les Maladies Infectieuses Émergentes) s'inscrit dans une analyse globale, systémique et complexe des maladies infectieuses émergentes (MIE) et des risques nucléaires, radiologique, biologique et chimique (NRBC), intégrant les interrelations entre la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes et plus largement de l'environnement.

L'objectif est de former la prochaine génération de professionnels et d'experts scientifiques qui sauront comprendre, anticiper, prévenir et gérer les risques infectieux et NRBC de demain avec une vision partagée et transdisciplinaire. L'articulation renforcée entre recherche, formations, hôpitaux et partenaires socio-économiques, permettra une approche à 360° des problématiques.

EID@Lyon porte aussi l'Institut One Health (IOH) qui deviendra un institut de référence pour la formation tout au long de la vie des décideurs publics et privés, sur les sujets « Une seule santé » en France et à l'international.

EID@Lyon, dont l'IOH, propose ainsi une méthode pédagogique innovante, transdisciplinaire, transsectorielle et intergénérationnelle.

LE PUBLIC VISÉ

EID@Lyon propose par son École Universitaire de Recherche une formation basée sur l'innovation pédagogique par un apprentissage par l'action et la transdisciplinarité à destination d'étudiants de master et de doctorants inscrits dans une des formations portées par les établissements partenaires, mais aussi à destination d'auditeurs (dont les décideurs publics et privés de l'IOH).

EID@Lyon déploiera aussi des actions de sensibilisation auprès du grand public.



© DR - EID@Lyon

LE PROJET

Outre la mise en place d'UE labellisées dédiées, de parcours de master et doctoral permettant de favoriser une vision à 360° des enjeux liées au MIE, EID@Lyon a mis en place, afin de favoriser d'emblée l'apprentissage concret de la conduite de projet de façon interdisciplinaire et intergénérationnelle, **un Diplôme Universitaire dénommé « Agir et Innover contre les maladies infectieuses émergentes ».**

Avec des méthodes d'apprentissage qui s'inspire du design thinking, la formation au sein de ce DU s'effectue via un apprentissage par l'action, avec outils digitaux (plateforme collaborative, bibliothèque de capsules d'e-learning, ...) et avec des accompagnants aux compétences très différentes qui interviennent tout au long de ces processus.

L'IOH proposera dès juin 2024 la première session de son Cycle des Hautes Études Une Seule Santé, développant des compétences intersectorielles en matière de compréhension des enjeux, de surveillance et de gestion des risques sanitaires et environnementaux à tous les niveaux d'action, dans les secteurs privés et publics.

Le Cycle permet aux auditeurs de découvrir et investir dans leur contexte institutionnel et professionnel l'approche Une Seule Santé pour la gestion des risques en santé au travers de conférences, études de cas, visites de terrain, travaux de groupe et analyse des pratiques.

LES IMPACTS ATTENDUS

Deux unités d'enseignement et un diplôme universitaire (DU) sont créés (FI dès 2023/FC à partir de 2024), **un outil de simulation formant les soignants aux crises sanitaires ainsi qu'un programme de 3 semaines sur les risques NRBC à l'IOH (FC).**

Les étudiants du DU sont issus de 14 masters et écoles, dont EID@Lyon complète et modernise la formation. Des actions de sensibilisations seront menées auprès des différents publics (Grand public, enseignement supérieur et professionnel du monde socio-économique). EID@Lyon déploie une politique recherche, en propre et en collaboration avec le projet ShapeMed@Lyon.

Plusieurs bourses seront distribuées selon des critères de transdisciplinarité avérée et d'excellences académiques :

- 100 bourses de stage de Master 2 sur 5 ans ;
- 15-20 bourses de doctorat sur 5 ans.

En addition des 10 étudiants en M1, 40 étudiants en M2 et des 5 doctorants attendus par an d'ici 2027 sur la formation initiale (Diplôme Universitaire et financement), EID@Lyon s'attend aussi à former une vingtaine de professionnels par an en formation continue. **Concernant la FC proposée par l'IOH aux décideurs privés et publics, environ 200 professionnels sont attendus par an.**

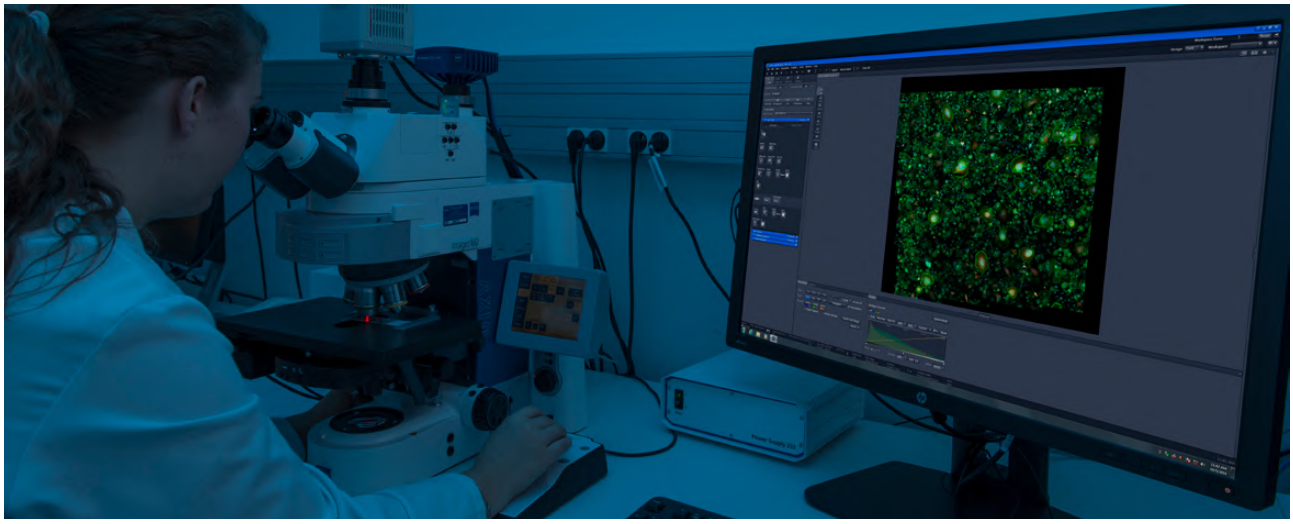
À l'horizon 2028, il est ainsi prévu de former 480 personnes de niveau Bac +3, 220 au niveau Bac +4/5 et 800 personnes de niveau supérieur à Bac +5. Les actions de sensibilisation toucheront 2000 personnes.

EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School in Emerging Infectious Diseases

contact@eid-lyon.fr
eidlyon-graduateschool.fr

RETOUR SOMMAIRE

UNIVERSITY OF TOULOUSE GRADUATE SCHOOL OF EMERGENT INFECTIOUS DISEASES (UNITEID)



© Cyril FRESILLON, IPBS, CNRS Images

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire 20 biomédicaments

THÉMATIQUE :

Maladies infectieuses (ré)émergentes et menaces NRBC

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Pr Pierre DELOBEL (Université Toulouse III Paul Sabatier)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université Toulouse III Paul Sabatier, CHU de Toulouse, École Nationale Vétérinaire de Toulouse, INSERM, CNRS, INRAe, INP-ENSAT, Université de Perpignan Via Domitia, Université d'Aix-Marseille Pôle de compétitivité Eurobiomed

COÛT TOTAL DU PROJET :

8,7 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T3/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Occitanie

Formation essentiellement en présentiel, quelques modules en ligne (MOOC)

Organisme support : Université Toulouse III (31062)

L'AMBITION

Les bouleversements actuels des interactions entre l'homme et son environnement sont propices à l'émergence de maladies infectieuses. Dans ce contexte, il est urgent de renforcer notre capacité à prévenir, détecter et répondre à ces menaces croissantes. Les programmes d'enseignement et de recherche dédiés à ce domaine restent insuffisants en France, avec une segmentation entre les différentes disciplines alors qu'une approche transdisciplinaire est indispensable.

Dans le cadre du programme France 2030 dédié aux Maladies Infectieuses Émergentes (MIE) et risques NRBC, l'Université Toulouse III – Paul Sabatier (UT3) propose la création de l'EUR UNITEID, University of Toulouse graduate school of Emerging Infectious Diseases.

L'EUR UNITEID vise à proposer des formations d'excellence mobilisant plusieurs disciplines et secteurs pour lutter contre les menaces des MIE dans une approche intégrée « One Health » de la santé humaine, animale et environnementale. UNITEID a notamment pour objectif de développer nos capacités de prévention et de réponse aux crises sanitaires, par la détection précoce des menaces MIE, notamment des pathogènes émergents et vecteurs dans les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et moléculaire des MIE, ainsi que le développement de moyens diagnostiques et thérapeutiques.

LE PUBLIC VISÉ

Programme de masters (Bac +5) et doctorats (Bac +8), ouverts aux étudiants issus de facultés des sciences et de santé (médecins, pharmaciens et vétérinaires), d'universités françaises ou internationales, ou d'écoles d'ingénieurs.

L'EUR proposera également un programme de formation continue pour les partenaires publics et privés avec un catalogue de formations courtes sur des thématiques d'intérêt dans le domaine (génomique, bio-informatique, analyse de big data, applications de l'IA aux MIE).

LE PROJET

L'EUR UNITEID s'appuie sur 7 masters et 2 écoles doctorales couvrant largement le champ des MIE en écologie (écosystèmes, vecteurs, évolution), en biologie des maladies infectieuses (microbiologie, immunologie, vaccinologie), en biotechnologies, en bio-informatique, en pharmacologie, et en santé publique (épidémiologie).

11 laboratoires de recherche et un large réseau international d'universités et instituts partenaires offriront aux étudiants et chercheurs un environnement au plus haut niveau international dans le domaine.

L'EUR proposera des formations complémentaires interdisciplinaires basées sur une pédagogie innovante, des stages de recherche renforcés, et des mobilités internationales pour favoriser l'apprentissage par la pratique et la recherche sur le terrain. L'objectif est de fournir aux étudiants une vision transdisciplinaire des MIE et d'en faire les experts de demain.

L'EUR vise également à former des médecins, des pharmaciens et des vétérinaires pour la prévention et la réponse aux crises sanitaires liées aux MIE.

UNITEID constituera enfin un cadre privilégié pour la recherche translationnelle, les innovations technologiques et la valorisation, avec la participation d'entreprises et start-up, et un soutien de la région Occitanie. Le pôle de compétitivité Eurobiomed contribuera à adapter l'offre de formation aux besoins des acteurs économiques du secteur.



© Pr JL Guerin, ENVT

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif pour l'EUR UNITEID est de former :

- 50 étudiants/an à Bac +5, dont 30 masters et 20 ingénieurs (sensibilisation au MIE), ce qui permettra de former 120 étudiants en master (4 promotions) et 100 ingénieurs (5 promotions) en 5 ans, et 270 masters et 200 ingénieurs en 10 ans (pérennisation à 10 ans au-delà des 5 ans initiaux). Certains étudiants seront également issus du corps de Santé ; les élèves ingénieurs pourront être issus des écoles d'ingénieurs de l'INP-Toulouse en sciences du vivant, agriculture, et agro-alimentaire ou d'autres écoles d'ingénieurs nationales.
- 15 étudiants/an à Bac +8 en doctorat. L'EUR permettra ainsi de former 45 étudiants de niveau doctorat en 5 ans (3 promotions) et 120 étudiants en 10 ans.

Des Diplômes d'Université (DU) seront également proposés pour compléter la formation initiale des étudiants du corps de Santé : DU en Antibiothérapie, DU en Pathologie Tropicale, et un nouveau DU dédié aux zoonoses qui sera créé par l'UFR Santé et l'ENVT pour une approche croisée entre santé animale et humaine.

Pour la formation continue, l'objectif est de former 100 professionnels par an, soit 500 en 5 ans, issus des professionnels de santé et des partenaires industriels de l'EUR.

UNIVERSITÉ TOULOUSE III PAUL SABATIER

delobel.p@chu-toulouse.fr

RETOUR SOMMAIRE

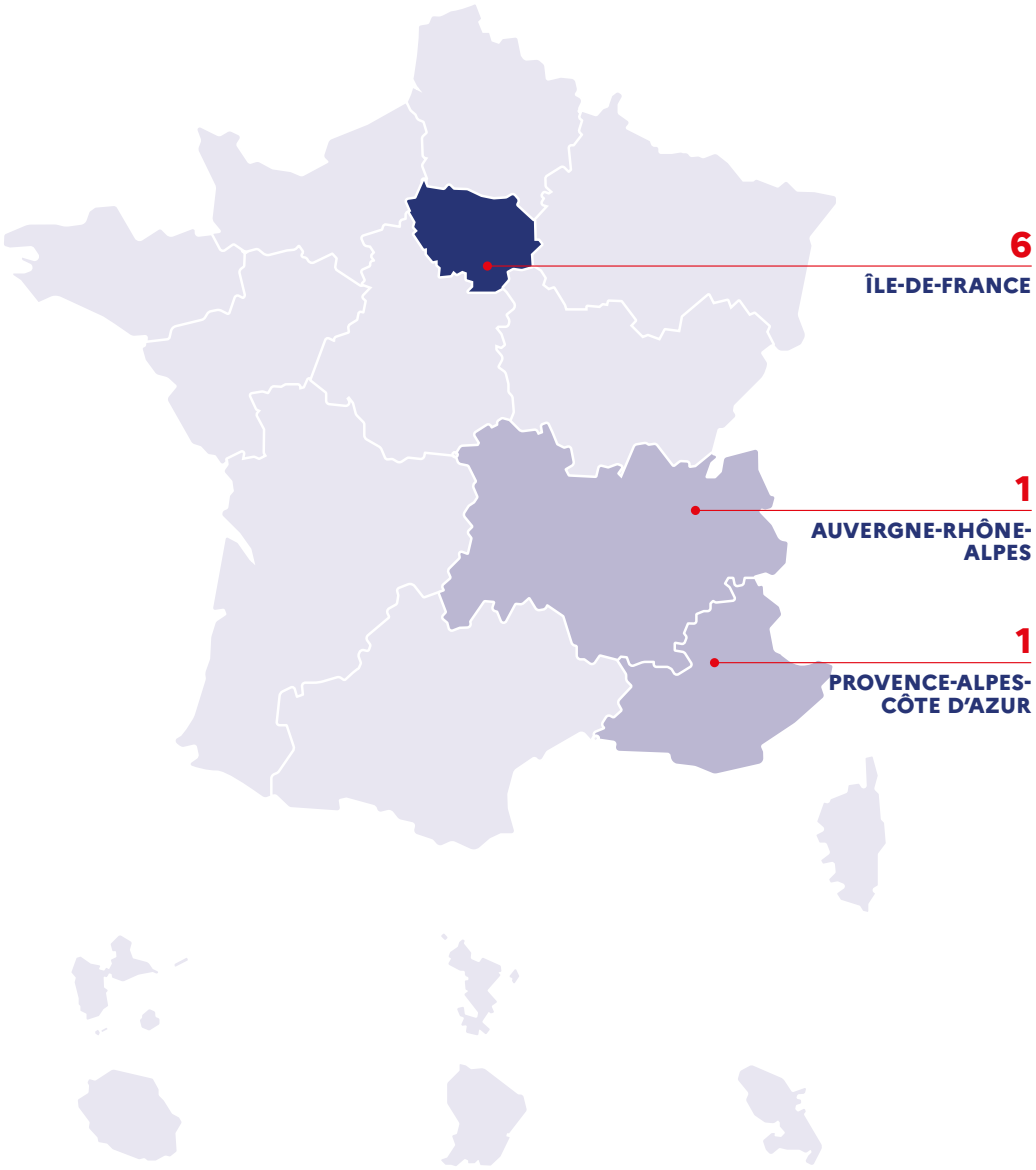


OBJECTIF

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

8 PROJETS

pour former aux besoins de la filière des industries créatives et culturelles



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

- ÉVOLUTION JEU VIDÉO

ÎLE-DE-FRANCE

- Campus Versailles
- Cité S
- Cité S2
- CNSMD+
- Re-SOURCE
- TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

- FICCTION

RETOUR **SOMMAIRE**

CAMPUS VERSAILLES



© DR - Campus Versailles

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus Versailles

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Académie de Versailles, CY Cergy Paris Université, Château de Versailles, Association Nationale des Entreprises du Patrimoine Vivant, GMH

COÛT TOTAL DU PROJET :

12,30 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5,57 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France

L'AMBITION

Les métiers d'art et du patrimoine possèdent un potentiel de développement économique, écologique et d'innovations sous-évalué. La montée en compétences des artisans, la formation des jeunes et l'attractivité du secteur irrigue l'ensemble de l'économie française.

Dans cet esprit, le Campus Versailles propose une réponse déclinée en 3 parties et ciblant 2 thématiques France 2030 :

Enjeux communs :

La transformation écologique des process de production et d'innovation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des artisans nécessitent une mise à niveau urgente. Il s'agit de mettre en place des outils partagés de montée en compétences, en phase avec chaque étape de la vie professionnelle.

Enjeux « ville durable et bâtiments innovants » :

Avec 45 000 bâtiments classés et 1/3 du parc résidentiel constitué de bâti ancien, les métiers du patrimoine sont au cœur des enjeux de rénovation thermique et d'attractivité des territoires. Pour construire les villes durables de demain, l'effort à mener sur l'attractivité et les compétences des métiers du patrimoine est urgent.

Enjeux « industries créatives et culturelles » :

Les métiers d'artisanat d'art sont le cœur de l'innovation du luxe. Ils influencent le rayonnement du « made in France ». Pour permettre aux industries culturelles et créatives de s'adapter à la nouvelle donne, les métiers d'artisanat d'art doivent développer des compétences nouvelles.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé concerne les collégiens et lycéens, les jeunes 15-18 ans de la voie professionnelle, les jeunes bacheliers, les salariés en entreprise et en reconversion ainsi que tout public souhaitant se former aux métiers d'art et du patrimoine.

LE PROJET

Outils :

Web app orientation Métiers d'Art et du Patrimoine, Ateliers virtuels en immersion, Plateforme d'appui aux formateurs disséminés, Plateforme d'appui à l'entrepreneuriat, la reprise, la reconversion

Formations initiales :

Classes à section métiers d'art et du patrimoine dans collèges et lycées généraux, Formations mise à niveau MANAM, PASS SUP Patrimoine bâti et PASS SUP Design, Classe Prépa Métiers d'art appliqués et écologiques Licence professionnelle patrimoine bâti & biodiversité, Double diplôme artisanat / école d'ingénieur, de commerce & licence histoire, École de production patrimoine bâti pierre/bois/plâtre

Formations continues :

Dispositif d'accélération des VAE patrimoine, formations professionnelles sur l'éco-rénovation et le patrimoine durable, résidences d'artisans formateurs, formation professionnelle pratiques écologiques dans les métiers d'art et du spectacle : fabrication numérique, nouveaux matériaux et économie circulaire

LES IMPACTS ATTENDUS

Faire de ces métiers, des métiers d'avenir : l'enjeu est de permettre d'augmenter les vocations à tous les âges et d'accueillir plus de 5 000 apprenants / an à horizon 2026-2027.

Il est aujourd'hui nécessaire de former 15 000 artisans/an sur les enjeux écologiques et numériques pour faire face aux besoins. Le corpus mis en place par le Campus entend toucher 20 % de cette population.



© DR - Campus Versailles

Le Campus souhaite contribuer à lancer une dynamique de création/reprise d'entreprise artisanale de croissance et créatrices d'emplois d'environ 60 à 80 nouvelles entreprises par an dans 5 ans.

Le Campus souhaite former des formateurs – artisans susceptibles de mener de front une activité et une mission de formation. C'est une communauté de 300 à 500 formateurs par an à horizon 5 ans qui est ambitionnée.

En collaboration avec Pôle Emploi et la Région Île-de-France, le Campus vise à permettre la mise sur le marché de l'emploi de jeunes en capacité de venir aider les entreprises à se développer. Les formations et offres se feront en lien avec les besoins les plus en tension.

L'enjeu est enfin de former des experts internationaux pour diffuser l'expertise des artisans français sur le patrimoine, à la faire connaître et à revaloriser ainsi les environnements et conditions de travail des artisans.

carole.heripret@campusversailles.fr
campusversailles.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CITÉ S



© DR - Cité S

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Association pour la Création de la Cité Européenne des Scénaristes (ACCES)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

France Télévisions, TF1, le CNC, la Région Occitanie, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Région Sud

COÛT TOTAL DU PROJET :

2,81 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

1,42 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

4 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Su et Nouvelle-Aquitaine

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Ces dernières années, le secteur audiovisuel a été fortement impacté par l'arrivée de nouveaux acteurs, principalement américains, que sont les plateformes Netflix, Amazon ou Disney.

Leur modèle d'écriture industrielle exige une parfaite maîtrise de l'écriture collective à travers notamment la pratique de l'atelier d'écriture qui tranche avec la tradition française de l'écriture en solitaire ou en binôme.

Par ailleurs, la transposition de la directive européenne SMA dans le droit français a conduit pour ces plateformes à l'instauration d'obligations de production dans la production indépendante française à compter de 2021, plaçant de facto le métier de scénariste (premier maillon de la chaîne de valeur de la production audiovisuelle) sous très haute tension.

Dans ce contexte, le projet de formation « Cité S » porté par la Cité européenne des scénaristes vise à accélérer la formation des scénaristes, notamment aux nouveaux modes d'écriture audiovisuelle, ainsi que leur insertion, et ce afin de répondre à la demande croissante de talents, et ainsi permettre à la France de garder sa place dans cette nouvelle diplomatie culturelle audiovisuelle et cinématographique (le fameux « soft power »).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet Cité S vise trois grandes catégories de public :

1. **Les scénaristes émergents** afin de former et insérer de nouveaux auteurs et répondre à la demande croissante de talents ;
2. **Les scénaristes professionnels** afin d'adapter leurs compétences au regard des nouveaux modes d'écriture collective ;
3. **Le grand public jeune (élèves, étudiants, en décrochage scolaire) et adulte** (personnes en reconversion ou sans emploi) afin de rendre attractif le métier de scénariste et susciter des vocations.



© DR - Cité S

LE PROJET

Le projet Cité S est né de la volonté d'acteurs du secteur audiovisuel de détecter et former de nouveaux talents dans toute leur diversité afin de répondre à la demande croissante de contenus audiovisuels et de satisfaire aux nouvelles exigences de qualité et d'originalité des programmes attendues, dans un contexte de concurrence internationale. Au sein du projet Cité S, le Centre de compagnonnage est phare de par son innovation et son ambition de diversité.

Construit avec l'aide de l'Afdas, ce Centre est un dispositif inédit qui a vocation à être un pont entre les formations existantes (écoles, universités, associations) et le secteur audiovisuel. Sa mission ? **Accélérer la formation et l'insertion de jeunes professionnels en leur offrant la possibilité d'effectuer une immersion** au sein d'une équipe d'écriture (long métrage, série) aux côtés d'un scénariste expérimenté (« compagnon »), et ce, sur un temps long (5 mois).

Le projet Cité S a donc pour but d'industrialiser ce dispositif, de le décentraliser dans différents territoires dits « de fiction » (présence de producteurs et de structures audiovisuelles…), de le professionnaliser (certification), de l'enrichir d'outils pédagogiques (plateforme LMS, modules e-learning), et de le compléter avec des formations métiers dédiées et hybrides, tout en développant l'attractivité autour de ce métier, encore trop méconnu.

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'issue du projet Cité S, la Cité européenne des scénaristes aura contribué à structurer et dynamiser la filière de formation de scénaristes permettant ainsi d'attirer les meilleurs talents :

- **Déploiement du 1er Centre de compagnonnage pour scénaristes dans a minima 4 régions françaises**, atteignant des promotions annuelles de plus de 50 apprenants par an, avec une certification à la clef ;
- Grâce à ce développement territorial, **création, massification et accessibilité d'un ensemble de certifications spécifiques**, d'une formation RNCP, de formations métiers dédiées hybrides et d'une formation de formateurs en distanciel ;
- **Impact sur la filière avec constitution d'un réseau de formateurs et de compagnons solide** en lien avec des lieux d'apprentissage, des associations sectorielles, des producteurs et éditeurs audiovisuels sur l'ensemble du territoire ;
- **Constitution d'une communauté autour du métier de scénariste** grâce à la création d'un ensemble d'actions pédagogiques et culturelles, à la fois de terrain et digitales, et ce, afin de toucher le grand public et attirer de nouveaux talents vers notre secteur partout sur le territoire.

Cité Européenne des Scénaristes

pauline.rocafull@cite-des-scenaristes.org

cite-europeenne-des-scenaristes.com

RETOUR SOMMAIRE

CITÉ S2



© DR - CITÉ S 2

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :
Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
La Cité européenne des scénaristes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
S comme scénario

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,29 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, PACA, La Réunion (LMS) et Mayotte (LMS)

L'AMBITION

La Cité européenne des scénaristes (association d'intérêt général) est un organisme de formation reconnu par l'ensemble de la filière audiovisuelle, qui joue un rôle central dans le renouvellement des talents et des récits dans le domaine du scénario en France.

- **Avril 2021 :**

  La Cité a créé un Centre de compagnonnage (innovation juridique : l'apprentissage pour les auteurs) avec une double mission : former et insérer les talents par l'immersion professionnelle et dans la région où ils sont domiciliés pour accélérer l'insertion des talents et diversifier les profils (constitution de pôles d'écriture régionaux).

- **Juin 2022 :**

  La Cité devient lauréate de l'AMI CMA saison 1 avec le projet Cité S1, dont l'action phare est son Centre de compagnonnage. Programme sur 4 ans : déploiement régional, certification, attractivité et création de modules e-learning, de formations et de certifications.

- **20 mois plus tard :**

  La Cité est le 1er et unique Centre de compagnonnage pour scénaristes certifiant et implanté dans 5 régions, le plus important réseau de formateurs, et le plus gros contingent de talents formés et insérés annuellement. La Cité est également le 1er producteur de contenus (en volume : articles, vidéos, podcast) autour du métier.

  Ces résultats appellent à renforcer et accélérer notre action avec un nouveau programme afin de répondre pleinement aux besoins de formation en matière d'écriture de scénario ; besoins encore plus prégnants avec l'arrivée de l'IA qui fait de la vitalité de notre imaginaire un enjeu de souveraineté.

LE PUBLIC VISÉ

Scénaristes, réalisateurs, producteurs, intermittents, formateurs, institutions, journalistes, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, enseignants, monde de l'entreprise.

LE PROJET

Le projet Cité S 2 s'articule autour de quatre volets :

- **Volet 1 : L'insertion dans le métier (Compagnonnage)**
  Massifier l'impact du Centre de compagnonnage et lui donner une dimension européenne et francophone, tout en multipliant en amont la création d'outils d'autoformation. Il s'agit notamment de :
  - Créer de nouveaux Centres de compagnonnage dont un centre numérique qui visent à toucher notamment : auteurs, intermittents, journalistes, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, NEET, apprenants ;
  - Créer de partenariats européens et francophones et organiser des échanges d'apprenants avec des structures culturelles et pédagogiques européennes et francophones.
- **Volet 2 : L'écriture de Scenario**
  Répondre aux besoins de nouveaux récits (environnement, transitions…) et de prospective du secteur et de la société dans son ensemble et créer un pont avec le monde de l'entreprise et nos industries autour de ces enjeux.
- **Volet 3 : Développer les métiers d'encadrement de l'écriture**
  Il s'agit d'accompagner l'industrialisation de l'écriture accélérée par l'IA, en dotant le scénariste de nouvelles compétences (management, gestion de projet, production) et en faisant émerger un nouveau profil d'encadrant : Le Directeur d'écriture.
- **Volet 4 : Développer la culture de la formation en matière d'écriture de scénarios**
  Des actions seront entreprises afin de susciter des vocations chez les formateurs et permettre à ceux qui sont déjà sur le marché d'adapter leurs compétences et se former tout au long de leur carrière (baromètre des pratiques et des besoins, plateforme open-source de partage d'expérience entre formateurs…).



© DR - CITÉ S 2

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Déploiement de la certification de notre Centre de compagnonnage** dans 3 nouvelles régions ;
- **Création d'une certification inscrite** au RNCP (Directeur d'écriture), d'une certification inscrite au RS (Concevoir de nouveaux récits prospectifs), de trois formations continues (Devenir auteur-producteur/Manager une équipe de scénaristes/ Gestion d'un projet d'écriture audiovisuel) ;
- **Coloration de formations existantes** avec la création de modules e-learning dédiés ;
- **Création d'actions de sensibilisation en mode open-source :** Contenus digitaux, scénariothèque, plateforme de partage d'expérience de formateurs, rencontres.

Soit au total un objectif de formation de 1550 personnes et de sensibilisation de près de 50 000 personnes.

Cité Européenne des Scénaristes

pauline.rocafull@cite-des-scenaristes.org
cite-europeenne-des-scenaristes.com

RETOUR SOMMAIRE

CNSMD+



© DR - Ferrante Ferranti

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :
Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Conservatoire Augmenté

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,97 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet de Conservatoire Augmenté est la réponse du CNSMDP à un besoin d'outils de formation en ligne destinés aux étudiants et professionnels de la musique et du spectacle vivant, pour accompagner la transition numérique du secteur.

Un besoin de partage d'outils et de ressources pédagogiques, destinés aux enseignants et chercheurs, développant les échanges collaboratifs, du CNSMDP mais aussi des Conservatoires implantés sur l'ensemble du territoire.

Un besoin de solutions d'enseignement en ligne, pour accompagner l'évolution vers le numérique, mais aussi sécuriser sa place de second établissement d'enseignement dans le monde, face à une offre anglo-saxonne assez avancée, et développer des outils innovants au service de la pédagogie.

Un besoin de diversifier ses publics :

- Encourager l'égalité des chances des futurs étudiants du CNSMDP avec des cours gratuits pour préparer concours d'entrée ;
- Développer la formation continue pour les professionnels du secteur ;
- Proposer des cours et certifications en ligne aux étudiants désirant approfondir et valider leurs connaissances ;
- Favoriser le rayonnement du CNSMDP dans le monde avec des cours multilingues ;
- Fournir des outils innovants et de haute qualité aux professionnels produisant leurs enregistrements audio et vidéo, avec notamment la volonté de relocaliser en France les enregistrements de musique à l'image (films, séries…).

LE PUBLIC VISÉ

Les futurs publics du Conservatoire Augmentés sont variés :

- Étudiants souhaitant approfondir leur expertise dans la musique et la danse, avec des cours suivis par des professeurs du CNSMDP et éligibles à des certifications de l'enseignement supérieur ;
- Salariés ou indépendants éligibles à la formation professionnelle ;
- Professeurs et chercheurs dans le domaine de la musique et du spectacle vivant ;
- Public étranger voulant bénéficier des formations d'expertise et d'excellence du CNSMDP.

LE PROJET

Le Conservatoire Augmenté consiste en quatre projets interdépendants :

- **Une plateforme LMS permettant de déployer une offre de cours** destinés aux étudiants de l'enseignement supérieur et à des professionnels du secteur musical et du spectacle vivant grâce à la formation continue, en France et à l'international.
- **Un Learning Hub, espace de partage de ressources et de collaboration** destiné à la communauté enseignante, française et étrangère, pour accompagner la transformation du secteur vers le numérique.
- **Un Job Center, encourageant l'intégration professionnelle** des étudiants du CNSMDP et permettant de lutter contre la précarité étudiante.
- **Un studio d'enregistrement audio et vidéo 3D**, destinée à la fois à fournir aux étudiants du CNSMDP les outils les plus récents et performants pour leurs projets pédagogiques et de recherche, mais qui sera aussi disponible aux professionnels de la musique et de la danse voulant expérimenter ou enregistrer des projets audio et vidéo avec les technologies les plus récentes (son et vidéo 3D, son binaural). freins aux entrées en formation ou en emploi et proposer des mesures pour y remédier, comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.



© DR - CNSMD+

LES IMPACTS ATTENDUS

La plateforme d'enseignement en ligne proposera régulièrement de nouveaux cours créés par les différents professeurs du CNSMDP.

Nous prévoyons un nouveau cours produit par mois jusqu'à atteindre un catalogue d'une cinquantaine de cours, formation initiale et continue, ce qui correspond à l'offre d'autres écoles internationales.

L'objectif est de former environ 300 étudiants par an en cours suivis par un professeur et 4 500 en formation professionnelle à horizon cinq ans, et 570 étudiants et 15 000 professionnels par an dans dix ans.

Le Learning hub doit, lui, atteindre une audience directe (B2C) d'environ 500 professeurs dans 5 ans et 1 700 dans dix ans, plus 20 000 utilisateurs via des abonnements collectifs d'écoles ou conservatoires, en se basant sur un taux de pénétration de 12 % auprès des organismes cibles.

Le studio 3D sera mis à disposition pour des professionnels extérieurs au CNSMDP 130 jours par an. L'objectif est de **pouvoir produire une vingtaine d'oeuvres ou d'événements tous les ans, dont la moitié serait des musiques de films ou séries.**

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE ET DE DANSE DE PARIS

fgerber@cnsmdp.fr
conservatoiredeparis.fr

RETOUR SOMMAIRE

ÉVOLUTION JEU VIDÉO



© DR - ÉVOLUTION JEU VIDÉO

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GAMASTE

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

AFJV - CHIPS INTERACTIVE, BIG BAD WOLF, CELSIUS ONLINE, CNAM ENJMIN, FINANCIÈRE RANMA, OPCO AFDAS, OPCO ATLAS, NEW TALES, NUMEUM, PLUG IN DIGITAL, QUANTIC DREAM, THE TINY DIGITAL FACTORY, WANADEV

COÛT TOTAL DU PROJET :

3,26 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

4 ans - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France entière

L'AMBITION

Aligné avec les objectifs de France 2030 et le diagnostic AMI CMA HJV Ambition Jeu Vidéo, **le secteur du jeu vidéo s'engage, avec le dispositif de formation ÉVOLUTION, pour le renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité des salariés.**

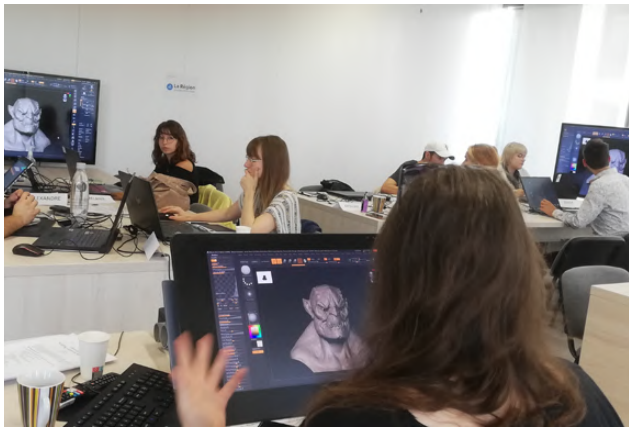
Dans un secteur où l'innovation repose d'abord sur les talents réunis par les studios, la formation continue des salariés est trop faible. Cette faiblesse vient autant d'une offre de formation continue encore trop limitée et parfois obsolète que de l'absence d'un référentiel de compétences.

Anticiper les mutations de l'industrie en réinventant l'actif de formation continue de la filière est l'ambition d'ÉVOLUTION. L'enjeu est d'établir le référentiel de compétences de l'industrie et de construire une offre de formation continue nouvelle, adaptée à l'évolution rapide de l'environnement business et technologique secteur ainsi qu'à la transition environnementale.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux professionnels du secteur du jeu vidéo (salariés, indépendants ou demandeurs d'emploi) qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences ou renforcer des compétences existantes.

Le référentiel de compétences ÉVOLUTION, outil de positionnement et d'orientation complet, s'adresse à un public plus large et concerne aussi les futurs professionnels, scolaires et étudiants ou les professionnels en reconversion.



© DR - ÉVOLUTION JEU VIDÉO

LE PROJET

Le dispositif ÉVOLUTION est construit autour de 4 piliers opérationnels qui se nourrissent mutuellement :

- Construire le référentiel de compétences complet et gratuit de la filière pour permettre aux salariés et futurs salariés de se positionner et de construire leurs parcours professionnels personnalisés.
  Ce référentiel permet également aux entreprises de cartographier les compétences sur lesquelles elles peuvent capitaliser et celles qu'elles doivent renforcer pour conserver leur compétitivité ;
- En s'appuyant sur le référentiel de compétences, poser les bases d'une structure de labellisation, de certification et de reconnaissance des parcours et des évolutions des professionnels et accompagner ainsi l'adaptation des formations initiales et continues aux besoins de l'industrie du jeu vidéo ;
- Expérimenter, faire émerger et construire une offre de formation continue nouvelle et adaptée via une ingénierie pédagogique innovante permettant un meilleur engagement de l'ensemble de l'industrie sur cet enjeu prioritaire ;
- Déployer et adapter le dispositif de formation au sein d'un véritable Service Compétences et Formations pour l'industrie du jeu vidéo. L'objectif est de moderniser radicalement l'environnement de formation continue pour le secteur en mobilisant activement les professionnels dans l'élaboration des contenus.

LES IMPACTS ATTENDUS

ÉVOLUTION pose des objectifs ambitieux et mesurables, d'ici début 2028 :

- Mise à disposition gratuite du référentiel de compétences et de l'outil de positionnement pour l'ensemble de la filière jeu vidéo, pour l'ensemble des métiers des studios de développement et des éditeurs soit une soixantaine de métiers concernés ;
- Prototype opérationnel dès 2025 pour 5 métiers en tension sur le secteur (Gameplay Programmer, VFX Artists, UX/UI Artist, Narrative designer, Technical artist) ;
- Mise en place d'ici 2026 de la structure de labellisation et de certification des parcours professionnels ;
- Création de 133 formations courtes et adaptation de 200 formations existantes (pour des modules de 7 à 21 heures) ;
- 1500 stagiaires formés via le dispositif de formation et multiplication par 5 du pourcentage de salariés formés annuellement dans l'industrie du jeu vidéo ;
- Déploiement de l'outil de cartographie des compétences et de suivi des parcours dans 200 entreprises en France.

GAMASTE

pierre.carde@gamaste.net
gamaste.net
gamemasterclasses.net

RETOUR **SOMMAIRE**

FICCTION



© DR - FICCTION

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Université Côte d'Azur (CMQe ICC)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Université Côte d'Azur, Avignon Université, Aix Marseille Université, Université Toulon, Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) Groupement d'intérêt public pour la formation et l'insertion professionnel académie de Nice GIP FIPAN

COÛT TOTAL DU PROJET :

13,69 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

6,49 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'AMBITION

FICCTION (Fédération des Industries Culturelles et Créatives pour un Territoire de l'Innovation et de l'Orientation) propose un projet à l'échelle de la région sur les secteurs de l'audiovisuel et du spectacle vivant, répondant aux grands enjeux de France 2030 :

- **Former :** 27 actions de formations innovantes seront développées sur le territoire régional afin d'accompagner le développement des métiers et compétences en tension et les métiers d'avenir, en faisant un réel levier d'accélération dans le secteur des ICC.
- **Internationaliser :** en innovant dans les filières et en s'appuyant sur les réseaux européens de structuration des ICC comme l'EIT Culture and Creativity, FICCTION propose plusieurs actions pour le rayonnement international.
- **Ancrer :** en développant des actions de recherche et de développement, des plateformes techniques et des actions clés de sensibilisation aux métiers et à l'orientation, FICCTION viendra irriguer l'ensemble du territoire régional PACA et créer une véritable communauté d'acteurs.
- **Innover :** des actions pour accompagner la transition numérique et des nouveaux enjeux de la création, des techniques, des savoirs.
- **Responsabiliser :** faire des ICC un modèle pour les autres secteurs en termes de responsabilité sociale, sociétale et environnementale, pour aborder les questions de genres, de l'égalité femme-homme, de l'inclusion au niveau du territoire.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet FICCTION touche l'ensemble des publics, de l'infra bac à la formation continue. Les différentes actions du projet ont été conçues avec l'ambition de toucher non seulement des étudiants mais aussi des apprentis, dans une perspective interdisciplinaire ou cross-sectorielle.

L'étudiant/apprenti des formations lancées grâce à FICCTION bénéficiera du maillage et complémentarité de celles-ci avec une possibilité de mobilité sur l'ensemble du bassin de la Région Sud.



© DR - FICCTION

LE PROJET

Reprenant les grands axes du plan France 2030 concernant les ICC, les 40 actions du projet couvrent l'ensemble des 5 grands défis posés par le gouvernement.

Le projet permettra d'assurer un maillage inédit du territoire régional, en profitant de sa maturité et de ses lieux emblématiques, la Villa Créative à Avignon, le Campus Méliès à Cannes, les studios de la Victorine à Nice, les plateformes de formation, création et diffusion du réseau CISAM +, à savoir le pôle d'Arles, l'IMERA et Turbulences à Marseille, le CUBE et l'Hôtel Maynier d'Oppède à Aix-en-Provence, le pôle SATIS à Aubagne, et enfin la plateforme Telomedia à Toulon.

FICCTION va ainsi engendrer :

- La création de différents diplômes ;
- La mutualisation de plateformes techniques ;
- La dissémination et la valorisation de la recherche dans le tissu socio-économique ;
- Le développement des formations fonctionnant sur la base du mode projet ;
- L'intervention régulière de professionnels du métier, en mixant formation longue et formation courte.

Les actions soutenues par le PIA4 CMA renforceront par conséquent la compétitivité du tissu économique des entreprises et combleront les lacunes constatées au sein du maillage socioprofessionnel des ICC **au service d'un territoire plus dynamique, plus créatif, mais aussi plus responsable et plus inclusif.**

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet puise sa force dans son réseau de structures de formation du Secondaire et du Supérieur.

Chaque action sera accompagnée d'indicateurs qui permettront d'en mesurer l'impact ; un dispositif de suivi sera déployé afin de contrôler la mise en œuvre et le phasage.

L'engagement des différents acteurs du projet dans le suivi de ces indicateurs clés sera privilégié afin d'être en mesure de fournir des rapports d'activité pertinents. L'évaluation qualitative sera tenue par le Comité de pilotage sous la supervision du Conseil d'orientation stratégique du CMQe. Le maillage territorial des différentes actions permettra de mesurer l'impact territorial sur la totalité des sites pour deux niveaux distincts – l'offre de formation locale mais également l'impact vers l'extérieur.

À l'issue du projet, on comptera 23 nouvelles formations créées, 5 formations modernisées, pour toucher environ 3 625 personnes et on visera un ratio de 50 % de formation continue sur les dernières années et une pérennisation du dispositif au niveau budgétaire à l'issue du projet.

Progressivement, on vise sur la totalité entre 700 et 1 000 candidats à la formation continue.

11 actions de sensibilisation et de collaboration régionale autour des ICC seront menées en visant globalement le public lycéen et le supérieur pour faire la liaison Bac -3/Bac +3 en étroite collaboration avec la région académique et la région PACA.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Industries culturelles et créatives
Provence-Alpes-Côte d'Azur

fatine.maussang@univ-cotedazur.fr
univ-cotedazur.fr

RETOUR SOMMAIRE

RE-SOURCE



© DR - Re-SOURCE

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

Campus Mode, Métiers d'art et Design - Manufacture des Gobelins

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

l'École des Arts Décoratifs, GIP FIPAN, académie de Nice, L'École Nationale Supérieure des Mines de Paris, Le CERFAV, Centre Européens de Recherche et de Formation aux arts verriers, L'Université Paris Nanterre, L'École Nationale des Chartes, Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne, GIP FCIP de Paris, Ideatech, Van Cleef & Arpels, branch of richemont international sa, Orfevrerie Christofle, Le Lycée Polyvalent du Dauphiné, Made In Montreuil, Valesens, L'ENAMOMA, L'Institut Français de la Mode, Le Comité Colbert, Pôle Emploi PACA

COÛT TOTAL DU PROJET :

12,76 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

8,93 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Île-de-France, Grand Est, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Les industries créatives des métiers d'art, de la mode et du luxe constituent une filière stratégique majeure dont il est impératif de garantir l'indépendance, la compétitivité et donc les emplois, et d'accompagner dans ses efforts de transition écologique déjà engagés. Les entreprises de luxe et de mode, allant de la TPE/PME aux grands groupes tels que LVMH, Chanel et Hermès, connaissent une croissance à deux chiffres mais doivent faire face à 3 transitions majeures dans un secteur en plein essor, qui nécessitent une évolution des offres de formation.

1. **Transition générationnelle :** Les savoir-faire des métiers d'art nécessitent une transmission de compétences. On estime à 20 000 les emplois non pourvus dans les métiers d'art et de la fabrication du luxe.
2. **Transition écologique :** Les industries du luxe et de la mode doivent réduire leur impact environnemental et intégrer des démarches d'économie circulaire. La loi AGEC (février 2020) , notamment, conduit les entreprises à faire évoluer considérablement leur modèle de gestion des matériaux et déchets.
3. **Transition économique :** Il est crucial de soutenir les jeunes créateurs pour conserver le leadership de la France dans la mode, le design et les métiers d'art en lien avec les attentes des consommateurs et la transition écologique.

LE PUBLIC VISÉ

- **Volet 1 : Programmes de formation de formateurs** (en entreprise, CFA, organismes et lycées professionnels)
- **Volet 2 : Formation développant des compétences métiers dans les domaines du réemploi et de la circularité :**
  - Formation Continue : certification professionnelle pour techniciens et manageurs ;
  - Formation Initiale : Formation de Spécialisation, Bac +1 pour les diplômés de la voie professionnelle.
- **Volet 3 : Année d'approfondissement post-diplôme** (< Bac +5).

LE PROJET

Le programme Re-SOuRCe, apporte trois réponses aux enjeux de transition auxquels doit faire face la filière :

- **Volet 1 :**

La création d'un conservatoire des gestes et savoir-faire des métiers d'art et de fabrication, abordera la nécessaire transition générationnelle et la transmission des métiers rares, disparus ou à fort enjeu économique. 2 appuis pour ce programme :

- La mise en place d'un protocole de recherche-action (captations vidéos, usage de l'IA, échanges entre formateurs et apprenants) ;
- La création d'un centre de ressources en ligne, grâce à l'aiguillage, pour l'architecture de cette plateforme, de l'École Nationale des Chartes.

- **Volet 2 :**

Le programme Formations Innovation & Création circulaire produira des contenus pour développer des compétences dans les domaines associés à l'économie du réemploi et de la circularité.

Ces contenus de formation concernent des compétences technologiques, logistiques, administratives, juridiques, ou encore liées à l'éthique et la citoyenneté.

- **Volet 3 :**

Le Tremplin Mode à impact assurera quant à lui la transformation de l'entrepreneuriat dans les métiers créatifs et l'émergence de nouveaux champions nationaux.



© DR - Re-SOURCE

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Volet 1 :** Création de deux méthodes certifiées de formation de formateurs : Sauvegarde - métiers d'exception (Sme) et Transmission - métiers d'exception (Tme)

Déploiement de 25 formations Sme et Tme :

5 Tme pour public de formateurs PLP (enseignement formation Initiale) via EAFC dès 2026, **10 Sme** (branches et maisons) dès 2028, **10 Tme** (OF branches et maisons) dès 2029.

Impacts sur formations CAP, BMA, Bac Pro et BT, BTS de la filière : 90 à 120 formateurs formés d'ici 2030, avec un impact estimé à plus de 10 000 apprenants d'ici 2035.

- **Volet 2 :** Création de deux formations de spécialisation, pour la formation initiale :
  - Mention "Valoriste des ressources du textile et des matériaux souples" ;
  - Mention "Valoriste des ressources de l'ameublement, de l'agencement et du mobilier".

84 étudiants formés en FI d'ici 2029, avec un impact estimé à plus de 260 formés d'ici 2035.

Création de deux parcours de formation continue :

- "Valoriste des ressources du textile et des matériaux souples" ;
- "Valoriste des ressources de l'ameublement, de l'agencement et du mobilier".

84 adultes formés en FC d'ici 2029, avec un impact estimé à plus de 260 formés d'ici 2035.

- **Volet 3 :** Création d'une année d'approfondissement non diplômante en formation initiale : 60 bénéficiaires d'ici 2030.

Mode Métiers d'Art Design
Campus d'excellence Manufacture des Gobelins

nounja.jamil@campusartdesign.com
campusartdesign.com

RETOUR SOMMAIRE

CONSTRUIRE UN ÉCOSYSTÈME INNOVANT EN ARCHITECTURE ET PAYSAGE PAR L'ÉVOLUTION DES FORMATIONS AU PRISME DES TRANSITIONS NUMÉRIQUE ET ÉCOLOGIQUE (TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE)



© DR - TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Placer la France en tête de la production des contenus créatifs et culturels, et des technologies immersives

THÉMATIQUE :

Industries créatives et culturelles

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

École Nationale Supérieure d'Architecture de Normandie (ENSA Normandie)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Les 20 Écoles Nationales Supérieures d'Architecture et de Paysage (ENSA-P), les INSA Strasbourg (département architecture) et Centre-Val de Loire (École de la Nature et du Paysage), l'École de Chaillot, amàco, REFC'A, Conseil National de l'Ordre des Architectes

COÛT TOTAL DU PROJET :

15,14 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

5 ans - T4/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

France Métropolitaine et La Réunion

L'AMBITION

TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE vise à transformer structurellement les formations en architecture et paysage en réponse aux mutations numériques et écologiques. Le projet ambitionne de couvrir l'ensemble du territoire, via la participation de toutes les écoles nationales supérieures d'architecture, du réseau des INSA, de l'École de Chaillot, les professionnels via l'Ordre des architectes et les organismes de formation continue, accompagnés par des industriels du secteur.

Le projet ambitionne de relever quatre grands défis :

- Le renforcement de compétences au regard des transitions majeures du secteur ;
- Le manque de professionnels dans certains territoires dépourvus d'école ou sur certaines compétences identifiées (IA, réemploi, etc.) ;
- Le déploiement de la recherche au sein de la pratique architecturale et paysagère ;
- La mise en réseau des formateurs et des chercheurs.

Il propose une approche systémique mobilisant la formation des formateurs, la formation initiale et la formation continue. Il prévoit la création d'un pôle collaboratif inter-établissement, la mise en œuvre de parcours hybrides, le développement de plateformes numériques et la montée en compétences des enseignants en s'appuyant sur les réseaux scientifiques et pédagogiques.

Son ambition est de repositionner les architectes et paysagistes comme des acteurs centraux de la ville durable.

LE PUBLIC VISÉ

La formation des formateurs s'adresse aux enseignants et aux formateurs. La formation initiale s'adresse aux étudiants post-Bac des établissements et à l'ensemble des filières universitaires partenaires des membres du consortium, incluant les sciences, SHS, ingénierie et design.

La formation continue s'adresse aux professionnels architectes et paysagistes et à leurs salariés en reconversion ou en volonté de montée en compétences, aux collectivités, élus, maîtres d'ouvrage publics et privés.



© DR - TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE

LE PROJET

TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE développe un écosystème de formation complet dans deux champs thématiques transversaux : la transition numérique (Intelligence Artificielle, Heritage BIM, Gestion des DATAS, etc.) et la transition écologique et l'économie circulaire (Zéro Artificialisation Nette, Biodiversité, îlots de chaleur, réemploi, etc.).

Le projet est structuré autour de 3 Work Packages (WP) :

- La formation des formateurs vise des nouvelles connaissances sur les domaines identifiés, la mise en oeuvre de pratiques pédagogiques innovantes et l'accompagnement des enseignants praticiens à la recherche ;
- La formation initiale vise l'intégration des compétences ciblées dans les enseignements sur la base de la plateforme RESSOURCES (ressources.amaco.org/), le déploiement de l'alternance, la création de formations spécialisées et la formation à l'entreprenariat ;
- La formation continue vise le renforcement de la plateforme numérique du REFC'A, le déploiement de campus régionaux réunissant les acteurs, la création de formation au registre spécialisé

Le projet prévoit une gouvernance décentralisée au sein de chaque WP et coordonnée par une équipe projet nationale.

L'ensemble se situe dans les orientations de la Stratégie Nationale pour l'Architecture adoptée en 2025 par le Ministère de la Culture.

LES IMPACTS ATTENDUS

- 3 nouvelles formations créées (master, mastère, DPEA) ;
- 30 formations existantes transformées ou enrichies ;
- 500 enseignants/formateurs formés ;
- 10 % d'augmentation des effectifs étudiants d'ici 2030 ;
- 50 % des étudiants des ENSA concernés par les nouveaux modules ;
- 100 enseignants-chercheurs en doctorat ;
- 20 % des professionnels touchés par la formation continue ;
- 2 nouvelles formations inscrites au répertoire spécifique par an.

ENSA·P
écoles nationales supérieures d'architecture et de paysage

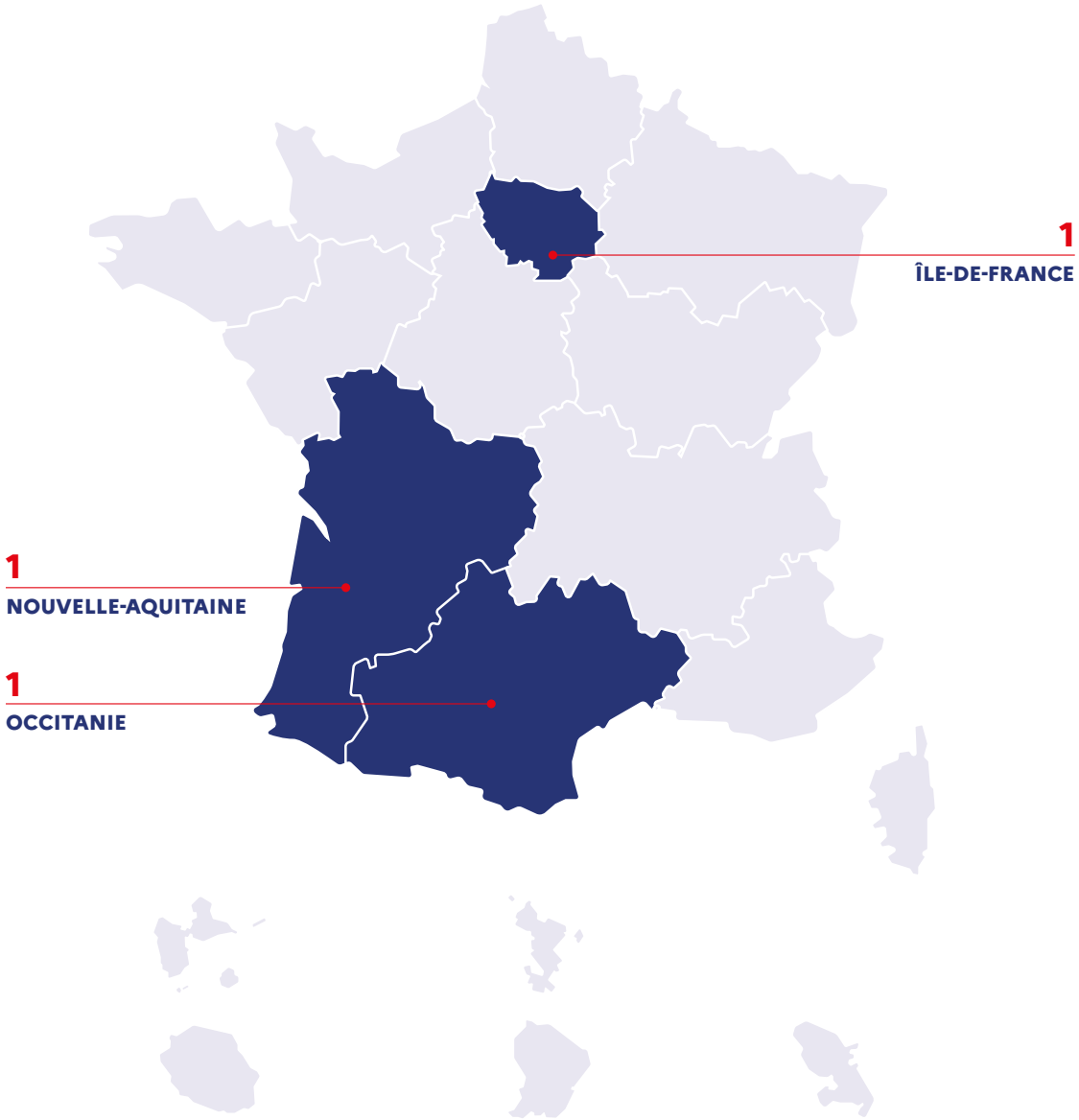
transitions.archipaysage@rouen.archi.fr
ensa-normandie.fr

RETOUR SOMMAIRE

OBJECTIF

Prendre toute notre part à l'aventure spatiale

3 PROJETS
pour former aux besoins de la filière spatiale



ÎLE-DE-FRANCE
- SPACE-IDF

NOUVELLE-AQUITAINE
- UB2030 - CAP BIOSPACE

OCCITANIE
- COMETES

RETOUR **SOMMAIRE**

ACADÉMIE SPATIALE D'ÎLE-DE-FRANCE



© DR - Académie Spatiale d'Île-de-France

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Prendre toute notre part à l'aventure spatiale

THÉMATIQUE :
Aventure Spatiale

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris-Saclay

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Paris-Saclay, Sorbonne Université,Université Paris Science Lettre, Université Paris Cité, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne, Institut Polytechnique Paris, Office National d'Études et de Recherches Aérospatiales, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines

COÛT TOTAL DU PROJET :
51 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
21 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

L'objectif du projet consiste à renforcer la formation dans le secteur de la recherche et de l'industrie spatiale dans un contexte d'évolution importante du domaine et de l'émergence d'une plus grande diversité des métiers et des pratiques.

Les efforts porteront sur :

1. Une meilleure harmonisation et lisibilité de l'offre de formation en Île-de-France et des passerelles existantes afin d'améliorer leur attractivité.
2. Une meilleure connaissance par les étudiants des opportunités professionnelles dans ce domaine et l'accès au plus grand nombre incluant les carrières féminines et les formations courtes.
3. L'amélioration de la synergie entre le monde académique et le monde socio-économique avec une plus forte implication des industriels dans les contenus des formations, l'alternance, la formation doctorale mais également la mise en place d'échanges autour des évolutions importantes du secteur.
4. Une amélioration des moyens pour les étudiants et notamment l'ouverture à l'international et l'accès à des plateformes techniques et numériques mutualisées.
5. La formation par la recherche dans les laboratoires à tous les niveaux dans le cadre de l'alternance et des thèses de doctorat.
6. Le lancement de nouvelles formations répondants aux évolutions du secteur.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé est large. Il débute par la sensibilisation et l'aide à l'orientation des futurs bacheliers. Le projet concerne les formations courtes génériques (Bac +2/3) dont l'industrie spatiale est en manque. Les efforts concernent également les étudiants de 3e cycle en master et en doctorat.

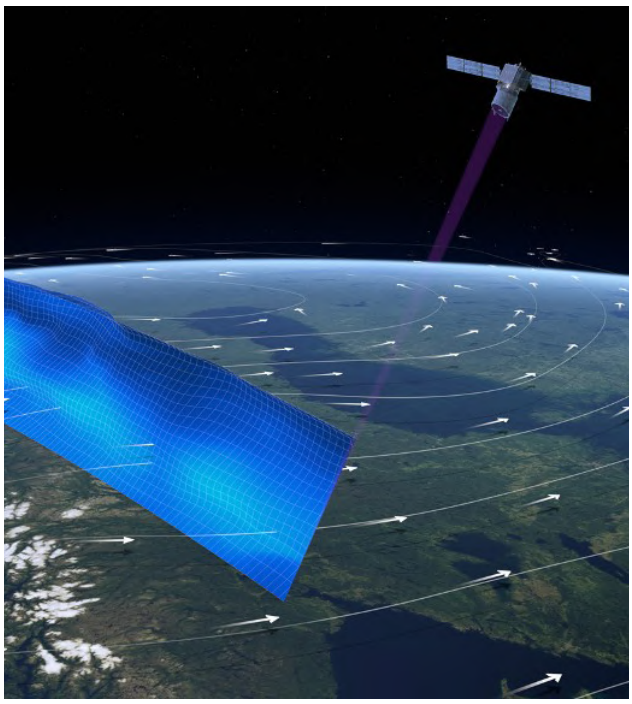
LE PROJET

Le projet propose :

1. De développer un portail sur les formations, les métiers, et leurs évolutions avec des témoignages des acteurs du domaine spatial.
2. D'organiser des challenges pour les étudiants.
3. D'organiser des événements sur la formation et les métiers sur le territoire.
4. De développer des modules de formations et de certification pour les Bac +2/3.
5. De proposer pour les étudiants des séjours à l'étranger et de sites industriels.
6. De proposer des financements pour la formation par la recherche dans les laboratoires (contrats d'alternance et allocations doctorales).
7. D'ouvrir de nouvelles formations niveau master.
8. D'organiser des journées scientifiques sur les techniques en émergence.
9. De développer des plateaux techniques mutualisés destinés à la formation.

LES IMPACTS ATTENDUS

500 000 étudiants seront potentiellement sensibilisés aux métiers en lien avec les thématiques du spatial dans le cadre de leur orientation vers des études supérieures au cours des prochaines 5 années et plusieurs milliers via les salons.



© DR - Académie Spatiale d'île-de-France

Nous visons la sensibilisation au spatial et la certification d'environ 1 000 étudiants Bac +2/3 en formation initiale concernant l'applicabilité de leur spécialité de base au domaine de l'industrie spatiale et plusieurs centaines d'étudiants pourront bénéficier d'un contrat d'alternance dans les 5 ans à venir. **Environ 2 000 étudiants de master en formation initiale seront concernés par des séjours pédagogiques ou l'accès à des plateformes dédiées aux techniques spatiales.** Environ 200 étudiants bénéficieront d'allocation au cours du projet pour poursuivre en thèse de doctorat dans les meilleurs laboratoires et entreprises du domaine.

Une vingtaine de formations en master seront concernées par ces initiatives. 2 masters 1 spécifiques viendront compléter des formations existantes en master 2.

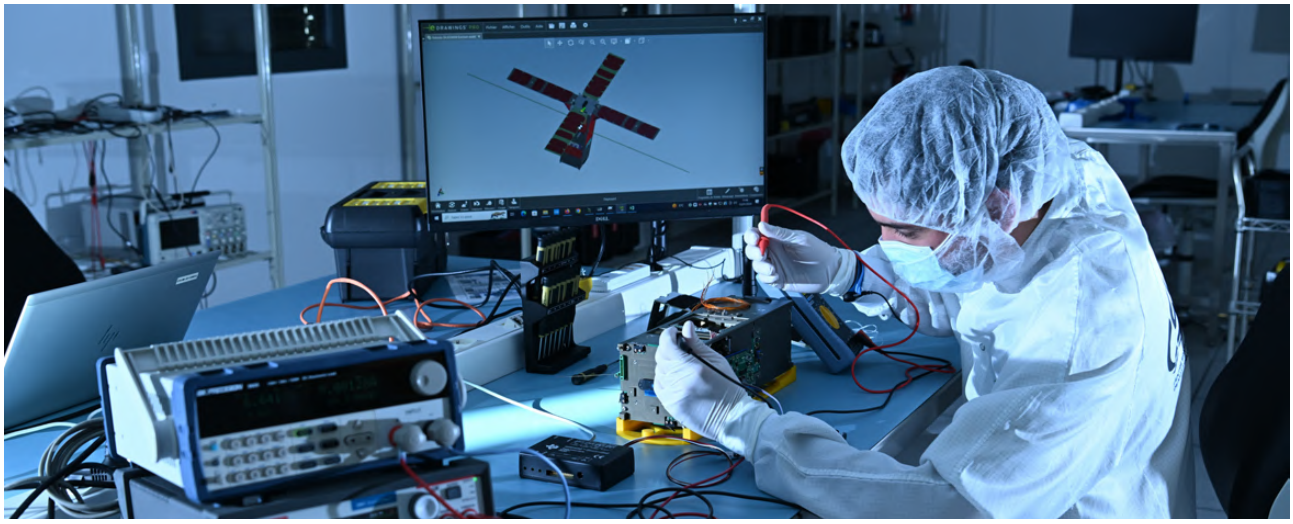
Deux nouvelles formations en master 2 liant technologies et business seront proposées pour 30 étudiants par an.

Académie Spatiale d'île-de-France

philippe.keckhut@latmos.ipsl.fr

RETOUR SOMMAIRE

COMPÉTENCES ET MÉTIERS POUR L'ESPACE (COMETES)



© Jean-Michel MART Midi Libre

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Prendre toute notre part à l'aventure spatiale

THÉMATIQUE :
Aventure spatiale

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Toulouse

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ISAE-SUPAERO, Université Grenoble Alpes, Université Côte d'Azur, Université de Montpellier, ISAE-ENSMA, Bordeaux INP, École de l'Air et de l'Espace, ESTIA, Observatoire Côte d'Azur, Toulouse INP, CNES, ONERA, Région Occitanie, Airbus Defence and Space, Ariane Group, COMAT, Région Nouvelle-Aquitaine, ISAE-Supméca, Grenoble INP, fondation Van Allen

COÛT TOTAL DU PROJET :
45,44 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
20 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France

Apprentissage hybride

(06, 13, 31, 33, 34, 38, 64, 86, 93)

L'AMBITION

COMETES s'inscrit dans la continuité du diagnostic DECSO, réalisé par Aerospace Valley en 2023, qui soulignait le besoin d'accroître l'offre post-Bac pour former des techniciens et opérateurs, tout en confirmant que l'essentiel du besoin du secteur spatial concerne le niveau ingénieurs/masters.

Toute nouvelle action de formation doit s'adapter à **la nouvelle démographie de la filière,** qui se voit dynamisée par l'essor de startups et PME. Il faut également permettre la montée en compétences des jeunes diplômés et des personnels expérimentés.

COMETES propose des dispositifs d'attractivité et de formation en symbiose avec les besoins en recrutement des principaux bassins d'emploi du secteur en France.

L'ambition du projet COMETES est d'augmenter le volume des formations d'excellence existantes et de créer de nouveaux parcours, pour suivre l'évolution des besoins et préparer aux nouveaux métiers du spatial liés au New Space. COMETES répondra aux enjeux de l'espace durable et de la transition écologique.

LE PUBLIC VISÉ

Les publics ciblés par les actions de sensibilisation seront **le grand public, les scolaires et les étudiants en formation initiale (Bac à Bac +8), ainsi que les enseignants et formateurs.** COMETES développera des formations thématiques certifiantes et diplomantes, ciblant un public de techniciens supérieurs, ingénieurs et chercheurs, ainsi que les futurs leaders du spatial : managers et cadres supérieurs.

COMETES proposera des formations courtes à destination de professionnels en reconversion.

LE PROJET

COMETES est un dispositif de formation complet, appuyé sur des formations académiques, et comprenant deux dispositifs transversaux innovants : une constellation de nanosatellites école et un portefeuille de solutions digitales. COMETES se décline en six lots d'actions (WP) fonctionnant en synergie :

- **WP1 :** Élargir, diversifier, et féminiser le vivier d'apprenants en démultipliant les voies d'accès aux métiers du spatial, en lien avec plusieurs CMQE ;
- **WP2 :** Adapter et renforcer l'offre de formation initiale en ingénierie système, structures spatiales, télécoms, surveillance de l'espace, lanceurs et accès à l'espace ;
- **WP3 :** Renforcer l'offre de formation continue pour favoriser les mobilités inter-industrielles et répondre aux besoins du marché (compétences mixtes entre technique, innovation et entrepreneuriat) ;
- **WP4 :** Structurer un dispositif transversal de formation par projet aux métiers de l'ingénierie des systèmes spatiaux ;
- **WP5 :** Développer, déployer et pérenniser des solutions digitales mutualisées, pour l'enseignement hybride ou asynchrone ;
- **WP6 :** Mettre en œuvre et évaluer la stratégie commune.

COMETES sensibilisera le public aux opportunités du Nouvel Espace, en favorisant la diversité, en formant la prochaine génération de professionnels responsables et désireux de contribuer à la transition écologique.



© International Space Station (ISS)

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous formerons 11 000 apprenants en 5 ans et créerons une dizaine de parcours, en formation initiale et continue. 300 000 personnes seront sensibilisées. COMETES permettra la création d'un parcours sur les communications optiques et classiques, de parcours en propulsion (lanceurs et transport spatial).

Nous formerons des ingénieurs responsables, capables d'appréhender les besoins liés à l'accès à l'espace et à la propulsion dans le contexte du Nouvel Espace et de la transition écologique : réutilisation, micro-lanceurs. La formation à l'analyse de cycle de vie et à l'impact des opérations de lancements sera étroitement liée aux cours de conception.

Des cours dédiés à l'analyse du cycle de vie permettront de former des ingénieurs conscients des verrous existants aujourd'hui. Des modules d'enseignement seront développés en commun entre les établissements (big data, ingénierie système, lanceurs).

L'apprentissage en autonomie des étudiants sera développé par la mise à disposition d'outils numériques (Aerospace Digital Nuggets, jumeaux numériques). L'approche par projet sensibilisera également les étudiants à la complexité des problématiques transverses abordées.

COMETES

thibault.bremaud@isae-supaero.fr

RETOUR SOMMAIRE

ENSEIGNEMENT DE BIOLOGIE-SANTÉ POUR L'EXPLORATION DE L'ESPACE ET DES MILIEUX EXTRÊMES (UB2030-CAP BIOSPACE)



© Seamus-Thierry_Novespace

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Prendre toute notre part à l'aventure spatiale

THÉMATIQUE :
Aventure spatiale

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Bordeaux

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Bordeaux, Université Aix-Marseille, Université de Caen, Université de Bourgogne, Université Toulouse 3 Paul Sabatier, Université de Montpellier, Université de Rennes 2, Université Jean Monnet Saint-Étienne, Université de Lorraine, Université Clermont Auvergne, Sorbonne Université, Université Paris Cité, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines/Université Paris Saclay, CNRS, IFREMER, MEDES, Ethospace, Way4Space

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,41 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Île-de-France, Occitanie, Provence- Alpes-Côte d'Azur, Grand Est, Bretagne et Normandie

L'AMBITION

Demain, l'exploration humaine de l'espace devra intégrer les nouveaux paradigmes que sont la prise en charge d'un support-vie et de leur « urbanisation » et les paramètres de santé pour une présence durable sur la Lune et pour une population plus diverse en orbite basse.

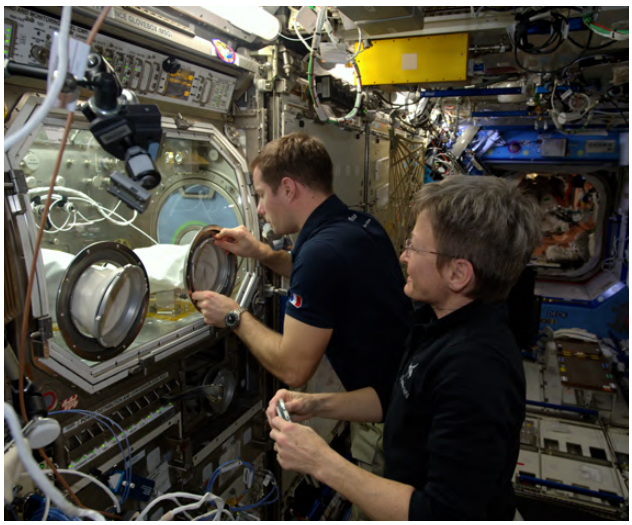
Porté par l'université de Bordeaux aux côtés de plus de 20 partenaires académiques et industriels, BIOSPACE vise à structurer une filière d'enseignement pluridisciplinaire pour l'exploration humaine de l'espace et des milieux extrêmes terrestres. Il complète les formations existantes des autres programmes spatiaux. Essentiel pour former des professionnels capables de répondre aux défis de l'exploration humaine de l'espace et des milieux extrêmes, il vise à renforcer les compétences françaises et européennes en biologie-santé spatiale et à maintenir leur rôle clé dans les programmes mondiaux d'exploration. Le projet prévoit de former des professionnels de santé, ingénieurs, biologistes, agronomes, écologues et nutritionnistes, les futurs acteurs des laboratoires et entreprises de biotechnologie. Les enseignements concernent les savoirs nécessaires pour survivre, manger et adapter les performances humaines à ces milieux extrêmes et garantir la santé pendant et après les vols (physiopathologie et effets des radiations). **Ces compétences acquises incluront la conception de projets en réseau, l'entrepreneuriat, et la communication.**

LE PUBLIC VISÉ

BIOSPACE contribuera à la formation de 500 étudiants sur 5 ans :

- 300 étudiants Bac +3 des filières biologie santé et staps ;
- 75-100 étudiants Bac +5 (Master2 BIOSPACE) ;
- 9 à 18 Bacs +8, PhD ;
- 300 personnes en formation permanente (dont 60 enseignants du secondaire) ;

et la sensibilisation de 3 000 lycéens de filières classiques et agricoles via des ateliers et des dispositifs multidisciplinaires.



© ESA/NASA

LE PROJET

BIOSPACE structure une formation innovante et interdisciplinaire via la :

- Sensibilisation à la biologie spatiale auprès des lycéens et de leurs enseignants par des ateliers et des rencontres inspirantes ; création de mallettes pédagogiques pour des approches multidisciplinaires (sport-sciences de la vie-physique/chimie) ;
- Spécialité spatiale, UE « Recherche-Projet » en réseau interuniversitaire pour former les étudiants aux méthodologies expérimentales multidisciplinaires (niveau L3-M1 de biologie, Staps ou des parcours de médecine et pharmacie) ;
- Création du master 2 BIOSPACE (ouvert à l'apprentissage et formation continue). Dans une perspective translationnelle (du laboratoire à la station spatiale) et interdisciplinaire, il donnera les compétences nécessaires à l'intégration des étudiants dans les filières de l'exploration humaine de l'espace ou l'utilisation de l'espace pour les biotechnologies. Ce master inclura des modules spécialisés sur l'entreprenariat et des visites d'installations de simulation sol et d'entreprises du spatial ;
- Allocations doctorales, (18 thèses cofinancées) en collaboration avec des entreprises et agences ;
- Capsules numériques pour des éclairages ciblés (concepts clés, découvertes récentes) à destination des étudiants et professionnels de la filière ;
- Aide à la création de nouveaux enseignements de biologie spatiale ;
- Internationalisation de ces formations.

LES IMPACTS ATTENDUS

Biospace formera 60 enseignants du secondaire et 3 000 lycéens aux enjeux de la biologie spatiale par des ateliers et des mallettes pédagogiques, permettant une sensibilisation par l'expérience aux approches multidisciplinaires (biologie-sport-physique) et à la démarche scientifique.

Biopsace s'intègrera dans les formations de licences et études de médecine et pharmacie des partenaires académiques par la proposition d'UE spécifiques et stages en mode élaboration et conduite de projet en réseaux sur des thématiques en santé, activité physique et performance, conception et production du support-vie pour l'espace et en milieux extrêmes.

Nous formerons 75-100 étudiants de master à la biologie spatiale sur les volets de santé et de biologie nécessaires à l'exploration humaine de l'espace. Ils pourront poursuivre des carrières dans les entreprises de biotechnologie ou dans la recherche via le doctorat. Les étudiants auront accès à des plateformes du spatial et à des séjours pédagogiques. Des modules « création d'entreprise et management » sont intégrés aux enseignements. La formation sera ouverte à l'apprentissage.

Nous proposerons 18 cofinancements de thèse dans les domaines de recherche couverts par Biospace.

Enfin nous apporterons une spécialisation en biologie spatiale à 300 ingénieurs du spatial ou des biotechnologies des entreprises par des formations à distance validantes.

BIOSPACE université de BORDEAUX

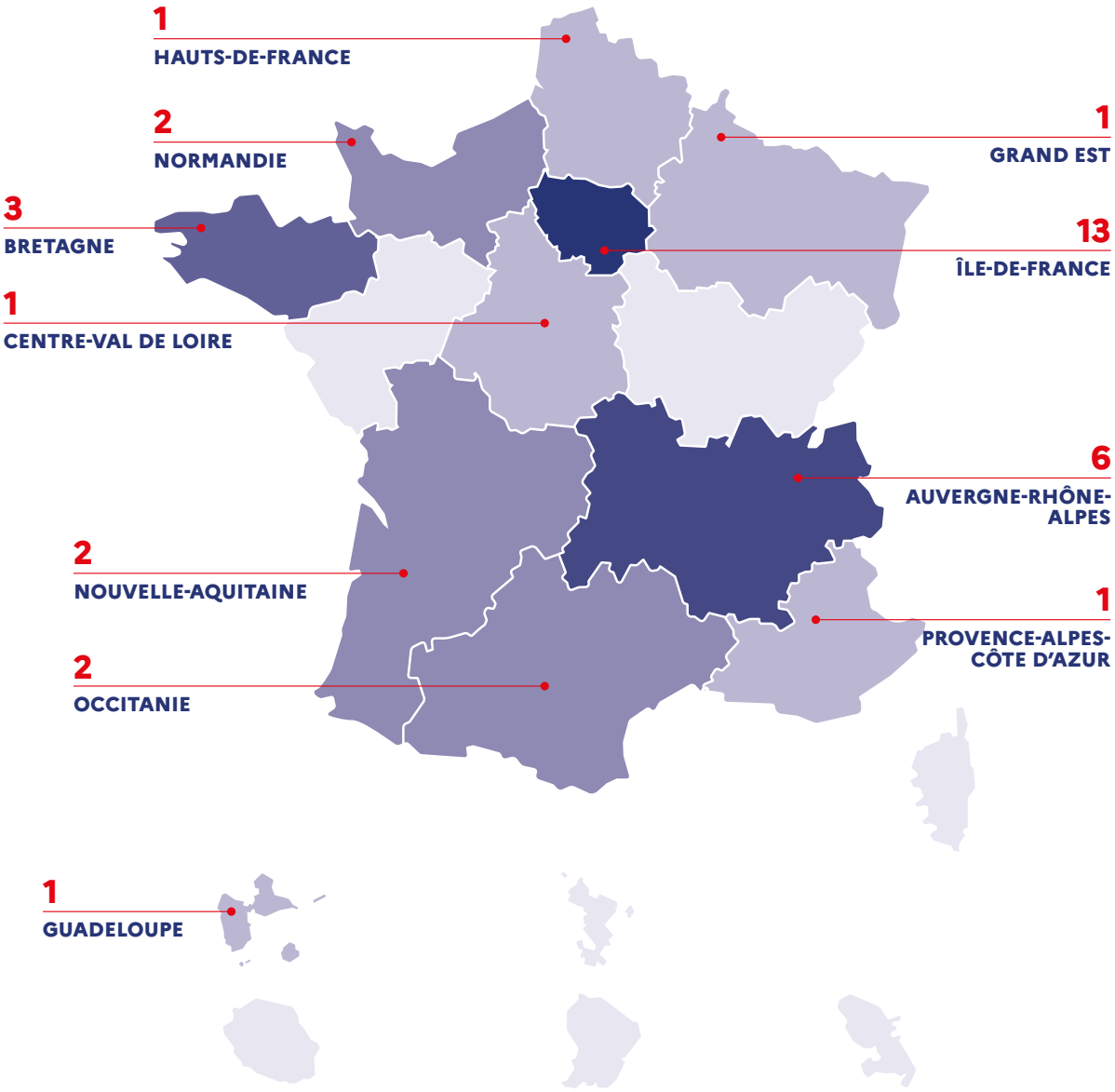
cma.cap.biospace@u-bordeaux.fr
u-bordeaux.fr

RETOUR SOMMAIRE

LEVIER

Souveraineté Numérique

33 PROJETS
pour former aux besoins numériques



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- CyberSkills@UGA
- EFELIA-MIAI
- INFORISM
- LaTêteDansLes Nuages@UGA
- QuanTEdu-France
- verIT

BRETAGNE
- CyberSkills4All
- RIS3
- TIARe

CENTRE-VAL DE LOIRE
- CyberINSA

GRAND EST
- CyMoVE

GUADELOUPE
- CyberEDAntilles

HAUTS-DE-FRANCE
- Cyber-Indus

ÎLE-DE-FRANCE
- AccelAILearning@HiPARIS
- Adopt'IA
- AISorb
- CAIRE
- EFELIA-PRAIRIE
- FEMA
- IMTFor5G+
- MACMIA
- SaclAI-School
- SORBONNE.AI
- TAL CYB
- TCE
- TechPourToutes

NORMANDIE
- CYRCE
- NORMANTHIIA

NOUVELLE-AQUITAINE
- UB2030 - CAP IA
- Verdinum

OCCITANIE
- EFELIA-ANITI
- OSMOSE

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- EFELIA Côte d'Azur

RETOUR **SOMMAIRE**

IMTFOR5G+



© DR - IMTFor5G+

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
5G et futures technologies de réseaux de télécommunications

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Mines-Télécom (IMT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
EURECOM, Fédération Française des Télécoms (FFT), Cap Digital, Alliance Industrie du Futur (AIF), Orange, Weaccess Group, Alsatis, Infovista, NXP Semiconductors France, Ericsson France, Thales, Clever Cloud

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,63 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T1/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne, Pays de la Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Enclenchée par la 5G, l'évolution des technologies numériques amène une réécriture complète des infrastructures de communication, traitement de données et services, intégrant communications mobiles, réseaux d'acheminement, data center et cloud. Il en résulte un potentiel élevé de création d'infrastructures et de services d'une complexité et d'une diversité nouvelle. **Cette évolution demande la mise au point de technologies matérielles et logicielles**, la conception d'architectures complexes, de modalités sûres de pilotage, et de nouveaux modèles économiques.

IMTFor5G+ vise à déployer une offre souveraine de formations diplômantes et certifiantes sur l'ensemble du territoire national au plus près des entreprises avec pour points saillants :

- Travailler avec les partenaires à la définition des besoins en compétences ;
- S'adapter aux temps de chacun en développant des ressources pédagogiques en ligne ;
- Créer des parcours de formation initiale (ingénieur manager), de spécialisation (double compétence) et continue (actualisation) associant technologie, système, usage, économie ;
- Former des acteurs aptes à prendre en compte les défis de sobriété énergétique ;
- Sensibiliser et attirer les talents avec des actions auprès du grand public, collégiens, lycéens et étudiants et leurs enseignants ;
- Sensibiliser les dirigeants des entreprises utilisatrices, PME et ETI, et former leurs personnels.

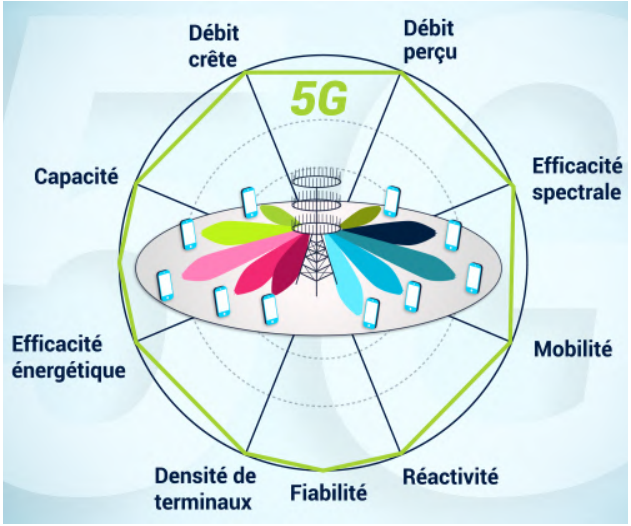
LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent principalement à des étudiants en formation d'ingénieur ou en master, à des ingénieurs en activité ou en reconversion dans les secteurs numériques ou dans les secteurs applicatifs (transport, santé, énergie, etc.) utilisateurs potentiels de la 5G.

Le projet concerne également les doctorants et les techniciens supérieurs (niveau Bac +2/3).

LE PROJET

- **Élaboration d'une cartographie des métiers** liés à la 5G et établissement d'un référentiel de compétences ;
- **Création d'un pôle d'innovation** pour développer une offre de formations fortement professionnalisantes en lien étroit avec les transformations du secteur des réseaux apportées par la 5G+ avec l'évolution subséquente de l'écosystème du secteur ;
- **Mise en place d'un LMS ;**
- **Spécification et mise en place de plateformes 5G** pédagogiques utilisables pour des travaux pratiques et des projets d'étudiants ;
- **Création d'une base de cours** sur les aspects clés de la 5G ;
- **Renforcement des enseignements** sur les technologies liées à la 5G et leurs évolutions ;
- **Création de sessions de formations continues** certificatives (en ligne et en présentiel).



© DR - IMTFor5G+

LES IMPACTS ATTENDUS

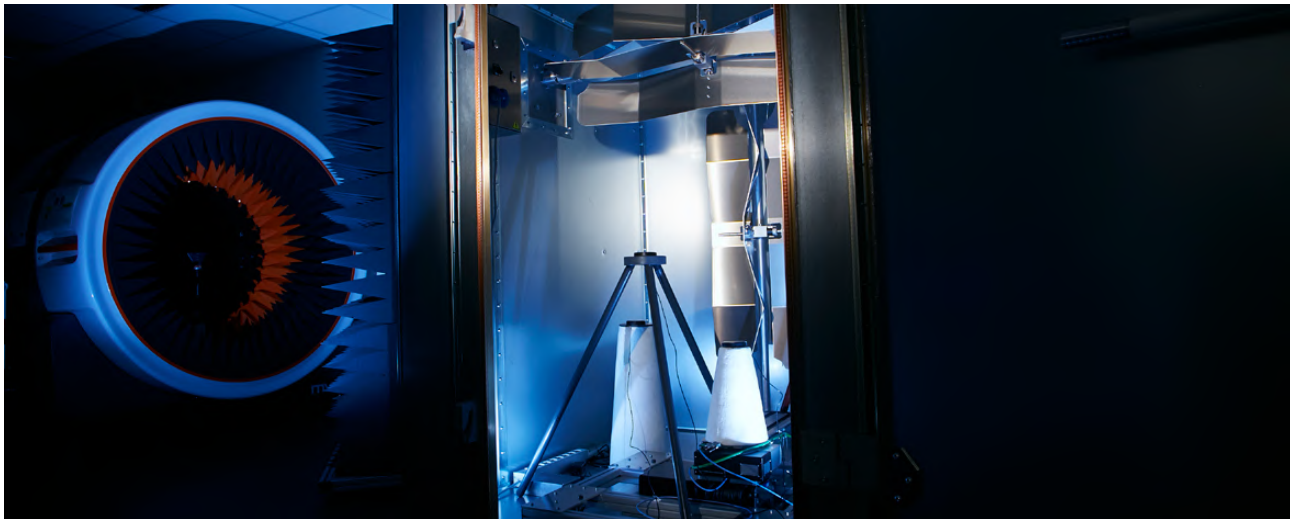
- **Création d'un mastère spécialisé ;**
- **Renforcement et modernisation** de 4 mastères spécialisés, 9 formations d'ingénieurs dont 3 en apprentissage et 1 en formation continue, 3 masters en sciences, un master en science de gestion à partir de 2026 ;
- **Renforcement d'une formation doctorale ;**
- **Création de formations certifiantes et 3 formations qualifiantes ;**
- **Création de parcours de formation en ligne ;**
- **2 600 personnes formées** à fin 2028 en formation initiale et 7 000 en formation continue (en présentiel ou en ligne) ;
- **Plus de 60 000 personnes sensibilisées.**

Institut Mines-Télécom

xavier.lagrange@imt-atlantique.fr
imt.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

RIS3



© DR - RIS3

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
5G et futures technologies de réseaux de télécommunications

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut National des Sciences Appliquées de Rennes (INSA Rennes)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CentraleSupélec Rennes, INSA Rennes, Université de Rennes, IRT b<>com.

COÛT TOTAL DU PROJET :
13,44 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,85 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

Les réseaux de communications sont la colonne vertébrale de la transformation numérique de notre industrie et de notre société.

En tant que support de la transmission et traitement de l'information, ils sont présents dans l'ensemble des domaines applicatifs de l'industrie ; de la voiture autonome et la ville intelligente aux secteurs de la santé, du spatial, de la défense et de la gestion de l'énergie. À ce titre, le secteur des télécommunications constitue un domaine clef de souveraineté nationale et européenne.

Cependant la filière des infrastructures numériques doit faire face à plusieurs défis :

1. Les capacités de formation initiales et par apprentissage sont insuffisantes.
2. La formation continue doit s'intensifier pour permettre l'adaptation à une évolution rapide des technologies.
3. La formation de hauts profils scientifiques doit permettre d'anticiper la conception des réseaux du futur, de façon à assurer une souveraineté française sur un domaine clef.
4. Le déploiement de ces technologies dans les réseaux privés (notamment dans les organismes d'importance vitale) va multiplier le besoin de ressources formées pour maintenir en conditions opérationnelles ces réseaux.
5. l'offre de formation en télécommunication doit gagner en visibilité afin d'avoir un impact notable sur le secteur, notamment en intégrant la contrainte énergétique comme critère de conception.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations qui seront dispensées dans le cadre du projet RIS3 s'adressent aux étudiants en formation initiale sous statut d'étudiant, aux étudiants sous statut d'apprenti et aux professionnels avec la formation continue. **Les niveaux de formation visés vont du Bac +3 au Bac +8 (doctorat).**

LE PROJET

Le projet RIS3 a pour objectif de maintenir un très haut niveau d'expertise dans la conception des réseaux du futur et des techniques de communication disruptives afin de maintenir en France un savoir-faire important sur ce secteur clef.

Dans ce contexte, le projet CMA RIS3, porté par l'INSA Rennes et rassemblant un consortium de 7 formations de l'Université de Rennes, CentraleSupelec et l'IRT b<>com, se fixe 6 actions :

- **Action 1 :** Créer une école universitaire de recherche pour rendre plus visible et structurer l'offre de formation en télécommunication et infrastructures numériques et former des experts de la conception des réseaux du futur.
- **Actions 2, 3 et 4 :** Former les étudiants du Bac+3 au Bac+5 et en apprentissage aux réseaux intelligents, sécurisés, souverains et soutenables, notamment dans les doubles expertises (sécurité, IA, data) et à l'impact des infrastructures numériques sur le développement durable, notamment avec le cycle de vie des éléments d'un réseau.
- **Action 5 :** Former les professionnels sur le développement de nouvelles compétences spécifiques 5G en englobant des problématiques de soutenabilité et de sécurité.
- **Action 6 :** Renforcer l'attractivité de la filière en mettant en place des actions à destination des lycéens, en attirant les talents et mettant en avant les exemples de carrières féminines.



© DR - RIS3

LES IMPACTS ATTENDUS

Le succès de ce projet repose en grande partie sur l'attractivité, la lisibilité et la visibilité de nos formations en infrastructures numériques auprès des étudiants post-Bac mais aussi à l'étranger.

Sur ce point, le critère du nombre d'étudiants intégrant la graduate school sera important pour la réussite du projet. D'autre part, la réflexion autour de la mise en place de la « graduate school » devrait conduire à restructurer certains masters à l'échelle du site Rennais.

À la fin du projet, une « graduate school » sur la thématique des réseaux du futur devrait avoir vu le jour sur le site Rennais, de nouvelles formations continues sur ce thème (au moins 2) seront mises en place et la modernisation de 3 formations par apprentissage et 4 formations initiales sera engagée d'ici la fin du projet.

En particulier, à l'issue du projet, le nombre d'étudiants inscrits en M1/M2 dans le programme RIS3 devrait être d'au moins 50 par an, le nombre de docteurs RIS3 (action 1) d'au moins 20 par an, le nombre d'étudiants BUT intégrant l'industrie (action 2) d'au moins 20 par an, le nombre d'étudiants BUT en poursuite d'étude (actions 2 et 3) supérieure à 20 par an, le nombre de personnes formées en formation continue (action 5) d'environ 60 par an, et un accroissement de 10 % du nombre de filles inscrites dans les formations.

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

philippe.mary@insa-rennes.fr

RETOUR SOMMAIRE

LATÊTEDANSLESNUAGES@UGA



© DR - LaTêteDansLesNuages@UGA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cloud

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
MCF Université Grenoble Alpes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Fabienne Boyer (UGA), Gérard Forestier (UGA), Thomas Ropars (UGA), Yves Deneulin (Grenoble INP), Emilie Velazquez-Guy (CMQ IED Drôme Ardèche), Eric Mallet (GRETA Ardèche-Drôme), Pauline Lacour (Campus Numérique in the Alps), Hubert Dubois (CEA), Frédéric Desprez (INRIA Rhône-Alpes), Pierre-Yves Gibello (OW2), Philippe Arnaud (AVISTO), Raphaël Durrenberger (DELL Technologies), Corinne Tayol (ORANGE), David Clément (PADOK), Nithida Vialle (VATES), Gilles Moreau (VERKOR), Sébastien Chassande (CGI)

COÛT TOTAL DU PROJET :
9, 89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Le domaine du Cloud se caractérise par un marché tendu en termes d'emploi.

Cette situation est particulièrement critique dans la Région Rhône-Alpes, réputée pour la richesse de son écosystème numérique.

Un sondage, réalisé dans le cadre du projet auprès d'entreprises du bassin grenoblois, met en évidence une très forte difficulté à recruter, ainsi que des besoins prévisionnels massifs de recrutement de techniciens et ingénieurs Cloud (900 recrutements planifiés dans les 5 ans à venir pour 70 entreprises sondées).

Par ailleurs, les besoins en termes de formation de public non expert sont également critiques pour favoriser l'adoption généralisée du Cloud dans les entreprises. Pour répondre à ces défis, **le projet LaTêteDansLesNuages@UGA poursuit trois principaux objectifs :**

1. Renforcer l'offre de formation d'experts Cloud (allant de Bac à Bac +8) pour mieux couvrir le spectre des compétences métier attendues par les entreprises.
2. Rendre les formations Cloud plus attractives.
3. Contribuer à généraliser l'usage du Cloud au travers d'actions ciblant le public non expert.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations considérées dans le projet LaTêteDansLesNuages@UGA seront accessibles pour des publics allant **du Bac pro à Bac +8, en formation initiale, continue, en alternance ainsi qu'en reconversion.**

LE PROJET

- **Objectif 1**

Pour amplifier les formations d'informaticiens experts en Cloud computing, le projet LaTêteDansLesNuages@UGA adopte une approche novatrice : **mutualiser, à l'échelle de l'académie de Grenoble, les efforts, les supports pédagogiques et les plateformes Cloud utilisées par les formations informatiques.**

Cette mutualisation s'appuie sur une structure opérationnelle dédiée, chargée d'expérimenter et mettre en œuvre des projets pratiques de manière fédérée pour les enseignants, et sur une offre de plateformes Cloud académiques partagées, représentative des modèles actuels (privé, public, hybride).

- **Objectif 2**

Pour renforcer l'attractivité des formations Cloud, le projet comprend un ensemble d'actions, à court terme pour les étudiants du supérieur, et à long terme pour l'ensemble des élèves des collèges et lycées de l'académie de Grenoble.

En sus, le projet met l'accent sur la formation de personnes en reconversion et la formation continue, en proposant des modules de montée en compétences (upskilling et reskilling), ouvrant la voie à l'obtention de certifications Cloud.

- **Objectif 3**

Pour favoriser l'adoption généralisée du Cloud, le projet propose **des actions de sensibilisation et de formation de public non expert**, ainsi que la mise à disposition de MOOC auprès d'étudiant.e.s des domaines tertiaires, de personnels administratifs et d'ingénieurs d'autres disciplines.



© DR - LaTêteDansLesNuages@UGA

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre de formations amplifiées/modernisées à l'horizon 2029 :

- 18 formations en informatique (15 diplômantes, 3 certifiantes). Nombre de formations accessibles en FI (formation initiale) : 13 ;
- Nombre de formations accessibles en FC (formation continue/apprentissage) : 15 ;
- Nombre de personnes formées au Cloud à l'issue du projet (2029) : 3 850 ;
- Nombre de personnes sensibilisées au Cloud à l'issue du projet (2029) : 1 000 000.

Liste des formations impliquées par établissement :

UGA (BUT Informatique Grenoble, BUT Réseau-Télécom Grenoble, BUT Informatique Valence, BUT Réseau-Télécom Valence, Licences & Masters Informatique, Master MIASHS) , Grenoble INP (Écoles d'ingénieur ENSIMAG & POLYTECH), Co-habilité UGA/Grenoble INP (Master of Science International Grenoble - MoSIG), Campus Numérique in The Alps (RNCP 5 & 6 Informatique), CMQ IE / Informatique Électronique de Demain (Lycées & collèges Ac. De Grenoble, Qq Lycées et collèges Ac. De Lyon, BTS CIEL), Greta Ardèche-Drôme (BUT 3 RT parcours Cybersécurité en partenariat IUT Valence, BTS SIO Titre Pro TAI, Mention Complémentaire Cybersécurité).

UGA Université Grenoble Alpes

cma-cloud@univ-grenoble-alpes.fr
im2ag.univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

ACCELAILEARNING@HIPARIS



© DR - AccelAILearning@HiPARIS

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Polytechnique de Paris (IP Paris)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Institut polytechnique de Paris, École polytechnique (l'X), ENSTA Paris, ENSAE, HEC Paris, Telecom Paris, Telecom SudParis

COÛT TOTAL DU PROJET :
18,03 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7,77 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le projet AccelAILearning@Hi!PARIS porté par l'Institut polytechnique de Paris, les 5 écoles d'ingénieurs le composant et HEC Paris s'inscrit pleinement dans l'effort national de formation à l'intelligence artificielle.

Ce projet s'appuie sur le centre interdisciplinaire Hi! PARIS créé en 2020 par l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) et HEC Paris, rejoints par l'Inria Saclay. Grâce au mécénat d'envergure de sept entreprises, l'objectif du centre est de favoriser une fertilisation croisée entre sciences fondamentales, technologies, management et sciences sociales, et de stimuler des interactions entre chercheurs, étudiants et organisations. L'ambition est de créer un centre de rang mondial en sciences des données et intelligence artificielle au service de la Science, de l'Économie et de la Société.

Ce centre rassemble plus de 200 professeurs et enseignants-chercheurs. Les étudiants des différentes écoles sont formés à l'IA et à la science des données pour devenir des spécialistes de l'IA dans différents domaines d'application ou des ingénieurs généralistes formés à l'IA.

Grâce au financement France 2030 de l'AMI-CMA, AccelAILearning@Hi!PARIS permet d'accroître notre contribution à l'effort national de formation, dès la rentrée 2022.

Il permet également à un large public de s'acculturer à l'IA, ses applications ainsi qu'aux problématiques sociétales liées à l'IA.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations bénéficiant du financement CMA s'adressent à des étudiants préparant des diplômes de niveaux bac + 5 (ingénieur de l'X, ENSAE, ENSTA, Télécom Paris, Télécom SudParis, Master, MSc&T, double diplôme et diplômes joints X-HEC) et Bac +3 (BSc).

Les activités annuelles organisées par Hi! PARIS s'adressent à un public d'étudiants plus large (Bac +3 à > Bac +5, PhD et professionnels).

Le MOOC Hi! PARIS sur les enjeux business et sociétaux de l'IA sera proposé au grand public.

LE PROJET

Le projet AccelAILearning@Hi! PARIS vise à former massivement les étudiants à l'IA.

Tout d'abord, le nombre d'étudiants diplômés sera accru :

- Dans les cursus spécialisés en IA : Master Data & IA et Master Data Science de l'IP Paris, diplômes d'Ingénieur de l'ENSAE, ENSTA, Télécom Paris (TP), Télécom SudParis (TSP), MSc&T de l'X ;
- Dans les spécialisations nécessitant une formation à l'IA (IA+X) : diplômes joints X-HEC MSc&T Data Science for Business (DSB) et le MSc Entrepreneurs-track IA, les spécialisations des écoles d'ingénieur ENSTA, TP, TSP comprenant une majeure en IA (robotique, cybersécurité, transports…), et de l'ENSAE ;
- Les étudiants des cursus Ingénieur (hors spécialisation IA), les doctorants se verront proposer à partir de 2024 une certification en IA dont les enseignements seront délivrés via différents médias ;
- Un programme d'acculturation ou d'approfondissement sera déployé afin d'encourager des vocations à poursuivre dans cette discipline ;
- Des activités transverses annuelles d'Hi! PARIS, grâce à la cellule d'ingénierie et la HFactory - infrastructure pédagogique sécurisée unique en France permettant d'expérimenter le plein potentiel des données grandeur nature : Data Bootcamp, Hi!ckathon, Reading groups, Summer School ;
- Le MOOC Hi! PARIS destiné à un large public : il sera mis à disposition gracieusement sur une plateforme libre d'accès en 2024.



© DR - AccelAILearning@HiPARIS

LES IMPACTS ATTENDUS

L'ambition du projet est de passer de 1 300 diplômés par an à 2 200 diplômés d'ici à 2026.

Dès sept 2022, les écoles ont accueilli 219 étudiants supplémentaires dans les formations (FISE et FISA) proposées en spécialisation IA ou IA + X. L'X et HEC ont créé un double diplôme, le MSc&T DSB-MIF (Master Data Science for Business – Master in International Finance).

Les écoles ont enrichi les formations existantes : plus de 2000 apprenants en 2022-2023 ont bénéficié de formations renforcées en mathématiques, informatique, statistiques, IA, data science.

À partir de 2024, une certification en IA sera proposée aux autres étudiants et doctorants des écoles de l'IP Paris.

Le volet acculturation à l'IA est déployé avec l'ambition d'irriguer largement la société.

Les activités annuelles de Hi! PARIS touchent plus de 500 étudiants par an : Data Bootcamp (100 étudiants des écoles de l'IP Paris et d'HEC Paris), Hi!ckathon (+25 % de filles, +300 étudiants représentant 10 universités/écoles différentes), Summer School (115 participants sur le campus d'HEC Paris issus de 33 institutions (écoles et universités) de 9 pays et d'entreprises), Reading groups (thématiques 2023 : Graph Neural Networks, Reinforcement Learning, Federated Learning).

Le MOOC « The AI Odyssey : History, Regulations, and Impact – An European Perspective » permettra de sensibiliser un public encore plus large.

dominique.rossin@ip-paris.fr

RETOUR SOMMAIRE

ADOPT'IA



© DR - Nicolas Grosmond

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Aivancity Paris-Cachan, La Grande École de l'IA et de la Data

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Aivancity, Alliance pour les sciences et la technologie Paris-Cachan, Cité Scolaire Paul Valéry, Pôle Emploi, MEDEF de l'Est Parisien, CPME Val-de-Marne

COÛT TOTAL DU PROJET :
1,94 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,06 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Adopt'IA est un projet global de sensibilisation et de formation aux enjeux de l'IA dans les entreprises françaises. Ci-après les besoins concernant l'adoption de l'IA par les entreprises françaises sur le territoire :

Entreprises non spécialistes

- Formations internes des cadres dirigeant•es et intermédiaires ;
- Programmes courts ;
- Compréhension des cas d'usage de la technologie et de son intégration au sein d'organisations similaires ;
- Diffusion de cas d'usage d'applications concrètes de la technologie, par filières, fonctions et métiers ;
- Recrutement de spécialistes formé-es aux contraintes de leur filière, y compris si cette filière n'est pas a priori réceptive aux contraintes de l'IA.

Collectivités et territoire

- Orientation des futur-es salarié-es vers des métiers IA au sein des PME et ETI sur le territoire ;
- Diffusion de l'IA au-delà des entreprises technologiques
- Connexion entre les centres de recherche et le tissu économique ;
- Effets d'entraînement institutionnels à différents niveaux.

Apprenants•es

- Formations courtes et certifiantes, orientées métiers ou compétences ;
- Formations transversales et hybrides, intégrant les implications stratégiques et ;
- Éthiques (en plus des aspects technologiques)
- Employabilité immédiate et durable ;
- Mise à niveau continue des compétences.

LE PUBLIC VISÉ

Dirigeant-es et cadres intermédiaires des PME et ETI françaises, sur les quatre filières identifiées par l'OPIIEC pour leur potentiel et l'urgence de leurs besoins : services financiers, industrie 4.0, distribution, services aux entreprises.

Soit plus de 10,000 entreprises sur notre territoire et plus de 25,000 sur toute la France.

Autres publics visés, dans une logique de décloisonnement : **apprenant-es internes et externes aux entreprises, étudiant-es et lycéen-nes, demandeur-ses d'emploi.**



© DR - Nicolas Grosmond

LE PROJET

Adopt'IA propose un dispositif de (trans) formation en trois volets :

1. L'identification des cas d'usage IA/Data responsables, les plus répondus et les plus impactant sur la performance des entreprises, débouchant sur la réalisation d'une centaine de capsules vidéo, pour sensibiliser à des cas d'usage de la technologie et de son adoption dans la stratégie des entreprises non spécialistes.
2. La création de 10 MOOCs (Massive Open Online Courses), validés par la certification France compétences d'aivancity "Intégrer la démarche intelligence artificielle dans la stratégie de l'entreprise" qui correspond aux filières identifiées par l'OPINE comme porteuse d'un potentiel maximal pour l'emploi et la compétitivité des entreprises en octobre 2019.
3. La diffusion auprès d'un public large et varié de ces contenus, mis en ligne sur la plateforme aivancityX, permettant un accès ouvert et gratuit à tous ainsi qu'une analyse dynamique de leurs impacts. Au cœur du projet, la diffusion des capsules vidéo permettra de découvrir les atouts de l'IA dans des usages simples, concrets et réels, qui facilitent les fonctions de l'entreprise. Les contenus proposés offriront une triple perspective sur chaque sujet traité : technique, stratégique et éthique.

Le projet nécessite :

- Une montée en capacité de la plateforme de diffusions des cours en ligne ;
- La mise en place d'un studio de tournage au niveau régional.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'impact du projet Adopt'IA est mesuré par sa capacité à sensibiliser ses différents publics aux enjeux opérationnels de l'IA dans les entreprises françaises non spécialistes, et par son impact sur leurs parcours de conversion aux technologies de l'IA.

D'un point de vue quantitatif :

1. Production et diffusion de 100 capsules vidéos, diffusion auprès de 240 000 professionnels à horizon 5 ans.
2. Production et diffusion de 10 Moocs, diffusion auprès de 30 000 professionnels à horizon 5 ans.

D'un point de vue qualitatif, cet impact est mesuré de deux manières :

1. Le recueil de données sur la plateforme aivancityX permet de caractériser la réception, la diffusion et l'engagement des bénéficiaires : nombre de vues, taux d'engagement, taux d'abandon, taux de conversion interprogrammes (pourcentage des bénéficiaires des cas d'usage souscrivant aux MOOCs).
2. La diffusion de questionnaires d'enquête permet d'obtenir des informations fines concernant le niveau de satisfaction pour chaque programme, les parcours de recrutement et les parcours d'adoption des solutions IA (nombre de bénéficiaires ayant mis en place des sujets IA au sein de leurs équipes).

Ces données sont recueillies pour chaque catégorie (dirigeant-es d'entreprises, apprenant-es, jeunesse, demandeur-ses d'emplois).

aivancity
PARIS-CACHAN
LA GRANDE ÉCOLE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE & DE LA DATA

contact@aivancity.ai
aivancity.ai

RETOUR SOMMAIRE

ÉCOLE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DE LA SORBONNE (AISORB)



© DR - AISorb

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Télécom Paris, La Poste, Gendarmerie Nationale, AXA, BNP, Ubisoft, IDEMIA, APEC, LNE, CNCDH, Défenseur des droits

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,2 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le projet AISorb porté par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne vise à construire **une offre de formation novatrice à l'intersection des sciences humaines et sociales (SHS) et de l'Intelligence Artificielle.**

Ce projet répond au besoin de formation pluridisciplinaire et vise à former des « tiers-instruits » capables de naviguer entre les SHS et les technologies de l'IA. AISorb met en œuvre des parcours innovants, notamment un Collège de l'IA de la Sorbonne, un schéma de certification de compétences professionnelles en IA et des diplômes pluridisciplinaires (Masters Professionnels, École Graduée de Recherche, Formation tout au long de la Vie), intégrant des compétences en IA dans les domaines des sciences humaines et sociales visant particulièrement les métiers du tertiaire. Les formations proposées permettront aux étudiants d'acquérir les connaissances théoriques et pratiques en ce domaine au moyen d'une pédagogie innovante et adaptée aux étudiants en SHS, impliquant la participation des différents partenaires du consortium porté par Paris 1.

Ce dispositif offre une réponse aux enjeux nouveaux de transformation numérique, de gouvernance, de régulation et d'éthique ou encore de recherche, tout en favorisant la féminisation de la filière IA.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse aux étudiants en Sciences Humaines et Sociales - de la Licence au Doctorat -, ainsi qu'aux professionnels en évolution de carrière, et au grand public souhaitant valider des compétences en IA.

LE PROJET

AISorb repose sur trois piliers :

1. **Acculturer** largement à l'IA afin de favoriser la compréhension des enjeux sociaux de l'IA par la création d'une formation « Collège de l'IA de la Sorbonne » au niveau Licence ainsi qu'un MOOC « Horizons IA » et une série documentaire TV diffusée au niveau national ;
2. **Former** des experts maîtrisant l'IA et ses enjeux sociétaux pour répondre aux besoins d'une IA éthique et humaine par la création d'une nouvelle offre de formation de Master, une École Graduée de Recherche et des apprentissages par la pratique (RETEX, hackathons, bootcamps) ;
3. **Valider** les compétences professionnelles pour les métiers transformés par l'IA à travers la certification IA Praxis, ciblant les compétences en IA pour les métiers non techniques.

LES IMPACTS ATTENDUS

AISorb prépare la transition numérique et renforce l'employabilité des professionnels des SHS dans un contexte en pleine évolution. Avec une gouvernance et une offre pédagogique impliquant des partenaires de premier plan (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Télécom Paris, La Poste, Gendarmerie Nationale, AXA, BNP, Ubisoft, IDEMIA, APEC, LNE, CNCDH, Défenseur des droits), le projet vise à former des experts de l'IA ancrés dans les SHS, à favoriser la mixité et à répondre aux nouveaux besoins en compétences pour l'économie et la société française.

Nombre de nouvelles formations créées

6 formations, un dispositif de certification :

- **Ouverture** aux 22 Licences en SHS de l'Université Paris 1 du « Collège de l'IA de la Sorbonne » proposant une formation interdisciplinaire d'acculturation à l'IA complémentaire de 200 heures/an ;



© DR - AISorb

- **Ouverture** aux 93 Masters recherche de l'Université Paris 1 de l'École Graduée de Recherche en IA et SHS (RIASHS) afin de former les jeunes chercheurs en SHS aux outils d'IA appliqués à leurs disciplines ;
- **Création** de 2 Masters professionnels « Gestion de projets et innovation par l'IA » (GPIA) et « IA et gouvernance » (IAGov) visant respectivement les métiers de l'innovation par l'IA pour les étudiants en SHS, et la formation d'experts en régulation de l'IA ;
- **Création** d'un Diplôme d'Université de formation continue en partenariat avec la Gendarmerie Nationale afin d'assurer la formation continue des professionnels de la cybersécurité (MaDIA) ;
- **Production** du MOOC « Horizons IA », avec un focus sur la montée en compétences pour les professionnels des SHS et des métiers transformés par l'IA ;
- **Création** de 2 modules d'IA Praxis pour la certification de compétences professionnelles en IA.

Nombre de personnes formées

- **Formation initiale :** de 200 à 1 800 par an, grâce à l'intégration de modules IA dans les parcours Licence et Master ;
- **Formation recherche :** de 50 à 200 par an, grâce à l'intégration de l'École graduée aux Masters recherche ;
- **Formation tout au long de la vie :** 5 000 tests annuels de certification IA Praxis, 150 étudiants DU Cybersécurité ;
- **Acculturation grand public :** 45 000 personnes (étudiants de Paris 1 et grand public) initiées aux enjeux sociétaux de l'IA via le MOOC « Horizon IA ».

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE

severine.bortot@univ-paris1.fr

RETOUR SOMMAIRE

CAIRE



© DR - CAIRE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Hautes Écoles Sorbonne Arts et Métiers Université (HESAM Université)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENSAM, CESI École d'Ingénieurs, CNAM, Université de Bourgogne, Paris School of Business, Région Nouvelle-Aquitaine, Région Normandie, Dijon Métropole, Creusot Montceau Communauté Urbaine, CAP Digital, NAE - Normandie Aéronautique, Pôle TES

COÛT TOTAL DU PROJET :
13 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7,83 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

Au service des organisations et des territoires, le programme CAIRE (Citizen-oriented Artificial Intelligence training for a Responsible Education) vise à mettre en place une démarche durable et massive de formation des citoyens aux usages de l'intelligence artificielle. Le rôle de plus en plus prégnant joué par l'IA dans l'économie moderne engendre en effet de nombreuses transformations pour les individus et les organisations. Outiller les citoyens en les formant, en leur permettant d'appréhender les services numériques reposant sur des systèmes IA apparaît comme crucial pour répondre à ces défis.

La formation massive à l'acquisition de compétences d'adaptation aux évolutions des métiers répond à la phase 2 de la stratégie nationale sur l'Intelligence Artificielle.

Afin d'atteindre nos objectifs, le programme CAIRE s'organise en 3 niveaux :

- Professionnel informé (en capacité de définir un système IA ;
- Professionnel avisé (capable d'agir et d'évaluer lesdits systèmes) et ;
- Professionnel responsable capable de maîtriser l'usage.

Un des éléments clés du projet CAIRE est la formation de formateurs. Ce métier en tension dans le domaine de l'IA conduit à une démarche originale : prendre des formateurs disciplinaires et les former à l'IA pour qu'ils puissent à leur tour former les étudiants.

Le programme CAIRE propose des formations courtes, lisibles, modulaires et certifiantes un large éventail de domaines d'activité et de professions.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé par le projet CAIRE est multiple. À partir de 2024, **les étudiants de niveau Bac +2/3** auront un accès direct aux offres des formations.

À partir de 2027, **le grand public adulte et actif** pourront aussi avoir accès aux formations. Sans oublier les **formateurs disciplinaires** formés pour faire inculquer les formations proposées aux apprenants.

LE PROJET

CAIRE vise à créer des formations modulaires, courtes, lisibles et certifiantes pour un objectif de plus de **28 000 apprenants certifiés à l'issue du projet** à travers tout le pays par un maillage territorial fin.

Le découpage du projet s'articule en 3 lots de travaux en sus du pilotage :

- Le développement et l'évaluation des formations et dispositifs, pilotés par CESI École d'ingénieurs et ENSAM avec comme actions la conception pédagogique et l'encapsulation ;
- Le déploiement piloté par l'Université de Bourgogne avec la mise en œuvre des formations ;
- La communication, la pérennisation et la diffusion des données issues du projet pris en charge l'ENSAM.



© DR - CAIRE

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet CAIRE a plusieurs objectifs – clés :

- Intégrer des modules du programme dans les formations et programmes de l'ENSAM, l'école CESI, l'Université de Bourgogne et la Paris School of Business ;
- Certifier 28 000 apprenants à l'issue du projet à travers toute la France grâce à un maillage territorial fin ;
- Former 750 formateurs.

Arts et Métiers Sciences et Technologies

xavier.kestelyn@ensam.eu

RETOUR **SOMMAIRE**

EFELIA-ANITI



© DR - EFELIA-ANITI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Toulouse

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Capitole, TSE, Université Jean Jaurès, Université Paul Sabatier, INSA, ENAC, ISAE, INP

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,84 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,09 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

NB : EFELIA, École Française de l'Intelligence Artificielle
ANITI, Artificial and Natural Intelligence Toulouse Institute
3IA, Instituts Interdisciplinaires d'Intelligence artificielle

L'AMBITION

Le projet EFELIA - ANITI s'inscrit dans un **programme commun du réseau des 4 instituts 3IA qui ambitionne de créer une École Française de l'IA avec quatre missions :**

1. La labellisation des formations nationales en IA.
2. La mise en place et la gestion de plateformes de calcul et de challenges à destination des étudiants.
3. La création de formations pilotes.
4. La création de contenus pédagogiques (MOOC) pour l'ensemble de l'ESR.

Afin de faire face aux enjeux posés par le développement des technologies en intelligence artificielle, EFELIA ANITI a pour ambition de développer et de renforcer la formation en intelligence artificielle à tous les niveaux de formation (du secondaire au doctorat).

Les efforts se porteront également au niveau de la formation continue, afin de doubler les effectifs d'étudiants formés (en initiale ou en continu) à l'Intelligence Artificielle dont notamment celle dite « de confiance ». Les questions d'éthique et d'étude des biais possibles seront au cœur des enseignements, tout comme la question de l'impact environnemental et de la mixité au sein des métiers du numérique.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet vise **l'ensemble des étudiants du secondaire aux formations du supérieur allant jusqu'au Bac +4/5 (cible principale).**

- Les collégiens et lycéens sont visés par la création de capsules vidéo métiers ;
- Au niveau de la licence, la création de modules de cours, d'un diplôme d'université et d'écoles de printemps centrés sur le thème de l'Intelligence Artificielle sont les dispositifs privilégiés ;
- Enfin, pour les étudiants de niveaux master, l'ouverture de nouveaux parcours et modules de cours vont être mis en place.



© DR - EFELIA-ANITI

LE PROJET

EFELIA-ANITI s'inscrit dans la dynamique du site toulousain qui souhaite développer la construction de parcours de formation adaptés aux projets professionnels des étudiants et aux besoins socio-économiques émergents pour accompagner les transitions et ainsi contribuer à la construction du monde de demain.

Il a pour ambition de développer et de renforcer la formation en intelligence artificielle.

Il aura notamment pour objectif de clarifier le paysage de l'offre de formation en optimisant sa visibilité grâce à une labellisation nationale et à une mutualisation des ressources avec la création de MOOCs (Massive Open Online Courses) ou SPOCs (Small Online Private Courses) et de vidéos pédagogiques à destination des collégiens et lycéens.

LES IMPACTS ATTENDUS

Pendant les 5 ans du projet, seront mises en place 18 nouvelles formations en formation initiale et en formation continue.

350 modules de cours en Intelligence Artificielle seront labellisés, 2 MOOCs seront créés : le premier concernant le Droit, l'éthique et l'intelligence artificielle, et le second sur l'intelligence artificielle dite de confiance. Diffusés sur la plateforme nationale FUN MOOC, ils permettront à des étudiants de n'importe quel pays, région d'acquérir des connaissances sur ces sujets.

En parallèle, des écoles de saison seront organisées chaque année afin de mettre le focus sur des thématiques plus spécifiques notamment en sciences humaines et sociales.

Enfin une dizaine de capsules vidéo métiers de l'IA seront réalisées et diffusées auprès des collégiens et lycéens de la Région pour les sensibiliser à de futures carrières possibles.

À terme, nous attendons un doublement des effectifs d'étudiants formés à l'IA sur les sites toulousains (+ 1125 étudiants).

Université de Toulouse

chantal.soule-dupuy@univ-toulouse.fr

aniti.univ-toulouse.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

EFELIA CÔTE D'AZUR



©EFELIA Côte d'Azur

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Côte d'Azur

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
CNRS, EURECOM, INRIA, INSERM, SKEMA

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
8,01 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Ce projet, opéré au niveau local par l'Institut 3IA Côte d'Azur en lien avec le réseau des 3IA, **a pour ambition de structurer une École Française de l'Intelligence Artificielle** (IA) dont l'objectif est de développer et de massifier la formation en IA à tous les niveaux (spécialistes ou usagers de l'IA).

L'objectif du projet EFELIA est de faire monter en compétences l'ensemble des publics sur le domaine de l'IA, en permettant au plus grand nombre de s'emparer de ces progrès dans leurs champs d'expertise respectifs, mais aussi d'appréhender les enjeux actuels de ces méthodes. Ce projet permettra ainsi d'irriguer les champs scientifiques, économiques et sociaux de compétences les plus pertinentes pour des progrès plus durables.

Le projet EFELIA se base sur l'IA moderne, c'est-à-dire un ensemble de progrès méthodologiques en informatique et statistiques qui impactent de façon croissante différentes disciplines scientifiques (sciences humaines et sociales, et sciences naturelles), différents domaines économiques, ainsi que la société dans son ensemble.

EFELIA est donc là pour :

- Permettre de se saisir de ces progrès dans chaque discipline et thématique ;
- Pouvoir appréhender les limites et enjeux des techniques actuelles.

NB : *EFELIA, École Française de l'Intelligence Artificielle*

3IA, Instituts Interdisciplinaires d'Intelligence artificielle

LE PUBLIC VISÉ

EFELIA Côte d'Azur adopte une approche inclusive et diversifiée en ciblant des publics variés. Pour la formation initiale, le projet cible les étudiant.es universitaires, en mettant **un accent particulier sur les IUT et les Bac +3.** Les formations en ligne s'adressent à un public plus large, en dehors du site universitaire. Des plateformes de calcul seront établies pour bénéficier aux étudiant.es et au tissu industriel local. De plus, le projet cherche à sensibiliser le grand public, notamment les jeunes et les lycéen.nes.



©EFELIA Côte d'Azur

LE PROJET

Le projet EFELIA Côte d'Azur s'appuie sur cinq leviers stratégiques pour atteindre ses objectifs :

1. **Extension et création de modules d'IA** en formation initiale pour toutes les disciplines des 3 établissements d'Enseignement Supérieur du consortium EFELIA Côte d'Azur.
2. **Création de formations en ligne (MOOCs, SPOCs, Écoles d'été).**

Ces cours en ligne visent à diffuser des connaissances en IA à un large éventail d'apprenant.es, du grand public aux entreprises, en prenant en compte différents niveaux d'expertise et de spécialités.

3. **Mise en place de plateformes de calcul et partage de données.**

L'objectif est de renforcer les liens entre la formation des étudiant.es et les besoins de l'industrie locale.

4. **Création de formation tout au long de la vie et continue.**

Le projet a inclus une formation destinée au personnel universitaire pour enraciner une culture de l'IA au sein des structures porteuses du projet et d'encourager l'implication de tous les collègues. De plus, des programmes de formation continue pour les entreprises seront mis en place pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière d'IA.

5. **Sensibilisation au grand public**

Les équipes souhaitent sensibiliser le grand public, en particulier les jeunes et les lycéen.nes sur les enjeux sociétaux, les préoccupations et les questions liées à l'IA.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet EFELIA Côte d'Azur a pour objectif de générer des impacts significatifs tant qualitatifs que quantitatifs dans le domaine de la formation en IA.

À court terme, le projet s'attache à moderniser les formations existantes en intégrant des modules d'Introduction à l'IA pour les IUT, les Bacs +3 et les masters de diverses disciplines, contribuant ainsi à la massification de l'enseignement en IA. Les MOOCs, les SPOCs, et les écoles d'été, contribueront à la diffusion des connaissances des chercheuses et chercheurs de l'institut 3IA Côte d'Azur. Des formations seront également créées spécifiquement pour répondre aux besoins du tissu industriel local.

En effet, **le projet vise à sensibiliser plus de 30 000 personnes, à diplômer environ 10 500 apprenant.**es, principalement au niveau Licence et Master, et à certifier environ 45 000 personnes, en se concentrant notamment sur le niveau Bac +1 et 2. Concernant la formation continue, le projet à pour objectif de toucher plus de 1 000 personnes.

Sur le plan qualitatif, le projet EFELIA Côte d'Azur s'efforce d'engager un dialogue avec divers publics et de les sensibiliser aux enjeux de l'IA.

Ces impacts s'étendent sur un horizon pluriannuel, aligné sur les objectifs du projet à court, moyen et long terme.

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR | INSTITUT INTERDISCIPLINAIRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE 3IA CÔTE D'AZUR

violette.assati@univ-cotedazur.fr
3ia.univ-cotedazur.eu

RETOUR SOMMAIRE

EFELIA-MIAI



© DR - EFELIA-MIAI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Grenoble-Alpes, Grenoble INP-UGA, Campus Numérique in the Alps, GIP FIPAG/CMQ IED

COÛT TOTAL DU PROJET :
14,29 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,37 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

NB : EFELIA, École Française de l'Intelligence Artificielle

MIAI, Multidisciplinary Institute in Artificial intelligence

3IA, Instituts Interdisciplinaires d'Intelligence artificielle

L'AMBITION

Le projet EFELIA - MIAI s'inscrit dans un programme commun du réseau des quatre instituts 3IA qui ambitionne de créer à terme une École Française de l'IA ayant comme missions :

- La labellisation des formations nationales en IA ;
- La mise en place et la gestion de plateformes de calcul et de challenges à destination des étudiants ;
- La création de formations pilotes et la création de contenus pédagogiques (MOOC, SPOC) qui pourront être mis à disposition de l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur français.

L'institut MIAI a structuré et développé, sur le site grenoblois, la formation initiale en 2e et 3e cycles (niveau masters, ingénieurs et docteurs) avec la mise en place de labels de compétences en IA (niveau Bachelor), la création de parcours spécifiques et la mise en place de cycles courts (formation continue).

Ce projet EFELIA-MIAI a pour objectif la massification de l'offre de formation en IA, en cohérence avec les enjeux sociétaux et environnementaux.

Il vise en particulier à l'élargissement de l'enseignement de l'IA à tous les niveaux, du 1er cycle universitaire (Licence, BUT) à la formation professionnelle et à la formation tout au long de la vie (FTLV).

Pour sensibiliser les élèves à l'IA et son utilisation raisonnée en regard des impacts, le projet vise le développement de l'acculturation à l'IA dans les collèges et lycées afin d'attirer plus de jeunes vers les métiers associés.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet EFELIA-MIAI propose de la sensibilisation et acculturation du grand public et des élèves en collège, de l'initiation (lycées, BTS, licence, licence pro, DUT, BUT) et de la formation avancée (master et doctorat).

Le projet s'attache aussi à développer une offre adaptée au public de formation continue (FC) et tout au long de la vie (FTLV), ainsi que des formations pour des publics spécifiques hors cursus universitaire standard (par exemple techniciens en transition professionnelle).

LE PROJET

Le projet s'articule autour des actions suivantes :

- **Soutien aux composantes de formation** pour leur permettre de former à l'IA pour leur champ disciplinaire, qu'il s'agisse de formations interdisciplinaires (IA + X) (e.g. STAPS, architecture, physique, économie, sociologie, santé) ou de modules d'introduction à l'IA (niveau technicien "Vers l'IA") ;
- **Création de modules d'acculturation à l'IA ;**
- **Mise en place d'une offre de MOOCs en IA** (Cartographie & création de MOOCs);
- **Développement de l'offre de Formation Continue ;**
- **Labellisation de formations** sous la bannière École Française de l'IA ;
- **Opération pour développer l'attractivité vers l'IA** (collèges et lycées avec les enseignants du secondaire par la proposition de mallettes pédagogiques) ;
- **Élaboration et mise à disposition de plateformes pédagogiques** et de plateformes de calcul (mutualisées pour la formation).



© DR - EFELIA-MIAI

LES IMPACTS ATTENDUS

Les actions visent à augmenter le nombre de personnes acculturées, initiées et/ou formées à l'intelligence artificielle.

Le projet vise ainsi à tripler le nombre de formés à l'université sur le domaine de l'intelligence artificielle pour atteindre 3 500 personnes/ans à horizon 2027, tous niveaux confondus (e.g. spécialistes IA ; formés à l'IA dans un domaine inter ou pluridisciplinaire ; formés à l'IA au niveau de formation intermédiaire, BUT, licence pro ; salariés suivant des formations courtes et qualifiantes en IA).

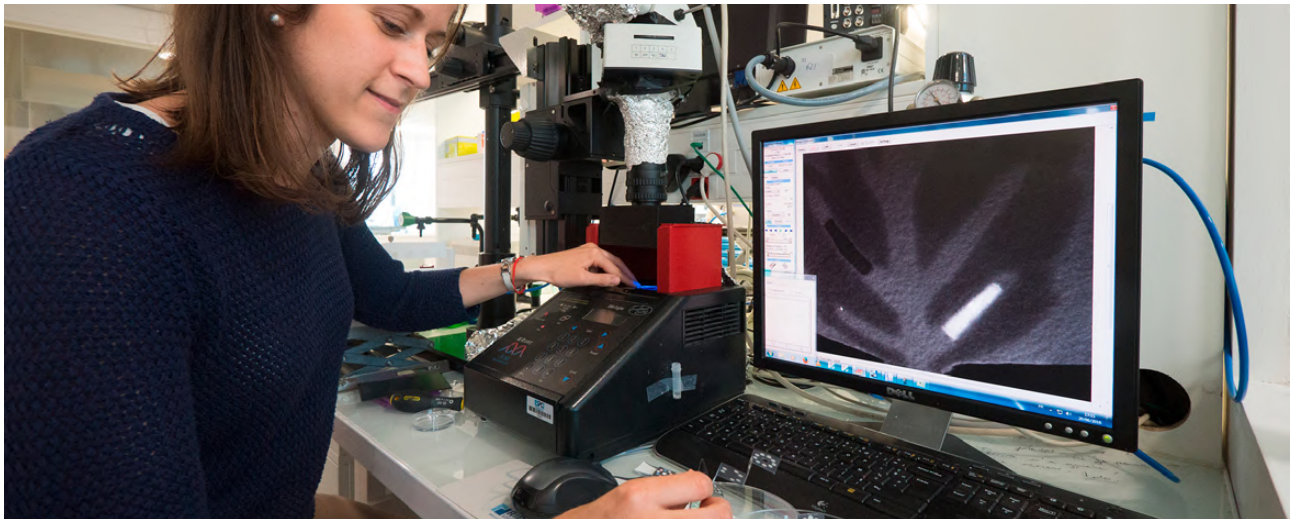
En termes de sensibilisation, le projet vise à sensibiliser au moins 50 % des élèves de collège et de lycée de l'académie.

EFELIA MIAI Grenoble Alpes

cma-efelia@univ-grenoble-alpes.fr
im2ag.univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

EFELIA-PRAIRIE



© DR - EFELIA-PRAIRIE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris Sciences et Lettres (PSL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Paris Dauphine-PSL

COÛT TOTAL DU PROJET :
18,15 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
8,80 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

NB : EFELIA, École Française de l'Intelligence Artificielle

PRAIRIE, PaRis Artificial Intelligence Research InstitutE

3IA, Instituts Interdisciplinaires d'Intelligence artificielle

L'AMBITION

Le projet EFELIA - PRAIRIE s'inscrit dans un programme commun du réseau des 4 instituts 3IA **qui ambitionne de créer une École Française de l'IA avec quatre missions :**

1. La labellisation des formations nationales en IA ;
2. La mise en place et la gestion de plateformes de calcul et de challenges à destination des étudiants ;
3. La création de formations pilotes ;
4. La création de contenus pédagogiques (MOOC) pour l'ensemble de l'ESR.

Institut d'excellence labélisé 3IA, PRAIRIE a développé depuis sa création, à travers l'Université PSL qui est le porteur principal, une offre de formation allant du cœur IA à de multiples disciplines d'application.

Le projet repose sur trois axes interdépendants au sein de PSL qui s'insèrent dans le plan commun aux 3IA afin de massifier les formations sur l'IA tout en gardant le caractère propre aux formations de l'Université PSL : le lien avec la recherche en train de se faire.

Il propose à la fois le développement des effectifs en formation initiale, un investissement massif dans la formation interne des enseignants-chercheurs afin de démultiplier les capacités de formation et la création de contenus numérisés qui pourront être utilisés en formation continue, comme en formation initiale, afin de pérenniser le dispositif.

LE PUBLIC VISÉ

L'École française d'intelligence artificielle EFELIA propose des actions de sensibilisation auprès des lycéens et des étudiants de licence, et vise les étudiants de l'Université, inscrits en licence à l'un des programmes inédits, la double licence « IA et sciences des organisations » à Dauphine-PSL ou le nouveau parcours CPES PSL « Sciences des données, arts et culture, ou l'ensemble des mastériens » qui peuvent bénéficier du programme transverse DATA et de sa certification de mineure associée.

LE PROJET

En vue de développer des effectifs de formation initiale en IA, plusieurs moyens de massification à court terme sont prévus au travers d'un programme de sensibilisation des lycéens et des étudiants en licence, de la création de deux licences (diplôme IA et Sciences des Organisations, et parcours du CPES Sciences des Données et Dynamiques Culturelles avec le lycée Louis-le-Grand), aussi d'actions de doublement des places disponibles au niveau master et en formation continue spécialisée en IA avec l'ouverture d'un parcours diplômant DATA/IA en master qui couvre tous les domaines d'application de l'IA (physique, chimie, finance, sciences sociales...).

Afin d'accroître massivement le nombre de cours dédiés à l'IA dans toutes les disciplines, de manière soutenable à long terme, un plan de formation des enseignants-chercheurs sera mis en place progressivement.

Ces cours seront parfaitement adaptés car délivrés par des spécialistes des champs d'applications concernés.

Aussi des modules de formation numérisés utilisables en formation initiale et continue ou dans le cadre du programme PSL3, sont développés pour répondre aux objectifs d'hybridation de formations existantes. La création de certificats en ligne IA appliquée à la santé numérique et de MOOC est également prévue.



© DR - EFELIA-PRAIRIE

LES IMPACTS ATTENDUS

Avec la création de la licence IA et Sciences des Organisations, du parcours du CPES Sciences des Données et Dynamiques Culturelle et de l'ouverture du parcours diplômant DATA/IA en master, le projet EFELIA a pour ambition de :

- Passer de 65 à 345 diplômés spécialisés par an en formation initiale (L/M/D) et de 75 à 1270 étudiants avec un diplôme universitaire de 30 ECTS en IA ;
- Passer de 80 à 620 stagiaires en formation continue ;
- Certifier 3000 personnes à travers les MOOC ;
- Former 150 enseignants-chercheurs.

PSL UNIVERSITÉ PARIS

formations@psl.eu
psl.eu

RETOUR SOMMAIRE

MASSIFICATION DES COMPÉTENCES ET MÉTIERS DE L'IA (MACMIA)



© DR - MACMIA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Mines Télécom (IMT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ESIGELEC - Université de Technologie de Troyes (UTT) - Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Industrie du futur Occitanie - Campus des Métiers et Qualifications Design et Industrie du Futur Pays-de-la-Loire - Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Aéronautique Pays-de-la-Loire - Cap Digital - CIMES - Cité de l'IA / MEDEF Lille Métropole - Assystem - Cisco - Capgemini - ESII - CilCare - OPCO Atlas

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,52 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,90 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Pays de la Loire, Normandie, Hauts-de-France, Île-de-France et Grand Est

Plateforme de formation en ligne (LMS) et assistance IA de recommandation de parcours de formation individualisés

L'AMBITION

Le projet MACMIA construit un continuum de formations initiales et tout au long de la vie de spécialistes en IA et de spécialistes avec une double expertise, recouvrant des actions de sensibilisation à partir de Bac -3, des formations initiales de niveau Bac +2 à Bac +8, et une offre de formation professionnelle continue. Le projet vise notamment à organiser une filière de formation de techniciens, d'ingénieurs et managers double compétence dans le domaine « IA & Industrie du futur ».

Ce positionnement original est au cœur de la stratégie de l'IMT, membre fondateur de l'Alliance Industrie du futur et à l'initiative du programme « Osons l'Industrie » qui vise à caractériser les besoins en compétences et métiers émergents liés à la transformation numérique de l'industrie.

Le projet recouvre également d'autres domaines de formation double compétence : IA embarquée et mobilité intelligente, IA & Santé.

Il souhaite aussi placer l'humain au cœur de la transformation numérique et de l'automatisation de nos activités au travers notamment d'une approche transdisciplinaire pour la formation d'ingénieurs cogniticiens.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet MACMIA vise essentiellement à former des experts métiers, des chefs de projet, des spécialistes de l'IA (machine learning, vision par ordinateur, IA générative, grands modèles de langage – LLM) et des spécialistes double compétence (IA & Industrie).

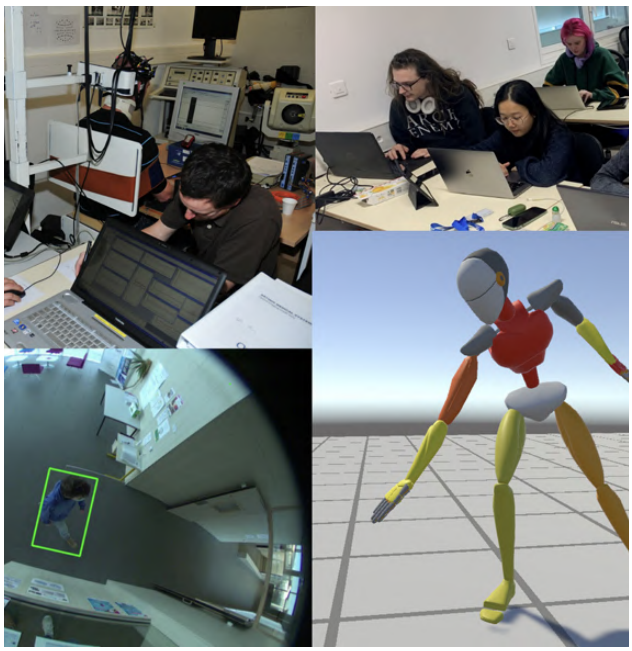
Le périmètre du projet recouvre des formations depuis le niveau Bac +2 (BTS) jusqu'à Bac +8 (Doctorat), le cœur du dispositif de formation porte sur la formation d'ingénieurs Bac +5.

LE PROJET

MACMIA recouvre un ensemble d'actions coordonnées de sensibilisation dans le secondaire pour l'attractivité des métiers et filières de formation IA et Science des données, en mobilisant notamment les écosystèmes des Campus des Métiers et Qualifications.

Le projet mise sur la co-construction de référentiels de compétences et la définition des programmes de formation en coopération avec des groupements d'entreprises (pôles de compétitivité Cap Digital, CIMES, et Cité de l'IA/MEDEF), un opérateur de compétences, (OPCO Atlas), de grandes entreprises partenaires (Festo, Valeo, Assystem, Cisco, Capgemini), et des PME innovantes (ESII, CILcare). Le projet est aussi soutenu par quatre régions, par France Travail, par une dizaine de groupements et une quinzaine d'entreprises dans les secteurs de l'industrie et du numérique, de la mobilité, de la santé.

Le projet s'appuie sur des modalités pédagogiques innovantes : de serious games pour l'orientation des jeunes (axés sur la mixité, la diversité, l'inclusion), l'intégration des LLM et outils d'IA générative dans les modalités d'enseignement, une pédagogie active au travers d'un apprentissage par projet, en coopération avec les entreprises partenaires, afin de travailler sur des cas d'étude propres à différents secteurs d'activité, un environnement sécurisé pour l'hébergement de jeux de données et de ressources de calcul.



© DR - MACMIA

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet MACMIA impacte 37 formations initiales (Bac +2 à Bac +8) au travers de la création de nouveaux diplômes ou spécialisations (9 formations), et la coloration en IA de formations supérieures existantes (28 formations), avec un objectif de 2 845 étudiants formés par année (9 264 sur les 4 ans du projet), soit le doublement du nombre d'élèves formés en IA aujourd'hui dans les écoles d'ingénieurs parties prenantes.

En formation continue, l'objectif est de former 210 apprenants annuellement (630 sur la durée du projet) sur des formations certifiantes longues (10 j) hors déclinaisons en programmes de formation continue courts (1 à 3 j) non encore définis à ce stade par les écoles, et sans compter non plus les publics des MOOC qui auront une audience très large. La diversification des formations est un axe important du projet, au travers de la création de formations double compétence (IA & Industrie, IA & Santé, IA embarquée & mobilité intelligente) adaptées à l'évolution des métiers.

Institut Mines-Télécom

sylvie.ranwez@mines-ales.fr
www.imt.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

NORMANTHIIA



© DR - Université de Caen Normandie

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Caen Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Caen Normandie, INSA Rouen Normandie, Universite Rouen Normandie, Universite Le Havre Normandie, ENSICAEN, ESIGELEC

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,33 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,27 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Normandie
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

NORMANTHIIA poursuit l'objectif de créer une offre de formation pluridisciplinaire, territoriale, pour tous les niveaux (L, M, D) autour de l'intelligence artificielle (IA), qui s'adresse aux spécialistes du domaine et aux non-spécialistes. Le projet NORMANTHIIA regroupe six établissements normands de l'enseignement supérieur : l'Université de Caen Normandie (UCN), l'Université de Rouen Normandie (URN), l'Université du Havre Normandie (ULHN), INSARN, ENSICAEN et l'ESIGELEC.

Le projet NORMANTHIIA s'inscrit ainsi au carrefour :

- Des besoins de compétences techniques dans divers domaines de l'intelligence artificielle comme les sciences de données et apprentissage ; la représentation des connaissances de type ontologie, les algorithmes d'inférence, algorithmes probabilistes ;
- Des enjeux de compréhension et d'usage par les non-spécialistes des outils de l'IA ;
- Des enjeux locaux touchant le territoire normand, tels que l'agriculture 4.0, l'industrie et l'usine du futur 4.0, le sport et l'optimisation des performances, le tourisme avec les sites normands, la mobilité, la santé et les systèmes d'IA d'assistance pour une population vieillissante.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux spécialistes et non-spécialistes de l'IA.

- Lycéens - action de sensibilisation ;
- Bac +3 - formations et acculturation ;
- Bac +5 - formations.

LE PROJET

Le projet poursuit les actions suivantes :

- Augmenter les capacités des formations des spécialistes en intelligence artificielle (Master/ Ingénieur) ;
- Hybrider les formations à l'intelligence artificielle avec d'autres spécialités pour former des professionnels en « IA + X » ;
- Proposer des formations à l'intelligence artificielle de niveau intermédiaire (BUT, Licence) ;
- Développer un parcours de formation permettant de préparer les étudiants à la recherche en intelligence artificielle ;
- Insérer des modules autour de l'intelligence artificielle dans des formations de non spécialistes (droit, marketing, chimie, gestion …) ;
- Acculturation à l'intelligence artificielle dans des cursus de licence ;
- Création d'un diplôme d'université Intelligence artificielle et données proposées en formation continue ;
- Introduire de modules de formation à l'intelligence artificielle au sein des écoles doctorales ;
- Création de ressources autour de l'intelligence artificielle à destination des enseignants en mathématiques et informatique ;
- Création d'un MOOC d'acculturation et de la formation tout le long de la vie à l'intelligence artificielle.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet a pour cible de former plus de 700 étudiants de niveau Master ou ingénieur en IA et plus de 2 500 étudiants de niveau intermédiaire BUT ou Licence. Le projet vise notamment :



© DR - Université de Caen Normandie

La création de nouvelles formations au sein de l'UNICAEN :

- **DU Intelligence artificielle et données (FC) - Ouverture :** 09/25 - 20 étudiants formés à l'horizon 2028 ;
- **Licence professionnelle Intelligence artificielle (FC) - Ouverture :** 09/25 - 20 étudiants formés à l'horizon 2028.

La modernisation des formations (massification, adaptation des programmes, ouvertures de modules) :

- **Spécialistes**
  - **La formation de spécialistes IA (Master/ Ingénieur) :** 7 formations massifiées et/ ou renforcées - 330 étudiants formés annuellement à l'horizon 2028 ;
  - **La formation de spécialistes IA + X (Master/ Ingénieur) :** 5 formations massifiées et/ou renforcées - 210 étudiants formés annuellement à l'horizon 2028 ;
  - **La formation de niveau intermédiaire (BUT/ Licence) :** 6 formations renforcées avec une adaptation des programmes - 280 étudiants formés annuellement à l'horizon 2028.
- **Non spécialistes**
  - **Formation IA disciplinaire :** 11 formations concernées par l'ouverture de modules IA -684 étudiants formés annuellement à l'horizon 2028 ;
  - **Acculturation des primo-arrivants :** 61 formations concernées - 1 425 étudiants sensibilisés à l'horizon 2028.
- **Le développement du parcours élite**
  - 60 étudiants dans le parcours à l'horizon 2028.

UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE
abdel-illah.mouaddib@unicaen.fr
unicaen.fr

RETOUR SOMMAIRE

SACLAI-SCHOOL



© DR - SaclAI-School

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Paris-Saclay

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Paris-Saclay, Université Evry Val d'Essonne, Université Versailles Saint-Quentin, AgroParisTech, CentraleSupelec, ENS Paris Saclay, CentraleSupelec Exed, FMJH, CEA, INRAE, INRIA

COÛT TOTAL DU PROJET :
69,5 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
11,45 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le programme de formation SaclAI-School de l'Université Paris-Saclay a pour but de développer une école de l'Intelligence Artificielle (IA) ambitieuse et innovante autour de formations pluridisciplinaires ou centrées sur l'IA. Il est piloté par l'Institut DATAIA, institut d'Intelligence Artificielle intégré à l'Université Paris-Saclay. Ce projet se décline selon quatre objectifs.

1. Développer une école d'excellence en IA sur le périmètre de l'Université Paris-Saclay, pour s'ancrer durablement et fournir une offre de formation globale et attractive pour les étudiants et les professionnels à l'échelle de l'écosystème de l'Institut DATAIA.
2. Massifier les formations en IA et science des données pour répondre aux défis sociétaux de l'IA et former des publics divers à différents niveaux de compétences, de l'acculturation à l'expertise.
3. Mettre en relation les acteurs de la formation en IA en construisant un cadre novateur dans la formation à l'IA, exploitant la diversité des compétences des mondes académiques et industriels ainsi que la complémentarité des pratiques pédagogiques des Universités et Grandes Écoles que comprend l'Université Paris-Saclay.
4. Accompagner les apprenants grâce à une formation continue modulable dans le but d'accroître le niveau de compétence en IA tout au long de la vie professionnelle et/ou permettre de se réorienter vers les métiers ayant attrait à l'IA.

LE PUBLIC VISÉ

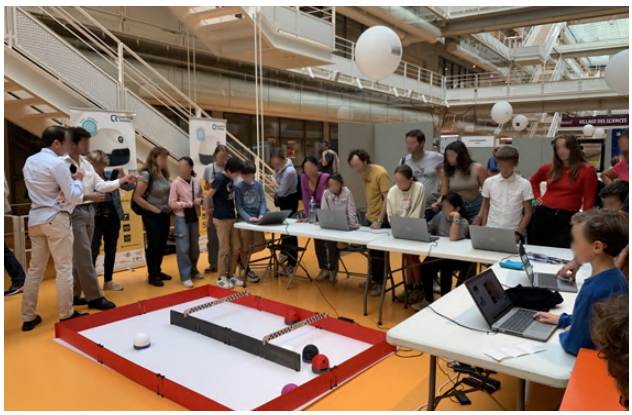
L'offre de formation proposée dans le cadre du projet vise les étudiants de niveau Bac +1 (licences, doubles licences, DUT/BUT) à Bac +5 (master ou formation d'ingénieur ou école normale), mais également les lycéens par le biais d'actions dans les établissements (tables rondes, présentations et tutorat).

Le projet inclut également de la formation continue - via l'organisme CentraleSupélec EXED - en inter (formations sur catalogue) et en intra (sur mesure), adaptées aux besoins des entreprises.

LE PROJET

En s'appuyant sur les formations existantes et en créant plusieurs nouvelles formations, SaclAI-School met en place les actions suivantes :

1. Recrutement massif de professeurs attachés, issus des entreprises (EDF, IBM, Safran, Sanofi, Thalès…) et des organismes nationaux de recherche ou assimilés (CEA, CNRS, Inria, …) ayant un rôle clé dans les formations.
2. Création de nombreux modules innovants : découverte de l'IA avec la start-up Learning Robots, projets informatiques enseignés par des professeurs attachés, modules de data challenge sur données massives réelles.
3. Mise en place du programme TutorAI : tutorat par les paires pour et par les étudiants de Licence et de Master.
4. Mise en place du programme MixtAI : 50 bourses par an d'excellence favorisant la mixité et la parité pour étudiants de Licence et Master.
5. Développement de plateformes de soutien au recrutement des tuteurs et à la logistique du tutorat.
6. Développement de solutions pour l'acculturation de l'IA à grande échelle : le Brevet de l'IA, formation en ligne interactive et innovante fondée sur l'apprentissage par la pratique ; SPOC d'acculturation ciblée sur des sujets à forts enjeux sociétal : IA et écologie, IA et droit.
7. Création d'une formation doctorale de l'IA à destination des doctorants effectuant leurs travaux de thèse dans des disciplines non-IA (e.g., physique, chimie, médecine…).



© DR - SaclAI-School

LES IMPACTS ATTENDUS

SaclAI-School a ouvert :

- 4 parcours de Master M1-M2 : Internet des objets ; Mathématiques & Intelligence Artificielle ; Ingénierie Statistiques, Actuariat & Data Science ; Mathématiques & Apprentissage Statistique ;
- 2 formations internationales à CentraleSupélec : le Bachelor AIDAMS en partenariat avec l'ESSEC (4 ans) et le Master of Sciences MSc AI (1 an) ;
- 2 tracks du Master MVA Mathématiques, Vision, Apprentissage : MVA Ingénierie et Industrie, MVA Reproductibilité ;
- une formation doctorale en IA ;
- une formation de CPES (Cycle préparatoire d'études supérieures) avec le Lycée International de Palaiseau Paris Saclay, l'Institut Polytechnique de Paris et HEC.

La première année du projet a permis de créer 1 600 heures de formation et de former 539 étudiants supplémentaires à l'IA.

D'ici à 2024, SaclAI-School créera 6 925 heures de formation : 145 heures de sensibilisation à l'IA, 3 300 heures en formation cœur IA et IA et applications, 2 630 heures dans d'autres formations (renforcement en IA) et 314 de formation continue.

Dès 2025, SaclAI-School formera chaque année 3 360 étudiants et diplômera 1 050 étudiants supplémentaires à l'IA :

- 680 étudiants en formation cœur-IA et IA et applications ;
- 430 étudiants bénéficiant de modules de renforcement en IA ;
- 150 auditeurs formés en formation continue ;
- 2 100 étudiants bénéficiant d'une acculturation à l'IA de niveau Bac +1 à Bac +8.

SACLAI - SCHOOL

contact.saclai-school@universite-paris-saclay.fr

dataia.eu

RETOUR SOMMAIRE

SORBONNE.AI



© DR - SORBONNE.AI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Sorbonne Université

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Datacraft, OpenClassrooms

COÛT TOTAL DU PROJET :
33,90 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Sorbonne Université et ses partenaires proposent de mettre en œuvre un programme massif de formation à l'IA s'adressant à la fois des étudiants spécialistes et non spécialistes. La philosophie générale consiste à déployer un continuum pédagogique de haut niveau, depuis la première année de la Licence jusqu'au Master, doublé d'un programme de formation continue. Notre objectif est de former, en cinq ans, 19 000 étudiants à l'IA, soit une multiplication par 10 des volumes actuels.

Le projet se décline en 4 actions :

1. Déploiement, en formation initiale au niveau Licence, de nouveaux enseignements en L1 en mathématiques et de parcours, dont une mineure transdisciplinaire, qui permettront aux étudiants scientifiques, quelle que soit leur discipline, d'acquérir les fondamentaux de l'IA.
2. Renforcement et création d'enseignements de pointe dans plusieurs masters de Sorbonne Université.
3. Développement avec l'entreprise OpenClassrooms d'un programme ambitieux de formations modulaires en ligne pour les étudiantes et étudiants des trois facultés, sanctionnées par des certificats professionnels de compétences en IA.
4. Multiplication par 4 des actions de formation continue, avec le soutien de l'entreprise datacraft, afin de diffuser l'IA auprès des entreprises et des administrations publiques.

LE PUBLIC VISÉ

Le public cible du Sorbonne.AI est principalement constitué d'étudiant(e)s de l'université **de Bac + 1 à Bac + 8, de professionnels et du grand public.**

LE PROJET

Formation initiale

- Introduction d'enseignements d'initiation en L1, dans le cadre de l'UE « Atelier de Recherche Encadré ».
- Construction d'un programme de formation ambitieux dans toutes les disciplines de Licence de la Faculté des Sciences et Ingénierie grâce au lancement d'une mineure transdisciplinaire thématique « Science des données et IA » et de parcours dédiés au sein des Licences d'Informatique et de Mathématiques.
- Renforcement de l'offre de formation en IA en master, notamment en chimie, physique, sciences environnementales et de la vie, humanités et médecine.
- Soutien à la mobilité étudiante internationale.
- Soutien à l'initiation à la recherche via le financement de stages en IA.
- Financement de matériel informatique.

Formation modulaire

- Mise en place et diffusion large d'un « Certificat de compétences en IA » en partenariat avec OpenClassrooms. Ce certificat sera basé sur un ensemble de modules en ligne couvrant les éléments de base de la statistique, de l'apprentissage automatique et de l'intelligence artificielle.

Formation continue

- Consolidation de l'existant et développement de nouveaux programmes en collaboration avec datacraft, en particulier une série d'ateliers ciblant la montée en compétences et la reconversion professionnelle en IA.

Recrutement de Lecturers, de PAST, d'ATER et d'ingénieurs pour permettre la mise en place du projet.



© DR - SORBONNE.AI

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre de nouvelles formations créées :

- Ouverture en 2023 d'une Mineure transdisciplinaire « Sciences des données et IA » dans les Licences de Chimie, EEA, Mécanique, Physique, Sciences de la Terre, Sciences de la vie (formation initiale) ;
- Ouverture en 2023 d'un parcours « Sciences des données et IA » au sein de la Licence d'Informatique (formation initiale) ;
- Ouverture en 2022 d'un parcours « Sciences des données et IA » au sein de la Licence de Mathématiques (formation initiale) ;
- SCAI éducation - créations et déploiement progressif de nouveaux modules de formations en ligne (formation initiale et formation continue) ;
- Déploiement progressif de formations tout au long de la vie en IA (formation continue).

Nombre de formations modernisées

- Atelier de Recherche Encadré en première année de Licence (formation initiale) ;
- Renforcement et enrichissement de la formation en Sciences des données et IA dans plusieurs masters, pour une montée en compétences des étudiant(e)s dans le maximum de disciplines (formation initiale).

Nombre de personnes formées :

- Formation initiale de 50 en 2022 à 1100 en 2026 ;
- Formation modulaire de 200 en 2022 à 2000 en 2026 ;
- Formation continue de 50 en 2022 à 300 en 2026.

SORBONNE UNIVERSITÉ
scai@sorbonne-universite.fr
scai.sorbonne-universite.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

TIARE



© DR - TIARe

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rennes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rennes (ISTIC, ENS, INSA), ENSAI, Institut Agro Rennes-Angers, Université de Rennes 2, ATEME

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,99 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,29 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne

L'AMBITION

L'objectif global du projet est de positionner le bassin Rennais comme une référence en matière de formation en intelligence artificielle. Cela implique la création et le développement d'une offre de formation cohérente avec les besoins des entreprises.

Le projet s'appuie sur les priorités France 2030 sur les compétences et métiers d'avenir en intelligence artificielle, il est articulé autour de 3 objectifs principaux :

- **Accroître de manière significative le nombre d'étudiants formés aux technologies de l'IA** (formation initiale et continue, niveau Master), en ouvrant de nouvelles formations et en améliorant la lisibilité et l'attractivité de l'offre de formation dans son ensemble.
- **Renforcer l'intégration des entreprises dans le processus de formation**, en développant la formation en alternance et l'offre de formation continue grâce à des microcertifications, en associant les entreprises aux formations, et en développant des projets étudiants autour des besoins et données des entreprises et des collectivités (datalab).
- **Assurer l'articulation et la visibilité des formations en IA dans toutes les dimensions** (technologies, usages, droit du numérique, etc.), en créant un portail unique des formations et des certifications, en lien avec les services d'orientation et de formation continue.

LE PUBLIC VISÉ

1. **Les étudiants Bac +3 à 5 :** Le projet TIARe vise à former des étudiants en Bac +3 aux bases de l'IA afin de les préparer pour intégrer un master ou diplôme d'ingénieur en IA.
2. **Lycéens :** Sensibilisation à l'IA et à la féminisation du secteur + présentation des différents parcours.
3. **Collégiens :** Sensibilisation à l'IA et à la féminisation du secteur.
4. **Actifs :** Des formations courtes tout au long de la vie vont être mises en place pour former/mettre à niveau des personnes en IA.

LE PROJET

Le projet TIARe (Toute l'Intelligence Artificielle à Rennes) vise à faire du bassin rennais une référence en termes de formation en intelligence artificielle. Le projet est divisé en 5 actions bien distinctes :

Action 1 : Création de parcours spécifiques en licence et BUT

- Accroître de manière significative le nombre d'étudiants formés aux technologies de l'IA ;
- Préparer les étudiants aux parcours master et ingénieur IA.

Action 2 : Développer l'offre de formation en master IA

- Proposer aux étudiants une offre de formation complémentaire entre les partenaires projet.

Action 3 : Création de modules IA en master et parcours ingénieur hors IA

- Ajouter des modules IA adaptés aux masters qui ne sont pas centrés sur l'IA de base afin d'initier les élèves aux évolutions actuelles ;
- Favoriser l'implication des entreprises, l'insertion des étudiants et le lien vers des projets et hackathons.

Action 4 : Développer l'offre de formation courte Formation courte tout au long de la vie & formation courte

- Faire monter en compétences les professionnels (salariés, reconversion, milieu académique…).



© DR - TIARe

Action 5 : Développer un portail de formation et un Datalab

- Assurer la visibilité et l'attractivité ;
- Amener des étudiants à traiter des problématiques professionnelles ;
- Favoriser l'implication des entreprises, l'insertion des étudiants et le lien vers des projets et hackathons.

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre d'apprenants formés visé au 31/12/2027 :

Bac +1/2 : 880 ;

Bac +3 : 840 ;

Bac +4/5 : 420 ;

Formation continue : 186.

Nombre de personnes sensibilisées :

Infra-Bac et Bac : 1 350 ;

Bac +1/2 : 1 600 ;

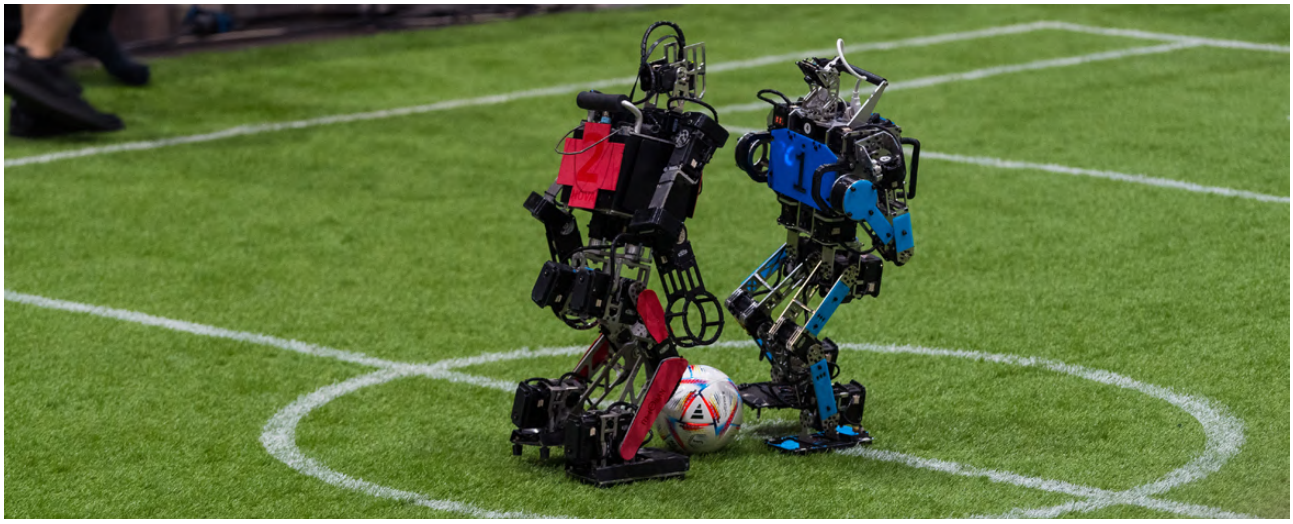
Autres : 700.

TIARe

gontran.vie@univ-rennes.fr

RETOUR SOMMAIRE

UB 2030 - CAP IA



© DR - UB 2030 - Cap IA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Intelligence Artificielle (IA)

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Bordeaux

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Bordeaux, Bordeaux INP, Inria, Région Académique Nouvelle-Aquitaine, Centre Inria de l'université de Bordeaux, Aerospace Valley, Aquitaine Robotics, Centre Aquitain des technologies de l'information et électroniques (CATIE), AIO, Suez, COAPI, Proditec, Techview, Fieldbox, Cap2020 Consult

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,74 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,74 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

L'Université de Bordeaux (UB) et ses partenaires du projet CAP IA ont établi un diagnostic complet.

La région ne fait pas exception au diagnostic national et aux enjeux de la stratégie d'accélération IA : malgré l'attractivité démographique globale de la région, les entreprises de Nouvelle-Aquitaine éprouvent des difficultés importantes pour recruter les profils dont elles ont besoin, en particulier les jeunes diplômés de formation initiale en IA et sciences des données (Bac +3 à Bac +8).

Bien que le site bordelais accueille déjà plusieurs formations liées à la thématique IA (mathématiques, informatique, robotique…) pour un flux annuel de 150 étudiants, aucune n'est explicitement centrée sur l'IA.

Sur la base de ce diagnostic partagé, le projet CAP IA vise à aller bien plus loin que l'offre existante à travers notamment des modalités pédagogiques innovantes et en s'appuyant sur les forces mobilisables sur le site.

Les trois leviers pour la massification de cette future offre de formation sont :

1. Le renforcement de l'offre de formation en IA et robotique autonome, au niveau master et doctorat.
2. L'amélioration de l'attractivité de ces formations IA, à destination du public Bac -3 / Bac +3. L'objectif est de consolider la demande pour les formations en licence.
3. Le renforcement du lien formations - entreprises.

LE PUBLIC VISÉ

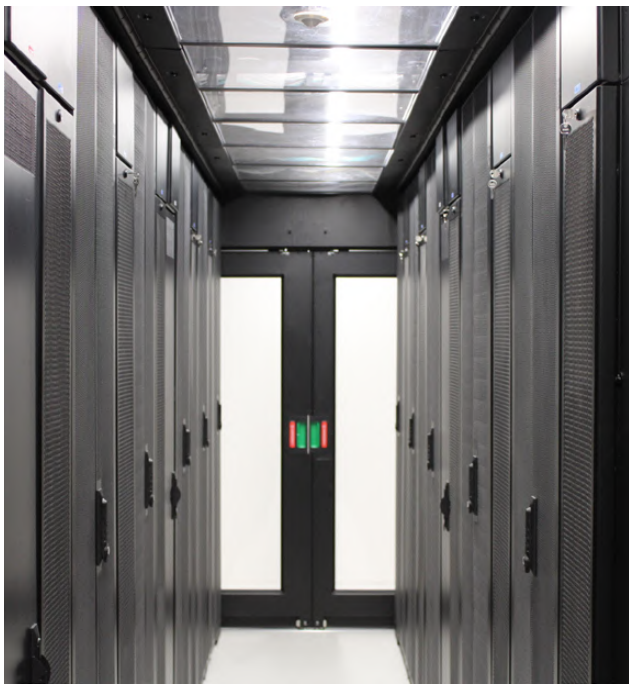
- **Infra-Bac :** projets basés sur Robocup et jeux sérieux à destination des collégiens et lycéens ;
- **Bac +2/3 :** création d'un parcours IA/data en licence ;
- **Bac +5 :** création d'un dépôt de données partagées sur lequel nous offrirons des use cases industriels et académiques pour les étudiants ;
- **Bac +5/8 :** renforcement de la formation doctorale IA ;
- Formations tout au long de la vie en IA.

LE PROJET

Le projet CAP IA durera 60 mois. Il est structuré en 6 lots de travaux : management, renforcement d'un parcours d'excellence en IA au niveau master et doctorat, renforcement de l'offre de formation master en IA/data science, renforcement de l'offre de formation en robotique, mise en place du tiers-lieu IA/data, renforcement de l'attractivité Bac -3 – Bac +3.

Le projet sera porté par un consortium complet et cohérent rassemblant une large palette de sensibilités et expertises : formation, recherche, connaissances métiers, décideurs publics, orientation scolaire et lien avec l'enseignement secondaire.

Sa gouvernance a été élaborée pour assurer des prises de décision éclairées et un dialogue permanent entre les parties prenantes, afin que **l'adéquation soit totale et continue entre l'offre de formation et la demande économique et sociétale.**



© DR - UB 2030 - Cap IA

LES IMPACTS ATTENDUS

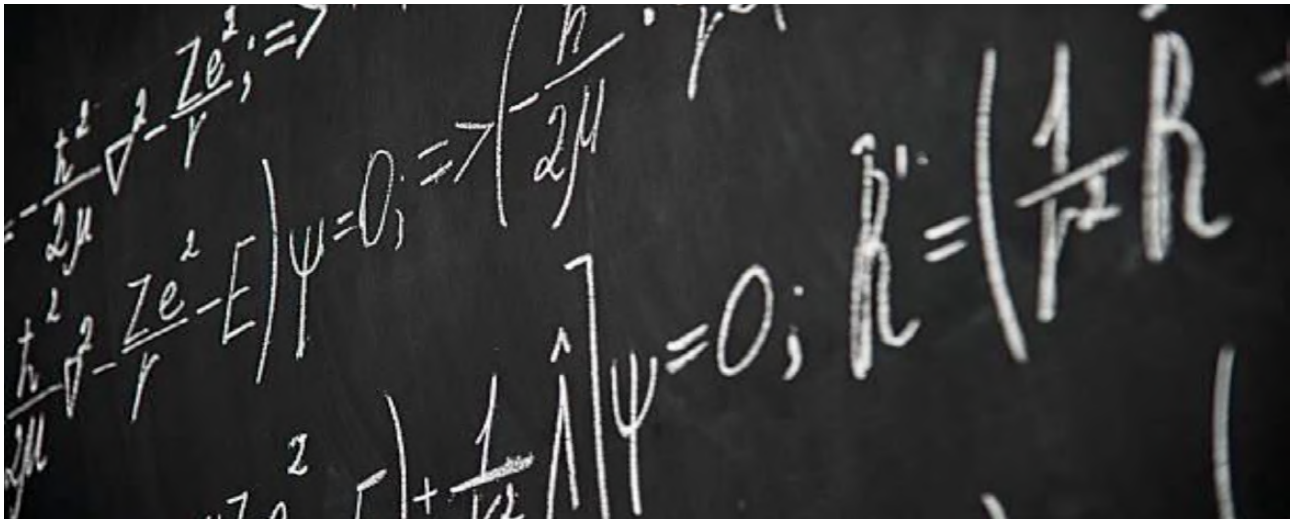
- Nombre de personnes formées (flux annuel) : 250 Bacs +5 et 600 ayant suivi un cours IA ;
- Nombre de jeux de données collectés dans le tiers-lieu : 50 ;
- Amélioration des compétences dans les entreprises locales, nombre de personnes formées : 90 ;
- Augmentation du nombre de doctorants, cible : 45 ;
- Création d'entreprises innovantes, cible : 10.

université de BORDEAUX

cap-ia@math.u-bordeaux.fr
enseigner.u-bordeaux.fr

RETOUR SOMMAIRE

QUANTEDU-FRANCE



© DR - QuanTEdu-France

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Technologies du quantique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Bourgogne Franche-Comté, Université de Toulouse, Université de Lille, Université de Strasbourg, Université Côte d'Azur, Université Sorbonne Paris Nord, Université de Bordeaux, Université de Montpellier, Université Paris Cité, École Normale Supérieure de Lyon, École Centrale Marseille, Aix-Marseille Université, Sorbonne Université, Institut Polytechnique de Grenoble, Université Paris Sciences et Lettres, ENSTA Paris, École Polytechnique, Institut Polytechnique de Paris, Université Paris Saclay, Telecom Paris

COÛT TOTAL DU PROJET :
111,56 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
56,71 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France, Hauts-de-France, Grand Est, Bourgogne Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

QuanTEdu-France, porté par l'Université Grenoble Alpes, réunit un consortium de 21 établissements académiques au niveau national, professionnels de la formation initiale et continue, avec la participation d'actrices et d'acteurs de l'industrie et de l'innovation.

QuanTEdu-France a l'ambition de répondre aux objectifs fixés par la stratégie nationale pour les technologies quantiques dans le cadre de l'accélération du développement des compétences et du capital humain.

QuanTEdu-France met en œuvre des actions concrètes afin de répondre aux besoins croissants de compétences en technologies quantiques des ingénieur.e.s, chercheu.ses.rs, enseignant.e.s-chercheu.ses.rs et professeur.e.s, technicien.ne.s et cadres, tout en consolidant les interactions entre les universitaires, les chercheu.ses.rs et les actrices et acteurs économiques locaux et nationaux.

En effet, l'émergence de nouveaux métiers encouragés par la stratégie nationale, tels que les ingénieur.e.s - docteur.e.s quantiques, nécessite une réflexion approfondie sur les méthodes d'enseignement à adopter.

Ces méthodes préservent le caractère généraliste des enseignements disciplinaires et fondamentaux, tout en favorisant l'interdisciplinarité, l'esprit d'innovation et l'insertion sur le marché du travail.

LE PUBLIC VISÉ

QuanTEdu-France développe des actions concrètes de la formation pré-universitaire à la formation doctorale, avec un programme ambitieux de financement de contrats doctoraux.

QuanTEdu-France fait évoluer les offres de formation initiale et continue, en partenariat avec les acteurs de la formation professionnelle et de l'industrie, tout en participant à la transition numérique des formations, ainsi qu'à la sensibilisation et à la vulgarisation scientifique.

LE PROJET

Afin de répondre au besoin croissant de compétences en technologies quantiques, il est tout d'abord nécessaire d'alimenter le vivier des futurs jeunes talents en les sensibilisant, en amont de l'enseignement supérieur, aux nombreux débouchés en lien direct ou indirect avec les technologies quantiques.

QuanTEdu-France fait également évoluer les offres de formation en Licence, BUT ou en 1re année d'école d'ingénieurs afin d'accroître l'envie de poursuivre dans le domaine des technologies quantiques en développant des enseignements transversaux ou spécifiques à ce niveau d'étude.

Au niveau Master, si de nouveaux parcours interdisciplinaires ont été mis en place en place dès la rentrée 2021 pour **former les étudiantes et étudiants à cette révolution technologique,** QuanTEdu-France a pour objectif de « former les physiciens à être plus ingénieurs. Les ingénieurs à savoir plus de physique.

Les informaticiens à s'éveiller à la quantique… », en adéquation avec les objectifs en termes de compétences à acquérir pour répondre aux besoins des industriels et de la recherche. Ainsi, de nouveaux parcours spécifiques continueront de s'ouvrir durant la durée du projet.

Enfin, simultanément à ces actions, le développement du capital humain et des futurs talents doit nécessairement s'appuyer sur un ambitieux programme de formation continue et doctorale.



© DR - QuanTEdu-France

LES IMPACTS ATTENDUS

À partir de l'état des lieux construit lors des consultations avec les établissements d'enseignement et les industriels, la stratégie quantique devrait permettre de **créer 16 000 emplois directs et indirects à l'horizon 2030.**

Cette montée en puissance s'appuiera sur la diversité des actions de QuanTEdu-France aux différents niveaux de la formation, combinant la formation initiale et la formation continue, les formations techniques, d'ingénierie, de management et d'entrepreneuriat, ainsi que la formation par la recherche.

De plus, au niveau international, il est nécessaire de continuer à déployer une stratégie de ciblage des talents et de mise en visibilité des pôles d'excellence nationaux, à travers des moyens incitatifs offrant aux candidat.e.s une visibilité à long terme.

Ainsi, grâce à l'impulsion donnée par l'État, l'ambition est de former de nouveaux talents, de nouvelles expertes et experts, qui participeront directement et indirectement à l'essor des technologies quantiques, au niveau ingénieur et master (environ 9 000), au niveau doctoral (environ 1 000), au niveau Bac +3 (environ 2 000), mais également grâce à la formation continue (environ 4 000), tout en prenant en compte les professions intermédiaires (environ 4 000).

UGA Université Grenoble Alpes

franck.balestro@univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR SOMMAIRE

ENSEIGNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DE LA CYBERSÉCURITÉ AUX ANTILLES (CYBEREDANTILLES)



© DR - CyberEDAntilles

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université des Antilles

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
GRETA-CFA de la Guadeloupe, Agence Caribéenne pour la Cybersécurité, Rectorat de la Région académique de Guadeloupe, Rectorat de la Région académique de Martinique, Orange Antilles-Guyane

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,07 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,9 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin

L'AMBITION

CyberEDAntilles est un dispositif ambitieux de formation initiale et continue en cybersécurité à destination du territoire antillais (Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin). Le projet est porté par l'Université des Antilles en collaboration avec un ensemble d'acteurs publics et privés.

Il s'appuie sur un diagnostic approfondi conduit sur le territoire antillais révélant le manque de formations initiales et continues en matière de cybersécurité, un déficit de compétences locales, ainsi qu'une vulnérabilité accrue aux cyberattaques touchant tant les organisations publiques que les TPE et PME.

Le projet CyberEDAntilles vise par conséquent à proposer un éventail de formations allant du pré-Bac au niveau supérieur, ainsi que des actions de sensibilisation pour élever le niveau de sécurité global du territoire.

Le projet comprend cinq volets :

- Sensibilisation ;
- Formation initiale ;
- formation continue ;
- Formation de formateurs et soutien à l'insertion professionnelle ;
- Communication.

L'ambition est de former des experts spécialisés en cybersécurité, d'améliorer l'insertion professionnelle, et de renforcer la compétitivité et la souveraineté numérique du territoire.

LE PUBLIC VISÉ

Apprenants (élèves et étudiants) du secondaire et du supérieur, professionnels et demandeurs d'emploi, dirigeants et chefs d'entreprise, grand public (jeunes, séniors), formateurs et enseignants.

LE PROJET

Les principales actions envisagées sont les suivantes :

- Actions de sensibilisation dans les collèges, lycées, et pour le grand public (ex. : escape games, hackathons, ateliers numériques) ;
- Mise en place de parcours de formation en cybersécurité au sein de la Licence Informatique et du Master MIAGE à l'Université des Antilles, proposés par la voie de l'apprentissage pour favoriser l'insertion professionnelle ;
- Développement d'un Diplôme Universitaire en Cybersécurité et d'un Titre de Technicien Supérieur Système Réseaux - option cybersécurité, destinés aux professionnels du territoire ;
- Formation de formateurs pour garantir la pérennité du dispositif et soutien à l'insertion des diplômés dans le marché du travail local ;
- Mise en place d'un plan de communication pour promouvoir le projet et ses formations.

De façon transversale à ces actions de formation, le projet prévoit notamment :

- Une pédagogie hybride s'appuyant sur des équipements performants de type Hyflex permettant les cours à distance sur plusieurs territoires ;
- Le développement de la réalité virtuelle pour un apprentissage à distance plus immersif ;
- La mise en place de fablabs avec des équipements spécialisés dans les lycées ;
- La préparation à la certification ISO 27001 pour les étudiants et les salariés.



© DR - CyberEDAntilles

LES IMPACTS ATTENDUS

Dans les deux premières années du projet, plusieurs nouvelles formations seront mises en place. Parmi elles, un parcours « Cybersécurité » sera introduit au sein de la Licence Informatique et un parcours « Sécurité du numérique » sera intégré au Master MIAGE.

Ces deux formations seront accessibles en alternance, pour renforcer le lien avec le monde professionnel. En parallèle, un Diplôme Universitaire (DU) en Cybersécurité, destiné aux professionnels et aux demandeurs d'emploi, sera créé.

Ainsi, sur les 5 ans du projet, il est prévu de sensibiliser et former environ 4 200 personnes par le biais des diverses actions de formation et de sensibilisation. En ce qui concerne les formations initiales, le parcours de Licence « Cybersécurité » formera entre 10 et 15 étudiants par an, tandis que le parcours de Master « Sécurité du numérique » accueillera entre 8 et 12 étudiants chaque année. Le Diplôme Universitaire (DU) en Cybersécurité formera environ 15 apprenants par an.

À cela s'ajoutent les initiatives de sensibilisation, comme les ateliers, hackathons, et événements du programme Orange Digital Center, qui toucheront plusieurs centaines de participants chaque année.

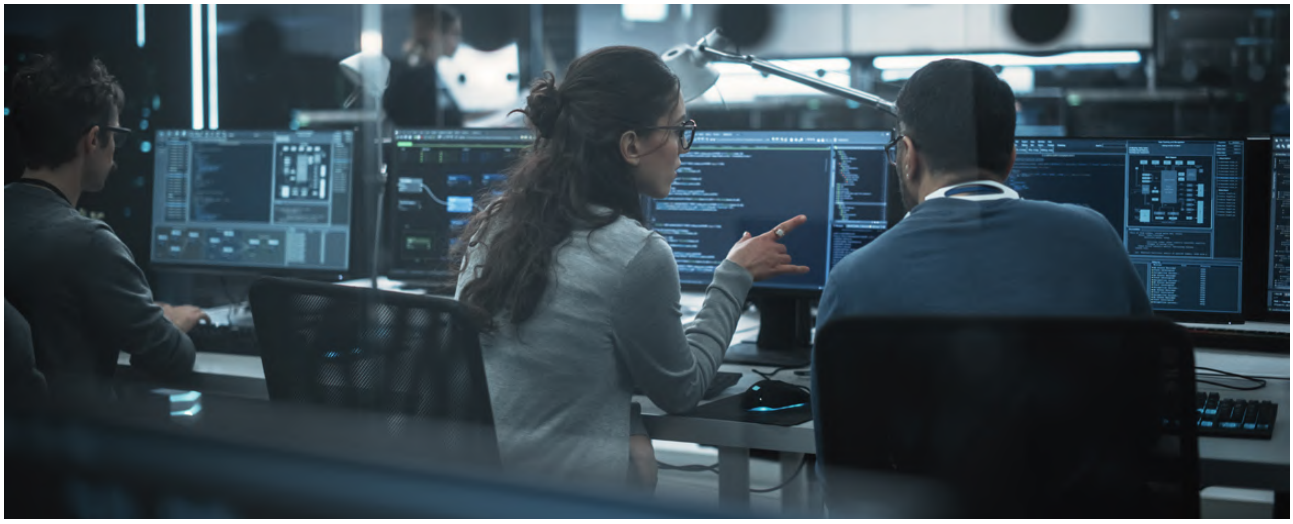
Chaque année, environ 1 000 personnes seront donc sensibilisées ou formées aux compétences en Cybersécurité grâce aux dispositifs mis en place.

Université des Antilles

erick.stattner@univ-antilles.fr
univ-antilles.fr

RETOUR SOMMAIRE

CYBERINSA



© DR - CyberINSA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut National des Sciences Appliquées (INSA Centre-Val de Loire)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
INSA CVL, Rectorat, Conseil Régional Centre-Val de Loire, Numeum

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,24 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Centre-Val de Loire

L'AMBITION

Faisant écho au Campus Cyber à la Défense dont l'ANSSI est partenaire, la région Centre-Val de Loire a décidé de répondre à une stratégie d'essaimage sur le territoire régional en créant son Campus régional cyber.

Au regard des délais nécessaires pour la réalisation de ce Campus régional et, compte tenu de l'urgence de la situation, l'INSA Centre-Val de Loire, acteur majeur de la formation et de la recherche en cybersécurité en région, a souhaité apporter son soutien à ce projet régional en déposant **un projet de formation ayant vocation à constituer à minima une partie du volet formation de ce futur Campus.**

Il convient en effet de ne pas perdre de temps dans cette course où les attaquants sont toujours en avance sur les réponses possibles et où la menace est croissante, tant quantitativement que qualitativement, en augmentant l'offre de formation en cybersécurité, sous l'égide d'un acteur majeur reconnu tant en enseignement qu'en recherche.

Si avoir une bonne « hygiène numérique » et de bonnes réactions est l'affaire de tout un chacun, l'arrêt de ces attaques, au regard de leur complexité, et la formation des non spécialistes ne peuvent toutefois être opérés que par des experts en cybersécurité. Ces experts devront être formés tout au long de leur carrière, en lien étroit avec les progrès de la recherche.

La recherche joue dans ce secteur un rôle majeur afin de faire face à l'évolution des attaques et des modes opératoires des cybercriminels.

LE PUBLIC VISÉ

De nombreuses entreprises sont implantées en région Centre-Val de Loire dans des secteurs stratégiques susceptibles d'être attaqués à des fins économiques comme la défense, l'aéronautique, l'énergie, les industries cosmétiques, pharmaceutiques et agroalimentaires.

Le public concerné est assez large, il s'agit notamment des salariés actuels et futurs des entreprises : jeunes en infra Bac jusqu'à bac+5, des apprenants, des doctorants, des chercheurs, des formateurs, grand public parmi lequel des chômeurs et des personnes en reconversion professionnelle. La cybersécurité est l'affaire de tous.

LE PROJET

Le projet Stratégie d'accélération et d'élargissement des formations en cybersécurité en lien avec l'INSA CVL (CyberInsa), construit en lien avec la feuille de route cyber du Conseil régional, vise à acculturer les organisations aux enjeux de la cybersécurité en les dotant de mécanismes de compréhension, d'anticipation et d'approches « problem solving » par la formation et l'expérimentation, via des mises en situation sur des réseaux et la mobilisation des résultats de la recherche.

Le projet s'articule autour des actions suivantes :

1. Aménager une salle de gestion de crise afin d'opérer des formations (logique préventive/curative face aux cyber-attaques).
2. Se doter de plateformes de test sur les objets connectés (transferts de résultats de la recherche vers les entreprises/organisations régionales).
3. Créer un vivier de jeunes étudiants/chercheurs opérant des formations et des recherches dans le domaine de la cybersécurité.
   - Accroître et étendre les thématiques de recherche (doctorants et HDR) ;
   - Renforcer l'attractivité et la connaissance de la recherche auprès des élèves ingénieurs.
4. Adapter l'offre de formation.
   - Se doter d'un vivier de formateurs du second degré par la mise en œuvre de formations de formateurs ;



© DR - CyberINSA

   - Structurer des parcours de formation cybersécurité, essentiellement du BTS au Master/ingénieur et assurer la lisibilité de ces parcours.
5. Un dispositif mobile d'animation assorti de ressources interactives afin de sensibiliser aux problématiques de la cybersécurité les publics non initiés (jeunes scolaires, étudiants, public de formation continue et le grand public).

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre de formés visé au 31/12/2030 :

Infra-Bac et Bac

- 25 000 : Sensibilisées ;
- 16 000 : Dont personnes en formation continues.

Bac +1/2

- 1 180 : Apprenants formés ;
- 2 300 : Sensibilisées ;
- 2 550 : Dont personnes en formation continues.

Bac +3

- 840 : Apprenants formés ;
- 1 580 : Sensibilisées ;
- 1 350 : Dont personnes en formation continues.

Bac +4/5

- 2 300 : Apprenants formés ;
- 5 600 : Sensibilisées.

Au-delà de Bac +5

- 3 500 : Sensibilisées ;
- 780 : Dont personnes en formation continues.

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES CENTRE VAL DE LOIRE

benjamin.nguyen@insacvl.fr

RETOUR SOMMAIRE

CYBERSKILLS@UGA



© DR - Cyberskills@UGA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Grenoble Alpes, Grenoble-INP-UGA, GIP FIPAG/CMQ IED

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,11 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,34 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Ce projet s'inscrit dans l'axe « Former plus de jeunes et professionnels aux métiers de la cybersécurité » de France 2030. La recherche en cybersécurité est depuis plus de 20 ans un axe scientifique stratégique de l'université Grenoble Alpes.

Cette politique volontariste a par exemple mené à la création en 2018 du Grenoble Alpes Cybersecurity Institute, qui fédère la recherche en cybersécurité sur le site tant dans les STIC que dans les SHS, ainsi qu'une implication substantielle dans le PEPR cybersécurité en 2022.

Ces évolutions et ces nouveaux projets ont ainsi démontré que la sécurité est une problématique de bout en bout. Il ne s'agit plus seulement de faire des objets/logiciels sécurisés mais il est important de gérer l'ensemble de la chaîne : le matériel et le logiciel, mais aussi leur usage.

La deuxième leçon, qui est corrélée à la remarque précédente, est que la cybersécurité n'est plus uniquement une question de spécialistes.

L'objet de ce présent projet est de proposer une évolution dans ces deux sens : mettre à niveau les formations pour une prise en compte complète de la sécurité dans le flot logiciel/matériel ; et proposer au grand public des sensibilisations à l'hygiène numérique et aux enjeux de cybersécurité.

LE PUBLIC VISÉ

L'offre de formation est principalement en formation initiale.

Elle s'adresse à des spécialistes et futurs spécialistes ainsi qu'à un public non-spécialiste via des modules de sensibilisation et de découverte. Notre projet vise tous les niveaux de formation universitaire (BUT, licence, master, doctorat) mais aussi les formations techniques du secondaire.

LE PROJET

- **Action 1 : Développement d'outils pédagogiques spécialisés qui fournissent des contenus innovants et permettant la massification de la formation.**

Plateformes virtualisées, Cyberlabs, plateformes physiques dédiées pour la cybersécurité des systèmes industriels, pour les situations d'apprentissage et d'évaluation, etc. ; ou enfin, des serious games et mallettes pédagogiques, pour la sensibilisation et la promotion des métiers de la cybersécurité.

- **Action 2 : Formations pour public spécialisé.**

Il s'agit de transformer et développer des formations pour un public spécialisé dans le domaine. L'évolution des filières actuelles, pour leur montée en charge, va de pair avec le développement de nouvelles approches pédagogiques permises par les plateformes de la première action.

En particulier, de nouveaux TPs, projets et cours seront proposés sur les nouvelles plateformes pédagogiques.

- **Action 3 : Formations pour tout public.**

Dirigé vers un public non-spécialiste universitaire ou du secondaire, cet axe développe des formations sur l'hygiène numérique et les réglementations de la RGPD. Le public large du secondaire est visé ainsi que celle d'étudiants, amenés à intervenir en collège et lycée.

Le rôle du CMQ est ici central. Au-delà de la formation, il s'agit également de promouvoir cette filière en suscitant les vocations, notamment chez les jeunes filles.



© DR - Cyberskills@UGA

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous envisageons à l'horizon 2028 :

- La création d'une nouvelle formation à Bac +4/5 ;
- La modernisation de 9 filières (2 BUT, 3 filières ingénieur, 3 Masters, 1 école doctorale) en formation initiale.

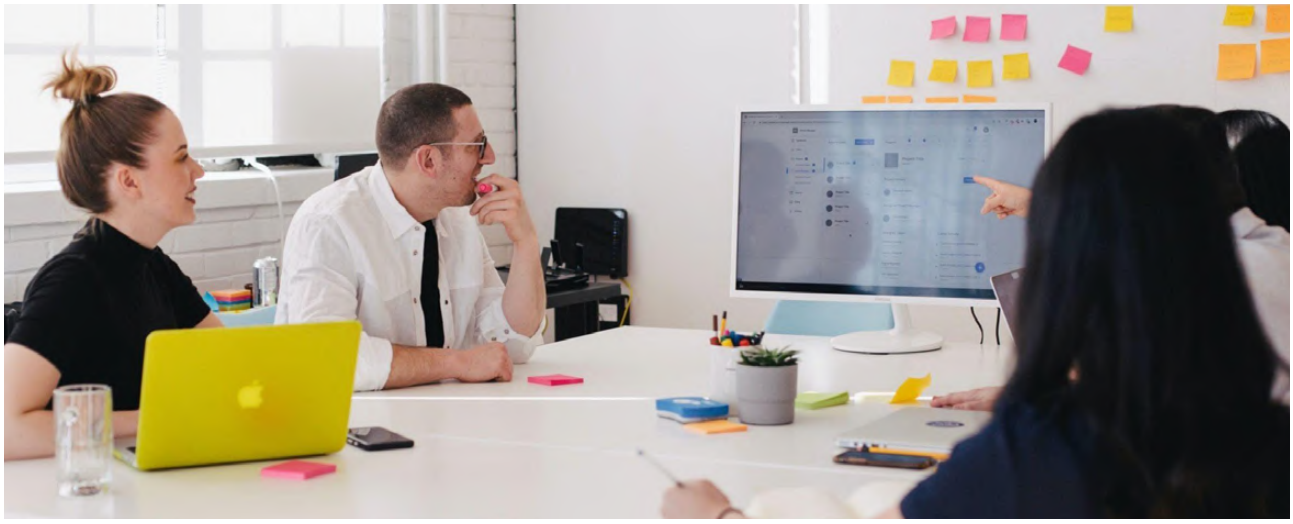
À l'issue de ce projet, serons formés environ 3 000 étudiants en formation diplômante sur la thématique, 4 000 étudiants bénéficiant d'une coloration thématique et 40 000 élèves ou étudiants auront été sensibilisés.

UGA Université Grenoble Alpes

cyberskills@univ-grenoble-alpes.fr
cybersecurity.univ-grenoble-alpes.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CYBERSKILLS4ALL



© DR - CyberSkills4All

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Rennes

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université de Rennes, Université de Bretagne Sud, Rennes School of Business, ENSTA Bretagne, ENIB, GIP formation de l'académie de Rennes, GIP France Université Numérique, Pôle Excellence Cyber, ORANGE S.A., Campus des Métiers et des Qualifications d'Excellence Numérique, Photonique et Cybersécurité

COÛT TOTAL DU PROJET :
22,3 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Bretagne
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

CyberSkills4All répond au diagnostic emploi-formation en cybersécurité mené en 2022 par le Pôle d'Excellence Cyber.

Le projet vise à créer près de 12 nouveaux diplômes pour spécialistes en cybersécurité (du Baccalauréat au Master), 13 doctorats et formations doctorales et plus de 150 formations de non spécialistes, sous la forme de « mineures » dans tous les domaines (droit, santé, sciences, lettres…).

Au total, plus de 3 600 spécialistes seront formés, dont un millier dans le cadre de la formation continue, et plus de 15 000 apprenants seront sensibilisés au juste niveau selon leur domaine de compétence.

Ainsi, ce projet permettra de réinvestir les métiers en tension de la cybersécurité et identifiés par le PEC.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé par le projet Cyberskills4All est large, allant du lycéen/collégien au doctorant en passant par des individus en demande de formation continue.

L'offre de formation développée a pour objectif de répondre à des niveaux de compétences variés. Des actions de sensibilisation tout publique seront menées, ainsi que des formations pour non-spécialistes mais aussi des formations d'expert et de formateur.

LE PROJET

Le projet développera essentiellement un ensemble de parcours de sensibilisation, de formation, des ressources et référentiels, en réponse aux besoins en compétences en cybersécurité identifiés.

Ce projet pourra disséminer les ressources de formation suivantes : référentiels de formations, blocs d'apprentissage, blocs de compétence et microcertifications.

Les actions relatives à l'attractivité de la filière cybersécurité et des parcours de formation seront valorisées dans le cadre des actions postées par les établissements partenaires, en particulier celles du PEC (forums, salons…) et relayées par les services de l'information et de l'orientation (SUIOIP, IDEO, BRIO, GREF Bretagne).

L'UBS a obtenu la validation et le financement de l'UE pour la mise en œuvre de deux masters conjoints : Erasmus Mundus Copernicus in Digital Earth, et le master Erasmus Mundus CYBERUS avec l'ambition de « recruter 25 % de jeunes filles au sein du cursus Cyberus ».

Notre ambition collective est de participer à l'académie européenne des cybercompétences en construction (European cyber skills academy). **La stratégie de communication et le plan de diffusion vers les entités régionales, nationales et européennes seront portés par le PEC.**

LES IMPACTS ATTENDUS

Dans le cadre de la formation initiale, le projet Cyberskills4All développera en cinq ans :

- Une vingtaine de formations diplômantes et certifiantes pour les étudiants de niveau Bac à Bac +2 ;
- 35 blocs d'apprentissage pour la formation de non-spécialistes de Bac à Bac +5 et la formation de spécialistes de Bac à Bac +3 ;
- 5 parcours de formation au sein de formations diplômantes de spécialistes de niveau Bac +5 à Bac +8 ;



© DR - CyberSkills4All

- 13 doctorats et formations doctorales ;
- Des formations de formateurs pour les publics de non spécialistes et de spécialistes de façon à assurer la pérennité du dispositif par transfert de compétences.

S'agissant de la formation continue, le projet développera pendant ces cinq années :

- 4 blocs de compétences ;
- 37 microcertifications.

Ces formations continues concerneront des non-spécialistes mais aussi des experts de la cybersécurité.

Au total plus de 3 600 spécialistes seront formés, dont un millier dans le cadre de la formation continue, et plus de 15 000 apprenants seront sensibilisés au juste niveau selon leur domaine de compétence.

CyberSkills4All

eric.martin@univ-ubs.fr
cyberskills4all.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CYRCE



© DR - Université de Caen Normandie

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Caen Normandie

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENSICAEN, Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers, Gendarmerie nationale, ANSSI, Association Campus cyber Normandie, Pôle TES, CLUSIR, CMA, Normandigital NAE, Région Normandie

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,46 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Normandie

L'AMBITION

Le projet CYRCE s'appuie sur le diagnostic établi dans le cadre de la stratégie nationale d'accélération pour la cybersécurité (France 2030) qui priorise la formation des plus jeunes et des professionnels aux métiers de la cybersécurité. Les objectifs sont les suivants :

1. **Augmenter** significativement le nombre de techniciens et informaticiens spécialistes en cybersécurité.
2. **Former** des non-spécialistes pour répondre aux enjeux globaux en matière de cybersécurité.
3. **Sensibiliser** largement aux enjeux de la cybersécurité et ancrer dans la population les bonnes pratiques d'hygiène informatique.

Pour la mise en œuvre du projet, l'Université de Caen Normandie coordonne un consortium d'acteurs caennais et normands. Notamment, l'École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Caen (ENSICAEN) et l'Agence Régionale pour l'Orientation et les Métiers (AROM) sont impliquées dans le pilotage de plusieurs actions de formation et de communication.

Afin d'accompagner et d'orienter au mieux la mise en œuvre, le projet associe également les services spécialisés de l'État (Gendarmerie Nationale, ANSSI, DGSI…), les associations de la filière du numérique et des réseaux d'entreprises normandes (association Normandie, Pôle TES, CLUSIR, Normandigital, NAE, CMA).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet CYRCE propose ainsi un ensemble structuré d'actions complémentaires et articulées, visant à répondre aux besoins de formation des entreprises et du territoire, à tous niveaux. **Ce sont des experts qui seront formés dans différentes disciplines, majoritairement en alternance** (informaticiens, juristes, managers), des personnes en activité dans différents domaines (FTLV) et des formateurs.

- **Bac +3 ;**
- **Bac +5 ;**
- **Professionnels.**

LE PROJET

Actions de formation de spécialistes (formation initiale et alternance), création d'un Master Cybersécurité co-accrédité UNICAEN / ENSICAEN. Massification des formations: BUT Réseaux & télécommunications/Master Droit du numérique/Diplôme d'ingénieur, **actions de formation de spécialistes (formation continue).**

Création d'un DU Droit de la cybersécurité, Développement d'un catalogue de formation continue « sur mesure », actions de formation de non-spécialistes, création de modules de formation en cybersécurité :

- Dans les masters de l'IAE (école de management) et de l'ESIX (école d'ingénieur), dans un premier temps, puis dans d'autres domaines ;
- Dans les écoles doctorales ;
- Dans le BUT Métiers du multimédia et de l'internet.

Ces déploiements de formations passent notamment par une action transverse de formation des formateurs.

Actions de sensibilisation de non-spécialistes. Création de modules de sensibilisation déployés progressivement dans toutes les licences générales, jeu sérieux et exposition. Action de promotion / attractivité de la filière, hackathon « Cassez les codes ». Actions de communications innovantes et rencontres immersives, actions de mise en relation avec les entreprises. Recherche, École d'été, Doctorats et postdoctorats.



© DR - Université de Caen Normandie

LES IMPACTS ATTENDUS

Créations

Master Cybersécurité (FI/FA), ouverture septembre 2024, DU Droit de la cybersécurité (FC), ouverture janvier 2025.

Modernisation

Insertion de modules de formation / sensibilisation dans 43 licences (FI) - phase de test dans 5 licences septembre 2023, puis généralisation à partir de 2024. 5 masters (FI/FA/FC) - à partir de septembre 2024. 5 Diplômes d'ingénieurs ESIX (FI/FA) - phase de test septembre 2023, puis généralisation à partir de 2024. BUT Métiers du multimédia et de l'internet (FI/FA) - nouveau module depuis septembre 2023. Formation doctorale.

Massification et spécialisation des formations

BUT Réseaux et télécommunication (FI/FA) - ouverture d'un groupe TP supplémentaire en septembre 2024. Master Droit du numérique - ouverture du nouveau parcours « Droit de la cybersécurité » septembre 2024 (FI/FA). Diplôme d'ingénieur ENSICAEN - création de nouvelles options en cybersécurité et adaptation des capacités (FI/FA) - ouverture rentrée 2024 et massification progressive.

Ainsi, à l'horizon 2029 on comptera :

- Plus de 300 spécialistes formés à Bac +3 ;
- Plus de 500 spécialistes formés à Bac +5 ;
- Près de 4 000 diplômés non-spécialistes formés à Bac +5 ;
- Près de 20 000 étudiants non-spécialistes sensibilisés à Bac +3 ;
- Plus de 400 doctorants non-spécialistes sensibilisés à Bac +8 ;
- 4 doctorats.

UNIVERSITÉ CAEN NORMANDIE

elsa.jaubert-michel@unicaen.fr
unicaen.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

OCCITANIE - SENSIBILISATION ET MONTÉE EN COMPÉTENCE EN SECURITÉ (OSMOSE)



© DR - OSMOSE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université de Toulouse

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Toulouse Capitole ; Université Toulouse Jean Jaurès ; Université de Toulouse ; Université de Montpellier ; Université de Perpignan Via Domitia ; ENAC ; Toulouse INP ; NSA Toulouse ; ISAE ; SUPAERO ; EPITA ; CESI ; Instant Sciences, GIP Formavie ; Digital 113 ; Cyber'Occ Région Occitanie ; Airbus ; Continental ; Thalès

COÛT TOTAL DU PROJET :
10 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2025

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Occitanie

L'AMBITION

Le projet OSMOSE s'inscrit dans le cadre d'une stratégie territoriale globale en vue de renforcer les compétences de la filière cybersécurité en Occitanie, tout en s'adaptant à l'évolution croissante de la menace cyber. Ce constat a été préalablement confirmé par le diagnostic CMA Industrie 4.02, réalisé conjointement par la Cité de l'Économie et des Métiers de Demain (CEMD), et par l'Université de Montpellier.

Aujourd'hui, OSMOSE souhaite augmenter le volume des formations d'excellence existantes et créer de nouveaux parcours au sein de la Région Occitanie. **L'objectif de ces formations est d'augmenter les effectifs et compétences des (futurs) experts.** Par ailleurs, les métiers liés à ce domaine sont encore aujourd'hui trop peu évoqués, et donc peu attractifs.

L'ambition d'OSMOSE est de faire davantage connaître les métiers du cyber et de les rendre attractifs.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations toucheront un public riche et varié, allant des collégiens aux étudiants du supérieur. Des modules de formation seront élaborés à différents niveaux.

Le projet ouvrira des modules aux salariés en recherche de formation et/ou réorientation.

LE PROJET

Le projet OSMOSE est porté par l'Université de Toulouse (UT). Il rassemble 6 universités, 8 écoles d'ingénieurs, des acteurs industriels majeurs, la Région Occitanie, le Rectorat de région académique Occitanie, le Cnam Occitanie ainsi que des partenaires essentiels à la mise en place des interfaces avec l'écosystème (Digital 113 et Cyber'Occ).

Le pilotage stratégique est assuré par des enseignants chercheurs, des acteurs socio-économiques et des partenaires industriels représentant des secteurs stratégiques de la région Occitanie. Plusieurs membres de ce groupe de pilotage sont également membres du bureau de l'Institut Cybersécurité Occitanie (ICO).

Le projet OSMOSE porte **4 ambitions principales qui structurent les cinq années du projet :**

- **Développer des modules de formation** visant à former de futurs spécialistes ;
- **Constituer un vivier occitan de formateurs** pour former les prochaines générations d'Occitanie à la thématique cyber et répondre massivement aux défis et aux enjeux du secteur ;
- **Intégrer des plateformes de simulation interactive (Cyber- Range) :** cette innovation permettra de rendre l'étude du cyber plus concrète et attractive ;
- **Accroître l'attractivité de la filière et promouvoir les métiers de la cybersécurité.**



© DR - OSMOSE

LES IMPACTS ATTENDUS

Le public d'apprenants visé par le projet OSMOSE sera composé d'étudiants de l'enseignement supérieur, d'experts formés spécifiquement aux métiers de la cybersécurité et de salariés sans formation à l'outil numérique ou évoluant dans un secteur d'activité pour lesquels une compétence cybersécurité spécifique doit être apportée. La formation initiale sera complétée avec des offres de formation continue, notamment via la création de modules de formation avec inscription au répertoire spécifique de France Compétences et donc éligible au CPF.

Avec le soutien du Rectorat académique, **plusieurs centaines de formateurs seront formés à la cybersécurité et pourront à leur tour sensibiliser les élèves des lycées.** Des formateurs seront également formés dans les différentes universités d'Occitanie.

Au global, plus de 20 000 apprenants seront formés sur la durée du projet en s'appuyant sur les établissements universitaires, établissements de formation privés, écoles d'ingénieurs et les organismes partenaires.

Au travers des différentes propositions des partenaires d'OSMOSE, plus d'une dizaine de formations Bac +3, Bac +4/5, dont 8 écoles d'ingénieur et 2 formations supérieures à Bac +6 seront impactées.

Université de Toulouse

Vincent.nicomette@insa-toulouse.fr
univ-toulouse.fr

RETOUR SOMMAIRE

RECI (EX : CYBER-INDUS)



© DR - RECI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP Lille

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Campus des Métiers et Qualifications d'Excellence Métallurgie et Plasturgie, Espace Scolaire Condorcet, Bureau Veritas Certification, CITC-EuraRFID, Games Partners, Plastium, Promeo, Sesame EXPERTISES, Technopôle Transalley, Université Polytechnique Hauts-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,46 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,82 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France

L'AMBITION

La cybersécurité est un sujet de souveraineté nationale dans un contexte international. La cybersécurité industrielle allie la sûreté de fonctionnement, la cybersécurité et la conformité aux réglementations européennes.

Plus spécifiquement, la cybersécurité industrielle s'attache à sécuriser l'outil de production français en lien avec les ambitions de l'industrie 4.0, développant un certain nombre de nouvelles technologies connectées (IIoT) et de nouvelles pratiques : maintenance connectée préventive et curative, cloud, utilisation de logiciels de production.

Les normes volontaires et réglementaires de cybersécurité sont de plus en plus exigées dans les différentes filières industrielles au niveau national, et international.

Ces exigences se retrouvent non seulement sur la gouvernance en cybersécurité mais également sur l'IT et sur l'OT. Ces normes amènent les bonnes pratiques et exigences pour se prémunir contre une menace extérieure éventuelle qui s'appuierait sur la vulnérabilité de l'outil de production ou le manque de sensibilisation des collaborateurs.

Le projet RECI (ex : CYBER-INDUS) a pour objectif de renforcer les compétences en cybersécurité dans les métiers de l'industrie. L'ambition est de faire de la région des Hauts-de-France une région pilote et experte en cybersécurité industrielle.

LE PUBLIC VISÉ

Des contenus de sensibilisation et de formation seront créés pour toucher des cibles multiples : de la 3e jusqu'au Bac +8. Le projet permettra aux formateurs et enseignants de disposer de connaissances et compétences certifiées. Les jeunes des filières technologiques industrielles, les salariés et demandeurs d'emploi seront formés de manière à assurer leur professionnalisation en lien avec les besoins des entreprises et, in fine, renforcer les perspectives d'emploi.



© DR - RECI

LE PROJET

À l'échelle de la région académique, les ambitions sont d'intégrer dans les contenus de formation, les savoirs et savoir-faire nécessaires pour identifier les risques et les méthodes de cyberattaque, mesurer les enjeux de la connectivité des machines selon l'activité, adopter les bonnes conduites pour protéger les systèmes et assurer une veille technologique et comportementale régulière.

Plusieurs axes sont visés :

- Sensibilisation à la cybersécurité industrielle et aux bonnes pratiques grâce à des outils innovants ;
- Déployer des expériences immersives, jeux pédagogiques, bibliothèques de cas pratiques, ateliers et interventions en établissements de formation et en entreprises ;
- Création d'une certification de référence ;
- Uniformiser les niveaux de procédures de cybersécurité industrielle et valider le niveau de compétences des personnes ;
- Constitution d'un vivier de ressources humaines formées et certifiées pour augmenter le nombre de porteurs de réponses cyber-indus ;
- Former des personnes-ressources dans les établissements de formation ;
- Faire monter en compétences les formateurs sur trois niveaux (débutant, confirmé, expert) ;
- Diffuser les formations auprès des apprenants dans les établissements ;
- Création de diplômes et de modules complémentaires en cybersécurité industrielle ;
- Accélérer la recherche au niveau doctorat et post-doctorat.

LES IMPACTS ATTENDUS

Toutes les formations industrielles de niveau 3 au niveau 6 à horizon 2028 sont concernées.

Les nouvelles formations créées concernent plusieurs niveaux de formations :

- Niveau 4e et 3e pour la sensibilisation via, entre autres, les professeurs de technologie
- Niveau CAP ;
- Niveau Bac Pro ;
- Niveau BTS ;
- Niveau Licence – Bachelor ;
- Niveau Master et Ingénieur.

À cela s'ajoute, la création d'un parcours de formation et de supports dédiés pour les formateurs. Ces supports permettront ensuite aux formateurs référents de dispenser les savoirs.

Nombre de formations modernisées FI/FC : 58 formations initiales concernées ;

Création d'un master par apprentissage excellence en cybersécurité industrielle.

Nombre de personnes formées : 4 000 en infra-Bac et Bac / 4 000 Bacs +1 et +2 / 3 000 Bacs +3 / 3 000 Bacs +4 et +5 / 200 au-delà de Bac +5 / total 14 200 ;

Nombre de personnes sensibilisées : 4 000 en infra-Bac et Bac / 1 000 Bacs +1 et +2 / 500 Bacs +3 / 500 Bacs +4 et +5 / 100 au-delà de Bac +5 /total 6 100 ;

Nombre de personnes formées et sensibilisées en FC : 1 000 infra-Bac et Bac / 1 000 Bacs +1 et +2 / 100 Bacs +3 / 100 Bacs +4 et +5 / 100 au-delà de Bac +5 / total 2 300.

CYBER-INDUS

natacha.herwyn@ac-lille.fr

monavenirpro-hdf.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

TALENTS CYBER



© DR - TALENTS CYBER

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Campus Cyber

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Sorbonne Paris Nord, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, CY Cergy Paris Université, académie de Versailles, CNED, ONISEP, GIP PIX, Campus Cyber, Root me PRO, Women4Cyber, Fondation Cgénial, Radio France

COÛT TOTAL DU PROJET :
42,15 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
18,65 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

Alors que la menace cyber est croissante, les métiers de la cybersécurité sont en forte tension.

En cause : le déficit d'image et d'attractivité dont souffre l'écosystème, pourtant en pleine mutation, avec pour conséquence paradoxale des formations qui peinent à se remplir alors que l'enquête « Profil de la cybersécurité » menée par l'ANSSI en 2021 faisait état d'environ 15 000 postes vacants en 2019.

Mené par le Campus Cyber - lieu totem et acteur fédérateur de l'écosystème cyber en France - comme chef de file, le projet « Talents Cyber » a pour ambition de contribuer à réduire significativement la pénurie de talents de la cybersécurité en France en adressant simultanément **trois dimensions qui sont souvent traitées de manière séparée, à savoir attirer et sensibiliser, orienter et former.**

LE PUBLIC VISÉ

Tout acteur souhaitant monter en compétence dans la cyber doit trouver une proposition au travers des ressources et des dispositifs de formation développés grâce au projet TALCYB. Au global, l'offre est conçue pour des apprenants du secondaire au doctorat, et couvre aussi bien des modules introductifs que de la formation certifiante ou diplômante.

Des contenus et expériences innovants seront également produits en vue de sensibiliser le grand public ou comme ressources pédagogiques d'entrée.

LE PROJET

Le projet Talents Cyber se décline en 3 grands champs d'actions :

1. **Stimuler** la demande de formation (attirer et sensibiliser) ;
2. **Faciliter** la rencontre de l'offre et de la demande de formation (orienter) ;
3. **Opérer** un saut qualitatif et quantitatif de l'offre de formation (former).

La filière cybersécurité fait en effet face à une triple problématique :

- **Le manque d'attractivité lié à une image erronée du secteur :** le projet permettra de promouvoir une autre image de la cyber, à travers des contenus et des programmes visant à lutter contre les biais et les stéréotypes, diffusés massivement auprès du grand public ;
- **L'orientation insuffisante vers les métiers et l'offre de formation à la cyber,** en raison d'un manque de visibilité et de lisibilité : le projet prévoit de développer divers formats et expériences de découverte des métiers de la cybersécurité, notamment à destination des jeunes, des femmes et des prescripteurs d'orientation, et de faciliter l'accès à des parcours de formation via une plateforme ad hoc ;
- **La nécessité de créer de nouveaux cursus et d'innover sur les modalités pédagogiques** pour répondre aux besoins en compétences en constante évolution et en ressources humaines des acteurs économiques : le consortium travaillera avec les acteurs de l'écosystème pour proposer des cursus adaptés aux attentes des apprenants comme du marché, et évolutifs.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet Talents Cyber se donne pour objectifs sur 5 ans de développer plus de 10 parcours académiques en formation initiale et continue, et à tous niveaux (DU, bachelor, master).

Plusieurs dispositifs de certification, dont un parcours PIX+Cyber sont également produits.



© DR - TALENTS CYBER

Ces parcours seront portés en majorité par des universités et des opérateurs publics de l'Éducation nationale, en lien avec des professionnels du secteur. Les premières promotions devraient être lancées dès l'année 2024-2025 avec un objectif ambitieux de plus de 11 000 professionnels dont 1 500 experts formés d'ici 2029.

L'enjeu de sensibilisation est également très important et le projet vise à conduire des campagnes à l'échelle nationale dès 2024 avec des contenus diffusés massivement via des médias publics.

Des actions ciblées concerneront plus particulièrement les prescripteurs d'orientation avec des formats et des ressources qui doivent toucher plus de 25 000 acteurs de l'Éducation nationale.

Enfin le projet doit aussi contribuer à **promouvoir un écosystème cyber plus ouvert, inclusif et diversifié et de fait plus attractif, auprès des jeunes et des femmes notamment.**

CAMPUS CYBER
somalina@campuscyber.fr
campuscyber.fr

RETOUR SOMMAIRE

TCE



© DR - TCE

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Institut Mines-Télécom (IMT)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Institut Mines-Télécom (IMT) , IMT Atlantique, Télécom Paris, Télécom SudParis, Mines Saint-Étienne, IMT Mines Alès, Institut Mines-Télécom Business School, EURECOM, CentraleSupelec, Université Paris-Saclay, Université Versailles Saint-Quentin en Yvelines, CEA, Agence Nationale des Fréquences, plateforme MicroPacks, les entreprises Stormshield, Wallix, et le groupement professionnel Gimelec

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,31 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,41 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France, Bretagne, Pays de la Loire, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet TCE (Train Cyber Experts) vise à développer un dispositif national de formation initiale et formation professionnelle continue au travers de la construction de ressources pédagogiques, sous deux formats, contenus numériques et plates-formes technologiques métiers.

Ces ressources pédagogiques sont organisées par blocs de compétences, dans une optique de modularité, de réutilisabilité et de pédagogie centrée sur les compétences conduisant à des certifications dans les champs de la Cybersécurité.

En particulier, les compétences utilisées seront centrées sur le label SecNumEdu, délivré par l'ANSSI, qui permet aux étudiants d'identifier rapidement les formations menant aux métiers qu'ils souhaitent exercer.

Cela permet également aux employeurs d'identifier les compétences nécessaires aux emplois qu'ils souhaitent pourvoir.

LE PUBLIC VISÉ

Étudiants en formation issus de formations scientifiques et techniques (classes préparatoires, DUT, BUT, licence), souhaitant acquérir de fortes compétences en cybersécurité.

Professionnels en activité (salariés, personnes en recherche d'emploi ou travailleurs indépendants), ayant acquis des compétences dans le domaine du numérique ou dans un domaine d'application (énergie, transport, …) et souhaitant actualiser ou développer des compétences dans le domaine de la cybersécurité.

LE PROJET

Le projet TCE repose sur deux piliers :

Des modules de formation à distance afin de massifier la formation et des plateformes de formation afin de former des professionnels de la sécurité avec une approche métiers.

L'enjeu sur ces plateformes est de pouvoir mutualiser des scénarios de formation.

Le projet est structuré en quatre actions :

- Coordination du dispositif de formation ;
- Élaboration des contenus pédagogiques (remise à niveau, modules techniques de Cybersécurité, modules SHS) ;
- Plateformes technologiques (usage dual enseignement et recherche) ;
- Exécution des premières formations qui seront réalisées par les établissements avec des actions communes (préparation administrative, accréditations, labellisations…).



© DR - TCE

LES IMPACTS ATTENDUS

Nous souhaitons ouvrir, pendant ou à l'issue du projet, des formations initiales en alternance diplômant à Bac +5.

Nous prévoyons notamment l'ouverture de 3 nouvelles formations d'ingénieurs en cybersécurité par apprentissage, l'ouverture de 5 à 6 mastères spécialisés, et l'ouverture de trois diplômes nationaux de master.

Ces ouvertures s'échelonneront entre septembre 2024 et septembre 2026. En complément, nous allons moderniser 6 formations d'ingénieur en incluant des contenus de base dans le domaine de la cybersécurité, à destination des professionnels du numérique.

Nous visons d'avoir près de 3 000 étudiants diplômés à la fin du projet, et de dépasser les 10 000 étudiants diplômés à l'horizon 2030.

Nous souhaitons également sensibiliser plus de 40 000 personnes à la cybersécurité à l'issue du projet.

Institut Mines-Télécom

herve.debar@telecom-sudparis.eu

RETOUR SOMMAIRE

VERDINUM (EX : GREEN DIGITAL SKILLS)



© DR - Verdinum

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Verdissement du numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
VMPS Corporation, Prof en Poche

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Simplon, Emmaüs Connect, CY Tech, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Région Académique de Nouvelle-Aquitaine, Région Nouvelle-Aquitaine, Back Market, Naos Academy, IA Pau, Fench Tech Bordeaux, French Tech Pau Béarn, Vittascience, Tralalere, Okamac, OPCO Atlas, GIP FCIP d'Aquitaine

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,89 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,80 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'impact environnemental du numérique fait l'objet d'une prise de conscience politique et sociétale forte. Une utilisation vertueuse des outils numériques et une maîtrise de l'empreinte écologique du numérique s'imposent.

Cela implique une sensibilisation dès l'école et une montée en compétences des acteurs d'aujourd'hui et de demain.

Dans un contexte où la phase de production des équipements numériques représente plus de 75 % de l'empreinte environnementale du numérique, il est primordial de se positionner sur les aspects matériels avec des formations à la réparation et au reconditionnement des équipements numériques.

En parallèle, en 10 ans, la taille moyenne d'une page web a été multipliée par plus de 4 et depuis plusieurs années, l'IA se généralise et, ce n'est plus un secret, elle est très consommatrice en énergie.

Ainsi, les aspects logiciels seront également traités, avec des contenus de sensibilisation pour tout public et des formations destinées aux parcours développeurs web, développeurs IA et ingénieurs qui pourront écoconcevoir toutes les solutions numériques logicielles. **L'objectif de Verdinum est d'intégrer les principes du numérique responsable dans la formation des individus dès l'école et tout au long de la vie, afin de faire évoluer les usages et d'améliorer l'impact et la prise en compte des considérations environnementales, sociales et éthiques du numérique.**

LE PUBLIC VISÉ

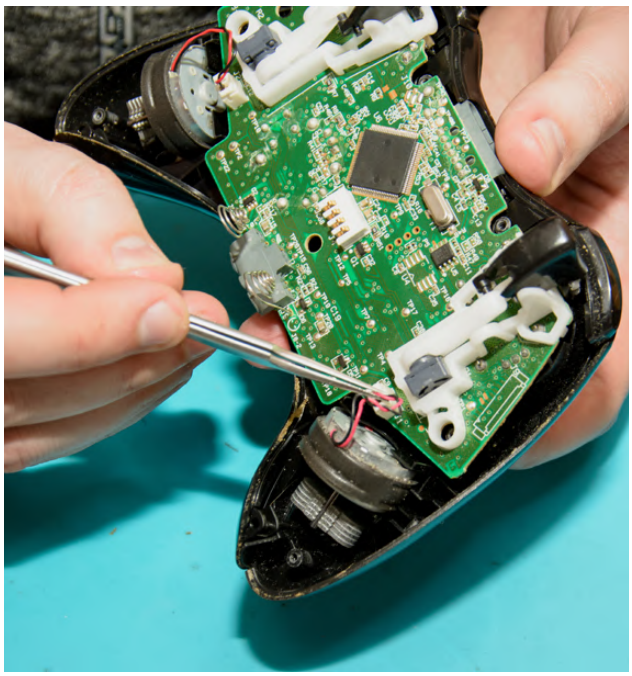
Le public visé, vaste et inclusif, compte des enseignants et formateurs, des demandeurs d'emploi, des personnes en situation précaire, des salariés en formation professionnelle, des étudiants en formation initiale ou continue du Bac +1 au Bac +5, de jeunes élèves (collèges, lycées généraux et technologiques, et des lycées professionnels), des personnes en situation de handicap, séniors, femmes, hommes, personnes étrangères, des entreprises (DSI), des collectivités, et enfin, le grand public.

LE PROJET

Le projet a pour objectif de former aux compétences et métiers du numérique responsable de façon globale :

- **Sensibilisation dès l'école et au secondaire :**
  - Sensibilisation au développement durable à l'école;
  - Initiation aux enjeux du verdissement numérique : influer sur les usages et vocations et découvrir des métiers émergents en démocratisant l'accès à ces filières et formations au collège et au lycée.
- **Sensibilisation du grand public, des entreprises et administrations au numérique éco-responsable :**
  - Comprendre l'économie numérique circulaire, les bienfaits du réemploi et de la réparation, influer les choix de rééquipement des parcs informatiques ;
  - Agir au niveau de tous les métiers pour faire évoluer les usages vers des pratiques plus responsables, sobres et éthiques.
- **Formation répondant aux besoins de la filière avec développement de :**
  - Module de formation à l'éco-conception de l'Intelligence Artificielle (parcours développeurs IA Bac +3/5) ;
  - Module de formation à l'éco-conception des logiciels (parcours développeurs web et mobile Bac +3/5) ;
  - Module de formation au reconditionnement et à la réparation d'appareils numériques (parcours technicien valoriste Infra Bac/Bac).

Les modules de sensibilisation seront validés par l'académie de Bordeaux pour le secondaire, ceux de formation continue feront l'objet d'une certification par France Compétences.



© DR - Verdinum

LES IMPACTS ATTENDUS

D'ici l'année scolaire 2026, 2 formations seront créées et 15 formations seront modernisées.

À 5 ans, l'ambition est de former/sensibiliser plus de 100 000 personnes aux enjeux de la sobriété numérique.

Imaginez un monde où il y a beaucoup plus de reconditionneurs, où tous les développeurs peuvent écoconcevoir leurs solutions numériques et leurs modèles d'IA. Un monde où le grand public achète davantage d'équipements reconditionnés, où la durée de vie des appareils augmente, où les entreprises et les administrations sont sensbilisées à un usage raisonné du numérique, au réemploi de leur parc informatique. Un monde où beaucoup plus de personnes, quelles que soient leurs caractéristiques (sénior, situation précarité, éloignement face à l'emploi, situation de handicap, etc.) sont capables d'utiliser le numérique tout en faisant des choix éclairés dans le respect de l'environnement, de l'éthique et de l'inclusion sociale.

Ce monde-là, c'est celui dans lequel veut s'inscrire le projet Verdinum, qui rassemble 16 partenaires issus des secteurs publics et privés qui œuvrent pour une utilisation plus sobre et vertueuse du numérique !

verdinum

gestion@profenpoche.com
profenpoche.com

RETOUR **SOMMAIRE**

VERIT



© DR - verIT

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUE :
Verdissement du numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Grenoble Alpes (UGA)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Grenoble Alpes (UGA), l'Institut Polytechnique de Grenoble (Grenoble INP-UGA), GIP FIPAG/CMQ IED

COÛT TOTAL DU PROJET :
5,73 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,30 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

L'impact considérable du monde numérique sur l'environnement, environ 4% des émissions de gaz à effet de serre mondiale selon le rapport GreenIT (2019), soit plus que le secteur aérien, ne fait désormais plus aucun doute.

Dans le monde industriel, ces préoccupations environnementales commencent à être mises en avant par de nombreuses entreprises du numérique.

Cependant, la maturité des entreprises est relativement hétérogène concernant les bonnes pratiques à mettre en œuvre.

Le besoin en formation sur les impacts du numérique devient dès lors évident.

L'ambition du projet VerIT est de développer un ensemble d'actions de sensibilisation et de formation allant du primaire au doctorat.

LE PUBLIC VISÉ

Les élèves du primaire et du secondaire, étudiants de licence au doctorat, les actifs, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion et **la société civile dans son ensemble (et en particulier les usagers du numérique)**

LE PROJET

Les actions proposées dans le cadre du projet VerIT sont classées en quatre grandes catégories :

- **Les actions à destination du grand public qui visent principalement à sensibiliser et informer** la société civile sur les différents aspects du numérique écoresponsables, ainsi qu'à former les citoyens (via le Fablab) aux techniques de réparation de matériels numériques.
- **Les actions de formation initiale du primaire au qui ont pour ambition de sensibiliser et de former les élèves et étudiant.e.s** inscrits en formation initiale. Nous proposons des actions couvrant un spectre très large allant de l'enseignement primaire au doctorat.
- **Les actions de formation continue et de Formation Tout au Long de la Vie (FTLV)** qui permettront, d'une part, de former un public large d'actifs et de demandeurs d'emploi, d'autre part, de former les personnels d'UGA en charge des services numériques et, enfin, de former les enseignants du secondaire qui dispensent les cours d'informatique en Lycée.
- **Les actions de communication et d'innovation pédagogiques** qui sont au service des trois catégories d'actions précédemment citées et visent, d'une part, à favoriser le recours à des pratiques pédagogiques innovantes et, d'autre part, à réaliser des actions de communication dans le but de promouvoir les actions du projet VerIT.



© DR - verIT

LES IMPACTS ATTENDUS

1. **Nombre de formations nouvelles FI à la fin du projet**
   - Bac +3 = 1 module et 1 MOOC.
   - Bac +4/5 = 1 formation, 12 verdissements de formation, 1 semestre à choix, 8 modules ;
   - Au-delà de Bac +5 = 2 modules.
2. **Nombre de formations nouvelles FC à la fin du projet**
   - Bac +3 = 1 certificat de formation permanente ;
   - Bac +4/5 : 2 formations + 1 module.
3. **Nombre de personnes formées FI/FC et sensibilisées à quel horizon**

Fin du projet en février 2028 : Formation Continue Bac +4/5 = 100

- Sensibilisation : infra-Bac à au-delà de Bac +5 = 228 500.

Horizon 2030 : Nombre de personnes formées par ce projet via un diplôme = 200

- Formation Continue Bac +4/5 = 500 ;
- Sensibilisation : infra-Bac à au-delà de Bac +5 = 228 500.

UGA Université Grenoble Alpes

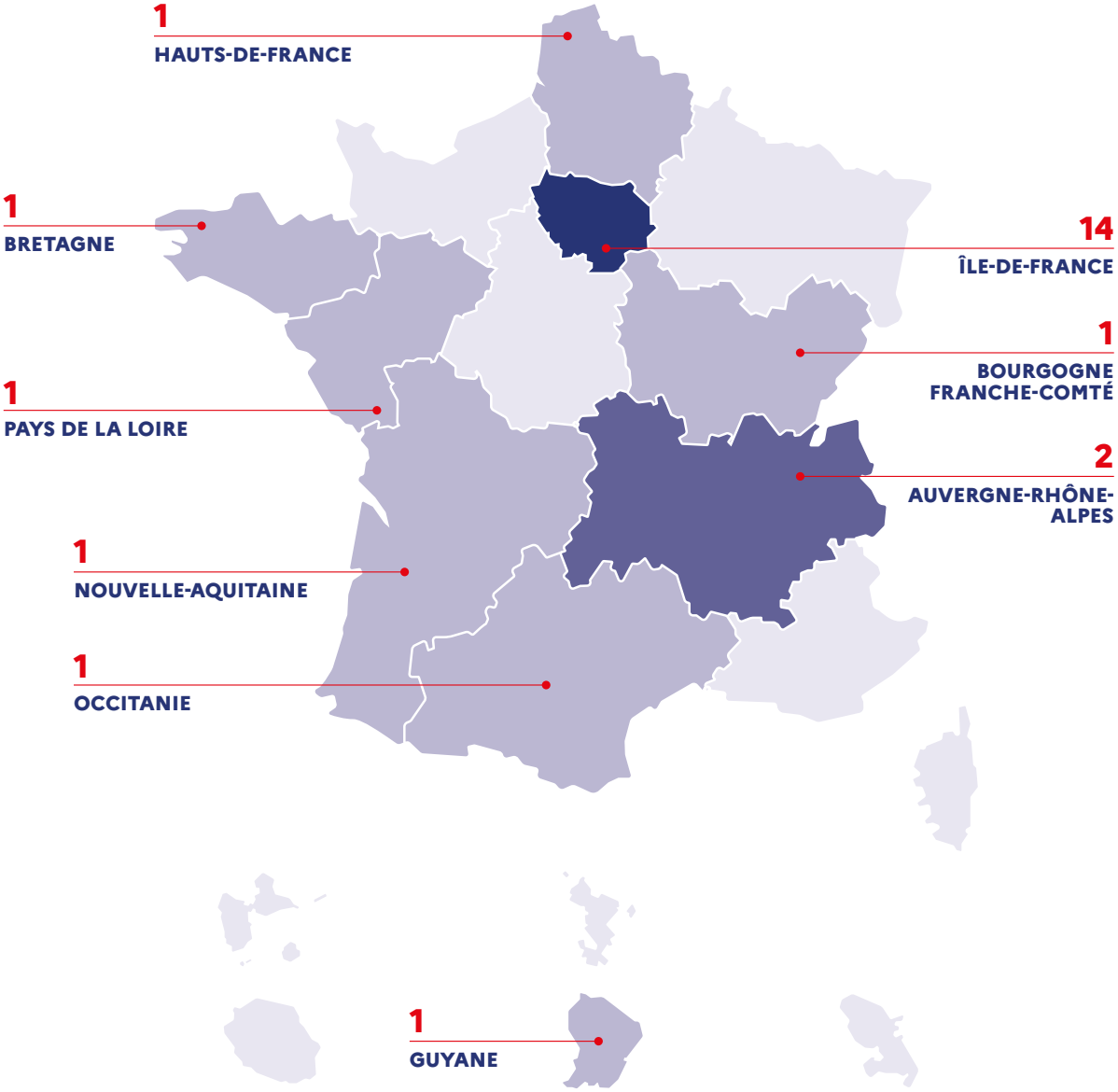
verit-contact@grenoble-inp.fr

RETOUR SOMMAIRE

LEVIER

Compétences / Transversalité

23 PROJETS
pour former aux besoins en compétences / transversalité



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- ODI-C 2030
- SCALE

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
- E-DEFFINUM

BRETAGNE
- IFALP

GUYANE
- Guyane Connectée Combler les écarts

HAUTS-DE-FRANCE
- PICMA

ÎLE-DE-FRANCE
- 3K AMI
- App' im' SASO
- Campus digital des métiers de la viande
- ClimaSco
- CMA'Num
- C'POSSIBLE
- Digital FCU
- F@cile
- Mon apprentissage + en Europe
- Pix Impacts
- SCICONUM
- TechPourToutes
- Vers une nouvelle équation académique
- WorldSkills France 2030

NOUVELLE-AQUITAINE
- CMQe NFP4.0

OCCITANIE
- Re-Vi-VR-e

PAYS DE LA LOIRE
- FBCA Excellence

RETOUR **SOMMAIRE**

APP'IM SASO



© DR - La Croix Rouge Française

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
La Croix-Rouge française

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
VYV 3, Colisée France, My Serious Game, PITCHBOY, Domoscio

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,56 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,49 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France métropolitaine
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Les enjeux adressés par le projet sont multiples :

- Tout d'abord, les difficultés de recrutement dans les métiers du soin et de l'accompagnement ;
- Ensuite, la nécessité pour les nouveaux professionnels d'être très rapidement aptes et autonomes sur le terrain (en stage puis dans l'exercice de leur métier) ;
- Enfin, la disparité des profils des apprenants qui s'orientent vers les métiers de notre branche, que ce soit dans le cadre de leur formation initiale ou à l'occasion d'une reconversion, nous impose de proposer des méthodes pédagogiques et des parcours de formation adaptés à chacun ;
- Par ailleurs, il est nécessaire d'accompagner les professionnels de la formation et de l'accompagnement dans l'intégration de méthodes pédagogiques innovantes, inclusives et adaptées aux différents publics ainsi qu'aux contraintes des formations dans les métiers sanitaires et sociaux.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse à des étudiants en formations diplômantes ou certifiantes de niveau Bac à Bac +4 (environ 20 000 par an à terme), ainsi qu'à des professionnels en exercice qui montent en compétence par la formation continue.

Le projet vise également la montée en compétences des acteurs de la formation qui accompagnent ces publics, avec **la formation de 300 formateurs et 300 maîtres d'apprentissage.**

LE PROJET

Les solutions proposées par le projet sont multiples :

- **Une solution immersive de découverte des métiers va être produite grâce aux simulations de conversation créées à l'aide de l'outil de PITCHBOY. Cette solution sera ensuite déployée sur différents terrains :** par les partenaires entreprises auprès de candidats à l'apprentissage afin de leur permettre de valider leur intérêt pour tel ou tel métier, et par les partenaires OF auprès de futurs apprenants afin de les accompagner dans le choix de leur formation (et de leur futur métier) ;
- **Un jeu sérieux transverse aux filières sera proposé** aux apprenants en formation sanitaire et sociale afin de travailler les compétences de collaboration et de communication interprofessionnelle, compétences transversales et fondamentales pour l'exercice professionnel ;
- **Ensuite, des parcours de formation personnalisés grâce à un outil d'adaptive learning seront mis en place** pour répondre aux besoins d'accompagnement spécifiques des apprenants, en particulier dans les filières qui intègrent déjà des temps individualisés et pour les parcours de préqualification ;
- Enfin, des formateurs de formateurs et des formateurs de maîtres d'apprentissage seront formés dans le cadre du projet afin **d'accompagner à leur tour les formateurs et les maîtres d'apprentissage** au déploiement de ces outils et méthodes pédagogiques innovants.



© DR - La Croix Rouge Française

LES IMPACTS ATTENDUS

App'Im SASO est un projet qui vise un large impact sur des filières de formation fondamentales dans des métiers en tension.

Pour ce projet, ce sont des organismes de formation et des entreprises présents sur l'ensemble du territoire français qui s'engagent afin **d'accompagner grâce à des méthodes pédagogiques innovantes et à des outils performants et adaptés, plus de 20 000 apprenants chaque année.**

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

appimsaso.competence@croix-rouge.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

CAMPUS DIGITAL DES MÉTIERS DE LA VIANDE



© DR - Campus Digital des Métiers de la Viande

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
École Nationale Supérieure des Métiers de la Viande

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
ENSMV, CFBCT, ARDATMV, PITCHBOY, ADIV, CFA ENSMV, CFA EPB, CFA EFMA

COÛT TOTAL DU PROJET :
2,93 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,05 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'ambition du projet est de proposer à l'ensemble de la profession et de ses acteurs engagés en formation la mise à disposition d'une plateforme digitale de ressources pédagogiques multimodales.

Cette plateforme permettra de :

- **Partager des ressources innovantes** conçues, mises à jour et enrichies ;
- **Déployer des pédagogies innovantes**, ludiques, plus actives (immersives), accessibles à n'importe quel moment et endroits afin de rendre l'apprenant véritablement acteur de ses apprentissages ;
- **De développer l'attractivité des métiers de la viande**, permettant ainsi le recrutement d'apprentis dans la profession ;
- **De favoriser l'engagement des apprenants** et l'ancrage mémoriel en s'appuyant sur la neuropédagogie ;
- **Développer l'hybridation des formations** pour assurer la continuité pédagogique même en période de crise sanitaire ;
- **Proposer à travers la plateforme LCMS des contenus digitaux** en complément/remplacement de contenus existants proposés à ce jour ;
- **D'individualiser plus facilement les parcours de formation des apprenants** en leur proposant des contenus pédagogiques en fonction de leurs résultats à des tests de positionnement ;
- **Accompagner les CFA** le cas échéant dans leur pédagogie en mettant à disposition des outils adaptés pour homogénéiser les formations sur tout le territoire, et ainsi mieux former les formateurs.

LE PUBLIC VISÉ

Les CFA ayant une section boucherie et leurs formateurs, les apprenants engagés dans un parcours de formation initiale CAP, BP, mention complémentaire vente en boucherie, les apprenants concernés par un projet de reconversion professionnelle (CQP technicien boucher artisanal, CQP charcutier préparateur artisanal), les salariés et chefs d'entreprise en formation continue courte, les stagiaires promojeunes, les stagiaires POEC.

Les formations visées sont des formations de niveau infra-Bac et Bac.



© DR - © DR - Campus Digital des Métiers de la Viande

LE PROJET

La plateforme sera notamment composée de plusieurs types de contenus pédagogiques complémentaires concernant des compétences transverses ou métier.

- 14 modules E-learning sur des compétences transversales ;
- 6 modules en réalité virtuelle 3D sur des compétences propres aux métiers de la viande ;
- 17 modules de formation comportementale immersive permettant de développer les compétences comportementales ;
- 30 modules de micro/fast learning spécifiques aux métiers de la viande ;
- 5 manuels techniques ressources pour apprendre numérisés et digitalisés ;
- 100 vidéos techniques sur la coupe et découpe des 5 différents types de viande.

Le projet se compose des 10 principales actions suivantes :

- Acquisition d'une plateforme LCMS ;
- Achat des modules de formation E-l earning ;
- Conception des modules de réalité virtuelle en 3D ;
- Conception des contenus immersifs ;
- Conception des modules micro/fast learning ;
- Tournage des vidéos techniques de coupe/ découpe des 5 types de viande ;
- Digitalisation des manuels techniques Ressources Pour Apprendre ;
- Achat de 50 casques de Réalité Virtuelle ;
- Achat de 120 tablettes numériques ;
- Élaboration du plan de communication destiné à promouvoir la plateforme.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'impact qualitatif principal de ce projet est la mise à disposition d'une plateforme de ressources pédagogiques multimodales innovantes à destination de l'ensemble des acteurs de la formation en boucherie artisanale :

- Pour favoriser l'attractivité des métiers de la viande ;
- Pour moderniser le contenu des formations ;
- Pour faciliter le recrutement d'apprentis ou de formateurs.

Les principaux impacts attendus en terme qualitatif et quantitatif sont les suivants :

- Les contenus de 2 formations initiales diplômantes seront modernisés (CAP Boucher, BP Boucher), et ce à l'horizon 2025 ;
- Les contenus de 2 formations certifiantes seront modernisés (CQP technicien boucher artisanal, CQP charcutier préparateur artisanal), et ce à l'horizon 2025 ;
- 1 formation diplômante sera créée (la mention complémentaire vente), et ce à l'horizon 2025 ;
- 10 formations continues seront créées sous format digital (création reprise d'entreprise, hygiène, tuteur maître d'apprentissage, formateur à l'ère digitale…), et ce à l'horizon 2025.

Nous visons la formation de plus de 20 000 personnes à l'horizon 2030 :

- 14 500 apprenants formés via un diplôme CAP, BP ou mention complémentaire vente ;
- 800 apprenants formés via une certification CQP Technicien Boucher Artisanal ou Charcutier Préparateur Artisanal ;
- 6 500 personnes sensibilisées via une action de formation continue de niveau infra-Bac et Bac.

david.campagne@ensmv.org
ensmv.com

RETOUR **SOMMAIRE**

CLIMASCO



© DR - ClimaSco

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique
Décarbonation de l'industrie

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Office for Climate Education (OCE)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
IDEE, EquipEX sous la tutelle de l'Université Paris Sciences et Lettres (PSL) ; Réseau Canopé ; Fondation La main à la pâte ; Rectorat de l'académie de Rennes ; Rectorat de l'académie de Créteil ; Maison pour la science en Bretagne, service de l'université de Rennes ; Maison pour la science en Île-de-France, service de Sorbonne Université ; Institut Pierre Simon Laplace, Institut de recherche sous la tutelle du CNRS

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,77 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,50 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1 2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France, Bretagne et Réunion
(France entière pour certaines composantes du projet)

L'AMBITION

L'Accord de Paris souligne l'importance de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation du public aux enjeux du changement climatique. Dans ce contexte, l'État français s'est donné pour objectif de sensibiliser l'ensemble de ses agents. Parmi eux, les enseignants ont besoin d'une formation ambitieuse, allant au-delà d'une simple sensibilisation, afin de transformer efficacement leurs pratiques professionnelles et pédagogiques.

Si la France a été pionnière dans la mise en œuvre de l'éducation au développement durable (EDD), force est de constater que ces efforts n'ont que peu contribué à la sensibilisation des élèves au changement climatique, ce thème étant très peu intégré dans les enseignements.

ClimaSco est un projet expérimental, qui vise à la fois à contribuer au déploiement d'une éducation au changement climatique et à la transition écologique de qualité dans les écoles, collèges et lycées, et à tester et évaluer différentes modalités de formation et d'accompagnement des enseignants, dans le but d'outiller l'institution dans son effort de déploiement à grande échelle.

LE PUBLIC VISÉ

Si les bénéficiaires finaux sont les élèves, de l'école, du collège et du lycée, les publics directement visés par ClimaSco sont les personnels de l'éducation nationale : principalement les enseignants du premier et du second degré, ainsi que les formateurs, inspecteurs, chefs d'établissements, référents EDD, assistants d'éducation, personnel de la vie scolaire…

LE PROJET

Au cours des 5 années du projet, les membres du consortium vont :

- Déployer une offre hybride de formation pour les enseignants et formateurs du premier et du second degré, à travers une approche intégrée (connaissances, pédagogies actives, interdisciplinarité, enjeux psycho-émotionnels…) ;
- Développer des ressources pédagogiques libres de droits pour la classe et la formation, fondées sur un socle scientifique solide, mettant en avant les pédagogies actives et l'interdisciplinarité) ;
- Animer des communautés de pratiques interdisciplinaires et intercatégorielles, accompagner des projets locaux et encourager l'émulation) ;
- Réaliser un état des lieux des dispositifs existants et un état de l'art des pratiques pédagogiques efficientes) ;
- Déployer des recherches-actions, dont des évaluations d'impact randomisées portant sur les enseignants (dispositifs de formation et d'accompagnement, pratiques pédagogiques…) et les compétences des élèves) ;
- Produire des recommandations pour le système éducatif) ;
- Faciliter l'interface entre l'enseignement scolaire et l'enseignement supérieur, ainsi qu'entre l'enseignement général, l'enseignement professionnel et l'enseignement agricole) ;
- S'inspirer des bonnes pratiques internationales et valoriser les initiatives françaises.



© DR - ClimaSco

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet ClimaSco vise avant tout à transformer les pratiques professionnelles des enseignants, en leur permettant de maîtriser les concepts clés du changement climatique et de la transition écologique et en s'appropriant des pédagogies actives et innovantes, pour engager leurs élèves dans une réflexion critique et citoyenne, tout en apprenant à gérer des enjeux psycho-émotionnels tels que l'éco-anxiété.

ClimaSco permettra également de développer des indicateurs et de réaliser des évaluations permettant de mieux comprendre l'impact réel des dispositifs de formation afin d'en faciliter le passage à l'échelle par l'institution.

Sur le plan quantitatif, ClimaSco ambitionne de déployer 100 000 heures de développement professionnel, auprès de 10 000 enseignants, formateurs et personnels éducatifs. En parallèle, les ressources pédagogiques développées dans le cadre du projet seront diffusées auprès de plus de 50 000 enseignants, favorisant ainsi une adoption large et durable au niveau national.

ClimaSco vise à créer une véritable dynamique pour promouvoir l'éducation au changement climatique et à la transition écologique, pour aider les élèves à se préparer à vivre dans un monde en transformation.

david.wilgenbus@oce.global
oce.global

RETOUR SOMMAIRE

CMA'NUM



© DR - CMA'Num

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
CMA France

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Les 18 Chambres de Métiers et de l'Artisanat Régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, La Réunion, Mayotte, Guyane, Martinique et Guadeloupe.

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,03 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,60 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2026

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, La Réunion, Mayotte, Guyane, Martinique et Guadeloupe

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Dans le cadre de la modernisation de l'offre de formation nationale du réseau, l'objectif est de **construire un écosystème de formation multimodal au service du développement des compétences du monde artisanal.**

Cet écosystème permettra de favoriser une entrée efficace dans les métiers, d'asseoir l'épanouissement professionnel tout au long de la carrière en facilitant l'accès à de nouvelles compétences., et de refléter ainsi l'image d'excellence de l'artisanat français par le biais du digital.

Le projet prendre en compte les besoins de nos organismes de formation et des apprenants par :

- la modernisation de l'offre de formation du réseau des Chambres de Métiers ;
- l'évolution du présentiel vers des offres hybrides et multimodales ;
- la création d'une offre de formation diversifiée répondant aux besoins spécifiques de tout type d'apprenant ;
- le développement des compétences des équipes et professionnalisation des Organismes de formation.

Les partenaires de CMA'Num engagés pour le déploiement du projet et son essaimage sont la Confédération générale de l'alimentation en détail (CGAD), l'Union nationale des missions locales (UNML), l'Office Franco-Allemand pour la jeunesse (OFAJ) et le Centre Interdisciplinaire de Recherche Normand en Éducation et Formation (CIRNEF)

LE PUBLIC VISÉ

Les publics visés sont apprentis, étudiants, demandeurs d'emploi, personnes en reconversion, chefs d'entreprise et les salariés tous niveaux confondus.

À partir de l'été 2024, les formations digitales « Devenez artisan manager, les fondamentaux » ; « Maîtrisez vos prix de vente » ; et « Intégrer le développement durable dans mon entreprise artisanale » seront disponibles au public.

LE PROJET

6 actions composent le projet CMA'Num :

- **Créer une offre nationale de formations 100 % digitales et hybrides ;**
- **Mettre à disposition une CMAthèque de ressources multimédia** à destination des professeurs et formateurs pour construire des parcours hybrides et multimodaux adaptés au territoire et aux publics d'apprenants ;
- **Développer des projets de mobilité virtuelle ou hybride** des apprenants avec les premiers pays partenaires la Finlande, la Slovaquie, la Belgique et le Québec en vue d'essaimer par des kits de déploiement méthodologiques ;
- **Mettre en place la Formation en situation de travail** en apportant une méthodologie et des outils propres au secteur de l'artisanat dans le champ de la formation initiale et continue ;
- **Concevoir, produire des parcours d'auto-positionnement sur les habilités professionnelles** et savoir-faire à destination de tous publics ayant un projet professionnel ou un besoin d'acquérir de nouvelles compétences ;
- **Créer des expériences de réalité virtuelle sur 3 Thématiques :** « Vis ma vie d'apprenti », « Simulateur d'expression orale » et « Vidéos métiers » déployable dans le réseau ;
- **Créer des parcours de mise à niveau sur les savoirs de base pour la vie active :** Deux parcours, le premier autour d'un serious game sur les démarches administratives et le second axé sur la rédaction d'un portfolio et d'un CV.

LES IMPACTS ATTENDUS

Les impacts qualitatifs reposent sur le fait d'améliorer l'accessibilité aux formations et aux métiers de l'artisanat en proposant des accès à la formation sur tout le territoire par l'hybridation des offres, en favorisant l'intégration des salariés en reconversion et en tenant compte des besoins spécifiques de certains publics, notamment ceux en situation de handicap.



© DR - CMA'Num

- **Diminuer le taux d'abandon et le taux d'échec aux certifications et diplômes ;**
- **Augmenter la capacité de formation** en diminuant les goulots d'étranglement que constituent les plateaux techniques dans les centres de formation ce qui est indispensable aux artisans qui rencontrent de véritables difficultés de recrutement ;
- **Améliorer l'insertion professionnelle ;**
- **Offrir une véritable offre de formation continue** qui corresponde aux besoins en perpétuelle évolution.

D'ici 2026, 30 formations courtes transversales seront créées et modernisées en 2026, des serious game, capsules e-learning, vidéos 360 verront le jour également.

À l'issue du projet, l'objectif est de former 27 045 apprenants.

Le nombre de personnes sensibilisées est fixé à 9 819. Le nombre d'apprenants formés via un diplôme infra-Bac, Bac ou Bac +1/2 est estimé à 9 202. Le nombre d'apprenants en formation continue devrait atteindre l'effectif de 8 024.

C'est une réelle valeur ajoutée par :

- La capacité de croissance et d'innovation du secteur de l'artisanat et des centres de formation ;
- L'optimisation des processus de production grâce au partage et à la mutualisation ;
- La richesse de méthodes et ressources pédagogiques digitalisées ;
- Mieux répondre aux attentes des jeunes, des adultes et des entreprises grâce à la multimodalité.

CMA'NUM

formationdigitale@cma-france.fr
artisanat.fr

RETOUR SOMMAIRE

CMQE NFP4.0



© DR - CMQe NFP4.0

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP de Poitiers

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Région Académique Nouvelle-Aquitaine, académie de Poitiers, Région Nouvelle-Aquitaine, Lycée Pilote Innovant International (Futuroscope), Université de Poitiers, ISAE-ENSMA, Parc du Futuroscope, SPN (RéSeaux des Professionnels du Numérique, Nouvelle-Aquitaine), VR Connection, Eurekatech (Angoulême), Réseau CANOPÉ, ONISEP, SEML Patrimoniale de la Vienne, Préfecture de la Vienne, Conseil Départemental de la Vienne, GIP FCIP de l'académie de Poitiers

COÛT TOTAL DU PROJET :
14,62 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,92 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

L'objectif principal de ce campus est d'explorer le potentiel des technologies immersives en réalité virtuelle ou en réalité augmentée, en créant et en déployant sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine des « Environnements Immersifs d'Apprentissage » (EIA).

Ces solutions pédagogiques numériques constituent des supports de formation complémentaires, accélérateurs des apprentissages, qui agissent de manière significative sur la concentration et l'engagement des apprenants, et permettent la répétition à l'envi de gestes techniques.

Parallèlement, le campus développe un ambitieux programme pour accroître l'attractivité des filières de formation professionnelle au travers de la découverte des métiers.

Il comporte aussi un volet important de soutien aux entreprises régionales de la filière edtech et accompagnera la diffusion des usages du numérique immersif par des parcours de formation et des actions de partenariat à l'international.

LE PUBLIC VISÉ

Dès 2024, le projet permettra d'améliorer la qualité de la formation professionnelle dans 210 lycées concernés en Nouvelle-Aquitaine, principalement sur les niveaux de formation du CAP au BTS, en formation initiale et en formation continue. Il comporte également un programme d'accompagnement des usages pédagogiques auprès des formateurs. Enfin, il ambitionne de faire rayonner son expertise auprès des jeunes et du grand public au sein d'un pavillon dédié au cœur du Parc du Futuroscope dès 2025.

LE PROJET

Plan d'actions du Campus :

Objectif 1 : Enrichir la formation professionnelle grâce aux technologies d'immersion et de simulation numérique :

- Créer de nouveaux Environnements Immersifs d'Apprentissage (EIA) ;
- Organiser la diffusion et la mutualisation d'Environnements Immersifs d'Apprentissage (EIA) ;
- Développer l'attractivité des filières professionnelles ;
- Labellisation : développer la « marque » du campus.

Objectif 2 : Structurer un écosystème favorable au développement des EdTech dans le champ de la formation professionnelle :

- Développer la filière Edtech au service de la formation professionnelle d'aujourd'hui et de demain ;
- Favoriser la pénétration des ressources Edtech pour accélérer la transformation de la formation professionnelle et anticiper les métiers et pratiques professionnelles de demain ;
- Développer de nouvelles offres de formation au service du développement des Edtech dans la formation professionnelle.



© DR - CMQe NFP4.0

Objectif 3 : Diffuser et accompagner les nouvelles pratiques en formation professionnelle 4.0 :

- Former aux nouvelles pratiques didactiques et pédagogiques en environnements numériques ;
- Diffuser les nouvelles pratiques en formation professionnelle 4.0 ;
- Assurer la veille didactique et le Benchmark à l'international.

LES IMPACTS ATTENDUS

Le Campus produit des Environnements Immersifs d'Apprentissage pour servir différentes filières et domaines, tant en formation initiale qu'en formation continue : maintenance industrielle, production industrielle, énergie et bâtiments connectés, production d'énergie, services à la personne, softskills… **En termes de volume de formés, c'est ainsi plus de 15 000 apprenants sur 5 ans dont le parcours de formation professionnelle sera enrichi par les Environnements Immersifs d'Apprentissage produits et déployés par le campus.**

Ses deux lieux d'incarnation, tant au Lycée Pilote Innovant International que sur le parc du Futuroscope (2 millions de visiteurs par an), permettent de mener des actions de formation et de sensibilisation aux pédagogies immersives et aux métiers de demain, auprès des enseignants et auprès du grand public.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS D'EXCELLENCE
Numérique pour la formation professionnelle 4.0 Nouvelle-Aquitaine

regis.bichard@ac-poitiers.fr

RETOUR SOMMAIRE

DIGITAL FCU



© DR - Digital FCU

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
France Université Numérique

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
FCU, ANSTIA, IKIGAI Games for Citizen, CY Cergy Paris Université, Le Mans Université, Université Claude Bernard Lyon 1, Université Clermont Auvergne, Université de Bordeaux, Université de Bretagne Occidentale, Université de Caen-Normandie, Université de Lille, Université de Montpellier, Université de Nîmes, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Rennes 1, Université de Toulon, Université de Tours, Université Jean Moulin Lyon 3, Université Littoral Côte d'Opale, Université Paul Sabatier Toulouse 3, Université Paul Valéry Montpellier 3

COÛT TOTAL DU PROJET :
23,68 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
13 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Hauts-de-France, Normandie, Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, SUD PACA, Auvergne-Rhône Alpes et Île-de-France

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet Digital FCU, porté par France Université Numérique, a pour ambitions d'accompagner l'ensemble des communautés de formateurs et concepteurs de formations aux profondes transformations induites par l'ère du numérique et amplifiées par la pandémie COVID-19. Les évolutions techniques permises par le projet visent à servir une expérience d'apprentissage optimale pour les apprenants, pour les formateurs et pour les services de gestion dans les universités.

Le projet répond ainsi aux besoins d'individualisation et de professionnalisation des parcours de formation continue en :

1. Intégrant les enjeux de la transformation numérique des métiers de la formation ;
2. Expérimentant les modalités de la mutualisation en formation professionnelle universitaire (conception des parcours et mise en œuvre des formations, définition d'un cadre commun de microcertifications, valorisation des droits d'auteur et de la propriété intellectuelle, mise en œuvre du tutorat, partage d'un modèle économique soutenable et pérenne…) ;
3. Développant des services optimisés pour une place de marché nationale des universités à forte visibilité (communauté FUN, expérience utilisateur optimisée pour tous les profils) ;
4. Dotant l'ESR public d'un outil d'amplification pour la formation professionnelle hybride et à distance en soutenant notamment d'autres projets CMA lauréats (CyberSkills4All et C-DéCIDé).

LE PUBLIC VISÉ

Digital FCU offre des solutions de formation innovantes pour répondre aux besoins de l'ensemble des acteurs de la formation et de l'accompagnement pédagogique.

Cette offre centrée sur l'acquisition et le développement de compétences, s'adresse principalement aux actifs (demandeurs d'emploi, salariés ou indépendants, en reconversion…) et permet d'accéder à des diplômes nationaux ou blocs de compétences (Bac+2 à +5), diplômes interuniversitaires (DIU), ou à des microcertifications autonomes.



© DR - Digital FCU

LE PROJET

L'offre proposée par Digital FCU est constituée de briques de formations modulaires, capitalisables et certifiantes, qui peuvent être combinées selon les besoins des apprenants.

Cette offre est co-construite par 19 universités françaises, qui s'appuient à la fois sur un cahier des charges des formations partagé pour la construction des formations ainsi que sur la création d'une identité commune, avec la naissance de la marque UniCamp.

Un cadre commun en lien avec l'expérimentation de la délivrance de microcertifications par les partenaires du consortium Digital FCU vise à répondre à la recommandation du conseil de l'Union Européenne relative à « une approche européenne des microcertifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et l'employabilité ».

L'établissement d'une cartographie des compétences du public adressé par l'offre UniCamp a abouti à un plan de production évolutif, régulièrement soumis aux partenaires via des appels à projets internes. Ainsi, une soixantaine de formations sont déjà en cours de production et seront commercialisées dès le premier trimestre 2024.

Afin de favoriser la contribution des équipes pédagogiques, et d'apporter une solution facilitant l'individualisation des parcours et l'interactivité des contenus proposés, nous avons choisi de déployer les formations du projet Digital FCU sur un LMS Moodle opéré par France Université Numérique.

LES IMPACTS ATTENDUS

Les partenaires du projet Digital proposent de mutualiser leurs forces et leurs capacités d'innovation pour l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle ciblés. **L'ambition est de former plus de 10 000 personnes sur 5 ans et de développer plus de 7 200 heures composant les nouveaux parcours de formation hybrides produits.**

Développées à partir d'un cahier des charges contraignant, toutes les formations répondront au référentiel général d'accessibilité (RGAA) afin de garantir l'accès au plus grand nombre et la prise en compte de tous les handicaps.

L'expérimentation d'envergure que représente le projet Digital FCU doit servir l'ensemble des universités françaises, afin qu'elles puissent mobiliser la plateforme développée, ainsi que les principes méthodologiques retenus dans le cadre de la mutualisation (expertise sur la propriété intellectuelle, cadre des microcertifications, cahier des charges des formations, …)

DIGITAL FCU La formation continue des universités en ligne

formapro@fun-mooc.fr
info.france-universite-numerique.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

E-DEFFINUM



© DR - E-DEFFINUM

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FTLV de Besançon

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
GIP FORINVAL d'Amiens, GIP FCIP de Lille, de Guadeloupe, de Nantes, de Strasbourg, de Toulouse, d'Orléans Tours, IFPRA Normandie, ADNA, Laboratoire CIRNEF, Normandie Université, Laboratoire ELLIADD, Université de Franche-Comté, EDUNAO, 3E Innovation, Groupe Luminess, Assystem and Operation services, Keyveo, Association Capgame

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,72 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,39 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T1/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est, Guadeloupe, Hauts-de-France, Normandie, Occitanie et Pays de la Loire

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

L'innovation technologique de notre projet se situe sur une mise en œuvre de la convergence entre des instrumentations numériques qui doit aboutir à une intégration naturelle des pratiques immersives au service des pratiques pédagogiques multimodales en formation professionnelle, en tenant compte des impératifs de l'accessibilité numérique.

L'innovation pédagogique des actions du Consortium e-DEFFINUM repose sur plusieurs points :

- **L'intégration des problématiques cognitives liées à la mobilisation de ressources immersives** en contexte multimodal et en formation professionnelle permettra la conception de contenus visant l'efficacité dans les apprentissages selon les avantages des technologies mobilisées ;
- **Le développement de l'analytique de l'apprentissage** (learning analytics) en formation multimodale intégrant des ressources pédagogiques immersives. L'analytique de l'apprentissage regroupe la mesure, la collecte, l'analyse et le traitement des données issues des apprenants et de leurs contextes, d'apprentissage, afin de comprendre et d'optimiser l'apprentissage et ses environnements ;
- Pour les ingénieries pédagogiques et de formation, **la co-construction native avec des scientifiques de modules de formation adaptés** à toutes et à tous pour la formation professionnelle de demain.

LE PUBLIC VISÉ

Nombre d'établissements de formation ciblés par le projet : Le réseau des GRETA est présent et déployé sur 18 grandes régions académiques en France métropolitaine et Outre-mer, et 137 GRETA. Notre action permettra un partage national et mondial gratuit et ouvert de nos productions techno-pédagogiques.

Niveaux : infra-Bac, Bac, Bac +2/3 et Bac +5 de la formation initiale et de la formation continue

LE PROJET

1. **Bibliothèque d'Assets et Design System :** Conception et réalisation de la bibliothèque permettant de mettre en commun les contenus 3D créés, design du système de création des contenus, travaux UX/UI des assets et de la plateforme Moodle de diffusion ouverte du consortium.
2. **Production de ressources pédagogiques numériques et immersives** en licence Creative Commons By (CC-BY) :
   - **4 domaines ciblés :** Santé, Transition écologique et énergétique, Innovation des entreprises, industries et services, Technologies numériques, en cohérence avec les stratégies d'accélération nationales.
   - **4 types de technologies de production :** 360°, jeu sérieux, réalité augmentée, réalité virtuelle.
3. **Développements de plugins Moodle** en open-source pour la mobilisation maximale de ressources pédagogiques immersives développées.
4. **IOOTs (Immersive Online Open Trainings) :** mise à disposition sur une plateforme de diffusion ouverte Moodle intégrant une base de connaissance et des formations en ligne sur les ressources pédagogiques immersives en formation multimodale.
5. **Plateforme de diffusion ouverte des IOOTs et des plugins :** Conception, administration et maintenance de la plateforme de formation en ligne Moodle et mise à disposition des ressources pédagogiques numériques et immersives et des plugins créés.
6. **Recherche scientifique :** Sciences de l'éducation, Sciences de l'information et de la communication, Neuropsychologie appliquée.



© DR - E-DEFFINUM

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre d'apprenants visés à l'issue du projet : 123 401 ;

Nombre d'apprenants visés en 2030 : 154 252 ;

En formation initiale et continue :

Le nombre de formations concernées par le projet : environ 15 diplômes dans les domaines d'activité suivants :

- Santé (DE AS, CAP AEPE) ;
- Technologie du Numérique (Concepteur designer UI) ;
- Innovation des entreprises, industries et services (Bac Pro MSPC, CAP Métiers de la mode option vêtement flou, Titre pro Technicien supérieur en fabrication additive) ;
- Transition écologique et énergétique (Titre pro Chargé d'affaires en rénovation énergétique du bâtiment, Bac pro TRPM, Bac pro MELEC, BTS MS Option Éolien, BTS MS énergétiques et fluidiques, Diplômes d'ingénieur en efficacité énergétique).

Des compétences transverses à plusieurs diplômes :

Au niveau infra-Bac en voie professionnelle et Bac +1/2 pour les diplômes de l'Industrie : Connaissances et compétences en QHSSE, Connaissances sur la mobilité internationale et la citoyenneté européenne, Compétences transversales du REC TEC.

Développement de 5 formations de formateurs à partir de la création des IOOTS : Immersive Online Open Trainings.

e-DEFFINUM

e-deffinum@gipftlv-fcomte.fr
gipftlv-fcomte.fr

RETOUR SOMMAIRE

F@CILE



© DR - F@cile

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
CCI France

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
3IFA, Scholar Fab, CCI Bretagne, CCI Campus Alsace, CCI Charente, CCI Hauts-de-France, CCI La Réunion, CCI Mayotte, CCI Pays de la Loire, CCI Nice Côte d'Azur, CCI Normandie, CCI des Vosges, CNPC SPORT, ESCCI, ESTIA, CCI Eure-et-Loir, CCI Auvergne-Rhône-Alpes, ESC PAU, IFA Marcel Sauvage, IMERIR, UTEC, Purple Campus

COÛT TOTAL DU PROJET :
6,21 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,09 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T4/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

Né de la volonté d'anticiper les transitions du monde de la formation, 1001 Parcours est un projet de transformation pédagogique initié par CCI France accompagnée de 28 partenaires : 22 structures du réseau consulaire et 6 entreprises de droit privé qui apportent les compétences de développement nécessaires.

L'enjeu de 1001 Parcours consiste à accompagner les organismes de formation des CCI en créant une plateforme numérique pour répondre aux exigences actuelles et futures des structures de formation, des formateurs et des apprenants.

Objectifs :

- Accompagner la transformation du modèle des organismes de formation ;
- Faciliter la mise en place de nouveaux formats et modules de formation en mutualisant et optimisant les coûts ;
- Développer l'agilité des organismes de formation pour s'adapter plus vite au contexte et aux attentes des apprenants ;
- Faire reconnaître la qualité du réseau de formation des CCI et sa capacité à innover ensemble ;
- Valoriser les expertises et savoir-faire du réseau ;
- Devenir une véritable R&D de la formation et des compétences-clés pour demain ;
- Conquérir une clientèle et se différencier de la concurrence ;
- Permettre l'hybridation de l'offre pour se mettre à niveau par rapport aux néo acteurs de la formation ;
- Mettre en place une stratégie pour se démarquer de la concurrence, en jouant sur la marque CCI et en labellisant les contenus proposés sur la plateforme.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations créées s'adressent à trois types de public :

- **Une formation certifiante à l'intelligence collective**, à destination des facilitateurs (Formation continue, niveau Bac +3) ;
- **Une formation certifiante au design thinking**, à destination des designers et bêta-testeurs des services de la plateforme 1001 parcours (Formation continue, niveau Bac +3) ;
- **Un MOOC** sur les usages du numérique et l'hybridation à destination des formateurs du réseau (Formation de formateurs, niveau Bac +4/5).

LE PROJET

1001 Parcours se propose de créer une plateforme web servant de porte d'entrée commune aux acteurs du projet, qui donnera accès à des services numériques :

- Des ressources pédagogiques et logicielles accessibles à moindre coût, des contenus, des évaluations ;
- Des formations en ligne innovantes qui mobilisent et acculturent les acteurs du réseau ;
- Une communauté de pratique qui échange, s'entraide et co-construit des projets.

Le projet s'organise pour cela autour de trois work packages :

- Le développement et l'essaimage de services numériques
  - Unifier l'expérience d'apprentissage en facilitant la création et l'animation de parcours multimodaux et l'évaluation des apprenants, en favorisant l'innovation pédagogique et en permettant l'enregistrement des traces d'apprentissage ;
  - Mutualiser les outils et les compétences des membres du groupement dans la production de ressources pédagogiques ;
  - Mettre à disposition les ressources produites ou achetées dans un espace externe aux plateformes de formation, aux classes virtuelles, aux tableaux blancs interactifs, etc.
- Le développement de la communauté apprenante
  - Former au travers d'un MOOC (formation massive en ligne) aux usages du numérique en formation ;
  - Constituer une communauté de facilitateurs en intelligence collective permettant de démultiplier les actions engagées.
- Le pilotage du projet et sa communication et proposer des mesures pour y remédier, comprendre le poids de la filière dans l'emploi au niveau régional.



© DR - F@cile

LES IMPACTS ATTENDUS

À l'issue du projet, en septembre 2025, seront formées :

- 225 personnes en formation continue de niveau Bac +3, dont 150 à l'intelligence collective et 75 au design thinking ;
- 2 500 personnes en formation de formateurs de niveau Bac +4/5 à la culture numérique pédagogique ;
- 2 500 autres personnes seront par ailleurs sensibilisées à la culture numérique.

3 nouvelles formations seront donc créées :

- 2 formations de niveau Bac +3 (une formation certifiante à la facilitation et une formation certifiante au design thinking) ;
- 1 formation MOOC de niveau Bac +4/5.

Pour évaluer l'impact des nouveaux services numériques créés via la plateforme 1001 Parcours, il conviendra de croiser les données suivantes :

- Nombre de formateurs impactés par les nouveaux services (utilisateur d'au moins un des services développés), soit 1 550 au terme du projet ;
- Nombre d'apprenants impactés par les nouveaux services (utilisateur d'au moins un des services développés), soit 15 500 au terme du projet ;
- Nombre de ressources produites et diffusés, soit 11 100 au terme du projet ;
- Nombre de structures impactées, soit 150 au terme du projet.

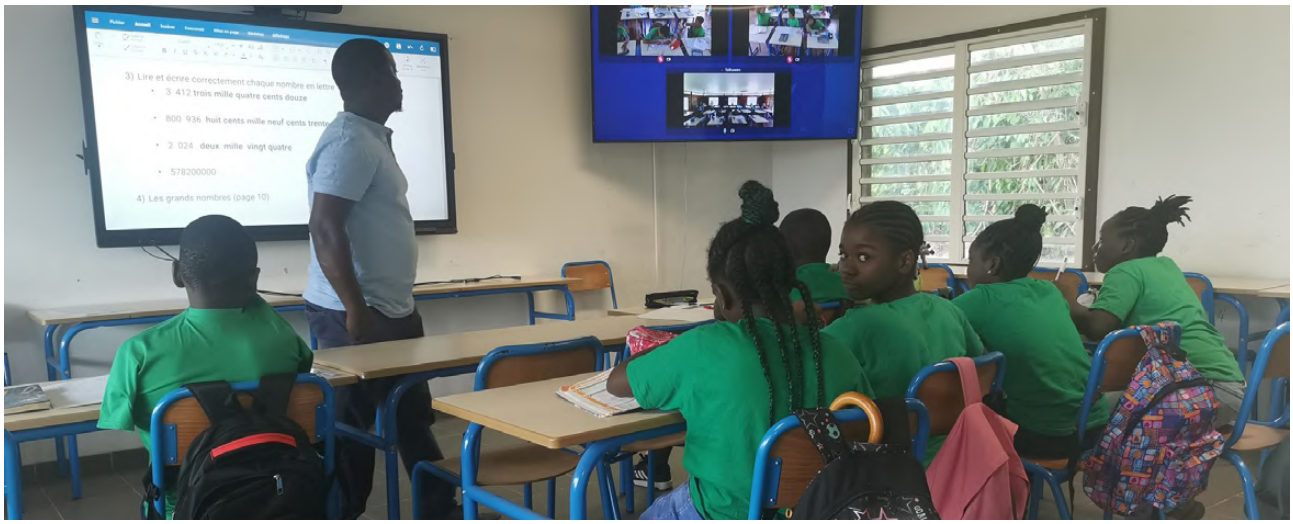
Concernant les actions de formation et sensibilisation à la culture numérique et à l'intelligence collective, nous comptabiliserons :

- Le nombre de facilitateurs engagés, soit 230 au terme du projet ;
- Le nombre d'événements, rencontres et ateliers animés, soit 36 au terme du projet ;
- Le nombre de participants aux différentes sessions du MOOC, soit 5 000 au terme du projet.

s.fourquet@ccifrance.fr
1001parcours.cci.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

GUYANE CONNECTÉE : COMBLER LES ÉCARTS*



© DR RA Guyane

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Région Académique Guyane

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AMU - INSPE Aix Marseille, Université de Guyane, Entreprise KALYZEE, Entreprise AIS, EDF, Rectorat de Guyane, Collectivité Territorial de Guyane

COÛT TOTAL DU PROJET : 17,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
Du 21 juillet 2023 au 20 juillet 2028

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :

Région Guyane :

- Communes (Maripasoula, Grand Santi, ...) et leurs écarts isolés, situés sur le fleuve Maroni, sites isolés de l'intérieur
- Communes (Saint Georges de l'Oyapock) et écarts isolés situés sur le fleuve Oyapock

LMS :

- Utilisation de la plateforme m@gistère pour la formation des professeurs et des
- Utilisation de Moodle ELéa pour les prochaines années scolaires.

Les organismes dispensateurs pour la formation des acteurs du projet (enseignants et accompagnateurs pédagogiques) :

- Université Aix Marseille (13 626)
- Réseau Canopé Guyane (97 300)
- Rectorat de Guyane (97 300)
- Université de Guyane (97 300)

L'AMBITION

L'ambition du projet repose sur la mise en place d'un enseignement à distance et simultané (synchrone) dans les villages isolés de Guyane, au cœur de l'Amazonie, pour les élèves de 6e et de 5e afin de les maintenir sur place et leur éviter de rejoindre le collège de rattachement dès l'entrée en 6e.

Les besoins exprimés sont les suivants :

- Réduire l'absentéisme et l'échec scolaire qui atteignent des sommets dans les communautés concernées et favoriser le retour à l'école ;
- Maintenir l'équilibre culturel des populations concernées et permettre l'intégration progressive des enfants des villages isolés dans un environnement qui leur est étranger ;
- Sécuriser la vie scolaire en limitant les transports (parfois dangereux).

Les objectifs du projet dans sa mise en œuvre consistent à :

- Créer, dans les sites isolés et dans les collèges de rattachement, des salles comodales connectées entre elles par liaison satellitaire ;
- Mettre en place un enseignement innovant et interactif entre les professeurs du collège et les élèves des écarts ;
- Former les enseignants et les accompagnateurs pédagogiques ;
- Favoriser la persévérance scolaire, le bien-être à l'école et l'ouverture à la mobilité des élèves pour la poursuite de leur scolarité ;
- Conduire des travaux de recherche et promouvoir l'essaimage dans d'autres zones du territoire national et ultramarin.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet vise les élèves **de 6e et de 5e**. Il propose aux familles des sites isolés une modalité alternative d'enseignement à distance pour retarder le départ des enfants vers le collège de rattachement à l'issue de l'école élémentaire.

Au sein du collège, une ou plusieurs classes accueillent des élèves provenant des sites isolés du secteur et des élèves (6 à 8) en résidence au collège. Les professeurs se situent, pour la majorité des cours, et dispensent un enseignement comodal.



© DR RA Guyane

LE PROJET

Le projet consiste à :

- **Créer des classes de 6e et de 5e connectées** en aménageant au collège et dans les écarts, des salles comodales mettant en œuvre une solution de visioconférence innovante, interactive et évolutive sur tout le temps du projet respectant les exigences techniques du terrain (faible consommation électrique, conditions climatiques spécifiques, liaison satellite). Les salles disposent d'un environnement numérique avec réseau Wifi, des tablettes et ordinateurs pour les élèves, les professeurs et les accompagnateurs pédagogiques.
- **Mettre en place un enseignement comodal.** Tous les professeurs sont formés à la prise en main du système de visioconférence, à la pédagogie de l'enseignement à distance et aux apprentissages avec le numérique. Ils sont assistés sur chaque site par un accompagnateur pédagogique, locuteur en langue maternelle, formé pour être relai de l'enseignant sur place dans la gestion de classe et le suivi de activités pédagogiques. La formation est réalisée par le réseau Canopé, le rectorat et l'université Aix Marseille.
- **Mener des travaux de recherche sur l'impact du projet** en partenariat avec l'université Aix Marseille et l'université de Guyane.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'ambition du projet est de proposer le dispositif de classes connectées à toutes les régions isolées de la Guyane et de l'étendre à d'autres zones du territoire national et ultramarin. Sur la région Guyane, à l'issue du projet :

- 12 classes de 6e créées ;
- 12 classes de 5e créées ;
- 36 salles aménagées ;
- 556 élèves bénéficiaires du dispositif ;
- 106 professeurs formés ;
- 24 accompagnateurs pédagogiques mobilisés et formés.

Les impacts attendus :

- Amélioration de la réussite scolaire : résultats des élèves équivalents ou supérieurs par rapport aux autres classes de 6e et 5e normales ;
- Développement des compétences psychosociales, diminution du mal-être des jeunes ;
- Meilleure intégration des élèves dans le collège de rattachement (Diminution des incidents scolaires) ;
- Augmentation d'élèves poursuivant des études après la 3e ;
- Satisfaction des parents et des enfants de la mise en place du dispositif ;
- Recensement d'autres zones pour essaimage.

***Écart :** lieu d'habitation ou hameau situés à distance d'un bourg sans infrastructure routière*

RÉGION ACADÉMIQUE GUYANE
Liberté
Égalité
Fraternité

Giuseppe.Innocenti@ac-guyane.fr

RETOUR SOMMAIRE

ODI-C 2030



© DR - ODI-C 2030

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Association Internationale Pour la Formation (AIPF)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
AIPF – Association Internationale Pour la Formation (AIPF), EPSI Association, Luminess, Impala, Domoscio

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,73 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2,54 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France métropolitaine
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet ODI-C 2030 souhaite proposer aux publics éloignés de la formation ou de l'emploi, un accompagnement à l'orientation et des parcours de formations digitalisés, pour répondre aux besoins de compétences des filières métiers en tension que sont le commerce et le numérique.

Il se donne 4 enjeux :

1. Accélérer la transformation de l'offre pédagogique en augmentant l'efficacité pédagogique par la qualité de la digitalisation et en individualisant les parcours de formation ;
2. Diminuer les taux d'abandon dans les formations en proposant un parcours de pré-apprentissage en libre accès, pour faciliter l'accès des jeunes bacheliers aux formations en apprentissage et sécuriser leur parcours de formation ;
3. Atteindre les territoires éloignés avec des offres de formation digitalisées pour les bacheliers, les jeunes en formation initiale de niveau 5 et 6, les personnes en reconversion ou les salariés en entreprise ;
4. Réussir la transformation avec les acteurs de l'accompagnement en concevant un outil entièrement digitalisé d'acquisition des compétences spécifiques aux métiers de responsable pédagogique et d'animateur multimodal.

LE PUBLIC VISÉ

Les outils développés par le projet ODI-C 2030 doivent pouvoir être accessibles par des publics habituellement éloignés de la formation. **Il s'agit en particulier :**

- Des bacheliers Pro pour le parcours d'orientation et de préparation à l'apprentissage ;
- De jeunes en formation initiale de niveau 5 et 6, essentiellement en apprentissage ;
- De la formation continue pour personnes éloignées de l'emploi (reconversion) ;
- De la formation continue pour salariés dans l'entreprise.

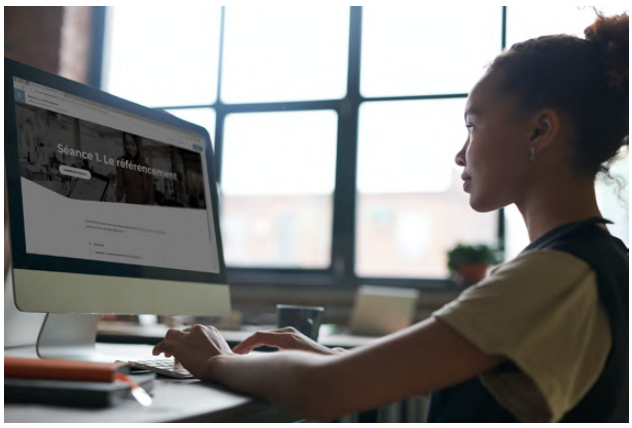
LE PROJET

Les actions du projet s'articulent autour des 4 items qui ont donné son nom au projet :

1. **Orientation :** construction de parcours d'orientation et d'adaptation à trois moments clés pour la réussite des trajectoires étudiants ;
2. **Digitalisation** d'un ensemble de ressources pédagogiques comme base pour la transformation de l'offre de formation ;
3. **Individualisation :** création d'un dispositif pour le pilotage de l'individualisation des parcours ;
4. **Compétences :** Grâce au développement d'un réseau de relais dans les territoires capables d'ouvrir les voies de l'enseignement supérieur à des populations rencontrant des difficultés d'accès à la formation et à la formation des acteurs de l'accompagnement.

Le projet ODI-C 2030 est opéré par un consortium de 5 partenaires

- L'AIPF (Association Internationale pour la Formation), porteur du projet et l'EPSI Association, toutes deux membres du réseau Compétences & Développement ;
- La société Luminess, partenaire technique sur l'activité digitalisation ;
- La société Impala, partenaire technique sur l'activité digitalisation ;
- La société Domoscio, partenaire technique sur l'activité individualisation.



© DR - ODI-C 2030

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet ambitionne les objectifs suivants :

- Digitalisation de 2 600 h de formation équivalent présentiel ;
- 2 000 apprentis de niveau 5 et 6 en parcours individualisés ;
- 4 000 jeunes en sortie de Bac Pro en pré-apprentissage et orientation ;
- 4 expérimentations en tiers lieux ;
- Tester la formation « formateur/enseignant mulimodal » avec 30 formateurs.

Le suivi de la qualité du projet sera apprécié à 3 niveaux différents et avec deux visions, qualitative (différence de nature entre prévu et réalisé) et quantitative (écart chiffré entre prévu et réalisé) :

- **Les résultats :** par le relevé des changements produits directement par le projet qui seront comparés avec les objectifs formalisés avant le lancement. Les résultats seront suivis à l'aide d'un tableau de bord qui contient les indicateurs mesurables préalablement identifiés.
- **Les effets :** qui prendront en compte les incidences directes et indirectes de l'action et les marges d'incertitude entre le projet et son environnement.
- **Impact :** qui consiste en changement durable à la suite de l'action au terme du plan à 3 ans. Ils seront également rapportés avec les impacts attendus avant le lancement.

Pour l'évaluation des effets et des impacts sociaux et économiques, il est prévu de mandater un organisme de recherche indépendant.

COMPÉTENCES & DÉVELOPPEMENT
Réseau d'écoles et de centres de formation

frederic.bouchet@competences-developpement.fr
competences-developpement.com

RETOUR SOMMAIRE

PIX IMPACTS



© DR - Pix Impacts

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP Pix

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
France Travail, Régions Académiques Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, Université de Toulouse Jean Jaurès (Inspé de Toulouse), OPCO 2i, OPCO Atlas, Futur Composé

COÛT TOTAL DU PROJET :
15,64 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
10,5 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T4/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

Module d'apprentissage en ligne (LMS microlearning adaptatif)

L'AMBITION

La plateforme Pix permet aujourd'hui d'évaluer, de développer et de certifier les compétences numériques. Elle est utilisée annuellement par environ 6,7 millions d'utilisateurs, dont plus de 4 millions d'élèves, 700 000 actifs et 150 000 étudiants. Ces usages massifiés ont été rendus possibles par une innovation forte dans la manière d'évaluer (" testing by doing ", test en environnement réel, plateforme ludique, bienveillance, etc.).

Après avoir innové dans l'évaluation, Pix engage, avec ses partenaires, une démarche similaire sur la formation aux compétences numériques. **Pour cela, il vise une transformation majeure de la plateforme Pix, pour en faire la 1ère plateforme libre de micro-learning adaptatif grand public et pour constituer des parcours de formation adaptés aux besoins de chacun.**

L'ambition est ainsi de démultiplier l'impact de Pix sur le développement des compétences numériques au bénéfice de 3 publics prioritaires et, au-delà, pour 10 % des Français (*cf. infra*).

Ce projet peut donc jouer un rôle important dans la transformation numérique de la société et dans la montée en compétences numériques indispensables aux métiers d'aujourd'hui et de demain. Au-delà, l'impact du projet pourra être amplifié par sa diffusion à d'autres compétences, le code source de Pix étant un commun numérique déjà utilisé par d'autres acteurs pour d'autres compétences (français, rénovation énergétique...).

LE PUBLIC VISÉ

Le projet visera prioritairement la réponse aux besoins professionnels de 1,5 million d'actifs, au sein de trois publics pilotes :

- Les enseignants, étudiants MEEF (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation), enseignants-chercheurs ;
- Le service public de l'emploi : demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RSA, publics adultes en reconversion (hors CPF) ;
- Les salariés/employeurs.

À terme, les innovations seront mises à disposition de tous les publics de Pix, soit 10% des Français.

LE PROJET

Le projet est structuré en 3 axes :

1. **Refonder l'expérience Pix autour de modules interactifs de micro-learning :**

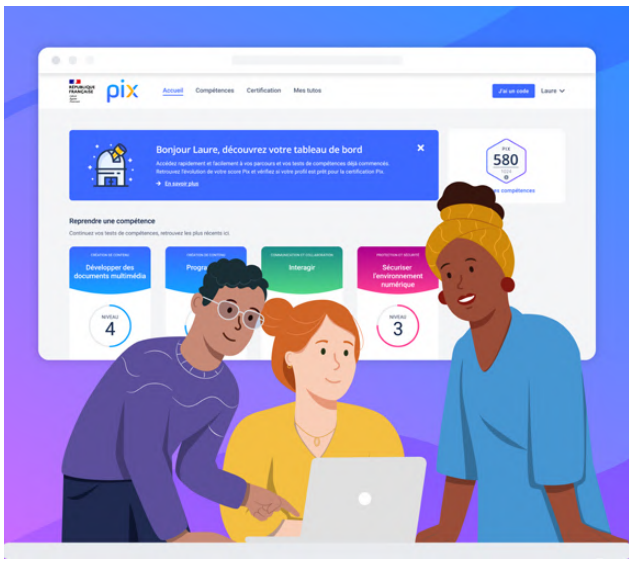
- 200 modules de micro-learning ("Modulix") consacrés aux compétences numériques transverses seront intégrés à la plateforme Pix. Il s'agit de construire une offre de micro-learning inédite par sa dimension, son environnement ludique et son approche tournée vers la mise en action, proposant une expérience unique d'apprentissage, proche des standards des applications d'auto-apprentissage sur smartphone ;
- Les compétences acquises feront l'objet de valorisations (badges, attestations, etc).

2. **Proposer automatiquement, à chaque apprenant, des parcours de formation personnalisés :**

- Un moteur de recommandation proposera à chaque apprenant un programme de formation individualisé à partir de ses besoins précis mesurés par Pix (objectifs professionnels, localisation géographique, etc.) ;
- Il orientera vers les modules Pix et les formations des partenaires (en distanciel, et/ou présentiel).

3. **Tester, observer et adapter pour garantir l'impact dans les contextes spécifiques des 3 publics pilotes :**

- Trois démonstrateurs en conditions réelles permettront de tester les innovations du dispositif et de l'ajuster de manière itérative et en continu ;



© DR - Pix Impacts

- Une communauté de recherche appliquée permettra d'étayer la conception, puis l'amélioration du dispositif, et de mesurer son impact.

LES IMPACTS ATTENDUS

L'objectif est de former 1,5 million d'actifs sur 3 ans, dont 500 000 enseignants, 800 000 demandeurs d'emploi et 200 000 salariés.

L'impact sera mesuré via :

- **Les données recueillies dans le cadre du projet :** Pix dispose déjà d'un dispositif d'évaluation d'une finesse unique (700 acquis d'apprentissage mesurables), mobilisable pour effectuer des mesures avant/après formation ;
- **Les travaux de la communauté de recherche** pour objectiver l'intensité et la nature des progrès permis, et évaluer l'effet de ces apprentissages dans les contextes professionnels des 3 publics cibles.
- **Les travaux de l'Observatoire des compétences numériques** mis en place par Pix à l'échelle nationale (dans le cadre de " France numérique ensemble ").

À terme, l'objectif est d'élargir les dispositifs construits dans le cadre du projet au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs de Pix soit 10% de la population française.

Ce projet entend jouer un rôle déterminant dans la montée en compétences numériques des Français, indispensable à tous les métiers d'aujourd'hui et de demain.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

pix

anne.pouxmayeur@pix.fr
pix.fr

RETOUR SOMMAIRE

RE-VI-VR-E



© DR - Re-Vi-VR-e

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
École d'Ingénieurs de PURPAN

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
École d'Ingénieurs de PURPAN, WIDID, MIMBUS, Association la Mêlée

COÛT TOTAL DU PROJET :
1,76 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
1,22 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
30 mois - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

En France plusieurs dizaines de milliers d'emplois sont non pourvus dans l'agriculture. Le modèle de l'exploitation agricole familiale fait place à des formes nouvelles d'exploitation et d'agriculture ainsi que de nouveaux profils d'exploitant.

Dans ce contexte général, **85 000 exploitations viticoles, soit 600 000 emplois directs et indirects**, sont confrontées chaque année à la problématique des compétences. Le secteur arboricole, **avec environ 170 000 salariés et 213 000 contrats saisonniers, est lui aussi en difficulté sur la question de la compétence.**

Dans ces métiers, pour former aux compétences faisant appel au geste, tout au long de l'itinéraire technique de production, les formateurs sont confrontés à la difficulté de la mise en pratique et de son évaluation ainsi qu'à la difficulté d'entraînement quelle que soit la période de l'année et la situation de production.

Par ailleurs, la diversité des publics nécessite de tenir compte des disparités d'apprentissage que ce soit en formation initiale ou en formation continue ou encore pour les salariés et saisonniers. Les développements de la réalité virtuelle que connaît le secteur de la formation apportent de nouvelles opportunités dans le contexte en tension des exploitations viticoles et arboricoles.

Le projet ReViVre (Réalité Virtuelle Viticulture) vise la mise à disposition de dispositifs complets en réalité virtuelle pour la formation aux métiers de la viticulture.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations immersives en réalité virtuelle développées dans le projet ReViVRe s'adressent à un public très diversifié. Les modules développés couvriront les étapes de l'itinéraire de production, de la taille à la récolte. **En formation initiale les niveaux visés vont de l'infra-Bac au Bac +5.**

En formation continue les modules s'adressent à un public tant salarié que demandeur d'emploi ou en reconversion. La sensibilisation du grand public est également un objectif visé par le projet.



© DR - Re-Vi-VRe

LE PROJET

La première action a pour objet la conception pédagogique et développement des simulateurs en VR. Elle est scindée en quatre étapes :

- La définition des compétences et des scénarios pédagogiques ;
- La conception des contenus VR ;
- Les tests des modules avec les divers profils d'apprenants ;
- La production des outils d'accompagnement pédagogique.

La seconde action concerne l'adaptation de la plateforme WiDiD Immersive (LMS pour héberger des contenus de réalité virtuelle) :

- À l'environnement des métiers en viticulture et en arboriculture, contexte et adaptations graphiques ;
- Aux divers profils d'apprenants et de formateurs (formation initiale, formation continue, formation des salariés et saisonniers et sensibilisation grand public) ;
- À l'analyse des données d'apprentissage et à leur restitution graphique nécessaire à la progression.

La troisième action vise la diffusion des modules produits dans le cadre de ReViVRe :

- Communication au sein de l'écosystème viticole ;
- Structuration d'une offre adaptée pour les diverses cibles ;
- Définition des modalités d'accompagnement de la diffusion.

LES IMPACTS ATTENDUS

ReViVre a pour ambition d'apporter de nouveaux outils de formation à la filière viticole.

L'apprentissage du geste en viticulture est contraint par la mise en situation (éloignement des vignes, saisonnalité, météo défavorable, équipement non disponible…), par l'hétérogénéité croissante des apprenants, par la nécessité de la présence du formateur. **La réalité virtuelle permet de faire abstraction de ces contraintes.**

Elle peut s'inscrire en complément des formations existantes en donnant aux formateurs de nouvelles possibilités pour s'immerger au cœur des vignes et expérimenter les gestes de la viticulture en toute saison dans toutes les situations, de manières ludiques et sécurisées. **Elle permet l'autoapprentissage et l'entraînement en complète autonomie.**

La vingtaine d'écoles d'ingénieur en agronomie, les 23 lycées formant à la viticulture ainsi qu'autant de CFA sont les premières cibles en formation initiale et en formation professionnelle. Le projet touchera près de 1 500 élèves ou étudiants et apprentis en formation.

Viennent s'ajouter plus de 500 adultes en formation au sein des CFPPA et de diverses organisations professionnelles (CA, syndicats…) qui pourront bénéficier de l'immersion virtuelle.

La présence de reViVRe dans de nombreuses manifestations professionnelles permettra de sensibiliser un large public aux métiers de la vigne.

reviVRe
Apprendre | Maîtriser | Préserver

contact@revivre-projet.com
purpan.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

SCALE



© DR - Stéphane BALMAIN / IUT Lyon 1

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Université Lumière Lyon 2, INSA de Lyon, l'entreprise à mission JobTeaser

COÛT TOTAL DU PROJET :
9,46 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,32 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T3/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France Entière
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Pôle-Emploi cite « 85 % des emplois de 2030 n'existent pas encore ». Une partie importante de la population active va changer de métier à plusieurs reprises dans la décennie à venir. Fortes de ce constat, les formations initiales et professionnelles portent la responsabilité de développer l'adaptabilité des apprenants, bien au-delà de leur employabilité à court terme.

Une telle adaptabilité nécessite de développer le niveau de maturité vocationnelle des individus : faire des choix professionnels appropriés correspondant notamment à ses capacités, ses intérêts professionnels et ses préférences professionnelles, tout au long de sa vie.

L'objectif du programme Scale est de déployer une formation hybride à l'échelle nationale, centrée sur le développement des compétences à s'orienter, afin de développer la maturité vocationnelle. Elle sera articulée autour d'une plateforme digitale d'orientation et d'insertion professionnelle, ainsi que d'un kit représentant 30 h de formation découpée en 5 thèmes : se connaître, identifier ses compétences, se raconter, explorer un marché professionnel, se créer des opportunités. L'ensemble des points de données récoltés sur l'apprenant via la plateforme digitale permettra de personnaliser son parcours, de l'accompagner dans ses choix et d'encourager la sérendipité.

L'ambition du programme est de former 300 000 apprenants par an d'ici 2030.

LE PUBLIC VISÉ

Le dispositif s'adresse à l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur (tous niveaux).

Le dispositif est également adapté aux jeunes actifs, en particulier les demandeurs d'emploi et les profils en reconversion.

LE PROJET

Le projet a débuté par une phase pilote pour l'année 2023, ciblant 1500 apprenants. Cette étape initiale a été cruciale pour évaluer l'efficacité de la formation proposée et pour ajuster les méthodes pédagogiques en fonction des retours.

Pour l'année 2024, le projet étend la formation à 10000 apprenants. Cette expansion permet de tester l'adaptabilité de la formation à une plus grande échelle et de recueillir des données supplémentaires pour des ajustements futurs.

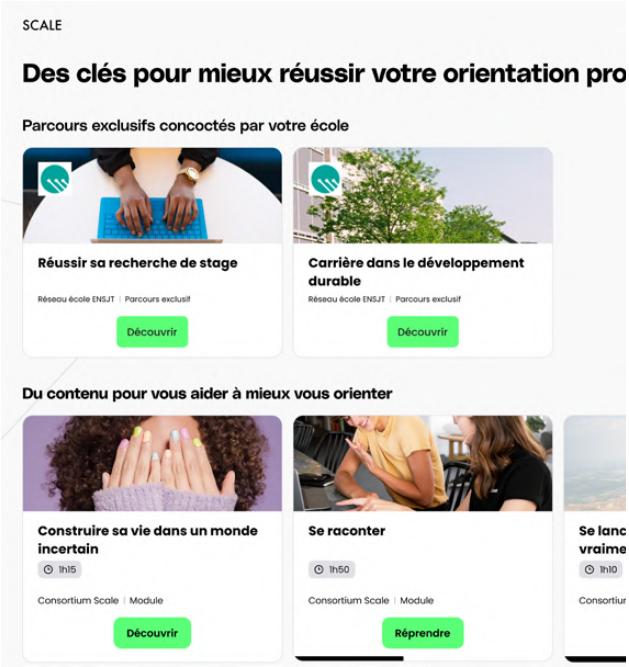
La troisième année du projet sera marquée par un déploiement national, visant à intégrer la formation dans le cursus de 50000 apprenants répartis dans différents établissements. Parallèlement, un plan de pérennisation sera proposé pour assurer la continuité et l'évolution du projet.

Au niveau du pilotage du projet, une attention particulière est mise sur la prise en compte des retours d'expériences afin d'affiner constamment la stratégie d'essaimage et les contenus pédagogiques. Les 30 heures de formation sont découpées en 25 modules utilisables individuellement afin de moderniser les dispositifs existants.

Cette approche nous assure un produit adapté aux besoins des apprenants et des terrains d'essaimages.

LES IMPACTS ATTENDUS

Les formats hybrides de formation offrent une grande flexibilité aux établissements éducatifs. **Ils permettent aux responsables d'adapter les contenus et modalités de formation à leur environnement pédagogique spécifique.**



En outre, ces approches modernes tirent parti des données générées pour personnaliser l'expérience éducative. Elles permettent de proposer des contenus sur mesure, de déterminer le type d'accompagnement le mieux adapté à chaque étudiant.

De plus, elles facilitent la mise en relation avec les entreprises, que ce soit au cours des activités de formation ou en réponse à des offres d'emploi.

Quantitativement, le dispositif va sensibiliser 1500 apprenants en 2023, 10000 en 2024, 50000 en 2025.

Nous estimons que 88% d'entre eux seront en formation initiale et 12% en formation continue. Par ailleurs, plusieurs établissements d'enseignement supérieur ont manifesté leur intérêt pour moderniser leur formation diplômante.

Qualitativement, le programme vise à transformer le domaine de l'orientation et de l'insertion professionnelle en France, en formant durablement les apprenants aux compétences d'orientation. L'acquisition de ces compétences a pour objectif de favoriser une insertion réussie, de réduire le délai d'insertion, et de facilité les réorientations à venir.

Université Claude Bernard Lyon 1 eric.peyrol@univ-lyon1.fr

RETOUR SOMMAIRE

SCICONUM



© DR - DIDASK

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Société DIDASK

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Cog'X, AFSC, IRIT, Académie Aix-Marseille, Académie Versailles, Académie Grenoble, Académie Poitiers, Inspé Poitiers, IRTS HDF, Galileo, CFA FORE, Builders Caen, IPSA, Épopée, EdTech HDF, Labo CHART

COÛT TOTAL DU PROJET :
11,01 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France métropolitaine, Guyane, Guadeloupe et Martinique
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

SCICONUM est un projet d'envergure qui s'inscrit dans la priorité Enseignement et numérique de France 2030 : il vient prolonger les dispositifs de formation mis en œuvre dans le cadre des actions Territoires Numériques Éducatifs, Hybridation des formations dans le supérieur et Démonstrateurs dans l'enseignement supérieur.

Il vise à développer des dispositifs innovants de formation aux compétences numériques des professionnels de l'enseignement:

- En faisant la promotion des pratiques pédagogiques et méthodes d'enseignement dont l'efficacité a été démontrée par la recherche scientifique ;
- En proposant des dispositifs complets de transformation des pratiques professionnelles, qui combinent formation, outillage pertinent et accompagnement humain sur le terrain.

Le projet est porté par la EdTech Didask avec un consortium d'envergure incluant 16 autres partenaires: acteurs de l'enseignement scolaire, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

Tous partagent une même conviction: le développement des pratiques numériques des professionnels de l'enseignement doit s'inscrire dans une recherche permanente d'impact positif réel sur les apprentissages des élèves et étudiants, et la recherche scientifique fournit des connaissances précieuses dans cette perspective.

LE PUBLIC VISÉ

Grâce au consortium réuni, le projet présente la force de toucher tous les métiers ciblés par la fiche "Éducation & Numérique" :

- Les métiers de l'enseignement supérieur et de l'enseignement scolaire, en contact direct avec des élèves, étudiants ou apprentis ;
- Les professionnels qui interviennent en appui des enseignants et formateurs sur les aspects pédagogiques et/ou numériques.

Le projet sera donc déployé dans des réalités très variées, représentatives de la diversité des contextes d'enseignement.

LE PROJET

SCICONUM se déploie dans 4 dimensions :

1. **Des dispositifs "employeurs" de transformation pédagogique :** ils permettront d'expérimenter la démarche au sein d'environnements variés dans lesquels les enseignants se forment et travaillent (les académies pour le scolaire, divers types d'établissements d'enseignement supérieur…).
2. **Des tiers lieux dédiés au numérique éducatif et à l'innovation pédagogique :** ils ont pour objectif de sensibiliser au numérique éducatif et aux sciences cognitives.
3. **Des offres de formation innovantes** au numérique éducatif fondées sur les sciences cognitives : il s'agit d'enrichir l'offre de formation existante à destination des Professionnels de l'enseignement.
4. **Des programmes de recherche et développement** scientifiques autour de l'impact des dispositifs proposés sur les apprentissages : l'objectif est de faire avancer la recherche sur l'identification des usages efficaces des outils numériques sur le plan pédagogique.



© DR - DIDASK

LES IMPACTS ATTENDUS

SCICONUM a pour ambition de toucher 20 000 personnes d'ici 2026, et près de 60 000 personnes d'ici 2030 :

- Des enseignants du secondaire ;
- Des enseignants du supérieur ;
- Des formateurs ;
- Des experts ;
- Des ingénieurs pédagogiques ;
- Des accompagnants pédagogiques ;
- Des étudiants ou des professionnels.

En effet, les partenaires du consortium couvrent déjà en eux-mêmes un large public d'enseignants. Toutefois, SCICONUM a été conçu pour créer les conditions d'une diffusion encore plus large des dispositifs et de leurs résultats à l'issue du projet, afin que les investissements permis par l'aide publique puissent servir bien au-delà du consortium.

Ainsi, le projet comptera d'autres voies de diffusion possibles, notamment grâce aux actions de sensibilisation via les tiers lieux, mais aussi grâce à la mise à disposition gratuite de modules asynchrones d'auto-formation au niveau national.

Ces modules seront notamment diffusés via la plateforme M@gistère.

C'est donc une offre complète, innovante et éprouvée de formation et d'accompagnement, qui sera proposée à l'issue du projet à n'importe quel établissement ou académie.

DIDASK
La Learning Transformation Platform

contact@didask.com
didask.com

RETOUR **SOMMAIRE**

TECHPOURTOUTES



© DR - TechPourToutes

OBJECTIFS FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité
Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUES :
Enseignement et Numérique
Cybersécurité
Intelligence Artificielle (IA)
Technologies du quantique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Fondation Inria

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Fondation Inria, France Universités, Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs, Conférence des Grandes Écoles, Association de soutien de la Fondation Femmes@Numérique, Becomtech, Numeum

COÛT TOTAL INITIAL DU PROJET, EN COURS D'AJUSTEMENT :
22,3 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
9,2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2025

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France métropolitaine et d'outre-mer

L'AMBITION

TechPourToutes propose aux lycéennes et étudiantes de 15 à 25 ans un dispositif complet d'accompagnement leur apportant l'ensemble des ressources qui leurs manquent pour définir leur projet, accéder aux formations diplômantes à l'informatique et au numérique, y réussir pleinement, puis s'insérer le mieux possible dans le monde professionnel.

Parce qu'on ne saurait se passer des femmes pour relever le défi que se fixe France 2030 en matière de développement des compétences dans le numérique à grande échelle et à tous les niveaux de qualification, TechPourToutes - **dispositif phare du Plan interministériel Toutes et Tous Égaux annoncé par l'ancienne Première ministre Elisabeth Borne en juin 2023** et placé sous le double pilotage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes - s'est construit autour d'une ambition de rupture : **passer d'un taux moyen de 19 % de femmes diplômées du numérique aujourd'hui à 30 % en 2030.**

LE PUBLIC VISÉ

TechPourToutes s'adresse aux lycéennes (phase de pré-intégration) ou étudiantes (phases de pré-intégration pour des étudiantes en réorientation/spécialisation, et d'accompagnement pour les étudiantes inscrites dans les filières du numérique).

Le dispositif se concentre sur les formations à l'informatique et au numérique, toutes filières confondues, publiques ou privées, courtes ou longues, du Bac +1 au Bac +5. Ceci, à la double condition que ces formations soient diplômantes et reconnues par les ministères, et qu'elles conduisent vers les métiers « cœur », ou techniques, du numérique.



© DR - TechPourToutes

LE PROJET

Le programme s'est donné trois principes directeurs :

- D'abord, la nécessité d'un trait d'union entre les initiatives existantes et, plus encore, d'une coalition « écosystémique » de grande ampleur fédérant tous les acteurs impliqués dans la féminisation du numérique ;
- Ensuite, **agir sur trois fronts pour modifier les déséquilibres structurels des filières du numérique :** attirer les filles (amener un nombre croissant de candidates vers les formations du numérique) ; les accompagner (encapaciter les jeunes femmes à travers un accompagnement de qualité) ; transformer le système (influer de manière systémique sur l'accueil des jeunes femmes au sein des établissements de l'ESR et des entreprises) ;
- Enfin, **la combinaison de trois leviers jamais associés jusqu'ici** : le temps long dans un continuum « Bac -3/ Bac +3 » (accompagnement de la seconde jusqu'à l'entrée dans la vie active) ; un suivi qualitatif (accompagnement collectif et individuel) ; la massification (20 000 étudiantes accompagnées d'ici 2030).

Mise en relation avec des étudiant.es et professionnel(les), mentorat par des professionnel.les, aide à la recherche de stages et de contrats d'apprentissage, ateliers d'empouvoirement, rencontres inspirantes, entraide au sein de la communauté TechPourToutes, soutien matériel et financier pour les jeunes femmes qui en ont besoin, afterworks et réseautage pour les alumnae… le programme, individuel et collectif, modulaire, propose un répertoire diversifié d'actions bâti autour d'un parcours « socle » auquel chaque bénéficiaire pourra ajouter des options correspondant à ses besoins particuliers.

LES IMPACTS ATTENDUS

Pour relever le défi de la mixité (30 % d'étudiantes diplômées d'une formation du numérique fin 2030), le dispositif se fixe une cible de 20 000 étudiantes qui auront rejoint le programme selon la courbe d'évolution suivante :

- **2025-2026 :** +1 500 étudiantes accompagnées ;
- **2026-2027 :** +2 500 étudiantes accompagnées ;
- **2027-2028 :** +4 500 étudiantes accompagnées ;
- **2028-2029** : +5 500 étudiantes accompagnées ;
- **2029-2030 :** +6 000 étudiantes accompagnées.

Le changement d'échelle se fera dans le cadre d'une impulsion nationale forte qui intégrera en son sein, ab initio, les spécificités des écosystèmes locaux plutôt que dans celui d'une généralisation souvent hasardeuse d'une expérimentation locale à d'autres territoires.

Ainsi, TechPourToutes couvrira dès son lancement l'ensemble de l'offre de formations diplômantes au numérique disponibles et accompagnera les femmes inscrites dans ces formations partout sur le territoire.

kim.goldstein@fondation-inria.fr

techpourtoutes.io

RETOUR SOMMAIRE

VERS UNE NOUVELLE ÉQUATION ACADÉMIQUE



© DR - Vers une nouvelle équation académique

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Enseignement et Numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Rectorat de l'académie de Créteil

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Conseil département de Seine Saint-Denis, Université Paris Est Créteil / INSPE de Créteil, Université de Lyon 2, EDF, Conseil Régional Île-de-France, Conseil département du Val-de-Marne, Conseil département de Seine-et-Marne, MIMA, Evidence B, Scholavie, CANOPE

COÛT TOTAL DU PROJET :
20,09 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
7 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France

L'AMBITION

Le projet porte l'ambition de fonder un écosystème innovant pour accompagner la transformation de l'enseignement des mathématiques dans l'académie de Créteil dont les élèves obtiennent des résultats inférieurs aux attendus en dépit de l'investissement de tous les acteurs et d'une impulsion nationale très forte sur les plans didactiques et pédagogiques.

Au-delà de l'acquisition des savoirs fondamentaux par nos élèves, le projet vise à répondre aux besoins et ambitions des acteurs institutionnels et économiques du territoire pour lesquels **la montée en compétences scientifiques est un enjeu majeur de développement.**

Le projet sera soutenu, accompagné et évalué par 5 laboratoires de recherche issus de deux universités afin de couvrir cinq champs de recherche.

Le projet se déploiera dans cinq dimensions de manière à créer un maillage dense sur l'ensemble du territoire qu'il entend innerver pour créer un réseau de l'ensemble des acteurs.

Parmi ces 5 dimensions, les pôles excellence et orientation seront engagés dans une démarche innovante portant sur l'orientation et la promotion de l'excellence en mathématiques, en particulier chez les filles.

LE PUBLIC VISÉ

Le projet s'adresse aux élèves d'écoles primaires, de collège et de lycée. Il vise également les professeurs des écoles et les enseignants de mathématiques de l'académie.

La maison académique des mathématiques et la MAM LAB' Virtuelle (deux autres dimensions du projet) auront le rôle de catalyseurs des innovations issus de la recherche-action pour diffuser le plus largement possible en direction de la communauté éducative, scientifique et économique les résultats obtenus dans les classes.

LE PROJET

Le projet compte cinq actions :

1. **Une maison académique des mathématiques** (MAM), lieu physique situé au sein d'un collège COPERNIC de Seine Saint-Denis, elle sera un espace collaboratif destiné à accueillir les acteurs de l'académie pour mettre à disposition un ensemble de ressources et du matériel performant mutualisé entre les différents laboratoires de mathématiques de l'académie. Ce sera aussi un point de convergence des communications, des formations et des pôles pédagogiques innovants.
2. **Un espace de collaboration virtuel** dématérialisé de la MAM. La MAM LAB', dédié à l'innovation en mathématiques, support de diffusion de pratiques innovantes.
3. **Un réseau dense de laboratoires de mathématiques** équipés et dynamiques qui peuvent de déployer sur tout le territoire grâce aux laboratoires mobiles.
4. **Trois pôles pédagogiques innovants** (écoles et collèges) soutenus et évalués par la recherche auront le rôle d'incubateurs et de tête de pont pour tester et déployer de manières souples et rapides différentes innovations.
5. **Trois pôles excellence orientation** (collèges et lycées) engagés dans une démarche innovante sur l'orientation et la promotion de l'excellence en mathématiques, notamment chez les filles.



© DR - Vers une nouvelle équation académique

LES IMPACTS ATTENDUS

Nombre de bénéficiaires cibles

- **Objectifs à 1 an :** 24180 élèves/les familles des élèves des pôles pédagogiques innovants/1587 enseignants ;
- **Objectifs à 3 ans :** 50 % des écoles et collèges/ 50 % des enseignants de mathématiques ;
- **Objectifs à 5 ans :** 100 % des écoliers et collégiens /100 % des enseignants de mathématiques.

Nombre d'établissements cibles

- **Objectifs à 1 an :** 25 écoles/48 établissements du second degré ;
- **Objectif à 3 ans :** Écoles de secteurs, collèges et lycées à proximité des laboratoires de mathématiques ;
- **Objectif à 5 ans :** ensemble des écoles et collèges de l'académie.

ACADÉMIE DE CRÉTEIL
Liberté
Égalité
Fraternité

ce.recteur@ac-creteil.fr
ac-creteil.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

3K AMI



© DR - 3K AMI

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
My Job Glasses

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
GIFAS, OCAPIAT, Oriane - l'agence de la promesse républicaine et de l'orientation de la région Île-de-France

COÛT TOTAL DU PROJET :
7,77 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
4,43 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
3 ans - T4/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

Notre constat est simple. L'industrie pâtit d'une mauvaise image qui compromet la réindustrialisation de la France. Les faits sont par ailleurs parlants :

- 50 % des diplômés en formation industrielle ne rejoignent pas l'Industrie *(source : La Fabrique de l'Industrie)* ;
- Un très grand nombre de postes seront à pourvoir dans les prochaines années et les formations manquent d'apprenants ;
- Les jeunes et les femmes ne rejoignent pas assez ces secteurs porteurs.

Avec une passion véritable pour les métiers de tous les secteurs, le projet 3K AMI se donne pour mission de **participer activement à la réindustrialisation de la France et de rendre les filières stratégiques plus attractives pour de nouveaux talents.** Le tout en s'attaquant aux nombreux stéréotypes qui entourent les métiers de l'industrie, parfois méconnus et souffrant souvent d'un cruel manque d'attractivité.

Ce projet innovant a donc pour ambition d'inspirer et de redéfinir l'image de l'industrie en France, en réunissant 2 000 Ambassadeurs et Ambassadrices, issus de secteurs clés, prêts à partager leur expérience, que ce soit en présentiel ou en visioconférence.

Ces rencontres, riches de diversité, rassembleront des hommes et des femmes, des techniciens et des ingénieurs, et représenteront toutes les tailles d'entreprises françaises, qu'il s'agisse de TPE ou de grands groupes.

LE PUBLIC VISÉ

Le public visé est diversifié : le projet 3K AMI s'adresse autant aux collégiens dès la 5e qu'aux lycéens, avec notre programme My Job Glasses En Classe, ainsi qu'aux étudiants du supérieur de la voie générale ou technologique/professionnelle, en lien avec les partenaires GIFAS, OCAPIAT et la région Île-de-France.

Nous ciblons également les demandeurs d'emploi ainsi que les séniors en reconversion professionnelle. Bienveillants et disponibles, nos Ambassadeurs souhaitent partager la passion de leur métier auprès du plus grand nombre.



© DR - 3K AMI

LE PROJET

Le projet 3K AMI a pour but de faciliter l'orientation des jeunes vers des filières stratégiques identifiées (vers un emploi, une reconversion ou une formation, notamment des formations technologiques et professionnelles). **Il contribue également à l'orientation tout au long de la vie.**

Cette initiative propose une approche novatrice pour combler les besoins identifiés dans des secteurs dits stratégiques de l'économie française, en proposant de contribuer à une orientation éclairée grâce au passage à l'échelle des rencontres avec des Ambassadeurs et Ambassadrices pour inspirer un très large public. Les deux premières filières sélectionnées sont celles de l'aéronautique et du spatial, ainsi que l'agroalimentaire, élargi à l'interbranche agricole et à la pêche.

Le projet 3K AMI repose sur la mise en avant de 1 000 Ambassadeurs par filière (représentant des entreprises de toutes tailles) qui se mobilisent en moyenne 2 h par mois. Si les Ambassadeurs sont tous bénévoles, leur engagement dans la démarche peut être réalisé sur leur temps de travail et peut être valorisé par leur entreprise, tant d'un point de vue reconnaissance que d'un point de vue professionnel (intégration du rôle d'Ambassadeur dans les objectifs annuels du salarié, par exemple).

Le projet 3K AMI sert des secteurs au cœur des enjeux de recrutement et d'attractivité du pays en proposant de mieux les faire connaître avec une attention particulière en direction des jeunes et des femmes, qui sont des publics essentiels face aux enjeux démographiques et aux ambitions industrielles des prochaines années.

En cassant les idées reçues qui freinent leur engagement dans ces secteurs, **3K AMI contribue à diversifier les talents, et révèle enfin que ces métiers sont aujourd'hui accessibles à tous, et qu'ils promettent des carrières riches en opportunités.**

LES IMPACTS ATTENDUS

L'impact du projet 3K AMI peut se mesurer via une s**érie d'indicateurs clés,** témoignant à la fois de l'engagement des Ambassadeurs des filières ainsi que de la satisfaction de ses membres.

Parmi ces indicateurs, on trouve le nombre de sollicitations des Ambassadeurs sur la plateforme ainsi que les vues de leurs profils, les taux de recommandation des membres ainsi que l'utilité de ces rencontres professionnelles. La projection des membres dans l'industrie et dans le métier de l'Ambassadeur peut elle aussi être mesurée afin d'évaluer l'impact de ces échanges sur les orientations de carrière.

La répartition géographique, la situation (collégiens, lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi, actifs) ainsi que les diplômes des membres initiant des conversations avec des Ambassadeurs sont autant d'indicateurs de la diversité des publics touchés.

Le taux de membres intéressés par une opportunité professionnelle à la suite de ces rencontres professionnelles est un indicateur majeur de l'impact concret du projet 3K AMI en termes de débouchés professionnels.

Toutes ces mesures reposent sur une même logique de mise en relation qualitative entre membres et Ambassadeurs. **Ces rencontres professionnelles visent à inspirer, orienter et faciliter la projection des membres dans des métiers industriels, tout en évaluant leur intérêt et leur engagement après chacune de ces interactions.**

myjobglasses

emilie.korchia@myjobglasses.com
myjobglasses.com

RETOUR **SOMMAIRE**

ACCOMPAGNER LES JEUNES DES LYCÉES PROFESSIONNELS VERS L'INSERTION PROFESSIONNELLE (C'POSSIBLE)



© DR - C'Possible

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
C'Possible

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Pas de consortium

COÛT TOTAL DU PROJET :
8 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
2 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France, Hauts-de-France, Pays de la Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, PACA, Normandie, Centre-Val de Loire, Bretagne et Corse

L'AMBITION

Aujourd'hui en France, 1,4 million de jeunes de 16 à 25 ans sont sans diplôme, sans formation, et sans emploi. Sur les 100 000 qui viennent s'ajouter à ce chiffre chaque année, 60 000 sont issus de lycées professionnels. Ce constat révèle souvent 3 causes profondes : le manque de codes sociétaux de ces élèves issus majoritairement de familles très défavorisées, une orientation subie adossée à un manque d'estime de soi, ou encore l'absence de débouchés clairs vers l'emploi dans un certain nombre de filières. Cette situation entrave la cohésion sociale et représente un coût pour la société estimé à 14 milliards d'euros chaque année.

Dans le même temps, de nombreuses entreprises peinent à recruter dans des secteurs actuellement désertés par les jeunes.

Depuis 15 ans, C'Possible apporte une réponse forte et pragmatique à ce double enjeu, en œuvrant au plus près des jeunes des lycées professionnels, au sein même de leurs établissements, par le biais d'actions collectives et individuelles, et se positionne de fait en tant que partenaire naturel de l'Éducation nationale.

L'association se positionne également en acteur-clé du rapprochement des lycées et des entreprises locales, en construisant des réseaux d'entreprises de proximité qui permettent de développer, en collaboration avec les équipes pédagogiques, des échanges sur le terrain entre les élèves et entreprises locales.

LE PUBLIC VISÉ

Les actions de C'Possible sont centrées sur les 620 000 jeunes des lycées professionnels et s'étendent aux 3e prépa-métiers. Ce sont des élèves qui souvent cumulent les difficultés socio-économiques, culturelles, familiales, personnelles. Ils sont issus majoritairement de la diversité (90 % en Île-de-France, 60% en moyenne nationale) et de milieu modeste (taux de boursiers de 37 % vs 21 % en lycée général). Ils représentent 28 % des lycéens mais 60 % des « décrocheurs » (ou 60 000 jeunes par an).



© DR - C'Possible

LE PROJET

Le projet France 2030 de C'Possible est de contribuer à élargir le vivier de jeunes susceptibles de rejoindre les filières en tension et des métiers d'avenir. Le dispositif de l'association s'inspire d'une double approche :

- **Aider les jeunes des lycées professionnels à construire leur avenir par le développement de la confiance en soi, l'acquisition des codes sociétaux et professionnels, ainsi que l'aide au développement du projet professionnel.** En partenariat avec les équipes pédagogiques, elle propose une offre globale comprenant des actions individuelles et collectives :
  - Les ateliers collectifs, dits « Ateliers repères », pour ouvrir les jeunes à la vie professionnelle, à la culture et aux valeurs républicaines. Ces ateliers visent aussi à renforcer l'estime de soi et à développer diverses compétences psychosociales ;
  - Le Mentorat, qui décline les activités collectives à un niveau individuel et personnalisé et prépare activement les jeunes volontaires pour être mentorés à choisir leur place dans la société lors d'échanges réguliers tout au long de l'année scolaire.
- Intensifier les liens entre les lycées et les entreprises locales pour permettre une meilleure connaissance du fonctionnement et des enjeux de chacun, faire connaître les métiers des secteurs d'activité du bassin d'emploi, et donner aux jeunes davantage d'opportunités de découvrir « le terrain ».

LES IMPACTS ATTENDUS

Les objectifs de C'Possible pour les prochaines années sont :

- Être un acteur-clé sur le terrain du rapprochement des lycées et des entreprises d'une même région ;
- Accélérer son déploiement sur l'ensemble du territoire pour couvrir 20 % des lycées professionnels du territoire contre 8% actuellement (et atteindre un taux de couverture de 30 % en 2030) en priorisant les lycées qui ciblent les filières d'avenir et toucher 127 000 élèves, dont 58 000 au titre du projet.

Pour ce faire, l'association ambitionne d'intensifier ses actions dans les régions déjà couvertes et de couvrir l'ensemble du territoire d'ici cinq ans, à raison de 2 régions par an.

Un référentiel d'évaluation visera à évaluer les impacts du dispositif en termes de renforcement des compétences des jeunes, d'amélioration de leur engagement scolaire, d'amélioration de la projection des élèves dans des projets professionnels motivants, et d'amélioration de la trajectoire scolaire et professionnelle. Seront également évaluées les opportunités de découverte par les entreprises du monde de l'enseignement professionnel, le développement des collaborations entreprises – établissements, et le développement des opportunités de recrutement. **La satisfaction et niveau de recommandation du dispositif de l'ensemble des parties prenantes (mesure quantitative et qualitative) feront partie intégrante de ce travail d'évaluation.**

C'Possible UNE PLACE POUR CHACUN

anne.doyle@cpossible-asso.fr
cpossible-asso.fr

RETOUR SOMMAIRE

IFALP



© DR - IFALP

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP Campus ESPRIT Industries

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
STEF, Groupe Kermené, Groupe Lactalis, LE ROY Logistique, Transports ORAIN, Françoise Saget, Naval Group, AVRIL, GT Logistics , Idea Logistique, Logilec, Groupe LOSTE Grand Saloir St Nicolas, H2X Ecosystems, Groupe SÉCHÉ Environnement, France Travail, CNAM, Pôle d'Excellence CYBER, UIMM Bretagne, IUT Quimper UBO, CNA - Conseil National des Achats

COÛT TOTAL DU PROJET :
8,20 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
5,65 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T3/2023

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Île-de-France et Bretagne

L'AMBITION

Le projet porte sur le déploiement d'un plan d'actions dédié au développement de formations innovantes en apprentissage et/ou formation continue de nature à assurer la souveraineté de la France 2030 en ciblant particulièrement les deux axes stratégiques suivants :

- Les achats publics et la sécurité numérique des process Achats et Logistique ;
- La décarbonation de la logistique et des transports.

Le projet cible l'apport de compétences en faveur de la souveraineté de la France, en particulier par la professionnalisation des fonctions logistiques et achats dans les services de l'État, les collectivités territoriales, les établissements hospitaliers, mais aussi les entreprises d'intérêt vital.

Le projet de formations contribuera en particulier à sécuriser et décarbonner les chaînes d'approvisionnement critiques en composants/systèmes et technologies indispensables aux secteurs d'avenir (défense, sécurité intérieure, santé, transports, etc).

Il ambitionne également de forger sous toutes ses formes une vision responsable et structurante, de l'achat public et de la logistique à l'horizon 2030 en cohérence avec le plan France 2030 dans le soutien aux filières d'excellence et aux territoires.

LE PUBLIC VISÉ

Le premier public ciblé est d'abord les jeunes visant une formation professionnelle en apprentissage de niveau Bac à Bac +5.

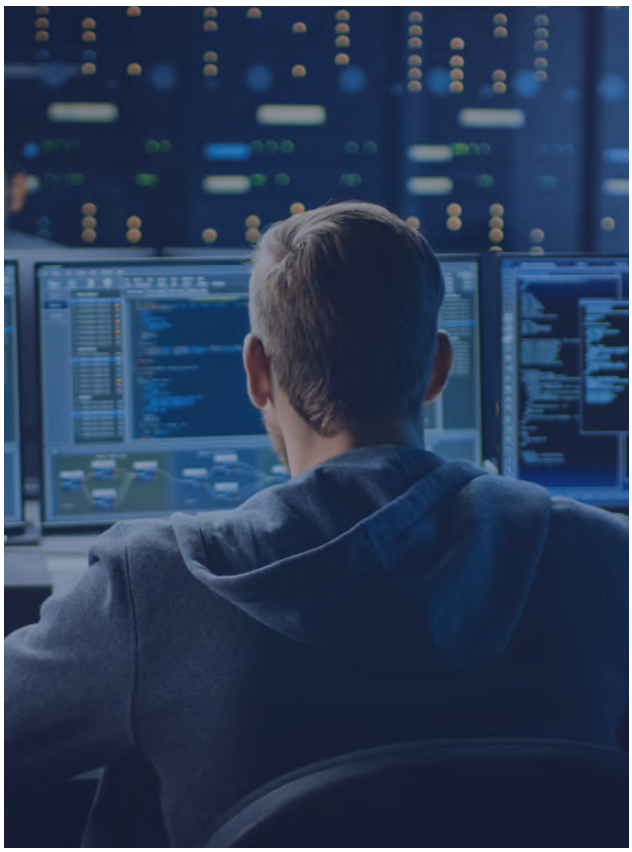
Les agents du secteur public, les demandeurs d'emploi en reconversion et les salariés ciblant une acquisition de compétences en souveraineté, résilience et décarbonation sont le second public visé.

Les structures publiques, parapubliques et les entreprises privées constituent le troisième public visé.

LE PROJET

Sept actions complémentaires sont envisagées par le programme :

- **Création de l'IFALP** - Institut Français des Achats et de la Logistique Publics ;
- **Adaptation du Mastère 2 RNCP7 MLAI** pour en faire un parcours « Performances des Achats Publics » ;
- **Création d'un Mastère 2**/parcours ingénieurs CNAM/GIP sécurité numérique, logistique ;
- **Création d'un Mastère 2** RNCP7- Commerce, E-Commerce et distribution décarbonés ;
- **Création d'un Mastère 2** RNCP7 - Management Logistique et Transports décarbonés ;
- **Think Tank et bourses de thèse en achats publics et logistique décarbonée :** L'action consiste à animer des Think Tank, colloques et séminaires relatifs aux achats publics et aux supply chains souveraines, venant en soutien aux démarches d'innovation pédagogique et traitant des sujets d'achats, de droit de la commande publique, de décarbonation des supply chains intéressant la puissance publique et la société civile ;
- **Formation Continue Logistique et Achats publics.** L'objectif de l'action est de conventionner avec les administrations publiques des programmes de formation continue et/ou de VAE, en particulier sur les compétences d'achats publics et de gestion des risques Achats et supply chain.



© DR - IFALP

LES IMPACTS ATTENDUS

La nécessité de garantir des Achats publics souverains et des conditions logistiques et d'approvisionnement sécurisées induit un besoin de formation professionnelle.

Les métiers visés par le projet IFALP sont les acheteurs publics, approvisionneurs, logisticiens et responsables transport, avec pour orientation le secteur public et les éco-systèmes privés (les fournisseurs/prestataires en particulier) en forte relation économique et logistique avec les marchés publics et la commande publique.

Quatre Mastères sont créés ou adaptés pour répondre à ces enjeux stratégiques.

En outre, la création de l'Institut IFALP (Institut Français des Achats et de la Logistique Publics) soutiendra la mise en place d'actions de formation, de recherche, d'audit ou d'actions de valorisation scientifique afin de **répondre aux attentes critiques en termes d'achats et de logistique sécurisés et souverains.**

ESLI ESTI IFALP
GIP CEI - Etablissement Public

entreprises@gip-cei.com
gip-cei.com

RETOUR **SOMMAIRE**

MONA



© DR - Mona

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Euro App Mobility

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Association ouvrière des Compagnons du devoir et du Tour de France, CESI, Fédération des MFR de Bourgogne Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie, CCI Maine-et-Loire et Le Mans-Sarthe, SEPR, CNAM PDL, GARAC, CMA Alsace, Pays de la Loire et Normandie, Diagoriente, CIPECMA, CFA CCI Île-de-France, CFA IGS, GIP FIPAN Nice, GRETA CFA Provence, Sup Expertise, Campus des métiers Nice Côte d'Azur, CFA LEEM, ESA Assurance

COÛT TOTAL DU PROJET :
24 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
17 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
4 ans - T2/2022

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne Franche Comté, Grand Est, Hauts-de-France, Normandie, Occitanie, Pays de la Loire, Île-de-France et Provence Alpes Côté d'Azur

Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

Le projet Mona (Mon apprentissage en Europe) répond à la volonté des centres de formation d'internationaliser les parcours de formation par alternance, avec le but de permettre aux jeunes d'acquérir des compétences socioprofessionnelles renforçant leur employabilité et également l'attractivité des organismes de formation par alternance dispensant des parcours à coloration européenne.

Le déploiement de la mobilité européenne de longue durée est l'une des clés de cette internationalisation. **L'objectif est de donner l'opportunité aux apprentis et alternants de vivre une expérience à l'étranger pendant leurs parcours de formation.**

De plus, nous encourageons la réciprocité pour accueillir dans les centres de formation français des apprenants internationaux.

Pour mettre en œuvre cette mobilité, il a été nécessaire de créer et/ou stabiliser le poste de référent mobilité dans les structures de formation par alternance.

Un parcours de professionnalisation est dispensé pour accompagner la montée en compétences de ce nouveau public. En parallèle des groupes de travail sont organisés pour identifier et lever les freins à la mobilité des apprentis.

Le projet permettra de fluidifier et automatiser la mise en œuvre des mobilités de longue durée pour les alternants.

LE PUBLIC VISÉ

Le personnel des CFA/OFA : Le projet permet leur montée en compétences dans le cadre de l'exercice de la fonction de « référent mobilité ».

Les jeunes : Les formations présentes dans le projet sont uniquement dispensées en alternance. Le partenariat du projet est hétéroclite, les niveaux de formation dispensés vont du niveau CAP (infra-Bac) jusqu'au diplôme d'ingénieur (Bac +5) en passant par le Bac pro, le BTS (Bac +2) ou encore des titres professionnels.

LE PROJET

Pour développer la mobilité longue des alternants, le projet comporte 5 actions :

- Le cofinancement du poste à temps complet d'un référent mobilité dans chaque structure de formation et la professionnalisation de cette fonction ;
- L'ingénierie pédagogique de formation pour digitaliser les parcours par alternance ;
- L'ingénierie pédagogique pour la validation et reconnaissance des acquis de la mobilité des alternants ;
- L'ingénierie pédagogique pour l'intégration d'enseignement en langues étrangères ;
- Coordination et pilotage du projet pour que le projet intègre complètement le projet d'établissement et impliqué ainsi pleinement les équipes de direction.

En parallèle de ces actions, nous impliquons également les entreprises pour qu'elles puissent être partie prenante de la mobilité de leurs alternants.

Avec ce projet, nous menons une étude sur cette implication des entreprises pour analyser la perception des entreprises sur cette thématique.

Nous encourageons les partenariats entre les établissements de formation professionnelle européens pour permettre la réciprocité et ainsi accueillir dans nos établissements et entreprises des jeunes qui viennent parfaire leur formation professionnelle en France.



© DR - Mona

LES IMPACTS ATTENDUS

- **Au niveau quantitatif :**

À l'horizon 2026, nous ambitionnons que 10 000 apprentis de tout niveau de diplôme soient partis en mobilité ; que chaque partenaire intègre cette expérience à l'international dans 3 parcours de formation (environ une centaine parcours de formation au total).

De plus, chaque membre du consortium s'engage à stabiliser au mois 3 partenariats européens avec des OFA/CFA étrangers visant le développement de la mobilité des jeunes.

- **Au niveau qualitatif :**

Les activités propres à Mona, c'est-à-dire la professionnalisation des référents mobilité et les actions menées dans les groupes de travail touchant à l'ingénierie pédagogique et à la sensibilisation des entreprises, promeuvent la mise en place d'actions de mobilité de qualité.

Cela signifie que cette même mobilité doit être intégrée dans le parcours d'alternance, tant aux niveaux des objectifs pédagogiques que de l'organisation du parcours de formation. En effet, la fonction de référent mobilité à temps complet sera pour nous à stabiliser dans chaque CFA français qui démontrera le gage de qualité des mobilités organisées par les CFA.

MONA

mona@euroappmobility.eu
euroappmobility.eu

RETOUR **SOMMAIRE**

PICMA



© DR - PICMA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
ID6TM Diagoriente

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
House of codesign

COÛT TOTAL DU PROJET :
3,78 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
3,65 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
37 mois - T3/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière

L'AMBITION

L'ambition du projet « Pilotage des Investissements Compétences et Métiers d'Avenir » (PICMA) repose sur un double constat :

- D'une part, une inadéquation persistante entre les formations existantes et les besoins évolutifs du marché de l'emploi en France ;
- D'autre part, une complexité croissante dans la collecte, la valorisation et l'analyse des données issues des programmes de formation.

Ce diagnostic met en lumière des besoins prioritaires : simplifier la collecte de données pour les lauréats, en améliorer la qualité et la fréquence, et renforcer leur exploitation pour produire des indicateurs stratégiques.

Le projet s'attache à répondre à ces enjeux en développant des outils numériques souverains et fiables, tout en valorisant les données déjà collectées. Il vise également à moderniser le suivi administratif, à garantir un pilotage autonome et efficace des investissements futurs, et à assurer un alignement continu de l'offre de formation sur les compétences nécessaires pour relever les défis de France 2030.

Cette démarche doit, *in fine*, optimiser la conversion des formations en emplois durables et renforcer l'adaptabilité de l'économie française face aux mutations à venir.

LE PUBLIC VISÉ

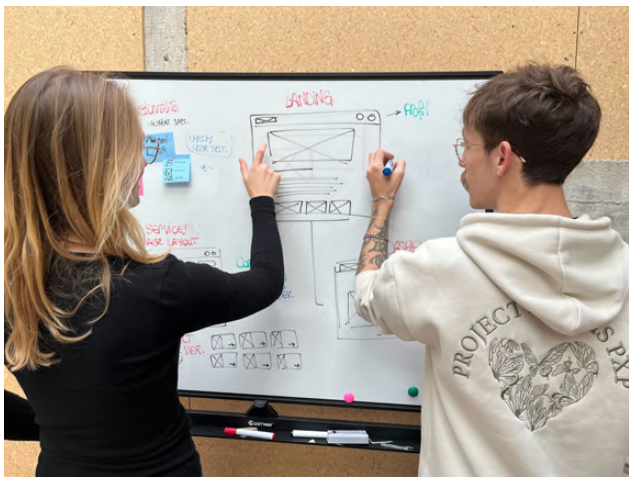
Le projet PICMA ne cible pas directement un public de bénéficiaires finaux, **car son objectif principal est de gérer et d'améliorer le reporting des projets portés par les autres lauréats de l'AMI CMA.**

Cependant, les données collectées et valorisées contribueront indirectement à mieux aligner les formations proposées sur les besoins des élèves, étudiants et adultes actifs (demandeurs d'emploi, salariés ou indépendants en reconversion) dans les principaux secteurs stratégiques identifiés.

LE PROJET

Le projet PICMA est centré sur le développement d'outils et de méthodologies visant à simplifier, structurer et valoriser le reporting des projets de formation portés par les lauréats de l'AMI CMA. Les financements alloués soutiennent principalement la conception et la mise en œuvre de systèmes numériques innovants, stables et souverains. Ces outils incluent une interface de reporting sécurisée, une plateforme d'interrogation des bases emploi-formation exploitant les données de la Déclaration Sociale Nominative (DSN), et un tableau de bord interactif offrant une visualisation précise des indicateurs clés.

Le projet innove dans sa gestion de l'information en intégrant l'automatisation des processus de collecte de données grâce à des modèles de langage, l'enrichissement des analyses par l'intégration de la littérature grise, et la création d'interconnexions entre bases de données et services statistiques habituellement peu sollicités pour ce type de traitement. Aucune acquisition d'équipements significatifs n'est prévue, le projet reposant principalement sur des infrastructures numériques et des développements logiciels.



© DR - PICMA

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet PICMA, en tant qu'outil de pilotage et de valorisation des investissements en formation, n'a pas pour vocation de créer directement des formations ni de former des individus. **Cependant, ses impacts se mesurent par l'amélioration qualitative et quantitative des données collectées auprès des lauréats de l'AMI CMA, ce qui permettra un meilleur suivi et une évaluation plus précise des formations certifiantes, diplômantes ou non, déjà mises en œuvre.**

Grâce à ses innovations, PICMA facilitera l'identification des besoins en formation, accélérant la création de nouvelles formations pertinentes et modernisant celles existantes, aussi bien en formation initiale qu'en formation continue. Les indicateurs générés permettront de suivre l'impact global de ces formations, notamment en termes de nombre de personnes formées et sensibilisées d'ici 2030.

Indirectement, le projet contribuera à maximiser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché de l'emploi, tout en améliorant la capacité des lauréats à démontrer l'efficacité de leurs actions. **Cette démarche ambitionne d'avoir un effet multiplicateur sur l'impact des projets soutenus par l'AMI CMA, renforçant leur contribution aux objectifs de France 2030.**

Diagoriente

vincent.somme@beta.gouv.fr

diagoriente.beta.gouv.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

WORLDSKILLS FRANCE 2030



© DR - Worldskills France 2030

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Levier Compétences/Transversalité

THÉMATIQUE :
Attractivité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
WorldSkills France

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
WorldSkills France ; WorldSkills France Events ; Agence de l'Orientation et des Métiers de Normandie ; Association Nationale pour la Formation Automobile ; CCCA-BTP ; CMA France ; Association Ouvrière des Compagnons du Devoir et du Tour de France ; Fédération Française du Bâtiment ; Académie Aéronautique et Spatiale d'Auvergne-Rhône-Alpes ; ONISEP ; OPCO 2i ; OPCO Mobilités ; SNEFCCA ; Union Nationale des Entreprises du Paysage ; Université de Bourgogne ; Université Paris Est Créteil ; Psyfiers.

COÛT TOTAL DU PROJET :
13,09 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
6,98 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T2/2024

RÉGIONS DE DÉPLOIEMENT :
France entière
Présence de LMS : APTYCE

L'AMBITION

Le projet WorldSkills France 2030 vise à augmenter le nombre de jeunes s'orientant vers les métiers nécessaires à bâtir la France de 2030, en capitalisant sur les événements WorldSkills, qu'ils soient régionaux, nationaux ou internationaux. Les actions déployées visent à :

- Favoriser une orientation choisie vers les métiers clés ;
- Se baser sur une approche territorialisée des besoins, des compétences et des formations ;
- Promouvoir les meilleures pratiques professionnelles, en insistant sur leurs évolutions, impulsées par la transition écologique et les nouvelles technologies ;
- Favoriser l'acquisition des compétences désormais indispensables en termes de savoir-faire et savoir-être.

Les diagnostics portés par France 2030 font apparaître un **important déficit d'attractivité dans l'ensemble des métiers, notamment industriels.**

Or, les compétitions de métiers WorldSkills, fortement soutenues par les Régions et les Organisations professionnelles, s'intègrent parfaitement dans la dynamique de découverte des métiers au collège portée par l'Éducation nationale pour « donner envie », valoriser et mettre en lumière leur caractère essentiel pour notre économie.

La démarche pédagogique proposée s'appuie également sur l'apport des compétitions sur le développement des compétences psychosociales, en cohérence avec les démarches de l'Éducation nationale.

LE PUBLIC VISÉ

Les actions du projet visent à toucher tous les jeunes publics dans leur découverte des métiers France 2030 : des enfants en classe de primaire (ou accompagnés de leur famille), jusqu'aux collégiens et lycéens ou personnes en situation de reconversion.

Les enseignants seront concernés par les actions proposées pour les accompagner dans l'intégration des outils liés à la compétition dans leur enseignement.

LE PROJET

Le projet vise à amplifier et territorialiser l'impact des compétitions, à élever le niveau d'excellence de la filière professionnelle et à former les enseignants à une nouvelle posture pédagogique, au service des besoins de compétences du territoire, via 9 « outils » :

- Un « pavillon France » sur les compétitions, vitrine des savoir-faire et de la modernité des métiers France 2030 et de leur capacité d'évolution ;
- La rencontre européenne VET Forum sur l'excellence dans la formation professionnelle lors du mondial WorldSkills Lyon 2024, qui promeut les réformes de la formation professionnelle française ;
- Des outils pédagogiques de découverte des métiers ;
- Des défis ludiques des collèges de « découverte métier », pour mettre en avant les formations des territoires ;
- L'outil « mission future » pour les visitorats des élèves en présentiel ou distanciel durant les compétitions, basé sur le lien émotionnel entre champions WorldSkills et collégiens, « révélateur de talent » ;
- Une « fête métier » au cœur des villes afin de promouvoir tous les métiers France 2030 et formations sur le territoire ;
- Des défis entre lycées professionnels et CFA pour valoriser l'excellence et redonner confiance en soi ;
- De nouvelles approches pédagogiques, issues du « coaching » spécifique aux compétitions de métiers, auprès des enseignants ;
- Une mesure d'impact des compétitions de métiers sur les jeunes y participant.



© DR - Worldskills France 2030

LES IMPACTS ATTENDUS

Le projet WorldSkills France 2030 vise avant tout **la promotion de métiers et de formations à travers des défis, « challenges » et compétitions, dans un esprit ludique, bienveillant et d'excellence professionnelle.**

Ces initiatives, déployées avec le soutien d'outils numériques, devraient permettre de sensibiliser plus de 2 millions de scolaires à l'horizon 2030.

Par ailleurs, il est prévu de dispenser des formations spécialisées à 2 500 formateurs et enseignants pour les initier à la démarche pédagogique propre aux compétitions WorldSkills.

worldskills France

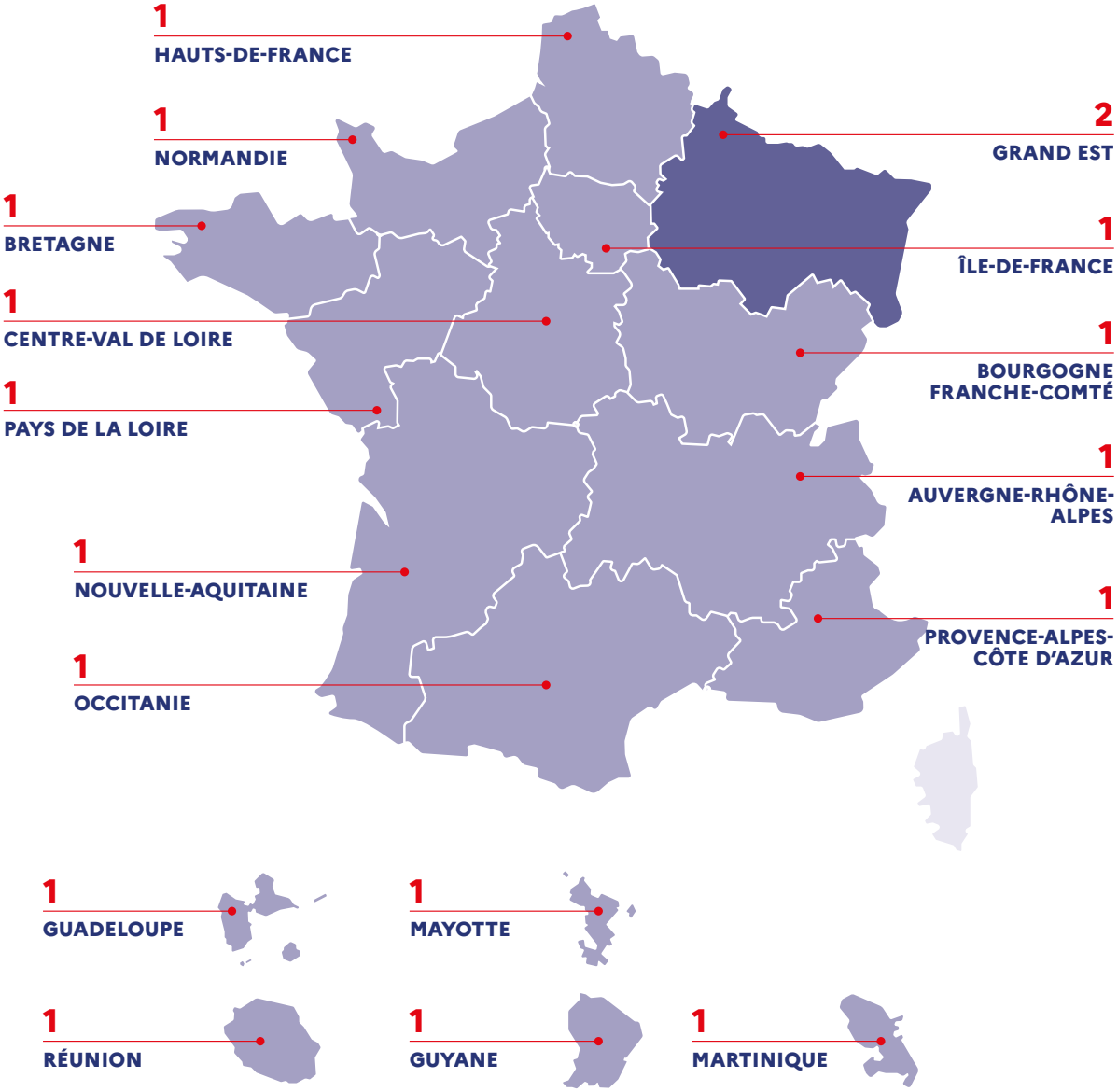
fdemaistre@cofom.org
worldskills-france.org

RETOUR **SOMMAIRE**



Accélérer la Transformation de la Carte des Formations (ATCF)

18 PROJETS
pour Accélérer la Transformation de la Carte des Formations



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
- RA AURA

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
- RA BFC

BRETAGNE
- BZH-ATCF 2030

CENTRE-VAL DE LOIRE
- RA CVL

GRAND EST
- RA GE (Alsace)
- RA GE (Nancy-Metz)

GUADELOUPE
- RA Guadeloupe

GUYANE
- RA Guyane (Space G)

HAUTS-DE-FRANCE
- RA HdF

ÎLE-DE-FRANCE
- RA IDF

MARTINIQUE
- RA Martinique

MAYOTTE
- RA Mayotte

NORMANDIE
- RA Normandie

NOUVELLE-AQUITAINE
- RA NA

OCCITANIE
- RA Occitanie

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
- RA PACA

PAYS DE LA LOIRE
- RA PdL

RÉUNION
- RA Réunion

RA : Région Académique

RETOUR SOMMAIRE

RÉGION ACADÉMIQUE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



© DR - RA AURA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :
La filière transport de marchandises et de personnes
La filière électronique
La filière informatique et numérique

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Le GIPAL-Formation, Groupement d'intérêt public de l'Académie de Lyon

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

GIP académiques partenaires et signataires :
- GIP Auvergne et GIP fipag de Grenoble
- Les académies de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon
- Lycée Polyvalent Monnet Mermoz AURILLAC
- Lycée Polyvalent Algoud Laffemas VALENCE
- Lycée Professionnel Edmond Labbé OULLINS
- Lycée Polyvalent Charlie Chaplin DECINES
- Lycée Professionnel Pierre Boulanger PONT DU CHÂTEAU
- Lycée Polyvalent les Catalins - MONTÉLIMAR
- Lycée Professionnel Béjuit - BRON

PARTENAIRES NON MEMBRES DU CONSORTIUM*

COÛT TOTAL DU PROJET : 1,49 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 : 0,81 €

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
18 mois - T2/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Auvergne-Rhône-Alpes

L'AMBITION

Les filières qui vont recruter massivement dans les années à venir concourent aux transformations-clés de notre économie et de notre société. L'AMI CMA, l'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir », va nous permettre d'accélérer la transformation de notre carte de formation et notamment de :

- **Former plus (enjeu d'attractivité des formations)**

En fédérant l'ensemble des acteurs de l'information, de l'orientation et de la formation, ainsi que les partenaires professionnels afin de proposer des approches innovantes de valorisation de l'offre de formation et en parallèle, en accompagnant la mobilité des jeunes.

- **Former mieux (structuration de l'offre en réseau)**

En organisant la mutualisation des plateaux techniques en structurant des réseaux d'établissements tout en facilitant l'accès des plateformes technologiques ouvertes aux entreprises (PFT) pour rapprocher le monde économique et le monde académique.

- **Former autrement (investir sur les compétences des enseignants, formateurs et formateurs associés)**

En portant dans chaque projet un volet accompagnement RH (spécialisation, reconversion etc.) et en intégrant l'intervention de professeurs associés issus de l'entreprise dans chaque nouvelle ouverture de formation.

Partenaires non membres du consortium : *HAGER, MOBELEC, SYMBIO, GRETA Lycée Polyvalent Vaucanson – GRENOBLE, Lycée Polyvalent Grésivaudan - MEYLAN Lycée Polyvalent Portes de l'Oisans - VIZILLE, Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes,* ***partenaire contributeur mais non signataire du consortium*** *Entreprises soutien au projet KEOLIS, AROMA , FNTV*

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent à des apprenants dans le cadre de la formation initiale sous statut scolaire ou apprentissage ou sous statut de la formation continue sur les diplômes suivants :

- CAP (niveau 3) ;
- Mention Complémentaire (niveau 4) ;
- Bac Professionnel (niveau 4) ;
- Brevet de Technicien Supérieur (niveau 5).

LE PROJET

Filière Électronique, informatique et numérique :

- Ouverture de la Mention complémentaire Cyber sécurité et de la mention complémentaire Production et réparation des produits électroniques dans chacune des trois académies (Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon) avec des plateaux techniques adaptés.
- Ouverture et augmentation de capacités du bac pro Cybersécurité, Informatique et réseaux, Électronique (CIEL) ;
- Augmentation de capacités d'accueil du BTS Cybersécurité, Informatique et réseaux, Électronique (CIEL) ;
- Filière Transport de marchandises et de personnes ;
- Ouverture du CAP Conducteur agent d'accueil en autobus et autocar avec un module spécifique hydrogène.

En parallèle, formation des enseignants aux nouvelles technologies : hydrogène, bornes électriques. Principalement dans le cadre de l'ouverture des mentions complémentaires, nos partenaires économiques se mobilisent pour accompagner la montée en compétences de nos équipes pédagogiques. Nous réaliserons des actions de formation avec l'aide d'experts métiers mis à disposition par les entreprises ainsi que de supports de formation sur la réparation de bornes de recharge…

Objectif, transférer les savoirs techniques de l'industrie vers la formation.



© DR - RA AURA

LES IMPACTS ATTENDUS

5 nouvelles formations créées en 2023 qui concerneront 130 personnes pour l'année 2023, année de mise en œuvre, dont une centaine pour la voie initiale scolaire, le solde réparti en fonction des besoins de formation en apprentissage et formation continue.

La présence des entreprises en établissement scolaire par la mise à disposition de matériel ; la montée en compétences des enseignants via des experts de ces entreprises assureront l'adaptabilité de la formation aux besoins des entreprises et faciliteront la recherche de terrain de stages de qualité, notamment avec l'appui des formateurs associés.

GIPAL Formation
ACADÉMIE DE LYON
RÉGION ACADÉMIQUE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

drafpic@region-academique-auvergne-rhone-alpes.fr

RETOUR SOMMAIRE

RÉGION ACADÉMIQUE CENTRE-VAL DE LOIRE



© DR - RA CVL

OBJECTIF FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, environ 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

THÉMATIQUE :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GIP Centre-Val de Loire

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

Orléans Métropole et municipalité d'Orléans, Culture vélo Saran, Mondovelo, Cycle Pilorget, Vélo alto, CYKLEA / Tao, Meira Cycles, Norauto, Vélo Mielo, Calaise bicycle, Purcycle, Dias, Cycles-sports, Cycles Strebelle, AC cycles, ZEFAL, BI-Club Chapellois, UFOLEP.

COÛT TOTAL DU PROJET :

0,30 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

0,19 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

1 an - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Centre-Val de Loire

L'AMBITION

Le marché du vélo prend de l'ampleur mais la disponibilité de la main-d'œuvre ne suit pas, 72 % des entreprises jugent le recrutement difficile sur ce secteur.

Le caractère éclaté du marché (2 800 détaillants estimés) constitue un handicap pour faire émerger une offre de formation garantissant à ces structures les compétences nécessaires à leur fonctionnement. Si la formation continue dispose de 3 Certificats de Qualification Professionnelle (branche des services de l'automobile, du camion et des deux roues), il n'existe pas de formation initiale dans ce domaine.

Les besoins en emplois sont diversifiés du fait des nouveaux usages (vélo, mobilité, sportif de pointe, vélo tourisme), de nouvelles clientèles (urbaines, entreprises, collectivités, tourisme), de nouvelles conceptions (vélo à assistance électrique, pliants, nouveaux véhicules…), de nouvelles technologies (électriques, hydrauliques, matériaux) et de nouveaux acteurs (loueurs, centres auto…), qui imposent de déployer de nouvelles compétences.

L'enjeu pour les années à venir est certes d'offrir une large gamme de produits répondants aux besoins des usagers mais également de renforcer l'offre de services, notamment d'entretien et de réparation, permettant, in fine, de structurer la filière et de répondre au besoin en emploi grandissant sur le marché du cycle.

LE PUBLIC VISÉ

La FCIL « Technicien cycle et mobilité urbaine » vise donc à offrir aux jeunes titulaires d'un baccalauréat professionnel maintenance des véhicules, une compétence complémentaire autour de la mobilité électrique, permettant de répondre à la tension sur les emplois du secteur, et de répondre aux besoins d'engagement des jeunes sur les problématiques écologiques.

La FCIL permet de former des professionnels technicien cycle et mobilité urbaine en un an (Bac +1) et de délivrer des Open Badge.

LE PROJET

Pour répondre rapidement aux besoins identifiés avec des partenaires comme Décathlon, Intersport, Peugeot Cycles, Go sport, Cyclable Orléans, Mondovelo, cycle Pilorget, Vélo Alto **la première formation ouvrira en septembre 2023 à Orléans.** Ce projet permet la dotation de l'établissement en équipement adapté à un bon apprentissage (freins, amortisseurs…).

En parallèle, une adaptation des formations déjà présentes sur les territoires de Bourges et de Tours aura lieu.

La FCIL pourra être déployée ultérieurement une fois les acteurs économiques de ces territoires clairement identifiés.

À terme, il est probable que la formation soit pérennisée et donc transformée en mention complémentaire.

En effet, le déploiement de la loi d'orientation des mobilités (LOM) renforce le rôle devenu prépondérant du vélo dans les mobilités. **Le secteur attend donc un niveau de croissance élevé.**



© DR - RA CVL

LES IMPACTS ATTENDUS

Le GIP FTVL - IP et ses partenaires de projet visent, dans un premier temps, à déployer la formation et les équipements nécessaires au lycée Maréchal Leclerc de Saint-Jean de la Ruelle (45) avant de diffuser plus largement sur la région.

Les formations sont donc amenées à être développées dans l'intégralité de la Région Centre-Val de Loire après l'ouverture de la première formation à la rentrée 2023/2024.

Une mention complémentaire est envisagée à l'issue des 2 années de FCIL. En parallèle du développement des nouvelles mobilités, les formations développées dans ce projet permettront un développement de compétences nouvelles (vélos et trottinettes électriques…) et des profils polyvalents.

GIP FTLV-IP CENTRE VAL DE LOIRE

ce.0450066C@ac-orleans-tours.fr
lycee-marechal-leclerc.com

RETOUR **SOMMAIRE**

RÉGION ACADÉMIQUE HAUTS-DE-FRANCE



© DR - Adobe Stock

OBJECTIFS FRANCE 2030 :

Produire en France, à l'horizon 2030, environ 2 millions de véhicules électriques et hybrides chaque année

Levier Souveraineté Numérique

THÉMATIQUES :

Digitalisation et décarbonation des mobilités

Batteries

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :

GIP FCIP de Lille

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :

GIP FCIP de Lille, GIP Forinval d'Amiens, le Rectorat de l'académie de Lille, le Rectorat de l'académie d'Amiens, le Lycée Robespierre à Lens, le Lycée Gustave Eiffel d'Armentières, le Lycée Branly d'Amiens, le Lycée Professionnel Montaigne d'Amiens

COÛT TOTAL DU PROJET :

0,43 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :

0,3 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :

18 mois à compter de la date de signature de la convention : 13/10/2023

Éligibilité des dépenses à partir du 23/05/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :

Hauts-de-France

L'AMBITION

L'évolution de la carte des formations en voie scolaire s'appuie, dans les HdF, sur une lettre de cadrage associant la Région Académique, la Région et la DRAAF. Elle permet de prescrire de grandes priorités aux établissements dans une volonté de trouver un équilibre entre les ambitions des jeunes et de leurs familles et les besoins des territoires.

La révision de la carte des formations, engagée avec le conseil régional et les branches professionnelles via notamment la sollicitation des Campus des Métiers et des Qualifications montre que pour 2023-24 des opportunités existent pour accélérer la transformation de l'offre de formation dans deux secteurs professionnels : la filière numérique (avec notamment la prise en compte de la réforme de la filière « CIEL », Cybersécurité, Informatique et Réseaux, Électronique) et le domaine des mobilités (au sens large du terme) pour intégrer notamment le basculement industriel constitué par le développement des véhicules à batterie.

Ces deux filières sont abordées, à la fois globalement, mais aussi dans une logique « territorialisée » permettant de répondre aux besoins des territoires et de s'insérer dans l'offre de formation existante. La volonté d'implantation de nouvelles formations se fera aussi dans le souci de prendre en compte les besoins sur l'ensemble des territoires de la Région Académique.

Ces nouvelles formations visent une insertion professionnelle importante et permettent un réel tremplin à l'emploi et une entrée dans la vie active.

LE PUBLIC VISÉ

Les formations s'adressent aux jeunes en formation initiale du niveau de formation Bac +1/2.

LE PROJET

Ouverture dans trois lycées, Lycée Robespierre de Lens, au Lycée Gustave Eiffel d'Armentières, au Lycée Branly à Amiens, de la mention complémentaire « Cybersécurité » dans la filière « Cybersécurité, Informatique et réseaux, Électronique » :

Formation proposée en mixité de public avec une volonté de développer l'apprentissage auprès des entreprises qui pourraient être intéressées par cette nouvelle offre de formation de niveau 4.

Un investissement en matériel notamment pour des logiciels et aménagement de plateaux techniques ont été financés dès la 1ère année.

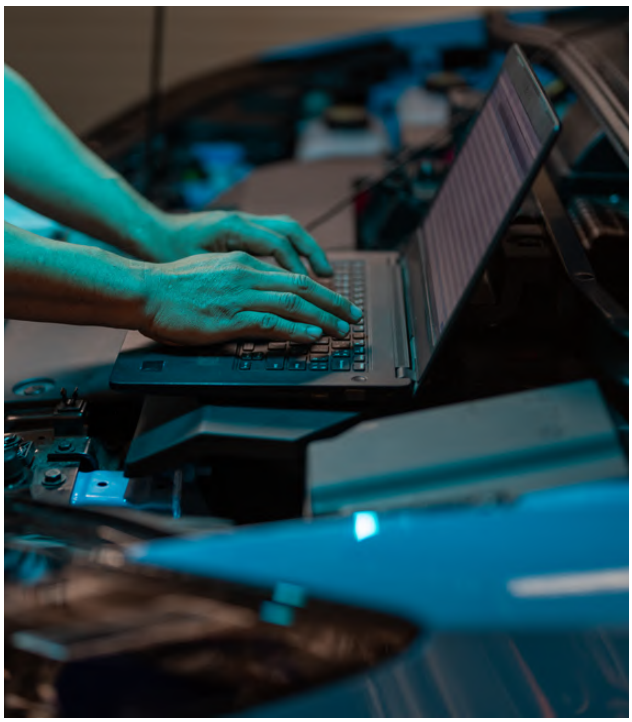
Déploiement d'une Formation Complémentaire d'Initiative Locale (FCIL) « métiers techniciens connexes automobile » au Lycée Montaigne à Amiens :

- Le remplacement du parc de véhicules thermiques par des véhicules électriques et hybrides crée un fort besoin de qualifications ,
- Sur le territoire régional et national ,
- Chez les techniciens automobiles.

Cette FCIL permet aux élèves d'acquérir les principales notions de ces nouvelles technologies et ses qualifications spécifiques, garantes d'une réelle insertion professionnelle.

Déploiement d'une FCIL « mobilités douces » : Cette FCIL permet aux élèves d'acquérir une qualification spécifique autour de véhicules très faiblement carbonés et une qualification technique spécifique dans les systèmes de mobilité collectifs ou individuels.

Formations de formateurs : Mise en place d'un plan d'accompagnement des formateurs en amont de l'ouverture des MC « cybersécurité ». 2 nouvelles formations pour la formation initiale scolaire (FCIL).



© DR - Adobe Stock

LES IMPACTS ATTENDUS

Les formations complémentaires seront proposées en mixité de parcours (FISS et apprentissage).

Les 2 FCIL sont proposées en lien avec les demandes des entreprises dans le domaine de la mobilité et accompagnent la transformation de l'offre de formation du LP Montaigne d'Amiens, autrefois centrée sur les énergies carbonées.

L'ensemble de ces ouvertures représentent 75 nouvelles places offertes en formation, à raison de 45 pour les trois sections de Mentions complémentaires « Cyber sécurité » et de 30 places pour les deux Formations complémentaires d'initiatives locales.

GIP FCIP
LILLE
HAUTS-DE-FRANCE

sapiaq-gip@ac-lille.fr

RETOUR SOMMAIRE

RÉGION ACADÉMIQUE MARTINIQUE



© DR - RA Martinique

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Investir dans une alimentation saine, durable et traçable afin d'accélérer la révolution agricole et alimentaire

THÉMATIQUE :
Alimentation durable et favorable à la santé

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP de l'académie de Martinique

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
LPO Joseph Pernock, LGT Bellevue, PARM, La Conserverie Créole, DENEL, SAUR Martinique, Société Martiniquaise des Eaux, ODYSSI

COÛT TOTAL DU PROJET :
0,23 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
0,16 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
1 an - 2023-2024

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Martinique

L'AMBITION

Cette formation vise à former et qualifier les apprenants en vue de répondre aux enjeux des entreprises du tissu économique local.

Les attentes et besoins des professionnels ont été identifiés par des enquêtes de terrain et exprimés dans un référentiel de formation au travers de 4 blocs de compétences.

Les champs visés sont :

- Maintenance industrielle ;
- Qualité, hygiène, sécurité, environnement ;
- Habilitations : CACES, SST, PRAP… ;
- Entrepreneuriat ;
- Management ;
- Maîtrise des outils numériques.

L'objectif premier de la formation est de compléter les compétences des apprenants en tenant compte des contextes locaux particuliers. **Ces adaptations liées aux technologies, aux process ainsi qu'à la répartition des activités professionnelles par poste sont déterminantes de l'employabilité et de l'insertion professionnelle.**

LE PUBLIC VISÉ

La FCIL s'adresse aux bacheliers titulaires du baccalauréat professionnel Bio-industries de Transformation (BIT) pour la filière Bio-industrie et du baccalauréat professionnel Procédés de la Chimie, de l'Eau et des Papiers Cartons (PCEPC) pour la filière Eau.

Il s'agit donc d'une formation professionnelle de niveau Bac +1 alternant des temps d'enseignement en établissement scolaire (21 semaines) et des temps d'enseignement en entreprise (23 semaines).

LE PROJET

La Formation Complémentaire d'Initiative Locale comprend 2 options :

- L'option Bio-Industries, Transformations endogènes, Développement durable ;
- L'option Conduite de réseaux de distribution collectifs et particuliers.

Elle s'articule autour de 4 blocs de compétences (BC), dont 2 sont communs aux 2 options :

- **BC1 :** optimisation des compétences professionnelles et transversales ;
- **BC2 :** optimisation des compétences transversales d'employabilité ;
- **BC3 :** gestion des lignes de production, transformations endogènes ;
- **BC4 :** conduite des réseaux de distribution collectifs et particuliers.

La formation s'effectue à la fois en établissement scolaire et en entreprise et est construite sur le modèle de l'alternance.

Elle est dispensée par une équipe pédagogique dynamique, qualifiée et prend appui sur des équipements industriels et pédagogiques en lien avec le monde de l'entreprise.

À l'issue de la formation, les apprenants reçoivent un bilan de compétence et une attestation de réussite.



© DR - RA Martinique

LES IMPACTS ATTENDUS

La FCIL, construite avec les professionnels se doit d'évoluer en prenant en compte les évolutions qui s'opèrent dans les milieux professionnels.

Le lien avec les entreprises doit donc être permanent afin d'adapter le référentiel de formation.

Cela implique la mise en place d'une veille à la fois informative mais aussi technologique.

La capacité d'accueil est de 14 apprenants. Des bénéficiaires de formation continue peuvent être intégrés en fonction des places disponibles.

Les équipements pris en charge par ce programme de cofinancement ont vocation à être utilisés par les autres formations de la filière des bio-industries et des métiers de l'eau.

ACADÉMIE DE MARTINIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

ce.9720726g@ac-martinique.fr
lycee-joseph-pernock.com

RETOUR SOMMAIRE

RÉGION ACADÉMIQUE NOUVELLE-AQUITAINE



© DR - RA NA

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Décarboner notre industrie

THÉMATIQUES :
Décarbonation de l'industrie
Produire 20 biomédicaments
Cybersécurité

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
GIP FCIP d'Aquitaine

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
GIP FCIP de Poitiers, GIP FCIP de l'académie de Limoges, Rectorat de l'académie de Bordeaux, Rectorat de l'académie de Limoges, Rectorat de l'académie de Poitiers, CFA académique du Limousin, CHU de Bordeaux, Région Nouvelle-Aquitaine, Société AKKODIS

COÛT TOTAL DU PROJET :
1,26 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
0,55 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
1 an - T3/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Nouvelle-Aquitaine

L'AMBITION

Le projet a pour objectif d'impulser des transformations complémentaires de la carte des formations dans des filières éligibles France 2030.

Ont été retenues des formations courtes, dans une logique de parcours et d'approfondissement des compétences, déjà déployées sur les 3 académies ou ayant, à partir d'un premier ancrage local, une perspective de déploiement régional ultérieur.

MC Cybersécurité : en réponse aux enjeux du numérique et au besoin croissant de compétences liées à la transition numérique.

CAP Conducteur agent d'accueil en autobus et en autocar : La tension de recrutement sur les métiers du transport est majeure. Au niveau régional, plus de 3000 postes sont à pourvoir à l'horizon 2030. Le métier de transport en commun sur route est classé en tension dans la région.

FCIL Biomédicaments : les biomédicaments représenteront d'ici 2 ans la moitié des molécules les plus vendues. Le territoire de la région Nouvelle-Aquitaine propose un nombre croissant d'offres d'emploi en techniciens d'analyse de biologie médicale spécialisée ou de production et de purification de biomédicaments ; avec de fortes difficultés de recrutement.

FCIL Technicien spécialisé en électricité ferroviaire : contribuer aux objectifs de « la mobilité de demain » ; cette nouvelle formation répondra notamment aux besoins en compétences d'une entreprise leader dans le domaine des rames de train et de trams.

LE PUBLIC VISÉ

Ont été retenues des formations professionnelles courtes, du CAP au post-BTS, à destination des élèves en formation initiale. Deux diplômes sont visés : un CAP et une mention complémentaire niveau 4. Deux formations complémentaires d'initiative locale d'un niveau post-BTS permettront une spécialisation en adéquation avec les besoins du territoire.

LE PROJET

- **MC Cybersécurité :** nouveau diplôme visant à donner une qualification spécialisée dans un domaine en plein essor. Véritable enjeu de souveraineté, il s'inscrit dans un contexte de développement de la connectivité des produits avec des risques élevés de cyberattaques.
- **CAP C4A :** révèle la volonté d'augmenter rapidement le nombre de personnes formées à la conduite d'autobus et d'autocars. L'objectif est de proposer à d'autres lycées de la région le dispositif de simulateur et de classe mobile embarquée, après concertation avec la branche professionnelle.
- **FCIL Ferroviaire :** répond à la montée en compétences nécessaires aux besoins de la filière ferroviaire, aux besoins de notre territoire en recrutement en lien avec la montée en charge de nos entreprises et à la volonté de développer des partenariats éducation-économie pour croiser les compétences et établir des passerelles technologiques. La formation s'inscrit dans le cadre du Campus des métiers et des Qualifications.
- **FCIL Biomédicaments :** l'objectif est d'alimenter le marché du travail en techniciens de laboratoire qualifiés pour exercer dans des domaines hautement spécialisés et attendus par les professionnels hospitaliers et industriels. La FCIL agira auprès des jeunes comme un « premier de cordée » sur l'attractivité d'une filière en pleine expansion, au bénéfice de l'insertion professionnelle.



© DR - RA NA

LES IMPACTS ATTENDUS

Il est prévu à la rentrée 2023 l'ouverture de 4 nouvelles formations professionnelles sur le territoire de la région Nouvelle-Aquitaine dans 6 lycées techniques et professionnels dont 2 diplômantes (CAP, Mention complémentaire) et 2 qualifiantes, ouvertes en formation initiale (scolaire et apprentissage).

Le projet a l'ambition de former en une année scolaire 57 apprenants d'un niveau bac et de sensibiliser 30 apprenants d'un niveau BTS.

Des actions de communication seront mises en œuvre afin d'améliorer l'attractivité de ces métiers.

Particulièrement pour le CAP C4A, il est envisagé d'acquérir un simulateur mobile permettant de réaliser des actions de formation dans la conduite de poids lourds, autocar, autobus et chariots de logistique, complété par l'achat d'un autocar de formation.

Cette innovation pédagogique devrait permettre de proposer à d'autres lycées de la région le dispositif de simulateur et de classe mobile embarquée, après concertation avec la branche professionnelle.

Ces nouvelles formations permettent d'étoffer notre réseau de partenaires tant public que privé (CHU, laboratoires d'analyse, plateformes de recherche pour la FCIL Biomédicaments et AKKODIS pour la FCIL Ferroviaire).

GIP FCIP AQUITAINE

gipfcip-ami@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr

RETOUR SOMMAIRE

SPACE G



© DR - SPACE G

OBJECTIF FRANCE 2030 :
Prendre toute notre part dans l'aventure du spatiale

THÉMATIQUE :
Aventure Spatiale

PORTEUR DE PROJET CHEF DE FILE :
Campus des Métiers et des Qualifications Aéronautique et Spatial de Guyane (Structure Juridique GIP FCIP de Guyane)

PRINCIPAUX MEMBRES DU CONSORTIUM :
Collectivité Territoriale de Guyane, ArianeGroup, Europropulsion

COÛT TOTAL DU PROJET :
0,38 M€

FINANCEMENT FRANCE 2030 :
0,19 M€

DURÉE ET DATE DE DÉBUT :
5 ans - T1/2023

RÉGION DE DÉPLOIEMENT :
Guyane française
Module d'apprentissage en ligne

L'AMBITION

La filière spatiale est manifeste en Guyane, Kourou abritant la base de lancement européen. **La mise en place du nouveau lanceur Ariane 6, de par ses spécificités et la cadence élevée de ses tirs, requiert des besoins en compétences (parfois nouvelles) et ce au niveau local** (alors que, jusque-là des experts missionnés se déplaçaient pour chaque campagne). De plus, la moyenne d'âge des équipes sur place est supérieure à 40 ans, ce qui complexifie leur transition vers les nouveaux métiers nécessaires sur la base.

Malheureusement peu de jeunes se projettent dans cette filière, d'autant plus que les formations n'étaient pas accessibles sur place. En effet la FCIL Mécanicien Aérospatial adossée au bac pro Aéronautique est mise en œuvre par le CMQ AS en coordination avec ArianeGroup et d'autres entreprises aérospatiales depuis la rentrée 2022.

Avec le soutien des industriels, deux nouvelles formations sont en cours de création pour un premier déploiement sur le territoire guyanais pour la rentrée 2023. Les objectifs du projet de :

- **Renforcer l'attractivité du secteur spatial ;**
- **Rendre accessibles les plateaux techniques à l'ensemble du territoire (politique de désenclavement) ;**
- **Créer un vivier de compétences permettant d'assurer un recrutement local sur la base spatiale.**

LE PUBLIC VISÉ

Le FCIL Robotique Aérospatiale s'adresse aux élèves de niveau Bac à Bac +2. Les élèves en Bac Pro Maintenance des Systèmes de Production MSPC, Bac Pro Aéronautique FCIL Mécanicien Aérospatial, en BTS MSPC seront formés pour cette première promotion.

Le certificat d'initiation à l'Espace (CiE) s'adresse à des élèves de niveau lycée à partir de la seconde (professionnelle, générale ou technologique).

LE PROJET

Pour pallier les spécificités du territoire (taille, manque d'infrastructures et de logement pour les apprenants), **une unité mobile de formation a été proposée pour faciliter l'accès aux formations FCIL Robotique Aérospatiale et Certificat d'initiation à l'Espace aux élèves des différents bassins.**

La configuration de cette unité qui pourra être déplacée dans différents établissements de Guyane s'appuie sur les unités mobiles du partenaire du CMQ AS (le SENAI, Brésil).

Une collaboration est prévue avec les entreprises locales pour la création de ce module. Cette unité mobile pourra devenir un support pour d'autres formations.

La FCIL Robotique Aérospatiale requiert l'achat de robots et d'ordinateurs. Un professeur a été recruté pour former les formateurs. Cette formation sera dispensée en Janvier-Février dans un EPLE. Puis les formateurs des différents établissements pourront à leur tour former leurs élèves/apprentis en mars.

La cérémonie de récompense aura lieu en fin d'année scolaire.

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS

Aéronautique et spatial

Guyane

LES IMPACTS ATTENDUS

- **2023 :** 1 nouvelle formation créée :
  - **FCIL Mécanicien Aérospatial :** 5 formés en apprentissage.
- **2024 :** 2 nouvelles formations créées :
  - **FCIL Robotique Aérospatial :** 40 formés (formation initiale et continue) ;
  - **Certificat d'initiation à l'espace :** plus de 100 formés ;
  - **FCIL Mécanicien Aérospatial :** 8 formés.

GIP FCIP
RÉGION ACADÉMIQUE GUYANE

ampus.as@ac-guyane.fr
campus-aeronautique-spatial.ext.ac-guyane.fr

RETOUR SOMMAIRE

À PROPOS DE L'ANR

L'Agence nationale de la recherche (ANR) est l'agence de financement de la recherche sur projets en France.

Établissement public placé sous la tutelle du ministère chargé de la Recherche, l'Agence a pour mission de financer et de promouvoir le développement des recherches fondamentales et finalisées, l'innovation technique et le transfert de technologies, ainsi que les partenariats entre équipes de recherche des secteurs public et privé tant sur le plan national, européen qu'international.

L'ANR est aussi le principal opérateur des programmes France 2030 dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche pour lesquels elle assure la sélection, le financement et le suivi des projets couvrant notamment les actions d'initiatives d'excellence, les infrastructures de recherche et le soutien aux progrès et à la valorisation de la recherche.

L'ANR est certifiée ISO 9001 pour l'ensemble de ses processus liés à la « sélection des projets ».

www.anr.fr

Contact Opérateur :
cma@agencerecherche.fr

À PROPOS DE LA BANQUE DES TERRITOIRES

Créée en 2018, la Banque des Territoires est un des cinq métiers de la Caisse des Dépôts.

Elle rassemble dans une même structure les expertises internes à destination des territoires. Porte d'entrée client unique, elle propose des solutions sur mesure de conseil et de financement en prêts et en investissement pour répondre aux besoins des collectivités locales, des organismes de logement social, des entreprises publiques locales et des professions juridiques.

Elle s'adresse à tous les territoires, depuis les zones rurales jusqu'aux métropoles, avec l'ambition de lutter contre les inégalités sociales et les fractures territoriales.

La Banque des Territoires est déployée dans les 16 directions régionales et les 37 implantations territoriales de la Caisse des Dépôts afin d'être mieux identifiée auprès de ses clients et au plus près d'eux.

Pour des territoires plus attractifs, inclusifs, durables et connectés.

www.banquedesterritoires.fr
@BanqueDesTerr

Contact Opérateur :
pia4cma@caissedesdepots.fr

RETOUR **SOMMAIRE**

INDEX DES PROJETS LAURÉATS

123

1H-EID 280
3NC 14
3K AMI 406

A

A2ForBois 192
AccelAILearning@HiPARIS 320
ACTIFE 172
Adopt'IA 322
Agro Open Lab 174
AISorb 324
ALIMCARE 176
ALIMED 2025 178
amàRéno 106
AMHY de Grenoble 28
AMPHY 30
AMUS@N-Num 220
App' im' SASO 374
ARCliMeD 222
Avenir-Agro 180
AVID 110

B

BATTENA 152
Bio'Occ 210
BIORAF 100
BIOT2@Normandie 212

C

C2A 162
C2FM-Training 68
C-CEDI 18
C-DéCIDé 58
CAIRE 326
Campus digital des métiers de la viande 376
Campus ICM 94
Campus Versailles 288
CAP3R 92
CAPéMARE 40
CAP PAC 2030 42
CAPS'UL 224
CE2D-PDL 16
Chimie Verte Academy 96
CINERG'e-santé 226
Cité S 290
Cité S2 292
CLIMASCO 378
CMA'Num 380
CMQe NFP4.0 382
CNSMD+ 294
CO2i 60
COMETES 308
CoMREVA 98
C'Possible 408
Créer, innover pour hybrider dans les métiers du bâtiment 110
CyberEDAntilles 350
CyberINSA 352
CyberSkills@UGA 354
CyberSkills4All 356
CyMoVE 136
CYRCE 358

D

DaTSHealth 228
DecarboChim 62
DEFFI-TL 138
DigiHealth Paris Cité 230
Digital FCU 384
DIG-SCALE 140
DINUSA 232

E

E-DEFFINUM 386
ECN 112
ECSN 234
Écoles des réseaux 44
École H2 30
ECOUBAT 114
EDLB 154
EDSAN 236
EESL 242
EFELIA Côte d'Azur 330
EFELIA-ANITI 328
EFELIA-MIAI 332
EFELIA-PRAIRIE 334
EID@Lyon 282
Electro'mob 156
ENSUIITE 238
eOLE Campus 164
ESLAP 70
ESNbyUM 240
ESOS 72
EVOFIA 194
ÉVOLUTION JEU VIDÉO 296
Exa2Bio 214

F

F@cile 388
FAAN 196
FAME 74
FAMEX 2030 182
FAMOUS 184
FARE 116
FBCA Excellence 118
FEMA 120
FIBI 104
FICCTION 298
FMTE 122
Fo6Med 244
FODUBLI 158
FOREP-Vé2030 76
FP2 186
FORTEIM 46
FPI Auvergne-Rhône-Alpes 78
FURII-Dem@ter 246

G
GENHYO ... 32
Guyane connectée : combler les écarts* ... 390

H
H-TASE ... 34
H2 neutralité CARBONE ... 36
HAPPIS ... 38
HoMaBra'30 ... 198
Hub Maintenance ... 80

I
I-BE3 ... 48
IFALP ... 410
IBES ... 218
I-NOVMICRO #2 ... 82
IMTFor5G+ ... 314
INFORISM ... 84
Institut Boussingault ... 188
ITEEnéraire ... 124

L
Label Solutions ... 142
LaTêteDansLesNuages@UGA ... 318
Les Potentiels Solaires ... 50
Les Reconstructeurs Académie ... 126

M
MACMIA ... 336
MANU ... 248
MEDEI ... 64
MERCASTO ... 66
MONA ... 412
MVEB ... 144

N
N2G2V ... 20
NAVI ... 200
NORMANTHIIA ... 338
NSM5P ... 252
NumiaCare-Saclay ... 250

O
OffWind ... 52
ODI-C 2030 ... 392
OPPEN ... 22
Orbimob Académie ... 146
OSMOSE ... 360

P
PariSantéNum ... 254
PEGASE ... 166
PENSO ... 256
PF_DD ... 86
PFDS ... 258
Photon Hub ... 88
PICMA ... 414
Pix Impacts ... 394
PLAPIMA ... 202
PRIMANS ... 260
PRISME ... 54
PROMESS ... 262

Q
QuanTEdu-France ... 348

R
Région Académique Auvergne-Rhône-Alpes ... 420
Région Académique Centre-Val de Loire ... 422
Région Académique Hauts-de-France ... 424
Région Académique Martinique ... 426
Région Académique Nouvelle-Aquitaine ... 428
Région Académique Guyane ... 430
RECI (ex : Cyber-Indus) ... 362
REMED ... 148
Re-Source ... 300
Re-Vi-VR-e ... 396
ReDHI ... 264
RIS3 ... 316

S
SaclAI-School ... 340
SAED ... 204
SaNu-RN ... 266
SATIN ... 268
SCALE ... 398
SCICONUM ... 400
SENS ... 270
SN@SU ... 272
SNB22 ... 274
SORBONNE.AI ... 342
SPACE IDF ... 306
SUD AVENIR HÉLICO ... 168

T
Talents Cyber ... 364
TAVB ... 128
TCE ... 366
TechPourToutes ... 402
TETP ... 130
TIARe ... 344
TRAIN4BIOPROD ... 218
Transformeurs ... 150
TRANSITIONS ARCHI-PAYSAGE ... 302
TravaypouDèmenBTP ... 104

U
UB2030-CAP BIOSPACE ... 310
UB2030 - CAP ELENA ... 90
UB2030 - CAP IA ... 346
UB2030-CAP Santé Numérique ... 276
UNITEID ... 284
UNIVEReSANTÉ ... 278
Up FIB ... 132

V
Verdinum (ex : Green Digital Skills) ... 368
VerIT ... 370
Vers une nouvelle équation académique ... 404
VINUM ... 206
VITAMIN'A ... 190

W
WorldSkills France 2030 ... 416

RETOUR **SOMMAIRE**



Contact : presse.sgpi@pm.gouv.fr